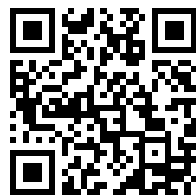

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

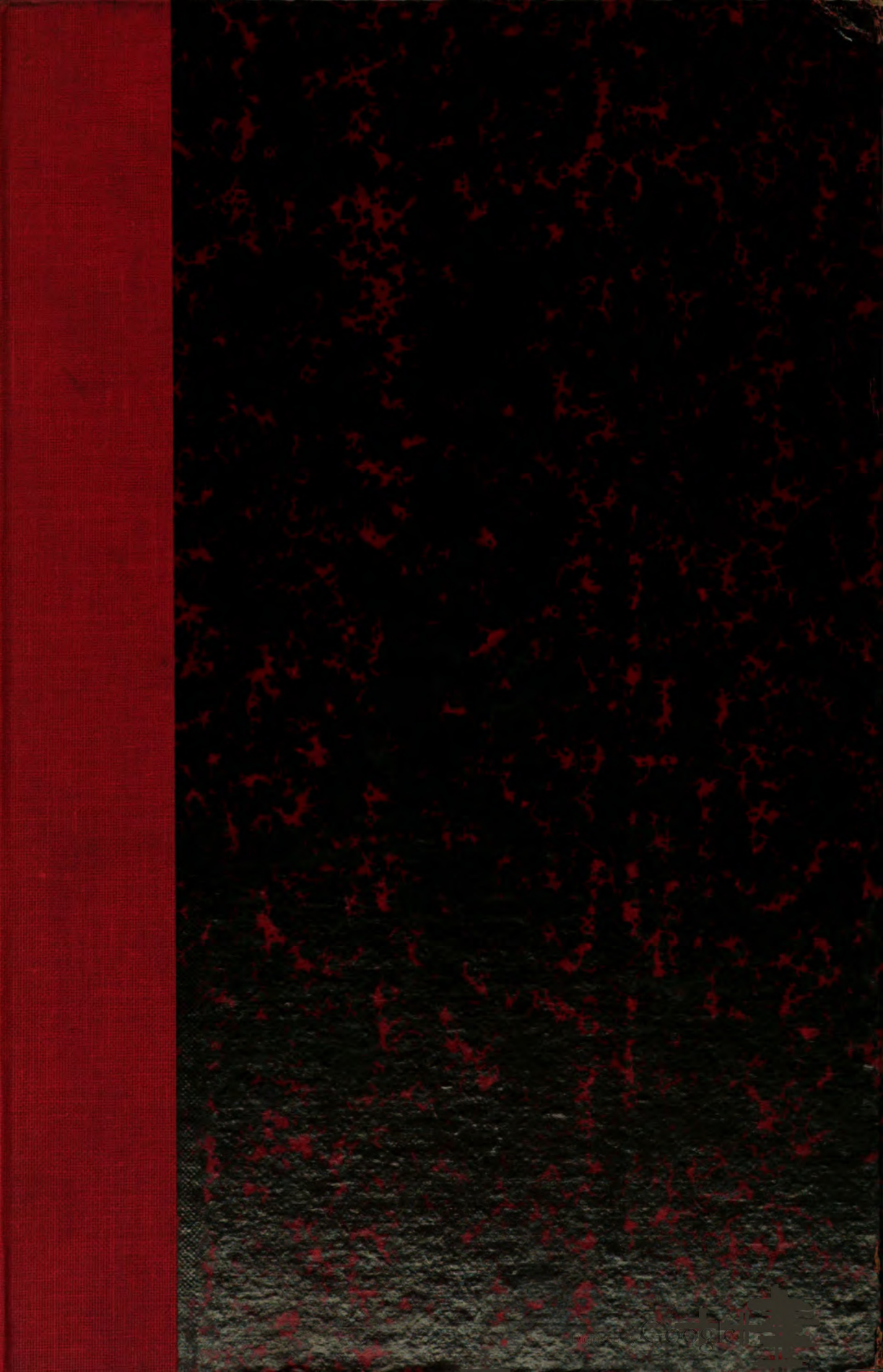
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



KELLY
ARY
SITY OF
ORNIA

30.

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

KELEY
ARY
SITY OF
ORNIA

30

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

1910

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-présidents : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
CH. DANGIBEAUD, 14, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, Saintes.
Trésorier-adjoint : M. FERDINAN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue César-Franck, 9.
MACHET DE LA MARTINIÈRE, archiviste du département du Morbihan, à Vannes.
GEORGES MUSSET, I. O., archiviste-paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
JULES PELLISSON, A. O., juge honoraire, boulevard des Arènes, 27, à Périgueux.
Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AUGUSTE BITEAU, *, A. O., maître principal de 1^{re} classe des constructions navales en retraite, conseiller municipal, rue du Perat, 50, à Saintes.
FERDINAND BABINOT, premier adjoint au maire, avocat, suppléant du juge de paix, place des Cordeliers, 7, à Saintes.
EDMOND BOILEVIN, négociant, grande rue, 23, à Saintes.
JULES GUILLET, négociant, conseiller général, rue de La Roche, 12, à Saintes.
ABEL MESTREAU, négociant, rue du port des Frères, 24, à Saintes.

Le siège de la société des Archives est à Saintes, cours National, 99.
La société publie tous les deux mois un *Bulletin, Revue de Saintonge et d'Aunis*, qui forme au bout d'un an un volume d'environ 500 pages.
Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 10 francs; 11 fr. 50 pour l'étranger; un numéro, 2 fr. 50. Elle est adressée gratuitement aux membres de la société qui paient par an une cotisation de 13 francs.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs... 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 150 francs...

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DES

ARCHIVES HISTORIQUES

REVUE

DE LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

XXX



SAINTES

LIBRAIRIE J. PRÉVOST

15, COURS NATIONAL

1910

DC 611
S325 R4
v. 30

REVUE DE SAINTONGE & D'AUNIS BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE FÉVRIER 1910

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; Distinctions ; Achat d'un plan archéologique de Saintes ; Communes modifiées ; Théâtre ; Découverte d'une pierre gauloise ; Récompenses ; Vieux arbres ; Tableau.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : MM. Sauvé, Péricaud, G. Inquimbert, M^{me} de Thézac, M. l'abbé Letard, Mgr Fulbert-Petit, M^{me} Pellisson, M^{me} de Lapelin, M. Duguet. — *Mariages* : Morange-Besson, Charrier-Jules-Mary, Peyrelongue-Hériard, Gaillard-Givanovich.

VARIÉTÉS : *Napoléon à Saintes* par M. Guérin ; *Arrêt contre les protestants en 1749*, publié par M. le Dr Vigen ; *Les justices de paix de Saintes depuis 1790*, par M. Guérin ; *Un testament à Condom*, publié par M. A. Laverny.

LIVRES ET REVUES : *Saint-Maigrin*, le préfet Guillemardet, *Romania*, le poète Félix Souchet, *Anchoine*.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS :

M. Henri Vercheval, professeur de musique à Saintes, présenté par M. Dangibeaud.

M. Charles Inquimbert, cours National, Saintes.

Les tables du tome XXIX seront distribuées avec le prochain numéro.

Nos confrères qui n'auraient pas encore reçu le volume annuel de documents, sont priés de le réclamer chez nos correspondants ou au siège de la Société.

Notre confrère M. le Dr Mauny a été nommé chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique (janvier 1910).

La bibliothèque de Saintes a acquis un très beau plan de la ville de Saintes, à grande échelle (1,50×1,05), dressé par notre

Revue, Tome XXX, 1^{re} livraison. — Février 1910.

1

regretté confrère M. Dupuy, qui a reporté sur ce plan toutes les indications archéologiques connues d'après Masse et Chaudruc de Crazannes. La mort a interrompu cette œuvre considérable depuis longtemps souhaitée par les archéologues.

Le village des Soullards qui faisait partie de la commune de Saint-Pierre de Juillers (canton d'Aunay) vient d'être annexé à la commune de La Brousse (canton de Matha).

En novembre 1909, MM. Léon Hennique et Johannes Gravier ont fait représenter, sur le théâtre de l'Odeon à Paris, un drame intitulé *Jarnac*. Le Théâtre du mois de décembre a donné les décors des II^e, III^e et IV^e actes.

Une pièce d'argent, pesant 3 gr. 52, a été trouvée en face du château de Neuviq-sous-Matha, vers Puységard-Haut, presque à fleur de terre. Elle est mal frappée : d'un côté, un semblant de tête et, de l'autre, un animal, le corps de profil, la tête de face ; au-dessus de lui une étoile et une sorte d'inscription.

C'est une imitation d'une monnaie de Marseille, à la tête de Diane et au lion, avec la légende ΜΣΣΑ ou ΜΑΣΣΑ. (Voir La Tour, *Atlas de monnaies gauloises*, n^{os} 2254 et 2255, pl. v.).

Des fouilles pratiquées en décembre 1909, à Bordeaux, dans l'ancien cimetière chrétien, où passent aujourd'hui les Allées Damour, ont mis à découvert un sarcophage grossier ayant, encastrée dans son couvercle, une inscription de la fin du IV^e siècle ou du commencement du V^e. Elle rappelle le décès d'un certain Flavinus, soldat du corps des Mattiaques anciens (*seniores*), corps d'irréguliers que l'on suppose originaires des bords du Rhin. Cette épitaphe, remarquable à plusieurs titres, contient des vulgarismes curieux.

C'est la première inscription chrétienne de cette époque, trouvée à Bordeaux, qui entre au musée.

L'Académie française a décerné le prix Marmier (850 fr.) à M. Léonce Depont (18 novembre).

M^{lle} Marie Van Elstande, domiciliée à Landes, a reçu un prix Montyon.

Les 22, 24 et 25 novembre 1909, à Rochefort, représentation de la *Jeanne-d'Arc*, drame de M. Georges Gourdon.

Le 30 janvier 1910, même représentation à l'institution Notre-Dame de Recouvrance à Saintes.

—
Les Tablettes des Deux-Charentes, du 8 janvier 1910, annoncent qu'on vient d'abattre un ormeau vénérable, déjà décapité, sur le cours d'Ablois, à Rochefort, dernier témoin de la Fête de la Fédération de 1790.

Les ormeaux de nos cours, à Saintes, plantés au commencement du XIX^e siècle, s'en vont aussi.

—
Le tableau de M. E. Chevalier, le *Marais d'Angoulins*, du Salon dernier, acquis par l'Etat, a été attribué au Musée du Luxembourg (novembre 1909).

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 14 novembre 1909, est décédé, à Angers, M. Tiburce Sauvé, né à La Rochelle, âgé de 73 ans, docteur en droit, substitut à Niort, puis à Marseille, procureur de la République à Limoges. Lorsque parurent les décrets fermant les établissements religieux il donna sa démission. Il était président du Syndicat départemental d'agriculture de la Charente-Inférieure, président du Comice agricole de l'arrondissement de La Rochelle. Les obsèques ont eu lieu le 17 à Coulonges-sur-l'Autize (Voir *Echo Rochelais* du 20 novembre).

—
Le novembre 1909, est décédé, à Paris, Louis Pericaud, acteur, âgé de 74 ans, né à La Rochelle en 1835. *L'Illustration* du 20 novembre a reproduit sa photographie.

—
Est décédé, à Saintes, le 3 décembre 1909, M. Georges Inquibert, ancien avocat, âgé de 80 ans. Il laisse un fils, Charles, et une fille, M^{me} Bouyer.

—
Est décédée, le 4 décembre 1909, à Saintes, M^{me} de Thezac,

née Louise-Clotilde-Marie-Joséphine de Balby de Vernon, âgée de 83 ans.

—
Le 14 décembre 1909, est décédé, à Jonzac, M. l'abbé François Letard, né à Léoville, le 27 mars 1821. Il fut ordonné prêtre le 30 juillet 1848 et presque aussitôt nommé vicaire de Blanzac avec six annexes. En 1859, il devint coadjuteur de son oncle, curé-doyen de Saint-Martin du Petit-Niort, puis curé du Petit-Niort et de Saint-Dizant du Bois. Il fit quelques pèlerinages à Rome et en Palestine. En 1884, il quitta Saint-Simon de Bordes pour aller à Saint-Just où il resta une douzaine d'années. Quand il sentit le poids des années diminuer sa robuste constitution, il demanda la faveur de retourner à Saint-Dizant du Bois. Le 30 juillet 1908, il célébra ses noces de diamant (Voir le *Bulletin Religieux* du 25 décembre 1909).

—
Monseigneur Marie-Joseph-Jean-Baptiste-André-Clément Fulbert-Petit, archevêque de Besançon, que nous comptons parmi nos confrères depuis 1887, est décédé subitement le 6 décembre 1909, à Besançon. Né à Saint-Fort-sur-Gironde le 27 juillet 1832, élevé au Petit Séminaire de Montlieu, sous la direction de M. Rainguet, prêtre, en 1856 tour à tour vicaire de Saint-Fort, professeur à Montlieu, vicaire de la Cathédrale de La Rochelle, secrétaire de l'Evêché, aumônier des Bénédictines de St-Jean d'Angély, chancelier, enfin vicaire général du diocèse (1869) pendant 18 ans. Nommé évêque du Puy, il reçut la consécration épiscopale, le 25 juillet 1887, dans l'église cathédrale de La Rochelle des mains de Mgr Ardin. Il gouvernait le diocèse du Puy depuis sept ans, quand il fut transféré à l'archevêché de Besançon (1894). Il était chevalier de la Légion d'honneur.

La *Semaine Religieuse* de Besançon raconte ses derniers moments : « Le dimanche 5 décembre, les fidèles de la Cathédrale eurent le bonheur de lui voir tenir chapelle à la messe et aux vêpres, où se célébraient les fêtes de l'Immaculée-Conception, et de recevoir sa dernière bénédiction. Il était rentré chez lui un peu indisposé, comme cela lui arrivait tant de fois ; le lundi matin, l'indisposition l'avait empêché de se lever et de présider le conseil qu'il avait l'habitude de tenir chaque lundi ; à ce moment son mal se transforma subitement en congestion cérébrale ; l'un de ses vicaires généraux, M. Humbrecht, donna aussitôt au vénéré malade les derniers sacrements de l'Eglise



D'après une Photographie prêtée par M. Baschet.

PORTRAIT DE Mgr FULBERT-PETIT

ARCHEVÊQUE DE BESANÇON

d'après le tableau de G. Courtois (salon de 1909).

—

Digitized by Google



D'après une Photographie prêtée par M. Baschet.

PORTRAIT DE Mgr FULBERT-PETIT

ARCHEVÊQUE DE BESANÇON

d'après le tableau de G. Courtois (salon de 1909).

et l'auguste vieillard s'endormait doucement, vers trois heures et demie, dans la grâce et la paix du Seigneur ». « Depuis quelques années, sa frêle constitution s'était affaiblie : sur les conseils des médecins, il avait dû abandonner les grandes fatigues de son ministère et il avait trouvé dans Mgr Altmayer un aide toujours dévoué et empressé. » L'été dernier, il avait donné de fortes inquiétudes, à son retour de Belgique, où les congrégations exilées l'avaient appelé, et où il avait failli rendre le dernier soupir. Il était revenu très atteint ; après quelques jours d'un repos — relatif — après la retraite des professeurs qu'il avait présidée, il était revenu, — comme chaque année du reste, — en Saintonge respirer l'air natal et restaurer ses forces. Il était rentré depuis quinze jours quand une crise nouvelle l'emporta.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 11 décembre à la Cathédrale, en présence de dix-neuf archevêques et évêques. Trois officiers en uniforme avaient été détachés en service pour assister aux obsèques, une dépêche du ministre de la guerre ayant interdit à la troupe d'y paraître en tenue. La cérémonie était présidée par S. Em. le cardinal Luçon, archevêque de Reims, qui chanta la messe au trône.

A l'issue de la messe, l'évêque de Dijon monta en chaire, retraça la vie de l'archevêque défunt et parla des œuvres du pasteur et « du grand homme d'Eglise ».

Cinq absoutes furent successivement données par NN. SS. les archevêques de Sinnade, de Paris, de Sens, de Chambéry et par S. Em. le cardinal Luçon.

Le corps resta ensuite exposé jusqu'à cinq heures du soir dans le sanctuaire de la Cathédrale, puis fut descendu dans la crypte et inhumé dans le caveau des archevêques de Besançon.

« Beau vieillard, écrit Monseigneur Eyssautier dans sa lettre circulaire du 8 décembre, à qui sa barbe blanche donnait un air de patriarche, les mains un peu tremblantes, mais le regard vif et profond, l'intelligence toujours lumineuse et solide, d'aspect distingué, plutôt réservé, mais, quand on avait le bonheur de l'approcher, simple, bon, très largement ouvert à toutes les condescendances et les bienveillances, il hono-rait l'Episcopat français.

..... C'était un charmant causeur, il gardait, comme un culte, le gout des lettres et des arts. Mais surtout il se donnait

aux âmes sans se lasser jamais. Il comprenait, activait et suscitait les œuvres.... »,

« On s'est étonné, écrit l'abbé Jean Lagardin, dans la *Semaine Religieuse* de Besançon, qu'il ait consacré tant de temps à l'organisation des œuvres, à l'instruction et à l'édification des âmes qui ont embrassé la vie religieuse. Et pourtant, cette façon d'envagiser les choses de la fin concordait admirablement avec la piété de ce mystique, dans le noble sens du mot. Cet homme avait la passion du divin ; il aimait l'Eglise à pleine âme, avec la profonde humilité d'un séminariste. C'est que ce mystique était un honnête homme, si on entend par honnête homme ce qu'il entendait lui-même dans son dernier discours au Kursaal : « un être qui ne transige jamais avec sa conscience et, pour la libérer, est prêt à aller jusqu'au bout de lui-même, c'est-à-dire jusqu'au sacrifice de tout ce qui lui est cher ». Mais ce mystique était aussi homme de raison lumineuse et diplomate avisé..... »

On se rappelle qu'il provoqua la première étape de Brunetière vers son retour à l'Eglise Catholique et qu'il tenta, sans succès du reste, d'établir des associations cultuelles suivant des statuts acceptables par Rome et par le gouvernement.

(Voir dans le *Bulletin Religieux* du 29 janvier 1910 l'éloge franche prononcé par Mgr Eyssautier).

Le 21 décembre 1909, M^{me} Marie-Madeleine Fayet, femme de notre excellent confrère M. Jules Pellisson, juge honoraire à Périgueux, est décédée dans cette ville à l'âge de 70 ans.

Le 29 décembre 1909, ont été célébrées, à Cognac, les obsèques de M^{me} la vicomtesse Hélène de Lapelin, née Formey de Saint-Louvent.

Le 14 janvier 1910, est décédé à sa propriété de Lhommerie, près Jonzac, notre confrère M. Gabriel Duguet, âgé de 72 ans, ancien greffier du tribunal civil, ancien avoué près la Cour d'appel de Bordeaux. Il laisse deux fils, M. Paul Duguet, médecin de la marine, gendre de feu M. Sclafer, et M. Louis Duguet, inspecteur des Douanes en Cochinchine.

MARIAGES

Le 24 novembre 1909, a été célébré, à Paris, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, le mariage du docteur Olivier Morange avec

M^{lle} Marie-Louise Besson, fille du vice-amiral et de M^{me} née Thoyon.

Le 28 décembre 1909 a été célébré, à Paris, en l'église Saint-François-de-Salles, le mariage de M. Jean Charrier, fils de M. Charrier, maire de Plassay, avec M^{lle} Geneviève Jules-Mary, fille du romancier connu.

Le 5 janvier 1910, a été célébré le mariage de M. Marcel-Joseph-Charles Gérard Peyrelongue, négociant à Bordeaux, fils de M. Peyrelongue, avoué, avec M^{lle} Marie-Josèphe-Marguerite Hériard, fille de M. Elie Hériard et de M^{me} Castillon du Perron.

Le mariage de M. Marie-Emmanuel-Joseph Gaillard, capitaine au long cours, lieutenant à la Compagnie Transatlantique au Hâvre, fils de M. Gaillard, ancien caissier principal aux chemins de fer de l'Etat, avec M^{me} Givanovich, Marianna, a été célébré, à Saintes, le 6 janvier 1910.

VARIÉTÉS

I

NAPOLÉON I^{er} A SAINTES

Au cours de nos recherches nous avons eu récemment le réel plaisir de découvrir, dans les archives de la justice de paix du canton nord de Saintes, un procès-verbal, dressé sur la feuille d'audience par Brejon, juge de paix de ce canton, pour commémorer le passage dans notre ville, en 1808, de Napoléon I^{er} et de Joséphine, se rendant, à leur retour de Bordeaux, à Rochefort et à La Rochelle.

Ce document, entièrement écrit de la main du magistrat qui l'a rédigé, offre un véritable intérêt, car il donne des renseignements, qu'on ne trouve pas dans les rares journaux de l'époque (1), et peut servir de complément aux relations de cet évé-

(1) *Le Journal de l'Empire*, du vendredi 12 août 1808, contient sur le passage de Napoléon à Saintes un article très court qui a été inséré dans la *Revue de Saintonge* du 1^{er} janvier 1901, page 55, note 1. Le *Moniteur Universel* ne fait même pas mention de ce voyage.

nement historique par le comte Pierre de Bremond d'Ars, député de la noblesse de Saintonge aux Etats Généraux de 1789, et par l'ingénieur de la marine, François-Jean Bandiery de Laval, qu'a publiées déjà la *Revue de Saintonge et d'Aunis* (1).

En voici la copie textuelle :

« Le quatre août mil huit cent huit, Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie, dont l'arrivée avait été solennellement annoncée, a fait son entrée dans cette ville, accompagné de Sa Majesté l'Impératrice, sur les huit heures du matin (2).

« MM. les Maire (3) et Adjoint (4) assistés du Conseil municipal, escortés des gardes d'honneur à cheval (5), d'un détache-

(1) Voir tome XXI, 1901, p. 51 et suivantes, et tome XXVI, 1906, p. 83-89.

(2) D'un mémoire sur le voyage de Napoléon I^{er} à Saintes, Rochefort et La Rochelle, trouvé dans les papiers de famille de M. Lem, trésorier-payeur général du département de la Charente-Inférieure et communiqué par lui à la Société Littéraire de La Rochelle, il résulte que l'Empereur était accompagné par Decrès, ministre de la marine, Berthier, ministre de la guerre, Maret, ministre secrétaire d'Etat, Duroc, grand maréchal du palais, Ségur, grand maître des cérémonies et de plusieurs autres hauts officiers de sa maison ; et que M^{mes} de La Rochefoucauld, Maret, Ségur et quatre autres dont on ignore les noms composaient la suite de l'Impératrice (Voir *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*, tome XVIII, page 90).

(3) Louis-Charles Poittevin-Moléc, ancien procureur du roi en l'élection de Saintes, époux de Marie-Thérèse de Bourdeille, décédé en cette ville, rue du Capitole, le 2 septembre 1811, à 74 ans (Consulter sur les familles Poittevin et de Bourdeille : *Etudes, Documents et Extraits relatifs à la ville de Saintes*, pages 89-91. Saintes, Orliaguet, 1876.

(4) François Fabvre, marchand drapier, et Thomas Boyer, avoué (*Registres de l'état civil de Saintes*).

(5) Les gardes d'honneur étaient commandés par Jean-Baptiste-Maximilien Titon, époux de Batilde-Camille du Bouzet, receveur-général des contributions directes du département. Il avait ses bureaux non pas, comme il a été dit, dans l'immeuble, situé à Saintes, rue Saint-Maur (n^o 17) où l'ancienne juridiction consulaire avait eu son siège et qui a fait partie pendant de longues années du patrimoine de la famille Roussel, mais bien dans une maison voisine, sise même rue (n^o 11 actuel), laquelle confrontait d'un côté à la maison de Laurent Prouteau, apothicaire (aujourd'hui pharmacie Bouraud), d'un autre côté à celle des héritiers Lacroix, coutelier ; par la façade, à la rue Saint-Maur, et par derrière à la rue joignant la place Blair. — Cette maison, qui avait appartenu, tour à tour : à Charles-Antoine Huon de Rosne époux de Marie-Louise Delaage ; à Pierre Gautret, du bourg de Rioux, ancien administrateur du district de Saintes, juge de paix du canton de Gémozac, à Nicolas-Michel Emond, receveur-général, démissionnaire, de la Charente-Inférieure, avait été vendue par ce dernier à Titon, suivant contrat de Godet, notaire à Saintes, du 14 septembre 1806 (*Minutes de M^r Foubert*). Le 3 janvier

ment de grenadiers et chasseurs de la garde nationale, ainsi que de la gendarmerie, précédés de la musique, se sont portés sur leur passage, un peu au delà de la barrière du Chemin de Pons, où M. le Maire a présenté les clefs de la Ville à Sa Majesté l'Empereur et Roi.

« De là, leurs Majestés ont continué leur route par la chaussée, ont traversé l'arc de triomphe, qui avait été dressé pour elles à l'entrée de la ville, et sont allées descendre à l'hôtel de la préfecture (1) qui avait été préparé pour les recevoir.

« Pendant le court séjour de leurs Majestés, l'Empereur a reçu à son audience les autorités civiles et militaires qui y ont été

1811, les époux Titon revendirent à Jean-Théodose Genet cette maison, qui eut ensuite pour propriétaires successifs Josué-Marie de Clervaux et Marie Anne de Saint-Martin, son épouse, la baronne Charles-Henri Guiot du Repaire, leur fille, M. Nelsire-Edouard Guiot du Repaire, ancien officier d'infanterie, demeurant à Paris, fils de la précédente, et M^{me} Suzanne-Gabrielle du Repaire, épouse de M. Félix Coffinières de Nordeck, commandant de dragons. Par acte de M^e Pinasseau, notaire à Saintes, en date de 14 avril 1896 (*Etude de M^e Bourcy*) les administrateurs de la Caisse d'Epargne de cette ville ont acquis de M^{me} de Nordeck ce même immeuble et ont fait construire leur nouvel hôtel sur les servitudes et jardin en dépendant ; quant à la maison elle est actuellement louée à M. Brejon fils, avocat.

(1) La préfecture avait alors, paraît-il, son siège dans une ancienne maison canoniale, ayant son entrée par la rue des Chanoines (actuellement rue Cu-villiers), et donnant, au levant, sur le quai Reverseaux (quai des Patriotes, pendant la Révolution). Lors de l'aliénation des biens nationaux, Louis Vallein, officier municipal à Saintes, époux de Victoire Mareschal, s'en était rendu adjudicataire aux termes d'un procès-verbal du district de cette ville, en date du 18 juin 1791. Cet immeuble est devenu successivement la propriété de son fils Victor Vallein, fondateur de *l'Indépendant de la Charente-Inférieure*, de Charles Griffon, marchand épicier à Saintes, puis de la veuve de celui-ci, née Fanny Tabois, qui l'a loué à la pension Oudet. D'après d'autres personnes, la préfecture aurait, à cette époque, occupé les bâtiments de l'ancien évêché, situé en face l'église Saint-Pierre et qui a servi aussi pendant longtemps de local à la sous-préfecture de notre arrondissement, laquelle se trouve aujourd'hui dans l'édifice, construit, depuis, sur l'emplacement dudit palais épiscopal. Ce qui rend cette dernière opinion vraisemblable c'est que, dans un contrat, passé devant Mouchet, notaire, le 13 décembre 1813, contenant vente par Jérôme-Hilaire Angellier, sous-préfet, au nom du département, à la ville de Saintes, représentée par René Eschassériaux, maire, de l'ancien doyenné (l'hôtel actuel de la mairie), il est énoncé que l'immeuble vendu joint « du nord à la sous-préfecture », et, en outre, que, comme l'une des conditions du marché, la dite ville s'oblige à « faire murer, à ses frais, la porte de communication, au premier étage, de la loge du portier, avec le cabinet qu'occupait Monsieur le Secrétaire général. » (*Etude de M^e Julien Laferrière*).

introduites successivement par le grand maître des cérémonies (1).

« A midy, leurs Majestés ont abandonné cette ville pour se rendre à Rochefort où elles étaient attendues à coucher. Les mêmes autorités, qui les avaient reçues à la barrière de Pons, les ont accompagnées jusqu'à celle de Rochefort. Les cris de *Vive l'Empereur et Vive l'Impératrice* leur ont servi d'escorte jusqu'à ce qu'on les eut eu perdu de vue.

« De tout quoi, nous Mathieu Gabriel Brejon, juge de paix du canton de Saintes, arrondissement du Nord, avons fait et dressé le présent procès-verbal qui sera inscrit sur nos registres pour en perpétuer la mémoire.

« A Saintes, le jour, mois et an que dessus. »

(Signé) « BREJON. »

Le comte de Bremond d'Ars, dans ses lettres à son fils Théophile, le futur général, alors lieutenant au 21^e régiment de chasseurs à cheval, nous a renseignés sur la formation de la garde d'honneur à pied et à cheval, les difficultés qu'on rencontra pour en opérer le recrutement à cause de l'élevation des frais d'équipement, charge trop lourde pour « les familles épuisées par la Révolution » ; sur l'uniforme « brillant » de cette milice d'élite, qui était « pour l'infanterie, blanc avec des revers roses ; pour la cavalerie, vert, collet et parements rouges, pantalon de casimir blanc et bottes à l'écuyère » ; sur la déception cruelle, subie par les « jeunes demoiselles de la ville » qui parées de leurs plus belles toilettes, de leurs dentelles, de leurs diamants, et conduites par M^{me} de Saint-Légier-Lussinet, née Marie-Marthe de la Porte aux Loups, ne purent obtenir de l'Impératrice Joséphine la faveur d'une audience pour pouvoir lui faire leurs compliments ; sur l'emplacement qu'occupait l'arc de triomphe, érigé en l'honneur du monarque, les illuminations, certaines libéralités de Napoléon, etc. (2).

(1) Le comte Louis-Philippe de Ségur remplissait cette fonction depuis le 21 messidor an XII. (Sur ce personnage, né et mort à Paris (10 décembre 1753-27 août 1830) qui fut conseiller d'Etat, membre de l'Académie Française, l'un des fondateurs avec Antoine de Piiis de la Société des *Diners du Vaudeville* et en 1793 de celle, à la fois littéraire et politique, du *Portique Républicain*, voir notamment la *Biographie Universelle des Contemporains* par Rabbe, Vieilh de Boisjolin et Sainte-Preuve, tome IV, page 1302, Paris et Strasbourg, Levrault, 1834.

(2) Lettres du comte de Bremond d'Ars des 31 mai, 14 juin, 2 et 14 août 1808 (*Revue de Saintonge*, du 1^{er} janvier 1901, pages 51 à 55).

L'ingénieur de Laval, de son côté, nous a décrit les inscriptions qui décoraient ce même arc de triomphe ; il nous a décrit, particulièrement, l'enthousiasme, l'allégresse de la foule immense, accourue de toutes parts, avec empressement, pour acclamer et « contempler à loisir le chef suprême de l'Etat », la tristesse publique, la consternation générale, quand on apprit que l'Empereur allait quitter Saintes aussi précipitamment (1).

Brejon, lui, nous fait connaître, avec suffisante précision, l'itinéraire suivi par les augustes visiteurs, tant à leur arrivée qu'à leur départ, et la durée de leur séjour dans notre cité. Sa relation un peu brève, peut-être un peu trop sèche, mais claire, n'est donc point dénuée d'intérêt, ainsi que nous l'avons dit en débutant.

Il nous semble fort à propos de copier, à la suite du document quasi-officiel que nous venons de transcrire, certains détails curieux relatifs aux préparatifs de réception de Napoléon et du séjour qu'on espérait qu'il ferait à Saintes, que donne M^{me} la comtesse de Reinach dans un livre récent sur la Marquise de Lage de Volude (2), d'après les lettres de cette dernière.

(1) *Revue de Saintonge* du 1^{er} mars 1906, p. 86-89.

(2) *La Marquise de Lage de Volude, d'après des documents inédits*, par la comtesse H. de Reinach-Foussemagne, préface par le marquis Costa de Beauregard, de l'Académie Française — Paris, Perrin et C^{ie}, 1908. — L'héroïne de ce livre, Béatrix-Stéphanie Renart de Fuschsamborg d'Amblimont, était née à Paris le 17 avril 1764, du mariage de Claude-Marguerite-François Renart de Fuschamberg, marquis d'Amblimont, chef d'escadre, tué, au service de l'Espagne, au combat naval de Saint-Vincent, le 14 février 1797, et de Marie Anne de Chaumont-Quitri, décédée à Saintes, rue Monconseil, le 4 mai 1812. (Voir un acte de notoriété, dressé le 1^{er} septembre 1815, par Brejon, juge de paix, sur les déclarations d'Henri André Martin de Bonsonge, François-Christophe Bouët du Portal, chevalier de Saint-Louis, Charles-François Boscal de Réals, et Louis-Jean-Gaspard Carré de Saint-Germain (*Archives de la justice de paix du canton Nord*). Elle épousa, le 16 janvier 1782, à Paris, Joseph-Paul-Jean, marquis de Lage de Volude, officier de marine, né au château de Tirac, commune de Lorignac, qui s'enrôla, au mois de mars 1792, dans l'armée de Condé, et mourut à Porto-Rico le 15 mars 1799. Dame de la princesse de Lamballe, sa protectrice, elle émigra pendant la révolution, retourna en France en 1800, et après la chute de Charles X, toujours dévouée à la cause des Bourbons, elle quitta définitivement le sol, « témoin du nouveau forfait qu'on venait d'accomplir » et se retira à Bade où elle mourut le 7 décembre 1842. — M. de la Morinerie a publié les *Souvenirs d'émigration* de M^{me} de Lage, ainsi que les *Lettres à la comtesse de Montijo*, née de Porto Carrero y Zuniga, grand' mère de l'Impératrice Eugénie... — Evreux, Hérissé, 1869.

« Nous aurons ici dimanche prochain, écrit M^{me} de Lage le vendredi 29 juillet 1808, Bonaparte et son épouse. Tous les ouvriers sont en l'air pour la préfecture ; ils y passent les nuits. Sur la place des Cordeliers (1), nous dressons un arc de triomphe en toile peinte. . que rehaussent les plus spirituelles inscriptions : *Par son génie il affermit les trônes ; Ses lois à l'Univers assurent le bonheur ; Chéri de ses sujets, il en est adoré ; Par sa puissance il nous promet la paix ;* et puis, au milieu : *A Napoléon le Grand, la Ville de Saintes reconnaissante !* (2)

» On repave les rues. Ordre à tout le monde de ne pas laisser les contrevents fermés pour que la ville n'ait pas l'air triste et déserte... Même les personnes qui sont à la campagne, à quinze lieues, ont reçu l'injonction de revenir ou d'envoyer quelqu'un pour faire ouvrir les maisons convenables et les tenir à la disposition de la Cour, avec les clefs du linge et tout ce qui sera nécessaire aux valets, grands et petits. De plus on recommande, sous peine d'amende, d'illuminer le plus agréablement possible... On tambourine, à chaque instant, ordre sur ordre, défense sur défense : tantôt c'est pour accrocher les portes et contrevents, afin qu'ils ne battent pas, tantôt pour interdire la montagne et les jardins qui dominent le chemin creux par où Sa Majesté passera...

» Le préfet (3) a chargé Follet, le tapissier, d'emprunter ce

(1) Cette place, qui a porté successivement, durant la Révolution, les noms de Place des *Justices*, et de Place de *Fleurus*, s'appelait alors, en langage officiel, Place *Impériale*. — D'après M. de Bremond d'Ars, l'arc de triomphe avait été élevé à la Porte Aiguière (Lettre du 14 août 1808. — *Revue* du 1^{er} janvier 1901, p. 55).

(2) B. de Laval donne les mêmes inscriptions avec quelques variantes. (*Revue de Saintonge* du 1^{er} mars 1906, p. 87). Cet ingénieur était alors chargé de diriger les opérations du cadastre du département de la Charente-Inférieure.

(3) Joseph-Etienne Richard, né à la Flèche (Sarthe) le 25 septembre 1761, député de son département d'origine à la Convention, où il vota la mort de Louis XVI, créé chevalier, puis baron de l'Empire, avait remplacé, le 12 juillet 1806, à la préfecture de la Charente-Inférieure, Guillemardet, un autre conventionnel et régicide. Il mourut à Saintes, rue de la Comédie, le 17 août 1834, après avoir été conseiller municipal de cette ville (*Documents*, p. 111. — *Biographie saintongeaise*, par Rainguet, Saintes, Niox et Moreau, 1852 ; *Revue de Saintonge et d'Aunis*, du 1^{er} avril 1885, p. 221 ; *Biographie Nouvelle des Contemporains*, par Arnault, Jouy, Jay, de Norvins, etc. Paris. Emile Babœuf, 1822. — *Dictionnaire des Parlementaires Français*, par Ad. Robert, Edgard Bourloton et Gaston Cougny, Paris, 1891.

qu'il y a de mieux dans les maisons de Saintes, et c'est ainsi qu'il avait compté sur une couverture de taffetas blanc toute neuve, sur mes couvre-pieds garnis et sur mon canapé pour l'Impératrice... Douze dames sont nommées pour être présentées à celle-ci et douze jeunes filles pour lui offrir des fleurs... »

Tous ces préparatifs impatientent au suprême degré M^{me} de Lage, dont l'intransigeance menace de la compromettre, ainsi que M^{me} d'Amblimont.

Elle décide sa mère à refuser sa maison (1) qu'on lui demande pour y loger l'Empereur et l'Impératrice. « Si M. le préfet veut mon appartement, déclare-t-elle, il n'a qu'à m'envoyer des gendarmes, qui donneront quelques coups de hache à la porte, je sortirai aussitôt, parce que, simple femme, je ne résiste pas à la violence. Tout ce qu'il me faut, c'est de n'avoir pas cédé volontairement ». Elle assure au tapissier, qui la supplie de prêter quelques meubles, que « de si grands personnages que ceux qu'on va recevoir portent avec eux leurs cou-

(1) M^{me} d'Amblimont habitait, comme locataire, l'aile droite de l'hôtel ayant appartenu à Etienne de Guinot, marquis de Monconseil, lieutenant général des armées du roi, époux de Cécile-Pauline de Rioult de Cursay. Cette partie d'immeuble, donnée à titre de bail à rente par son propriétaire à Henry-Joseph, comte de Bourdeille, premier baron de Périgord et de Saintonge, demeurant à Bordeaux, suivant contrat retenu par Rétif, notaire royal à Saintes le 19 juin 1779, fut rétrocédée par ce dernier au vendeur aux termes d'un acte du dit Rétif, en date du 13 juin 1780 (*Etude de M^e Rouyer*). Après le décès du marquis de Monconseil, arrivé à Tesson, le 14 octobre 1782, la dite maison devint la propriété de Cécile-Marguerite-Séraphine Guinot de Monconseil, sa fille aînée, épouse de Jean-Frédéric de La Tour du Pin-Gouvernet, comte de Paulin, qui fut député de la Noblesse de Saintonge aux Etats Généraux de 1789, membre de l'Assemblée Constituante, ministre de la Guerre, laquelle la vendit à Léon de Beaumont, ancien mousquetaire, époux de Jeanne Lafaurie de Monbadon, demeurant au Gibeaud, commune de Margnac, ainsi qu'il est constaté par un contrat au rapport d'Huvet, notaire public à Saintes, en date aussi du 29 floréal an IX (19 mai 1801). (*Etude de M^e Rouyer*). Le dit immeuble, connu depuis sous le nom d'*Hôtel de Beaumont*, appartint ensuite successivement à Laurentine de Beaumont, sa fille ; à Charles Poitevin de La Frégonnière, maire d'Ecurat ; à sa fille Lydie Poitevin de la Frégonnière, veuve d'Ernest Cotard de l'Isle, membre du conseil général de la Charente-Inférieure ; à M^{me} Marie-Anne-Amarzillée Cotard de l'Isle, veuve de M. Jean-Paul-Gabriel Lacour, juge d'instruction au tribunal civil de Saintes. — Cette dernière, par acte passé devant M^e Pinasseau, notaire à Saintes, le 7 janvier 1905, le céda à la ville de Saintes pour y installer un collège de jeunes filles, qui a été récemment transporté dans l'ancien couvent de Chavagnes.

vertures et leurs couvre-pieds ». A l'invitation de se joindre aux dames qui iront saluer l'Empereur, elle répond « qu'elle a renoncé depuis longtemps à Satan et à ses pompes ! » (1)

Dans une relation, parue, sans nom d'auteur, dans un journal de Saintes (2), sur le court séjour que Marie-Caroline de Naples, duchesse de Berry, fit dans notre ville le 13 juillet 1828, nous trouvons une autre lettre, non moins curieuse, de M^{me} de Lage, adressée à M. le comte de Bremond d'Ars et datée de Paris du 24 juin de cette même année. La fougueuse marquise, faisant allusion au projet, conçu par certains royalistes ardents, de louer l'hôtel de Beaumont pour la réception de cette princesse, s'exprime en ces termes au sujet du propriétaire de cet immeuble, Léon de Beaumont : « Si vous louez l'hôtel de Beaumont n'en laissez pas le maître venir faire les beaux bras, et dites-lui, de ma part, que je n'ai point oublié son empressement à illuminer son balcon malgré son avarice (lors du passage de Napoléon) et à envoyer son nigaud de fils à son beau-frère Montbadon pour avoir l'honneur d'être plus tôt à cheval à la portière de Buonaparte, et qu'il doit se souvenir de la scène que nous eûmes ce jour-là ».

Ces pages sont caractéristiques et reflètent nettement les sentiments hostiles qu'inspirait Napoléon « l'Ogre Corse », selon son expression, à celle qui fut le « type raffiné de l'émigrée sans peur et sans reproche » (3), et qui s'intitulait elle-même « l'amie des Vendéens » (4). C'est que pour la marquise de Lage, de même que pour les autres royalistes demeurés fidèles à la monarchie traditionnelle, Bonaparte n'était que le frère cadet de Robespierre, l'incarnation du jacobinisme triomphant, souillant de son contact impur le trône des Bourbons. C'était, en vain, qu'il avait recouvert du manteau de Charlemagne sa casaque de plébéien et fait donner à son front par le pontife Pie VII l'onction divine, dans l'antique basilique de Notre-Dame. il n'était, à leurs yeux, qu'un vil usurpateur. M. le comte de Bremond d'Ars fait montre d'un pareil état d'esprit, en termes moins

(1) M^{me} de Reinach, *op. cit.*, p. 267-69.

(2) *Le Courrier des Deux-Charentes* (aujourd'hui *Moniteur de la Saintonge*) des 7 et 11 juillet 1828.

(3) M. Costa de Beauregard, *La Marquise de Lage de Volude*, préface, III.

(4) *Dernier testament de la marquise de Lage* du 10 février 1841, publié dans le livre de M^{me} de Reinach, *cit. sup.*, p. 399.

acribes, il est vrai, quand, le 14 août 1808, il écrit à son fils Théophile, après le passage de Napoléon I^{er} : « Je n'ai rien vu, car mon enthousiasme ne m'avait pas fait sortir de la campagne » (1).

Mais les détracteurs, les ennemis publics du nouveau César, étaient fort rares alors dans la cité saintaise, et leurs critiques, généralement formulées avec une sage circonspection, étaient étouffées par les acclamations vibrantes des admirateurs du « grand capitaine ». L'enthousiasme de l'un d'eux se traduisit même par des vers. Le *Journal Politique et Littéraire de Saintes*, imprimé par Hus et Corinthe, rue du Collège, dans son numéro du jeudi 25 octobre 1810, publia, en effet, une *Ode à Sa Majesté l'Empereur*, lors de son passage dans cette ville, composée par Blaise-Dominique Lemaistre-Bonnifleau, à la fois rédacteur de cette feuille hebdomadaire et fabricant de faïence, quai des Roches.

Nous croyons intéressant d'exhumer, à titre de curiosité historique, quelques strophes de ce *chef d'œuvre* poétique, aussi oublié que son auteur, hélas !

.
« Je vois les immortels, du haut de l'empirée,
Daigner sur cette rive abaisser leurs regards ;
Bientôt va s'accomplir la haute destinée,
Qu'ils ont promise à nos remparts.

« Celui qu'ils ont choisi pour offrir à la terre
Le modèle éclatant de toutes les vertus ;
Ce Prince qui, d'un mot, fait la paix ou la guerre,
Qui dit, et les Rois ne sont plus.

« Enfin cet artisan de merveilles et de gloire,
De qui les fiers destins sont las d'être jaloux,
Descend pour un moment de son char de victoire,
Et veut habiter parmi nous.

« Saintes, réjouis-toi ; cette gloire ineffable
Est le prix d'un amour qui n'était dû qu'à lui ;
L'Eternel avenir prendra pour une fable
Le bien qui t'arrive aujourd'hui.

.

(1) M. de Bremond d'Ars demeurait alors sur son domaine de Montplaisir, commune de la Chapelle des Pots, dont il était maire.

Les vieux Saintais se souviennent peut-être encore qu'il a existé pendant de longues années sur la place des Cordeliers une fontaine, formée, à l'origine, d'une colonne, surmontée d'une sphère et de l'aigle impériale, placée au centre d'un bassin, qui recevait les eaux ; elle était protégée par des bornes, liées entr'elles au moyen de chaînes en fer.

Cette fontaine, dont la dépense s'éleva à 7.000 francs environ, fut, dit-on, inaugurée vers le mois d'avril 1809, en présence du préfet Richard et du maire Poittevin-Molcon. A la fin de juin, ou au commencement de juillet 1846, la colonne, au sommet de laquelle le coq gaulois avait remplacé l'aigle impériale, et qui subsistait seule, le bassin ayant été enlevé, fut démolie à son tour, au grand mécontentement des habitants du quartier de la Porte-Aiguère, par ordre du maire Arsène Limal (1), agissant en exécution d'une délibération de son conseil municipal, laquelle ordonnait sa suppression, déjà votée le 15 avril 1841, « pour faciliter les revues et les manœuvres du régiment (2) ».

Une tradition veut encore que cette fontaine ait été érigée en mémoire du passage de Napoléon à Saintes, en 1808, probablement parce que c'est devant la place des Cordeliers qu'il fut salué par les gardes nationales de Saintes et de Saint-Jean d'Angély. Une feuille locale, l'*Union*, alors imprimée à Saintes, chez Lacroix, s'est élevée contre cette croyance populaire dans les termes suivants : « Quant à l'origine du monument et sa signification historique, nous avons parcouru les registres de la commune pour trouver trace d'une construction commémorative de ce passage de Napoléon et nous devons avouer que nos recherches sont restées sans résultat » (3). — La destruction complète des Archives municipales par le néfaste incendie du 12 novembre 1871 ne nous permet pas de vérifier les dires du journaliste, mais il est positif qu'aucune des relations concer-

(1) Arsène Limal, né à Saintes le 31 octobre 1793 (10 brumaire an II), mort dans cette ville, rue Notre-Dame, à 83 ans, le 23 juin 1877; avocat remarquable, chevalier de la Légion d'honneur, maire de Saintes, en 1843, procureur du roi à Jonzac (26 décembre 1846), juge à Saintes du 31 mai 1849 au 10 novembre 1863 ; juge honoraire, après son admission à la retraite. Il a légué aux membres du barreau Saintais sa bibliothèque et son portrait qui orne aujourd'hui leur chambre au Palais de Justice. — (*Documents sur Saintes*, pages 117-118 ; Piet-Lataudrie, *Le Tribunal de Saintes*, pages 72-73, Saintes, Hus frères, 1883 ; *Courrier des Deux-Charentes*, du 28 juin 1877).

(2) *L'Union* du 9 juillet 1846, n° 113.

(3) *Idem*.

nant le voyage de l'Empereur, et que nous connaissons, ne fait la moindre mention de l'érection de cette fontaine sur la place des Cordeliers.

La comte de Bremond d'Ars, à la fin de sa lettre du 14 avril 1808 à son fils, lui énumère les dons faits par Napoléon pendant son séjour à Saintes. « Le maire Poittevin-Moléon a eu une tabatière d'or pour son compliment ; le Titon, une autre ; la ville, 2.500 écus pour ses dépenses et les pauvres, 2.000 écus ». Il passe sous silence une libéralité, bien autrement importante, du souverain.

Le 6 août 1808, Napoléon signait, en effet, un décret, daté de La Rochelle, par lequel il ordonnait la réparation et l'agrandissement de l'hôpital de la ville de Saintes, de manière qu'il put recevoir 75 lits, au lieu de 45 qu'il renfermait alors, et qu'à dater du 1^{er} janvier 1810, chaque malade, admis au dit établissement, fut placé dans un lit. A cet effet, il faisait donation à cet hôpital de biens ruraux nationaux estimés à une valeur en capital de 58.674 francs, dont les prix de vente devaient être employés aux dépenses à faire tant pour les dits agrandissements et réparations que pour l'augmentation du mobilier, le reste disponible des fonds devant être placé en rentes sur l'État (1). — De plus, l'Empereur abandonnait gratuitement à la ville de Saintes le bâtiment, dit de l'Abbaye des Dames, pour en faire une caserne propre à recevoir 1.200 hommes et qui devait être meublée aux frais de la ville (2).

Les Saintais, si heureux de la magnificence impériale, n'allaient pas tarder à apprendre, à leurs dépens, qu'à l'exemple des jours, les décrets se suivent et ne se ressemblent pas.

La Rochelle, qui était restée le chef-lieu officiel de l'ancienne intendance à partir de la création en 1694, bien que le dernier intendant, Jacques-Philippe-Isaac de Gueau de Gravelle, marquis de Reverseaux, eût transféré sa résidence à Saintes, regrettait amèrement de n'être pas le siège de l'administration du département de la Charente-Inférieure, l'Assemblée Constituante l'ayant fixé dans cette dernière ville par la loi du 15 janvier 1790. Aussi les Rochelais, inconsolables de leur déchéance, multipliaient-ils, mais inutilement, les pétitions, depuis l'éta-

(1) Le nom de Napoléon 1^{er} figure sur le tableau des bienfaiteurs de l'hôpital de Saintes, placé près de la porte de la chapelle de cet établissement.

(2) *Moniteur Universel*, du 19 août 1808, n° 232, page 954.

blissement du gouvernement impérial, pour obtenir du chef du pouvoir la translation, dans leurs murs, de la préfecture? Une tentative, faite par la municipalité près de Napoléon, lors de son voyage à La Rochelle, au mois d'août 1808, n'avait pas été couronnée de plus de succès que les précédentes, comme nous l'apprend le comte de Bremond d'Ars, dans une lettre à son fils: « La Rochelle a demandé la préfecture ; mais ils ont été évincés de leur injuste prétention » (1). Malheureusement pour Saintes, le maire de la cité rivale, Paul Garreau, ancien négociant, calviniste intelligent, énergique et tenace, trouva bientôt un auxiliaire puissant dans le comte Régnaud de Saint-Jean d'Angély, secrétaire d'Etat, président du collège électoral de la Charente-Inférieure, qui était irrité, dit-on, d'un manque d'égards, dont son épouse, Laure Guesnon de Bonneuil, avait eu à se plaindre de la part des dames de la première société de Saintes, à un bal donné à l'hôtel de la préfecture ou dans les salons du receveur général Titon, au mois de décembre 1808 (2). L'opiniâtre persévérance de Garreau, secondée par l'influence du haut dignitaire, finirent par venir à bout de la résistance de Napoléon, qui n'aimait pas les changements en administration, et à le déterminer, peut-être pour se débarrasser de l'importunité d'un solliciteur infatigable, à faire préparer par le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, un décret, conforme aux vœux des citoyens de La Rochelle. — Ce décret, qui lésait si profondément les intérêts de notre ville, fut rendu par l'Empereur, au palais de Bruges, le 19 mai 1810, durant un voyage en Belgique et en Hollande.

(1) 14 août 1808 (*Revue de Saintonge*, 1901, p. 55).

(2) La comtesse Régnaud, une des plus jolies et des plus galantes femmes de son temps, se serait, assure-t-on, présentée dans ce bal, en costume de cour, c'est-à-dire en robe décolletée au point de montrer les épaules entières dans toute leur blanche et lascive nudité. Les dames Saintaises, blessées dans leur pudeur par cette exhibition, nouvelle pour elles, se seraient retirées de la soirée en signe visible de leur improbation, ne prévoyant pas sans doute les suites fâcheuses du mécontentement de la favorite de l'Empereur. (Voir au sujet de cet incident dans l'*Union* du 24 juin 1847, n° 213, un article signé H. D., et une brochure intitulée *Appel aux citoyens de la Charente-Inférieure afin d'obtenir le rétablissement de la préfecture à Saintes, centre du département*. Rochefort, imprimerie de E. Derussat, 1844. Cet opuscule est dû à la plume de Sers, l'auteur de la *Physiologie de l'Homme et des Peuples*, et de l'*Intérieur des Bagnes*, Rochefort, Mercier et Devois, 1859. Une autre édition de ce même ouvrage a paru à Saintes, chez Pathouot, libraire, sans date

Il est très bref :

« A dater du premier juillet 1810, le siège de la préfecture et de l'administration de la Charente-Inférieure, sera transporté à La Rochelle » (1).

Le chef-lieu judiciaire du département était maintenu à Saintes ; c'était une reconnaissance tacite de l'avantage de la centralité de la ville et une espèce de consolation qu'on lui laissait dans le malheur qui la frappait.

On comprend facilement quelles furent la stupeur, la consternation des Saintais à la nouvelle du triomphe des habitants de l'ancienne cité de Jean Guiton ; la douleur avec laquelle ils virent le départ du préfet Richard et des principaux fonctionnaires ; la colère, qu'ils durent ressentir contre un souverain, jusque là l'objet de leur admiration et de leur enthousiasme, qui n'hésitait pas à leur infliger une telle humiliation, à les spolier odieusement au profit de leurs heureux rivaux.

On s'explique également que la ville de Saintes ait été la première du département de la Charente-Inférieure à offrir à Louis XVIII, aussitôt après son avènement au trône, « l'hommage de son amour, de son respect et de sa fidélité » (2), dans l'espérance, incontestablement, que le nouveau monarque mettrait à néant le décret maudit qui avait fait d'elle un simple chef-lieu d'arrondissement. Mais les sollicitations de ses délégués restèrent vaines (3). Le roi, gagné, dit-on, à la cause de La Rochelle par le duc d'Angoulême, grand amiral de France, charmé de l'accueil enthousiaste qu'il avait reçu lors de sa visite du port de cette ville, refusa de signer, au mois de juin 1814,

(1) *Bulletin de Lois*, 4^e série, t. XII, p. 410, n^{os} 288, 5464.

(2) *Journal du département de la Charente-Inférieure*, du lundi 30 mai 1814, n^o XXVI. — A La Rochelle, chez Mareschal, imprimeur de la Préfecture, place d'Armes, n^o 3.

(3) Une démarche fut faite notamment le 1^{er} février 1819 auprès de Louis XVIII par Jean Baudry et Jouneau, députés ; Boscal de Réals, maire de Saintes ; P. Hector Savary, ex-procureur du roi près la Cour d'assises de la Charente-Inférieure ; Merville, de Saint-Jean-d'Angély, président de la Cour royale de Paris ; Gabriel Leydet, de Jonzac, président du tribunal civil de Poitiers ; le vicomte Louis Lemer cier, de Saintes ; le vicomte de Maleyssie, de Jonzac, commandant de la Légion de l'Inde ; Favreau, chapelain du roi ; le comte de Vaudreuil, secrétaire d'ambassade ; Georges Desgraves, négociant à Saint-Pierre-d'Oléron, ancien membre de la Convention des députés aux Cinq Cents et au Corps Législatif (1809-1815) — *Moniteur Universel* de 1819, page 131.

l'ordonnance portant réintégration de la préfecture à Saintes, que lui présentait son ministre de l'intérieur, l'abbé de Montesquiou-Fezensac, favorable à la demande des Saintais.

La lutte entre les deux anciennes capitales de l'Aunis et de la Saintonge, pendant longtemps aussi âpre et aussi vive que celle de certaines cités italiennes au moyen âge, était, dès lors, virtuellement terminée, car, depuis cette époque, malgré toutes les récriminations, les efforts et les démarches de ses habitants, les délibérations du Conseil général, la ville de Saintes a dû renoncer, pour toujours, à l'espoir de faire rapporter le fatal décret du 19 mai 1810, et se résigner à la perte définitive de la préfecture.

La Rochelle, vaincue par sa rivale en 1790, a donc pris sa revanche et reste irrévocablement victorieuse !

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

II

ARRÊT DE 1749 CONTRE DEUX MINISTRES ET QUARANTE-SEPT PROTESTANTS SAINTONGEAIS

Le tome XXVIII de la *Revue*, p. 134 et s., contient, sous la signature V. M., une analyse très exacte, mais succincte, d'une thèse de licence soutenue devant la Faculté de théologie protestante de Paris, en 1907, par L.-J. Nazelle, docteur de l'Université, et intitulée : *Le Protestantisme en Saintonge, sous le régime de la Révocation, 1685-1789*, 329 p. in-8°.

Une autre thèse de bachelier en théologie avait été présentée le 24 juillet 1902 sur le même sujet, devant la même Faculté : *Essai sur l'Histoire du Protestantisme en Aunis et Saintonge, depuis la Révocation jusqu'à l'édit de tolérance, 1685-1787*, par Paul Courpron, 82 p. in-8°. Cet ouvrage, bien plus condensé, contient relativement plus de documentation que le premier cité, quoiqu'il lui soit antérieur.

Mais l'un et l'autre de ces auteurs, s'ils ont utilisé beaucoup de documents inédits tirés des Archives Nationales, de celles de la Charente-Inférieure, et d'autres sources, paraissent avoir négligé les publications de notre Société. Le savant travail de A. Letelié : *Fénelon en Saintonge*, du tome XIII de nos *Archives*, et les *Documents sur la Réforme*, réunis par G. Musset dans le XV^e volume, y sont à peine cités ; le *Bulletin*

ni la *Revue*, qui pourtant renferment bon nombre d'indications afférentes à cet intéressant sujet d'histoire locale, n'y sont même pas visés. Moi-même, en 1901 (XXI, p. 391), j'en ai donné quelques-unes pour la Saintonge méridionale.

Il est encore un arrêt fort important du Parlement de Bordeaux, daté du 21 mai 1749, qui décrète de prise de corps, ou assigne devant lui deux ministres, Gounon, dit Pradon, et Pélissier, dit Du Bessé, et 47 protestants de la région de Jonzac, Gemozac, Marennes et Segonzac, et qui déclare nuls les mariages que les premiers auraient célébrés. MM. Nazelle et Courpron y font à peine allusion, ce dernier (p. 40) en avançant que cet arrêt condamnait les hommes aux galères perpétuelles et les femmes à être rasées et enfermées.

Il est vrai que c'étaient là les peines portées par la Déclaration du Roi du 14 mai 1724, renouvelées par celles des 9 avril 1747 et 11 avril 1749, et rappelées maintes fois par les Parlements. Mais le jugement dont s'agit ne fait que décréter l'arrestation ou l'assignation des inculpés. J'incline d'ailleurs à penser que ce ne fut guère là qu'un arrêt comminatoire, tout comme ceux des 6 avril 1569 et 6 mars 1570, qui condamnaient à mort 579 et 573 huguenots de marque, dont 150 saintongeais au moins (*Arch. histor. Gironde*, t. XIII et XIV), les temps se trouvant bien changés il est vrai. De plus, l'un au moins des accusés, Broussard Clinet, de Soumèras, le seul du pays Montendrais, vivait encore tranquille en 1781.

Quoi qu'il en soit, voici la pièce intégralement reproduite. Je me suis contenté : 1° d'intervertir un peu quelques-uns des noms, pour les rapprocher par localités ; 2° de ne pas répéter dans les dispositions de l'arrêt ce qui n'est que la copie des conclusions du Procureur général.

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT qui ordonne que les nommés Gounon, dit Pradon, et Pélissier (dit Du Besse), prétendus ministres, et autres particuliers de la Religion prétendue Réformée, y dénommés, seront pris au corps, menés et conduits dans les prisons de la Cour, etc. Enjoint auxdits particuliers, ainsi qu'à tous ceux de l'un ou de l'autre sexe, qui se prétendent mariés ou fiancés par des ministres ou prêtres étrangers, et autres que leurs propres curés, de se séparer ; leur fait inhibitions et défenses de se hanter ni fréquenter, sous peine de punition exemplaire. Déclare les

cohabitations faites en conséquence de tels prétendus mariages et fiançailles, être des concubinages, et les enfants qui en sont provenus, ou qui en proviendront, illégitimes et bâtards, et comme tels incapables de toutes successions, etc.

Du 21 mai 1749.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT

Ce jour le Procureur général du Roi est entré, et a dit : Que quoique Sa Majesté régnante, en renouvelant par l'article XV de sa Déclaration du 14 mai 1724 les dispositions des Ordonnances, Edits et Déclarations des Rois ses prédécesseurs, sur le fait des Mariages et nommément de l'Edit du mois de mars 1697, et de la Déclaration du 25 juin de la même année en ait ordonné l'exécution selon leur forme et teneur, par ses sujets nouvellement réunis à la Foi catholique, comme par tous ses autres sujets, et leur ait enjoint d'observer dans les mariages qu'ils voudront contracter, les solemnités prescrites tant par les saints canons reçus et observés dans ce royaume, que par lesd. Ordonnances, Edits et Déclarations, le tout sous les peines y portées, et même de punition exemplaire, suivant l'exigence des cas ; néanmoins plusieurs desdits sujets nouveaux convertis, refusant de se soumettre à l'exécution indispensable de ses dispositions souverainement respectables, usent de toutes sortes de mauvaises voies pour s'y soustraire : les uns se faisant impartir une prétendue Bénédiction nuptiale par de simples Prêtres, ou même par des Curés qui ne sont pas les leurs. et produisent de faux témoins qui attestent criminellement un domicile qu'ils n'ont pas ; d'autres, plus téméraires encore, se rendent aux Assemblées de Religionnaires, si étroitement défendues par les mêmes Ordonnances, Edits et Déclarations de Sa Majesté, et par les Arrêts de la Cour, sous des sévères et très justes peines, et y prennent des pareilles prétendus Bénédictions nuptiales des Ministres et Prédicants qui y président ; après quoi ils vont cohabiter publiquement et scandaleusement dans les Paroisses de leurs domiciles, comme s'ils étaient canoniquement et légitimement mariés ; ils portent même leur effrénée licence jusques à produire insolemment à leurs Pasteurs et Magistrats les certificats que ces Ministres imposteurs, et proscrits du Royaume, leur en ont donné dans ces Assemblées prohibées, où ils se qualifient de Ministres du Saint-Evangile.

Plusieurs de ces certificats, ainsi que d'autres de Baptêmes d'enfants baptisés dans ces mêmes Assemblées par les mêmes Ministres, ont été envoyés au Procureur Général du Roi par les Magistrats et autres Officiers et Curés, à qui les prétendus mariés, domiciliés dans le Ressort de la Cour, ont eu la hardiesse de les présenter, comme des titres probatoires d'un mariage légitime, ou chez qui ils ont été trouvés par les Archers qui s'en sont saisis; et il paroît, tant par les Lettres d'envoi, que par d'autres écrites au Procureur Général du Roi, non seulement par nombre de Curés, et par quelques-uns de ses Substituts, mais encore par les Evêques et par MM. les Commissaires départis dans les Généralités de Bordeaux et de La Rochelle, que le désordre d'une contravention aussi scandaleuse et aussi préjudiciable au bien de la Religion et de l'Etat continue encore aujourd'hui, nonobstant la publication qui a été faite de l'Arrêt de la Cour du 5 février dernier, qui, conformément aux susdites Ordonnances, Edits et Déclarations du Roi, fait inhibitions et défenses à toutes sortes de personnes de faire aucun exercice de Religion, autre que de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et de s'assembler pour cet effet en aucuns lieux, et sous quelque prétexte que ce puisse être, et à tous Ministres, Prédicants et autres, d'exciter ni convoquer aucunes Assemblées, et d'y faire aucuns Prêches ni autres exercices de la Religion Prétendue Réformée, leur enjoint de se retirer et sortir du Royaume, et défend à toutes personnes quelconques de les recevoir, ni de leur donner retraite, secours ni assistance, et d'avoir aucun commerce ni liaison avec eux. Et comme il est nécessaire de mettre un frein à une licence si criminelle, et qui tient de la révolte contre la puissance et l'autorité légitime, tant de l'Etat que de l'Eglise, et d'infliger pour y parvenir aux coupables qui sont connus, et à ceux qui le seront dans la suite, les peines par eux encourues.

C'est dans cet objet que le Procureur général du Roi a requis lui être donné acte de la remise qu'il fait sur le Bureau, des dits Certificats de prétendus Mariages et de Baptêmes, signés les uns, Gounon dit Pradon, Ministre du Saint-Evangile, les autres Pélissier, Ministre du Saint-Evangile, ensemble des Lettres et autres pièces y jointes; être ordonné que le tout demeurera au Greffe, pour servir de Mémoires, dénonciation et pièces de convictions; et que tant lesdits Gounon, dit Pradon, et Pélissier, Ministres;

Que les nommés Jacques Biré et Marie Gillet, Jacques Merlet et Catherine Cornevin, Jacques Roubin et Magdeleine Chevalier, tous de la ville et paroisse de Jonzac ; Pierre Montet, de Jonzac, et Marie Libaud d'Ozillac ; Joseph Lavocat, de Jonzac, et Marie Libaud, d'Ozillac ; Jean Lacroix, de Jonzac, et Jeanne David, de Saint-Genis ; Jean André, de Jonzac, et Gabrielle Geoffroi, du bourg des Epeaux, paroisse de Meursac ;

Jean Bastard, chapelier, de Bisas en Saint-Fort, et Marie David, de Saint-Genis ; Louis Daunis dud. Saint-Fort, et Marie-Aimée, de Lorignac ; Gabriel Robin, de Gemozac, et Anne Rondeau, de Pons ; Simon Chauvin, de Gemozac, et Magdeleine Morice des Gords en Epargne ; Jean Nougé et Marie Couturier, tous deux du bourg de Gemozac ; Pierre Mignon, de Cherpied (Chez Piet) en Lignières, et Marie Gautier, de Chevalon en Bonneuil ; Pierre Baumard, vigneron, et Marie Gautier ; Jean Baumard, fils dud. Pierre, et Jeanne Pussot, fille de lad. Gautier, tous habitants de Segonzac ;

Les tous prétendus mariés au Prêche par le ministre Pradon ;

Pierre Tard, père d'Elie Tard, baptisé au Prêche le 23 janvier dernier, et Pierre Ervés et Marie Moncleau, parrain et marraine dud. enfant,

Seront tous pris au corps, menés et conduits sous bonne et sûre garde dans les prisons de la Conciergerie de la Cour, pour y ester et fournir à droit, etc.

Et que les nommés Pierre Bourderon, menuisier de Saint-Fort, et Suzanne Grilhon ; Jean Bourdonneau, saunier de Saint-Sulpice de Mornac, et Marie Corbeau ; Daniel Lavocat et Marie Chaperon, du bourg de Coses ; Pierre Ganier, marchand, et Anne Guilhon, de Grésac ; Pierre Robineau, saunier, et Elisabeth Glori, de Lussac en Saint-Just ; Bernard Broussard-Clinet, et Marie-Judith Palastre, de Saint-Savinien, habitants de Soumèras (Soumèras), annexe de La Hoguette ; enfin François Robinot, maréchal, et Elisabeth Grasset, demeurant à Riberou, paroisse de Saujon ,

Tous ces derniers se prétendant, les uns fiancés, et les autres mariés par des prêtres étrangers, seront ajournés à comparoir en personne, dans le délai de l'Ordonnance, pour répondre devant les Commissaires qui seront à cet effet nommés par la Cour, tant sur les faits les concernant du présent Réquisitoire, qu'intendits qui seront fournis contre eux par le Procureur Général du Roi ;

Et cependant être ordonné tant aux susdits prétendus mariés et mariées, soit dans lesdites Assemblées et Prêches, soit ailleurs, par des Ministres ou Prêtres étrangers, et autres que leurs propres Curés, et auxdits prétendus fiancés et fiancées, qu'à tous autres particuliers de l'un et de l'autre sexe du Ressort de la Cour, qui se prétendroient avoir été ainsi mariés ou fiancés, de se séparer incontinent après la publication de l'arrêt qui interviendra ; inhibitions et défenses leur être faites de se hanter ni fréquenter, à peine de punition exemplaire ; être enjoint à tous les Substituts du Procureur Général du Roi de tenir la main à l'exécution dud. Arrêt ; et à tous les Baillifs et Sénéchaux du Ressort de la Cour d'informer, à la diligence desd. Substituts, de toutes les contraventions qui y seront commises ; au surplus les cohabitations faites en conséquence de tels prétendus Mariages et Fiançailles, être déclarées n'être que des Concubinages ; et les enfants qui en seraient déjà provenus, ou qui en proviendroient dans la suite, être aussi déclarés illégitimes et bâtards, et comme tels incapables de toutes successions, tant directes que collatérales, et de tous autres effets civils et prérogatives attribués aux enfans légitimes. Etre en outre ordonné que l'Arrêt de la Cour, dud. jour 5 février dernier, sera exécuté selon sa forme et teneur ; se réservant le Procureur Général de requérir plus amplement, ainsi et contre qui il appartiendra. Et être au surplus ordonné que l'Arrêt qui interviendra sera imprimé, lu, publié et affiché partout où besoin sera, afin que personne ne l'ignore, et exécuté, quant aux séparations ordonnées, nonobstant toutes oppositions faites ou à faire, et sans y préjudicier. Signé DUVIGIER.

LA COUR octroie acte au Procureur Général du Roi de sa Réquisition et des pièces y énoncées ; et y faisant droit, ordonne que lesdits Gounon, dit Pradon, et Pélissier, prétendus Ministres, et les trente personnes premières ci-dessus désignées, et prétendues mariées par eux ; ainsi que lesdits père, parrain et marraine de l'enfant baptisé (les noms et qualités de chacun sont répétés), seront pris au corps, menés et conduits sous bonne et sûre garde dans les prisons de la Cour, pour y ester et fournir à droit, etc., si non, après perquisitions faites de leurs personnes, seront assignés à la quinzaine, et par un seul cri public, et et à son de trompe, à la huitaine, conformément à l'Ordonnance, leurs biens saisis et annotés, et sur iceux établis bons et suffisans Commissaires-séquestres ;

Comme aussi que les quatorze autres (noms également reproduits), qui se disent mariés ou fiancés par des Prêtres étrangers, seront ajournés à comparoir en personne, dans le délai de l'Ordonnance pour répondre sur les faits contenus dans lad. Réquisition.

Leur enjoint de se séparer incontinent, etc. (mêmes termes que ci-dessus, des conclusions du Procureur Général, enfants déclarés illégitimes et bâtards, incapables de toutes successions, etc.). Ordonne la publication et impression du présent arrêt, etc.

Fait à Bordeaux en Parlement, le 21 mai 1749.

M. LEBERTHON, *premier président*.

Collationné. Signé : BARRET, *Greffier*.

LOUIS, par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre : au premier notre Huissier ou sergent sur ce requis, à la requête de notre Procureur Général en notre Cour de Parlement de Bordeaux, te mandons de signifier ledit Arrêt du 21 courant, aux dénommés et autres qu'il appartiendra, afin qu'ils ne l'ignorent, et ayant à y obéir de point en point, selon sa forme et teneur, etc.

Donné à Bordeaux le 24 mai 1749.

A Bordeaux, chez J.-B. Lacornée, Imprimeur du Parlement et de l'Université, rue St-James, vis à vis la rue de Gourgue, 4 pages, petit in-8°.

N.-B. — Cette pièce, comme plusieurs autres analogues, devait avoir été envoyée à tous les curés du ressort. Je les ai trouvées dans les papiers de l'un d'eux Jean Terrien, qui desservait Saint-Maurice de Laurensame, près Vanzac, de 1711 à sa mort en 1748, et dans ceux de sa famille.

Si quelque érudit pouvait nous donner la suite et la terminaison de l'affaire, je lui en serais fort reconnaissant.

D^r CH. VIGEN.

III

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES DEPUIS 1790

(Suite)

D'après l'article 5, titre III, du décret des 16-24 août 1790, une expédition de l'acte de nomination de chaque juge de paix était envoyée et déposée au greffe du tribunal de district. Ce dépôt tenait lieu à ce magistrat des lettres patentes, scellées du sceau de l'Etat, que les juges des tribunaux, quoique élus, devaient recevoir du Roi en vertu de l'article 6, titre II, du décret sus-relaté.

Les juges de paix étaient tenus, en outre, avant d'exercer leurs fonctions, de prêter, devant le Conseil Général de la commune du lieu de leur domicile, le serment imposé aux juges des tribunaux par l'article 3, titre VII, de ce même décret, *de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du Royaume, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, et de remplir avec exactitude les fonctions de leurs offices.*

Nous n'avons pas pu nous procurer les procès-verbaux d'installation de Riquet et Prieur, les premiers juges de paix de Saintes, mais nous savons qu'ils ne furent installés dans leurs fonctions que le dix décembre 1790, comme le prouvent deux arrêtés du directoire du district de Saintes, l'un du 19 avril 1790, l'autre du 5 juillet suivant, portant que leurs traitements seraient payés à ces magistrats à partir du 10 décembre 1790 (1). D'ailleurs les registres de la justice de paix de la cité de Saintes confirment que ce jour là fut bien la date initiale de l'exercice des fonctions de Riquet.

Il est certain également que Duplais et Gorry, juges de paix de Saujon et de Mortagne, furent installés, savoir :

Le premier, le 12 décembre 1790, après avoir prêté, à l'issue de la messe, devant Bergerat, maire, et les autres membres de la municipalité de Corme-Royal, le serment prescrit par la loi (2).

(1) *Procès-verbaux des délibérations du district de Saintes* (Archives départementales).

(2) *Registres du greffe de la municipalité de Corme-Royal*. Le procès-verbal porte les signatures suivantes : Bergerat, maire, Duplais, Baudet, Potier

Le second, le deuxième jeudi de décembre 1790 (le neuf) ainsi que l'établit la lettre ci-après, en date à Mortagne du 7 du même mois, signée par Sorel, maire, et ses assesseurs Bonno-deaux, Dumas, Lemet et Guillot : « Monsieur, L'intérêt des justiciables du canton de Mortagne nécessite sans retard l'installation du juge. En conséquence, nous avons l'honneur de vous prévenir que nous avons donné avis à toutes les municipalités, qui composent le canton, que votre installation était fixée à jeudi prochain, à l'issue d'une grand'messe que nous nous proposons de demander à Monsieur le Curé de cette paroisse. Nous sommes très fraternellement vos frères et amis de Mortagne » (1).

Quant aux greffiers des juges de paix, ils prêtaient, entre les mains de ces magistrats, le même serment qu'eux (art. 5, titre IX, décret du 16 août 1790). Nous avons retrouvé dans les archives de la justice de paix du canton sud, et dans celles de la justice de paix du canton nord de Saintes, les procès-verbaux constatant la prestation de serment de Roy, greffier, devant Riquet, son juge de paix, le 11 décembre 1790, et, d'autre part, celle de Louis Rousseau, greffier du canton rural de Saintes, devant Prieur, juge de paix, le 5 janvier 1793.

Après la prise des Tuileries et l'emprisonnement de la famille royale au Temple (10 août 1792), l'Assemblée Législative, sur la proposition de Lagrévol, député de la Haute-Loire, décréta le 15 du même mois (2), que tous les fonctionnaires publics seraient tenus de prêter, dans la huitaine de la publication du décret, en présence des municipalités de leurs résidences, le serment *d'être fidèles à la Nation et de maintenir de tout leur pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir à leur poste*.

Cette formalité dut assurément être remplie à Saintes, mais, malgré nos recherches, nous n'avons pu découvrir aucun document constatant son accomplissement, pas plus, du reste, que celle de la prestation de serment, à l'origine, des juges de paix Riquet et Prieur. Il est vraisemblable que les procès-verbaux,

de Pommeroy, Rambeau, Paranteau, Popoin, officiers municipaux ; Bertifort, Vigneau, A. Fraigne, E. Imbaud, notables ; Olliveau, procureur de la commune ; Vitet, secrétaire (*Renseignements dus à M. Soulard, maire*).

(1) Nous remercions notre collègue M. Couraud, juge de paix de Cozes, d'avoir bien voulu nous transmettre la copie de cette lettre, due à l'obligeance de M. Jouan, de Mortagne-sur-Gironde.

(2) *Moniteur Universel* du 17 août 1792, n° 230.

dressés sur les registres municipaux de cette ville, ont été détruits par le funeste incendie du 12 novembre 1871.

Le 21 septembre 1792, la Convention Nationale, qui succéda à l'Assemblée Législative, abolit la Royauté et proclama la République, dès le jour même de sa réunion. Le lendemain, sur la proposition de Phelippeaux, représentant de la Sarthe, soutenue par Louvet de Couvray (du Loiret), l'auteur du roman licencieux, *Les Amours du Chevalier de Faublas*, et Léonard Bourdon, son collègue du même département, Couthon (du Puy-de-Dôme) et Prieur (de la Marne) et, contrairement à l'avis de Tallien (de Seine-et-Oise) et de Lasource (du Tarn), cette même assemblée décréta que les juges de paix, leurs assesseurs et leurs greffiers, ainsi que les corps administratifs, municipaux et judiciaires, seraient renouvelés en entier, sauf la faculté de réélire ceux qui auraient bien mérité de la patrie (1). Un autre décret des 19-20 octobre 1792 régla le mode de ce renouvellement qui fut encore confié aux assemblées primaires. Les conditions de l'électorat avaient été modifiées par la loi des 11-12 août 1792, qui supprimait la distinction des Français en citoyens actifs et non actifs et édictait que, pour être électeur, il suffisait d'être Français, âgé de 21 ans, domicilié depuis un an, vivre du produit de son revenu ou de son travail et n'être pas en état de domesticité (2).

Le 25 novembre 1792, les électeurs des communes, composant les divers cantons du district de Saintes, sur la convocation du procureur syndic, Tapon-Dupinier, et en exécution de l'article onze du décret du 19 octobre, sus-visé, préalablement avertis huit jours à l'avance, tant par affiches que par invitations aux prônes des messes paroissiales, se réunirent au lieu ordinaire de leurs séances, l'église du chef-lieu du canton, — et se formèrent en assemblées primaires aux fins de procéder à l'élection d'un juge de paix et d'un greffier pour le canton, et de quatre prud'hommes assesseurs pour chaque municipalité. — Chacune des assemblées nomma d'abord son président, un secré-

(1) *Moniteur Universel* du 23 septembre 1792, n° 267.

(2) Duvergier, tome IV, page 297. — Le 8 septembre 1792, l'Assemblée Législative passa à l'ordre du jour sur une pétition présentée par un sieur Picho et demandant que « l'égalité des hommes soit entière et que la classe nombreuse des hommes de service puisse, comme tous les autres membres du corps social, jouir de tous les droits inaliénables et imprescriptibles de l'homme ». (Archives Parlementaires, 1^{re} série, t. XLIX, p. 463).

taire et trois scrutateurs. Ensuite, le président, ayant annoncé le but de la réunion et reçu des citoyens présents le serment, individuellement prêté, de choisir en leur âme et conscience les plus dignes de la confiance publique, les électeurs firent aussitôt leurs bulletins sur le bureau et les déposèrent ostensiblement dans l'urne. Puis, après la proclamation des élus, la séance fut levée au chant de « l'hymne des Marseillois » (1).

Les élections donnèrent les résultats suivants :

Juges de paix :

A Saintes (*intra muros*), Riquet (2) ;

A Saintes (*extra muros*), Prieur ;

A Cozes, Jean-Louis Viaud, notaire, du bourg de Cozes ;

A Dompierre, Ardouin, juge de paix sortant, par 103 voix sur 156 votants, et contre 53 à Michel Pinard, huissier, à Saint-Sauvant ;

A Ecoyeux, Pierre Giraud, notaire public à Migron ;

A Gémozac, Jean-Baptiste Tripier, propriétaire, à Laugerie, commune de Berneuil « en Pons », élu par 148 voix sur 263 votants, contre Magistel, ancien juge de paix ;

A Mortagne, Louis-Thomas Bon, propriétaire et notaire « sous le scel de la nation », à Corme-Ecluse, qui obtint 81 suffrages contre 48 au citoyen Dubois ;

A Pont-l'Abbé, Desnaule, juge de paix sortant ;

A Saujon, Duplais, aussi juge de paix sortant.

Greffiers :

A Saintes (*intra muros*), Roy ;

A Saintes (*extra muros*), Louis Rousseau ;

A Cozes, Pain ;

A Dompierre, Delaroche ;

A Gémozac, Gombaud ;

A Port d'Euvaux, Girardin, officier municipal ;

A Mortagne, Delfarges (3),

Tous greffiers sortants ;

(1) *Procès verbaux des élections de Mortagne. Dompierre-sur-Charente, Pont-l'Abbé et Gémozac.* (Archives de la Charente-Inférieure).

(2) Archives départementales.

(3) Delfarges fut réélu contre « le citoyen Latrille » (*Procès-verbal de l'Assemblée Générale des citoyens du canton de Mortagne du 25 novembre 1792.* (Archives du département de la Charente-Inférieure)).

A Pont-l'Abbé, Hubert Vincier ;
A Ecoyeux, Mathieu Corbinaud, ancien greffier ;
A Saujon, Pierre Charrnaud (1).

Furent élus assesseurs du juge de paix de la cité de Saintes :
1° Jean Gobeau père, susnommé ; 2° Pierre Lafaye, aîné, marchand chamoiseur, demeurant aux Roches, paroisse de Saint-Eutrope ; 3° Jean-Joseph Brunet fils, propriétaire, de la paroisse de Saint-Pierre ; 4° Jean-Jacques Néron, plombier et maître couvreur du faubourg des Dames, paroisse de Saint-Pallais (2).

Les juges de paix étaient généralement des hommes ayant de sérieuses connaissances juridiques. Ainsi Riquet était un ancien procureur au présidial de Saintes ; Duplais était homme de loi ; les autres étaient, pour la plupart, des notaires. Car à cette époque, on pouvait être magistrat en même temps qu'officier ministériel. Pour ne parler que de lui, l'on voit Riquet agir, en sa qualité de procureur, devant le tribunal du district de Saintes, notamment aux audiences des 28 mars et 3 avril 1791, présidées par René Duchaine, juge (3). Mais le premier brumaire an II (22 octobre 1793), la Convention Nationale rendit un décret portant qu'il y avait incompatibilité entre la fonction de notaire et celle de juge de paix (4). Ensuite la loi du 24 vendémiaire an III (15 octobre 1794), déclara les fonctions administratives et judiciaires et les diverses fonctions judiciaires incompatibles entre elles (5). Déjà le décret des 25-30 janvier 1791 avait défendu de cumuler les fonctions de maire ou d'officier municipal avec celles de juge de paix ou de greffier de paix, mais il n'était pas toujours scrupuleusement observé (6).

Le 10 pluviôse an II (29 janvier 1794), Viaud, ayant opté pour la place de notaire, fut remplacé comme juge de paix du canton

(1) Pierre Charrnaud resta greffier de Saujon jusqu'au 26 mai 1814 et fut remplacé par Louis Charrnaud, son fils (26 mai 1814-17 février 1844). — Renseignements dus à notre collègue de Saujon, M. Buffandeau, que nous remercions sincèrement.

(2) *Registres de la justice de paix du canton sud de Saintes.*

(3) *Archives du greffe civil de Saintes.*

(4) *Collection générale des décrets rendus par la Convention Nationale*, tome II, page 1. A Paris, chez Baudouin.

(5) Duvergier, *loc. cit.*, tome VII, page 296 (Consulter sur les diverses incompatibilités, le *Traité des Justices de paix*, par Pabon, tome IV, page 18, n° 3294, Paris, Larose, 1904.

(6) Duvergier, tome II, page 180.

de Cozes par Jean-Pierre Goguet, officier municipal de cette commune, lequel démissionna de cette fonction et prêta, le 14 du même mois (2 février 1794), le serment civique devant le Conseil Général de la dite commune de Cozes (1).

(A suivre).

Edmond-Jean GUÉRIN.

IV

UN TESTAMENT A CONDOM

PENDANT LA PESTE DE 1653

Un malade dictant, d'une des croisées de l'immeuble qu'il occupe, ses dernières volontés au notaire installé devant le dit immeuble et assisté des témoins requis, semble un fait plutôt invraisemblable que véridique, et pourtant son exactitude ne saurait être contestée, l'attestation en étant établie dans le *testament authentique* ou *par acte public* (appellation, en la circonstance, tout à fait justifiée), dont suit la teneur :

« Au nom de Dieu saichent tous presans et advenir que ce jourdhuy vingt huictiesme du moys d'aoust mil six cens cinquante troys apres midy regnant Louys, etc. (*sic*) dans Condom et audevant la maison appartenant à M. Me Guillaume du Saige, conseiller du roy et recepveur des tailhes de Condomois sittiée sur les fossés de la présente ville de Condom par devant moy notaire, etc. (*sic*) personnellement constitué Jean Darqué, bourgeois nottable dud. Condom, lequel estant à la fenestre de lad. maison, mallade de la malladye contagieuse quy regne (2), toutes foys en son bon sens, memoire et entendement, bien parlant, voyant, oyant, cognoissant ainsin qu'il appareu à moy notaire et tesmoings, conciderant qu'il n'y a chose au monde plus certaine que la mort ny plus incertaine que le jour et l'heure d'icelle, c'est pourquoy il a voulleu faire son testament noncupatif et disposition de sa dernière vollonté comme s'ensuict. Première-ment a faict le signe de la croix et sa prière à Dieu le priant que quand son bon plaisir sera de separer son âme d'avecq le corps,

(1) Archives départementales de la Charente-Inférieure.

(2) La terrible peste de 1653, qui ravagea le pays et Condom tout particulièrement.

la colloquer au royaume coeleste de paradys en la compagnie des anges et bien heureux et après lad. séparation faicte veult son dict corps estre inhumé et ensevelly dans l'église St-Hillaire de la présent ville de Condom et pour faire ses honneurs funèbres et prier Dieu pour son âme s'en remet à la discrétion de Isabeau Laverny sa femme, a donné légué et laissé led. testateur à lad. eglise Saint-Hillaire dud. Condom la somme de cinquante livres payable apres le deces dud. testateur, en ce compris la somme de trante livres de laquelle icelluy testateur a faict promesse pour la sépulture de ses deffuntes mere et sœur, que en concidération du sepulture quy sera baillhé aud. testateur dans lad. eglise ou simetière s'il decede en ce temps de contagion payable après le decès dud. testateur pour estre employée lad. somme aux reparations de lad. eglise. Donne, legue et laisse led. testateur au couvent des peres capussins de la present ville pareille somme de cinquante livres à la charge que les peres capussins dud. couvant diront messes pour lame dud. testateur, payable ladite somme apres le decès dudit testateur. Donne, legue et laisse a tous pretandans droit sur ses biens cinq soulz et qu'ilz ne puissent demander aultre chose sur sesd. biens et d'autant que le cheffz et fondement de tout bon et valable testament conciste en l'institution d'heretier en herettiers. A ceste cause le dict tēstateur a faict, créé et institué et de sa propre bouche nomme ses herec-tiers generaulx et universelz en tous ses biens quy se trouveront après son décès scavoir est Dominique Darqué, son filz et Izabeau Laverny, femme du dit testateur par esgalles portions et en cas led. Darqué sond. filz et coheretier, vindroict a deceder sans enfans de loyal mariage et non aultrement et aud. cas led. testateur fonde dors et desja une chapelle a perpetuité et a jamais laquelle ne peult ny n'entend quelle commence que apres le décès dud. Dominique Darqué, sond filz aud. cas qu'il decedera sans enfans de loyal mariage et non aultrement, laquelle sera deservye dans les églises Saint-Hillaire de lad. presant ville et dans l'église Nostre-Dame de pityé pres la porte de Barlet delad. présente ville. Assavoir que le chappellain dicelle sera tenu de dire une messe chasque sepmaine a perpetuite et a jamais pour lame dud. testateur, ses parans et amys, scavoir la première sepmaine dans lad. église Saint-Hillaire a tel jour que led. testateur decedera, et la seconde sepmaine dans lad. église Nostre-Dame de pityé le jour de sapmedy, et ainsin consécutif-

vement de sepmaine en sepmaine à perpétuité et à jamais. Et pour dot et fondz pour servir à lad chapelle led. Darqué testateur donne, legue et laisse, scavoir une maison apellée la maison haute au cartier de Gelle ou il y a troys planchiers lung sur lauttre avec ce quy en depand du couste de Vidau Mastron et Jean Bascaulles sans y comprendre la maison basse joignant icelle quy sort sur la rue la porte de Gelle de lung cousté, plus une pièce de vigne au cartier de Poy, paroisse de [] juridiction de la present ville de Condom, de la contenance de trante deulz journaux à [] ou environ, confronte d'une part avecq vigne de Jean dAudote, daultre avecq terre et pred de M. d'Escaudemac et avec terre de Ducomet et d'aulture part vigne de Jean Granailhes, vigne de Jean Ducomet, dict Boutedieu et ses aultres confrontations sy de plus vrayes en y a pour jouir de la rante et revenu desd. biens par le chapellain d'icelle, a la charge de dire les messes chasque sepmaine. Et pour chapellain de lad. chapelle led. testateur nomme Jean Laverny, son beau-frère, quy est prest a prendre la messe, et apres le deces dud. Laverny led. testateur veult et entend que Jean-Marye Laverny aussy son beau-frère, et ses successeurs soinct patrons et nominateurs de lad. chapelle. Et au surplus des aultres biens, led. testateur substitue aud. Dominique Darque, son dict filz, lad. Izabeau Laverny, femme dud. testateur et mère dud. Dominique aud. cas que le dict Dominique decedera sans enfans de loyal mariage pour en faire par lad. Laverny à son plaisir et vollonté. Et parce que le dict Dominique, sond. filz, est en bas eaige led. testateur faict et crée tutrice et administreresse de la personne et biens de sond. filz, la dicte Izabeau Laverny, femme dud. testateur et mère dud. Dominique, sans qu'elle soit tenue de rendre compte ny prester le reliqua, et en cas elle y seroit constrainte led. testateur luy donne le reliqua, cassant, revoquant et adnullant tous aultres testemens, codicilles et donations qu'il pourraict avoir cy devant faict. Veult et entend que le presant soit son dernier testament et s'il ne vault pas testament quil aye valeur et efficace par codicille ou par donation ou par telle aulture disposition que de droict et coustume pourra valloir, s'y a pryé et requis les tesmoings bas nommés en estre souvenans et mémoratifz et à moy notaire luy en retenir acte et testament que luy ay concedé en présances de M^{re} Arnaud Darqué prebstre, Jacques Louys, m^{re} appoticaire, Jean Darrabin, Jean-Pierre Gaudé, pra [...ticien ?], Joseph Cassion, m^{re} orphebre,

Jaques Caraige, cordonnier, Cæzar Larrieu, menuisier, et Abraham Mazet, m^e gantier du dict Condom, habitans sy signés non led. Darqué testateur a cause de sa malladye contagieuse et moy.

Darqué p^{at}, Gaudé, Louys p^{at}. J. Caraige p^{at}, Mazet p^{at}, J. Cassion p^{at}, Darrabin p^{at}, Cæsar Larrieu, Suberbye, not^e. »

C'est en ces termes et avec cette mise scène inusitée, peut-être unique, assurément très rare, que fut établi le testament de Jean Darqué, testament dont nous devons la découverte à M. Joseph Gardère, l'érudit bibliothécaire de Condom, et à M^e Jean Pellisson, dans l'étude duquel se trouvent les minutes du notaire Suberbie. Que ces obligeants collaborateurs veuillent bien agréer ici de nouveau tous nos remerciements.

Si maintenant le lecteur désire connaître à qui fut confiée par la suite l'exécution des volontés *in extremis* de notre pestiféré de 1653, qu'il sache qu'après Jean Laverny, premier chapelain, et son successeur nommé par Jean-Marie Laverny, mort sans enfants mâles, Pierre Laverny, archiprêtre de Cosnac, l'un des arrière-neveux de ce dernier et décédé, le 19 mai 1753, curé de Guitinières, le frère de ce même Pierre, Jean, docteur en théologie, archiprêtre de Barbezieux, curé de Saint-Germain de Vibrac, comme aîné des dits arrière-neveux, fit établir, le 28 de ce même mois, par M^e Chevalier, notaire royal à Tugéras, un acte de présentation et de nomination en faveur de Cyprien Laverny, à ce moment clerc tonsuré, son neveu, à la chapellenie de Darqué.

Le 10 juillet suivant, Jean Laverny donna procuration à son autre frère, Jean-Gaspard, aux fins d'aller à Condom prendre possession de la chapelle.

Cyprien Laverny, d'abord vicaire de Guitinières, puis prêtre habitué de cette même paroisse, fut dépouillé du bénéfice par la Révolution et emprisonné, en 1793, à l'ancien Carmel de Saintes, où il mourut, le 11 décembre 1796 (1).

Ainsi fut anéantie la fondation de J. Darqué, après cent quarante années d'une observation ininterrompue de ses dispositions testamentaires. Hélas ! le spolié d'alors du haut du « royaume céleste de paradys », où ses sentiments religieux ont

(1) Voir *Bulletin des Archives de Saintonge et d'Aunis*, du 1^{er} février 1908, p. 25-30.

dû lui assurer une place, aurait pu, prescient de l'avenir, clamer à certain de ses petits-neveux :

Hodiè mihi, cràs tibi!

A. L.

LIVRES ET REVUES

ANTONIN VOYÉ et CLÉMENT GELÉZEAU. — *Saint-Maigrin*, paroisse, commune, seigneurie et maison seigneuriale.

« Entre Jonzac et Barbezieux, à égale distance des deux « villes, le bourg de Saint-Maigrin étage ses maisons blanches « en bordure de la route d'Archiac à Montendre, au centre des « quarante-six villages qui forment la commune ». Tel est ce Saint-Maigrin dont MM. Voyé et Gelézeau ont voulu écrire la complète histoire. Certes, et pour les raisons qui apparaîtront au cours de cette brève analyse, ce coin de notre province méritait une étude, et il faut remercier et féliciter ceux qui l'ont entreprise et en somme menée à bien ; on peut seulement douter qu'il fût nécessaire de l'étendre en près de trois cents pages : ce chiffre respectable n'est atteint qu'au prix de nombreuses digressions, de généralités un tant soit peu superficielles et banales, et de fréquentes redites ; la matière propre de Saint-Maigrin ne comportait peut-être pas l'important ouvrage qui nous est présenté et se serait, selon nous, plus heureusement et utilement accommodée d'une monographie, substantielle et ramassée ; c'est, avec la meilleure intention, mal servir un sujet étroit que de le traiter trop largement.

Cette erreur de mesure, avec les conséquences fâcheuses qu'elle suppose et que nous avons signalées — il est certains chapitres, notamment de la deuxième partie, qui trouveraient aussi bien et même mieux leur place dans une histoire des institutions françaises et sont vides de toute précision sur Saint-Maigrin — est d'ailleurs le seul défaut de composition ; il convient, au contraire, de louer sans réserves la division adoptée par MM. Voyé et Gelézeau : claire et logique, elle permet de connaître Saint-Maigrin sous tous ses aspects, avec méthode et sans confusion.

La paroisse, fort ancienne — elle remonte probablement aux premiers temps de la création des paroisses — est surtout inté-

ressante par son intime liaison de sept siècles à la puissante abbaye bénédictine de Baignes ; consacrée par une charte de 1133 — qui donnait l'église de Saint-Maigrin à l'abbé de Baignes et à ses successeurs, à perpétuité — il semble qu'elle se maintint, bien que relâchée, jusqu'à la veille de la Révolution. C'est peut-être à l'action particulièrement efficace des zélés bénédictins que Saint-Maigrin dut une formation religieuse qui l'empêcha d'être entamé par la Réforme, alors pourtant que son seigneur, François II de Stuer de Caussade, lui donnait l'exemple de l'abandon du catholicisme ; matériellement la paroisse souffrit, elle demeura moralement intacte. Il n'en fut pas de même au moment de la Révolution — du moins en apparence : à Saint-Maigrin, comme dans l'ensemble de la France, la population, qui restait attachée à ses croyances, n'eut pas le courage d'entrer en lutte avec la poignée d'ambitieux qui se faisaient persécuteurs — et elle subit, docile, leur domination.

Après le Concordat, l'œuvre de restauration de la paroisse semble avoir été assez vite et facilement accomplie, sous l'impulsion initiale de l'abbé Nicolas Constant ; le frère de celui-ci, André Constant, évêque constitutionnel de Lot-et-Garonne, dont le panégyrique prononcé en 1811 (pièces justificatives, p. 285) contient une justification, à la fois prudente et courageuse, de son attitude pendant la Révolution, et Simon d'Archiac, cardinal en 1320, sont les illustrations les plus notables du clergé issu de Saint-Maigrin.

Infiniment plus récente que la paroisse est la *commune* de Saint-Maigrin, qui paraît bien ne dater que du décret général de l'Assemblée Constituante du 11 novembre 1789 ; jusque-là — et d'ailleurs pour presque toutes les agglomérations rurales — c'est le régime féodal, atténué, qui subsista ; au reste l'émancipation communale ne donna aucun résultat, du moins immédiatement, le désordre empêchant toute organisation sérieuse et la surveillance jalouse et étroite du pouvoir central annihilant toute liberté ; ce fut, comme le disent justement et après tant d'autres MM. Voyé et Gelézeau, « le triomphe de la centralisation » et, peut-on ajouter, de la servitude, au lendemain même de la proclamation de l'affranchissement. Le tableau qui nous est tracé de la vie communale de Saint-Maigrin avant, pendant et après la Révolution manque un peu de netteté : il est cependant possible de relever quelques traits précis et intéressants. La grande question fut — et sera —

toujours celle des impôts. Saint-Maigrin se trouvait en plein centre de soulèvement de la gabelle et l'on peut penser qu'il y prit une part active, encore que MM. Voyé et Gelézeau, qui le racontent avec quelques détails, n'aient sans doute rien trouvé qui leur permit de la préciser. Plus tard, contre la taille, les réclamations étaient nombreuses et la charge des collecteurs, responsables du rendement, n'était certes point enviable ; nous voyons que, pour éviter d'en supporter seuls les conséquences, ils avaient coutume de se faire autoriser par une délibération des habitants à intenter les poursuites nécessaires. L'unification et l'équitable répartition de l'impôt est bien entendu l'objet de plusieurs articles du cahier présenté par les paroisses du marquisat de Saint-Maigrin ; la réforme fiscale accomplie ne donna guère satisfaction : seul le nom des redevances a changé — mince consolation — et les habitants sont taxés à plus du cinquième de leurs revenus. Pour comble, la misère est grande, les propriétaires, désemparés, ne cultivent plus leurs terres, ainsi qu'en fait foi le rapport, très curieux, du percepteur Prinsaud (p. 36). L'importance de Saint-Maigrin souffre elle-même du nouvel état de choses, par une amusante et inattendue conséquence de son propre vœu : le cahier demandait en première ligne la suppression des petits tribunaux et la réunion au chef-lieu ; seulement il arriva que ce ne fut point Saint-Maigrin, mais Léoville qui fut érigé en chef-lieu et bénéficia de la juridiction — d'où grand mécontentement. La vie communale se poursuit, bien calme, chacun des gouvernements qui se succèdent étant avec le même enthousiasme accueilli par une délibération du conseil municipal — manifestation banale, mais précieuse, de l'esprit essentiellement conservateur du Français. Sur les familles notables de Saint-Maigrin, MM. Voyé et Gelézeau ont réuni des notices d'un intérêt forcément limité ; ils nous renseignent encore sur l'industrie — dont la meunerie et la tuilerie étaient autrefois les utiles éléments — le commerce et les professions libérales, fort en honneur avant la Révolution ; aujourd'hui il semble que les vignes, appréciées et qui trouvent un heureux débouché dans la distillerie de Foreau, soient la principale ressource d'une population qui a d'ailleurs, au cours du XIX^e siècle, suivi une courbe sensiblement descendante.

Saint-Maigrin a d'autres titres que les souvenirs plus ou moins originaux de sa vie religieuse et civile à l'intérêt et à l'atten-

tion : Saint-Maigrin vaut encore par sa seigneurie importante, et sa maison illustre ; c'est à ces deux derniers et brillants aspects que MM. Voyé et Gelézeau consacrent la fin de leur ouvrage.

La situation de Saint-Maigrin sur une grande voie romaine en fit, très anciennement, un lieu fort et une place frontière de valeur, mais les auteurs sont muets, faute de documents, sur les services qu'il put rendre à cet égard. N'ayant pu tenir en 1570 contre l'artillerie — pourtant anodine — des catholiques de Pons, le fort de Saint-Maigrin fut détruit et un château dans le goût de la Renaissance lui succéda ; celui-ci ne survécut pas à la Révolution destructrice et de profondes et larges douves en sont aujourd'hui les seuls vestiges ; c'est en 1860 seulement qu'un simple rendez-vous de chasse, mi-partie féodal et Renaissance, fut réédifié par M. de Lestrangle, alors propriétaire de Saint-Maigrin. Plus tard, M. Martell y fit adjoindre d'importantes constructions qui perpétuent sous une autre forme la demeure seigneuriale de jadis.

L'étang et la forêt, « les deux perles » du beau domaine, avaient, eux, résisté au vandalisme révolutionnaire, et ils continuent de faire de Saint-Maigrin une « résidence royale. »

Si la terre de Saint-Maigrin subsiste avec quelque lustre, il est cependant superflu d'ajouter qu'elle n'est faite que d'épaves : seul, ce qu'il avait été impossible de vendre pendant la Révolution fit l'objet du décret impérial du 3 novembre 1807, par lequel Paul de La Vauguyon était remis en possession. La splendeur du domaine appartient au passé, au même titre que celle de la seigneurie qui s'étendait sur six paroisses et tenait à hommage quatre fiefs nobles ; le chapitre que consacrent à ceux-ci MM. Voyé et Gelézeau est intéressant par les détails biographiques, notamment sur les Saint-Légier, seigneurs de Boisrond.

La maison de Saint-Maigrin était bien digne, par son illustration, de retenir l'attention de l'historien ; et l'union est vraiment harmonieuse et satisfaisante de ces puissants seigneurs et de cette belle seigneurie pendant une durée continue de huit siècles. Encore que ce ne soit qu'en 1304 qu'Aymar d'Archiac prenne, dans une quittance de gages, le titre de sire de Saint-Maigrin, il est, en effet, probable que, dès 1060, sa maison possédait Saint-Maigrin.

Elle le perdit définitivement en 1416, par suite du mariage

de Jeanne de Pons, fille de Regnault VI de Pons et de Blanche d'Archiac, avec Jean de Stuer. La maison de Stuer, d'origine bretonne, conserva Saint-Maigrin jusqu'en 1675; elle contracta, de 1416 à 1675, de brillantes alliances avec les maisons de Causade, de Maillé, de la Tour-Landry, de Montbron, des Cars — cette dernière alliance l'apparentant même à la maison royale : Diane des Cars était l'unique héritière de la branche des Bourbons-Carency — de Roquelaure et de Quélen. Faute d'un représentant mâle de la maison de Stuer, c'est Nicolas Barthélémy de Quélen, dont la mère était Marie de Stuer, qui, en 1675, hérita de Saint-Maigrin de son aïeul Jacques de Stuer. La maison de Quélen atteignit à l'apogée de la gloire : Antoine-Paul de Quélen, fils de Nicolas et de Madeleine de Bourbon-Busset, prince de Carency, marquis de Saint-Maigrin, fut en 1758 créé duc et pair sous le nom de La Vauguyon; les lettres patentes, reproduites aux pièces justificatives, prouvent que, par ses mérites et ses services personnels autant que par l'ancienneté et l'illustration de sa race, il était digne de cet honneur; sa grande vertu lui valut cet autre, d'être nommé gouverneur du fils du Dauphin, le duc de Bourgogne et, plus tard, chargé de l'éducation des trois princes qui devinrent Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. Marié à Françoise de Béthune-Charrost, il n'eut qu'un fils, Paul-François; le second fils de celui-ci, Paul-Yves-Bernard, bénéficia du décret impérial de 1807, mais tant par suite de donation à ses père et mère que de partage entre sa sœur, la princesse de Carignan, et lui, il ne conserva rien de Saint-Maigrin; il resta célibataire, et c'est ainsi qu'en même temps ou presque, la terre de Saint-Maigrin sortait définitivement de l'antique maison acquise en 1833, à la vente aux enchères que nécessita la mort de la princesse de Carignan, laissant trois enfants, dont deux mineurs, par M. de Raismes et le dernier représentant mâle des Quelen s'éteignait (1837).

M. de Raismes conserva Saint-Maigrin jusqu'en 1859; M. de Lestrangle, après lui, le posséda dix ans; il est aujourd'hui la propriété de M. Martell.

Il serait faux de croire aride et sèche la partie de l'ouvrage consacrée à la maison de Saint-Maigrin : l'auteur de cette analyse a dû forcément se contraindre, pour donner une idée nette de la continuité historique, à une simple énumération; mais MM. Voyé et Gelézeau ont su, au contraire, animer et rendre vivante cette succession de noms en retraçant la vie, souvent

pittoresque, souvent aussi mêlée aux plus grands événements nationaux, de ceux qui les portèrent ; de ces notices biographiques intéressantes et colorées, il est, bien entendu, impossible de rendre compte non plus que des gravures, d'une bonne exécution, et au choix desquelles un sens judicieux a présidé, qui illustrent l'ouvrage et permettent de s'attacher plus étroitement à son objet.

Œuvre consciencieuse et complète, agréablement présentée, « Saint-Maigrin » a essentiellement le mérite d'être une de ces monographies locales qu'il est si souhaitable de voir naître un peu partout en France, pour le développement du fécond esprit provincial et la contribution exacte et précise à l'histoire générale — et ce mérite n'est pas mince.

F. BREJON.

Mémoires de la Société Éduenne, t. XXXVI. — M. Montarlot donne la suite de ses monographies des *députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution*. Nous extrayons de ce volume et du volume précédent le résumé de la monographie de Guillemardet, qui fut préfet de la Charente-Inférieure.

Ferdinand-Pierre-Marie-Dorothée Guillemardet, est né, le 3 avril 1765, à Couches (arrondissement d'Autun), de Jean-Baptiste, chirurgien, échevin de cette ville, et d'Anne Biémont.

Reçu docteur en médecine à Montpellier le 16 avril 1785, il fut admis en la compagnie des médecins d'Autun le 6 décembre 1787, médecin de l'hôpital, élu maire d'Autun par 322 voix sur 438 votants. Il acquit dans ses fonctions une réelle popularité ! « Doué de certains avantages extérieurs, il avait de l'aménité dans les manières et une facilité d'élocution qui trompait sur la portée de son intelligence. » On l'écoutait religieusement à la Société populaire. Les registres de ce club mentionnent, à la date du 14 juillet 1792, « des paroles énergiques et civiques prononcées par le frère Guillemardet, maire, et qui pour n'avoir jamais trompé la tante (*sic*) des vrais amis des lois a été surnommé le Petion d'Autun. »

Le 6 septembre il fut élu député à la Convention ; il n'avait pas même vingt-huit ans. Dans le procès du roi il parla peu, n'écrivit rien, mais se prononça pour les mesures extrêmes. « Un trait distinctif de Guillemardet ce fut, dans les mêlées politiques, de se ranger toujours sous les drapeaux du parti victorieux. Chaque fois qu'un coup de balai emporta un régime ou

une faction, on le trouva invariablement du côté du manche. Au 9 thermidor il se mit de suite avec la réaction. »

Le 18 frimaire an III, il partit en mission dans les départements de Seine-et-Marne, Yonne, Nièvre, pour y réprimer le parti jacobin. Il s'y fit l'apôtre d'une religion naturelle. Les habitants de ces départements avaient pris au sérieux les lois qui proclamaient la liberté des cultes et ils s'étaient permis de se réunir dans les églises. Guillemardet leur adressa une homélie qui se terminait par des menaces : « Le fanatisme agite les campagnes. Déjà les accents de la superstition retentissent dans plusieurs communes.... Vous avez senti que l'Être suprême n'a pas besoin d'intermédiaire pour se faire entendre à votre cœur. Depuis longtemps l'organe impur des ministres du mensonge ne dénature plus ses principes bienfaisants, votre âme les reçoit dans toute leur pureté, mais de perfides insinuations l'assiègent...., etc. » Et il ferma tous les édifices du culte qui avaient pu rester ouverts.

Dans la Nièvre, au contraire, il s'efforça d'étouffer l'influence jacobine. On raconte qu'étant à Nevers, Guillemardet convoqua les membres du comité révolutionnaire et leur demanda leurs noms :

— Brutus, Gracchus, Publicola...., répondirent-ils.

Gendarmes, s'écria le conventionnel, arrêtez tous ces gens-là, ce sont des étrangers !

L'anecdote est plaisante. Peut-être a-t-elle été suggérée par une lettre dans laquelle Guillemardet s'indignait de voir profaner par des misérables les noms respectés des grands hommes de l'antiquité.

Une autre anecdote, plus vraie, dépeint le caractère de l'homme.

Le 29 floréal (18 mai), an III, la Convention discutait sur l'établissement de l'impôt en nature. Le 1^{er} prairial (20 mai), l'insurrection éclate. Des tribunes partent des apostrophes aux députés, des femmes demandent du pain. On fit évacuer les tribunes. A peine l'opération était-elle terminée que la porte de la salle éclate sous une poussée formidable, une foule en armes envahit l'enceinte législative.... Guillemardet prit la fuite et courut jusqu'à Château-Thierry. Il a raconté pourquoi et comment. C'est en interprétant un article de la loi qui spécifiait que si l'assemblée venait à être dissoute ou gênée dans sa liberté, il était enjoint à tous les membres qui pourraient s'échapper de

se rendre à Châlons-sur-Marne. Ainsi fit-il. Voici en quels termes il raconte sa sortie : « Je traverse la force armée qui remplit la place du Carrousel, dont une partie est tranquille spectatrice lorsque l'autre vient partager les forfaits des séditions... J'arrive enfin chez moi ; je presse mon épouse et mes enfants dans mes bras, je donne quelques larmes à la nature et je pars... »

Il franchit non sans difficulté la barrière, marche toute la nuit, arrive le matin à Meaux où il rencontre quelques collègues qui avaient agi comme lui. Après délibération tous prennent le chemin de Châlons-sur-Marne. Le 3 prairial, à Château-Thierry, ils apprirent que l'insurrection est vaincue et que la Convention a repris ses séances. Ils repartent pour Paris. Guillemardet était si convaincu qu'il assimila à une mission ce petit voyage et se fit rembourser par l'Etat les 390 livres qu'il avait dépensées.

Le 24 vendémiaire an IV (16 octobre), il fut réélu dans son département par 379 voix sur 393 votants, au Conseil des Cinq-Cents. Là encore il usa largement de sa facilité d'élocution. Il prit la parole dans la plupart des discussions et l'histoire de sa législature se lie intimement à celle du Directoire, dont il soutint constamment l'incohérente politique. Il se montra particulièrement hostile aux émigrés. Il approuva bruyamment le coup d'Etat du 18 fructidor. Il trouva tout naturel que l'armée eut travaillé au profit d'une faction, alors qu'un mois auparavant, l'hypothèse seule d'un pareil concours le transportait d'indignation.

Ce long dévouement au gouvernement lui fut fatal. Il ne fut pas réélu le 1^{er} prairial (20 mai 1797). Les Jacobins d'Autun le trouvaient trop « directorial ». La récompense que le Directoire devait à l'infatigable défenseur ne se fit pas attendre. Le 3 prairial Guillemardet fut nommé ambassadeur de France en Espagne. Il n'avait cependant aucune des qualités d'un diplomate. Barras, dans ses *Mémoires*, indique la raison déterminante de cette nomination. On reprochait à Truguet, l'ambassadeur alors à Madrid, de n'être ni conventionnel ni régicide. « Guillemardet, dit Barras, était bien effectivement conventionnel et régicide, mais l'un des hommes les moins capables qui eussent paru dans la Convention. C'était dans le principe un médecin, mais un médecin médiocre. La Révolution qui l'avait fait, comme tant d'autres de sa robe, entrer dans les affaires

publiques, ne l'avait cependant point sorti de sa sphère prétentieuse ; sa tête petite et sans idées n'avait pu jamais aller au delà des manières et des vues de M. Purgon. » Il se montra tout à fait déplacé dans cette Cour d'Espagne, où l'on observait une étiquette voisine du fétichisme. Léger, bavard, indiscret, très vain de sa personne, ignorant et insoucieux des usages et convenances, il se rendit promptement ridicule. « Comme il faut, ajoute Barras, que le nouvel ambassadeur justifie sa nomination par son dévouement au moins, Guillemardet croit ne pouvoir mieux suivre les instructions de Talleyrand qu'en faisant des rapports de toute niaiserie sur la reine et d'autres personnages de la Cour de Madrid ; il est à la piste et se dit sur la trace des intrigues les plus profondes.... »

Un arrêté du 12 frimaire (3 novembre 1799), le rappela. En compensation, le 6 brumaire an IX (28 octobre 1800), il se vit nommer préfet de la Charente-Inférieure. Il se déclara très honoré de la confiance du Premier Consul et prit l'engagement de la justifier.

« Il peut compter, écrivit-il, sur un ami sincère de la République et de la liberté. » Son admiration pour le régime issu du 18 brumaire s'accrut rapidement. Le numéro du 14 fructidor (1^{er} septembre) du *Moniteur* publia l'adresse de Guillemardet et de son conseiller de préfecture à Bonaparte. « Vos jours sont consacrés à la splendeur et à la prospérité de la République, que ne sont-ils comme elle impérissable ! »

En 1803, le collège électoral de la Charente-Inférieure le désigna comme candidat au Sénat.

Rappelons, en passant, que, pendant son séjour à Saintes, il autorisa la démolition de la nef de l'église Saint-Eutrope.

L'année suivante, éprouvé par le climat de ce département, il demanda son changement et invoquait « son dévouement sans bornes à Sa Majesté Impériale », pour obtenir la préfecture du Calvados ou celle de la Gironde. Il revint à la charge le 23 octobre 1805, sollicitant cette fois la préfecture du Nord. Il eut celle de l'Allier, le 12 juillet 1806. Son séjour à Moulins n'excéda pas dix-huit mois. A la suite d'une aventure fâcheuse, où sa dignité préfectorale fut compromise, sa raison s'altéra et il dut être placé dans une maison de santé, à Paris, où il mourut de démence le 4 mai 1809, âgé de 44 ans.

Guillemardet avait épousé, le 22 janvier 1788, à Autun, Laza-

rette-Huguette Lamark. L'ayant perdue, il se remaria avec Huguette-Marie-Charlotte Callard.

Son fils, inspecteur des finances, fut secrétaire général du ministère des finances de 1851-54. Le musée du Louvre a reçu de lui en 1865 un magnifique portrait de son père par Goya.

Romania, XXXVII (1908). — M. A. Thomas rendant compte du mélange Chabaneau écrit ce qui suit : « A. THOMAS, *L'origine limousine de Marcial d'Auvergne*. Le profit le plus positif de ce mémoire réside dans la publication d'un document de 1511 qui nous renseigne avec précision sur les enfants et héritiers de Martial d'Auvergne. Pour le reste, j'ai fait connaître l'existence à La Rochelle, en 1426-1429, d'un clerc, originaire de Limoges, nommé Marcial d'Auvergne, et j'ai supposé, comme très vraisemblable, que ce clerc s'était installé à Paris après la soumission de cette ville à Charles VII (1436) et qu'il devait être identifié avec un notaire au Châtelet, homonyme, dont la présence à Paris se constatait seulement à partir de 1437 et dans lequel il est à peu près certain qu'il faut voir le père de l'écrivain. Mais le vraisemblable n'est pas toujours vrai : j'ai trouvé depuis et je publierai prochainement de nouveaux documents qui établissent la dualité du clerc limousin et du notaire au Châtelet. L'origine limousine de la famille du célèbre écrivain du XV^e siècle reste donc toujours à prouver. J'ajoute que je continue à la croire vraisemblable ».

Même volume, page 123, M. A. Thomas étudie le mot fouerne, feurne qui vient du latin *fuerna*, « réservoir à poisson ménagé, creusé en dehors de l'écluse, à l'orifice de la vanne. *Fouerne* est comme le représentant d'un mot latin vulgaire dérivé du radical du verbe *fodere* à l'aide du suffixe *erna* soit *foderna*.

Page 127, le poitevin *mervau* n'est autre que le français verveu, terme de pêche ».

Romania, 1909. — M. A. Thomas, page 383, disserte sur notre mot *ebarouir*, sur la *fringuenelle* ou *fregon*. Page 544, le même rendant compte de l'article de M. Fabre sur *le moine de Montaudon et l'empereur Othon IV*, ajoute : « on ne saurait voir la petite ville de Newark dans le Nicart du manuscrit qui est manifestement fautif, mais qu'il est indiqué de corriger en *Niort* comme l'a fait M. Klein. Voec que M. F. n'a pas su identifier est Vouhé (Deux-Sèvres ou peut-être Charente-Inférieure) et *Benaon* est Benon (Charente-Inférieure).

Cet article a paru dans *Annales du Midi*, juillet 1908. M. Fabre a combattu l'identification *Nicart* = *Niort* (page 353). Pour Voec et Benaon, voir page 356.

Page 151. M. A. Thomas) rendant compte d'un volume sur le Patois bourbonnais écrit ceci : « Je note au courant de la plume quelques mots intéressants à divers titres : *a chopetit*, peu à peu (aliàs à *cheupetit*) qui se décompose en à *cho petit* où *cho* représente le grec $\chi\alpha\tau\alpha$ (cf P. Meyer dans *Romania*, 11,80). M. Choussy a manqué là une belle occasion de revendiquer l'origine grecque de son patois ».

Sur le mot *alis*, *alise*. Le mot est aussi usité en Saintonge (Jonain, art. *alis* où il y a un rapprochement erroné avec *agllat*).

—
La Revue scientifique (revue rose) du 18 septembre 1909, signale, d'après le D^r Ch. Lavielle, un arbre gigantesque qui ressemble par plusieurs points au chêne de Montravail. Il s'agit du chêne de Quillacq. Cet arbre est situé au milieu d'un bois de chênes à 50 mètres de la rive droite de l'Adour. Du sol aux premières branches le tronc n'a pas plus de trois mètres de hauteur, mais sa circonférence mesure 9 mètres, à hauteur d'homme. Un énorme bourrelet de racines entoure le pied ; il n'a pas moins de 25 mètres de développement. Le tronc s'épanouit en trois maîtresses-branches qui se développent horizontalement et en éventail sur un rayon de plus de douze mètres. Les branches peuvent ainsi abriter plus de 500 personnes. On ne saurait déterminer l'âge de ce magnifique représentant de la flore landaise : on estime qu'il doit avoir plus de 2.000 ans. L'arbre ne vit plus que par l'écorce ; l'intérieur du tronc n'est plus qu'une masse spongieuse en décomposition. Une particularité curieuse, c'est la présence de deux réservoirs d'eau dans la fourche des branches principales. On affirme que ces réservoirs ne tarissent jamais. L'imagination populaire attribue à cette eau des vertus curatives spéciales, attestées par de nombreux *ex voto* attachés autour de l'arbre : croix, chapelets, livres, pièces de monnaies, etc.

Le chêne de Quillacq, est, en effet, l'objet d'un culte profond de la part des populations. Il reçoit tous les jours des visites nombreuses, mais c'est surtout dans la nuit du 23 au 24 juin qu'il est le but d'un pèlerinage important. Il y a une trentaine d'années, l'administration des eaux et forêts voulut englober l'arbre dans une coupe ; le D^r Lavielle se souvient

qu'on dut donner, au plus vite, l'ordre de l'épargner, sinon les populations indignées se disposaient à faire un mauvais parti à celui qui allait porter le premier coup de hache sacrilège.

Les *Annales politiques et littéraires* du 26 septembre 1909 ont inséré la note suivante :

« J'ai reçu, dit Sergines, une lettre d'un de nos fidèles abonnés, M. Martin, receveur des postes de Mirambeau.

« Encouragé, me dit-il, par l'énumération que vous faites, dans le numéro du 12 septembre, de tous les poètes ouvriers, je vous adresse un morceau de poésie d'un poète-cultivateur, et barbier le samedi et le dimanche.

« Je ne suis pas un grand connaisseur et je ne pourrai vous dire si les vers que je vous sou mets ont les pieds voulus ; cependant, j'y trouve un si bon air de vie champêtre que j'ai l'espoir de le voir insérer dans un de vos prochains numéros ».

Voici les vers du barbier-cultivateur.

LES AMBROIS

A l'ami Billaud.

Les Ambrois, mon petit village,
Assis au sommet d'un coteau,
A Beauséjour pour voisinage
Et Semillac, le Bel-Ormeau.
Placé, comme une sentinelle,
Sur un chemin au coin d'un bois,
Il a les yeux sur Fort-Marzelle.
Mon vieux village des Ambrois.

.

Tandis que, sur la grande route,
On voit les autos, les passants,
Un rossignol, sans qu'il en coûte,
Nous réjouit de ses doux chants.
De la nature il a les joies
Et du progrès il suit les lois,
Car il est près des grandes voies,
Mon cher village des Ambrois.

Et, là, l'existence s'écoule
Dans le silence et le devoir,
Et jamais le bruit de la foule
Ne vient enfin nous émouvoir.
Mais, quoique éloigné de la ville,

Les habitants sont très courtois;
J'y fais des vers, j'y suis tranquille,
Dans mon village des Ambrois.

FÉLIX SOUCHET.

—
Les Contemporains. — 28 novembre 1909, *La Persécution sous le Directoire, les prêtres déportés aux îles de Ré et d'Oleron*, par M. D. Quatrefils. — 5 décembre 1909, *Les prêtres déportés à la Guyane*, par M^{me} la comtesse de Courson.

—
Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure, t. XVIII (oct. 1909). — *Anchoine, ville disparue sous les dunes de la Coubre*, par M. L. Massiou.

On sait que partout la légende raconte une histoire sur une ville morte, disparue, engloutie, ville d'Ys, ville d'Antioche, etc. Anchoine, entre Royan et La Tremblade, sur la côte dite d'Arvert, serait du nombre. On a discuté sur son existence, sur sa position, beaucoup en ont parlé par oui dire, sans en avoir jamais reconnu l'emplacement. M. Massiou apporte un document nouveau, important, qui, s'il n'éclaire pas d'une manière définitive la question, lui fait faire un pas. C'est un passage d'enquête faite en 1551, à l'occasion de la création d'un port à Royan, dans laquelle on voit les enquêteurs aller « au lieu d'Ancoine où est un port appelé autrefois et encore à présent le port de La Lune... » M. Massiou croit que ce port est celui indiqué dans *Tote l'histoire* sous le nom d'Anseune. D'autre part, l'exact Masse parle dans ses mémoires d'Ensoigne et précise l'emplacement sur ses cartes. Quelques fouilles nous diront bientôt ce qu'il faut croire définitivement.

—
Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, 1909. — M. E. Labadie publie *Notes et documents sur quelques jaïencerries du Périgord au XVIII^e siècle* (Bergerac, Thiviers, Le Bugue, Le Fleix), page 506. Une note intéresse l'histoire d'une assiette de Bergerac, appartenant au musée de La Rochelle.

—
Le Clairon et le *Journal de Royan*, 5 décembre 1909 et 16 janvier 1910, ont publié de notre confrère M. Pierre Ardouin, *La Communication*, saynète en 1 acte.

Le Progrès du 16 janvier 1910, *Croix-Gente*, par le D^r Vigen.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'AVRIL 1910

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée du 12 février ; Compte rendu financier ; Le phare de La Coubre menacé ; Encore la fille de Musset.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M^{me} Mauny de Latour. — *Mariages* : de Fonrémis-de Tavernier, Lacour-Bergerat, de La Taille-Trétinville-de Lestrangle.

VARIÉTÉS : *L'organisation du clergé en 1803* par M. l'abbé Lemonnier ; *Les Martin de Bonsonge* par M. G. de C. ; *Minutes de notaires*, notes de lecture par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Les lièvres noirs de l'île d'Oleron ; Les cloches chassant les orages ; Chanson ; Lieu de naissance de Boyveau-Laffeteur.

LIVRES ET REVUES : *La Jeanne d'Arc* de M. Gourdon ; *Études anciennes*, l'influence du pain ; *Revue archéologique*, les dimensions de l'amphithéâtre de Nîmes.

AVIS ET NOUVELLES

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1910.

Présents : MM. le baron Oudet, président ; Bures, vice-président ; Dangibeaud, vice-président ; Berthelot, trésorier ; Ferdinand, trésorier-adjoint ; Martineau, Foubert, Laverny, D^r Vigen, Guérin.

S'excusent par lettre : MM. Pandin de Lussaudière et Duret.

M. le président entretient l'assemblée d'un projet d'achat d'immeuble, qui se présente dans de bonnes conditions. Mais après discussion, vu certains aléas, le projet est abandonné.

M. le président présente une réclamation de M. Courteault, professeur à l'université de Bordeaux, qui demande que l'assemblée revienne sur un premier vote refusant l'affiliation de la Société des Archives à l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest. M. Dangibeaud raconte la conversation qu'il a eue avec M. Courteault à Barbezieux et lit la correspondance échangée entre celui-ci et M. le président, ainsi que les statuts de l'Union. Une longue discussion s'engage.

L'assemblée refuse à l'unanimité de revenir sur son premier vote.

M. Dangibeaud présente les nouveaux membres inscrits.

M. le maire de Burie demande à acheter une collection des publications de la Société et l'admission de sa commune comme membre. (*Adopté*).

M. Berthelot présente la situation financière.

M. Dangibeaud demande que l'on fixe le but de l'excursion de l'année. L'assemblée charge le bureau d'étudier les voies et moyens d'une excursion à Saumur, Fontevault. (*Voir la quatrième page de la couverture*).

BUDGET DE 1909.

Recettes :

Cotisations	3 657 45	
Vente de volumes	188 35	
Escompte sur factures.	35 95	
Remboursements	17 15	
Intérêts des sommes placées.	494 75	
Total.	4 393 65	4 393 65

Dépenses :

Impression du volume.	1 478 40	
Impression de la Revue	1 464 04	
Employé	225 »	
Concierge	50 »	
Assurance.	30 20	
Impôts	14 11	
Loyer	250 »	
Frais divers	182 55	
Frais de correspondance.	130 75	
Frais de gravure	70 95	
Remboursements d'avance	200 »	
Total.	4 096 »	4 096
	Reste net :	297 65

Les journaux de Royan (février 1910) insèrent la note suivante annonçant un fait quelque peu effrayant :

« Sous la poussée des dernières tempêtes, la mer a rongé

les dunes de bordure de la forêt de La Coubre ; et cela donne l'impression que, sans être actuellement menacé, le nouveau phare aura, dans un temps plus ou moins éloigné, le sort de l'ancien. » Or, le nouveau phare est de 1600 mètres plus éloigné du rivage que l'ancien.

Evidemment « il y a de la marge », mais la mer va si vite !

—
Enregistrons uniquement pour mémoire les articles de M. Boyer d'Agen sur la fille d'Alfred de Musset, publiés dans le *Gil Blas* et dans la *Liberté du Sud-Ouest* (février 1910).

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 1^{er} février 1910, est décédée à Mortagne, M^{me} veuve Mauny, née Saugé, âgée de 70 ans, mère du docteur Mauny, à Saintes.

—
Le 12 février 1910, est décédée au château de Geay, M^{me} Eléonore de Latour de Geay, née Tercinier, âgée de 86 ans.

MARIAGES

Le 25 janvier 1910, a été béni au château de Pouliac (Basses-Pyrénées), le mariage de M. Laurent de Fonrémis, fils de M. Marcel de Fonrémis, avec M^{lle} Madeleine de Tavernier, fille de M. Albert de Tavernier et de M^{me} née Chauton.

—
Le 25 janvier 1910, à La Rochelle, a été béni le mariage de M. Raymond Lacour, fils de feu M. Lacour, juge d'instruction, avec M^{lle} Hélène Bergerat.

—
Le février 1910, a été célébré à Paris le mariage de M. le comte Louis de La Taille-Tretinville, avec M^{lle} Alix de Lestrangé, fille du comte Henry de Lestrangé, conseiller général du canton de Saint-Genis.

une faction, on le trouva invariablement du côté du manche. Au 9 thermidor il se mit de suite avec la réaction. »

Le 18 frimaire an III, il partit en mission dans les départements de Seine-et-Marne, Yonne, Nièvre, pour y réprimer le parti jacobin. Il s'y fit l'apôtre d'une religion naturelle. Les habitants de ces départements avaient pris au sérieux les lois qui proclamaient la liberté des cultes et ils s'étaient permis de se réunir dans les églises. Guillemardet leur adressa une homélie qui se terminait par des menaces : « Le fanatisme agite les campagnes. Déjà les accents de la superstition retentissent dans plusieurs communes.... Vous avez senti que l'Etre suprême n'a pas besoin d'intermédiaire pour se faire entendre à votre cœur. Depuis longtemps l'organe impur des ministres du mensonge ne dénature plus ses principes bienfaisants, votre âme les reçoit dans toute leur pureté, mais de perfides insinuations l'assiègent...., etc. » Et il ferma tous les édifices du culte qui avaient pu rester ouverts.

Dans la Nièvre, au contraire, il s'efforça d'étouffer l'influence jacobine. On raconte qu'étant à Nevers, Guillemardet convoqua les membres du comité révolutionnaire et leur demanda leurs noms :

— Brutus, Gracchus, Publicola...., répondirent-ils.

Gendarmes, s'écria le conventionnel, arrêtez tous ces gens-là, ce sont des étrangers !

L'anecdote est plaisante. Peut-être a-t-elle été suggérée par une lettre dans laquelle Guillemardet s'indignait de voir profaner par des misérables les noms respectés des grands hommes de l'antiquité.

Une autre anecdote, plus vraie, dépeint le caractère de l'homme.

Le 29 floréal (18 mai), an III, la Convention discutait sur l'établissement de l'impôt en nature. Le 1^{er} prairial (20 mai), l'insurrection éclate. Des tribunes partent des apostrophes aux députés, des femmes demandent du pain. On fit évacuer les tribunes. A peine l'opération était-elle terminée que la porte de la salle éclate sous une poussée formidable, une foule en armes envahit l'enceinte législative.... Guillemardet prit la fuite et courut jusqu'à Château-Thierry. Il a raconté pourquoi et comment. C'est en interprétant un article de la loi qui spécifiait que si l'assemblée venait à être dissoute ou gênée dans sa liberté, il était enjoint à tous les membres qui pourraient s'échapper de

se rendre à Châlons-sur-Marne. Ainsi fit-il. Voici en quels termes il raconte sa sortie : « Je traverse la force armée qui remplit la place du Carrousel, dont une partie est tranquille spectatrice lorsque l'autre vient partager les forfaits des séditeux... J'arrive enfin chez moi ; je presse mon épouse et mes enfants dans mes bras, je donne quelques larmes à la nature et je pars... »

Il franchit non sans difficulté la barrière, marche toute la nuit, arrive le matin à Meaux où il rencontre quelques collègues qui avaient agi comme lui. Après délibération tous prennent le chemin de Châlons-sur-Marne. Le 3 prairial, à Château-Thierry, ils apprirent que l'insurrection est vaincue et que la Convention a repris ses séances. Ils repartent pour Paris. Guillemardet était si convaincu qu'il assimila à une mission ce petit voyage et se fit rembourser par l'Etat les 390 livres qu'il avait dépensées.

Le 24 vendémiaire an IV (16 octobre), il fut réélu dans son département par 379 voix sur 393 votants, au Conseil des Cinq-Cents. Là encore il usa largement de sa facilité d'élocution. Il prit la parole dans la plupart des discussions et l'histoire de sa législature se lie intimement à celle du Directoire, dont il soutint constamment l'incohérente politique. Il se montra particulièrement hostile aux émigrés. Il approuva bruyamment le coup d'Etat du 18 fructidor. Il trouva tout naturel que l'armée eut travaillé au profit d'une faction, alors qu'un mois auparavant, l'hypothèse seule d'un pareil concours le transportait d'indignation.

Ce long dévouement au gouvernement lui fut fatal. Il ne fut pas réélu le 1^{er} prairial (20 mai 1797). Les Jacobins d'Autun le trouvaient trop « directorial ». La récompense que le Directoire devait à l'infatigable défenseur ne se fit pas attendre. Le 3 prairial Guillemardet fut nommé ambassadeur de France en Espagne. Il n'avait cependant aucune des qualités d'un diplomate. Barras, dans ses *Mémoires*, indique la raison déterminante de cette nomination. On reprochait à Truguet, l'ambassadeur alors à Madrid, de n'être ni conventionnel ni régicide. « Guillemardet, dit Barras, était bien effectivement conventionnel et régicide, mais l'un des hommes les moins capables qui eussent paru dans la Convention. C'était dans le principe un médecin, mais un médecin médiocre. La Révolution qui l'avait fait, comme tant d'autres de sa robe, entrer dans les affaires

vement de sepmaine en sepmaine à perpétuité et à jamais. Et pour dot et fondz pour servir à lad chapelle led. Darqué testateur donne, legue et laisse, scavoir une maison apellée la maison haute au cartier de Gelle ou il y a troys planchiers lung sur laultre avec ce quy en depend du couste de Vidau Mastron et Jean Bascaulles sans y comprendre la maison basse joignant icelle quy sort sur la rue la porte de Gelle de lung cousté, plus une pièce de vigne au cartier de Poy, paroisse de [] jurisdiction de la present ville de Condom, de la contenance de trante deulz journaux à [] ou environ, confronte d'une part avecq vigne de Jean dAudote, daultre avecq terre et pred de M. d'Escaudemac et avec terre de Ducomet et d'aulture part vigne de Jean Granailhes, vigne de Jean Ducomet, dict Boutedieu et ses aultres confrontations sy de plus vrayes en y a pour jouir de la rante et revenu desd. biens par le chapellain d'icelle, a la charge de dire les messes chasque sepmaine. Et pour chapellain de lad. chapelle led. testateur nomme Jean Laverny, son beau-frère, quy est prest a prendre la messe, et apres le deces dud. Laverny led. testateur veult et entend que Jean-Marye Laverny aussy son beau-frère, et ses successeurs soinct patrons et nominateurs de lad. chapelle. Et au surplus des aultres biens, led. testateur substitue aud. Dominique Darque, son dict filz, lad. Izabeau Laverny, femme dud. testateur et mère dud. Dominique aud. cas que le dict Dominique decedera sans enfans de loyal mariage pour en faire par lad. Laverny à son plaisir et vollonté. Et parce que le dict Dominique, sond. filz, est en bas eaige led. testateur faict et crée tutrice et administreresse de la personne et biens de sond. filz, la dicte Izabeau Laverny, femme dud. testateur et mère dud. Dominique, sans qu'elle soict tenue de rendre compte ny prester le reliqua, et en cas elle y seroict constraincte led. testateur luy donne le reliqua, cassant, revoquant et adnullant tous aultres testemens, codicilles et donations qu'il pourraict avoir cy devant faict. Veult et entand que le presant soict son dernier testament et s'il ne vault pas testament quil aye valeur et efficace par codicille ou par donation ou par telle aulture disposition que de droict et coustume pourra valloir, s'y a pryé et requis les tesmoings bas nommés en estre souvenans et mémoratifz et à moy notaire luy en retenir acte et testament que luy ay concedé en présances de M^{re} Arnaud Darqué prebstre, Jacques Louys, m^{re} appoticaire, Jean Darrabin, Jean-Pierre Gaudé, pra [...ticien?], Joseph Cassion, m^{re} orphebre,

Jaques Caraige, cordonnier, Cæzar Larrieu, menuisier, et Abraham Mazet, m^e gantier du dict Condom, habitans sy signés non led. Darqué testateur a cause de sa malladye contagieuse et moy.

Darqué p^{at}, Gaudé, Louys p^{at}. J. Caraige p^{at}, Mazet p^{at}, J. Cassion p^{at}, Darrabin p^{at}, Cæsar Larrieu, Suberbye, not^e. »

C'est en ces termes et avec cette mise scène inusitée, peut-être unique, assurément très rare, que fut établi le testament de Jean Darqué, testament dont nous devons la découverte à M. Joseph Gardère, l'érudit bibliothécaire de Condom, et à M^e Jean Pellisson, dans l'étude duquel se trouvent les minutes du notaire Suberbie. Que ces obligeants collaborateurs veuillent bien agréer ici de nouveau tous nos remerciements.

Si maintenant le lecteur désire connaître à qui fut confiée par la suite l'exécution des volontés *in extremis* de notre pestiféré de 1653, qu'il sache qu'après Jean Laverny, premier chapelain, et son successeur nommé par Jean-Marie Laverny, mort sans enfants mâles, Pierre Laverny, archiprêtre de Cosnac, l'un des arrière-neveux de ce dernier et décédé, le 19 mai 1753, curé de Guitinières, le frère de ce même Pierre, Jean, docteur en théologie, archiprêtre de Barbezieux, curé de Saint-Germain de Vibrac, comme aîné des dits arrière-neveux, fit établir, le 28 de ce même mois, par M^e Chevalier, notaire royal à Tugéras, un acte de présentation et de nomination en faveur de Cyprien Laverny, à ce moment clerc tonsuré, son neveu, à la chapellenie de Darqué.

Le 10 juillet suivant, Jean Laverny donna procuration à son autre frère, Jean-Gaspard, aux fins d'aller à Condom prendre possession de la chapelle.

Cyprien Laverny, d'abord vicaire de Guitinières, puis prêtre habitué de cette même paroisse, fut dépouillé du bénéfice par la Révolution et emprisonné, en 1793, à l'ancien Carmel de Saintes, où il mourut, le 11 décembre 1796 (1).

Ainsi fut anéantie la fondation de J. Darqué, après cent quarante années d'une observation ininterrompue de ses dispositions testamentaires. Hélas ! le spolié d'alors du haut du « royaume coeleste de paradys », où ses sentiments religieux ont

(1) Voir *Bulletin des Archives de Saintonge et d'Aunis*, du 1^{er} février 1908, p. 25-30.

dû lui assurer une place, aurait pu, prescient de l'avenir, clamer à certain de ses petits-neveux :

Hodiè mihi, cràs tibi !

A. L.

LIVRES ET REVUES

ANTONIN VOYÉ et CLÉMENT GELÉZEAU. — *Saint-Maigrin*, paroisse, commune, seigneurie et maison seigneuriale.

« Entre Jonzac et Barbezieux, à égale distance des deux « villes, le bourg de Saint-Maigrin étage ses maisons blanches « en bordure de la route d'Archiac à Montendre, au centre des « quarante-six villages qui forment la commune ». Tel est ce Saint-Maigrin dont MM. Voyé et Gelézeau ont voulu écrire la complète histoire. Certes, et pour les raisons qui apparaîtront au cours de cette brève analyse, ce coin de notre province méritait une étude, et il faut remercier et féliciter ceux qui l'ont entreprise et en somme menée à bien ; on peut seulement douter qu'il fût nécessaire de l'étendre en près de trois cents pages : ce chiffre respectable n'est atteint qu'au prix de nombreuses digressions, de généralités un tant soit peu superficielles et banales, et de fréquentes redites ; la matière propre de Saint-Maigrin ne comportait peut-être pas l'important ouvrage qui nous est présenté et se serait, selon nous, plus heureusement et utilement accommodée d'une monographie, substantielle et ramassée ; c'est, avec la meilleure intention, mal servir un sujet étroit que de le traiter trop largement.

Cette erreur de mesure, avec les conséquences fâcheuses qu'elle suppose et que nous avons signalées — il est certains chapitres, notamment de la deuxième partie, qui trouveraient aussi bien et même mieux leur place dans une histoire des institutions françaises et sont vides de toute précision sur Saint-Maigrin — est d'ailleurs le seul défaut de composition ; il convient, au contraire, de louer sans réserves la division adoptée par MM. Voyé et Gelézeau : claire et logique, elle permet de connaître Saint-Maigrin sous tous ses aspects, avec méthode et sans confusion.

La paroisse, fort ancienne — elle remonte probablement aux premiers temps de la création des paroisses — est surtout inté-

ressante par son intime liaison de sept siècles à la puissante abbaye bénédictine de Baignes ; consacrée par une charte de 1133 — qui donnait l'église de Saint-Maigrin à l'abbé de Baignes et à ses successeurs, à perpétuité — il semble qu'elle se maintint, bien que relâchée, jusqu'à la veille de la Révolution. C'est peut-être à l'action particulièrement efficace des zélés bénédictins que Saint-Maigrin dut une formation religieuse qui l'empêcha d'être entamé par la Réforme, alors pourtant que son seigneur, François II de Stuer de Caussade, lui donnait l'exemple de l'abandon du catholicisme ; matériellement la paroisse souffrit, elle demeura moralement intacte. Il n'en fut pas de même au moment de la Révolution — du moins en apparence : à Saint-Maigrin, comme dans l'ensemble de la France, la population, qui restait attachée à ses croyances, n'eut pas le courage d'entrer en lutte avec la poignée d'ambitieux qui se faisaient persécuteurs — et elle subit, docile, leur domination.

Après le Concordat, l'œuvre de restauration de la paroisse semble avoir été assez vite et facilement accomplie, sous l'impulsion initiale de l'abbé Nicolas Constant ; le frère de celui-ci, André Constant, évêque constitutionnel de Lot-et-Garonne, dont le panégyrique prononcé en 1811 (pièces justificatives, p. 285) contient une justification, à la fois prudente et courageuse, de son attitude pendant la Révolution, et Simon d'Archiac, cardinal en 1320, sont les illustrations les plus notables du clergé issu de Saint-Maigrin.

Infiniment plus récente que la paroisse est la commune de Saint-Maigrin, qui paraît bien ne dater que du décret général de l'Assemblée Constituante du 11 novembre 1789 ; jusque-là — et d'ailleurs pour presque toutes les agglomérations rurales — c'est le régime féodal, atténué, qui subsista ; au reste l'émancipation communale ne donna aucun résultat, du moins immédiatement, le désordre empêchant toute organisation sérieuse et la surveillance jalouse et étroite du pouvoir central annihilant toute liberté ; ce fut, comme le disent justement et après tant d'autres MM. Voyé et Gelézeau, « le triomphe de la centralisation » et, peut-on ajouter, de la servitude, au lendemain même de la proclamation de l'affranchissement. Le tableau qui nous est tracé de la vie communale de Saint-Maigrin avant, pendant et après la Révolution manque un peu de netteté : il est cependant possible de relever quelques traits précis et intéressants. La grande question fut — et sera —

toujours celle des impôts. Saint-Maigrin se trouvait en plein centre de soulèvement de la gabelle et l'on peut penser qu'il y prit une part active, encore que MM. Voyé et Gelézeau, qui le racontent avec quelques détails, n'aient sans doute rien trouvé qui leur permit de la préciser. Plus tard, contre la taille, les réclamations étaient nombreuses et la charge des collecteurs, responsables du rendement, n'était certes point enviable ; nous voyons que, pour éviter d'en supporter seuls les conséquences, ils avaient coutume de se faire autoriser par une délibération des habitants à intenter les poursuites nécessaires. L'unification et l'équitable répartition de l'impôt est bien entendu l'objet de plusieurs articles du cahier présenté par les paroisses du marquisat de Saint-Maigrin ; la réforme fiscale accomplie ne donna guère satisfaction : seul le nom des redevances a changé — mince consolation — et les habitants sont taxés à plus du cinquième de leurs revenus. Pour comble, la misère est grande, les propriétaires, désemparés, ne cultivent plus leurs terres, ainsi qu'en fait foi le rapport, très curieux, du percepteur Prinsaud (p. 36). L'importance de Saint-Maigrin souffre elle-même du nouvel état de choses, par une amusante et inattendue conséquence de son propre vœu : le cahier demandait en première ligne la suppression des petits tribunaux et la réunion au chef-lieu : seulement il arriva que ce ne fut point Saint-Maigrin, mais Léoville qui fut érigé en chef-lieu et bénéficia de la juridiction — d'où grand mécontentement. La vie communale se poursuit, bien calme, chacun des gouvernements qui se succèdent étant avec le même enthousiasme accueilli par une délibération du conseil municipal — manifestation banale, mais précieuse, de l'esprit essentiellement conservateur du Français. Sur les familles notables de Saint-Maigrin, MM. Voyé et Gelézeau ont réuni des notices d'un intérêt forcément limité ; ils nous renseignent encore sur l'industrie — dont la meunerie et la tuilerie étaient autrefois les utiles éléments — le commerce et les professions libérales, fort en honneur avant la Révolution ; aujourd'hui il semble que les vignes, appréciées et qui trouvent un heureux débouché dans la distillerie de Foreau, soient la principale ressource d'une population qui a d'ailleurs, au cours du XIX^e siècle, suivi une courbe sensiblement descendante.

Saint-Maigrin a d'autres titres que les souvenirs plus ou moins originaux de sa vie religieuse et civile à l'intérêt et à l'atten-

tion : Saint-Maigrin vaut encore par sa seigneurie importante, et sa maison illustre ; c'est à ces deux derniers et brillants aspects que MM. Voyé et Gelézeau consacrent la fin de leur ouvrage.

La situation de Saint-Maigrin sur une grande voie romaine en fit, très anciennement, un lieu fort et une place frontière de valeur, mais les auteurs sont muets, faute de documents, sur les services qu'il put rendre à cet égard. N'ayant pu tenir en 1570 contre l'artillerie — pourtant anodine — des catholiques de Pons, le fort de Saint-Maigrin fut détruit et un château dans le goût de la Renaissance lui succéda ; celui-ci ne survécut pas à la Révolution destructrice et de profondes et larges douves en sont aujourd'hui les seuls vestiges ; c'est en 1860 seulement qu'un simple rendez-vous de chasse, mi-partie féodal et Renaissance, fut réédifié par M. de Lestrangé, alors propriétaire de Saint-Maigrin. Plus tard, M. Martell y fit adjoindre d'importantes constructions qui perpétuent sous une autre forme la demeure seigneuriale de jadis.

L'étang et la forêt, « les deux perles » du beau domaine, avaient, eux, résisté au vandalisme révolutionnaire, et ils contiennent de faire de Saint-Maigrin une « résidence royale. »

Si la terre de Saint-Maigrin subsiste avec quelque lustre, il est cependant superflu d'ajouter qu'elle n'est faite que d'épaves : seul, ce qu'il avait été impossible de vendre pendant la Révolution fit l'objet du décret impérial du 3 novembre 1807, par lequel Paul de La Vauguyon était remis en possession. La splendeur du domaine appartient au passé, au même titre que celle de la seigneurie qui s'étendait sur six paroisses et tenait à hommage quatre fiefs nobles ; le chapitre que consacrent à ceux-ci MM. Voyé et Gelézeau est intéressant par les détails biographiques, notamment sur les Saint-Légier, seigneurs de Boisrond.

La maison de Saint-Maigrin était bien digne, par son illustration, de retenir l'attention de l'historien ; et l'union est vraiment harmonieuse et satisfaisante de ces puissants seigneurs et de cette belle seigneurie pendant une durée continue de huit siècles. Encore que ce ne soit qu'en 1304 qu'Aymar d'Archiac prenne, dans une quittance de gages, le titre de sire de Saint-Maigrin, il est, en effet, probable que, dès 1060, sa maison possédait Saint-Maigrin.

Elle le perdit définitivement en 1416, par suite du mariage

de Jeanne de Pons, fille de Regnault VI de Pons et de Blanche d'Archiac, avec Jean de Stuer. La maison de Stuer, d'origine bretonne, conserva Saint-Maigrin jusqu'en 1675; elle contracta, de 1416 à 1675, de brillantes alliances avec les maisons de Causade, de Maillé, de la Tour-Landry, de Montbron, des Cars — cette dernière alliance l'apparentant même à la maison royale : Diane des Cars était l'unique héritière de la branche des Bourbons-Carency — de Roquelaure et de Quélen. Faute d'un représentant mâle de la maison de Stuer, c'est Nicolas Barthélémy de Quélen, dont la mère était Marie de Stuer, qui, en 1675, hérita de Saint-Maigrin de son aïeul Jacques de Stuer. La maison de Quélen atteignit à l'apogée de la gloire : Antoine-Paul de Quélen, fils de Nicolas et de Madeleine de Bourbon-Busset, prince de Carency, marquis de Saint-Maigrin, fut en 1758 créé duc et pair sous le nom de La Vauguyon; les lettres patentes, reproduites aux pièces justificatives, prouvent que, par ses mérites et ses services personnels autant que par l'ancienneté et l'illustration de sa race, il était digne de cet honneur; sa grande vertu lui valut cet autre, d'être nommé gouverneur du fils du Dauphin, le duc de Bourgogne et, plus tard, chargé de l'éducation des trois princes qui devinrent Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. Marié à Françoise de Béthune-Charrost, il n'eut qu'un fils, Paul-François; le second fils de celui-ci, Paul-Yves-Bernard, bénéficia du décret impérial de 1807, mais tant par suite de donation à ses père et mère que de partage entre sa sœur, la princesse de Carignan, et lui, il ne conserva rien de Saint-Maigrin; il resta célibataire, et c'est ainsi qu'en même temps ou presque, la terre de Saint-Maigrin sortait définitivement de l'antique maison acquise en 1833, à la vente aux enchères que nécessita la mort de la princesse de Carignan, laissant trois enfants, dont deux mineurs, par M. de Raismes et le dernier représentant mâle des Quelen s'éteignait (1837).

M. de Raismes conserva Saint-Maigrin jusqu'en 1859; M. de Lestrangé, après lui, le posséda dix ans; il est aujourd'hui la propriété de M. Martell.

Il serait faux de croire aride et sèche la partie de l'ouvrage consacrée à la maison de Saint-Maigrin : l'auteur de cette analyse a dû forcément se contraindre, pour donner une idée nette de la continuité historique, à une simple énumération; mais MM. Voyé et Gelézeau ont su, au contraire, animer et rendre vivante cette succession de noms en retraçant la vie, souvent

pittoresque, souvent aussi mêlée aux plus grands événements nationaux, de ceux qui les portèrent ; de ces notices biographiques intéressantes et colorées, il est, bien entendu, impossible de rendre compte non plus que des gravures, d'une bonne exécution, et au choix desquelles un sens judicieux a présidé, qui illustrent l'ouvrage et permettent de s'attacher plus étroitement à son objet.

Œuvre consciencieuse et complète, agréablement présentée, « Saint-Maigrin » a essentiellement le mérite d'être une de ces monographies locales qu'il est si souhaitable de voir naître un peu partout en France, pour le développement du fécond esprit provincial et la contribution exacte et précise à l'histoire générale — et ce mérite n'est pas mince.

F. BREJON.

Mémoires de la Société Éduenne, t. XXXVI. — M. Montarlot donne la suite de ses monographies des *députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution*. Nous extrayons de ce volume et du volume précédent le résumé de la monographie de Guillemardet, qui fut préfet de la Charente-Inférieure.

Ferdinand-Pierre-Marie-Dorothée Guillemardet, est né, le 3 avril 1765, à Couches (arrondissement d'Autun), de Jean-Baptiste, chirurgien, échevin de cette ville, et d'Anne Biémont.

Reçu docteur en médecine à Montpellier le 16 avril 1785, il fut admis en la compagnie des médecins d'Autun le 6 décembre 1787, médecin de l'hôpital, élu maire d'Autun par 322 voix sur 438 votants. Il acquit dans ses fonctions une réelle popularité ! « Doué de certains avantages extérieurs, il avait de l'aménité dans les manières et une facilité d'élocution qui trompait sur la portée de son intelligence. » On l'écoutait religieusement à la Société populaire. Les registres de ce club mentionnent, à la date du 14 juillet 1792, « des paroles énergiques et civiques prononcées par le frère Guillemardet, maire, et qui pour n'avoir jamais trompé la tante (sic) des vrais amis des lois a été surnommé le Petion d'Autun. »

Le 6 septembre il fut élu député à la Convention ; il n'avait pas même vingt-huit ans. Dans le procès du roi il parla peu, n'écrivit rien, mais se prononça pour les mesures extrêmes. « Un trait distinctif de Guillemardet ce fut, dans les mêlées politiques, de se ranger toujours sous les drapeaux du parti victorieux. Chaque fois qu'un coup de balai emporta un régime ou

une faction, on le trouva invariablement du côté du manche. Au 9 thermidor il se mit de suite avec la réaction. »

Le 18 frimaire an III, il partit en mission dans les départements de Seine-et-Marne, Yonne, Nièvre, pour y réprimer le parti jacobin. Il s'y fit l'apôtre d'une religion naturelle. Les habitants de ces départements avaient pris au sérieux les lois qui proclamaient la liberté des cultes et ils s'étaient permis de se réunir dans les églises. Guillemardet leur adressa une homélie qui se terminait par des menaces : « Le fanatisme agite les campagnes. Déjà les accents de la superstition retentissent dans plusieurs communes.... Vous avez senti que l'Etre suprême n'a pas besoin d'intermédiaire pour se faire entendre à votre cœur. Depuis longtemps l'organe impur des ministres du mensonge ne dénature plus ses principes bienfaisants, votre âme les reçoit dans toute leur pureté, mais de perfides insinuations l'assiègent...., etc. » Et il ferma tous les édifices du culte qui avaient pu rester ouverts.

Dans la Nièvre, au contraire, il s'efforça d'étouffer l'influence jacobine. On raconte qu'étant à Nevers, Guillemardet convoqua les membres du comité révolutionnaire et leur demanda leurs noms :

— Brutus, Gracchus, Publicola...., répondirent-ils.

Gendarmes, s'écria le conventionnel, arrêtez tous ces gens-là, ce sont des étrangers !

L'anecdote est plaisante. Peut-être a-t-elle été suggérée par une lettre dans laquelle Guillemardet s'indignait de voir profaner par des misérables les noms respectés des grands hommes de l'antiquité.

Une autre anecdote, plus vraie, dépeint le caractère de l'homme.

Le 29 floréal (18 mai), an III, la Convention discutait sur l'établissement de l'impôt en nature. Le 1^{er} prairial (20 mai), l'insurrection éclate. Des tribunes partent des apostrophes aux députés, des femmes demandent du pain. On fit évacuer les tribunes. A peine l'opération était-elle terminée que la porte de la salle éclate sous une poussée formidable, une foule en armes envahit l'enceinte législative.... Guillemardet prit la fuite et courut jusqu'à Château-Thierry. Il a raconté pourquoi et comment. C'est en interprétant un article de la loi qui spécifiait que si l'assemblée venait à être dissoute ou gênée dans sa liberté, il était enjoint à tous les membres qui pourraient s'échapper de

se rendre à Châlons-sur-Marne. Ainsi fit-il. Voici en quels termes il raconte sa sortie : « Je traverse la force armée qui remplit la place du Carrousel, dont une partie est tranquille spectatrice lorsque l'autre vient partager les forfaits des séditions... J'arrive enfin chez moi ; je presse mon épouse et mes enfants dans mes bras, je donne quelques larmes à la nature et je pars... »

Il franchit non sans difficulté la barrière, marche toute la nuit, arrive le matin à Meaux où il rencontre quelques collègues qui avaient agi comme lui. Après délibération tous prennent le chemin de Châlons-sur-Marne. Le 3 prairial, à Château-Thierry, ils apprirent que l'insurrection est vaincue et que la Convention a repris ses séances. Ils repartent pour Paris. Guillemardet était si convaincu qu'il assimila à une mission ce petit voyage et se fit rembourser par l'Etat les 390 livres qu'il avait dépensées.

Le 24 vendémiaire an IV (16 octobre), il fut réélu dans son département par 379 voix sur 393 votants, au Conseil des Cinq-Cents. Là encore il usa largement de sa facilité d'élocution. Il prit la parole dans la plupart des discussions et l'histoire de sa législature se lie intimement à celle du Directoire, dont il soutint constamment l'incohérente politique. Il se montra particulièrement hostile aux émigrés. Il approuva bruyamment le coup d'Etat du 18 fructidor. Il trouva tout naturel que l'armée eut travaillé au profit d'une faction, alors qu'un mois auparavant, l'hypothèse seule d'un pareil concours le transportait d'indignation.

Ce long dévouement au gouvernement lui fut fatal. Il ne fut pas réélu le 1^{er} prairial (20 mai 1797). Les Jacobins d'Autun le trouvaient trop « directorial ». La récompense que le Directoire devait à l'infatigable défenseur ne se fit pas attendre. Le 3 prairial Guillemardet fut nommé ambassadeur de France en Espagne. Il n'avait cependant aucune des qualités d'un diplomate. Barras, dans ses *Mémoires*, indique la raison déterminante de cette nomination. On reprochait à Truguet, l'ambassadeur alors à Madrid, de n'être ni conventionnel ni régicide. « Guillemardet, dit Barras, était bien effectivement conventionnel et régicide, mais l'un des hommes les moins capables qui eussent paru dans la Convention. C'était dans le principe un médecin, mais un médecin médiocre. La Révolution qui l'avait fait, comme tant d'autres de sa robe, entrer dans les affaires

publiques, ne l'avait cependant point sorti de sa sphère prétentieuse ; sa tête petite et sans idées n'avait pu jamais aller au delà des manières et des vues de M. Purgon. » Il se montra tout à fait déplacé dans cette Cour d'Espagne, où l'on observait une étiquette voisine du fétichisme. Léger, bavard, indiscret, très vain de sa personne, ignorant et insoucieux des usages et convenances, il se rendit promptement ridicule. « Comme il faut, ajoute Barras, que le nouvel ambassadeur justifie sa nomination par son dévouement au moins, Guillemardet croit ne pouvoir mieux suivre les instructions de Talleyrand qu'en faisant des rapports de toute niaiserie sur la reine et d'autres personnages de la Cour de Madrid ; il est à la piste et se dit sur la trace des intrigues les plus profondes.... »

Un arrêté du 12 frimaire (3 novembre 1793), le rappela. En compensation, le 6 brumaire an IX (28 octobre 1800), il se vit nommer préfet de la Charente-Inférieure. Il se déclara très honoré de la confiance du Premier Consul et prit l'engagement de la justifier.

« Il peut compter, écrivit-il, sur un ami sincère de la République et de la liberté. » Son admiration pour le régime issu du 18 brumaire s'accrut rapidement. Le numéro du 14 fructidor (1^{er} septembre) du *Moniteur* publia l'adresse de Guillemardet et de son conseiller de préfecture à Bonaparte. « Vos jours sont consacrés à la splendeur et à la prospérité de la République, que ne sont-ils comme elle impérissable ! »

En 1803, le collège électoral de la Charente-Inférieure le désigna comme candidat au Sénat.

Rappelons, en passant, que, pendant son séjour à Saintes, il autorisa la démolition de la nef de l'église Saint-Eutrope.

L'année suivante, éprouvé par le climat de ce département, il demanda son changement et invoquait « son dévouement sans bornes à Sa Majesté Impériale », pour obtenir la préfecture du Calvados ou celle de la Gironde. Il revint à la charge le 23 octobre 1805, sollicitant cette fois la préfecture du Nord. Il eut celle de l'Allier, le 12 juillet 1806. Son séjour à Moulins n'excéda pas dix-huit mois. A la suite d'une aventure fâcheuse, où sa dignité préfectorale fut compromise, sa raison s'altéra et il dut être placé dans une maison de santé, à Paris, où il mourut de démence le 4 mai 1809, âgé de 44 ans.

Guillemardet avait épousé, le 22 janvier 1788, à Autun, Laza-

rette-Huguette Lamark. L'ayant perdue, il se remaria avec Huguette-Marie-Charlotte Callard.

Son fils, inspecteur des finances, fut secrétaire général du ministère des finances de 1851-54. Le musée du Louvre a reçu de lui en 1865 un magnifique portrait de son père par Goya.

Romania, XXXVII (1908). — M. A. Thomas rendant compte du mélange Chabaneau écrit ce qui suit : « A. THOMAS, *L'origine limousine de Marcial d'Auvergne*. Le profit le plus positif de ce mémoire réside dans la publication d'un document de 1511 qui nous renseigne avec précision sur les enfants et héritiers de Martial d'Auvergne. Pour le reste, j'ai fait connaître l'existence à La Rochelle, en 1426-1429, d'un clerc, originaire de Limoges, nommé Marcial d'Auvergne, et j'ai supposé, comme très vraisemblable, que ce clerc s'était installé à Paris après la soumission de cette ville à Charles VII (1436) et qu'il devait être identifié avec un notaire au Châtelet, homonyme, dont la présence à Paris se constatait seulement à partir de 1437 et dans lequel il est à peu près certain qu'il faut voir le père de l'écrivain. Mais le vraisemblable n'est pas toujours vrai : j'ai trouvé depuis et je publierai prochainement de nouveaux documents qui établissent la dualité du clerc limousin et du notaire au Châtelet. L'origine limousine de la famille du célèbre écrivain du XV^e siècle reste donc toujours à prouver. J'ajoute que je continue à la croire vraisemblable ».

Même volume, page 123, M. A. Thomas étudie le mot fouerne, feurne qui vient du latin *fuerna*, « réservoir à poisson ménagé, creusé en dehors de l'écluse, à l'orifice de la vanne. *Fouerne* est comme le représentant d'un mot latin vulgaire dérivé du radical du verbe *fodere* à l'aide du suffixe *erna* soit *foderna*.

Page 127, le poitevin *mervau* n'est autre que le français verveu, terme de pêche ».

Romania, 1909. — M. A. Thomas, page 383, disserte sur notre mot *ebarouir*, sur la *fringuenelle* ou *fregon*. Page 544, le même rendant compte de l'article de M. Fabre sur *le moine de Montaudon et l'empereur Othon IV*, ajoute : « on ne saurait voir la petite ville de Newark dans le Nicart du manuscrit qui est manifestement fautif, mais qu'il est indiqué de corriger en *Niort* comme l'a fait M. Klein. Voec que M. F. n'a pas su identifier est Vouhé (Deux-Sèvres ou peut-être Charente-Inférieure) et *Benaon* est Benon (Charente-Inférieure).

Cet article a paru dans *Annales du Midi*, juillet 1908. M. Fabre a combattu l'identification Nicart = Niort (page 353). Pour Voec et Benaon, voir page 356.

Page 151. M. A. Th(omas) rendant compte d'un volume sur le Patois bourbonnais écrit ceci : « Je note au courant de la plume quelques mots intéressants à divers titres : a *chopetit*, peu à peu (aliàs à *cheupetit*) qui se décompose en à *cho petit* où *cho* représente le grec $\chi\alpha\tau\alpha$ (cf P. Meyer dans *Romania*, 11,80). M. Choussy a manqué là une belle occasion de revendiquer l'origine grecque de son patois ».

Sur le mot *alis*, *alise*. Le mot est aussi usité en Saintonge (Jonain, art. *alis* où il y a un rapprochement erroné avec *agllat*).

La Revue scientifique (revue rose) du 18 septembre 1909, signale, d'après le D^r Ch. Lavieille, un arbre gigantesque qui ressemble par plusieurs points au chêne de Montravail. Il s'agit du chêne de Quillacq. Cet arbre est situé au milieu d'un bois de chênes à 50 mètres de la rive droite de l'Adour. Du sol aux premières branches le tronc n'a pas plus de trois mètres de hauteur, mais sa circonférence mesure 9 mètres, à hauteur d'homme. Un énorme bourrelet de racines entoure le pied ; il n'a pas moins de 25 mètres de développement. Le tronc s'épanouit en trois maitresses-branches qui se développent horizontalement et en éventail sur un rayon de plus de douze mètres. Les branches peuvent ainsi abriter plus de 500 personnes. On ne saurait déterminer l'âge de ce magnifique représentant de la flore landaise : on estime qu'il doit avoir plus de 2.000 ans. L'arbre ne vit plus que par l'écorce ; l'intérieur du tronc n'est plus qu'une masse spongieuse en décomposition. Une particularité curieuse, c'est la présence de deux réservoirs d'eau dans la fourche des branches principales. On affirme que ces réservoirs ne tarissent jamais. L'imagination populaire attribue à cette eau des vertus curatives spéciales, attestées par de nombreux *ex voto* attachés autour de l'arbre : croix, chapelets, livres, pièces de monnaies, etc.

Le chêne de Quillacq, est, en effet, l'objet d'un culte profond de la part des populations. Il reçoit tous les jours des visites nombreuses, mais c'est surtout dans la nuit du 23 au 24 juin qu'il est le but d'un pèlerinage important. Il y a une trentaine d'années, l'administration des eaux et forêts voulut englober l'arbre dans une coupe ; le D^r Lavieille se souvient

qu'on dut donner, au plus vite, l'ordre de l'épargner, sinon les populations indignées se disposaient à faire un mauvais parti à celui qui allait porter le premier coup de hache sacrilège.

Les *Annales politiques et littéraires* du 26 septembre 1909 ont inséré la note suivante :

« J'ai reçu, dit Sergines, une lettre d'un de nos fidèles abonnés, M. Martin, receveur des postes de Mirambeau.

« Encouragé, me dit-il, par l'énumération que vous faites, dans le numéro du 12 septembre, de tous les poètes ouvriers, je vous adresse un morceau de poésie d'un poète-cultivateur, et barbier le samedi et le dimanche.

« Je ne suis pas un grand connaisseur et je ne pourrai vous dire si les vers que je vous sou mets ont les pieds voulus ; cependant, j'y trouve un si bon air de vie champêtre que j'ai l'espoir de le voir insérer dans un de vos prochains numéros ».

Voici les vers du barbier-cultivateur.

LES AMBROIS

A l'ami Billaud.

Les Ambrois, mon petit village,
Assis au sommet d'un coteau,
A Beauséjour pour voisinage
Et Semillac, le Bel-Ormeau.
Placé, comme une sentinelle,
Sur un chemin au coin d'un bois,
Il a les yeux sur Fort-Marzelle.
Mon vieux village des Ambrois.

.

Tandis que, sur la grande route,
On voit les autos, les passants,
Un rossignol, sans qu'il en coûte,
Nous réjouit de ses doux chants.
De la nature il a les joies
Et du progrès il suit les lois,
Car il est près des grandes voies,
Mon cher village des Ambrois.

Et, là, l'existence s'écoule
Dans le silence et le devoir,
Et jamais le bruit de la foule
Ne vient enfin nous émouvoir.
Mais, quoique éloigné de la ville,

Les habitants sont très courtois;
J'y fais des vers, j'y suis tranquille,
Dans mon village des Ambrois.

FÉLIX SOUCHET.

—
Les Contemporains. — 28 novembre 1909, *La Persécution sous le Directoire, les prêtres déportés aux îles de Ré et d'Oleron*, par M. D. Quatreffils. — 5 décembre 1909, *Les prêtres déportés à la Guyane*, par M^{me} la comtesse de Courson.

—
Recueil de la Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure, t. XVIII (oct. 1909). — *Anchoine, ville disparue sous les dunes de la Coubre*, par M. L. Massiou.

On sait que partout la légende raconte une histoire sur une ville morte, disparue, engloutie, ville d'Ys, ville d'Antioche, etc. Anchoine, entre Royan et La Tremblade, sur la côte dite d'Arvert, serait du nombre. On a discuté sur son existence, sur sa position, beaucoup en ont parlé par oui dire, sans en avoir jamais reconnu l'emplacement. M. Massiou apporte un document nouveau, important, qui, s'il n'éclaire pas d'une manière définitive la question, lui fait faire un pas. C'est un passage d'enquête faite en 1551, à l'occasion de la création d'un port à Royan, dans laquelle on voit les enquêteurs aller « au lieu d'Ancoine où est un port appelé autrefois et encore à présent le port de La Lune... » M. Massiou croit que ce port est celui indiqué dans *Tote l'histoire* sous le nom d'Anseune. D'autre part, l'exact Masse parle dans ses mémoires d'Ensoigne et précise l'emplacement sur ses cartes. Quelques fouilles nous diront bientôt ce qu'il faut croire définitivement.

—
Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, 1909. — M. E. Labadie publie *Notes et documents sur quelques faïenceries du Périgord au XVIII^e siècle* (Bergerac, Thiviers, Le Bugue, Le Fleix), page 506. Une note intéresse l'histoire d'une assiette de Bergerac, appartenant au musée de La Rochelle.

—
Le Clairon et le Journal de Royan, 5 décembre 1909 et 16 janvier 1910, ont publié de notre confrère M. Pierre Ardouin, *La Communication*, saynète en 1 acte.

Le Progrès du 16 janvier 1910, *Croix-Gente*, par le D^r Vigen.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'AVRIL 1910

AVIS ET NOUVELLES : Assemblée du 12 février ; Compte rendu financier ; Le phare de La Coubre menacé ; Encore la fille de Musset.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : *Décès* : M^{me} Mauny, de Latour. — *Mariages* : de Fonrémis-de Tavernier, Lacour-Bergerat, de La Taille-Trétinville-de Lestrangle.

VARIÉTÉS : *L'organisation du clergé en 1803* par M. l'abbé Lemonnier ; *Les Martin de Bonsonge* par M. G. de C. ; *Minutes de notaires*, notes de lecture par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTIONS ET RÉPONSES : Les lièvres noirs de l'île d'Oleron ; Les cloches chassant les orages ; Chanson ; Lieu de naissance de Boyveau-Laffeteur.

LIVRES ET REVUS : *La Jeanne d'Arc* de M. Gourdon ; *Études anciennes*, l'influence du pain ; *Revue archéologique*, les dimensions de l'amphithéâtre de Nîmes.

AVIS ET NOUVELLES

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1910.

Présents : MM. le baron Oudet, président ; Bures, vice-président ; Dangibeaud, vice-président ; Berthelot, trésorier ; Ferdinand, trésorier-adjoint ; Martineau, Foubert, Laverny, D^r Vigen, Guérin.

S'excusent par lettre : MM. Pandin de Lussaudière et Duret.

M. le président entretient l'assemblée d'un projet d'achat d'immeuble, qui se présente dans de bonnes conditions. Mais après discussion, vu certains aléas, le projet est abandonné.

M. le président présente une réclamation de M. Courteault, professeur à l'université de Bordeaux, qui demande que l'assemblée revienne sur un premier vote refusant l'affiliation de la Société des Archives à l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest. M. Dangibeaud raconte la conversation qu'il a eue avec M. Courteault à Barbezieux et lit la correspondance échangée entre celui-ci et M. le président, ainsi que les statuts de l'Union. Une longue discussion s'engage.

L'assemblée refuse à l'unanimité de revenir sur son premier vote.

M. Dangibeaud présente les nouveaux membres inscrits.

M. le maire de Burie demande à acheter une collection des publications de la Société et l'admission de sa commune comme membre. (*Adopté*).

M. Berthelot présente la situation financière.

M. Dangibeaud demande que l'on fixe le but de l'excursion de l'année. L'assemblée charge le bureau d'étudier les voies et moyens d'une excursion à Saumur, Fontevault. (*Voir la quatrième page de la couverture*).

BUDGET DE 1909.

Recettes :

Cotisations	3 657 45	
Vente de volumes	188 35	
Escompte sur factures.	35 95	
Remboursements	17 15	
Intérêts des sommes placées.	494 75	
Total.	4 393 65	4 393 65

Dépenses :

Impression du volume.	1 478 40	
Impression de la Revue	1 464 04	
Employé	225 »	
Concierge	50 »	
Assurance.	30 20	
Impôts	14 11	
Loyer	250 »	
Frais divers	182 55	
Frais de correspondance.	130 75	
Frais de gravure	70 95	
Remboursements d'avance	200 »	
Total.	4 096 »	4 096
	Reste net :	297 65

Les journaux de Royan (février 1910) insèrent la note suivante annonçant un fait quelque peu effrayant :

« Sous la poussée des dernières tempêtes, la mer a rongé

les dunes de bordure de la forêt de La Coubre ; et cela donne l'impression que, sans être actuellement menacé, le nouveau phare aura, dans un temps plus ou moins éloigné, le sort de l'ancien. » Or, le nouveau phare est de 1600 mètres plus éloigné du rivage que l'ancien.

Evidemment « il y a de la marge », mais la mer va si vite !

—
Enregistrons uniquement pour mémoire les articles de M. Boyer d'Agen sur la fille d'Alfred de Musset, publiés dans le *Gil Blas* et dans la *Liberté du Sud-Ouest* (février 1910).

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 1^{er} février 1910, est décédée à Mortagne, M^{me} veuve Mauny, née Saugé, âgée de 70 ans, mère du docteur Mauny, à Saintes.

—
Le 12 février 1910, est décédée au château de Geay, M^{me} Eléonore de Latour de Geay, née Tercinier, âgée de 86 ans.

MARIAGES

Le 25 janvier 1910, a été béni au château de Pouliac (Basses-Pyrénées), le mariage de M. Laurent de Fonrémis, fils de M. Marcel de Fonrémis, avec M^{lle} Madeleine de Tavernier, fille de M. Albert de Tavernier et de M^{me} née Chauton.

—
Le 25 janvier 1910, à La Rochelle, a été béni le mariage de M. Raymond Lacour, fils de feu M. Lacour, juge d'instruction, avec M^{lle} Hélène Bergerat.

—
Le 2 février 1910, a été célébré à Paris le mariage de M. le comte Louis de La Taille-Tretinville, avec M^{lle} Alix de Lestrangé, fille du comte Henry de Lestrangé, conseiller général du canton de Saint-Genis.

VARIÉTÉS

I

L'ORGANISATION DU CLERGÉ EN 1803 DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE

Dès les premières années de la révolution, l'ancien établissement ecclésiastique de l'église de France, basé sur la propriété foncière et la dime, s'écroulait au milieu des cris de joie des uns et de l'indifférence des autres.

L'assemblée nationale faisait de l'église une administration publique, et du prêtre un fonctionnaire, rétribué par l'Etat, quelque fussent le nombre et la ferveur de ses fidèles. La grande majorité des ecclésiastiques de Saintonge et d'Aunis accepta la constitution civile du clergé ; mais bientôt, insermentés et assermentés furent emprisonnés, déportés, guillotins ; les presbytères furent mis en vente et les églises pillées et sac-cagées.

Au milieu de ces ruines, quelques prêtres continuèrent secrètement le culte. Après la terreur quelques autres revinrent en France, et célébrèrent la messe dans des maisons particulières. Des curés constitutionnels reprirent leurs fonctions, un certain nombre d'édifices religieux furent rendus au culte. J'ai résumé cette page de notre histoire locale, je voudrais essayer de retracer, au moyen des documents, conservés aux archives départementales (1), l'organisation de 1803.

Pendant les premiers mois de l'année 1801, les prêtres déportés ou émigrés rentrèrent en masse. Ils allaient dans leur famille, ou chez des amis restés fidèles, d'autres regagnaient leur ancienne paroisse. Les vicaires épiscopaux accordaient des pouvoirs, faisaient des nominations, en tenant compte des demandes des populations et des désirs du prêtre. Tant que les ecclésiastiques avaient été peu nombreux, connus et vénérés du

(1) V. Culte catholique, organisation de l'an XIII.

V. Cultes : circulaires imprimées du préfet, ans IX et XIII et au delà.

V. Etat des églises et des presbytères en 1806.

V. Délibérations des conseils municipaux, an XI.

V. Revenus des fabriques en 1808.

petit nombre de leurs fidèles, ils avaient trouvé des ressources. A la fin de 1801, le département contenait environ 500 prêtres ; quelques-uns souffrirent des privations et des rebuts, qu'ils n'avaient pas connus dans l'exil. Des campagnes leur furent inhospitalières ; n'étaient-ils pas les propriétaires légitimes des bien vendus, il y avait dix ans ? Ils se réfugièrent dans les villes : à La Rochelle, à Rochefort, à Nantes, à Saint-Jean d'Angély, à Surgères, à Marans.... Ils savaient que le pape et le premier consul traitaient du rétablissement du culte catholique, ils attendaient.

Le concordat fut signé le 5 juillet 1801, converti en loi le 8 avril 1802, et promulgué solennellement le jour de Pâques de cette année. Le siège métropolitain de Bordeaux n'embrassait plus que trois évêchés : Angoulême. La Rochelle et Poitiers. Ceux d'Agen, Condom, Luçon, Périgueux, Saintes et Sarlat étaient supprimés.

L'ancien diocèse de Saintes était rattaché à l'évêché de La Rochelle, qui perdait une grande partie de son ancien territoire, compris dans le département des Deux-Sèvres, réuni à l'évêché de Poitiers. D'autre part, le département de la Vendée faisait partie du diocèse de La Rochelle. Les traditions séculaires, les souvenirs de la formation ecclésiastique, les relations établies avec des supérieurs, dont on avait apprécié le dévouement, dans des infortunes communes, tous ces liens étaient rompus.

Le 16 août 1801, le souverain pontife adressait aux évêques un bref, dans lequel il leur déclarait : que le rétablissement de la religion en France demandait leur démission.

Mgr de Coucy (1), évêque de La Rochelle, refusa et protesta dans une lettre, adressée à ses diocésains, le 1^{er} septembre 1802. « Le pape, disait-il, serait l'église entière, s'il avait le droit d'anéantir un régime divin, de substituer sa volonté surprise et momentanée à celle de toute l'église ». Cette résistance causa le schisme de la petite église.

Au mois d'octobre, Mgr Couet du Vivier de Lorris (2), ancien

(1) Coucy (Jean-Charles de), aumônier de Marie-Antoinette, fut nommé à l'évêché de La Rochelle, le 9 mars 1790. Il émigra en Espagne et reçut de Mgr de Quévedo, évêque d'Orens pendant 22 ans, l'hospitalité la plus généreuse, il revint en France en 1814, fut nommé archevêque de Reims en 1817 et mourut le 1^{er} mars 1824.

(2) Couet du Vivier de Lorris (Michel-François), né à Metz, sacré évêque de Vence, le 1^{er} mars 1764 ; transféré à Tarbes en 1769, et à Angers en 1782.

évêque d'Angers, fut nommé à La Rochelle. Il reçut la soumission des nombreux vicaires épiscopaux, nommés depuis 1792, et choisit pour le représenter dans son nouveau diocèse M. l'abbé Rollet (1), ex-chanoine de la collégiale de Saint-Georges de Rez, dans l'ancien diocèse de Saintes. Le nouvel évêque, ému de l'opposition de Mgr de Coucy, lui écrivit secrètement pour lui demander ses pouvoirs ; il ne parut pas dans le diocèse, donna sa démission et mourut quelque temps après.

Le concordat et les articles organiques portaient : que les évêques, de concert avec les préfets, feraient une nouvelle circonscription de leur diocèse. Il devait y avoir, au moins, une paroisse dans chaque justice de paix, et autant de succursales que le besoin l'exigerait. L'évêque et le préfet décidaient du nombre et de l'étendue des succursales, les plans arrêtés ne pouvaient être mis à exécution qu'après avoir été connus et autorisés par le gouvernement.

Le préfet était M. Guillemardet (2). Ancien conventionnel, il avait voté la mort de Louis XVI. Après le 9 thermidor, il avait été envoyé en mission dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Yonne et de la Nièvre, pour y poursuivre les terroristes. A Alençon il avait décrété : « que les édifices nationaux, connus sous le nom de temple, église ou chapelle, ne pouvaient être consacrés qu'à des objets d'utilité publique ». Il avait ainsi sauvé de la destruction plusieurs monuments religieux. De retour à la convention, il s'était prononcé pour le libre exercice des cultes.

Le 6 fructidor an X (24 août 1802), MM. Rollet et Guillemardet signaient le plan de l'organisation nouvelle. Ils avaient, disaient-ils, appelé les hommes qui connaissaient le mieux les localités, consulté les communes, étudié la carte, et tenu compte

(1) Rollet (Jean-Louis-Simon), né à Rochefort le 28 juillet 1750, était fils d'Anne Lemerrier des Ormeaux, qui, veuve de Jean-Jacques Rollet, conseiller du roi, prévôt de la marine, épousa à Saintes, le 22 avril 1794, Jean-Elie Lemerrier. M. l'abbé Rollet était le frère utérin de Louis-Nicolas Lemerrier, président du conseil des anciens au 18 brumaire.

(2) Guillemardet (Ferdinand-Pierre-Marie-Dorothée), né à Couches (Saône-et-Loire), le 3 avril 1765, fut d'abord médecin à Autun, maire de cette ville, plus tard député à la Convention, membre du conseil des Anciens et ambassadeur en Espagne. Bonaparte le nomma préfet de la Charente-Inférieure, le 6 brumaire an IX ; il passa, le 12 juillet 1806, à la préfecture de l'Allier, fut fait chevalier de l'empire, le 5 octobre 1808, et mourut l'année suivante frappé d'aliénation mentale.

des accidents topographiques. Les communes étaient groupées par deux ou par trois, de manière à réunir, pour chaque succursale une population d'environ 1.200 habitants. Si le chiffre était moindre, c'est que la population, plus clairsemée, occupait un plus vaste territoire.

Cette organisation comprenait: 1° 14 cures de première classe: Jonzac, Marans, Marennnes, Notre-Dame de Rochefort, Saint-Barthélemy de La Rochelle, Saint-Eutrope de Saintes, Saint-Georges d'Oleron, Saint-Jean d'Angély, Saint-Louis de Rochefort, Saint-Martin de Pons, Saint-Martin de Ré, Saint-Pierre de Saintes, Saint-Sauveur de La Rochelle, et Tonnay-Charente.

2° 44 cures de seconde classe: Aigrefeuille, Archiac, Ars-en-Ré, Arvert, Aulnay, Brizambourg, Chaniers, Chérac, Courçon, Cozes, Dompierre-sur-Mer, Ecoyeux, Gémozac, Genouillé, La Flotte, La Jarrie, La Tremblade, Le Château d'Oleron, Loulay, Matha, Mirambeau, Montendre, Montguyon, Montlieu, Mortagne, Pérignac, Pont-l'Abbé, Royan, Saint-Agnant, Saint-Aigulin, Saint-Fort-sur-Gironde, Saint-Genis, Saint-Jean d'Angély (deuxième cure), Saint-Just, Saint-Médard, Saint-Pierre d'Oleron, Saint-Savinien, Sainte-Soulle, Saujon, Soubise, Surgères, Taillebourg, Taugon et Tonnay-Boutonne ;

3° 215 succursales.

A la fin de 1802, un décret des consuls ordonnait d'adresser au ministre des finances, aussitôt après la formation de la circonscription nouvelle, un rapport sur l'état des églises et des presbytères. Cette enquête, faite par les municipalités, exposée dans les procès-verbaux de leurs séances, appuyée par les observations des maires et des sous-préfets, montre tout ce que la révolution avait accumulé de ruines.

Les églises, depuis leur fermeture en 1793, n'avaient point été entretenues, les toitures s'effondraient, les pavages avaient été levés pour rechercher du salpêtre, les vitraux brisés, les tableaux brûlés, les autels renversés, les sacristies pillées. Les édifices les plus beaux avaient servi aux usages les plus profanes. Les vases sacrés et les objets d'or ou d'argent avaient été envoyés à l'hôtel de la monnaie à La Rochelle, les cloches aux fonderies de Rochefort. Les ornements les plus riches, portés au district, avaient disparu. L'immense trésor d'art formé par le génie des siècles précédents avait été anéanti. Une puissance infernale, anticatholique et antifranaise, avait passé sur ce pays comme un cyclone dévastateur.

Les feuilles à remplir, envoyées aux maires par la préfecture, sont au nombre d'environ 500, elles sont accompagnées d'un nombre presque égal de procès-verbaux des municipalités. Ces pièces forment un long réquisitoire.

Voici les observations de M. Garreau, maire de La Rochelle, au sujet de la cathédrale : « Cette église est un édifice neuf, qui, loin d'être hors de service, n'est pas encore achevé; elle a besoin, dans l'intérieur, de tout ce qui est nécessaire pour en former une cathédrale décente; boiseries au fond du chœur, stalles, autels, chapelles, appui de communion, grilles, balustrades, tout manque, ou, s'il y a quelque chose de fait, c'est au-dessous de la dignité d'une cathédrale, et on doit d'ailleurs presque tout aux ouvriers. Il est de la plus grande urgence de fournir la sacristie des vases, ornements et linges indispensables à l'exercice et à la décence du culte. »

Si telle était la cathédrale du diocèse, on peut juger de l'état des autres églises.

Beaucoup de presbytères avaient été vendus; il était difficile de trouver un autre immeuble convenable. Souvent l'ancienne cure appartenait à l'église; les municipalités offraient aux acquéreurs de les leur racheter, parfois ceux-ci refusaient ou demandaient un gros bénéfice. Ainsi en était-il à La Couarde et à Thairé. C'était la question des biens nationaux qui renaissait. M. de Missy, sous-préfet de La Rochelle, grand acquéreur de biens ecclésiastiques, reprochait au maire de La Couarde de discréditer les ventes nationales.

D'autres presbytères étaient occupés soit par la gendarmerie, soit par les instituteurs, ou encore par des particuliers à qui la régie des domaines les avait affermés. Les conseils municipaux étaient invités à rechercher les moyens à prendre pour l'établissement ou la réparation de ces édifices.

Dans une lettre adressée au préfet de Saintes, M. Fleury, curé de Corme-Ecluse, fait la description de son presbytère, elle peut s'appliquer au plus grand nombre : « La maison nécessite les réparations les plus urgentes; aucune porte, tant du dehors que du dedans, ne tient. Les contrevents sont hors de service, une partie des croisées est rompue. A l'exception d'une serrure qui va, sur deux qui restent, toutes les autres ont été enlevées, en sorte que, dans cette maison, fermée ou ouverte, tout le monde peut entrer, quand bon lui semble. Le

plancher, enlevé en partie, inserviable pour le reste, est dangereux pour quiconque y passe sans précaution. Toutes les servitudes sont dans le même état ; les murs de la cour et du jardin ne sont qu'une brèche continuelle, et s'il faut passer l'hiver dans cette maison, sans qu'elle soit accommodée, autant vaudrait se servir d'une tente, car le vent y passe de tous côtés. »

Les jardins attenant aux presbytères et non aliénés, devaient être rendus aux desservants ; à leur défaut, il devait leur en être fourni un autre, aux frais de la commune.

Les baux, s'il y en avait, devaient être résiliés, et les administrations ou les instituteurs, qui occupaient ces bâtiments ou ces jardins, devaient se pourvoir d'un autre local, à moins d'un arrangement agréé par le curé, et qu'il lui soit fourni un autre logement.

Les rentes et fondations, chargées de messes, anniversaires et services religieux, faisant partie des revenus des églises, étaient comprises dans les dispositions de l'arrêté du 7 thermidor an XI, et à ce titre, devaient être rendues à leur première destination.

Le premier consul rétablit les fabriques (art. org. 76), sans la participation du pape ou des évêques. Il en avait fait une institution civile, au lieu d'un établissement ecclésiastique. Il y avait dans chaque paroisse deux fabriques : l'une intérieure, pour le produit des oblations et la décoration de l'église ; l'autre extérieure, pour l'administration des biens fonds. De là naquirent des divisions et des mésintelligences, et le gouvernement sentit la nécessité de réunir les deux institutions en une seule, ce fut l'objet du décret du 30 décembre 1809.

L'examen de l'état des revenus des fabriques en 1806 indiqua qu'une vingtaine avaient recouvré quelques rentes fort minimes de 1 à 2 francs, cinq ou six avaient ainsi un revenu dépassant la somme de 100 francs. Du riche dépôt, confié par la piété des générations passées à l'honnêteté de leurs descendants, c'est à peu près tout ce qui restait,

Les articles organiques fixaient le traitement des curés de première classe à 1.500 francs, celui des curés de deuxième classe à 1.000 francs. Les desservants et les vicaires devaient être choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés, en exécution des lois de l'assemblée constituante. Le montant de ces pensions et le produit des oblations formaient leur traitement.

Pendant l'été de 1803, les conseils municipaux furent convoqués extraordinairement pour délibérer : 1° sur l'augmentation de traitement à accorder aux desservants et aux vicaires; 2° sur les frais d'ameublement des maisons curiales; 3° sur les fonds destinés à l'achat et à l'entretien des objets nécessaires au service du culte, et 4° sur le mode le plus convenable pour lever ces sommes à fournir par les communes.

Les augmentations accordées s'élevèrent de 200 à 1.200 francs pour les desservants, elles furent de 250 francs pour les vicaires.

« Ce supplément, dit le conseil municipal de Marennnes, sera subordonné au traitement ou indemnité, que le gouvernement accordera au curé, et porté au taux nécessaire pour faire, avec sa pension, un revenu de 2.000 francs, et, pour le vicaire, un revenu de 1.100 francs, y compris sa pension. » Ce fut l'augmentation la plus élevée. Les communes de l'île d'Oleron se montrèrent les plus généreuses du département.

Dans les frais d'ameublement sont comptés des achats de lits, armoires, tables, chaises, fauteuils, lingerie et batterie de cuisine. Des desservants refusèrent d'accepter cette dernière dépense, en déclarant qu'ils possédaient déjà un mobilier.

Toutes les municipalités acceptèrent, comme mode de prélèvement des sommes afférentes à ces dépenses, le marc par franc sur le principal des impositions foncières et mobilières.

Les sous-préfets résumèrent, les résultats de toutes les délibérations de leur arrondissement, dans des tableaux dont voici les totaux.

Arrondissement de La Rochelle

Acquisition, location, réparation des églises et des presbytères	54.541 »	
Augmentation de traitement des ministres du culte	30.702 »	
Frais d'ameublement des maisons curiales	10.896 »	
Frais d'achat et d'entretien des objets nécessaires au culte.	7.880 »	
Total. . . .	104.019 »	
Réduction proposée par le préfet . .		63.400

Arrondissement de Saintes

Acquisition, location, réparation des églises et des presbytères	20.392 »	
Augmentation de traitement des ministres du culte	26.684 »	
Frais d'ameublement des maisons curiales	19.718 »	
Frais d'achat et d'entretien des objets nécessaires au culte.	18.760 »	
Total.	85.554 »	
Réduction proposée par le préfet . .		43.800

Arrondissement de Jonzac

Acquisition, location, réparation des églises et des presbytères	35.226 »	
Augmentation de traitement des ministres du culte	18.370 »	
Frais d'ameublement des maisons curiales	18.276 »	
Frais d'achat et d'entretien des objets nécessaires au culte.	12.205 »	
Total.	84.077 »	
Réduction proposée par le préfet . .		43.530

Arrondissement de Saint-Jean d'Angély

Acquisition, location, réparation des églises et des presbytères	9.359 »	
Augmentation de traitement des ministres du culte	12.380 »	
Frais d'ameublement des maisons curiales	5.740 »	
Frais d'achat et d'entretien des objets nécessaires au culte.	9.437.98	
Total.	36.916.98	
Réduction proposée par le préfet . .		22.019
Les tableaux des dépenses pour les arrondissements de Rochefort et de Marennes n'ont pas été terminés.		
Le budget des cultes, en l'an XI,		
s'élève donc à		172.749 fr.

(après les réductions opérées), pour les quatre arrondissements ci-dessus.

Cette somme était insuffisante pour subvenir à tant de besoins, d'achats et de réparations. Les hommes, qui votaient ces dépenses, avaient été les témoins de la grande spoliation, dont les victimes réapparaissaient au milieu d'eux. Ces maires, ces conseillers étaient les acquéreurs des biens ecclésiastiques, ils détenaient chez eux quelques meubles de l'ancienne abbaye ou du ci-devant prieuré. Ce prêtre qui revenait de l'exil, reconnaissait non-seulement les immeubles et les champs de la cure, mais aussi, çà et là quelques débris de sa bibliothèque et des objets qui lui étaient familiers il n'y avait que dix ans. On s'empressait à voter les fonds demandés pour ne pas être obligés à la restitution. Les communes les plus généreuses furent celles où la grande propriété ecclésiastique avait été morcelée et vendue. Une idée se formulait : La nation s'est emparée du fond, c'est à elle qu'il incombe d'en payer la rente, de là le traitement qui sera bientôt accordé par l'Etat aux succursalistes.

(A suivre)

P. LEMONNIER.

II

UNE FAMILLE DE NOBLESSE MILITAIRE.

LES MARTIN DE BONSONGE.

Ernest Martin de Bonsonge, dont la *Revue* (XXVIII-4) a annoncé le décès au début de 1908, était le dernier représentant d'un vieux nom saintongeais porté avec honneur et non sans quelque éclat pendant trois siècles.

Bien que, dès 1621, Jean Martin, sieur de Bonsonge, soit qualifié « noble homme tenant noblement le fief de Bonsonge » et, bien que ses descendants, établis à Marennes et aux environs, se soient, à chaque génération, alliés aux meilleures et plus anciennes familles du pays, si la plupart d'entre eux ont pu obtenir la noblesse personnelle par suite des charges qu'ils exercèrent, ce n'est qu'en 1773 qu'ils obtinrent la noblesse héréditaire en récompense, ainsi que cela est formellement énoncé dans les lettres de noblesse dont nous donnerons le

texte, des services militaires accumulés de trois générations successives.

Moins de vingt ans après, ces privilèges, obtenus au prix de leur sang et dont l'acquisition leur avait demandé tant de persévérance et de dévouement, disparaissaient dans la tourmente ; mais leurs descendants ne se crurent point quittes envers le pays et, tant que la vieille souche put reflleurir, les rejetons suivirent la voie tracée par leurs ancêtres, donnant ainsi un véritable type de ces familles de *noblesse militaire* dont par tant de moyens nos rois encouragèrent l'institution (Ordonnances de 1512, 1600, 1750, etc.), familles où le dévouement et l'honneur étaient héréditaires, où chaque génération venait, à tour de rôle, accomplir son service et ne demandait pour récompense qu'une place dans les milices ou dans la pré-voté avec l'espoir d'une croix de Saint-Louis pour couronnement de carrière.

Il nous a semblé qu'il ne serait pas sans intérêt pour l'histoire de la Saintonge de réunir en une courte notice les renseignements que nous avons pu recueillir sur les Martin de Bonsonge, soit en feuilletant les collections des *Archives* et de la *Revue*, véritables trésors de notre histoire locale, soit en dépouillant les documents conservés par la famille. Exposer leurs services c'est encore le meilleur hommage à rendre à ces bons serviteurs du pays.

I. — JEAN MARTIN, sieur de Bonsonge et de Redon. Le premier Martin de Bonsonge dont il nous ait été possible de retrouver la trace est « noble homme Jean Martin, sieur de Redon », qui, en 1621, rendit hommage à Isaac Martel, comte de Marennes pour le fief de Bonsonge (1), tenu de lui « soubz le devoir et hommage d'ung marbotin d'or du prix d'ung escu à muance de seigneur » (2).

Substitut du procureur, puis juge du comté et bailliage de Marennes, il avait épousé, en 1608, Noémi-Anne de Goussé dont il eut :

(1) Le fief de Bonsonge était situé tout près de la ville de Marennes ; il reste encore actuellement (1909) un moulin et une maison d'habitation portant le nom de Bonsonge et appartenant à M. Travaillé. Il semble n'avoir appartenu que peu de temps aux Bonsonge, car, dès 1680, les Richier en étaient possesseurs.

(2) *Études et Documents sur la ville de Saintes*, p. 102.

1° François Martin, sieur de Redon, qualifié « noble homme, avocat en la cour, juge sénéchal du comté et bailliage de Marennes » qui épousa, le 17 février 1672, Suzanne Jousselin, d'où une fille Suzanne qui épousa Etienne de Boyenval, sieur de Montmaitre ;

2° Marie Martin qui épousa Arnould Lalouhé, écuyer, seigneur de la Gâtaudière et de la Lande ;

3° Charles Martin, dont nous ne connaissons que le nom ;

4° Anne-Marie Martin qui épousa, le 30 juillet 1648, noble homme Isaac Richard, sieur de Pinmuré, dont un fils, Jean Richard, sieur de l'Isle (1) ;

5° Noémi Martin qui, en 1637, est marraine de Pierre Barin (2). Sur l'acte de baptême elle est dite : « épouse de Gédéon Godet, procureur fiscal ». Il est vraisemblable qu'elle se remaria, car, d'autre part (3), elle est dite : « femme d'honorable homme Jean Dargeance », d'où une fille, qui épousa Abraham Sarreau, écuyer, sieur de la Combe ;

6° Jean Martin, sieur de Bonsonge, dont l'article suit.

Jean Martin, sieur de Bonsonge et de Redon, père de ces six enfants, vivait encore en 1633 car, le 19 avril de cette année il est parrain d'autre Pierre Barrin, frère du précédent (4). Nous ignorons la date de sa mort.

Dès ce moment, la famille Martin est liée aux plus honorables familles de Marennes et c'est dans ce même milieu que nous la retrouverons jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ; ce n'est pas la haute noblesse, c'est la noblesse terrienne et la haute bourgeoisie, les possesseurs de petits fiefs nobles, les détenteurs de charges de judicature, les magistrats, les notaires qui par leur travail et leur talent, acquièrent peu à peu la considération et la fortune. Ces mêmes noms que nous allons retrouver, jusqu'au moment de la Révolution, intimement mêlés à l'existence des Martin de Bonsonge, nous les voyons figurer (5) dans l'association qui, sous la direction de Jacques Michel,

(1) *Revue d'Aunis et Saintonge*, XIV, 206, Jean Richard fut tué en duel par son compatriote Jaulin de Vignemont qui, en 1704, obtint des lettres de rémission pour le meurtre.

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, XIII, 460.

(3) *Etudes et Documents sur la ville de Saintes*, p. 102.

(4) *Revue*, XIII, 453.

(5) *Revue*, XII, 89.

entreprit en 1650 le dessèchement des marais de Blaye : les Richard de Pinmuré, les Lalouhé, les Chasseloup, sieurs de Laubat, les Couyer, etc. Au commencement du XIX^e siècle, les de Bonsonge possédaient encore des parcelles dans les marais de Saint-Thomas.

C'est dans les revenus de cette entreprise d'utilité publique qu'ils trouvèrent la plupart des ressources indispensables pour se livrer à la carrière des armes que nous allons les voir embrasser d'une façon définitive.

II. — JEAN MARTIN, sieur de Bonsonge. Sixième enfant de Jean Martin, sieur de Bonsonge et de Redon, et de Noémi-Anne Goussé. Jean Martin, sieur de Bonsonge, paraît avoir quelque temps cherché sa voie ; nous le voyons, en effet, tout d'abord docteur en médecine, puis enfin capitaine du régiment de milices de Marennnes, dont il devint plus tard major.

Il se maria trois fois :

Le 17 avril 1655, il épousa à Saumur Jeanne Simon dont il eut six enfants (1) :

1° Jean Martin de Bonsonge qui mourut jeune ;

2° Guiton Martin ; 3° Esther Martin ; 4° Jeanne Martin ; 5° Anne Martin, dont nous ne connaissons que les noms ; 6° Charles Martin de Bonsonge dont l'article suit.

Malgré cette nombreuse postérité, nous voyons Jean Martin de Bonsonge se remarier une première fois, en 1662, à Esther Perreau dont il n'eut pas d'enfant, et une seconde fois, en 1678 à Anne Bertrand d'Espules, dont il eut un fils :

7° Jean Martin de Bonsonge, né le 30 décembre 1679, qui entra en 1698 aux Franciscains d'Angoulême et devint gardien des Cordeliers à Saintes, où don Boyer, visiteur de l'Ordre, le trouva en 1713 : « Le 9 juin, dit-il dans son journal (2), je dis la messe à l'autel de Saint-Eutrope... et fis collation avec le P. Bonsonge, un joli homme et plein d'honnêteté ».

A partir de ce moment, la famille a pris d'une façon définitive le nom de Bonsonge ; elle ne le quittera plus, bien que, dès 1680, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, le fief de Bonsonge ait cessé de lui appartenir.

III. — CHARLES MARTIN DE BONSONGE. Né à Marennnes, le

(1) *Etudes et Documents*, loc. cit.

(2) *Revue*, VII, 43.

23 mars 1657, il suivit, dès son jeune âge, la carrière des armes. A 20 ans, le 18 janvier 1677, il fut nommé lieutenant au régiment de *la Couronne* où il devint capitaine le 1^{er} décembre 1683. Avec son régiment, il assita à la plupart des affaires qui signalèrent la fin de la guerre de Hollande. Il était, en 1677, au siège de Saint-Omer et assistait à la bataille de Cassel, il suivit ensuite le maréchal de Créquy en Lorraine et, en 1678, en Belgique.

En 1695 il quitta l'armée active et fut nommé, le 20 janvier, colonel de la milice garde-côtes de Marennes.

Il avait épousé, le 1^{er} mars 1683, Charlotte Dufaur, fille de Henri-Joseph Dufaur, sieur de Chastellars (1), et de Marguerite Houchard. De ce mariage vinrent :

1^o Jean-Isaac Martin de Bonsonge ; 2^o Jeanne Marguerite ; 3^o Esther ; 4^o Charles-Henri dont l'article suit.

Nous ne savons rien sur les deux premiers qui, vraisemblablement, ne vécurent pas ; Esther Martin de Bonsonge épousa Pierre de Motte de Monboilleau.

IV. — CHARLES-HENRI MARTIN DE BONSONGE. Né à Marennes, le 16 août 1685, il suivit tout d'abord la carrière paternelle et, à 18 ans, le 10 octobre 1703, il fut nommé lieutenant à ce même régiment de *la Couronne* où son père avait débuté vingt-cinq ans auparavant, il fit la campagne de Portugal en 1703 et 1704, puis abandonna bientôt l'armée de terre pour entrer dans la marine. Le 16 mai 1706, il était nommé garde de la marine à Rochefort. Enfin, en 1717, il fut nommé major au régiment des gardes-côtes de Marennes et, un an après, le 20 décembre 1718, il devint prévost de la maréchaussée à la résidence de Marennes.

Il épousa, le 20 mai 1714, Judith Michel, fille de messire Jacques Michel (2), sieur de Beauroche, et d'Anne Melon.

De ce mariage :

(1) *Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, XIII, 240. Henri-Joseph Dufaur était lui-même fils d'Isaac Dufaur, sieur de Chastellars, greffier des châtellenies de Marennes. Voir, au vol. XIII des *Archives*, sa correspondance avec l'intendant Arnou, dont il était le subdélégué à La Tremblade.

(2) Jacques Michel, « avocat en la cour de parlement de Bordeaux », avait épousé Anne Melon, le 7 mai 1676, au temple de Marennes, (*Revue*, VII 104) ; il avait pour frère Jean Michel, docteur en médecine, et pour cousin-germain Isaac Michel, avocat au parlement.

1° Jacques-Charles Martin de Bonsonge, dont l'article suit :
2° Anne-Esther, qui épousa, le 30 novembre 1739, Isaac-Jacques Richier (1), écuyer, capitaine d'infanterie au régiment de *Vezin*.

(1) Le contrat de mariage contient, sur la famille des deux futurs, des détails intéressants ; en voici des extraits : — 24 novembre 1739. Par devant M^eDufour, notaire royal à Marennes : « a été traité le mariage parlé à faire, qui, au plaisir de Dieu, s'accomplira entre messire Izaac-Jacques, écuyer, capitaine d'infanterie au régiment de *Vezin*, fils légitime de messire Philippe Richier, écuyer, seigneur de la Rochelongchamps et de Touchelonge, et de dame Suzanne de Collignon, d'une part, avec demoiselle Anne-Ester Martin de Bonsonge, fille légitime de Charles-Henri Martin de Bonsonge, major général garde-costes de la capitainerie de Marennes, et de feu dame Judic Michel, d'autre part ; . . . de l'autorité, avis, conseil et consentement, scavoir : ledit sieur préparé dudit sieur de Richier et de laditte dame de Collignon, sesdits père et mère. . . . demoiselles Marie-Magdelaine, Marguerite et Anne-Suzanne Richier, ses sœurs germaines ; demoiselle Margueritte Foran, sa cousine germaine, tous présents ; messire Pierre-Philippe Richier, escuyer, lieutenant au régiment de *Vezin*, demoiselle Marie-Marguerite Richier, son frère et sœur germain ; dame Marie de Collignon, épouse de messire Daniel Richier, major de cavallerie au régiment de *Bayeux*, sa tante germaine. . . Louis-Izaac Foran, escuyer, seigneur de la Motte, capitaine des vaisseaux du Roy, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, gouverneur commandant pour Sa Majesté, de la collonie de l'Isle Royale, tous absents et qu'y néanmoins ont ledit mariage pour agréable. Et laditte demoiselle préparée, dudit sieur de Bonsonge, son père ; de Pierre-Charles Martin de Bonsonge, seigneur du Château en l'isle d'Olleron, son frère consanguin ; dame Catherine Froger de la Rigaudière, épouse de Jacques-Charles Martin de Bonsonge, lieutenant au régiment de *Blézois*, son frère germain et belle-sœur ; François Fresneau, sieur de la Richaudrie, seigneur de la Gataudière, conseiller-clerc référendaire à la chancellerie près le Parlement de Bordeaux, dame Anne Regnauld, épouse dudit sieur de la Richaudrie ; messire Moyse Michel, écuyer, seigneur de Beuroche ; messire Abraham Michel, écuyer, sieur de la Richardière, messire Barthélemy Michel, écuyer de Saint-Dizant, seigneur du Treuil, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis ; demoiselle Marianne Michel, tous ses oncles et tantes germains ; dame Geneviève de Lusse, épouse dudit sieur de la Richardière, dame Geneviève Pillon, ses tantes par alliance ; dame Jeanne Martin, épouse du sieur Pierre Richier, contrôleur au bureau des fermes du Roy, sa grand-tante ; messire Pierre-Raphaël Richier, docteur en théologie et curé de laditte paroisse du Château, son oncle à la mode de Bretagne ; demoiselle Marguerite Renaud, épouse du nottaire soussigné, son cousin et cousine en loing degré, messire Pierre-Eutrope Baron, seigneur de Touchelonge et de Soumar, conseiller du roy, lieutenant-général de l'amirauté des côtes et isles de Saintonge, bon amy de toutes les parties. »

Parmi les biens que la future se constitue en dot, on remarque : « les biens meubles et immeubles qui luy sont échuz et obvenuz par le décès de feu messire Jacques Michel, conseiller secrétaire du roy, et dame Anne Melon, ses ayeul et ayeulle. »

De ce mariage :

a) Jacques Raymond Richier (1), né le 21 août 1731, écuyer, capitaine d'infanterie, qui fut député de la Noblesse aux Etats Généraux de 1789, décédé en 1800, époux de Charlotte-Françoise Godet des Marais, dont il eut deux filles : a) Marie ; b) Adélaïde ;

b) Philippe-Charles Richier, écuyer, capitaine des vaisseaux du Roi, épousa Jeanne-Rachel Godet des Marais, sœur de la précédente ;

c) Isaac-Charles Richier, écuyer, capitaine au régiment Royal-Infanterie, émigra et fit partie de l'armée de Condé, où il fut tué ;

d) Suzanne-Anne-Marguerite Richier épousa le 17 mars 1768, Charles-Jean-Baptiste Fresneau de la Gâtaudière, dont deux filles :

a) Anne-Marie-Julie Fresneau de la Gâtaudière épousa, le 21 décembre 1794, François de Chasseloup-Laubat (2), général, commandant en chef du génie de la Grande Armée sous Napoléon I^{er}, et pair de France.

b) Anne-Françoise-Marguerite-Laure Fresneau de la Gâtaudière, qui épousa son cousin Henri-André Martin de Bonsonge (voir p. 73).

Anne-Esther Martin de Bonsonge devint veuve en 1775 (3) et mourut en 1795.

De ses quatre enfants, l'un, Philippe-Charles, était mort sans

(1) Voir *Jacques-Raymond Richier, député de Saintonge aux Etats Généraux de 1789*, par André Letélieu, *Revue*, IX, 265 et suivantes. Nous donnons plus loin quelques détails qui complètent la généalogie donnée par Letélieu.

(2) Pour la biographie de François de Chasseloup-Laubat, voir *Revue*, XVI, 27, et *Saint-Sornin*, par l'abbé Gelézeau.

(3) 19 juillet 1775. « Inhumation, dans l'église des PP. Récollets du bourg de Marennes, de messire Izaac-Jacques Richier, écuyer, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, seigneur de la Bouchardière, Touchelonge, etc., ancien capitaine au régiment de Vezin, capitaine général de la capitainerie garde-côtes de Soubise, âgé de 63 ans, de son vivant époux de dame Anne-Ester Martin de Bonsonge. En présence de MM. Richier, ses enfants ; M^{me} Fresneau, sa fille, MM. de Bonsonge père et fils, Lortie, Aymard, de Saint-Hilaire, beau-frère du défunt, et de plusieurs autres. » (Archives de la famille de Bonsonge.) Isaac-Charles Richier avait pour sœurs : 1^o Marie-Madeleine-Marguerite (1709-1783) épousa, le 9 novembre 1754, Jean-Nathanaël Chasseloup de Laubat, capitaine d'infanterie, oncle du général ; 2^o Anne-Suzanne (1715-1747), épousa Jacques de Queux de Saint-Hilaire, lieutenant de vaisseau, chevalier de Saint-Louis.

enfants ; un autre, Isaac-Charles, était émigré ; les deux autres : Jacques-Raymond, le député de la Noblesse aux Etats-Généraux, ainsi que sa sœur, Suzanne-Anne-Marguerite, étaient incarcérés à Brouage comme suspects ; conformément aux lois révolutionnaires, les biens furent saisis et en partie vendus ; le 19 pluviôse an III, Richier et sa sœur, ayant été mis en liberté, s'adressèrent aux administrateurs du département de la Charente-Inférieure pour réclamer le partage de la succession. Par arrêté du 28 ventôse de la même année, les administrateurs décidèrent que, l'un des cohéritiers étant émigré, sa part revenait à la Nation et, qu'en conséquence, il serait fait trois lots, dont l'un serait vendu au profit de la Nation (1).

Judith Michel de Beauroche (2) mourut au bout de peu d'années de mariage, et Charles-Henri Martin de Bonsonge, se remaria à Marie-Anne Guilhem de Piton (3) dont il eut :

3^e Pierre-Charles Martin de Bonsonge, né vers 1725, garde du corps du Roi, capitaine de dragons, qui épousa, le 19 octobre 1746, Geneviève-Bénigne du Pradet de Bachoué, fille de M. de Bachoué, seigneur de Feusse en Saint-Sornin, et mourut le 2 novembre 1750 (4).

On donne aussi (5), comme enfants de Charles-Henri Martin de Bonsonge, sans indiquer duquel des deux mariages ils sont nés :

(1) Arrêté signé des administrateurs : Bouju ; P. Hec. Savary, président ; Roy, Le Mayor, chef de bureau. (Archives Bonsonge.)

(2) Judith Michel, ainsi que nous le voyons dans le contrat de mariage cité ci-dessus, avait pour frère « Messire Barthélémy Michel, écuyer de Saint-Dizant, seigneur du Treuil, chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, oncle germain. » Il fut père de Jacques-Barthélémy Michel, baron de Saint-Dizant lequel, en 1760, épousa Marie Sary de la Chaume ; de ce mariage vint une fille, Marie-Anne Michel de Saint-Dizant, qui épousa, en 1785, Henri, marquis de Grailly, dont le fils Théodore épousa, en 1821, Jeanne-Henriette-Armande de Guerre et eut pour fils, Gaston qui, de Marie Piet de Beaurepaire, eut deux fils, Archambaud et Jean de Grailly.

(3) Marie-Anne Guilhem de Piton était probablement fille de Jean-Louis Guillem, écuyer, seigneur de Piton, époux de Marguerite de Lestang qui, en 1693, était capitaine général garde-côtes de l'île d'Oleron, et, en 1658, capitaine garde-côtes de Soubise.

(4) *Saint-Sornin*, par l'abbé Gelézeau, p. 173.

(5) *Etudes et documents*, p. 102, où le mariage de Charles-Henri Martin de Bonsonge avec Judith Michel est indiqué à la date de 1724 qui doit être un lapsus, puisque l'un des enfants, Jacques-Charles, est né en 1715 et l'autre, Anne-Esther, a un fils en 1731.

4° Elisabeth-Judith ; 5° Jean-Henry.

Il est probable qu'ils sont morts jeunes, puisqu'ils ne figurent pas dans l'énumération si complète de la parenté d'Anne-Esther, dans son contrat de mariage avec Isaac-Jacques Richier (1).

V. — JACQUES-CHARLES MARTIN DE BONSONGE. Né à Marennès, le 24 mars 1715, il suivit, comme son père et son ayeul, la carrière des armes et, en 1733, à peine âgé de 18 ans. il était lieutenant en second au régiment de *Blaisois* ; ce n'était point d'ail-

(1) Par suite du mariage d'Anne-Françoise-Marguerite-Laure Fresneau, fille de Suzanne-Anne-Marguerite Richier, avec son cousin Henri-André Martin de Bonsonge, la plupart des papiers des Richier sont venus par héritage entre les mains des Bonsonge. De ceux qui nous ont passé sous les yeux, nous extrayons les indications ci-après : Les Richier étaient originaires des environs de Montmédy, sur les confins de la France et de l'Allemagne. Sébastien Richier était, à la fin du XVI^e siècle, lieutenant-général de Jametz, terre et seigneurie souveraine appartenant au duc de Bouillon. En 1602, Damienne Le Bardelet, veuve dudit Sébastien Richier, obtient de Jean Symon, bailli de Jametz, une attestation sur parchemin, certifiant que son mari « a esté tenu pour noble et a vescu noblement, de façon que demoiselle Damienne Le Bardelet, vefve dudit messire Bastien Richier, encore vivante, est aujourd'huy tenue pour noble comme recogneue telle, laquelle vit noblement en ses actions. » Sébastien Richier avait fait, le 18 mars 1563, son testament, par lequel « après avoir recommandé son âme à Dieu, son créateur et rédempteur, auquel il rend grâce de l'avoir appelé au flambeau de l'Evangile, il veut que son corps soit inhumé dans l'église paroissiale de Vaudelincourt, au tombeau de messire Henri Richier, son père. . . . », institue pour son héritier principal, Noé Richier, écuyer, son fils aîné, capitaine au régiment de messire Philippe Richier, frère dudit testateur, à la charge que ledit Noé cognoistra la bonne Eglise et embrassera la vérité de l'Evangile ; à cette condition et pour entretenir et conserver la noblesse de la famille, donne et lègue audit Noé la noble maison de Vaudelincourt, située dans le comté de Verdun, et la moitié de la terre et seigneurie de Frommonville, dans le Barrois ; et l'autre moitié de la maison à Henri, son puîné, qui est en Allemagne page de son Altesse (le duc de Bouillon) ; plus donne et lègue à André, son troisième fils, qui est à Verdun, au collège, la charge de lieutenant-général de la souveraineté de Jametz. . . . le tout à la charge de payer à demoiselle Pasquette Richier, leur sœur, accordée et fiancée au noble Pourraud, une rente annuelle de cinq cents francs barrois. »

Noé Richier épousa, en 1584, Elizabeth Aubertin, fille de Louis Aubertin, escuyer, capitaine de la terre souveraine de Chasteau-Regnauld, et de demoiselle Jeanne Roland. Ils eurent pour fils Pierre Richier, qui épousa Jeanne de Jamboyer et fut ministre à La Tremblade. Leur fils Isaac Richier, seigneur de la Rochelonchamps, épousa Marguerite Couyer d'où : 1° Philippe, père d'Isaac-Jacques, époux d'Anne-Esther Martin de Bonsonge, et 2° Marguerite, qui épousa Job Forant.

leurs là un vain grade, et le jeune officier se trouvait à Dantzig avec Stanislas Leczinski, lorsque 30.000 Russes assiégèrent le malheureux roi de Pologne qui n'avait avec lui que 1.500 Français et l'héroïque comte de Plélo. Bonsonge y fut blessé le 17 mai. En 1734, il fut nommé lieutenant en premier au même régiment, et prit part aux campagnes de Westphalie, de Bohême et de Bavière pendant la guerre de la succession d'Autriche. En 1746, il devint major des gardes-côtes de la province de Saintonge, et, en 1748, inspecteur de ce corps. En 1757, le roi le nomma chevalier de Saint-Louis, et, le 7 mai 1769, il voyait couronner sa carrière par la commission de capitaine général de la capitainerie de Marennes.

Au mois d'avril 1773, en récompense de ses services et en souvenir de ceux de ses ancêtres, il obtint des lettres de noblesse :

« Louis, par la grâce de Dieu roy de France, et de Navarre, à tous, présents et à venir, salut.

Les services que nous a rendus, pendant une suite d'environ trente-huit années, notre cher et bien-aimé le sieur Jacques-Charles Martin de Bonsonges (1), nous déterminent à l'honorer d'une distinction qui, passant à ses descendants, les excite à marcher sur ses traces.

C'est dans les sentiments qui ont toujours animé sa famille, l'une des plus anciennes et des mieux alliées de la Saintonge, qu'il a puisé ceux qui le caractérisent ; c'est à l'exemple de son ayeul, capitaine au régiment de la *Couronne*, c'est à l'exemple de son père successivement lieutenant au même régiment, puis garde de la marine et major de la capitainerie garde-côtes de Marennes, qu'il a embrassé dès sa plus tendre jeunesse une profession aussi pénible qu'honorable. Lieutenant au régiment de *Blaisois* lorsque ce corps fut envoyé au secours de Dantzick, il y fut fait avec lui prisonnier de guerre après avoir reçu plusieurs blessures. L'inspection des bataillons gardes-côtes de Saintonge que nous lui confiâmes en mil sept cent quarante-huit, la croix de notre ordre royal et militaire dont nous l'honorâmes en mil sept cent cinquante-sept et la place de capitaine-général de la capitainerie de Marennes dont nous l'avons pourvu en mil sept cent soixante-neuf, sont les témoignages qu'il a reçus jusqu'ici d'une estime dont il n'a jamais cessé de se rendre digne, et nous sommes persuadé que le nouveau bienfait que nous voulons y ajouter ne fera qu'échauffer de plus en plus le zèle dont il se fait gloire d'être animé pour l'Etat et son souverain.

(1) Bien qu'aucun autre document n'indique l'orthographe Bonsonges avec un s, nous n'avons pas cru pouvoir modifier le texte authentique des lettres de noblesse qui écrivent ainsi le nom du nouvel anobli.

A ces causes et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons annobli et, par ces présentes signées de notre main, annoblissons le sieur Jacques-Charles-Martin de Bonsonges et, du titre et qualité de noble et d'écuyer l'avons décoré et décorons, voulons et nous plaît qu'il soit tenu censé et réputé, comme nous le tenons, censons et réputons pour tel, ensemble ses enfans et descendans tant mâles que femelles, nés et à naître en légitime mariage, de même que ceux qui sont issus de noble et ancienne race, et que le dit sieur Jacques-Charles Martin de Bonsonges et sa postérité soient en tous lieux et endroits, tant en jugement que hors jugement, tenus, censés et réputés pour nobles gentilshommes, et comme tels qu'ils puissent prendre en tous lieux et en tous actes la qualité d'écuyer et parvenir à tous les degrés de chevalerie et autres dignités, titres et qualités réservés à notre noblesse, qu'ils soient inscrits dans le catalogue des nobles et qu'ils jouissent et usent de tous les droits, prérogatives, privilèges, franchises, libertés, prééminences, exemptions et immunités dont jouissent et ont accoutumé de jouir les autres nobles de notre royaume, comme aussi qu'ils puissent acquérir, tenir et posséder toutes sortes de terres, fiefs et seigneuries de quelque nature et qualité qu'elles soient ; permettons en outre audit sieur Jacques-Charles Martin de Bonsonges et à ses enfans, postérité et descendans de porter les armoiries timbrées telles qu'elles seront réglées et blazonnées par le sieur d'Hosier de Sérigny, juge d'armes de France, et qu'elles seront peintes et figurées dans ces présentes (1) auxquelles son acte de règlement sera attaché sous le contrescel de notre chancellerie ; leur donnons pouvoir de les faire peindre, graver et insculpter en tels endroits de leurs maisons, terres et seigneuries que bon leur semblera ; sans que, pour raison dudit annoblissement, ledit Jacques-Charles Martin de Bonsonges, ses enfans, postérité et descendans soient tenus de nous payer, ni à nos successeurs rois, aucune finance ni indemnité à quelque somme qu'elle puisse monter, nous leur avons fait et faisons don par ces présentes à la charge toutefois par eux de vivre noblement et sans déroger à la dite qualité.

Si donnons en mandement à nos âmes et féaux, etc.....

Donné à Versailles au mois d'avril, l'an de grâce mil sept cent soixante-treize et de notre règne le cinquante-huitième.

Louis. »

Jacques-Charles Martin de Bonsonge épousa, le 16 mars 1737, Catherine-Judith Froger de la Rigaudière (2) dont il eut :

(1) Les armes des Bonsonge : « d'argent au chevron de gueules, accompagné de trois martinets de sinoples, becqués et membrés de gueules 2 et 1 », sont peintes en marge.

(2) Catherine-Judith était fille de Messire Michel Froger, escuyer, seigneur

1° Catherine-Anne ; 2° Esther-Judith ; 3° Charles-Michel dont l'article suit :

VI. — CHARLES-MICHEL MARTIN DE BONSONGE. Né à Marennnes, le 3 août 1738, il se destina tout d'abord à la marine et à 14 ans, en 1752, il fit sa première campagne à bord de la *Nymphe*, commandée par son oncle Froger de l'Eguille, mais il revint bientôt à la carrière qu'avaient suivi ses pères : le 4 août 1755, à 17 ans, il était enseigne au régiment de *Bresse-Infanterie* où quelques semaines après, le 17 septembre, il fut nommé lieutenant.

En 1758, pendant la désastreuse guerre de Sept Ans, six vaisseaux anglais appuyés de deux bombardes tentèrent un débarquement à Saint-Cast, près de Saint-Brieuc. Le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, y accourut à la tête de quelques troupes ramassées à la hâte et, grâce à la vaillance de ces troupes et au patriotisme des habitants, les Anglais furent jetés à la mer et perdirent 3.000 hommes. Charles-Michel prit part à ce combat où il fut blessé deux fois. Sa vaillante conduite lui valut une gratification du roi et, en 1762, il fut nommé capitaine au régiment de *Bresse*. Ce régiment ayant été réformé à la paix, Charles-Michel revint à Marennnes et, le 7 mai 1769, il obtint cette même place de major des gardes-côtes de Marennnes où pendant plus d'un siècle quatre générations de Bonsonge se sont succédé.

Lorsqu'au moment de la Guerre de l'Indépendance des Etats-Unis, les Anglais menacèrent nos côtes, Bonsonge multiplia ses efforts pour assurer la sécurité du littoral saintongeais (1).

Le 6 novembre 1779, il obtint la croix de Saint-Louis.

En 1789, il était colonel de la milice de Marenne (2) ; mais la

de la Rigaudière, lieutenant des vaisseaux de S. M., chevalier de Saint Louis et de dame Catherine Sarrit. Son frère Henri-André, également lieutenant de vaisseau, devint capitaine-général des milices gardes-côtes de Marennnes.

(1) *Revue*, XXVIII, 336, Lettre de Richier à Chaudruc du 10 janvier 1781 : « Bonsonge a reçu avant-hier l'ordre de préparer un détachement de 45 hommes (pour l'île d'Aix).... Bonsonge va envoyer au moins 24 saulniers à l'île d'Aix. »

(2) C'est à ce titre qu'il fit partie de la députation chargée de présenter « deux cocardes patriotiques » à M^{me} Garesché, « épouse d'un des députés de Saintonge à l'Assemblée nationale, » qui, après avoir répondu aux compliments par « son silence et ses yeux mouillés des larmes de la joie »

tournure des événements l'obligea bientôt à donner sa démission. Le 28 juillet 1793, il demande à se retirer à sa campagne de Bournet, paroisse de Saint-Just et, pour assurer sa sécurité, il est autorisé à garder son fusil et son épée et à se procurer une paire de pistolets (1). En septembre de cette même année, « Martin, dit Bonsonge, pour se conformer aux injonctions de la Convention, met en dépôt à la municipalité de Marennes ses papiers et, en outre, 22 banderolles pour fusil ». Le 26 octobre, il est porté sur la liste de l'impôt forcé pour une contribution de 4.000 livres, avec la mention : « Bonsonge et sa femme, suspects » et, bientôt, tous deux sont incarcérés à Brouage.

Il mourut le 11 avril 1801. Il avait épousé :

1° Le 18 février 1760, Marie-Marguerite de Montfriad, dame du Chambon, dont il n'eut pas d'enfants ;

2° Le 1^{er} octobre 1765, Madeleine-Françoise-Adélaïde Godet (2) des Marais, dont il eut :

1° Henri-André dont l'article suit ;

2° Jeanne-Louise, née le 26 juillet 1775, qui fut incarcérée à Brouage avec son père et sa mère et, en 1799, épousa Charles François Boscals de Réals de Mornac, député et maire de Saintes sous la Restauration, officier de la Légion d'honneur, dont une fille :

Delphine de Boscal de Réals de Mornac qui épousa, le 5 juin 1832 Gaspard-Alphonse de la Porte-aux-Loups, sous-inspecteur des forêts, dont trois filles : a) Caroline épousa, le 22 novembre 1858, Ludovic de Maziéras ; b) Marie épousa, le 22 novembre 1859 Gustave de James ; c) Clotilde épousa, le 10 juillet 1860, Prosper de James.

VII. — HENRI-ANDRÉ MARTIN DE BONSONGE. Né à Marennes le 20 août 1772, il eut pour parrain son grand-oncle paternel

offrit « un dîner modeste aux députés de Marennes. » (Bourignon, *Journal de Saintonge et d'Angoumois*, 1789, p. 303.)

(1) *Revue*, IX, 274.

(2) La famille Godet était originaire de Saintonge ; au moment de la Révocation de l'édit de Nantes, un de ses membres passa à la Guadeloupe où il se maria et eut huit enfants dont l'ainé, Théodore Godet des Marais, fut père de trois filles dont M^{me} de Bonsonge ; les deux autres épousèrent les deux frères Richier (voir plus haut). Les sept autres frères et sœurs de Théodore Godet sont désignés de la façon suivante sur les papiers de famille : MM. du Brouard, des Marais, Richemont ; M^{mes} Boisvin, de Saint-Régis, de Ré et Saint-Père.

Henri-André Froger de la Rigaudière, écuyer, chevalier de Saint-Louis, lieutenant-colonel d'infanterie, et, pour marraines sa tante Anne-Rachel Godet des Marais, épouse du chevalier Richier.

Comme tous ses aïeux il se destina à la carrière militaire et, à 15 ans, le 27 août 1787, il fut nommé sous-lieutenant de remplacement au régiment *Royal* où il devint cadet-gentilhomme l'année suivante ; il venait d'être titularisé sous-lieutenant le 30 juin 1789 lorsque la révolution brisa sa carrière. C'est au régiment *Royal* qu'il eut sous ses ordres le jeune Soult, le futur maréchal duc de Dalmatie dont l'influence ne contribua pas peu à faire obtenir plus tard, sous la Restauration, la croix de Saint-Louis à son ancien chef. Henri-André rejoignit en 1792 l'armée de Condé où il servit jusqu'au licenciement ; il se retira d'abord à Hambourg, puis rentra en France en 1801. Il entra alors dans l'administration des Eaux et Forêts et fut nommé sous-inspecteur en 1804. Sous la Restauration, il devint conseiller municipal de Saintes en 1820, puis, en 1830, se retira dans sa propriété du Pérat, commune de Dompierre. Il avait été nommé chevalier de Saint-Louis le 26 octobre 1814. Il décéda le 24 septembre 1840. Il avait épousé, le 22 juin 1802, sa cousine Anne-Françoise-Laure Fresneau de la Gâtaudière, fille de Charles-Jean-Baptiste Fresneau, écuyer, seigneur de la Gâtaudière, chevalier de Saint-Louis, et de Suzanne-Anne-Marguerite Richier, laquelle, ainsi que nous l'avons vu, était fille d'Anne-Esther Martin de Bonsonge.

Anne-Françoise-Laure Fresneau était veuve en premières noces d'Etienne-Philippe-Auguste Lortie du Maine, écuyer, seigneur de Petitfief, ancien capitaine de cavalerie ; ainsi que nous l'avons vu elle avait pour sœur Anne-Marie-Julie Fresneau qui épousa le général de Chasseloup-Laubat. Charles-Jean-Baptiste Fresneau, père de M^{mes} de Bonsonge et de Chasseloup-Laubat, était lui-même fils de François Fresneau, écuyer « ingénieur du roi, à Cayenne », qui fut l'inventeur du caoutchouc (1), et de Cécile Solain-Baron ; François Fresneau était fils de François Fresneau, sieur de la Ruchaudrie, et d'Anne Regnault (2) que nous voyons figurer tous les deux dans le

(1) Voir *Les origines du caoutchouc, François Fresneau, ingénieur du Roi*, par le baron de La Morinierie.

(2) Anne Regnault était fille de Daniel Regnault, major des milices de

contrat de mariage d'Isaac-Jacques Richier avec Anne-Esther Martin de Bonsonge ; ils y sont qualifiés d'oncle et tante germains de la future. Les liens de famille entre Henri-André de Bonsonge et Laure Fresneau étaient, on le voit, multiples. M^{me} de Bonsonge mourut à Saintes quelques mois avant son mari, le 26 avril 1840.

De ce mariage :

1° Henri-Auguste dont l'article va suivre ;

2° Alexis-Jules, auteur de la branche de la Tenaille dont l'article viendra après les descendants de son frère.

3° Charlotte-Adelaide-Eudoxie qui épousa, le 22 février 1827, Léon-Charles, marquis de Beauchamp, dont :

a) Henri-Dieudonné-Guidon de Beauchamp, né à St-Seurin, commune de Belluire, le 16 avril 1831, sous-lieutenant au 3^e régiment de ligne, mort en 1856, à Bomarsud, des suites de la guerre de Crimée ;

b) Jules-Ferdinand-Guidon de Beauchamp, né à St-Seurin, le 20 juin 1834, décédé à Rochefort le 14 juillet 1849 ;

c) Téophanie de Beauchamp, qui épousa Edwin Poyen de Bellisle, dont : a) Jean ; b) Maurice ; c) Marie ;

d) Thècle de Beauchamp.

VIII. — HENRI-AUGUSTE-MARTIN DE BONSONGE naquit en 1803. Il parvint à l'âge d'homme à une époque où la France, rassasiée de gloire militaire, n'aspirait plus qu'à la paix, et il se consacra entièrement aux soins à donner à ses propriétés et à l'administration de la commune de Dompierre dont il était maire. Il mourut à Saintes, le 16 juillet 1880.

Il avait épousé, le 24 décembre 1829, Alexandrine-Marie-Paule de Brétinauld de Méré, née le 5 octobre 1810, fille de Joseph-Gabriel-Dominique de Brétinauld de Méré, capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis, et de Françoise-Félicité-Victorine de Folin.

Les Brétinauld ou Bertinauld (1), originaires de Bretagne, s'établirent à La Rochelle vers la fin du XV^e siècle et, en 1518, Gilles Bertinault était pair et échevin de La Rochelle. M^{me}

Marennès ; le 2 septembre 1753, elle fonda, à Saint-Pierre d'Oleron, une « école de charité pour l'instruction des jeunes filles et encore pour le secours et soulagement des pauvres de la paroisse. » (*Revue*, X, 43).

(1) Voir, *Revue*, XX, 269, une notice généalogique sur les Brétinauld de Méré et de Saint-Seurin.

de Bonsonge avait trois frères dont l'un, Eugène-Joseph-Ferdinand, mourut en 1852 sans alliance; les deux autres furent: Louis-Victor, époux d'Hélène de Cumont dont une fille qui épousa Raymond-Adrien du Pœrier de Portbail, et un fils, Marie-Eugène-Abel de Bretinault de Méré qui épousa sa cousine germaine Marie-Louise-Jeanne-Pauline, fille du 3^e frère Louis-Théophile. Ce dernier, époux de Louise-Antonine de Puyguyon, avait deux filles : M^{me} Abel de Brétinauld et Marie-Victoire-Gabrielle qui épousa Anatole de Berranger. M^{me} Henri-Auguste de Bonsonge mourut à Saintes le 15 mai 1886 ; elle eut pour enfants :

1^o Henri-Joseph-Anatole dont l'article suit ;

2^o Louis-Henri (1) né à Saintes le 1^{er} septembre 1833 qui épousa le 1^{er} mai 1888, Caroline de Boislinard, fille de Charles-Denis-Alexandre et de Marie-Bénigne-Françoise-Cécile Boscal de Réals de Mornac. Il mourut à Saintes le 6 juin 1901 laissant une fille, Solange;

3^o Laure-Eudoxie-Victorine ; 4^o Marie-Berthe-Anatolie, décédée en 1872.

IX. — HENRI-JOSEPH-ANATOLE MARTIN DE BONSONGE, naquit à Saintes le 5 mars 1832, entra dans la marine en 1848 comme élève du Borda et fut nommé aspirant de 2^e classe le 30 juillet 1850. Après de nombreuses campagnes à bord de la *Jeanne d'Arc* il devint enseigne le 6 avril 1856 ; chevalier de la Légion d'honneur à 28 ans, le 4 juin 1860, à la suite d'une mission en Abyssinie où il courut de graves dangers, il fut nommé lieutenant de vaisseau le 3 mars 1861. Il commandait le *Destaing*, en 1867, lorsque ce navire fut envoyé à Port au Prince pour protéger la vie du président Giffard renversé par une révolution. Il accomplit sa mission avec autant de bonheur que d'énergie et, le 11 août 1869, il devint capitaine de frégate. Après avoir, en 1878, commandé l'école des torpilles à Boyardville, il fut, en mars 1881, nommé commandant supérieur de la marine à Saint-Louis-du Sénégal. Il venait à peine d'y prendre possession de son poste qu'une terrible épidémie de fièvre jaune éclatait et le gouverneur de la colonie, le commandant de Launeau, en fut la première victime. Anatole de Bonsonge prit aussitôt toutes les dispositions nécessaires

(1) *Revue*, XI, 253.

pour soustraire au danger les équipages de la marine dont il était le chef supérieur, il les envoya à Dakar où ils échappèrent au fléau. Mais, lui même, donnant l'exemple et retenu à son poste par le sentiment du devoir, il ne tarda pas à être atteint à son tour et succomba, le 7 septembre 1881, à l'âge de 49 ans. Pour honorer sa mémoire, le ministre de la marine donna à l'un des bâtiments faisant le service des ports de France le nom de *Commandant de Bonsonge*.

La *Revue* (XVIII, 20) a consacré un article ému à cette héroïque victime du devoir et raconté sa mort chrétienne. Il termine dignement la branche aînée des Martin de Bonsonge qui n'est plus représentée que par sa nièce : Solange, fille de son frère Henri.

Il avait épousé, le 21 février 1876, Jeanne-Marie-Adelaïde de Coffinières de Nordeck.

BRANCHE DE LA TENAILLE

VIII. — ALEXIS-JULES-CHARLES MARTIN DE BONSONGE naquit à Saintes le 17 octobre 1806 ; il était le 2^e fils de Henri-André Martin de Bonsonge, l'émigré, et d'Anne-François-Laure Fresneau de la Gâtaudière.

A l'exemple de tous ses ancêtres il se dirigea vers la carrière des armes et, en 1825 il entra à Saint-Cyr où il eut pour camarades les futurs maréchaux de Mac-Mahon (1) et Canrobert.

(1) Jules de Bonsonge conserva toujours les meilleures relations avec ses anciens camarades, et nous avons eu entre les mains de nombreuses lettres qui témoignent des affectueux souvenirs qu'il avait laissés dans la famille militaire. En raison de son intérêt historique nous citerons la suivante :

« 22 juin 1859. Au Quartier Général, à Castiglione.

« Je suis très reconnaissant, mon cher Bonsonge, des sentiments que vous avez bien voulu m'exprimer à la suite de la bataille de Magenta. Je n'ai point été blessé et me porte à merveille. Nous avons donné une forte leçon aux Autrichiens ; le 2^e corps a pu leur enlever un drapeau, 3 pièces et 13.000 prisonniers. Ils nous ont laissé 40.000 sacs et 20.000 fusils. Ils ont éprouvé des pertes considérables.

« Les deux corps de Lichtenstein et de Clam-Gallas, forts de 50 000 hommes, ayant été, après une heure de combat, pris en tête, sur les deux flancs et en queue par les troupes du 2^e corps ; soutenus par le corps de Zobel, ils ont pu défendre encore quelque temps Magenta, ville assez importante qui leur a été enlevée sur les huit heures du soir. Ils ont été alors obligés de défilier en colonnes assez profondes sous le feu de 40 canons que nous avons pu placer de façon à les prendre d'écharpe.

« Je ne crois pas qu'ils aient pu avoir moins de 6 à 7.000 hommes hors de

Nommé en 1827 sous-lieutenant au 52^e de ligne, il se trouvait en cette qualité à Brest lorsque survint la Révolution de 1830. Ne voulant pas prêter un nouveau serment il brisa son épée. Il se retira à Saintes (1).

Quelques mois après, le 10 janvier 1831, il épousa Catherine-Célestine Baynaud de Langlardie et s'établit à La Tenaille (2), commune de Saint-Sigismond de Clermont, où il s'adonna à l'agriculture. Il y mourut le 20 mai 1880.

Catherine-Célestine Baynaud de Langlardie était fille de Marc-Alexandre (3) et de Marguerite Simon de la Barde (4) ;

combat ; de notre côté nous avons eu que 1.800 hommes, en y comprenant quelques prisonniers enlevés, je ne sais où, dans cette bagarre où on ne voyait jamais à plus de 100 pas devant soi.

« Veuillez agréer l'assurance de la bien vieille et bien sincère amitié du
Maréchal DE MAC-MAHON ».

(1) 8 août 1820. « D'après la demande faite par M. de Bonsonge, sous-lieutenant au 52^e régiment de ligne, tendant à rentrer dans ses foyers, le général commandant la subdivision du Finistère autorise cet officier à se retirer à Saintes (Charente-Inférieure) pour y attendre de nouveaux ordres de S. E. le Ministre de la Guerre.

Général Baron DE BIGARRÉ ».

(2) Pour la Tenaille, ancienne abbaye bénédictine dont la fondation remonte au XII^e siècle, voir *Etudes Historiques sur l'arrondissement de Jonzac*, par P. D. Rainquet. Ruinée en 1582 par Jean de Pons et vendue en 1618 au collège de Saintes par le duc d'Epéron, seigneur de Plassac, La Tenaille fut enfin confisqué par la Nation et mise en adjudication le 21 décembre 1793 par arrêté signé des administrateurs du district de Pons : Gordon, président ; Jean ; Laplane ; Lévêque, vice-président ; Fleury ; Delafenestre, vice-procureur-syndic ; Bosson, secrétaire. En 1831, elle appartenait à M. et M^{me} Delabarre qui la vendirent 80.500 y compris « outre le domaine ancien de la Tenaille et la métairie des Carrières, divers objets mobiliers, entre autres : la tapisserie en laine, un grand lit complet en taffetas cramoisi, trois statues avec leurs piédestaux, etc. »

(3) La famille Baynaud était originaire des environs de Ruelle où ses aïeux étaient maîtres fondeurs. Le grand-père de M^{re} de Bonsonge était « Mathieu Baynaud, seigneur de Langlardie, Roussine et autres lieux, demeurant ordinairement en son logis noble de Langlardie, paroisse du Soudat, en Périgord. » Il avait épousé Marguerite de Nouailles-Dumaine dont il eut trois enfants : Françoise, épouse N. Thioulet, Marc-Alexandre et François. Ils avaient déjà perdu leur mère et tous trois étaient mineurs lorsque décéda leur père le 24 frimaire an XI. Les deux enfants firent leurs études à Sorrèze, puis Marc-Alexandre se rendit à Paris pour y faire son droit, tandis que François se préparait à l'école militaire de Fontainebleau. Leur père, Mathieu Baynaud, avait deux sœurs : Madeleine épouse Montambœuf, et Françoise épouse Boischarente.

(4) Marguerite Simon de la Barde était fille unique de Jean Simon de la

elle mourut à La Tenaille le 27 novembre 1896, âgée de 83 ans (1).

M. et M^{me} de Bonsonge ont eu pour enfants :

1° Augustin-Célestin-Ernest dont l'article suit ;

2° Anne-Marie-Marthe-Elisabeth qui épousa Joseph-Marie-Pernet de Fleury, propriétaire à Lunéville, dont :

a) Joseph de Fleury épousa en 1893 Amélie Dodart ; b) Marie-Thérèse de Fleury épousa en 1894 Etienne Edmond Lunet de la Jonquière (2), capitaine au 7^e régiment d'infanterie de marine, dont :

a) Etienne ; b) Yves ;

3° Berthe-Augustine-Madeleine, née le 2 décembre 1837 à La Tenaille qui entra au carmel et devint prieure du monastère de Saintes où elle mourut le 8 avril 1899 (3).

IX. — AUGUSTIN-CÉLESTIN-ERNEST MARTIN DE BONSONGE naquit à Angoulême le 4 décembre 1831. Désireux de marcher sur les traces de ses ancêtres, il s'engagea, à 16 ans, au 66^e d'infanterie et, au bout de sept années de service, il était nommé sous-lieutenant à ce même régiment le 12 août 1857. Lorsque fut décidée l'expédition de Chine, Ernest demanda à en faire partie et, grâce à l'appui du ministre de la marine, de Chasseloup-Laubat (4), cousin-germain de son père, il obtint cette faveur. Embarqué sur la *Dryade*, le 27 novembre 1859, comme sous-lieutenant au 102^e régiment d'infanterie qui venait d'être formé pour la circonstance et n'était composé que de volontaires, il arriva le 5 juin 1860 à Che-Fou où eut lieu un premier débarquement ; puis, l'endroit ayant été reconnu peu propice,

Barde et de Marie-Anne Barriéron ; Jean Simon de la Barde mourut en émigration et sa veuve se remaria à Hilaire Goursaud. En 1826 M^{me} Baynaud se vit attribuer une rente de 1401 fr. 28 c. en représentation des biens de son père vendus pour cause d'émigration.

(1) *Revue*, XVII, 27.

(2) *Revue* XIV, 110.

(3) *Revue*, XIX, 162.

(4) Justin-Napoléon-Samuel-Prosper de Chasseloup-Laubat, né en 1805, était fils du général chef du génie de la grande-armée, et d'Anne-Marie-Julie Fresneau de la Gataudière, sœur de M^{me} Henri-André de Bonsonge, grand-mère d'Ernest. Citons de lui ce billet du 16 décembre 1860 à M. Jules de Bonsonge : « Mon cher Jules, le général de Montauban écrit que ton fils s'est parfaitement comporté à l'affaire du 18 et qu'il vient de le proposer pour la croix de la Légion d'honneur. Je te fais mon compliment bien sincère ainsi qu'à ma cousine. »

il rembarqua et arriva à Pei-Ho le 28 juillet (1). Il assista à la prise des forts de Takou le 21 août et était à Tien-Tsin le 1^{er} septembre. L'armée, longtemps abusée par la diplomatie fuyante des Chinois, eut enfin la liberté d'agir et le général Cousin-Montauban se décida à marcher sur Pékin.

Même pendant cette marche, on voulait parlementer et les Chinois en profitèrent pour attirer nos troupes dans un guet-apens. Le 18 septembre à Chang-Kia-Nang, les cavaliers Tartares firent une irruption soudaine sur la faible colonne où se trouvait le général en chef escorté d'une section du 102^e sous les ordres du sous-lieutenant de Bonsonge qui, dans cette circonstance critique, fit preuve de sang-froid autant que de courage, et par une charge à la baïonnette réussit à dégager le général. Proposé pour la croix à la suite de cette brillante affaire, il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur le 29 décembre 1860. Il avait été nommé lieutenant, deux mois avant, le 6 novembre.

L'expédition terminée, il rentra en France le 10 juillet 1862 et, après un congé de six mois, revint à son ancien régiment, le 66^e, alors en garnison à Strasbourg. Quelques mois après le régiment partit pour l'Algérie. De 1863 à 1866, il parcourut en tous sens la province de Constantine, séjournant principalement dans le sud, à Batna, à Lambèse, à Biskra avec des détachements nombreux dans de petits postes isolés. La monotonie de cette vie au désert lui déplaisant, Ernest de Bonsonge donna sa démission en 1866 et se retira à La Tenaille au milieu des siens, pensant bien que sa carrière militaire était finie. Mais, lorsque, quatre ans après, l'ennemi eut envahi le territoire il, demanda à reprendre sa place dans le rang. Le 15 octobre 1870, il est nommé chef de bataillon de mobiles à titre provisoire et, le 2 novembre, cette nomination fut confirmée par le ministre bien qu'il n'eut jamais été capitaine ; il fut affecté au 4^e bataillon de mobiles de la Charente-Inférieure (2). Avec ce

(1) La correspondance d'Ernest de Bonsonge pendant cette campagne donne un journal détaillé et fort intéressant de cette expédition où la vaillance de nos troupes suppléa à l'insuffisance des moyens et à l'imprévoyance des gouvernants.

(2) Le 4^e bataillon fut incorporé au 81^e régiment de mobiles qui comprenait, en outre, un bataillon de mobiles de l'Indre et un bataillon de mobiles du Cher ; il faisait partie du 18^e corps (Billot), de la 3^e division (Bonnet) et de la 1^{re} brigade (Goury).

L'histoire des mobiles de la Charente-Inférieure est encore à faire.

bataillon, il fit partie de l'armée de la Loire, assista à la bataille de Beaune-la-Rolande, puis prit part à la campagne de l'Est où il assista au combat de Chagey, près de Villersexel. La rigueur de la saison, le découragement du général en chef qui recourut au suicide pour dégager sa responsabilité, le lamentable oubli du gouvernement qui conclut un armistice sans y comprendre l'armée de l'Est, tout accabla nos malheureuses troupes acculées à la frontière Suisse.

L'héroïsme de quelques-uns (1), la bonne volonté de la plupart n'avaient pu suppléer à l'organisation et à l'instruction militaire qui manquaient également à nos mobiles. Le 2 février 1871, l'armée franchit la frontière et se réfugia en Suisse.

Accablé des défaites de son pays, Bonsonge ne voulut point de récompenses de ses services et il ne sortit du silence modeste où il cachait ses mérites que pour faire valoir le courage de ceux qui l'avaient aidé à soutenir le moral de ses hommes (2).

Ernest de Bonsonge reprit sa vie au milieu des siens ; il se maria et se consacra à l'éducation de ses filles. Retiré au château de Berneray qui lui venait de son beau-père M. de Larègle, toujours simple et bon, élevant sa famille dans le culte des idées qui lui étaient chères et qu'il servait par son exemple et par ses actes, mais dont il se refusait à faire étalage, préférant vivre ignoré, réservant à ses plus intimes les causeries où il racontait ce qu'il avait vu et montrait les souvenirs qu'il avait

(1) Un état de proposition signale en particulier : « Roy, sergent à la 5^e C^o, s'est particulièrement fait remarquer », et donne l'indication ci-après : Tués et blessés au bataillon : 2 tués, 13 blessés. La note ne porte pas de date.

(2) Entre autres M. Michel, de La Rochelle, auquel il fit obtenir la croix de la Légion d'honneur pour sa belle conduite au combat de Chagey. Le 31 juillet 1871, Ernest de Bonsonge écrit à M. Michel père : « Vous me demandez de faire mon possible pour faire obtenir à M. votre fils une récompense pour sa belle conduite à l'affaire de Chagey..... Je l'avais proposé sur mon rapport pour une citation à l'ordre de l'armée... Son énergie, ses bonnes dispositions devant l'ennemi ont été cause que les Prussiens n'ont pas pu tourner notre position qui était des plus périlleuses... Il se trouvait pour ainsi dire seul devant l'ennemi, presque tous mes officiers, par suite de maladie ou de fatigue se trouvant dans l'impossibilité de se tenir à leur poste. »

Le 20 novembre 1871, M. Michel écrit : « Le *Journal officiel* d'hier nous a appris, ce matin, la nomination de mon fils chevalier de la Légion d'honneur. C'est à vous qu'il doit cette marque de distinction. »

rapportés de ses expéditions et qu'il avait ajoutés à ceux qui lui étaient échus par héritages (1).

Il est mort à Saint-Savinien le 13 janvier 1908.

Il avait épousé, le 3 octobre 1871, Louise Louveau de Larègle, fille de Jacques-François Louveau de Larègle, lieutenant de vaisseau, chevalier de la Légion d'honneur, et de Marie-Françoise Desprez de Montpezat (2). La famille Louveau de Larègle est originaire de Niort ; un des aïeux de M^{me} de Bonsonge fut maire de Niort au XVIII^e siècle (3).

M. et M^{me} Ernest de Bonsonge ont eu trois filles :

1^o Marie, religieuse carmélite.

2^o Eustelle épousa, le 2 août 1897, Louis du Pin de la Guérevière, dont :

a) Clotilde ; b) Radegonde ; c) Anne-Marie ; d) Antoine ; e) Xavier ; f) Joseph ; g) René ; h) Jehanne.

(1) Entre autres un minuscule canon offert à Jacques Forant en 1648 par la République de Venise. On sait que cet illustre marin, dont le père était contre-amiral de la flotte rochelaise, devint lui-même amiral de la République de Venise. Son fils Job Forant, né à La Tremblade en 1615, épousa le 24 avril 1687 Marguerite Richier dont un fils : Isaac-Louis, gouverneur de l'Isle Royale que nous voyons figurer au contrat de mariage d'Isaac-Jacques-Richier avec Anne-Esther Martin de Bonsonge, et une fille Marguerite. Tous les deux décédèrent sans postérité et leur succession revint aux Richier leurs cousins-germains. Parmi ces derniers, seule Suzanne-Anne-Marguerite, épouse Fresneau de la Gataudière, laissa des héritiers : ses deux filles M^{me} de Bonsonge et de Chasseloup-Laubat.

(2) Marie-Françoise Desprez de Montpezat avait une sœur Alix, épouse Albin de Laâge, et un frère Quentin qui épousa Augustine de Liniers ; les Desprez de Montpezat habitaient la Vendée et deux d'entre eux périrent pendant la Révolution, l'un blessé mortellement à l'attaque de Candé, l'autre condamné à mort par la commission militaire de Fontenay-le-Comte (Voir Chassin, *Préparation de la guerre de Vendée*, I, 12). Quarante ans plus tôt, en 1758, deux Desprez figurent sur le « Rol de la noblesse du Haut-Poitou convoquée à Saint-Jean d'Angély » : Escadron de Villedon : 1^{re} brigade : Jean-Philippe Desprez de la Gralière ; 3^e brigade : René-Quentin Desprez d'Ambreuil. En 1620, Jean Desprez, sieur d'Ambreuil, fils de Jacques et d'Elizabeth de Châteauneuf, épouse Catherine d'Abillon (*Revue*, XV, 168).

Le prénom de Quentin porté par un grand-nombre de ces Desprez rappelle le souvenir de la bataille de Saint-Quentin à laquelle prit part Melchior des Prez, seigneur de Montpezat, fils d'Antoine de Lettes dit des Prez, seigneur de Montpezat, maréchal de France en 1544, compagnon d'armes de François 1^{er} qui paya sa rançon lorsqu'à Pavie tous deux furent faits prisonniers. La généalogie de ces Desprez est à faire.

(3) Une sœur de M^{me} de Bonsonge, Marie Louveau de Larègle, a épousé Théophile de Laâge de Meux.

3^e Anne de Bonsonge épousa, le 25 septembre 1907, Gaston du Pouget de Nadaillac, dont deux fils : Jean et Jacques.

G. DE C.

III

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

Lorsqu'il y a vingt-cinq ans j'entrepris le dépouillement des minutes des notaires de Saintes, j'avais le projet d'écrire une histoire des familles du présidial et du présidial lui-même par conséquent. Je cherchais des documents généalogiques. Je m'aperçus bientôt que les minutes de notaires ne me fourniraient que des renseignements incomplets. Mieux eût valu posséder des registres paroissiaux où les actes de naissances, de mariages, de décès, auraient permis une généalogie suivie et exacte. Les contrats de mariage et les testaments ne donnent pas, en effet, les dates exactes : ils suppléent au manque de registres, c'est là leur grand intérêt.

La quasi-impossibilité de poursuivre de commune en commune mes recherches dans les registres, me fit abandonner mon projet. Je n'en continuai pas moins mes lectures sans but précis, uniquement pour le plaisir de parcourir les vieux actes et de butiner les faits intéressants.

C'est ainsi que j'ai recueilli les éléments de mes notes sur les faïenciers de Saintes, sur Saintes ancienne et quelques autres articles écrits, publiés ou à venir. Chemin faisant j'ai pris note des noms de familles nobles, d'artisans, de bourgeois, de gens de robe, d'ecclésiastiques, qui me passaient sous les yeux, à tout hasard, me disant qu'un jour ou l'autre elles me serviraient peut-être à identifier un personnage, à rectifier une erreur, à compléter une généalogie.

Les années s'écoulaient (et s'accumulent sur ma tête) sans que les occasions favorables de placer mes glanures se présentent. Quelques amis qui ont ouvert mes dossiers m'ont souvent reproché de garder pour moi seul les indications qu'ils contiennent.

Je cède à leurs instances, j'ouvre mes dossiers et je livre aux lecteurs de la Revue les fiches extraites des minutes. Je

souhaite qu'elles leur rendent service. Toutes ne sont pas inédites, en ce sens que la personne nommée est plus ou moins connue. Je n'ai pas cru devoir, néanmoins, supprimer la fiche, parce qu'elle apporte généralement une date utile.

Ce qui précède explique pourquoi toutes les notes ne mentionnent pas le nom du notaire, ni une date précise. Je répète que je n'avais pas l'intention de faire un répertoire de minutes. Garder un souvenir des lectures journalières, tel fut le but de ces notes.

Il est entendu que je n'ai noté que quelques-uns des actes intéressant une même personne, on en trouve souvent beaucoup d'autres, à côté.

C'est un devoir pour moi d'exprimer aux notaires détenteurs des vieilles minutes, ma reconnaissance pour la très longue obligeance qu'ils m'ont témoignée, et la patience avec laquelle ils ont enduré mes nombreuses séances dans leurs études... Ils sont morts ou retirés — il est vrai ! — mais comme leurs successeurs ont hérité de leur complaisance et de leur patience, je reporte sur eux mes sentiments de reconnaissance.

CH. DANGIBEAUD.

1546. — Denis Debar, enquêteur au siège et ressort de Saintes, vend à Guillemain Abbaret, marchand, trois lopins de vigne, situés en Saint-Sauvant, au fief de Chanterie, qui est entre la Croix-Echelle et la fontaine de Chenessac, tenus du chapitre au septain des fruits en vendange blanche, contenant, l'un, la journée de dix hommes, tenant d'un côté au chemin par lequel on va des maisons des Grelaud à la font de Chenessac ; l'autre, la journée de quatre hommes, l'autre de cinq hommes ; même situation.

(Minutes de PERRAUD.)

1620. — Josué d'Abillon, écuyer, sieur de Ternan, mari de Marie Philipier.

1621, 1^{er} avril. — Josué d'Abillon, écuyer, sieur de Ternan, demeurant à Beaufief, mari de Marie Philipier, fille de feu Jean Philipier, président, sieur de Beaulieu.

(Minutes de BERTHAUD.)

1624, 2 juin. — Josué d'Abillon, sieur de Beaufief, paroisse de Mazeray, mari de Marie Philipier, fille de Jean Philipier,

président en l'élection, veuve de Jean Poitevin, écuyer, sieur de Saint-Laurent et du Cormier.

(Minutes de SANSON.)

1626. — Josué d'Abillon, écuyer, sieur de Beaufief, mari de Marie Philipier, fille de Jean et de Marie Moyne.

(Minutes de SANSON.)

1631, 3 juillet. — Josué d'Abillon, écuyer et sieur de Beaufief, veuf de Marie Philipier, tuteur de ses enfants, Marie et Madeleine, demeurant à Beaufief, paroisse de Mazeray. — Jacques du Perier, écuyer, sieur de La Villade, mari de Marie Poitevin, fille de Marie Philipier et de Jean Poitevin, demeurant au logis noble de La Villade, paroisse de Saint-Simon-de-Pelouaille — liquidation des droits qui peuvent appartenir à Marie Poitevin ; Marie et Madeleine d'Abillon.

(Minutes de SANSON.)

1623. — Louis Accarie, seigneur de La Rousselière, lieutenant de la compagnie des gardes du roi.

1627. — Testament de Catherine de Belcier, veuve de Jean Accarie.

1628. — Louis Accarie, chevalier, seigneur de La Rousselière, Chartuzac, Boisredon.

1630. — Louis Accarie, écuyer, sieur du Bourdet, capitaine au régiment de M. de Saint-Luc, alors à Sainte-Foy.

1634. — Jean Accarie du Bourdet, capitaine d'une compagnie des gardes du roi est dit mort.

1641, 28 avril. — Emprunt par René Accarie, seigneur du Bourdet et Crazanne, cornette de la compagnie de Chevaux-légers du maréchal de La Meilleraye, grand maître de l'artillerie, à Lebreton élu.

1643. — Le même.

(Minutes de DEXMIER.)

1670, 4 septembre. — Louise Accarie du Bourdet, veuve de François Dalloue, chevalier, seigneur de la Thibaudière, paroisse de Chizé, transige avec Etienne Joubert, juge de Crazannes.

1683, 5 février. — Charles de Durfort, chevalier, seigneur comte de Civrac-Blaignac, mari de Angélique Accarie du Bourdet, demeurant au château de Blaignac, seigneurie de Libourne, vendent à Claude de Saint-Simon, demeurant à Saintes, les deux tiers des terres et seigneuries de Chartuzac et Tugeras, marquisat de Montendre, 24.000 livres.

(Minutes de GILLET.)

1645, 3 mai. — Testament de Philipe du Chemin, femme de Louis Accarie, chevalier, seigneur du Bourdet, capitaine au régiment des gardes, institue héritier François Accarie, seigneur de La Rousselière, et règle les droits de Catherine Accarie, femme héritière à présent de Charles de Cugnac, chevalier, seigneur de Caussade. Reçu David, notaire en Guyenne.

(Minutes de 1685, ARNAUD, acte de 1652, 22 nov.)

1666, 3 avril. — Transaction (affaire embrouillée) au sujet d'une somme de 2.000 livres empruntée et remboursée. « Comme ainsy soit que cydevant, et le 12 mars 1630, messire Louis Accarie, chevallier, seigneur de La Rousselière, dame Catherine Belecier, sa mère, veufve de René Accarie, seigneur de Crazanne, et messire Charles Poussard, seigneur de Lignières, se soient solidairement obligés envers Mathieu Horry, procureur au présidial, de la somme de 2.000 livres, parcontract reçu Robert..... et que depuis ledit Horry estant décédé, délaissa pour héritiers, Elisabeth, Suzanne, Jeanne Horry, ses filles..... qui ont transporté en 1658 la créance à Charles de Cugnac, chevalier, seigneur de Caussade..... ensemble leur part et cotité des intérêts, puis les commandements en 1634.... depuis laquelle cession et transport ledit sieur de Caussade estant rendu adjudicataire de la terre et seigneurie du Bourdet, saisie sur l'hérédité de Jean Accarie..... Depuis, Jeanne Horry..... à laquelle appartenait l'autre tiers des 2.000 livres, n'estant pas payée, demanda copie de l'obligation au seigneur de Caussade qui la lui refusa, ayant rétrocédé à Etienne Joubert, procureur au présidial pour poursuivre la saisie des terres de Crazanne..... etc. — Gillet Marsaud, tuteur de Angélique et Marie Accarie, filles héritières de feu François Louis Accarie, seigneur de la Rousselière, petites-filles de Louis, débiteur de la dette Horry, a poursuivi l'homologation de contrat passé entre Louis et les héritiers de Joubert.

(Minutes de GILLET.)

1674. — Louise Accarie du Bourdet, veuve de François d'Alous, chevalier, seigneur de la Thibauderie, y demeurant paroisse de Chizé en Poitou.

Charlotte-Marguerite Accarie du Bourdet, dame de Lignières, (Linières).

(Minutes de GILLET.)

1683, 2 février. — Reconnaissance.

Raphael de Jousseran, chevalier, seigneur, marquis de Genessac (?), demeurant en son château dudit lieu entre Deux-Mers, et Henriette-Dorothée Bouchard d'Aubeterre, femme de Louis Bouchard d'Esparbès de Lussan, chevalier, seigneur, marquis d'Aubeterre, demeurant en son château de Saint-Martin-de-Couldre, paroisse dudit lieu, ressort de Saint-Jean-d'Angély, et Raymond Delong, procureur fiscal de Combe-Bonnet, procureur de Jean de Narbonne, chevalier, seigneur, comte de Clairmond, Monfort, Monlaud, mari de Anne Bouchard d'Aubeterre, demeurant en son château de Combe-Bonne en Agennois, et Pierre de Ligarde, écuyer, sieur de Monlesin, demeurant paroisse de Saint-Vincent, juridiction de Royan, d'autre part, et messire Charles de Durfort, chevalier, seigneur, comte de Civrac, Blainac, et Anne-Angélique Accarie du Bourdet, sa femme.

Lesquelles parties ont reconnu que, dans la cession que lesdits seigneurs de Genessac, dame d'Aubeterre et le sieur Delong, audit nom, ont faicte audit sieur de Molezin, par acte du 1^{er} lévrier, reçu Touneur, de tout ce qui leur estoit dû sur les hérédités de feu Jean et René Accarie et Angélique de La Rochefoucauld, ledit de Molezin ne faict que prêter son nom.

(Minutes de GILLET.)

1616. — Marguerite de Prahec, veuve de Jean Achard, sieur de Monconseil.

1634. — Gabriel Achard, écuyer, sieur de Monconseil son frère.

1636, 3 janvier. — Isaac Achard, écuyer, sieur des Augiers en Bourgeois (signe I.-A. Desaugiers). Louis Achard, écuyer, sieur de Roumefort, pays de Blayois (signe Roumefort), Gabriel Achard, écuyer, sieur de Monconseil, frères.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1637. — Isaac Achard, écuyer, seigneur des Augers.

Louis Achard, sieur de Roumefort et y demeurant au pays Blayais.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1756, 19 juin. — Mariage de Pierre-André Achard de Joumard, vicomte de La Brangelie, seigneur de Blanzac, chevalier de Saint-Louis, fils de Louis-François Achard-Joumard, vicomte de La Brangelie et de Marie Guenon de Beaubuisson demeurant à Balanzac, avec Jeanne-Henriette-Céleste de

Bretinaud, dame d'Argenteuil, fille de feu Joseph de Brétinaud, baron de Saint-Seurin, chevalier, seigneur d'Argenteuil et de Forest, et de Marie-Thérèse Béraud de Bellevue, demeurant à Forest, paroisse de Corme-Royal.

Pour lui Charles-Mathieu-Louis Achard, prêtre, curé d'Ecurat, frère, Louise Achard, sœur.

Pour elle, Anne-Gabrielle de Brétinaud, femme de François-Raymond de Bouet, écuyer, seigneur du Portal, sœur, Gabriel de Bretinaud, écuyer, seigneur de Méré, oncle.

(Minutes de BIRONNEAU.)

1765. — Andrée de Lacroix, épouse séparée de Elie des Achards, seigneur vicomte de Léger, agissant pour Catherine des Achars, habitant Sainte-Bazeille, duché d'Albret.

1611. — Jacob Affaneur, écuyer, seigneur de La Jarrie.

(Minutes de BERTAULT.)

1628. — Jacob Affaneur, écuyer, seigneur de La Jarrie et Conteneuil.

1693, 18 juillet. — Daniel Affaneur, écuyer, seigneur de La Jarrie et Conteneuil, veuf de Judith de Villedon.

Catherine Affaneur, leur fille, petite-fille de Marie de la Rochefoucaud, majeure. — Il montre un registre de famille.

Extrait du registre mortuaire et baptême de la famille, commencé par défunt Jacob Affaneur, sieur de La Jarrie et Conteneuil, ayeul dudit Affaneur, et suivi par Jean Affaneur, père de Daniel.

1668, 15 janvier. — La femme de mon fils est accouchée d'une fille et a été baptisée par M. Masson, pasteur de l'église de Coze, au presche du matin, et a été présantée au baptesme par [(1)] escuyer, seigneur de Coutiers, et demoiselle Catherine [(1)], femme de M. de Bauspinay, mon couzin, et a été nommée Catherine. Signé J. Affaneur de Conteneuil.

Le livre commencé par la naissance et baptême du fils aîné dudit feu Jacob daté du 29 juillet 1594 et finit le 22 janvier 1672.

(Minutes de DALIDET.)

1635, 17 novembre. — François Aigron, écuyer, sieur de Comberac (?), vice-sénéchal. François Brisson, sieur de Saint-Amour, son lieutenant.

(Minutes de DEXMIER.)

(1) Le nom n'y est pas.

1698, 20 juin. — Louis d'Aiguières, chevalier, seigneur de Fraigneau, et messire François d'Aiguières, chevalier, ancien lieutenant-colonel du régiment de Flandres, demeurant à Saintes, natif d'Arles en Provence,

Certifient que Pierre Saint-Vincent, musicien de la cathédrale de Saintes, est fils de Pierre Vincent.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1607. — Jeanne Regnaud, veuve de Charles Allain, procureur au présidial, père et mère de Marguerite Allain.

(Minutes de SANSON.)

1608. — Jean Allain et André Tourneur, avocats, signent une sentence d'arbitrage.

(Minutes de SANSON.)

1612, 21 mai. — Jean Allain, sieur de La Vigerie, avocat, proteste contre la saisie de la dite seigneurie, exécutée pour défaut de paiement de 3.650 livres, à la requête de René de Gombaud, sieur de Villars. Il avait eu cette seigneurie, le 7 octobre 1610, de Guy Chabot de Saint-Gelais, seigneur baron de Jarnac, Montlieu, qui l'avait échangée à Suzanne de Montbron.

(Minutes de SANSON.)

1616. — Jean Allain, sieur de La Vigerie.

1618, 11 juillet. — Marie Allain, veuve de Maurice Couldreau, avocat, loue à Marie Marchais, veuve de Jean Allain, sieur de La Vigerie, deux chambres dans sa maison, paroisse Saint-Michel, joignant celle du sieur des Chatellars.

(Minutes de SANSON.)

1617. — Esther Allain, fille de feu Nicolas Allain, sieur de La Guarenne, donne procuration pour enchérir la maison de son père devant le Parlement, située au coin de la rue par laquelle on va et vient de la porte des ponts au Palais, paroisse Saint-Pierre.

(Minutes de SANSON.)

1619, 23 octobre. — Marie Allain, veuve de Maurice Couldreau, a un fils.

(Minutes de SANSON.)

1625, 5 janvier. — Mariage de Nicolas Lescuyer, maire de Saintes, avec Marie Allain, fille de feu Jean et Louise Senné.

(Ibidem.)

1645, 14 mai. — Marie Marchais, veuve de Jean de Montils, sieur de La Motte, à présent veuve de noble homme Jean

Allain, sieur de La Vigerie, avocat, mère de Marie de Montils, femme d'Abel Dubreuil, sieur de Salles, et de feu Jean de Montils, sieur de La Motte.

(*Ibidem.*)

1646, 6 juillet. — Testament de Marie Allain, femme de Nicolas Lescuyer, échevin, ouvert le 20 mars 1671, devant Desbrillon, notaire à Bordeaux.

Marie Lescuyer, femme d'Etienne de Guérin, conseiller de la cour des aides de Guyenne.

1611, 28 décembre. — Guy Allaire, sieur de La Gaillarde, mari de Françoise Yseau.

(Minutes de SANSON.)

1613. — Daniel Eschasseriau, notaire, mari de Marie Allaire.

(Minutes de BERTAULD.)

1613. — Feues Françoise et Jeanne Allaire, filles de Raphael Allaire.

(*Ibidem.*)

1645, 13 octobre. — Mariage de Pierre Petit, marchand, avec Jeanne Allaire, veuve de Jean Coudreau.

1672. — Jacques Allaire élu (le même en 1675-1677).

Marie Dumas, veuve de Nicolas Allaire, demeurant à Soussignac, en Augoumois.

1675, 20 juillet. — N... Ouvrard, sieur de la Moutardière, mari de Anne Allaire, demeurant à Barbezieux, fille de Nicolas et de Marie Dumas.

(Minutes d'ARNAUD.)

1682, 13 avril. — Jacques Allaire, conseiller du roi, contrôleur élu, vend à Jean Antheaume, sieur de La Forest, l'office de conseiller du roi, contrôleur dans l'élection de Xaintes, avec les gages, droits, profits, émoluments, taxations, 9.500 livres ; lui remet les lettres de provision du 11 septembre 1667 obtenues par lui, l'arrêt de réception des 19 septembre et 12 octobre 1667.

Il avait succédé à André Moyne (il y était en 1631) qui avait résigné en sa faveur, qui lui-même avait succédé à Pierre Chemeraud.

(Minutes d'ARNAUD.)

1684. — Jacques Allaire, sieur de La Grange, ci-devant élu, demeurant à Monlaubeur, paroisse de Chaniers.

1685. — Anne Marchais, femme séparée de Jacques Allaire.

1650, 26 mars. — Testament de Jeanne Dubois, veuve de feu Jean-Baptiste Allaire (*sic*) Daulède, écuyer, sieur des

Rosiers, de Coutray, Ferrière et Sernauche, dont deux enfants, Bernard et Marie Daulède.

Bernard est accusé de crimes dont il devra se justifier avant d'hériter.

(Minutes de CASSOULET.)

1650, 4 novembre. — Marie Allegré (sic) Daulède, demoiselle, héritière de Baptiste Allegré Daulède, écuyer, sieur des Rosiers, et de Jeanne Dubois, dame de Coutray.

1758, 11 mai. — Luc Allenet, orfèvre, mari de Anne Fiefgallet.

1615. — Thierry Amelotte, procureur au présidial.

1632, 22 mai. — Anne Amelotte, veuve de Jean Lespingueux, Madeleine Amelotte sa sœur, sont filles de Madeleine Goy.

1645, 8 mai. — Denis Amelotte, docteur en théologie, résigne les chapellenies appelées l'une de Longbois, fondée par Guillaume Conilh, desservie en l'église Sainte-Catherine de La Flotte ; l'autre par Guillaume Travers et César Sorin, desservie à la Chapelle du Bois, paroisse de Saint-Martin de Ré.

1645, 12 mai. — Il est prieur de Notre-Dame de Champdolent.

1650. — Il est dit vicaire de l'évêque de Périgueux.

1656. — Anne Amelotte, veuve de Jean Lespingueux, greffier des cours temporelles.

1656. — Nicolas Amelotte, écuyer, seigneur de Grandchamp.

1678. — Nicolas Amelotte, sieur de Grandchamp, demeurant à Loubert, paroisse de Rouffiac.

1681. — Marguerite Amelotte, veuve de noble Pierre Bellou échevin.

1682, 7 juin. — Emmanuel-Pierre Amelot, docteur en théologie, ci-devant prieur de Champdolant, héritier de Denis Amelot, père de l'oratoire, Marguerite Amelot, veuve de Pierre Bellou échevin.

(Minutes DALIDET.)

1687, 12 septembre. — Testament autographe de Françoise Amelotte ; lègue tous ses meubles à Emmanuel-Pierre Amelot, écuyer, prêtre, docteur en théologie, fils de feu Nicolas Amelotte, son frère, écuyer, sieur de Grandchamp, Marguerite Amelotte sa sœur, feu Anne Amelotte, sœur, feu Madeleine Amelotte, sœur, morte le 6 février ; Denis Amelotte, prêtre de l'Oratoire, frère. Ouverture le 7 février 1689. Inventaire le 9 avril.

(Minutes d'ARNAUD.)

1689. — Emmanuel-Pierre Amelotte, écuyer, prêtre, docteur en théologie, seigneur de La Viguerie du comté de Saintonge,

chanoine de La Trinité de Chalons, promoteur du diocèse de Chalons, donataire de Anne et Françoise Amelotte, ses tantes.

(Minutes d'ARNAUD).

1694. — Joseph Amelotte, écuyer, prêtre, François-Dominique Amelotte, Emmanuel-Pierre Amelotte, écuyer, Marie-Anne Amelotte, Marguerite Amelotte, frères et sœurs, héritiers de feues Françoise et Madeleine Amelotte et de Emmanuel-Pierre Amelotte, écuyer, leur frère, prêtre chanoine de Saint-Etienne de Chalons.

(*Ibidem*).

1700, 24 juillet. — Testament de Emanuel-Pierre Amelotte, docteur en théologie, chanoine de l'église collégiale de la Trinité de Châlons. Fait à Châlon.

(*Ibidem*).

1743. — Louis-Emanuel Amelotte, seigneur de La Viguerie, héritier de Emanuel Amelotte, son père, seigneur du dit lieu.

1744. — Emanuel Amelotte, seigneur de la Viguerie, est mort en octobre 1741, paroisse Saint-Sever.

1754. — Louis-Emmanuel Amelotte, écuyer, seigneur de La Viguerie de Saintonge, frère de Emanuel Amelotte, demeurant au Château-Bouyer, paroisse Saint-Sever.

1758. — Le même.

(Minutes de SENNÉ.)

1546. — Jean Ancelin. Il signe en grandes lettres avec un A formé par des lignes retournées en boucles.

1625, 4 octobre. — Salomon Ancelin, écuyer, sieur de Piédemont, demeure à Saint-Pierre d'Oléron.

(Minutes de SANSON.)

1637. — Joël Ancelin, écuyer, seigneur de Savigné et Bernessac, fait marché pour couvrir en ardoises le logis de Bernessac.

1662, 4 avril. — Jeanne de Saint-Mathieu est femme de Joël Ancelin, seigneur de Savigné, adjudicataire des biens de Ythier de Saint-Mathieu, seigneur de La Mauvinière (paroisse de Broue).

1668. — François Ancelin, écuyer, seigneur de Chadurie, demeurant à Puigasty, paroisse de Chadurie, en Angoumois.

(Minutes de RICHARD.)

1670. — Noël Ancelin, chevalier, seigneur de Savigné, mari de Jeanne de Saint-Mathieu, seigneur du Moulin noble de Peslard, demeure à la Mauvinière, paroisse de Broue.

(Minutes de CASSOULÉ.)

1674. — Gabriel Ancelin, chevalier, seigneur de la Mauvi-

nière, Cadeuil, Saint-Quentin et Mazerole, fils héritier de Joël Ancelin et de Jeanne de Saint-Mathieu.

(Minutes de MARRÉCHAL, actes de 1692.)

1680, 27 avril. — Jeanne de Saint-Mathieu, femme de Joël Ancelin, chevalier, seigneur de Savigny.

(Minutes de MONTILLON.)

1680, 27 avril. — Christophe Ancelin, chevalier, seigneur de Bernessar, La Garde-aux-Valets, curateur de Gabriel Ancelin, chevalier, seigneur de la Mauvinière, héritier de Jeanne de Saint-Mathieu, sa mère, et dudit Joël Ancelin, seigneur de Savigny.

(*Ibidem.*)

1714, 1^{er} mars. — Transaction et partage entre Jean Ancelin, chevalier, seigneur de Savigné et Piedemont, d'une part, et Gabriel Ancelin, écuyer, seigneur de La Bausse, y demeurant, paroisse de Flaveau.

1716, 24 avril. — Elisabeth-Antoinette de Guist des Landes, veuve de Gabriel Ancelin, chevalier, seigneur de la Mauvignère, Cadeuil, Saint-Quentin. En 1719, elle est dite tutrice de Gabriel Ancelin, son fils, lieutenant d'infanterie ; Louis-Auguste Ancelin, seigneur de la Mauvignère ; Michel Ancelin, seigneur de Saint-Quentin, capitaine d'infanterie. (Voir *Bulletin*, VII, p. 400.)

1747, septembre. — Madeleine-Louise Melun, veuve de Louis-Auguste Ancelin, écuyer, seigneur de Saint-Quentin, la Mauvignère, y demeurant.

Michel Ancelin de la Mauvignère, écuyer, aide-major général des armées navales du port de Brest.

Charles de Rossel, chevalier, enseigne de vaisseau à Rochefort, mari de Marie Ancelin ; lesdits Ancelin tous enfants du premier lit de Louis-Auguste et de Jeanne-Françoise de Mariole.

1758. — Gabriel Ancelin, écuyer, seigneur de Savigné, mari de Madeleine Dubois de Chazelet.

1767, 12 juin. — Transaction sur procès entre Louis Ancelin de Lagarde, chevalier, seigneur de Bernessard et Marignac, demeurant à Bernessard, paroisse de Gemozac, et Louise Massiot de Lamotte, veuve de Christophe de Rossel, chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseau, agissant pour elle et pour son fils, Louis-Auguste de Rossel, lieutenant de vaisseau.

1768. — Catherine-Françoise et Marguerite Ancelin, sœurs,

vendent à Marguerite Cailleau, veuve de Claude Dury, marchand faïencier, une maison, rue et paroisse Saint-Main.

(Minutes de PASQUIER.)

1688. — Marie André, femme de Charles de Breman, sieur de Belespine, lieutenant de cavalerie au régiment de Piémont.

(Minutes de DALIDET.)

1693. — *Idem.*

1695. — Judic André, veuve de Charles Jolly, sieur de Chadignac. (Voir Jolly.)

1691, 4 juillet. — Veuve, elle fait inventaire. (*Ibidem.*)

1693. — Daniel André, instructeur de la jeunesse.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1693, 24 octobre. — Testament de Daniel Angibaud, maître apoticaire, veuf de Jeanne Baudoin et de Elisabeth Verdeau, ou Videau ; Elie, fils aîné ; Elisabeth, veuve de Abraham Gombaudo, à présent femme de Mathieu Dumas, marchand parfumeur, à Bordeaux ; Madeleine, femme de Jean Amiau, chirurgien, à Mortagne ; Marie et Susanne ; Charles, Daniel, Marthe et Anne sont sortis du royaume ; Charles, apoticaire à Londres, est fils de Jeanne Baudoin ; Daniel est fils de Elisabeth Verdeau ; Marthe et Anne sont sorties du royaume par permission du roi, enregistrée à l'hôtel de ville le 18 janvier 1685. Ouvert le 18 février 1694.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

Autre acte chez Gillet, en 1684.

1684. — Jean Antheaume, élu, a acheté son office de Jacques Allaire, le 13 avril 1682, 9.500 livres. (Minutes d'ARNAUD.)

1690. — Jean Antheaume, élu.

1692. — Jean Antheaume, sieur de La Forest et La Pichonnerie, élu, contrôleur en l'élection.

1691. — Jean Antheaume, élu, mari de Marguerite Martin, fille de Marie Moure et de N. Martin.

Jacques Martin, sieur de Talanches, demeurant à La Rinardrie, paroisse de Salignac, son frère.

1697, 26 mars. — Jean Antheaume, sieur de La Forest et La Pichonnerie, élu, receveur de l'hôpital.

1693, 4 mars. — Jacques d'Apellevoisin, chevalier, seigneur de Saint-Hilaire et Bouillé en Poitou, paroissien du dit lieu, héritier de Elisabeth Levacher, sa mère, veuve de Henry d'Apellevoisin, chevalier, seigneur de La Baudinatière, expose que le roy ayant pourvu messire Pierre-Paul d'Apellevoisin,

chevalier d'Apellevoisin, son fils puiné, d'une compagnie de dragons au régiment de Fimarquon (1), et comme son dit fils n'est point en estat de faire la remonte de la compagnie quy est beaucoup désablée, et qu'il luy faut des sommes considérables pour cela, il a requis le dit sieur son père de luy voulloir fournir quelque argent pour faire la dite remonte, à quoy le dit sieur son père luy auroit reparty que comme il n'a aussi de sa part aucuns deniers et qu'il luy est dû des sommes considérables, soit en capital qu'en rentes constituées, frais et despans par Alexandre de Courbon, chevalier, seigneur de La Roche-courbon, tant en son privé nom qu'en qualité de fils héritier et bien tenant de messire Louis de Courbon, seigneur de Saint-Sauveur et de dame Anne de Jallaime, ses père et mère »... le père cède à son fils 2.000 livres sur les arrérages. (Voir Aubert.)

(Minutes de DALIDET).

1693. — Daniel Ardouin, procureur, mari de Jeanne Bigeon.

1702. — Jacques Ardouin, échevin. père de Pierre Ardouin, habitant le canton des Forges, à Saintes.

1702. — Etienne Ardouin, échevin.

1703. — Jacques Ardouin, échevin.

1706. — Jacques Ardouin, ancien échevin. (Minutes d'ARNAUD).

5 juin 1752. — François Ardouin, conseiller du roi, substitut en l'élection, fils de feu Daniel Ardouin, procureur au siège présidial, ayant intérêt à justifier l'état des héritiers dudit feu, fait comparaître Jean Sicard, Elie Dalidet, Nicolas Mé-tayer, tous procureurs, qui attestent que Daniel Ardouin père a laissé Françoise-Jeanne Ardouin, veuve de Samuel-Alexandre Brejon de La Martinière, avocat, les enfants d'autre Daniel fils aîné, au nombre de neuf, qui sont Daniel, Jean, Pierre, autre Pierre, François, Marie, Jeanne, Marie et Françoise Ardouin, tous mineurs, sous la curatelle de Marie Serizier, leur mère, et les trois enfants d'autre Jeanne Ardouin, fille puinée, femme de Louis Desgranges, conseiller au présidial, Marie, autre Marie et autre Marie, mineurs sous la puissance de leur père, Jeanne Ardouin, femme La Martinière, est morte laissant Samuel-Alexandre Brejon de la Martinière, avocat, fils majeur, Jeanne Brejon, femme de Pierre Gallocheau,

(1) C'est le régiment d'Anjou qui avait pour colonel Jean-Jacques de Cas-sagnet, marquis de Firmacon, mort en 1708.

conseiller élu en l'élection de Saintes, morte sans enfants, et Anne-Ursule Brejon, fille majeure.

1545, 4 janvier. — René Arnaud, écuyer, tuteur des enfants de feu Pierre d'Asnières et de feu Loyse Arnaud, damoiselle, sa femme, transige avec Souveraine Legrand, tutrice de ses enfants, veuve de Antoine Arnaud, sieur de la Mothe de Thenac. Jean Arnaud, père et aieul des parties, Jean le jeune, frère de René, Louise et Antoine. Témoin : François Blanchard, licencié ès-lois, lieutenant particulier au siège de Saintes.

(Minutes de PERRAULD.)

1545, 31 mars. — Briand Arnaud, écuyer, sieur de La Garenne, fils de Françoise Duchemin, demeurant paroisse de Thenac. (Il signe Briand Arnoult.) Vente d'une pièce de terre.

(Minutes de PERRAULD.)

1620, 18 février. — Marie Arnaud, fille de feu M^e P. Arnaud, avocat. Josué Bernard, avocat, mari de Florence Arnaud. Anne Arnaud, leur sœur. Catherine Doussin, aieule des dites.

1595. — Daniel Arnaud, écuyer, sieur des Touches, mari de Prégente Lefourestier.

1600. — René Arnaud, écuyer, sieur de La Garenne et de Luchat, mari de Marie de Saint-Martin (1606-1607, le même.)

1621. — Josué Bernard, avocat, mari de Florence Arnaud. André Moyne, avocat, mari de Anne Arnaud.

Bartholomé Martinau, avocat, mari de Marie Arnaud.

1630. — Anne et Marie Arnaud sont filles de Jean Arnaud.

1638. — Florence Arnaud, femme de Josué Bernard, avocat au présidial de Saintes.

1644, 2 décembre. — Claude des Arnaud, écuyer, sieur de La Chaume, curateur des enfants de Françoise de Cœuves, fille de Daniel de Cœuves, écuyer, sieur de Saint-Germain, et de Jeanne de Vallée, femme en secondes noces dudit des Arnaud.

(Minutes MARÉCHAL.)

1706. — Marc Arnaud, procureur au présidial et élection, père de Jeanne Arnaud ; François Jullineau, conseiller, substitut au présidial et maréchaussée, procureur de Marie Arnaud, veuve de Joseph Jullineau.

Disent que :

Du mariage de feu Jean Arnaud, notaire royal, et de Charlotte Dupas, sont issus :

1^o Nicolas ; 2^o Jean ; 3^o Marie.

Ils sont morts laissant trois enfants, plus François Arnaud,

filz d'un premier lit, et Michel Bouquet, fille de ladite Dupas, d'un premier mariage.

Jean, prêtre.

1710, 15 décembre. — Testament de Angélique Arnaud, veuve de Jean-Louis de Luchet, chevalier, seigneur de La Mothe-Luchet, novice au Carmel, institue héritier son fils François-Louis de Luchet. (Minutes d'ARNAUD.)

1710. — Jacques Arnaud, notaire et procureur en l'élection de Saintes, trésorier de l'hôpital général et de celui des pauvres filles et femmes malades. (Minutes de SENNÉ PÈRE.)

1711. — Marc Arnaud, procureur au présidial et élection de Saintes, père de Catherine Arnaud, icelle donataire de feu Louis Arnaud, curé de Vanzac ; et de Marc Arnaud, mari de Jeanne Arnaud, fille de Nicolas, notaire, et de Catherine Bouquet (lesquels Nicolas et Catherine Bouquet, avaient passé leur contrat de mariage le 4 ou 7 février 1687.) (Minutes de SENNÉ.)

An II, 14 thermidor. — Pierre-Marc Arnaud, agent national de la commune de Saintes, fondé de procuration de Pioche-Fer. Bernard, représentant du peuple, député de la Charente-Inférieure à la Convention, demeurant à Paris, section des Tuilleries, jardin national, porte de la Pépinière, vend deux maisons sises au faubourg des sans-culottes à Xantes.

(Minutes d'HUVER.)

1614, 20 mars. — Dans son testament, Pierre Arnaudeau, chanoine à Saint-Pierre, oncle de Charles Arnaudeau, chanoine à Bordeaux, prescrit toutes les cérémonies à faire à son enterrement. (Minutes MARÉCHAL.)

(A suivre).

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS

N° 807. — Je lis dans le *Petit Journal* du 12 février 1910, sous la rubrique *Chronique de la Chasse*, l'entrefilet suivant :

« A propos de lièvres, une intéressante communication — (à qui ? où ?) — M. Magnaud, d'Aubusson, a observé dans l'île d'Oleron une race de lièvres noirs. Ils descendent de sujets allemands introduits dans l'île au XVIII^e siècle. Cantonnés

dans certaines régions rocailleuses et calcaires, ils ne se croisent pas avec le lièvre indigène. »

Quelqu'un de l'île pourrait-il me donner des renseignements sur l'introduction de ces animaux ? V.

N° 808. — M. J. Déchelette a envoyé à la *Revue des Etudes anciennes* la lettre suivante :

« Roanne, le 16 novembre 1909.

« Mon cher collègue,

« Vous retrouvez dans l'inscription moderne de la croix d'Archiloea l'antique invocation au Dieu, maître des tempêtes : *A fulgure et tempestate libera nos, Domine*. Il y a quelques années, ayant alors assez de loisirs et assez de souplesse pour escalader les charpentes des beffrois d'églises, j'ai relevé toutes nos vieilles inscriptions campanaires de l'arrondissement de Roanne. Sur les plus anciennes, celles du XVI^e et du XVII^e siècles, j'ai retrouvé plusieurs fois cette légende que les fondeurs apposaient alors, je crois, sur toutes les cloches de France et sans doute aussi ailleurs.

« C'est à elles qu'on avait recours, il y a quelques années encore, dans nos campagnes, aux approches des orages. Je me demande sérieusement si nos canons et nos fusées « para-grêle » ne tirent pas de ces croyances ataviques le meilleur de leur prestige, et, j'ajouterais, de leur efficacité. Viticulteur très sceptique par expérience sur les résultats pratiques de ces méthodes de protection dites scientifiques, je crois qu'il ne nous a servi à rien d'emprunter à Jupiter son foudre et de lancer contre lui nos éclairs. Mais mon vigneron, pourtant rebelle au progrès, s'obstine, parce qu'il est, je crois, hanté inconsciemment de quelques confuses croyances que les cloches ont dû transmettre des anciens aux modernes.

« Je paie donc avec résignation le prix des fusées, tout en regrettant sincèrement l'intervention économique des vieilles cloches, au moins aussi efficaces et beaucoup plus harmonieuses.

« J. DÉCHELETTE. »

Nous voudrions qu'un de nos confrères nous expliquât par quoi le peuple des campagnes a été amené à croire que le son des cloches éloigne l'orage.

Nous demandons en outre que l'on publie les inscriptions des cloches où l'invocation contre la foudre et la grêle sont inscrites.

J.-V. R.

RÉPONSE

N° 806. — Voici une légère variante de la chanson publiée au tome XXIX, p. 316 :

Si le clergé, si la noblesse,
Mes chers amis,
S'ils nous traitent avec rudesse,
Avec mépris.

R. — Laissons-les donc s'en faire accroire..... etc.

Les quatre derniers vers sont un refrain, ainsi que l'indique la lettre R, écrite devant ce dernier vers, d'après ma copie.

E. SAVINEAU.

N° 789. — *Lieu de naissance de Boyveau Laffeteur* (XXVI, 61 ; XXVIII, 95).

La *Chronique médicale*, du docteur Cabanès, n° du 1^{er} mars 1901, à propos des deux ex-libris du docteur saintongeais, donne la lettre suivante :

Petite-fille du Dr Boyveau, j'ai eu la curiosité de rechercher son portrait dans mes paperasses ; jé n'ai trouvé qu'un joli profil au physionotrace, avec ce quatrain :

Du mal dont Tracastor fit l'horrible tableau,
Le ciel lui révéla le remède infailible,
Le secret de guérir le plus grand fléau (*sic*)
Appartenait de droit au cœur le plus sensible.

De ce secret tombé dans le domaine public, ma mère m'a dit que son père avait refusé à l'Empereur de le livrer contre un million. Il paraît qu'il avait plus d'avantage à l'exploiter.

De l'énorme fortune que lui valut sa découverte, mon grand-père ne laissait qu'un hôtel, rue de Varennes, qu'il avait gagné à la loterie.

La très ancienne famille Boyveau était originaire de La Rochelle.

Noémie DIDE (Genève).

P. C. C. Dr VIGEN.

LIVRES ET REVUES

La Jeanne d'Arc de Georges Gourdon. — « Il est déjà bien tard pour parler encore d'elle », maintenant qu'elle a fait son tour de Saintonge et d'Aunis et qu'on a pu l'applaudir à son mérite ; et pourtant, celui qui écrit ces lignes est le seul peut-être des habitants de Rochefort qui ne puisse écrire de ces représentations que par oui dire : un deuil trop récent et trop douloureux l'a empêché de joindre ses applaudissements à ceux du « monde ». Et au fond, cela vaut peut-être mieux ainsi : au lieu d'une chronique théâtrale, *La Revue de Saintonge* aura une chronique, et savez-vous beaucoup de pièces qui gagnent à être lues ?

Celle de G. Gourdon est de ce nombre. C'est avec plaisir que je la trouvais sur ma table, parcourue un peu en hâte et à la diable, entre deux tâches, posée, reprise, reprise encore, puis négligée à la fin du 2^e acte, enfin achevée en fièvre. Et ce qui semble résumer d'abord toutes mes impressions, c'est qu'elle est, avant tout, une mélancolique *Sursum corda*. J'en ai pas entendu la musique de M. Rudelin, mais elle aura de la peine, certainement, pour rendre ce qu'il y a de foi affligée et de prière triste au dernier chœur de l'Apothéose.

Une autre impression — on me laissera bien ne parler qu'en dernier lieu de « la forme » et de « la littérature » — c'est la supériorité épique de ce poème sur les *Chansons de Geste*, que pourtant j'aime tant. On ne voudrait pas que j'insiste sur la rime féconde, et riche, et si pleinement héroïque des *Chansons de Geste*. Les louer après l'éloge — et le prix — décerné par l'Académie française serait d'une rare outrecuidance. Elles sont belles, certes ; mais elles ont malgré tout un je ne sais quoi de trop beau précisément, de trop impersonnel, de parnassien — pour trancher du mot qui dit tout, qualités et défauts. Ici l'auteur est « en dehors » de son œuvre : les sujets ont tenté son imagination et pris son cerveau. M. Gourdon y a vu de très beaux sujets d'exercice à mettre en vers français, de vieux poèmes héroïques ou charmant à « renouveler », à populariser ; il a merveilleusement réussi, et grâce à lui, selon l'expression de M. Augustin Filon, des *Débats*, « ces choses mortes ont

refleuri dans leur grâce et leur fraîcheur premières ». Mais sa *Jeanne d'Arc* lui a pris le cœur, et cela est mieux, de toute la supériorité du sentiment sur « le tableau » et sur la pensée.

Car la Jeanne de Donrémy, de Reims et de Rouen, on sent que M. Gourdon l'a aimée d'un autre amour — et combien plus profond — que Girart de Roussillon ou que la Dame aux Annelles, et d'une affection autrement intime et autrement filiale. On sent que l'auteur a vécu avec Jeanne d'Arc sa vie — ce qu'il y a de meilleur dans notre vie à chacun de nous, ce temps qu'on enlève aux besognes serviles ; — à travers les pièces du procès — des deux procès — à travers les chroniques et les histoires, parmi le fatras des Guicherat et des Siméon Luce, derrière le romantisme inspiré de Michelet, il l'a enfin vue se dégager vraiment telle qu'elle fut, il l'a sentie présente et il l'a réalisée pareille, en un portrait, point du tout mystique, mais aux traits fort nets et très simples, analogue, pour le faire, à ceux de Girard d'Orléans ou des prédécesseurs immédiats de Jean Fouquet. Et finalement, parce que tout réussit aux cœurs aimants, il a réussi à faire tenir debout et à donner l'impression intense de la vie à ceux qu'il a mis en scène autour de l'héroïne et à « ressusciter » vraiment, selon le vœu de Michelet, l'époque de Jeanne, les paysans, les soudarts, les courtisans, le roi et Jeanne elle-même. Il aura eu le mérite d'avoir, le premier, mis à la scène dans un drame sur notre héroïne nationale, le poète Alain Chartier, non moins sympathique que le brave Lahire, et c'est là une heureuse idée.

Et à ce sujet je voudrais parler à cœur ouvert. Ce qui m'a toujours gêné dans les histoires de Jeanne d'Arc « bien pensantes » — je ne ne peux pas dire « bien pensées » — c'avait été l'embarras des auteurs devant le rôle de Cauchon. Gazant, dissimulant, usant de stratagèmes pour la peinture abominable, craignant d'être compromis par le titre et la soutane — comme s'il n'y avait jamais eu de prêtres indignes lâchement ambitieux et comme si l'Eglise pouvait être souillée par les calculs profanes ou par l'indignité d'un de ses membres ! — ils ne savaient que faire du sinistre évêque. M. Gourdon a résolument pris parti et laissé à chacun, dans l'histoire de Rouen, ses responsabilités, toutes ses responsabilités. Et d'avoir été vrai, sans exagération et sans réticence, son poème vit d'une vie plus intense parce que plus réelle, plus voisine des faits. *Sine studio*

et sine ira. On nous donnait autrefois à développer cette forte maxime du plus partial d'ailleurs des écrivains d'histoire — tant c'est chose rare que de se connaître et pouvoir juger. Mais c'est bien toujours la seule façon — quand on peut s'y hausser — d'essayer à faire de l'histoire.

Et M. Gourdon y est admirable, tout en restant poète. Dans sa *Jeanne d'Arc*, Barbier avait cru devoir ajouter une pauvre — combien pauvre, en vérité ! — histoire d'amour ; dans *Le Procès de Jeanne d'Arc*, que l'on représente chez Sarah Bernhardt, tout un ténébreux amour mystérieux, « moyen-âgeux », au sens mauvais du mot, et frisant l'envoûtement, fait à l'histoire mystique un étrange accompagnement de sortilèges et un rôle merveilleux à cet exubérant et fantastique acteur qu'est de Max. Dans la *Jeanne d'Arc* de M. Gourdon, pas un personnage qui n'ait été tel, pas un sentiment, pas une parole, pas une scène que Jeanne n'ait vécue ; et c'est elle qui transparaît au poème de foi ardente et de patriotisme tenace qu'est cette œuvre. On sent, même sans être grand clerc, sur quelle forte base d'érudition tout cela est posé ; et ceux qui, mieux qualifiés que l'auteur de ces lignes — pauvre diable d'historien à peine chartiste amateur — ont lu ces trois actes, l'ont reconnu sans peine. Pour la première fois, par M. Gourdon, a été réalisée au théâtre « l'histoire » de Jeanne. Il est vrai, comme nous le disions tout à l'heure, que c'est le rêve patient et informé de toute une vie. Etonnez-vous qu'un auteur qui s'est donné tout entier recueille la noble louange d'avoir vraiment œuvré un magnifique poème, et celui-là seul précisément qu'il fallait faire et que nul, jusqu'à M. Gourdon, n'avait fait.

Et je m'aperçois que je n'ai encore rien dit de ce que je demandais la permission de réserver pour la fin, de la forme, et du « métier ».

Mais à quoi bon ? Le succès de l'œuvre « aux chandelles », comme eût dit Molière, les glorieuses représentations qui se sont succédé ont prouvé — comme l'autre prouvait le mouvement en marchant — qu'elle était bonne et scénique. Et pour ne pas manquer d'avoir l'air de faire un paradoxe, je louerai le premier acte de sa sobriété — voulue — et de son habileté : du premier coup « le truc », comme disait Sardou, a été saisi par lequel on triomphe de la terrible nécessité où l'on est, dès le rideau levé, de résumer, d'éviter les longueurs, de dramatiser les explications indispensables ; et puis je féliciterai l'auteur

de la variété du ton des deux autres actes, l'un franchement épique, l'autre résolument lyrique, et tous deux avec de si belles envolées !

Quant aux vers, ils sont ce que pouvait être une œuvre en vers de Gourdon ; il me semble cependant qu'ils sont devenus, depuis les rythmes savants et parfaits des *Chansons de Geste*, plus fluides, plus souples, sans cesser d'être harmonieux à souhait, sonores et épiques où il fallait, et je sais au premier acte, vers la fin, et aux deux autres un peu partout, des élans et des fièvres qui font passer le frisson du beau.

« Que serait-ce si tu avais entendu le monstre rugir ? » disait Phocion à quelqu'un qui admirait, après l'avoir lu, un discours de Démosthène — son rival pourtant et son ennemi. Les vers sont faits pour être entendus et pour être « dits », non pour être lus dans un fauteuil et sous la lampe ; j'imagine donc ce que, à ma lecture, l'œuvre a perdu ; mais tout de même, tel qu'il fut goûté par celui qui écrivit ces lignes, le poème de Gourdon est resté pour moi quelque chose d'excellent, qui « prend le cœur » selon le mot très juste d'un évêque, et qui fait honneur aux Lettres saintongeaises. Il fallait le dire ; je l'ai dit le moins mal que j'ai pu ; et surtout avec sincérité, car je connais peu M. Gourdon et nos idées ne sont pas les mêmes.

CH. CODORNIN,

Professeur au Lycée,
Bibliothécaire de la ville de Rochefort.

Du *Correspondant* du 25 novembre 1909. Sur *Barbey d'Aurevilly*, par M. Gabriel Aubray.

Revue des Etudes anciennes, t. XII (1910), p. 81. — De l'influence du pain sur les populations néolithiques, par le docteur J. Bergonié.

« Le pain introduit dans l'alimentation des hommes de l'époque néolithique, a dû modifier considérablement leurs aptitudes physiques..... »

L'équilibre n'existait probablement pas entre l'alimentation carnée et l'alimentation végétarienne chez l'homme néolithique. L'usage du pain a pu la rétablir au point de vue du pouvoir énergétique des aliments, l'usage du pain a dû lui donner un supplément considérable d'énergie. Si l'on compare en effet, le

pain, même grossier, aux autres aliments tirés du règne végétal, on constate que ces aliments sont inférieurs par leur richesse en calories..... Au point de vue de l'énergie dynamique dont l'homme primitif devait faire une dépense énorme pour sa lutte contre les animaux et la protection de sa vie, le charbon dont les muscles ont besoin pour produire du travail mécanique lui était fourni par le pain beaucoup mieux que par la viande.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limouzin, t. LIX (1909), p. 178. — M. Jouhanneau rend compte de cinq lettres de l'intendant d'Aguesseau adressées au chancelier Seguier dont les originaux se trouvent à la bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg, déjà publiées dans *Les dessous de l'histoire, curiosités judiciaires....* recueillies et annotées par Hovyn de Tronchère, t. II. Paris et Bordeaux, 1886. Elles seront publiées dans un volume de la *Société des archives historiques de la Haute-Vienne*.

La lettre III datée de Limoges du 26 octobre 1668 et relative aux crimes et violences qui se commettaient à Saint-Jean-d'Angély et aux environs avec trop de fréquence et qui restaient trop souvent impunis, d'Aguesseau a remarqué que ce regrettable état de choses était dû non seulement aux entraves que rencontraient les officiers de justice, mais aussi à leur faiblesse, et peut-être même parfois à des connivences de leur part.

Revue archéologique, 1909, II, p. 264. — Les dimensions de l'amphithéâtre de Nîmes, par M. J.-A. Decourdemanche.

« Comme cet édifice est de construction romaine, il est naturel de penser qu'une mesure romaine a été appliquée à sa construction.

Cette mesure est le pied romain *drusique*, ainsi nommé pour avoir été employé par Drusus au partage des terres entre les légions.

Ce pied est en relation directe avec le *Centupondium* romain, poids de cent livres romaines qui équivaut à 32 kilos 340 grammes.

A ce dernier poids correspond, en effet, un volume d'eau de 32 litres 34 centilitres. Or le côté d'un cube qui renferme ce volume d'eau est de 319 millimètres 6. Telle est la longueur du pied romain drusique. »

M. D. compare les mesures jusqu'ici admises avec le pied

drusique. Il arrive à cette conclusion que la concordance entre les deux manières de compter est aussi exacte que possible.

Il note en outre que :

« 1° La longueur du grand axe extérieur 5.000 pouces (le pied égale 12 pouces) est de 6 fois $\frac{1}{4}$ la hauteur de l'édifice : 800 pouces (21 m. 30);

2° L'écart de longueur entre le grand et le petit axe extérieurs est de 100 pieds. Soit une fois et demie la hauteur de l'édifice ;

3° Un même écart de cent pieds existe entre les longueurs du grand et du petit axe intérieurs, avant déduction, sur le grand axe intérieur, de l'épaisseur des avant-corps.

4° Le petit axe de la piste intérieure est de 120 pieds.

L'écart entre la longueur du petit axe extérieur (316 pieds $\frac{2}{3}$) et la double épaisseur des constructions (196 pieds $\frac{2}{3}$, est également de 120 pieds.

Ces concordances par nombre rond de pieds, comme les parités démontrées ci-dessus entre les dimensions calculées et mesurées, prouvent, à l'évidence, que la mesure employée à la construction des arènes de Nîmes est le pied *drusique* et que ce pied mesure bien les 319^{mm}6 indiqués par la théorie.

D'autre part, l'extrême insignifiance des écarts entre les dimensions mesurées et celles calculées fournit, aux arènes de Nîmes, un exemple frappant de l'exactitude apportée par les Romains, à appliquer les mesures à la construction. Cette exactitude est poussée tellement loin que si l'on n'eut connu qu'approximativement la longueur du pied romain *drusique*, cette mesure eût pu être déterminée, avec précision, par l'étude des dimensions des arènes. »

Il serait curieux d'appliquer ces calculs et mesures à l'amphithéâtre de Saintes. Recommandé aux mathématiciens de notre Société.



REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE JUIN 1910

AVIS ET NOUVELLES : Admissions; Commune de Blanzac; Illettrés; Affichage; *Aïda* aux arènes de Saintes.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M^{me} Dumorisson, M. Papillaud, M. Dupuy d'Angéac, M. Ossian Pic. — Mariage : des Courtils de Bessy-Arnoux.

VARIÉTÉS : *Le château de Bois-Charmant* par M. Venant; *L'organisation du clergé en 1803* par M. l'abbé Lemonnier; *Les juges de paix de Saintes* par M. Guérin; *Minutes de notaires*, notes de lecture par M. Dangibeaud.

LIVRES ET REVUES : Mesnard, *Saint-Jean d'Angély*; Gourdon, *Le Chemin de la Vie*; *Bulletin historique* (phénomènes climatériques); *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

ADMISSIONS :

M. Jard, maire de Beurlay, ancien officier, présenté par M. Dangibeaud.

M. Bauster, architecte à Saintes, présenté par M. Bures.

M. de La Martinière est nommé archiviste du Morbihan.

M. A. Chuquet apprécie dans les *Feuilles d'histoires* (1^{er} mars), les *Documents inédits sur le duc de Saint-Simon*, publiés par M. Delavaud dans notre volume d'archives.

« Ces lettres témoignent aussi de l'amitié qui liait Saint-Simon à Pontchartrain et l'on s'étonnera justement que l'auteur des *Mémoires*, en un morceau merveilleux et qui pourtant est un chef-d'œuvre de méchanceté autant que de style, ait si durement traité Phélypeaud. M. Delavaud a bien raison de dire que l'Alceste de la cour du grand roi avait d'abord été un Philinte et oublia plus tard son rôle de Philinte. »

On louera du reste dans l'introduction que M. Delavaud a mise à ces lettres, la finesse de l'analyse psychologique et une profonde connaissance du règne de Louis XIV.

Autre compte rendu dans *Les Débats*, du 12 avril 1910.

Annales du Midi, tome XXII. — Compte rendu de nos tomes XXXVIII et XXXIX des archives.

« Le Diaire de Joseph Guillaudeau s'intercale très heureusement dans la série des annalistes rochelais et y comble un vide..... L'auteur du manuscrit des véritables faits et gestes du seigneur Benjamin Prioleau était sans doute Louis du Maurier, élève de Prioleau qu'il jugeait à sa valeur... »

DELAUUD. — *Documents inédits sur le duc de Saint-Simon*. Avec un très bon avant-propos.

Dans la séance du 5 février 1910, tenue à Paris par la Société française d'archéologie, M. Lefèvre-Pontalis, directeur, a annoncé que le congrès de 1911 se tiendra à Soissons et à Reims, « puis on pourra se réunir en Saintonge », a-t-il ajouté.

Avis aux membres de notre société. On se rappelle le congrès de 1884. Il faut espérer que celui de 1912 sera aussi brillant.

Par décret du 9 mars 1910, la commune de Blanzac, canton de Matha, prend la dénomination de Blanzac-lès-Matha.

Il résulte d'un rapport de M. le Directeur de l'école Bonpland, à La Rochelle, que conformément à une délibération du conseil municipal du 9 novembre 1909, des cours ont été institués pour les soldats illettrés de la garnison et se sont poursuivis du 15 novembre 1909 au 15 mars 1910.

85 militaires appartenant au 123^e de ligne et au 14^e bataillon d'artillerie ont fréquenté ce cours : 45 connaissaient les lettres de l'alphabet mais ne les assemblaient qu'avec difficulté, 40 étaient entièrement illettrés.

35 sur les 45 premiers lisent couramment, écrivent avec correction et calculent suffisamment bien.

17 de la seconde section ne sont plus illettrés, 16 auraient besoin de leçons supplémentaires, 7, malades ou mal doués, n'ont que peu profité des leçons du cours.

A Saintes, le 6^e de ligne a reçu à la même date 42 illettrés.

Bien avant qu'un auteur *immortel* eut montré dans un

théâtre moderne un gigantesque poulailler, nombre de poètes s'inspirant d'Aristophane et de La Fontaine assemblèrent des animaux, des oiseaux, en leur prêtant les sentiments de leurs maîtres.

Un de nos confrères, M. Pierre Ardouin, vient de publier dans le *Journal de Royan*, *Fête de Charité*, qu'il avait écrite en 1907, pendant laquelle, passant au milieu d'une troupe d'oiseaux de toute sorte

..... Un pinson avec une fauvette
(Et ne l'oubliez pas c'est le but de la fête)
Présentent au public dans un geste discret,
Merveille d'art, un nid de chardonneret

.
C'est pour les malheureux inondés de la plaine
Le rôle de genêts, la caille et la perdrix.

—
Les Chambres ont voté une loi contre l'envahissement par l'affiche de nos monuments historiques et sites pittoresques.

Article premier. — L'affichage est interdit sur les monuments historiques classés en vertu de la loi du 30 mars 1887, ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique classés en vertu de la loi du 21 avril 1906.

Il peut être interdit autour des dits monuments dans un périmètre qui sera déterminé par arrêté préfectoral.

Art. 2 et 3. — Toute infraction sera punie d'une amende de 25 à 1.000 francs.

Puisse cette nouvelle loi ne pas rester une nouvelle et bonne arme destinée à renforcer simplement les collections de l'arsenal de nos lois, surtout en ce qui touche les monuments historiques ! L'habitude est si difficile à réformer ! et si peu de gens ont leur sommeil troublé par la pensée qu'une réclame de vermicelle, de chocolat ou de corset plus ou moins sans gêne, est collée à côté d'un beau portail d'église ou au milieu d'un site inspirant le rêve !

A Saintes, le mur de Saint-Pierre a été débarrassé des affiches (14 mai).

—
On annonce une représentation d'*Aïda* dans les arènes de Saintes pour le 10 juillet prochain.

NOTES D'ETAT CIVIL

DÉCÈS

Le 6 mars 1910, est décédée, à La Rochelle, Mme Gabriel Dumorisson, née Elisabeth Marguerite Audouin-Dubreuil, âgée de 59 ans.

L'inhumation a eu lieu à Saint-Jean d'Angély.

Notre confrère, M. Papillaud, ancien instituteur, officier d'académie, né à Montboyer le 6 mars 1826, est décédé dans cette localité le 5 mars 1910. Il exerça les fonctions d'instituteur pendant 42 ans. Retraité en 1882, il se consacra à la viticulture. Il avait réuni pendant sa longue vie les matériaux d'une *Mono-graphie de Montboyer* qu'il publia. Il a donné à notre *Revue* quelques documents.

Deux discours ont été prononcés sur sa tombe par M. Debeet, notaire, et M. le D^r Lacour.

Ils ont été publiés à part (Imprimerie Lejay fils à Poissy).

Le 17 mars, à Saint-Tropez, est décédé M. Gabriel Dupuy d'Angeac, né le 25 mars 1829. Il était fils de M. Jules Dupuy d'Angeac, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller d'arrondissement de Cognac, et de Madame, née de La Lizardière. Il épousa, en 1860, Mlle Laure d'Andigné, fille du préfet de la Charente, décédée en 1869. En 1886, M. Gabriel Dupuy fut mis à la tête de la maison de commerce Otard Dupuy et Cie.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 25 mars, à Cognac.

Le 3 avril 1910, M. Ossian Pic, ancien directeur de l'*Echo Rochelais*, médaillé militaire, est décédé à La Rochelle, à l'âge de 72 ans.

Originaire du Gers, né à Lectoure le 25 septembre 1837, il vint dans la Charente-Inférieure en 1868, après avoir débuté dans le journalisme au *Nain Jaune*. Il créa à Saintes, en 1869, l'*Impartial*, journal qu'il dirigea jusqu'au 27 juillet 1870, cédant la place au *Progrès*. Il entra aux *Tablettes des deux Charentes*, où il resta pendant six ans. Il prit alors la direction

de l'*Echo Rochelais* qu'il ne devait quitter qu'en 1909. C'était un très brillant polémiste, mordant sans excès. « Habile à l'attaque, prompt à la riposte, sa verve méridionale, doublée de clair bon sens, en faisait un redoutable joueur ». Ossian Pic fut quelque chose de plus — quelque chose de rare à notre époque — un écrivain aux belles manières de langage et un fidèle à ses premières convictions religieuses ou politiques.

Il s'était engagé, devantant l'appel, au 56^e régiment de ligne en août 1858 ; il fit les campagnes d'Afrique et d'Italie. Blessé à Magenta, il reçut la médaille militaire. Il fut libéré du service militaire, comme sergent fourrier, le 28 février 1863.

Il laisse un fils et une fille.

Voir *Echo Rochelais* du 6 avril 1910, *Les Tablettes* du 5, *Le Progrès*, *La Charente-Inférieure* du 6.

MARIAGE

Le 14 février a été célébré à la mairie de Rochefort-sur-Mer et le 15, en l'église Saint-Louis, le mariage de Jean-Marie-Adalbert-Henri des Courtils de Bessy, lieutenant de vaisseau, chevalier de la Légion d'Honneur, né à Thaas (Marne) le 28 juillet 1871, et de Anna-Louise-Marguerite Arnoux, née à Rochefort-sur-Mer, le 19 avril 1884.

Jean des Courtils de Bessy, entré à l'Ecole navale le 5 octobre 1889, a fait, comme aspirant et comme enseigne de vaisseau, des campagnes dans l'Atlantique, en Chine et à Madagascar. Pendant les deux dernières, il a eu une quinzaine de mois de campagnes de guerre.

C'est en 1907 qu'il partit pour la Chine, à bord du *Bengali*. Au cours de la campagne, il passa ensuite sur la *Comète*, puis sur le *Lion*, à bord duquel il était quand, en 1908, le territoire de Kouang-Tchéou-Wan, sur la côte de Chine, fut cédé à la France ; ce navire se rendit avec la *Surprise* pour en prendre possession. Jean des Courtils de Bessy fut nommé lieutenant de vaisseau le 1^{er} juillet 1902.

Jean des Courtils de Bessy est fils de Charles-Marie-Alexandre des Courtils de Bessy, né à Thaas (Marne) en 1832, décédé à Montbouy (Loiret) le 26 décembre 1894 ; et de Louise-Marie-Geneviève Robinet de Plas, née le 16 mai 1842.

La famille des Courtils de Bessy est originaire du pays de

Liège. Sa filiation est établie sans interruption par des actes authentiques depuis 1360. Par un acte de 1249, daté de Damiette, on voit que Jehan des Courtilz avait suivi le roi Saint Louis sous la bannière de Jean, comte de Soissons, seigneur de terres considérables au pays de Liège. L'existence de ce titre permet de faire figurer les armoiries et le nom de Jean des Courtils dans la salle des Croisades à Versailles (1).

L'écu de la famille est : d'azur au lion grimpant d'argent armé et lampassé de gueules, portant au col l'écu de Flandres, qui est d'or au lion de sable, attaché par un collier de gueules (2).

La famille des Courtils qui était venue se fixer en Beauvaisis après les guerres civiles du XV^e siècle, y forma la branche de Merlemont.

Une branche cadette, de Bessy, issue de la précédente par descendance d'un François des Courtils, dont le mariage protestant eut lieu en 1602, s'établit en Champagne. Le nom de Bessy ne fut porté pour la première fois que par le petit-fils de ce dernier, commandeur de Saint-Lazare en la commanderie de Bessy (3) (actuellement dans le département de Seine-et-Marne, commune de Tigeaux, canton de Rozoy, arrondissement de Coulommiers), charge que son fils eut après lui.

La famille maternelle de Jean des Courtils de Bessy est une ancienne famille du Périgord. Sa grand'mère, Gabrielle Robinet de Plas, née à Paris en mars 1817 et actuellement vivante, était née de la Porte.

Marguerite Arnoux est fille de Lucien Arnoux, capitaine de frégate, O. *, né à Rochefort-sur-Mer, le 13 mai 1845, décédé à

(1) G. VAN ARBEC-NORDEN, *Liste des deux cent-quatre-vingts familles françaises descendant des Croisés*. (Tournai et Paris, 1892, in-8°, H. et L. Casternau, éditeurs).

(2) Arrêt de maintenue du 5 décembre 1667. — On trouve des descriptions assez différentes de l'écu de la famille dans divers armoriaux, notamment dans J. B. RIETSTAP, *Armorial général*, tome 1^{er}, p. 475 (Gouda, 1884). Ces erreurs paraissent dues à des changements qui avaient été momentanément imposés par les ducs de Bourgogne.

(3) Nous trouvons le nom de Jean-Baptiste des Courtils, commandeur, avec la date du 16 mai 1682, dans : *Liste de Messieurs les chevaliers, commandeurs et officiers de l'Ordre royal, militaire et hospitalier de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jerusalem, suivant l'année de leur promotion* (Paris, Louis-Denis Delatour et Pierre Simon, 1722, in-12), p. 5 (Bib. Nat., L110 14).

La Cassotière Basse (commune de Tonnay-Charente) le 2 juillet 1905 (*Revue de Saintonge*, tome XXV, 1905, p. 291) ; et de Louise-Marie-Laure Maisonneuve.

Le grand-père paternel de Marguerite Arnoux était Eugène Arnoux, capitaine de frégate, O. *, né le 17 février 1803, mort à Rochefort-sur-mer le 12 juin 1878 ; sa grand'mère paternelle, Joséphine-Louise-Clotilde Savary (1817-1892).

Son grand-père maternel était François-Auguste-Émile Maisonneuve, capitaine de vaisseau, O. * (1814-1895) (*Revue*, tome XV, 1895, p. 416) ; sa grand'mère maternelle, Julie-Clémence-Laure Huet-Labrousse (1823-1904) (*Revue*, tome XXIV, 1904, p. 207).

Les témoins du mariage étaient :

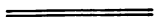
Pour le marié : 1° M. le vice amiral de Percin, commandant en chef, préfet du 4^e arrondissement maritime, commandeur de la Légion d'honneur ; 2° M. Robinet de Plas, lieutenant-colonel au 78^e régiment d'infanterie, à Limoges, *, son oncle maternel.

Pour la mariée : 1° M. Georges Regnault, capitaine de vaisseau en retraite, O. *, son oncle paternel par alliance ; 2° M. Henri Arnoux, lieutenant de vaisseau, son frère.

La bénédiction nuptiale a été donnée par M. le chanoine de la Porte, supérieur du Grand Séminaire de Versailles, cousin germain de Mme des Courtils de Bessy, mère du marié (Mme Robinet de Plas, mère de Mme des Courtils de Bessy, étant née de la Porte et sœur du père du chanoine de la Porte).

Au mariage assistait M. le baron Amédée Oudet, président de la Société des Archives historiques de Saintonge et d'Aunis, qui, par sa femme, née Lambert, se trouvait cousin germain de Lucien Arnoux, père de la mariée (*Revue*, tome XXV, 1905, p. 291).

G. REGELSPERGER.



VARIÉTÉS

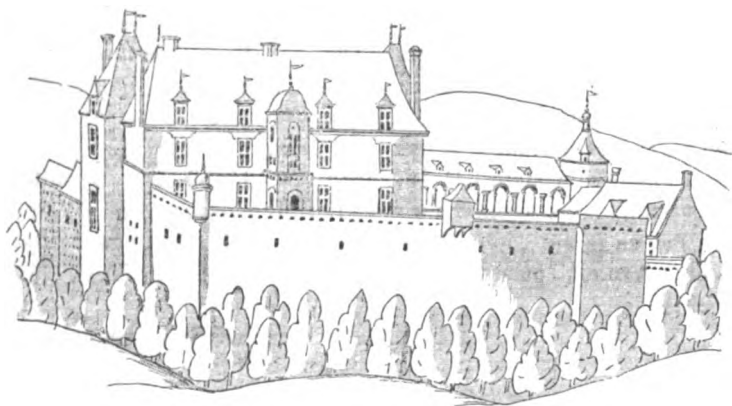
I

LE CHATEAU DE BOIS-CHARMANT

COMMUNE DES NOUILLERS

Lorsqu'on suit la grand'route par laquelle on va de Saint-Jean d'Angély à Rochefort, on aperçoit à main gauche, un peu avant d'arriver au bourg des Nouillers, un ancien château bâti sur la hauteur, et séparé de la route par un vallon où coule un ruisseau bordé de peupliers. C'est le château de Bois-Charmant, qui fut jadis le siège d'une importante seigneurie, et qui présente encore aujourd'hui, malgré l'état d'abandon où il est tombé, un aspect assez imposant.

Un dessin de Claude Chatillon, que nous reproduisons, nous



montre ce qu'était Bois-Charmant vers 1605. Depuis cette époque, le château ne s'est pas sensiblement modifié dans son ensemble ; on reconnaît encore très bien le principal corps de logis, flanqué de ses deux pavillons rectangulaires, mais la tourelle qui se trouve en avant corps n'existe plus. La disposition des bâtiments qui se trouvent à droite est demeurée la même, mais ceux-ci ont subi différentes modifications ; quant

au pigeonnier qui se trouve à l'angle, il a disparu. A notre avis, le principal reproche à faire à Chatillon est d'avoir beaucoup trop exagéré la profondeur du vallon qui s'étend devant la terrasse de l'habitation, ce qui donne à l'ensemble un aspect tout autre de celui qui existe et qui existait évidemment à cette époque. D'après ce dessin, on pourrait croire que Bois-Charmant se trouve dans un bas-fond, alors, qu'en réalité, le château est situé sur une élévation d'où l'on domine le bourg de Nouillers, son église et la campagne environnante. Actuellement le château, partagé entre deux propriétaires, est laissé du moins en partie, dans un regrettable abandon. A l'intérieur, tout ce qui pouvait être de quelque prix, les boiseries, les planchers ont été enlevés pour être vendus ; à l'extérieur, les seules choses qui retiennent encore l'attention, sont, dans la cour de la ferme, deux jolies portes, l'une Renaissance, l'autre de style Louis XIII. Une grande partie des bois qui s'étendaient autrefois tout autour de l'habitation ont malheureusement été coupés ; néanmoins, il en reste encore aujourd'hui, des étendues assez considérables.

C'est dans le répertoire des titres du comté de Taillebourg que nous trouvons les noms des plus anciens propriétaires connus du château de Bois-Charmant (1).

En 1408, Colin Mauny, seigneur de Bois-Charmant, passe un contrat de baillette.

En 1441-1451, Guillaume du Refuge est qualifié seigneur du Bois de Charmant ; il était également à cette époque, seigneur de Forgettes, Anville, les Pontois et de Saint-Bris des Bois.

En 1456, Jean du Refuge, seigneur du Bois de Charmant, est tuteur de Jeanne du Refuge, sa nièce, fille de feus Jean du Refuge et de Marie de Monnac. Jeanne du Refuge épousa, peu après 1456, Arnault de Balodes, d'où la terre de Bois-Charmant passa de la famille du Refuge dans la famille de Balodes.

En 1460-1480, Arnault de Balodes, seigneur du Bois de Charmant, époux de Jeanne du Refuge, rendit au comte de

(1) *Le Journal de Saintonge* du 27 avril 1788 annonçant la mise en vente à cette époque de Bois-Charmant dit que c'est dans ce même endroit qu'Ausone, poète latin du IV^e siècle, avait une maison de campagne appelée *Noverus*. Bien entendu, nous laissons à son auteur la responsabilité de cette affirmation.

M. Poisson dans le *Bulletin de géographie de Rochefort*, vient de proposer de mettre cette villa aux Bouchauds.

Taillebourg différents aveux. La famille Balodes, qui possédait également en Saintonge, Agonnay, Panlois, les fiefs de la Tour et de la Vallée, avait pour armes : *d'hermine à la bande de gueules*. Arnault de Balodes et Jeanne du Refuge, sa femme, semblent avoir eu pour fils André de Balodes. André de Balodes, seigneur du Bois de Charmant, épousa Marguerite Gombaud, qui était veuve en 1506. Outre Guillaume, Jean et Jeanne de Balodes, ils eurent aussi pour fille Isabeau de Balodes qui épousa, au commencement du XVI^e siècle, Jacques de Puyrigauld. Par ce mariage, Bois-Charmant, changeant une seconde fois de mains, passa dans la famille des de Puyrigauld.

Jacques de Puyrigauld, époux d'Isabeau de Balodes, qualifié, en 1555, seigneur du Bois de Charmant, était issu en ligne directe de Humbert de Puyrigauld et de Marie d'Aunay, sœur des vicomtes d'Aunay, en 1254. Les de Puyrigauld, qui conservèrent Bois-Charmant pendant près de deux siècles, avaient pour blason : *d'azur, à la croix d'or, cantonnée de vingt mouchetures d'hermine d'argent posées 2, 1 et 2*. A Jacques de Puyrigauld qui demeura seigneur de Bois-Charmant pendant une grande partie du XVI^e siècle, succéda Jean de Puyrigauld, son fils.

Jean de Puyrigauld, écuyer, qualifié seigneur du Bois de Charmant (1), Marcheroy, Grand fief des Nouillers et autres lieux (2), fut parrain aux Nouillers, le 17 juin 1629. Il mourut à Bois-Charmant le 24 janvier 1637 ; l'inventaire de ses meubles et effets fut dressé à Bois-Charmant le 28 janvier suivant par Chouet, notaire à Saint-Jean d'Angély (3). L'énumération des objets qui y figurent nous donne une idée de ce qu'était,

(1) On trouve presque toujours ce nom orthographié Bois de Chermant.

(2) Jean de Puyrigauld était également seigneur en partie de la Matassière ayant acquis la cinquième partie de cette terre le 4 février 1631 par acte de Dupont, notaire aux Nouillers. La Matassière, commune des Nouillers, appartenait aux XVI^e et XVII^e siècles à la famille Isle ; on trouve successivement Jean, Jacques et Isaac Isle, seigneurs de la Matassière (voir la Chesnaye des Bois). A la fin du XVII^e siècle était seigneur de la Matassière, Gédéon de Laval, marié à Marguerite Dangibaud dont Elisabeth, Beatrix et Anicet-Béatrix de Laval, baptisée aux Nouillers, le 30 septembre 1697, épousa François de Siorac, qualifié en 1744 seigneur de Lempzours et de la Matassière, demeurant au château de Laguionie, paroisse de Lempzours en Périgord. Au XIX^e siècle la Matassière appartenait à la famille Perraudou et en dernier lieu à la famille de Rechignevoisin de Guron.

(3) Voir *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1876-1879, p. 407 et s.

au commencement du XVII^e siècle, le mobilier d'une famille noble Saintongeoise. Après le décès de Jean de Puyrigauld, sa veuve, Suzanne de Gombauld de Champfleury, fille de Benjamin de Gombauld, seigneur de Champfleury (1), continua d'habiter au Bois-Charmant qu'elle quitta ensuite pour aller demeurer au logis de la Pépinière, près du bourg de Saint-Savinien ; c'est là qu'elle dicta son testament, le 31 juin 1656 (2) et qu'elle mourut peu de temps après. Elle appartenait à la religion réformée (3), c'est pourquoi nous la voyons, entre autres choses, disposer d'une somme de 300 livres tournois, « laquelle, dit-elle, sera employée pour secourir les pauvres et subvenir à l'entretien du pasteur de l'église prétendue réformée de Saint-Savinien ».

Jean de Puyrigauld, seigneur de Bois-Charmant et Suzanne de Gombauld, sa femme, laissèrent pour enfants cinq filles qui furent : .

1^o Elisabeth de Puyrigauld, mariée à Pons de Pons, seigneur de Bourg Charente, dont il sera ci-après parlé.

2^o Léa de Puyrigauld, mariée à Charles Razin, écuyer, seigneur du Fief, conseiller du Roi, lieutenant général au siège de Saint-Jean d'Angély, son cousin germain comme fils d'Elie Razin, seigneur du Fief et de Marguerite de Puyrigauld.

3^o Marguerite de Puyrigauld, baptisée aux Nouillers, le 20 avril 1623, eut pour parrain Claude de Belleuille, écuyer, seigneur de la Plessie. Elle épousa, par contrat du 20 août 1652,

(1) Champfleury, commune de Bords. La seigneurie de Champfleury après être restée très longtemps dans la famille de Gombauld passa ensuite dans la famille de Culant par suite du mariage en 1679 de Marie de Gombauld, fille de Gabriel, seigneur de Champfleury et veuve en premières noces de François de la Rochefoucauld, avec René, comte de Culant, seigneur de Ciré. En 1737, le seigneur de Champfleury était René Alexandre, marquis de Culant, seigneur de Ciré, Champfleury, la Népointière, le Port la Pierre, etc... fils des précédents. Son fils René-Alexandre, marquis de Culant, et son petit-fils, furent, après lui, seigneurs de Champfleury. La famille de Gombauld de Champfleury portait : *d'azur à 4 pals d'argent* ; la famille de Culant : *d'azur semé d'étoiles d'or, au lion de même*.

(2) Minutes d'Adrien, notaire à Saint-Savinien (Archives départementales)

(3) Parmi les très nombreuses familles protestantes qui habitaient cette région à cette époque : citons les Isle, seigneurs de la Cave, Forgettes, la Matassière ; les Rolland, seigneurs de Monmouton et de Bel Ebat ; les Eveillard et de la Clie, seigneurs de la Guillebaudière ; les de Robillard, seigneurs de Bernéré ; les de Ligourre, seigneurs de Luret, les de la Mothe-Fouquet, seigneurs de Tonnay-Boutonne, etc.

Charles Legrand, écuyer, seigneur de Courpéteau, fils d'Henri, et de Jacqueline Aymer, d'où sont venus : a) Elisabeth Legrand, née vers 1666, qui abjura la religion réformée à Saint-Jean d'Angély le 2 juillet 1678, à l'âge de 12 ans ; b) Charles Legrand, chevalier, seigneur de Courpéteau, marié à Bordeaux le 22 janvier 1702 à Jeanne de Saigues.

4° Marie de Puyrigauld, dame de la Pépinière, décédée avant 1687.

5° Enfin, Noémie de Puyrigauld, dame de l'Epinière (1) où elle habita de 1659 à 1695. Elle mourut le 18 avril 1695, et fut inhumée le lendemain dans l'église des Nouillers.

A la mort de Suzanne de Gombauld, le domaine de Bois-Charmant devint la propriété de sa fille aînée Elisabeth de Puyrigauld qui le conserva jusqu'à sa mort, survenue vers 1693, c'est-à-dire pendant environ 40 ans. Elle avait épousé, par contrat du 30 janvier 1627, Pons de Pons, seigneur des Brosses et baron de Bourg-Charente, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, veuf en premières noces de Cécile de Durfort de Civrac et fils de Charles de Pons, chevalier, seigneur des Brosses et de Bonne de Martel (2). Les de Pons de Bourg, branche de l'importante maison de Pons, étaient protestants et avaient pour armes : *d'argent, à la fasce coticée d'or et de gueules de 6 pièces*. Pons de Pons ne demeura d'ailleurs que peu de temps seigneur de Bois-Charmant puisqu'il était décédé en 1659, date à laquelle sa veuve, qui habitait Bois-Charmant, est qualifiée « veuve de haut et puissant seigneur Pons de Pons, vivant chevalier, seigneur baron de Bourg-Charente, le Bois de Charman, grand fief des Nouillers et autres places, chef du nom et des armes de l'illustre maison de Pons » (3). De leur union étaient nés trois enfants :

1° Renaud de Pons, comte de Bourg-Charente, qui mourut sans postérité ;

2° Marie-Elisabeth de Pons, comtesse de Miossens, qui suit ;

3° Bonne de Pons, mariée au marquis d'Heudicourt, dont

(1) L'Epinière, commune des Nouillers. Elle avait probablement acquis cette seigneurie de Nicolas de Montaigne, abbé des Alleux et prieur d'Archingeay, qualifié seigneur de l'Epinière en 1641. A Noémie de Puyrigauld succéda à l'Epinière la famille de Bobène qui en demeura propriétaire jusqu'en 1840.

(2) Courcelles, t. IV, article de Pons, p. 47.

(3) Minutes de Dubois, notaire à Archingeay (Archives départementales).

nous aurons occasion de reparler puisque son fils fut seigneur de Bois-Charmant.

Au décès de M^{me} de Pons de Bourg, arrivé ainsi que nous l'avons dit vers 1693, le château de Bois-Charmant et ses dépendances échurent en partage à Marie Elisabeth de Pons, comtesse de Miossens, sa fille aînée, c'est ce que nous voyons par une procuration du 20 août 1695, reçue de Savigny, notaire à Paris, dans laquelle Elisabeth de Pons, comtesse de Miossens, qualifiée dame de Bourg-Charente et du Bois-Charmant, demeurant à Paris, rue de l'Epron, paroisse Saint-André des Arts, donne pouvoir à Jean Derucaud, receveur de sa terre de Bois-Charmant, pour affermer la seigneurie de la Pépinière, près Saint-Savinien. La comtesse de Miossens demeura propriétaire de Bois-Charmant jusqu'en 1714, date de sa mort. Nous donnerons sur elle et sur son mari quelques renseignements complémentaires.

Née en 1636, Elisabeth de Pons avait épousé, par contrat du 26 novembre 1659, François Amanieu d'Albret, comte de Miossens, seigneur d'Ambleville, son cousin. De la même famille que Jeanne d'Albret, reine de Navarre et mère de Henri IV, il était le troisième fils d'Henry d'Albret, II^e du nom, baron de Pons et de Miossens, comte de Marennes, etc... et d'Anne de Gondrin ; il était frère du maréchal d'Albret, gouverneur de Guyenne, mort à Bordeaux, en 1676 (1). Capitaine au régiment de Saintonge, le comte de Miossens servit aux sièges de Turin et de Lérída. Mestre de camp du régiment d'infanterie de Saintonge en 1647, il obtint par brevet du 10 octobre 1651, le grade de maréchal de camp, puis se démit de son régiment en 1655 (2). Il joua un certain rôle pendant la Fronde. C'était un bretteur réputé, qui avait tué en duel, à Paris, en 1651, le mari de la marquise de Sévigné, mais lui-même fut tué par le chevalier Jacques de Courbon Saint-Léger, dont il avait insulté la mère. Ce duel qui eut lieu non loin de Mirambeau, près du lieu appelé le Petit-Niort, le 29 janvier 1672, fut suivi d'une instruction fort longue qui permit à Jacques de Courbon d'obtenir des lettres de grâce du Roi. On tint compte sans doute de son jeune âge ; il n'avait en effet que seize ans (3).

(1) *Le père Anselme*, t. IV, p. 220.

(2) *Chronologie militaire de Pinard*, t. VI, p. 320.

(3) Voir le *Recueil de la Commission des Arts* du 1^{er} janvier 1887.

Après la mort de son mari, la comtesse de Miossens habita alternativement le château de Bourg-Charente, Jarnac, et enfin Paris où elle se retira. Il ne semble pas qu'elle ait jamais résidé d'une façon continue à Bois-Charmant, où elle ne venait qu'en passant et où, en son absence, son agent d'affaires gérât ses intérêts. Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, nous fait, de la façon suivante, le portrait de M^{me} de Miossens : « Elle était aussi bonne femme, dit-il, que sa sœur cadette M^{me} d'Heudicourt était méchante... C'était une femme très maigre, d'une taille qui effrayait par sa hauteur extraordinaire, avec des yeux vifs, un visage allumé, de longues dents blanches qui paraissaient fort ; elle ressemblait à une sorcière. Elle vivait très retirée et dans la piété.. » Elle avait fait abjuration solennelle de la religion réformée dans la chapelle du château de Versailles, en 1686, ce qui lui avait valu une pension de 4.000 livres comme nouvelle convertie (2).

La comtesse de Miossens mourut à Paris, le 23 février 1714, à l'âge de 78 ans. Elle ne laissait pas d'enfant de son mariage. A qui allait revenir Bois-Charmant ?

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, M^{me} de Miossens avait une sœur, Bonne de Pons, née en 1644, mariée en 1666 à Michel Sublet, marquis d'Heudicourt, brigadier des armées du Roi, puis grand louvetier de France. La marquise d'Heudicourt mourut à Versailles le 24 janvier 1709, âgée de 65 ans, laissant de son union quatre enfants, dont un seul, Pons Auguste Sublet, marquis d'Heudicourt, survivait en 1714. Ce fut donc lui qui à la mort de sa tante la comtesse de Miossens, recueillit les biens composant sa succession et parmi ceux-ci la terre de Bois-Charmant. Il en fit hommage au comte de Taillebourg dans deux aveux successifs des 15 mai et 30 novembre 1722 (3). Les armes des Sublet, indiquées par Dubuisson, le P. Anselme et autres étaient : *d'azur, au pal bretéssé d'or, maçonné de sable, chargé d'une vergette de même*. Cette famille est encore représentée de nos jours.

Né en 1676, le marquis d'Heudicourt servit d'abord dans la

(1) Voir la copie d'une lettre de la comtesse de Miossens concernant différentes familles de Saintonge, *Archives de Saintonge et d'Aunis*, t. XXVIII, p. 368 et s.

(2) Bois-Charmant relevait du comté de Taillebourg à hommage lige au devoir de 5 livres à muance d'homme. Voir *Archives de Saintonge et d'Aunis*, t. XXIX, p. 192 et s.

marine, puis entra aux mousquetaires en 1694. Capitaine au régiment du mestre de camp général de la cavalerie en 1695, il servit en Flandre et fut promu mestre de camp d'un régiment de cavalerie de son nom, le 6 janvier 1703 et le commanda en Allemagne jusqu'en 1708. Brigadier par brevet du 29 janvier 1709, il se trouva à la bataille de Malplaquet, au mois de septembre suivant, puis servit à Metz, en Dauphiné, à Landau, à Fribourg et au camp de la Saône en 1714. Il obtint la charge de grand louvetier de France, en survivance de son père, par provisions du 21 mars 1718 ; il entra en possession de cette charge à la mort de ce dernier, en 1720, et la conserva jusqu'en 1737. Maréchal de camp par brevet du 1^{er} février 1719, il se démit de son régiment et fut créé lieutenant-général des armées du Roi par pouvoir du 20 février 1734 ; il ne servit point en cette qualité (1).

Vivant à la Cour où le retenaient ses fonctions, il ne semble pas que le marquis d'Heudicourt soit venu bien souvent à sa terre de Bois-Charmant ; du moins, dans les différents actes que nous avons pu consulter, n'avons-nous pas trouvé trace de son passage. Pendant tout le temps qu'il en demeura propriétaire, c'est un régisseur qui administrait le domaine et c'est toujours lui que nous rencontrons pendant cette période comme gérant les intérêts du marquis d'Heudicourt (2).

M. d'Heudicourt mourut le 11 mars 1742, à l'âge de 66 ans. Il avait épousé, le 6 mai 1715, Louise-Julie d'Hautefort, fille de Louis-Charles, marquis de Surville, lieutenant général des armées du Roi, et d'Anne-Louise de Crevant Humières. De ce mariage naquit une fille unique : Charlotte-Alexandrine Sublet, marquise d'Heudicourt, née en 1722, mariée en 1737 à Antonin-Armand de Belsunce, grand louvetier de France sur la démis-

(1) *Chronologie militaire de Pinard*, t. V, p. 139.

(2) Nous avons trouvé comme fermiers de Bois-Charmant : en 1664, *Olivier Corad* ; en 1677-1716, *Jean Derucaud* (bail de la terre de Bois-Charmant consenti par M^{me} de Pons de Bourg en faveur de Jean Derucaud pour 5 ans moyennant 2.500 livres par an, 28 juin 1685. Dubois, notaire à Archingeay) ; en 1732-1744, *Pierre Hardy* (le 18 juillet 1737, le marquis d'Heudicourt demeurant ordinairement à Versailles, de présent au château de Rambouillet représenté par Claude Leclerc, son agent d'affaires, afferme à Pierre Hardy la seigneurie de Bois-Charmant et dépendances pour 9 ans moyennant 2.600 livres par an et 900 livres de pot de vin. Choulous, notaire à Archingeay) ; en 1750, *François Jagueneau* ; en 1757, *Adrien Izambert* ; en 1765, *Pierre Rat Delacombe* ; en 1767-1771 *Daniel-François Drôuhet*.

sion de son beau-père (1). Ce sont vraisemblablement M. et M^{me} de Belsunce qui, dix ans après la mort du marquis d'Heudicourt, vendirent Bois-Charmant à M. de Larade, de Saint-Jean d'Angély, porte acte de Leray, notaire à Paris, du 21 juillet 1752.

Ainsi donc, après être resté dans la même famille pendant près de trois siècles et demi, et ne s'être transmis que par voie d'alliance ou d'héritage, nous voyons Bois-Charmant passer aux mains de propriétaires entièrement nouveaux, mais aussi plus saintongeais que leurs prédécesseurs qui, vivant au loin, ne venaient que rarement à Bois-Charmant. La famille Larade ou de Larade se rencontre souvent à Saint-Jean d'Angély aux XVII^e et XVIII^e siècles où elle a donné : un procureur, des avocats, un lieutenant général et deux lieutenants particuliers au siège royal de Saint-Jean d'Angély, un conseiller du Roi, procureur en l'hôtel de ville, un prieur de Péré, etc... Les armes de cette famille, déclarées à l'armorial de 1696 étaient : *de sinople à une ancre d'argent* (2). Celui qui acheta Bois-Charmant en 1752 était Alexandre de Larade, avocat en parlement, conseiller du Roi élu à Saint-Jean d'Angély, marié à Madeleine Brillouin. Il est qualifié seigneur de Bois-Charmant et de Chauvin et était décédé dès 1755. Son fils Jacques Alexandre de Larade, né à Saint-Jean, le 1^{er} janvier 1742 et qui hérita de Bois-Charmant, fut successivement maître particulier des eaux et forêts de la maîtrise de Rochefort, puis conseiller du Roi et contrôleur ordinaire des guerres. Il avait acquis de M. d'Aiguières la maison noble des Razes (3), où

(1) Voir nobiliaire de Saint-Allais.

(2) Ce sont les armes déclarées par Pierre de Larade, seigneur de Treize Oeufs, avocat à Saint-Jean d'Angély. Voir d'Hozier, La Rochelle, p. 207.

(3) La seigneurie des Razes, anciennement appelée Vaufresche, située dans le bourg même des Nouillers, appartenait au XVII^e siècle à la famille de Belleuille ; on trouve Claude de Belleuille, seigneur de la Plessie, les Razes, marié à Charlotte de Beaupoil ; Pierre de Belleuille et Claude de Belleuille, seigneur de Coullon, les Razes, marié aux Nouillers en mars 1690 à Suzanne de Saint-Gelais de Lusignan. Les Razes devinrent ensuite la propriété de la famille d'Aiguières, représentée par Louis d'Aiguières, seigneur des Razes qui les vendit vers 1765 à M. Alexandre de Larade. A son tour, ce dernier vendit cette seigneurie à M^{me} du Mesnil Rolland, veuve de M. de Monthas son second mari (Bironneau, notaire à Saintes, 24 janvier 1788). Cette dame fut assignée en 1789 au baillage de Taillebourg pour son fief des Razes. Le domaine passa ensuite par voie d'alliance dans la famille Jounceau dont Jean-

il résidait quand il habitait les Nouillers, délaissant son château de Bois-Charmant. Marié à Saint-Jean d'Angély, le 30 juin 1766 à sa cousine de Larade, fille de Joseph de Larade, échevin de Saint-Jean, il en eut deux filles : Marie-Madeleine Eulalie, baptisée aux Nouillers, le 16 juillet 1771 et Michelle-Marie-Madeleine, aussi baptisée aux Nouillers, le 17 mars 1776. En 1788, M. de Larade demeurait à Saint-Jean d'Angély ; peu de temps après, il vendit Bois-Charmant à M. Faure Douville, ancien receveur particulier des finances à Saintes, moyennant 130.000 livres par acte du 7 avril 1791 (Bironneau, notaire à Saintes).

Les renseignements que nous possédons sur la famille Faure se réduisent à peu de chose. Joseph Louis Faure, dit Faure-Douville, qui acheta Bois-Charmant, habitait à Saintes, la rue et paroisse Saint-Maur (1). Il était fils de M. Faure, lui-même receveur des tailles à Saintes et avait deux frères : l'un, Stanislas Faure, professeur de rhétorique à Poitiers, mort à 39 ans, fut enterré dans l'église Saint-Maur, le 21 novembre 1766 ; l'autre Jean-Baptiste, fut curé de la paroisse Saint-Maur. Pendant la Révolution, M. Faure-Douville fut détenu comme suspect à la Charité de Saintes ; nous ignorons le sort qu'eut à subir Bois-Charmant pendant cette période si troublée ; ce que nous savons seulement, c'est qu'il ne changea point de maîtres. Au sujet des portraits des évêques de Saintes, notons ce détail que c'est à Bois-Charmant que M. Faure-Douville en avait réuni la collection et que c'est là que l'abbé Briand, auteur de *l'Histoire de l'église Santone et Aunisienne* les trouva.

M. Faure-Douville mourut dans les premières années du XIX^e siècle ; il avait épousé Angélique-Thérèse Goguet ; celle-ci, devenue veuve, mourut à Bois-Charmant le 19 juin 1823, à l'âge de 73 ans, laissant pour héritiers ses deux fils : l'un,

Joseph Jouneau, membre de l'assemblée législative en 1791, député de Saint-Jean d'Angély de 1814 à 1820, chevalier de Saint-Louis et maire des Nouillers, mort aux Razes, le 25 janvier 1837, âgé de 81 ans.

(1) Homme des plus recommandables par l'esprit et par le cœur, dit M. Audiat, il était lié d'amitié avec Mgr de La Rochefoucauld-Bayers. Après la vente de Crazannes en 1788, ajoute M. Audiat, l'évêque de Saintes loua à M. Faure-Douville le château de Bois-Charmant que les événements de 1789 l'empêchèrent d'habiter. Ce détail semble inexact puisque M. Faure-Douville ne devint propriétaire de Bois-Charmant qu'en 1791, c'est-à-dire trois ans plus tard. A moins qu'une convention que nous ignorons ne l'eut, avant cette date, rendu en fait propriétaire de Bois-Charmant.

Charles-Denis-Edouard, habitait en 1827 à Vierzon ; l'autre Jacques-Joseph-Louis, habitait à la même époque à Autry, près de Gien (Loiret). L'éloignement les fit sans doute se désintéresser d'une propriété à laquelle peu de chose les rattachait. C'est alors qu'ils vendirent Bois-Charmant à un propriétaire des environs, M. de Sossiondo, maire de la commune voisine d'Archingeay, pour 44.000 francs (Dutard, notaire à Saint-Savinien, 23 janvier 1827).

Si les de Larade habitaient à Saint-Jean d'Angély et les Faure-Douville à Saintes, la famille de Sossiondo demeurait non loin de Bois-Charmant puisqu'il n'y a guère plus de quatre kilomètres des Nouillers à Archingeay. Nous résumerons très rapidement ici les notes que nous avons recueilli sur cette famille.

Les Sossiondo, originaires du pays basque se rencontrent à Bayonne au XVI^e siècle, à Bordeaux et dans le Blayais aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les armes de cette famille, aujourd'hui éteinte, étaient : *d'or, coupé d'azur, à cinq burelles ondées d'argent et un souci de gueules mis en cœur et brochant sur le tout* (1). La famille de Sossiondo se fixa en Saintonge par suite de l'acquisition que fit l'un d'eux, Théodat de Sossiondo, enseigne des vaisseaux du Roi à Rochefort, de la terre et seigneurie de la Vallée, en Archingeay, le 4 mai 1732. De son mariage avec Marie Anne de Parnajon, de La Rochelle, il eut une fille, Anne, mariée à M. Dubergier de Lusié, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment d'Aumont et un fils Théodat, Théodat de Sossiondo, seigneur de la Vallée, Coulon, la Liardière, etc... épousa à Villefagnan, le 24 janvier 1767, Marie Angélique Frotier de Péray, dont il eut cinq enfants : le fils cadet, Théodore, fut celui qui acheta Bois-Charmant.

Né le 10 septembre 1775, il fut baptisé à Archingeay, le 22 février 1790 et eut pour parrain son frère aîné, Nicolas Joseph, et pour marraine Anne de la Vernède, comtesse de Ponthieu ; assistaient aussi à ce baptême : le chevalier Jean-Joseph Frotier, son oncle ; le marquis de Courbon de la Rochecourbon et MM. Hippolyte d'Aiguïères, seigneur de l'Epineuil, de la Vernède de Bernéré, Badiffe de Vaujomppe, Boffinet, etc... Maire

(1) Ce sont les armes déclarées à l'armorial de d'Hozier par Jean de Sossiondo, conseiller à la cour des aides de Guyenne, père de Théodat, enseigne des vaisseaux ci-dessus (Guyenne, p. 104).

d'Archingeay de 1812 à 1831, puis maire des Nouillers de 1841 à 1847, M. Théodore de Sossiondo mourut à Bois-Charmant, le 27 décembre 1847, à l'âge de 72 ans. Sa fille avait épousé aux Nouillers, le 31 mai 1831, M. Auguste Beaussant, avocat à La Rochelle, décédé, président de chambre à la cour impériale de Poitiers, chevalier de la Légion d'Honneur et conseiller général du canton de St-Savinien. La veuve de M. Sossiondo, née Binaud, mourut à Bois-Charmant, le 30 avril 1867 ; sa fille, M^{me} Beaussant mourut peu de temps après, le 4 septembre 1869, aussi à Bois-Charmant, à l'âge de 63 ans.

M^{me} Beaussant laissait deux filles ; l'une d'elles, M^{me} Gillot Saint-Evre, qui demeura propriétaire de Bois-Charmant, eut aussi une fille, mariée à M. Roy de l'Isle.

M. et M^{me} Roy de l'Isle ont vendu le domaine de Bois-Charmant à différents propriétaires, il y a environ trente ans (25 janvier et 15 octobre 1881, Clais, notaire à Saint-Jean d'Angély). Le château, lui-même, a été partagé entre deux des acquéreurs ; ce sont leurs héritiers qui le possèdent encore aujourd'hui.

H. VENANT.

II

L'ORGANISATION DU CLERGÉ EN 1803 DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE

(Suite.)

L'organisation du personnel offrait plus de difficultés. Il fallait rassembler, sous l'autorité d'un même évêque, des ecclésiastiques d'origine diverse et de conduite très différente. Il y avait les survivants des ordres religieux : bénédictins, capucins, dominicains, etc. ; des dignitaires de l'ancien clergé : chanoines des chapitres, chanoines réguliers, prieurs, curés ou vicaires. Les uns avaient refusé le serment et souffert la prison et l'exil ; les autres avaient tout accepté. Parmi ces derniers, beaucoup avaient été curés intrus, et avaient remis leurs lettres de prétrise, quelques-uns s'étaient fait persécuteurs de leurs confrères et s'étaient mariés civilement. Nécessairement il fallait faire un choix, apprécier les vertus et les services rendus,

se montrer miséricordieux et réhabiliter ceux qui pouvaient l'être.

D'autre part, le gouvernement ordonnait de n'exiger aucune espèce de retractation, de ne demander aux prêtres ni serment, ni formule autre que la déclaration qu'ils adhéraient au concordat, et qu'ils étaient dans la communion des évêques nommés par le premier Consul.

Toutes les nominations, faites antérieurement par les vicaires épiscopaux, furent considérées comme provisoires.

Aucun prêtre ne devait plus exercer le culte dans une maison particulière, sans autorisation du gouvernement ; ceux-là seuls pouvaient l'exercer dans les églises, qui en avaient reçu la permission de l'évêque.

Des curés constitutionnels étaient restés dans leurs paroisses, ou s'étaient établis dans d'autres églises ; ils avaient rétabli le culte, ils étaient acceptés par les populations ; il était difficile de leur imposer un changement. Des pétitions étaient signées en leur faveur, elles étaient appuyées par les sous-préfets et les municipalités.

A Rochefort, les habitants pétitionnèrent pour conserver à la cure de Saint Louis, M. Salvin, ancien carme, prêtre constitutionnel ; M. Rollet plaça à ce poste M. Jeudy, né comme lui à Rochefort (1) et insermenté. M. Salvin fut proposé pour la cure de Saint-Agnan, et M. La Forest pour celle de Notre-Dame de Rochefort. Les habitants pétitionnèrent de nouveau et obtinrent le curé de leur choix.

Les incidents de la nomination, à la cure de Marans, de M. Pinelière, ancien curé de Saint-Martin de Ré, nommé, en 1781, député à l'Assemblée nationale, révèlent ce qu'il y avait de difficultés sur plusieurs points du diocèse.

Le culte avait été rétabli dans cette ville, le 18 mars 1797, par l'abbé Arrivé, natif de Marans, assisté de M. Hervé, ex-capucin de Fontenay, l'un et l'autre constitutionnels. En 1802, les catholiques, en majorité, ne voulaient avoir aucun rapport avec ces ecclésiastiques, qu'ils accusaient d'avoir apostasié. Ils suivaient les prêtres réfractaires, revenus de l'exil. Les parti-

(1) Jeudy (Jean-Baptiste), né à Rochefort, le 20 décembre 1738, était fils de Toussaint Jeudy, commis au Trésor de la marine, et de Tison Du Mesnil, Marguerite. Il eut pour parrain Messire Jean-Baptiste de Mac-Nemara, capitaine de vaisseau et major du port de Rochefort, et pour marraine, Julie de Vassoigne, épouse de François de Sainte-Hermine, chef d'escadre.

sans des constitutionnels étaient moins nombreux, mais ils étaient plus énergiques.

Ils soutenaient que les prêtres assermentés étaient les seuls qui avaient fait acte de bon citoyen, en se conformant aux lois de leur pays ; ceux qui avaient émigré, disaient-ils, n'avaient été poussés que par leur intérêt personnel, sans souci de la religion, et ils concluaient : « que ces derniers ne devaient pas, après l'orage, venir réclamer la récompense, qui n'était due qu'à ceux qui n'avaient jamais désespéré de la religion. »

M. Rolland, maire de Marans, fit intervenir M. de Misy, sous-préfet de la Rochelle, et M. Fleuriau, et il obtint la nomination de M. Pinelière. Les notes, inscrites en marge de la minute du projet d'organisation, sont suggestives : après un nom, l'auteur écrit : « On n'en veut pas ! » après un autre, il met ce seul mot : « Content ! »

Les articles organiques ajoutaient : « Que tout ecclésiastique pensionnaire de l'Etat serait privé de sa pension, s'il refusait, sans cause légitime, les fonctions qui pouvaient lui être confiées ! » Cette dernière clause amena à se mettre à la disposition de M. Rollet, délégué de Mgr de Lorris, quelques ecclésiastiques dont la nomination fut un scandale, et qu'il fallut promptement éloigner.

Le 6 octobre 1802, MM. Rollet et Guillemardet arrêtaient le projet des nominations pour le service paroissial. Il comprenait 14 curés de première classe, 43 curés de seconde classe, 203 succursalistes, 46 vicaires et 5 aumôniers des hôpitaux. Soit un total de 312 ecclésiastiques.

Les signataires ajoutaient : « Qu'ils ne connaissaient pas dans le diocèse, de prêtres dans le cas de radiation pour une place, pour cause d'émigration ; qu'il leur avait été impossible de se conformer à la clause concernant l'époque, où les prêtres devaient être rentrés en France pour être employés, car la grande majorité n'était entrée que depuis quatre ou cinq mois ; que la disette de prêtres les avait forcés à les placer selon les circonstances locales et personnelles, mais que tous leur étaient assez connus pour répondre au gouvernement de leurs sentiments et de leur conduite. Ils avaient observé, autant qu'il leur avait été possible, la proportion prescrite pour les prêtres constitutionnels dans les nominations aux cures et aux succursales. »

Le projet nommait aux cures de première et de deuxième classes, 42 insermentés et 16 assermentés.

A cette époque, M. Rollet dut à l'influence de son frère, le sénateur Lemer cier, sa nomination à l'évêché de Montpellier. Il quitta Saintes et prit possession de son siège épiscopal, le 5 décembre 1802.

Le 8 pluviôse an XI (28 janvier 1803), l'organisation du diocèse était présentée à Portalis par Mgr de Lorris, et approuvée par le premier Consul.

Les cures étaient réduites au nombre de 37. Parmi les curés, douze étaient d'anciens constitutionnels. Voici les cures et leurs titulaires :

Aigrefeuille, M. Nicolleau ; Archiac, M. Monjou ; Arvert, M. Delon ; Aulnay, M. Robert P., constitutionnel ; Brizambourg, M. Guyonnet, constitutionnel ; Chérac, M. Leroy ; Courçon, M. Chartier, constitutionnel ; Cozes, M. Daubonneau, constitutionnel ; Gemozac, M. Robert A. ; Jonzac, M. de Saint-Légier ; La Jarrie, M. Lescuyer, constitutionnel ; Le Château-d'Oleron, M. Sazerat ; Loulay, M. Lacroy-Saint-Cyprien ; Marans, M. Pinelière ; Marennes, M. La Coudraye ; Matha, M. Pelluchon, constitutionnel ; Mirambeau, M. Frichon ; Montendre, M. Monjou Pierre ; Montguyon, M. Bart ; Montlieu, M. Richard, constitutionnel ; Pont-l'Abbé, M. Buisson ; Saint-Agnan, M. La Forest ; Saint-Barthélemy de La Rochelle, M. Mirlin ; Saint-Eutrope de Saintes, M. Meisseix ; Saint-Genis, M. Garnier Henri ; Saint-Georges d'Oleron, M. Saint-Médard ; Saint-Jean d'Angély, M. Cardailhac ; Saint-Louis de Rochefort, M. Jeudy ; Saint-Martin de Pons, M. Guilbeau G. ; Saint-Martin de Ré, M. Gonnin, constitutionnel ; Saint-Pierre de Saintes, M. Hardy ; Saint-Sauveur de La Rochelle, M. Delezay, constitutionnel ; Saint-Savinien, M. Merveilleux, constitutionnel ; Saujon, M. Mallet Louis, constitutionnel ; Surgères, M. Dhesnin ; Tonnay-Boutonne, M. Rinjonneau, constitutionnel ; Tonnay-Charente, M. Landreau.

Les succursales étaient au nombre de 230. Le 24 décembre de cette même année, 15 autres communes furent érigées en succursales, ce qui porta leur nombre à 245.

Dans l'île de Ré, où les curés assermentés étaient demeurés, et avaient énergiquement lutté pour le maintien de l'observation religieuse du dimanche, M. Gounin, ancien curé de Cravans, curé intrus de Saint-Vivien de Pons, ex-vicaire épisco-

pal de l'évêque constitutionnel Robinet, était nommé à la cure de Saint-Martin de Ré.

Dans l'île d'Oleron, au contraire, les curés avaient refusé le serment. Tous étaient replacés dans leur ancienne paroisse, et M. Saint-Médard, ancien curé de Nantillé, émigré en Angleterre, était appelé à la cure de Saint-Georges. Les arrondissements de Jonzac et de Saint-Jean d'Angély recevaient les prêtres constitutionnels ; les cantons d'Aulnay, de Matha et de Tonnay-Boutonne ne comptaient que des assermentés, et les plus compromis aux heures tragiques de la révolution. Les populations de cette partie du département, indifférentes ou irréligieuses, avaient perdu toute notion du prêtre catholique.

M. l'abbé Rollet (1), intelligent, vertueux et d'une grande piété, manquait de la force d'âme et de l'énergie nécessaire à cette époque. Les contemporains lui ont reproché l'organisation de 1803. Mais, vicaire général, s'est-il trouvé dans une position plus difficile ?

Il se laissa imposer des sujets indignes. Parmi eux était François Desseix de Masdebord, né à Maillé (Haute-Vienne), le 11 janvier 1746. Religieux augustin, il avait rempli les fonctions d'aumônier du 4^e régiment de marine ; il se distingua par son zèle révolutionnaire. Il se vantait d'avoir été le premier prêtre de Rochefort à prêter le serment, et le premier prêtre de France qui eut apostasié, en livrant ses lettres de prêtrise. Tour à tour espion et délégué des conventionnels Laignelot et Lequinio, il dénonça les frères Faucher de La Réole, qui, condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire de Rochefort, furent arrachés au dernier supplice par les protestations de la foule. Il porta la terreur dans l'arrondissement de Jonzac, et procéda à l'arrestation du marquis Duchilleau, ancien gouverneur de Saint-Domingue, et de sa femme, dans leur château de Saint-Simon de Bordes. Il avait épousé civilement le 9 floréal an II, Marguerite Julie Rancien. Dans l'organisation nouvelle, cet homme était nommé à la cure de Saint-Georges de Longue-Pierre (2).

(1) Monseigneur Rollet reçut, à la fin d'avril 1806, une lettre de Portalis, qui lui apprenait qu'il avait donné sa démission, et que l'empereur le nommait chanoine de Saint-Denis. Il mourut en 1824.

(2) Masdebord revint à Rochefort, obtint du cardinal Caprara la réhabilitation de son mariage ; elle est consignée sur les registres paroissiaux à la date du 7 janvier 1806. Il remplit les fonctions de commis de la marine.

Ces nominations causèrent dans le clergé une impression d'autant plus pénible, que Monseigneur de Coucy paraissait les avoir annoncées dans la lettre de protestation adressée à ses diocésains.

« Bientôt, avait-il dit, le catholique et le constitutionnel deviendront deux cadavres qui se confondront dans la même dissolution. O fille de Sion, tes ministres te trahissent, tes pasteurs te conduisent à la gueule du loup, ou plutôt se changent en loups eux-mêmes !... Triomphez, jureurs, schismatiques, impies, apostats ! Vos nouveaux émules vous en donnent le droit. Vos erreurs sont devenues les leurs, ils vont partager vos crimes !... »

Des prêtres, qui avaient bravé les plus grands dangers pour rester fidèles à l'église et maintenir la foi, étaient placés comme vicaires. M. Bonnerot, ancien curé de la paroisse Saint-Maur de Saintes, plus tard vicaire général du diocèse, avait été admirable de dévouement, il était nommé vicaire de Meursac. M. Barreau, ancien prieur de Saint-Vivien de Pons, plus tard fondateur des Ursulines et du petit séminaire de cette ville, était renommé dans son ancienne paroisse, mais comme vicaire de son remplaçant M. Bruneau.

Ces prêtres se soumirent humblement ; d'autres, émus par les protestations de leur ancien évêque, scandalisés par ces nominations, et fidèles à la royauté, repoussèrent le concordat. Un rapport de M. Dupin, préfet des Deux-Sèvres, signale M. Brunetière ancien chanoine de La Rochelle, comme opposé au concordat et se bornant à dire une messe basse le dimanche. M. Ducheyron du Pavillon, ancien chanoine de Saintes, refusa tout ministère, toute pension et vécut en partageant ses revenus personnels avec les pauvres. Pendant les premières années du XIX^e siècle, il y avait, dans nos villes, un certain nombre de ces vieux prêtres, vivant retirés et respectés.

D'autres formèrent le schisme de la petite église. Un des plus opiniâtres fut M. Doussin (1) (Jacques-Louis), né à Saint-Georges des Coteaux, le 11 septembre 1753, docteur en théologie et curé de Sainte-Marie en l'île de Ré. Son vicaire M. Gibeau était également docteur, l'un et l'autre refu-

(1) Il appartenait à cette admirable congrégation de Chancelade, trop oubliée, qui, à la fin du XVIII^e siècle donna au diocèse tant de prêtres, remarquables par leur foi et leur intelligence.

sèrent le serment et passèrent en Vendée ; M. Gibeau fut guillotiné à Nantes.

Dans ses mémoires, M^{me} de La Rochejacquelin parle de M. Doussin, comme d'un prêtre des plus zélés. Monseigneur de Mercy, évêque de Luçon, lui avait donné les pouvoirs de vicaire général. Au milieu des luttes implacables, qui désolaient la Vendée, il sauva la vie à un grand nombre de prisonniers républicains, en arrêtant le massacre par les protestations énergiques qu'il adressa aux Vendéens. Traduit plus tard devant un tribunal, il fut acquitté en souvenir de cette action. A Dol, les royalistes, acculés à la mer par trois armées républicaines, furent saisis de panique. Doussin monta sur un tertre, en élevant un grand crucifix : « C'était un homme d'environ quarante ans (1), écrit de La Rochejacquelin, il avait une voix de stentor, il fit un discours énergique aux soldats parlant à la fois en prêtre et en militaire. il leur représenta qu'eux, leurs femmes, leurs enfants, périraient infailliblement si l'on cessait le combat, tandis qu'on pouvait espérer de les sauver, en le rétablissant. Il leur cria : « Mes enfants, je marcherai à votre tête, que ceux qui veulent se battre se mettent à genoux, je vais donner l'absolution aux braves ; s'ils tombent ils iront au paradis ; mais pour les poltrons qui abandonnent leur Dieu, leur famille, point d'absolution. ils mourront également, ils iront en enfer ! » Plus de 2.000 hommes se mirent à genoux, l'absolution fut donnée à haute voix ; les soldats se relevèrent avec enthousiasme, en criant : « Allons en paradis ! vive le roi ! » Ils partirent pleins d'ardeur, le prêtre à leur tête, ne cessant de les exhorter. »

Au retour de la campagne d'Outre-Loire, dont il fut un des rares survivants, Doussin desservit la paroisse de Bonny-sur-la-Roche. Il se fixa ensuite à Thorigny ; accusé d'avoir crié : Vive le roi ! à la vue de deux enfants mâles, qu'on lui présentait à baptiser, il fut arrêté et transféré le 9 thermidor an V à Fontenay-le Comte où il eut à souffrir de nombreuses vexations. Le 2 frimaire an VI, il fut condamné à la déportation et conduit à Rochefort. Enfermé à la prison de l'hôpital Charente,

(1) Le comité exécutif donne ainsi son signalement : « Doussin (Jacques-Louis), prêtre, âgé de 44 ans, natif de la commune de Saint-Georges-les-Coteaux (Charente-Inférieure), taille 5 pieds deux pouces, cheveux, sourcils et barbe noirs, nez long et gros, bouche moyenne, menton fourchu, front ordinaire, visage allongé. »

avec dix-sept autres captifs, prêtres ou laïques, il releva leur courage et les décida à désarmer les gardes nationaux, à les renfermer à leur place et à fuir. L'entreprise réussit, Doussin et ses compagnons prirent la route de La Rochelle ; à Tasdon il se sépara d'eux et continua vers la Vendée. Il s'arrêta à Chagnolet près de Dompierre et rétablit le culte.

Monseigneur Jean-François de Mandolx, successeur de Monseigneur de Lorris, fut sacré le 2 février 1803. Il avait autrefois rempli les fonctions de vicaire général de Marseille, et émigré en Italie. Le bruit fut répandu dans le diocèse qu'il avait prêté le serment schismatique. L'historien Massiou s'est fait l'écho de cette calomnie, en appelant Monseigneur de Mandolx « prêtre constitutionnel. » L'abbé Briand, dans son *Histoire de l'Eglise Santone*, a réfuté cette assertion par les témoignages les plus irrécusables.

L'accusation portée contre le nouvel évêque augmenta les difficultés. M. l'abbé Paillou, bientôt évêque de La Rochelle, écrivait à M. Beauregard, le futur évêque d'Orléans : (30 mars 1803) : la petite église, je veux dire ceux qui tiennent à Monseigneur de Coucy sont encore pires que les constitutionnels, pas un d'eux ne s'est présenté pour saluer le nouvel évêque. Ils se tiennent cachés, ne reconnaissent d'autre évêque que Monseigneur de Coucy, et par conséquent, quelqu'interdit qu'on puisse prononcer, il ne s'abstiendront jamais de célébrer dans des oratoires particuliers. » « Août 1803 : Monseigneur l'évêque proposa des places aux prêtres dissidents, ils les refusèrent, déclarant ne pas reconnaître son autorité. Les choses en sont venues à ce point, que tous nos prêtres, qui avoisinent les Deux-Sèvres, sont décidés à donner leur démission, et alors cette partie du diocèse restera sans aucun secours spirituel » (1). A La Rochelle même, on comptait quelques prêtres dissidents.

Bonaparte, irrité de cette résistance, ordonnait à Talleyrand d'écrire (21 mai 1803) à d'Azara, ambassadeur d'Espagne : « Le premier consul désire que M. Coucy soit arrêté et détenu au secret dans un des couvents d'Espagne les plus éloignés de France ». Bonaparte renouvela cinq fois sa demande d'arrestation du prélat.

L'organisation concordataire, créée de toutes pièces, s'appliquait dans le département, à des populations dont les disposi-

(1) Voir la *Petite Eglise*, par B. Drochon.

tions différaient d'arrondissement à arrondissement et même de paroisse à paroisse.

M. l'abbé Saint-Médard, curé de Saint-Georges d'Oleron, nous a tracé le tableau suivant (1) : « En parcourant les campagnes, je fus douloureusement affecté en voyant que, depuis huit ans, les dix-neuf-vingtièmes des habitants n'avaient point entendu la parole de Dieu, que les idées religieuses étaient presque étrangères aux jeunes gens de 15 ans et au-dessus, que plusieurs personnes avaient contracté mariage sans avoir fait la première communion, et sans connaître les premiers éléments de la religion ; à tous ces maux, il ne pouvait y avoir qu'un remède, c'était le rétablissement du ministère sacerdotal et public. Je fis donc ouvrir l'église de Saint-Georges ; quelque vaste que fut son enceinte, elle ne put suffire à la multitude innombrable qui s'y porta, avec des transports de joie, qu'il est impossible de décrire. »

Les populations de l'île d'Oleron avaient conservé un fond de religion. Elles avaient protégé et gardé leurs curés insermentés jusque dans les derniers mois de 1792. En Saintonge, surtout dans l'arrondissement de Saint-Jean d'Angély, le paysan était depuis longtemps foncièrement irreligieux. Les superstitions les plus étranges avaient remplacé la religion. Chaque village avait son sorcier ou sa sorcière ; dans beaucoup de communes, les sacristains présidaient les enterrements, organisaient des processions pour obtenir la pluie, faisaient de l'eau bénite et en distribuaient, bénissaient une foule d'objets et surtout le sel pour les animaux. Le paysan de cette partie du département, appelée longtemps « la petite Chine », était redevenu le *paganus* antique, qu'il n'a peut-être jamais cessé d'être.

En 1815, M. Soullard, doyen de Matha, écrivait à Mgr Villecourt : « On voit ici, ce qui n'existe nulle part en France, des familles entières, pères, mères et enfants, qui vivent sans baptême, sans première communion, sans mariage chrétien, et qui meurent sans avoir fait un seul acte extérieur de christianisme. On y voit des populations sans principes religieux, et tombées dans un tel état d'ignorance, que les pasteurs protestants qui avaient compté sur cet état de démoralisation reli-

(1) Etat de la religion dans l'île d'Oleron en 1802. Rapport de M. Saint-Médard.

gieuse, ont avoué publiquement que ces peuples ne pouvaient faire ni des catholiques, ni des protestants. Vie matérielle et presque animale, voilà l'existence du peuple en général. Les tribunaux d'ailleurs sont là pour marquer l'état moral du pays. »

On peut deviner quel accueil les prêtres reçurent dans cette contrée. Les populations opposaient la force d'inertie. Les réparations des églises et des presbytères étaient retardées, les ecclésiastiques, sans abri et souvent sans ressources, abandonnaient les succursales et se retiraient dans leurs familles. Un d'eux écrivait au préfet de Saintes, le 20 juillet 1803 : « Depuis près d'un an, je n'avais reçu que deux pochées de blé et une barrique de vin, sur les représentations que j'ai fait, j'ai reçu depuis cette époque, un boisseau de blé et un petit écu. voilà tout ! par malheur je n'ai pas été récollet *et fodere non valeo*, ayant été privé de tout ce que j'avais, quelle ressource me reste-t-il ? »

Au 17 octobre 1804, vingt mois après la signature de l'organisation du personnel, soixante-trois succursales avaient été abandonnées par les curés. Voici le nom des succursales vacantes dans chaque canton. Ce tableau extrait du document officiel nous renseignera, mieux que toute autre considération, sur l'état religieux du département en 1803.

Cantons :

SAINTES, canton nord, 0 succursales vacantes sur 5 dans le canton ; canton sud, 3 sur 9 ; Burie, 1 sur 7 ; Cozes, 0 sur 9 ; Gemozac, 3 sur 9 ; Pons, 4 sur 11 ; Pont-l'Abbé, 3 sur 7 ; Saujon, 2 sur 6.

SAINT-JEAN D'ANGÉLY, 3 sur 10 ; Aulnay, 6 sur 11 ; Loulay, 4 sur 7 ; Matha, 10 sur 12 ; Saint-Hilaire, 4 sur 7 ; Saint-Savien, 1 sur 5 ; Tonnay-Boutonne, 2 sur 3.

MARENNES, 1 sur 5 ; La Tremblade, 0 sur 5 ; Le Château-d'Oleron, 0 sur 2 ; Saint-Agnan, 1 sur 2 ; Saint-Pierre-d'Oleron, 0 sur 2.

JONZAC, 2 sur 7 ; Archiac, 0 sur 9 ; Mirambeau, 4 sur 9 ; Montguyon, 3 sur 7 ; Montendre, 3 sur 5 ; Montlieu, 2 sur 7 ; Saint-Genis, 2 sur 9.

LA ROCHELLE, canton ouest, 0 sur 5 ; canton est, 0 sur 6 ; Courçon, 0 sur 5 ; La Jarrie, 0 sur 5 ; Marans, 0 sur 3 ; Saint-Martin-de-Ré, 1 sur 7.

ROCHEFORT, 0 sur 4 ; **Aigrefeuille**, 0 sur 4 , **Surgères**, 2 sur 6 ; **Tonnay-Charente**, 1 sur 4.

Les îles et le littoral ont conservé leurs prêtres. Nous avons vu plus haut que cette partie du département avait été la plus généreuse dans les augmentations de traitement. Il restait aux fabriques quelques fondations. Sur les côtes, la vie est plus facile, les fruits de l'Océan sont une grande ressource. Les intelligences et les cœurs sont plus ouverts.

Dans l'intérieur des terres, les cantons de Cozes et d'Archiac restèrent au complet, les cantons d'Aulnay, de Matha et de Tonnay-Boutonne furent presque entièrement abandonnés.

Le chiffre des ecclésiastiques, employés dans le ministère paroissial, au mois de janvier 1803, était de 312. Au 17 octobre 1804, il n'était que de 211.

Ces prêtres avaient été ordonnés avant 1792, le plus jeune (1) était âgé de 36 ans, le plus vieux (2) comptait 83 ans.

Ils se classaient ainsi : de 36 à 40 ans, 19 ; de 41 à 50, 73 ; de 51 à 60, 67 ; de 61 à 70, 42 ; de 71 à 83, 10. La vie sacerdotale se trouvait resserrée entre 41 ans et 70 ans. Il devait s'écouler encore dix années avant que les séminaires rétablis pussent fournir de nouvelles générations ecclésiastiques.

Bonaparte avait voulu que, dans tous les diocèses, il y eut un constitutionnel parmi les vicaires généraux. A La Rochelle, c'étaient MM. Chappus et Constant. Ce dernier, né le 3 mai 1745, à Saint-Mégrin, avait été chanoine régulier de Saint-Augustin et professeur de théologie dans la congrégation de Chancelade. Il prêta le serment et fut nommé vicaire général de Bordeaux, d'Agen, de La Rochelle et d'Angoulême. Il mourut à Saint-Mégrin, le 15 septembre 1822. Son frère, né à Saint-Mégrin en 1736, entra chez les Dominicains et fut professeur à l'université de Bordeaux. Il fut nommé évêque constitutionnel d'Agen, donna sa démission en 1801 et mourut à Paris le 7 juin 1811.

L'évêque avait nommé un vicaire général pour chaque arrondissement, c'était avec ces ecclésiastiques qu'il administrait le diocèse.

Les chanoines titulaires étaient : MM. Texier, Paillou, ancien

(1) Bouyer (Jean-François), né le 11 octobre 1768, curé de Brie-sur-Archiac.

(2) Saint-Légier (Blaise-Antoine-Alexandre), né le 19 mars 1721, curé de Champagnac.

vicaire général de Luçon ; Legrix, ancien chanoine de Saintes ; Blavoust, ancien prieur de Surgères ; Regnier, Fournier et Caquineau.

(*La fin au prochain numéro*).

P. LEMONNIER.

III

LES JUGES DE PAIX DE SAINTES DEPUIS 1790.

(*Suite*)

La Convention Nationale, ayant décrété que le gouvernement provisoire de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix (1), ordonna, par un autre décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), que les représentants du peuple, dans les départements, seraient chargés d'achever, sans délai, l'épuration complète de toutes les autorités constituées (section IV, articles 1 et 2) (2).

La justice de paix de Xantes, comme on appelait alors Saintes, fut soumise à cet épurement, qui fut opéré le 29 pluviôse an II (17 février 1794) par les soins des citoyens Noleau (3) et Bobe-Moreau (4), délégués des représentants du peuple, Topsent et

(1) Ce régime demeura en vigueur jusqu'à la mise en pratique de la Constitution de l'an III et l'établissement du Directoire et des deux Conseils.

(2) *Collection générale des décrets de la Convention*, frimaire, an II, page 148.

(3) Noleau, maçon en 1789, depuis membre du Comité de Surveillance, juré du tribunal révolutionnaire et agent national du district de Rochefort. Le 23 frimaire an III (13 décembre 1794) il fut banni du sein de la société populaire de cette ville lors de l'épuration ordonnée par le représentant du peuple Blutel (de la Seine-Inférieure), envoyé en mission dans notre département après le neuf thermidor (Voir *Extrait des procès-verbaux des citoyens, composant la société populaire de Rochefort-sur-mer, concernant son épuration*. A Rochefort, chez J.-B. Bonhomme, l'an III de la République. Cf. *Histoire de la ville et du port de Rochefort*, par J.-T. Viaud (le père de Pierre Loti), et E.-J. Fleury, d. m. Rochefort, chez M^{me} Honorine Fleury, 1845, tome II, page 382.

(4) Jean-Baptiste-Bobe Moreau, né à Poitiers le 6 mars 1761, fils de François Bobe, perruquier et marchand épicier, et de Marie-Anne Vallée, décédé à Saintes, rue de la Sous-Préfecture, le 15 mars 1849, pharmacien en chef de la marine à Rochefort, docteur-médecin à Saintes, fut le premier vaccinateur de la Saintonge. Il avait épousé Adélaïde Train, fille d'un ingénieur-constructeur, dont il ne tarda pas à se séparer. (Voir articles de M. Antoine Duplais-Destouches, *Revue de Saintonge*, VIII, pages 52-56, et 219-231.

Guezno, députés de l'Eure et du Finistère (1) envoyés ensemble en mission dans la Charente-Inférieure au mois de mars 1794. Riquet, juge de paix de la commune de Saintes, et ses quatre assesseurs, Gobeau, Lafaye aîné, Brunet et Néron, ayant paru être d'un civisme suffisamment « épuré », furent confirmés dans leur poste (2). Denis Prieur conserva aussi ses fonctions de juge de paix du canton de Saintes *extra muros*, mais nous n'avons découvert aucun document le concernant..

Un décret du 8 nivôse an II (28 décembre 1794) (3) avait édicté que, pendant la durée du gouvernement révolutionnaire, le conseil général de chaque district nommerait provisoirement, à la majorité des voix, aux places de juge de paix qui se trouveraient vacantes pour quelque cause que ce fut (articles 2 et 3). Ce mode de nomination fut étendu bientôt aux places des greffiers et des assesseurs des juges de paix par deux autres décrets du 23 floréal an II (12 mars 1794) et 30 messidor an II (18 juillet 1794) (4).

Le directoire du district de Saintes, à notre connaissance du moins, fut appelé à user trois fois de ce pouvoir. Il appert, en effet, des registres de ses délibérations : 1° que le deuxième jour sans culottide de l'an II (18 septembre 1794) cette assemblée nomma juge de paix du canton d'Écoyeux, en remplacement de Jean Buisson (5), démissionnaire pour raisons de santé, Jean Sébastien Leblanc, huissier national près le tribunal de commerce de la ville de Saintes, habitant la commune de « Césaire

(1) Topsent (Jean-Baptiste-Nicolas), né et mort à Quilibœuf (Eure) 10 juin 1755 — 14 août 1816, ancien capitaine de la marine marchande ; — Guezno de Botsey (Mathieu-Claude), né et mort à Audierne (Finistère). 17 février 1763 — 6 juillet 1839, négociant ; il appartenait à une famille de robe, originaire de Normandie. (*Dictionnaire des parlementaires français* par Ad Robert, Edgar Bourloton et Gaston Cougny, tome V, page 629, et tome III, page 275. Paris, 1891.

(2) *Procès-verbal des délégués des représentants du peuple pour l'éparement des autorités constituées de Xantes* (Archives du département de la Charente-Inférieure). Cet important document a été publié *in extenso* dans l'ouvrage de M. Piet-Lataudrie : *Le Tribunal de Saintes depuis 1790 jusqu'à nos jours*. Saintes, Hus frères, 1883.

(3) *Collection des décrets de la Convention Nationale*, mois de nivôse an II, page 57.

(4) *Idem*, mois de floréal an II, page 230, mois de messidor an II, page 234.

(5) Jean Buisson avait remplacé Pierre Giraud, décédé à Migron, le 16 septembre 1793, à l'âge de 43 ans.

Ami des Lois » (ci-devant Saint-Césaire), « connoissant à ce citoyen un patriotisme pur et les qualités de l'esprit et du cœur qui conviennent essentiellement à un juge de paix » (1); — 2° que le 22 pluviôse an III (10 février 1795), Jean-Joseph Brunet fils, l'un des assesseurs de Riquet, ayant été nommé agent national, Jean-Elie Fleury, propriétaire à Saintes, fut désigné à sa place; — 3° qu'enfin les administrateurs dudit district, après avoir pris l'avis des communes composant le canton d'Ecoveux, firent choix comme juge de paix de Mathieu Dorat, greffier, en remplacement de Leblanc, décédé à Saint-Césaire, le 24 germinal de la même année (13 avril 1795), et de Jacques Jean, propriétaire à Ecoveux, ancien sergent royal, pour greffier à la place de Dorat (2).

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) prescrivit que les juges de paix et leurs assesseurs seraient nommés pour deux ans par les Assemblées primaires (article 212); c'était le retour au régime antérieur.

Le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), la Convention vota une loi qui excluait de toutes fonctions publiques les provocateurs ou signataires de mesures séditieuses ou contraires aux lois et les parents ou alliés d'émigrés jusqu'au degré d'oncle ou de neveu, en les obligeant de s'en démettre dans les 24 heures de sa promulgation, sous peine d'être condamnés au bannissement à perpétuité (3). Aussi, dès le 11 brumaire de cette même année (2 novembre 1795), Riquet, juge de paix de la cité de Saintes, et ses assesseurs Jean Gobeau, Jacques Néron, Jean-Baptiste Forget et Eutrope Massiou, firent ils par écrit, sur le registre de l'audience, la déclaration qu'ils ne se trouvaient pas dans l'un des cas visés par la loi précitée ? Riquet ajouta même : « Je jure de plus haine à la royauté », peut-être pour mieux affirmer son

(1) *Registres des délibérations du district de Saintes* (Archives départementales). Leblanc, qui était membre du Comité de Surveillance révolutionnaire, y fut remplacé par Joseph-Marie Dussourd, ancien contrôleur de la régie générale de la ville de Saintes, alors chef de bureau des domaines nationaux, lequel fut, croyons-nous, maire de Pessines en 1809.

(2) Jacques Jean, fils de feu Pierre Jean et de Marie Noir, était époux de Catherine Simon Laguiardrie, fille de Pierre-Simon Laguiardrie et de Marie-Anne Giet, de la paroisse d'Ecoveux. Il était frère germain de Jean-Baptiste Jean, dit Roquet, notaire royal et greffier du siège et comté de Taillebourg, qui épousa à Ecoveux, le 17 janvier 1761, Marie-Thérèse Bernard.

(3) *Bulletin des Lois*, 1^{re} série, nos 199-1193; — Duvergier, tome VIII, page 354.

civisme, probablement plutôt pour obéir à un ordre de ses supérieurs hiérarchiques. Du reste, peu de temps après, le Directoire exécutif, dans un arrêté du 22 nivôse an IV (12 janvier 1796) qui, en exécution de la loi du 21 nivôse an III (10 janvier 1795), ordonnait « la célébration de l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français », enjoignit à tous les juges de paix, comme à tous les autres fonctionnaires publics, de déclarer qu'ils vouaient « une haine éternelle à la royauté » (1). La loi du 19 ventôse an IV (9 mars 1796) vint réitérer cette prescription (2).

Les élections pour le renouvellement des juges de paix venaient d'avoir lieu dans ce même mois de brumaire, comme l'atteste la lettre suivante, datée de Saintes du 13 brumaire an IV (14 novembre 1795), écrite par Garesché (3), président de l'administration du département de la Charente-Inférieure, à Prieur, juge de paix : « Citoyen. D'après le recensement des votes des citoyens, composant l'Assemblée primaire du canton de Saintes, vous avez été, à l'unanimité, élu juge de paix dudit canton, nous nous empressons de vous faire part de votre élection et nous vous félicitons d'une réunion de suffrages aussi honorable que méritée. Salut et fraternité ».

Le système d'élection, établi par la constitution de l'an III, fut maintenu par l'article 60 de la constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799), qui porta à trois ans la durée des fonctions des juges de paix.

Une loi du 29 ventôse an IX (20 mars 1801) supprima les assesseurs des juges de paix et ordonna que, désormais, ces derniers rempliraient seuls les fonctions soit judiciaires, soit de conciliation, qui leur étaient attribuées (articles 1 et 2). En

(1) *Collection générale des Lois et des actes du Corps législatif et du Directoire exécutif*, nivôse et pluviôse an IV. A Paris, chez Baudouin, imprimeur.

(2) *Bulletin des Lois*, II^e série, nos 30-208, page 14.

(3) Garesché (Pierre-Isaac), né à Nieulle, commune de Saint-Sornin-de-Marennes, le 20 juin 1738, mort en sa propriété de Faveau, commune du Guâ, le 13 mars 1812, négociant, député du Tiers aux États Généraux pour la sénéchaussée de Saintonge, élu administrateur du département de la Charente-Inférieure le 10 septembre 1792. Il fut beau-père de René Eschasseriaux, procureur général syndic de ce département, député au Corps Législatif, maire de Saintes, aïeul du baron Eugène Eschasseriaux (Voir *Revue de Saintonge* du 1^{er} juillet 1896, tome XVI, pages 288 et suivantes, et *Documents sur Saintes*, page 96).

outre, elle donna à chaque juge de paix deux suppléants, chargés de le remplacer en cas de maladie, absence ou tout autre empêchement (article 3) (1).

Cette loi fut votée par le Corps Législatif, à la majorité de 243 voix contre 27, après un rapport du tribun Louis Joseph Faure (de la Seine-Inférieure), dont nous détachons ce passage : « L'expérience n'a que trop appris combien sont rares les assesseurs en état de concourir aux jugements rendus par les juges de paix ; combien le défaut de lumières de la part des assesseurs est nuisible à la justice puisqu'ils ont deux voix dans la délibération et que le juge de paix n'en a qu'une ; enfin combien d'entraves résultent du défaut d'assiduité, ce qui arrive souvent dans les communes rurales (2). » Le rapporteur aurait pu ajouter « et les communes urbaines », car les registres de la justice de paix de la cité de Saintes nous fournissent la preuve de ce manque d'assiduité des assesseurs.

La loi du 29 ventôse an IX, sus-visée, édictait que les assesseurs ne cesseraient leurs fonctions qu'au moment où les juges de paix des nouveaux cantons seraient installés.

Dans les deux cantons de Saintes, nord et sud, les assesseurs continuèrent à siéger jusqu'au 15 messidor an X (4 juillet 1802), époque où les juges de paix furent installés. Nous n'avons pas trouvé les procès-verbaux de leur installation, mais cette date résulte d'une mention inscrite par Prieur sur son registre d'audience (3).

Ce même registre indique encore que ledit Prieur, alors absent, fut remplacé, à l'audience du 17 messidor de la même année, par Samuel-Alexandre Bréjon-Lamartinière, son premier suppléant (4).

Quelques jours plus tard, Elie-Jacques Servant, ancien procureur au présidial, premier suppléant de la justice de paix du canton de Saintes, arrondissement du Sud, exerçait, pour la première fois, ses fonctions à l'audience du 27 messidor an X (16 juillet 1802) qu'il présidait pour cause d'absence de Riquet, juge de paix titulaire (5).

(1) *Bulletin des Lois*, 3^e série, n^o 76-595.

(2) *Archives parlementaires, Consulat*, tome II, 2^e partie, pages 589 et 676. Paris, — Paul Dupont, 1869.

(3) *Archives de la justice de paix du canton nord de Saintes*.

(4) *Idem*.

(5) *Archives de la justice de paix du canton sud de Saintes*.

Cette coïncidence semblerait faire supposer que ces deux magistrats étaient pressés d'user du bénéfice de l'article 3 de la loi du 29 ventôse an IX, dont il vient d'être parlé.

Une autre loi du 25 ventôse an IX qui déterminait le mode d'élection des juges de paix (1), prescrivit qu'ils seraient installés par le sous-préfet, après avoir prêté serment à l'audience publique du tribunal de l'arrondissement communal (article 8).

Dans la séance du 28 frimaire an X (19 décembre 1801), le Conseil d'Etat émit l'avis que les juges de paix pouvaient être pris parmi les citoyens domiciliés hors du canton par ce motif que, la Constitution laissant le choix de ces magistrats aux citoyens, ceux-ci étaient libres de faire tomber ce choix sur ceux qui avaient leur confiance, quel que fut le lieu de leur domicile (2).

Vinrent ensuite la loi du 28 floréal an X (18 mai 1802), et le sénatus-consulte organique du 16 thermidor suivant (4 août 1802) d'après lesquels les juges de paix et leurs suppléants étaient choisis par le premier Consul, sur une liste de deux citoyens, désignés par l'Assemblée du canton, et pour dix ans, mais ils ne jouirent plus du privilège de l'inamovibilité conféré aux juges des tribunaux de première instance (3).

Avant d'en terminer avec la période révolutionnaire, rappelons brièvement les variations que subit le mode de nomination des greffiers de paix.

Le décret du 6 mars 1791 attribuait aux magistrats cantonaux le choix de leurs greffiers (article 4), mais nous avons vu précédemment qu'en fait, tout au moins dans les débuts de l'institution, ceux-ci étaient élus par les justiciables. Il résulte toutefois, d'un procès-verbal en date du 12 décembre 1790, dont M. le maire de Corme-Royal a bien voulu nous donner une copie que Duplais, juge de paix du canton de Saujon déclara « qu'il committoit et nommoit pour son secrétaire-greffier la personne de M^e Jean Métraud, notaire royal du bourg de Corme-Royal, de l'expérience et capacité duquel il est plainement instruit » (4).

(1) Duvergier, *loc. cit.*, tome XII, page 401.

(2) Cet avis, signé de J.-E. Locré, secrétaire général, et approuvé par Bonaparte, premier Consul, a été inséré dans le *Moniteur universel* du 7 nivôse an X, n^o 92, p. 268.

(3) Duvergier, *loc. cit.*, tome XIII, pages 196 et 262.

(4) *Registres du greffe de la municipalité de Corme-Royal.*

Pendant la durée du gouvernement révolutionnaire, comme nous l'avons déjà dit, le Conseil général de chaque district reçut la mission de nommer les greffiers, en cas de vacance (loi du 23 floréal an II).

L'article 24 de la loi du 19 vendémiaire an IV (11 octobre 1795) sur l'organisation judiciaire, déclara que le greffier de chaque tribunal de paix serait nommé révocable par le tribunal par lequel il aurait été institué (1).

Il appert des procès-verbaux inscrits sur la feuille d'audience :

1° Que le 15 brumaire an IV (6 novembre 1795) Prieur, juge de paix du canton de Saintes, en vertu de la loi précitée, nomma pour son greffier, Louis Rousseau, alors en exercice ;

2° Que le 15 fructidor an IX (24 septembre 1801), il fit choix pour greffier définitif de Jean-Baptiste Goussé, propriétaire, domicilié à Saintes « dont le civisme et la probité lui étaient connus », et qui prêta immédiatement serment devant lui (2).

Il n'existe, dans les archives du greffe de la justice de paix du canton sud de Saintes, aucun procès-verbal relatif aux nominations faites par Riquet, juge de paix dudit canton, mais il résulte de notre examen des registres que le greffier fut, comme auparavant, André Roy.

Les lois des 28 frimaire an V (18 décembre 1796) et 27 germinal an VII (16 avril 1799), (3) maintinrent aux juges de paix le droit de choisir et destituer leurs greffiers, mais celle du 28 floréal an X investit le premier Consul du pouvoir de nommer tous les greffiers des tribunaux de paix (article 3).

Enfin la loi du 16 ventôse an XI (7 mars 1803) fixa à 25 ans l'âge auquel on pouvait exercer les fonctions de greffier (4).

(A suivre.)

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) Duvergier, tome VIII, page 314.

(2) *Archives de la justice de paix du canton nord de Saintes.*

(3) Duvergier, tomes IX, page 247, et XI, page 103.

(4) *Idem*, tome XIV, page 11.

IV

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

1620. — Jonathan Arnould, écuyer, sieur de Vaumondois et La Salle.

1637. — Christophe Arnoul, baron de Nieul, âgé de 52 ans.
(Minutes de LIMOUZIN.)

1692, 1^{er} juin. — Léon Arnoul, seigneur, marquis de Vignole, lieutenant général en Guienne, demeurant au château de Lus-sac, emprunte à Etienne Guenon, demeurant à Montausier, échevin.
(MARÉCHAL.)

1744. — Elisabeth Bremer, femme de Jacques-François Arthuis, écuyer, directeur des aides de l'élection de Saintes.

1746, 8 février. — Testament de Jacques Arthuis, directeur des aides, veuf de Elisabeth Bremer, remarié à Laurence Gregoireau.

1746, 5 et 7 janvier. — Inventaire par le même.

Le 8 janvier précédent il avait épousé Laurence Gregoireau, fille majeure de feu Laurent Gregoireau, conseiller en la cour des aides de Guyenne et de Françoise Pichon. Le marié est dit fils de feu Jacques Arthuis et de Marie Chefdeville, de la ville d'Issoudun en Berry. Il meurt le 13 ou 14 février 1746. Sa veuve fait inventaire.

1621. — Pierre Aubert, sieur des Houmeaux, demeure à Saint-Jean-d'Angle.

1629, septembre. — Philippe Aubert, prieur de Marsilly, demeure à l'abbaye de Saintes.

1631. — Pierre Aubert, sieur de la Pierrière, conseiller élu.

1638. — René Aubert, sieur du Breuil, élu à Saintes.

1637. — Pierre Aubert, sieur de La Pierrière, père de Marie Aubert, de Renée Aubert, de feu Charles et de feu Paul Aubert, enfants de Anne Mage.

1648, 12 décembre. — René Aubert, élu non installé.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1656, 5 septembre. — Philippe Aubert, prêtre, docteur en théologie, seigneur de Condé en Beauvoisie, demeurant à l'abbaye de Saintes, donne procuration à Jean Charron, de se

transporter à la maison de Condé, recevoir les fruits et saisir la dot de feu Claude Mailly, sa belle-mère.

1656, 28 novembre. — Le même donne procuration pour toucher les revenus de Condé et déclarer pardevant M. de Clermont, ou autre juge royal, que le constituant n'étant mineur, entend jouir par ses mains de son revenu, et quant au donaire de M^{lle} d'Apelvoisin, veuve de Charles de Vaudeuil, écuyer seigneur propriétaire de Condé, lui déclarer qu'il n'a été appelé à son contrat de mariage et n'entend le payer. Quant à la feue de Mailly, veuve du père du constituant, saisi sa dot attendu qu'elle a joui dans sa viduité de moitié du revenu.

(Minutes de RICHARD.)

1697, 13 décembre. — Eléonor Aubert, chevalier, seigneur de Courserac, demeurant au logis noble de Bardon, même paroisse, fils de Louis, donne 12 livres de rente à l'hôpital.

(Minutes d'ARNAUD.)

Eléonor Aubert, ancien curé d'Echebrune, élection de Saintes, est mort le 2 août 1733, laissant Isaac Aubert, chevalier, seigneur de Courcerac, Bardon, Lesmonac, et Marie Thérèse Aubert, ses frère et sœur.

1776, 1^{er} août. — Acquisition du grand Fontautive par Hyacinthe Augustin Célestin Aubert, chevalier, seigneur de Petit Thouars de Saint Georges, et Marie-Françoise Bonne Belin de La Caillère.

(Minutes de PASQUIER.)

1648, lundi 9 novembre. — Mariage d'André Audayer, veuf de Marie Roy (signe Audaier), chevalier, seigneur de Saint-Hilaire et de la Bretonnière, et de Loirière en Poitou, demeure en sa maison de La Bertonnière, paroisse de Gros-Breuil, principauté de Talmont, avec Françoise de La Rochefoucauld, fille de feu Charles et de Sarra de Verrière, seigneur et dame de La Renaudie et Fontpastour demeurant à la maison noble de Magésie.

Donnent leur avis et consentement Hector Audayer fils du futur (signe Audayer), Alexandre de Besson, chevalier, seigneur de Loubiers, de La Caste et de La Milletière en Poitou.

Pour la future: François de La Rochefoucauld, chevalier, seigneur de Fontpastour et La Grebouillere, Cazimir de La Rochefoucauld, chevalier, seigneur des Touches et de Berneray, Louis de La Rochefoucauld, chevalier seigneur de Fontrouet et de La Rigaudière, Charles de Villedon, chevalier, seigneur de Magesie et de Narcejac.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1623. — Jacques Audouin écuyer, seigneur de Portal et des Cartiers (en Angoumois) près Cognac.

(Minutes de BERTAUD.)

1646, 20 octobre. — Acte dans lequel on trouve Nicole de La Rochefoucauld, veuve de Claude Audouin, écuyer, seigneur de Balan, ayant pour enfants : Louis Audouin et Suzanne Audouin, mariée à Pierre d'Authon, écuyer, seigneur de Brou.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1688, 8 février. — Mariage de Daniel Audouin, procureur au présidial, et substitut du procureur du roi en l'élection, fils de feu Pierre Audouin, commissaire général aux saisies, et de Suzanne Pitard, avec Jeanne Bigeon, fille d'Abraham et de Rachel Fourestier.

(Minutes de DALIBET.)

1752, 9 février. — Réparations d'injures faites par Mathieu Auger, Marianne Tardy, Marie Auger et Marie Mouchet, à Elisabeth Geoffroy, contre laquelle « des injures atroces ont été vaumies par lesdits... qui l'avaient traitée de catin, fille épaulée, qui avait vendu son honneur pour une paire de boucles d'oreilles d'or, et qu'elle avait fait deux enfants sans laine... »

(Minutes de PASQUIER.)

1781, 8 février. — Mariage de Pierre Augereau de Croix-de-Best, conseiller, avocat au présidial, fils de Pierre Augereau, avocat, seigneur de Croix-de Bert et de La Salay, et de Jeanne Rouillet, demeurant dans la seigneurie de Croix-de Bert, paroisse de Ciers-Champagne, avec Anne-Catherine Amiet, fille de feu Louis Amiet et de Marie-Catherine Extradier.

(Minutes de PASQUIER.)

1786. — Pierre Augereau de Croix-de Bert, avocat, père de feu Pierre Augereau de Croix-de Bert, avocat du roi au présidial, lequel fut reçu au parlement le 23 juin 1778, installé le 20 juillet 1778, mort à Paris en septembre 1783, laissa une fille de Anne-Catherine Amiet, sa femme. (Minutes de PETIT.)

1780, 26 août. — Pierre Augercau de Croix-de Bert, conseiller, premier avocat du roi en la sénéchaussée, requiert le notaire de se transporter en la chambre qu'occupe François de Manes, chevalier, seigneur de Chassaigne, en Anville, dans la maison de la *Table royale*, tenue par Croizet, en la Grand' Rue, en présence de Pierre-René de Bremond, chevalier, Jean Duménil Simon, chevalier, François de Barbeyrac de Saint-Maurice, chevalier, Henri Daignières, chevalier, tous chevaliers de Saint-Louis. Augereau déclare qu'il vient devers de Manes pour

le supplier d'oublier l'offense qu'il lui a faite le 27 juillet en lui donnant impertinemment un démenti, qu'il reconnaît son tort et toute la gravité de l'injure, qu'il lui en demande pardon. De Manes déclare qu'il veut bien se contenter des aveux et soumission, mais qu'il exige seulement que ledit Augereau s'abstienne de venir prendre, comme par le passé, ses repas en ladite auberge pendant tout le temps que de Manes y demeurera. Augereau consent.

(Minutes de Brœr.)

1681. — Jeanne d'Auquoy, fille de feu François d'Auquoy, chevalier, seigneur de Couvrelles, et dame Gombaud, étant recherchée par Auguste Guiton de Maulevrier, écuyer, seigneur d'Agonnay, fait sommation à sa mère de lui donner son consentement.

1703, 31 janvier. — Mariage de Jean Ausour, architecte, entrepreneur des fortifications du roi, fils de Jean Aussour, architecte, et de Marguerite Tenot, natif de Tours, demeurant à La Rochelle, avec Catherine Dufour, fille de Pierre Dufour, greffier de Crazanne, et de Charlotte Braud.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1631, 28 juin. — Testament de Claire d'Authon, femme du comte de Latour de Bonnemie, dont trois enfants : Jacques, Josias-François, Suzanne ; désire être enterrée à Saintes, en l'église que choisira Josias ; défend à ses obsèques « d'uzer d'aucune pompe funèbre comme de tandre en la maison au jour du décès ny en l'église, mettre des escussons en son nom, bref de se garder d'y apporter aucune ceremony ressentant l'orgueil et l'ambition mondain. »

1631. — Elisabeth Herbert, dame de Champfleury, Lasne-pontièrre, La Grande-Forêt et le Fraigne, veuve de Seguin d'Authon.

1633. — Josias de Latour, chanoine, neveu de la dame douairière d'Authon de Chaillonnay.

1684, 24 janvier. — Jean-Seguin d'Authon, chevalier, seigneur comte dudit lieu, baron d'Oléron, demeure au château d'Authon, donne procuration. (Minutes de GILLET.)

1719. — André Charbonnier, écuyer, sieur des Salles, prévôt de Saintonge.

Louis Guinot, chevalier de Soullignac... mari de Marguerite d'Averoulh de Martimon, sœur de Charles-Ignace d'Averoulh de Martimon, les dits sieurs des Salles, d'Averoulh et la dame

de Soullignac, enfants de Catherine Fouyne, ont procès ensemble au sujet du remploi de l'inventaire de la première communauté de feu sieur de Charbonnier père et la dame Fouyne.

(Minutes de MARÉCHAL.)

(Voir *Fouyne, mort de Charles d'Averoulh en Italie*).

1756. — Charles-Ignace d'Averhault, écuyer, sieur de Martimon, ancien capitaine de grenadiers au régiment de Flandres-infanterie, chevalier de Saint-Louis, demeure au lieu des Fouines, paroisse de Sainte-Marie, près Chalais.

Marguerite, sa sœur, veuve de Louis Guinot de Soullignac, demeurant rue Neuve de la Paume, paroisse Saint-Maur.

1629. — Ythier Aymar, curé de Vénérand, résigne en faveur de Jacques Aymard, écolier aux jésuites,

1629. — Anne de Merlat, sœur de Pierre de Merlat, écuyer, sieur de La Chapelle, veuve de Denis Aymard, procureur du roi en l'élection de Saintes.

1632. — Ythier Aymar, curé de Lemung, frère de Marie Aymard qui possède Beaulieu en la seigneurie de Beaupuy.

1632. — Marguerite Aymard, dame du Pérou, veuve de Nicolas Béraud, conseiller, garde des sceaux aux aides de Guyenne, lieutenant particulier au présidial de Saintes. Joseph leur fils.

1633. — Jacques Aymard, seigneur du Pérou, conseiller, garde des sceaux au présidial de Saintes, fils de Jean, conseiller, garde des sceaux.

(Son contrat de mariage a été publié dans les *Etudes, Documents et Extraits relatifs à la ville de Saintes*).

1637. — Jacques Aymard, écolier, héritier de Jean, son frère, fils de Anne Merlat.

1659. — Renée Urvoy, veuve de Jacques Aymard, sieur du Pérou, conseiller du roi en ses conseils d'Etat.

— Jacques Limouzin, prêtre, prieur de Sainte-Constance, cessionnaire des droits de Jacques Aymar, curé de Notre-Dame de la Barde ; René Aymar, sieur de Beaulieu, Anne et Marie Aymar, héritiers d'Anne Merlat leur mère.

1661, 9 juillet. — Thibaut Aymar, sieur de La Fremigère, paroisse de Sainte-Gemme. (Minutes de GAULTREAU.)

1665. — Mathieu Aymar, sieur de Laleu. Dominique Duplais, mari de Elisabeth Baudouin. Thibaut Aymar, sieur de La Fremigère, mari de Françoise Beaudouin, fille de Jean Beaudouin, sieur de Bonnemort.

1667. — Mathieu Aymar, sieur de Laleu, demeure à Meursac.

1673, 5 juillet. — Noble Isaac Maignas (signe Magnais), ministre de Barbezieux, vend à Marguerite Aymard, dame du Pérou, veuve de Nicolas Bérauld, conseiller, garde des sceaux, cour des aides de Guienne, lieutenant particulier du présidial, le fief, terre et seigneurie de Rabaine, autrement appelé Le Chaillot et Coubet, relevant de la seigneurie de La Pomme-rade, 6000 livres.

1675. — Marguerite Aymar, veuve de Nicolas Béraud... fait faire inventaire des meubles de Marguerite Dubourg, veuve de Jean Aymard, conseiller, garde des sceaux au présidial de Saintes, son aïeule paternelle, morte le 13 novembre 1675.

(Minutes de GASQUET.)

1675. — La même, passe un acte au nom de ses enfants héritiers de Nicolas Beraud, avocat, leur aïeul paternel.

(*Ibidem.*)

1675. — La même, curatrice de ses enfants : son mari était héritier de Alexandre Beraud, sieur de La Bellerie, avocat, oncle.

1677, 21 février. — Françoise Baudouin, veuve de Thibaut Aymar (*ut supra*) habite rue Saint-Maure à Saintes.

1680. — Marguerite Aymard, dame du Perou, veuve de Nicolas Berauld, conseiller, garde des sceaux en la cour des aides de Guienne, demeurant à la maison noble de Lamasse, paroisse de Jeans, évêché de Nantes.

(Minutes de MONTILLON.)

1684. — Marguerite Aymard et Marie Aymard, femme de Henry de Beaumont, héritières de François Chomart, leur oncle, seigneur de Lenoux La Masse en Bretagne.

1685, 12 mai. — La même, dame des fermes de Trevou et La Tenaudaye en la paroisse de Jans en Bretagne, évêché de Nantes, présente à la chapellenie de Trévoi et Saint-Maudet, Joseph Berauld à la place de François.

1685. — Marie Aymard, veuve de Henry de Beaumont, chevalier, seigneur d'Auge et Lauron (*aliàs* de Gibaud) paroisse de Montpellier, sœur de Marguerite.

1691. — Marie Aymard, veuve de Henry de Beaumont, seigneur d'Auge-Lauron, héritière de feu Jacques Aymard, son père

1691. — Marianne Beraud, fille de Marguerite Aymard et

de Nicolas Beraud, femme de François de Massacré, sieur de Bioussac.

1697, 7 mai. — Pierre de Barreau, écuyer, sieur de Girard, conseiller, procureur du roi au présidial d'Angoulême, veuf de Angélique Beraud (dont enfants), fille de Marguerite Aymard... (*ut suprà.*)

1710. — Dominique Aymard, sieur du Portal, frère de Pierre Hector Aymard, sieur de La Fremigère, conseiller, maire perpétuel de Marennes.

(*A suivre.*)

CH. DANGIBEAUD.

LIVRES ET REVUES

MESNARD. — *Saint-Jean d'Angély sous la Révolution et jusqu'à l'époque contemporaine* (1789-1909).

Sous ce titre, notre confrère, M. Amédée Mesnard, qui se délasse de ses occupations professionnelles en jonglant avec des rimes d'or ou bien en écrivant des études se rattachant à l'histoire locale (1), vient de nous donner une importante monographie de 515 pages sur Saint-Jean d'Angély, au XIX^e siècle.

Sans pouvoir entreprendre, on se l'expliquera aisément, l'analyse complète d'un ouvrage d'une telle ampleur, nous allons pourtant essayer d'en donner une idée sommaire.

Trois livres sectionnent la période de plus d'un siècle, qui fait l'objet du travail de M. Mesnard.

Dans le premier livre, l'auteur dépeint d'abord l'état des esprits dans la vieille cité angérienne, à la veille du grand mouvement révolutionnaire, et les rivalités des deux factions, qui se partageaient les habitants, l'une ayant pour chef Antoine Valentin « conseiller du roi, son médecin, avocat au Parlement, maire en titre d'office », qui désirait conserver le pouvoir municipal avec les privilèges y afférents, l'autre, ayant à sa tête Claude Alexandre Normand d'Authon, avocat près le

(1) *Les Jacobins du Prieuré de Saint-Jean d'Angély*; — *Le Théâtre à Saint-Jean d'Angély sous la Révolution; et depuis à nos jours* (1789-1904). Mâtha, Imprimerie Daviaud, 1904, in-8°, 24 pages.

siège présidial de Saint-Jean d'Angély, qui voulait le conquérir. — Cette histoire n'est-elle pas toujours d'actualité ? — Il raconte longuement les diverses péripéties de la lutte acharnée de ces deux personnages influents, qui amena, plusieurs fois, des troubles dans la ville, et qui, on le sait, se termina par le triomphe de Valentin et de ses partisans.

Entre temps, — le 23 mars 1789 — les trois ordres de la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, réunis séparément dans l'église des R. P. Jacobins, avaient élu leurs députés aux Etats Généraux, qui allaient prochainement siéger à Versailles, notamment Michel-Louis-Etienne Regnaud de Saint-Jean d'Angély, avocat — le futur comte de l'Empire. — M. Mesnard donne le texte intégral des Cahiers des vœux et doléances des trois ordres, entre autres celui de la Noblesse, qu'aucun dépôt public, paraît-il, ne possède, d'après un manuscrit, où se trouve la copie de ce précieux document, signé par 70 gentilshommes. Certains vœux méritent d'être rappelés : 1° L'abolition des *aydes* et de la *gabelle*, « impôt barbare » (art. 14) ; 2° L'interdiction d'acquérir la noblesse à prix d'argent (art 15) ; 3° La suppression des douanes intérieures (art. 16) ; 4° La faculté pour les accusés de se faire assister d'un conseil (art. 20) ; 5° L'institution de juges de paix (art. 26) ; 6° L'abolition du concordat et le maintien des libertés de l'Eglise gallicane (art. 42) ; 7° La suppression de tout transport d'argent à Rome sous prétexte *d'annates* ou autrement (art. 43) ; 8° Celle des dîmes ecclésiastiques et des droits casuels des curés (art. 50 et 51) ; 9° Le droit pour la noblesse de pouvoir commercer sans déroger (art. 62), etc...

Après avoir jeté un coup d'œil sur le mauvais état financier de Saint-Jean d'Angély, dû à la diminution du produit des octrois et à la difficulté de recouvrer les impôts, l'auteur fait le récit de la célébration de la fête de la Fédération, qui s'accomplit avec une grande solennité, le 14 juillet 1790, dans cette ville, au Champ de Mars (aujourd'hui place Matha). Puis il relate le mouvement insurrectionnel motivé par le refus de payer les droits féodaux rachetables et de permettre la libre circulation des grains, qui éclata au mois d'octobre de cette même année, à Saint-Jean d'Angély et dans plusieurs paroisses voisines, fut ensanglanté par le meurtre de Latierce, maire de Varaize, et nécessita pour sa répression, l'intervention de trou-

pes réquisitionnées par Jounneau et Bréard, commissaires du directoire du département..

Passons sur différents événements qui se succédèrent dans la cité angérienne : l'installation des juges du tribunal du district, le remplacement du maire, les engagements des volontaires, à la suite de la publication du décret déclarant la patrie en danger. Il s'en présenta 40 au lieu de 34, chiffre du contingent exigé pour la commune de Saint-Jean d'Angély. Il est vrai que « dans le but d'exciter le zèle des jeunes gens et de les déterminer à s'inscrire sur le registre, ouvert à cet effet », dans l'Eglise des Jacobins, on avait formé, à l'aide de dons patriotiques, une masse de 3.630 livres 5 sols, destinée à être répartie entre les enrôlés volontaires.

Une *Société des Amis de la Constitution* fut fondée le 29 avril 1792, à Saint-Jean d'Angély, par un groupe de citoyens, dont Dautriche, président du tribunal du district, Marchant, juge de paix, Ouzanneau père, Loustalot, Morillon, Maugeais, procureur de la commune, etc., et, devenue au mois de septembre suivant, la *Société des Amis de la Liberté*, elle envoya le 26 février 1793, à la Convention Nationale, son adhésion à l'exécution de « Louis Capet », dans l'adresse suivante, signée par Duret, son président, et plus de 150 autres de ses membres :

« Le Soleil de la Liberté luit enfin sans nuages sur la France !

« Le Tyran n'est plus ! Nous adhérons à vos décrets ! »

Le 15 nivôse, an II (4 janvier 1794), cette société, qui s'intitulait alors *Société Populaire et Républicaine d'Angély-Boutonne*, procéda à « l'épuration » de ses membres. 300 furent admis. Parmi ceux mis à l'index figurait un ancien commissaire des guerres, César-Jean Jolly d'Aussy, qui était, depuis longtemps, officier municipal et avait contribué, par ses talents administratifs, à la bonne gestion des affaires de la commune. Quelle fut la cause de cette exclusion ? — Elle n'est pas indiquée dans l'ouvrage dont nous faisons l'analyse, et nous l'ignorons. — D'ailleurs, à ce moment là, selon la juste observation de M. Mesnard, « chacun se méfie de son voisin et l'on éprouve le besoin de se garer contre tous et contre tout. » Aussi, sous l'empire de ce sentiment, on avait constitué à Angély-Boutonne un *Comité de Salut Public*, dont les premiers actes furent de faire descendre les cloches du clocher de la paroisse et d'anéantir tout, ce qui, à un titre quelconque, pouvait rappeler le régime déchu, et, bientôt après, un *Comité de*

surveillance, qui, taxant le corps municipal de manque d'énergie, le mit en demeure de se retirer.

Dans la seconde partie du premier livre de son ouvrage, l'auteur énumère successivement la fête, qui eût lieu à Saint-Jean d'Angély, sur la place de la Fédération (place Matha), à l'occasion de la présentation et de l'acceptation de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, et de l'acte constitutionnel (14 et 21 juillet 1793) ; les désordres au marché, provoqués par la cherté des vivres ; la disette qui, malgré les mesures prises par les pouvoirs publics pour y obvier, (taxe des denrées, obligation imposée aux propriétaires de blé d'en faire la déclaration à la municipalité, fabrication d'un pain contenant un mélange d'orge et de froment, dit « pain d'égalité », le pain blanc n'étant accordé qu'aux malades sur le certificat d'un officier de santé), s'accrut tellement qu'elle se transforma en une réelle famine. Le discrédit complet des assignats aggravait encore cette situation lamentable (1). Voici un curieux exemple de la dépréciation du papier monnaie. Six bouviers, qui avaient conduit des convois militaires de Saint-Jean d'Angély à Beauvais-sur-Matha, réclamèrent et obtinrent de la municipalité, pour leurs salaires, le paiement de 30.000 livres.

Le chapitre VI est tout entier consacré à l'histoire de la question religieuse. Il fait connaître des détails intéressants sur le départ des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur ; la fermeture des églises ; le serment des prêtres, etc.

Le livre deuxième concerne le temps couru à partir de la Constitution de l'an VIII jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe 1^{er}. M. Mesnard nous expose l'adhésion donnée par les habitants de cette cité au nouveau régime, issu du coup d'Etat du 18 brumaire ; les installations de Louis-François Duret, juge du tribunal du département de la Charente-Inférieure, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de St-Jean d'Angély, le 2 prairial an IX (22 mai 1801), et de Paroche-Dufresne et Parant comme maire et adjoint de cette ville, le 15 prairial suivant (4 juin 1801) ; l'état de gêne des finances municipales ; le bal paré et masqué, organisé au profit de l'hôpital, dont la caisse était vide (5 messidor, an IX-24 juin 1801) ; l'ins-

(1) Voir les *Tableaux* qui viennent d'être réédités et dont nous parlons plus loin.

tallation du tribunal civil, créé à Saint-Jean d'Angély, sous la présidence de Bonnegens des Herminans, lieutenant-général de la sénéchaussée avant la Révolution ; la fête célébrée le 3^e décadi de germinal an IX (5 avril 1801), en l'honneur de la paix continentale, signée à Lunéville, le 20 pluviôse de la même année (9 février 1801). Pendant cette fête, un amateur de musique, du nom de Prévost, entonna un hymne, composé pour la circonstance, où il glorifiait « *le jeune, infatigable héros* », à qui bientôt l'Univers devrait « *son repos* ». M. Mesnard ne fait pas mention d'une autre fête, signalée par M. Saudau et qui fut célébrée, dans cette ville, avec plus de solennité encore et d'enthousiasme, après la conclusion du traité d'Amiens avec l'Angleterre (25 mars 1802). A cette occasion, un juge du tribunal civil, Josué Lemaitre, déposant, dans sa joie, la gravité traditionnelle du magistrat, aurait risqué, dans des vers latins, un jeu de mots à la gloire du Premier Consul :

*Plaudite nunc, cives, sedato namque tumultu
Hoste que devicto, pax bona-parta fuit* (1).

Une fête se passa également à Saint-Jean d'Angély, le 10 thermidor an XII (29 juillet 1804) à propos du « couronnement de Napoléon », dit M. Mesnard (page 286), évidemment par erreur, car la cérémonie du sacre n'eut lieu que le 11 frimaire an XIII (2 décembre 1804).

M. Mesnard étudie, ensuite, dans un chapitre spécial de 44 pages compactes (312-349), l'état de l'instruction publique de 1789 à 1816, et de 1816 à 1908. Cette partie de son travail, copieusement documentée, présente un véritable intérêt.

Dans les chapitres, qui terminent le second livre de l'ouvrage, « a rappelé les adresses et les députations envoyées, après le retour des Bourbons en France, à Louis XVIII, dit « *Louis le Désiré* » et au duc d'Angoulême par le conseil municipal de Saint-Jean d'Angély ; la protestation indignée que, le 11 avril 1816, la nouvelle municipalité fit signer à ses administrés contre « l'horrible attentat commis le 21 janvier 1793, envers le plus juste des rois, l'infortuné Louis XVI, » l'explosion de la poudrerie en 1818 (2).

(1) Voir la monographie de M. Saudau : *Saint-Jean d'Angély, d'après les Archives de l'Echevinage et les sources directes de son histoire*, Ollivier, 1886, p. 397.

(2) Aux détails donnés par M. Mesnard sur cet affreux événement, il nous

Dans les cinq chapitres, qui composent le troisième et dernier livre de l'ouvrage, la plume de l'historien retrace les événements successifs, qui se sont produits, à Saint-Jean d'Angély, depuis la Révolution de février 1848.

Tel est l'ouvrage de M. Mesnard, rempli de faits, appuyé de l'autorité de nombreux documents, dont beaucoup sont, pensons-nous, inédits, et orné d'une carte, d'illustrations et de notes, qui en accroissent et varient singulièrement l'intérêt.

Il est, cependant, regrettable que l'auteur n'ait pas toujours donné l'indication des sources auxquelles il a puisé. Il ne suffit pas, en effet, que la documentation soit exacte ; il faut que le lecteur puisse contrôler et, au besoin, compléter le récit qu'il a sous les yeux.

Il y a également à signaler l'absence d'une table alphabétique, qui semble être le complément nécessaire d'un travail de cette importance.

Il aurait aussi été désirable que les documents d'une certaine étendue, tels que les cahiers des trois ordres de la sénéschaussée de Saint-Jean d'Angély, eussent été publiés, en appendice, à la fin du volume ; le récit y aurait gagné au point de vue de la suite et de l'unité.

On pourrait, peut-être, encore, reprocher à l'auteur une coordination, parfois défectueuse, des matériaux qu'il a su si laborieusement rassembler, et une narration, par instants, un peu lâche et diffuse.

Mais, en somme, malgré les quelques critiques de détail et de forme qu'on serait en droit de formuler, nous devons reconnaître que le livre, dont nous venons de donner une trop rapide

paraît intéressant d'ajouter ceux qui suivent : Les sieurs Boisrenaud, Gayot, conducteur en chef du service de la pompe ; de Tesson, contrôleur principal ; Dargendax, entrepreneur, et Thomas, brigadier des palfreniers du dépôt des étalons, se signalèrent par leur dévouement, particulièrement ces deux derniers, qui, étant entrés dans un local voisin du sinistre, dit le *Grand Magasin*, où se trouvait une quantité énorme de poudre, réussirent à le préserver en garnissant de linges mouillés les barils de poudre que des jets de flamme menaçaient de faire exploser. Tous les sauveteurs susnommés se virent décerner des médailles d'argent, destinées à perpétuer le souvenir de leur conduite courageuse. En outre, le ministre de l'intérieur (le duc Decazes) chargea le baron de Maleden, chef du dépôt d'étalons, d'exprimer toute sa satisfaction au brigadier Thomas et de lui remettre une somme de 150 francs, à titre de gratification. (*Journal du département de la Charente-Inférieure* des 30 mars et 20 juin 1818. La Rochelle, chez Mareschal, imprimeur de la Préfecture).

esquisse, est une œuvre d'un solide mérite et d'un intérêt soutenu, et qui, sans doute, est appelée à un succès durable par l'abondance et la valeur intrinsèque des documents qui y sont réunis. Ajoutons que les compatriotes de l'auteur y trouveront certainement un autre attrait, celui des sentiments de famille et des souvenirs d'enfance quelque peu, probablement, aujourd'hui effacés.

M. Mesnard a donc incontestablement atteint le double but qu'il s'est proposé et qu'il a défini, lui-même, avec modestie, dans la préface du volume : 1° A l'exemple des Guillonnet-Merville, des Brillouin, des d'Aussy, des Saudau et autres, faciliter à tous ceux qui désirent la connaître, l'étude de « l'histoire économique et sociale de la région qu'ils habitent, de leur petite patrie d'origine et d'adoption » ; 2° « En groupant, comme en un faisceau, le plus grand nombre de documents et détails, apporter ainsi une pierre à l'œuvre, qu'un ouvrier plus exercé, dans un avenir plus ou moins prochain, pourra édifier en se servant de matériaux jusqu'alors dispersés à tant de sources diverses et qui se trouveront, alors pour ainsi dire, à pied d'œuvre. »

Heureuses les villes qui ont des citoyens aussi zélés pour leur gloire !

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

GOURDON. — *Le Chemin de la vie.*

L'auteur des *Chansons de Geste* présente ce nouveau volume de vers comme son testament poétique. Sans rien préjuger de l'avenir, nous espérons bien que la lyre héroïque, dont les cordes ont vibré en l'honneur des vieux héros de la « douce France », se réveillera encore plus d'une fois au souffle inspirateur des épopées médiévales. Aussi ne considérons-nous pas ce testament comme définitif et en attendons-nous sans crainte les nombreux codicilles.

Quoi qu'il en soit, *Le Chemin de la vie* offre cette particularité assez originale d'être un raccourci de l'œuvre entier de Georges Gourdon. Dans ces pièces échelonnées sur trente années d'existence, nous retrouvons en effet l'écho des recueils d'antan, et pouvons ainsi juger sous toutes ses faces le talent de ce bon poète saintongeais.

Or, ce qui frappe dans cette chaîne, dont le premier anneau

remonte à 1880, c'est l'unité : unité de pensée, unité de facture, unité de foi. Tel l'auteur nous apparaît dans cette longue *Idylle marine* aux détails si pleins de charme pénétrant et d'émotion contenue, tel nous le revoyons dans le *Triomphe de la Vierge* ou l'*Action de grâces* finale. Le métier peut-être a acquis une plus grande sûreté, mais les qualités maîtresses demeurent absolument les mêmes.

C'est toujours cette gravité mélancolique d'une âme tendre mûrie de bonne heure par les deuils et la solitude, et à laquelle trop tôt fut imposée la couronne pesante des tristes souvenirs. C'est toujours cette simplicité naturelle, cette clarté sans sécheresse du poète pour qui la poésie est autre chose qu'un exercice verbal et souvent puéril, qu'un grelot étincelant de gemmes rares, mais d'autant plus sonore qu'il est plus creux. C'est toujours enfin cette inébranlable fermeté de croyance qui l'égale aux chevaliers du Christ chantés par lui, cette foi serene proclamée avec une sincérité d'accents qui fait de *Sursum corda*, par exemple, un poème d'une ampleur philosophique et religieuse digne des anthologies.

L'homme partout reste intimement lié au poète ; et Georges Gourdon a ainsi le droit d'affirmer « qu'un cœur bat sous chacun de ses vers ». L'image n'a rien d'exagéré : c'est bien réellement avec les fibres de son cœur, avec les frissons de son âme qu'il a tissé la trame de son œuvre, et l'intéressante étude de M. Gabriel Audiat le fait comprendre d'une façon remarquable, en écartant les coins du voile à peine soulevés par certaines pièces.

Et elle est d'une honnêteté, d'une conscience, d'une loyauté artistiques très rares aujourd'hui, cette œuvre d'un excellent ouvrier du vers qui, dédaigneux des faux brillants et des jongleries factices, se refuse à faire de l'idée l'esclave du mot et à subir la tyrannique vanité de la forme. Elle ne cherche pas d'autre éclat que le sien propre et, dégagée des inutiles querelles d'écoles, ose dans sa hardiesse ingénue se réclamer à la fois de Brizeux et des vieux trouvères, c'est-à-dire répudier le cabotinage plus ou moins éblouissant des « chapelles » modernes.

Nous ignorons donc quel sera le sort du *Chemin de la vie*, mais nous pensons qu'il résume et complète dignement le labeur poétique de Georges Gourdon ; et ceux qui aiment encore les demi-teintes nuancées, le pittoresque familier, le trait sobre

et juste, tout ce qui constitue en un mot la poésie intime, ne regretteront pas d'avoir ouvert ce livre d'une piété attendrie, où une âme s'épanche discrètement devant Dieu, sans ostentation ni mensonge.

L.-G. DYONET.

Bulletin historique et philologique, 1909, p. 212.— M. Caranman intitule *Phénomènes météorologiques anormaux signalés antérieurement au XIX^e siècle dans la partie de l'ancienne généralité de Bordeaux qui a formé le département de la Gironde*, un répertoire d'années extraordinaires de perturbations atmosphériques, etc., qui ne sont probablement pas limitées au Bordelais et qui ont dû frapper les régions voisines. A ce titre, cette statistique peut nous intéresser.

1698, saisons fort dérégées, vendanges en retard ; peu de vin et mal conditionné. — 1748. Depuis 1743, toujours des saisons équivoques, des hivers longs et interrompus, des printemps tardifs et courts, la chaleur des étés et la température des automnes dérangées. 1748, année stérile, le froment valait 32 livres le boisseau.

1750, variations de températures très fréquentes. — 1788, humidité extraordinaire de l'hiver, sécheresse du printemps et de l'été, vents, orages.

1540. Chaleur excessive, les raisins étaient « comme rostis ».

1605, chaleur prolongée. — 1617, chaleur extraordinaire en janvier et février : « Il c'est trové qu'on travailloit le soir au ray de la lune, et le jour on évitoit la chaleur du soley ». — 1624, énormes chaleurs. — 1741, température élevée, juin, juillet, août, 31 degrés. — 1753, chaleurs qui n'eurent de comparables que celles de 1793 et 1802.

Gelées hors de saison. — 1594, 17 avril, forte gelée, vignes gelées, le blé est hors de prix. — 1692, 11 octobre, la gelée enlève la récolte des vignes qui, n'étant pas mûre à cause des pluies continuelles, était restée sur pied. — 1728, depuis 4 ou 5 années, les campagnes sont ravagées par les gelées, grêles et inondations.

1739, 27 et 28 mars, neige abondante, gelée très forte. — 1740. Les froids de l'hiver continuèrent jusqu'au 21 mai, les gelées à glace ayant commencé dès les premiers jours d'octobre. Avril, 10 jours de gelées, mai, 7 jours, du 3 au 21. — 1741, 1742, 1743, fortes gelées en avril. — 1750, mois de mars

très doux, 31, gelée qui ravagea les vignes. — 1758, 16-17 avril, gelée très forte, récolte perdue.

Hivers rigoureux. — 1405, la Garonne fut gelée. — 1480, hiver de six semaines, disette, grande mortalité. — 1542, grand froid, gros verglas en février. — 1572, la Garonne gelée. — 1573, 1^{er} janvier, on traverse l'Isle et la Dordogne à pied, devant Libourne. — 1589, 1603, rivières gelées. — 1608, froid rigoureux deux mois durant, sans relâche. L'été fut aussi chaud que l'hiver avait été froid. — 1616, froid extrême. — 1623-24, froids violents, pendant 3 mois, on allume des feux aux cantons et carrefours des villes. — 1659-60, froid violent du 16 décembre au 8 janvier. — 1677, la « Garonne glaça ». — 1694, beaucoup de cèpes de vignes sont gelés. Les vignes hautes, dans leur âge de force, souffrirent plus que les jeunes pieds, les barbeaux et les plans en pépinière. — 1709, hiver célèbre par sa durée et sa rigueur. — 1729, les rivières encombrées par les glaçons. — 1731, beaucoup de maladies causées par le long hiver qui a été fort rude et n'a fini qu'en juin. Il a gelé dans ce mois. — 1750, grand hiver. — 1748, froid excessif approchant de celui de 1709. — 1767, le froid commence le 2 janvier et augmente tous les jours, 8° de froid. — 1788-89, le thermomètre descend à 8° au-dessous de zéro le 15 décembre, le 1^{er} janvier 1789, le thermomètre (Réaumur) descend à 14°. — 1794, la Garonne est impraticable pendant un mois.

Inondations. — 1615, grandes inondations. — 1750, pluies du 29 octobre à juin 1751. — 1770, inondation la plus terrible du siècle. L'hiver et le printemps ont été si pluvieux et il a fait de si gros vents du midi, que la Garonne a grossi et débordé 3 fois en trois mois, la première fois les 7 et 8 avril, jour des Rameaux. Dégâts énormes.

Sécheresses. — 1540, 1632-33, 1693, 1705, 1716, 1745, (la pluie tombe le 3 septembre après sept mois de sécheresse), 1746, 1767, 1784, 1785, 1791.

Tableaux de dépréciation du papier-monnaie réédités avec une introduction par Pierre Caron, p. 867. Tableau des valeurs successives du papier-monnaie dans le département de la Charente-Inférieure, à partir du 1^{er} janvier 1791 et compris le 10 thermidor an IV, rédigé par les membres composant l'administration du département.

100 livres assignats donnent en *numéraire*, en janvier 1791, 96 livres ; en décembre, même année, 85 ; en janvier 1792,

77 livres ; en décembre, 69 ; en janvier 1793, 65 livres ; en décembre, 51 ; en janvier 1794, 48 livres ; en décembre, 22 ; en janvier 1795, 20 livres ; en mars, 15. En l'an III, en fructidor on obtient 155 livres assignats pour 24 livres numéraires et 990, en fructidor, 3^e décade ; en ventôse an IV (du 26 au 30), 5.700 livres ; en thermidor an IV, on n'a que 6 livres numéraires pour 100 livres mandats.

Bulletin de la Société de géographie de Rochefort, t. XXXI (1909, p. 189). — M. Georges Poisson cherche l'emplacement de la *Ville saintongaise d'Ausone*. Il propose de placer cette ville dans les environs des Bouchauds. *Pagus Norverus* signifie pour lui toute la vallée de la Nouère. « Le site se prête suffisamment à la description que nous fait le poète. »

BIBLIOGRAPHIE

BÉRAUD (Armand). — *François Béraud avant son professorat*. Orléans, imprimerie Paul Pigelet, 1910, in-8°, 29 p. Extrait des *Bulletins de la Société archéologique et hist. de l'Orléanais*.

C. (G. de). — *Une famille de noblesse militaire. Les Martin de Bonsonge*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1910, in-8. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

DELAUVAUD (L.). — *Documents inédits sur le duc de Saint-Simon (1694-1746)*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1910, in-8, 71 pages, un portrait. Extrait du volume XXXIX des *Archives historiques de la Saintonge et d'Aunis*.

— *Les origines norvégiennes des archipels écossais (872-1667)*. Paris Félix Alcan, in-8, 1910, 24 p. Extrait des *Annales des Sciences politiques*, mars 1910.

DUBOIS (G.), lieutenant de vaisseau en retraite. — *Rochefort-sur-Mer. Son rôle dans l'organisation maritime nationale*. Rochefort, société anonyme de l'Imprimerie Ch. Thèze, 1909, in-8, 32 p., quatre cartes.

ESMEIN. — *La vieille Charente*. Larose et Tenin, libraires, rue Soufflot, Paris.

GARNIER (D^r E.). — *L'île d'Aix à travers les temps*. Tarbes, imprimerie Croharé, 1909, in-16 carré, 5 cartes ou plans, dix dessins originaux, 9 reproductions de gravures anciennes, couverture illustrée.

GIRAUDIAS (L.). — *Le Parc*. Musique sur un sonnet de M. E. Giraudias, exécuté sur la scène du théâtre populaire de La Mothe Saint-Heray, les 12 et 13 septembre 1909, autographié.

GOURDON (Georges). — *Jeanne d'Arc*, drame en 3 actes et 7 tableaux, en vers, avec chœurs, musique de M. Rudelin, maître de chapelle à la cathédrale de La Rochelle. Rochefort-sur-mer, société anonyme de l'imprimerie Ch. Thèze, 1910, in-18, 119 pages.

GUERIN. — *Napoléon I^{er} à Saintes*. La Rochelle, Imprimerie Noël Texier 1910 in-8. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Contient un passage de plus que dans l'article paru dans la *Revue*.

LAJONQUIÈRE (L. de). — *Rapport sommaire sur une mission archéologique* (Cambodge, Siam, presqu'île Malaise, Inde), 1907-1908. Paris, Imprimerie Nationale, librairie Droux, 1909, in-8, 30 p. Extrait du *Bulletin de la Commission archéologique de l'Indo-Chine*, 1909.

LA MARTINIÈRE (de). — *Les Chartes de franchise de Sainte-Aulaye et de Chalais* (1288-1339). La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1909, in-8, 37 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* 1909.

— *Les origines bordelaises de Barbezieux*. Bordeaux, imprimerie G. Gounouilhou, 1909. Extrait de la *Revue historique de Bordeaux*, 1909.

LEMAITRE (Jules). — *Fénelon missionnaire*, un vol. in-16. Séries de conférences faites en janvier et février 1910 à Paris. La troisième est consacrée à Fénelon, missionnaire, c'est-à-dire à son séjour en Saintonge, de décembre 1685 à juillet 1686, de mai à juillet 1687.

LOTI (Pierre). — *Réponse de M. Pierre Loti au discours de M.*

Jean Aicard (23 décembre 1909). Paris, Calmann Levy, Imprimerie Chaix. in-18 jésus, 42 p.

MASSON (Emile). — *La puissance paternelle et la famille sous la Révolution*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, Paris, librairie A. Pedone, 1910, in-8, 342 p.

MASSIOU (Léon). — *Anchoine, ville disparue sous les dunes de La Coubre*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1909, in-8, 15 p. avec carte. Extrait du *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*.

MESNARD (A.). — *Saint-Jean-d'Angély sous la Révolution et jusqu'à l'époque Contemporaine*. Paris, Imprimerie et librairie Jouve, 1909, in-8, 526 p., illustrations.

PAWLOWSKI (Auguste). — *Les transformations du littoral français*. L'embouchure de la Charente et l'île d'Aix, d'après la géologie, la cartographie et l'histoire. Paris, Imprimerie Nationale, 1909. Extrait du *Bulletin de géographie historique et descriptive*, n° 2, 1909.

— *Le cosmographe Haut-Marnais, Simon Girault (XVI^e siècle)*, Paris, Imprimerie Nationale, 1909, in-8, 16 p. Extrait du *Bulletin de géographie historique et descriptive*, n° 2, 1909.

PELLISSON (Jules). — *Souvenirs mortuaires*, in-8, 4 pages. Extrait du *vieux Papier*.

PICOT (Georges). — *Le comte Duchâtel (1803-1867)*. Notice historique lue en séance publique à l'Institut de France le 12 décembre 1908. Paris, librairie Hachette, imprimerie Paul Brodard, Coulommiers, 1909, in-16.

Progrès (Le) agricole des Charentes paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois. 1^{er} numéro le 1^{er} décembre 1909. Imprimerie Nouvelle Noël Texier, in folio à 3 col., 8 p., 2 fr. 50.

POIVERT (abbé L.). — *Empoisonneurs d'âmes, étude critique*

des livres scolaires condamnés par les évêques. La Rochelle, Imprimerie Rochelaise, 1909, in-8°, 28 p.

—
Revue Universelle (La) *du Linguiste*, directeur M. E. Le Sueur, sous-intendant de 1^{re} classe en retraite, à Nantes. — Nantes, Imprimerie Moderne Jorbin et Buchot, in-4°.

Premier numéro le 15 novembre 1909.

M. Le Sueur se propose, ainsi qu'il l'explique dans une lettre envoyée aux journaux, « de créer une propagande en faveur de la simplification des méthodes en vigueur pour l'enseignement des langues vivantes ».

—
RAMBAUD (Jean) et DAUBE (Edmond). — *Un meneur*, pièce sociale en un acte. La Rochelle, Imprimerie A. Boulangé. Paris, librairie de la « Libre Pensée », petit in-16, 31 p.

—
REVEILLAUD (Eugène). — *Saint-Jean d'Angely*. Paris, Jouve, in-8, avec gravure et plans.

—
RUDELIN (abbé). — Six chœurs avec soli et accompagnement de piano, pour le drame de Georges Gourdon. Chez l'auteur, rue Jean Guiton, La Rochelle.

—
YVES. — *Flammes méridionales*. Paris, Emile Paul, éditeur, Imprimerie Aubert, Versailles, 1908, in-18 carré, 215 pages.

— *Cent pensées*. Même éditeur, 1907, in-32, impression sur le recto seulement.

Sous ce pseudonyme se cache une Saintaise, à qui il n'a guère servi, pour connaître le bonheur, d'être jolie femme, d'avoir un double beau nom, des titres et une grosse fortune. La vie lui fut amère. Les déceptions, les chagrins remplirent son cœur de tristesse et de mélancolie. Elle a cherché non pas une consolation, mais un dérivatif à ses peines dans la poésie — ainsi naquit le volume de vers — et en fixant sur un carnet, petit comme sa main, les pensées douloureuses que les événements de chaque jour lui suggéraient. C'est comme le cri d'une âme blessée, la confession intime d'un cœur endolori. Ecrire est parfois un moyen d'endormir son chagrin ; l'amoureux qui écrit à l'infidèle trouve dans son acte un soulagement momentané. Ainsi naquit la minuscule plaquette de *pensées*.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'AOUT 1910

AVIS ET NOUVELLES : Distinctions ; Hiers-Brouage et le Canada ; Changement de noms de rues ; Fête des arbres centenaires ; Verdissement des huitres.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès : M^{me} Morch, lieutenant Callot, M. Rogée-Fromy, M^{lle} de Laage, M. de Massougnès.

VARIÉTÉS : *Les Beraud au collège de La Rochelle*, par M. A. Béraud ; *Sur l'orthographe du mot Xaintes*, par M. Ch. Dangibaud ; *L'organisation du clergé en 1803 dans le département de la Charente-Inférieure*, par M. l'abbé Lemonnier ; *Les Justices de paix de Saintes*, par M. Guérin. — Documents : Bénédiction de drapeaux, d'un cimetière.

QUESTION : Devise de Saintes.

LIVRES ET REVUES.

AVIS ET NOUVELLES

M. le baron Oudet, maire d'Ecurat, est nommé commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, M. de Grieu et M. Pierre Bouyé, chevaliers du même ordre.

La cérémonie de la remise de la croix à M. Oudet a eu lieu le 19 juin à Recouvrance, par Monseigneur Eyssautier.

Notre confrère M. Baustert est nommé architecte de l'arrondissement de Saintes par arrêté préfectoral du 19 mai 1900, conformément à une délibération du conseil général qui rétablit les architectes d'arrondissement.

Notre confrère M. Naud, architecte à Saintes, a obtenu, au Salon des artistes français, une mention pour son relevé de l'église de Sablonneau, acquis par l'Etat.

La commune d'Hiers-Brouage avait besoin de réparer son église : l'argent lui manquant, la municipalité eut l'idée de sol-

liciter du maire de Québec un secours de 2.500 francs, en mémoire de Champlain. La municipalité canadienne accorda immédiatement la somme. De plus, le *Soleil* de Québec a ouvert une souscription dans le même but, et ce journal vient d'adresser 3.000 francs à « ses cousins » de France. « Nous ne pouvions pas laisser dans l'ombre — écrit le *Figaro* du 7 juin, — ce curieux épisode de notre histoire religieuse contemporaine, bien que nous ne puissions y trouver pour nous-mêmes aucun sujet de fierté. »

Le conseil municipal de Jarnac-Charente a donné le nom de Burgaud des Marets à la rue jadis appelée Corderie, où se trouve l'école communale des garçons.

Le conseil municipal de Belfort a baptisé une de ses rues du nom de Maurice Callot, en mémoire de la catastrophe du *Pluviôse*.

La ville de Perpignan vient de fêter le centenaire de ses platanes. L'idée ne manque pas d'originalité et aussi d'actualité car, en ce moment même, on s'occupe partout de rechercher et de cataloguer les arbres centenaires.

L'Italie se dispose à consacrer à Virgile un monument d'un genre nouveau : un bois sacré sur le bord du Mincio, avec petit temple au milieu.

A quand la fête du centenaire des ormeaux du quai et du cours Reverseaux. On pourrait profiter de l'occasion pour commémorer par une plaque le souvenir de l'intendant Reverseaux, l'instigateur de la construction de nos cours, qui contribuent tant à donner à notre ville l'aspect riant que tous les étrangers se plaisent à constater.

MM. Paul et Calvet ont obtenu le verdissement des huîtres dans des bassins de Balaruc-les-Bains (Hérault), en ensemençant ceux-ci de Diatomées bleues (*navicula ostrearia*) à l'aide d'huîtres vertes de Marennes, dont la coquille porte toujours de nombreuses navicules. Ils ont reconnu que les huîtres d'ensemencement sont utilisables même après un voyage qui leur fait subir une mise à sec de cinq jours.

M. René Cardaliaguet a traduit en vers bretons, la *Jeanne d'Arc* de M. Georges Gourdon, à l'usage des théâtres populaires de la Bretagne bretonnante.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 30 avril 1910, Mme Louise Bouffar, veuve de M. Wladimir Morch, président de la chambre de commerce, et fille de M. Alexis Bouffar, conseiller général, est décédée à La Rochelle, à l'âge de 76 ans.

Le lieutenant de vaisseau Maurice Callot, qui a trouvé la mort dans l'épouvantable catastrophe du *Pluviôse* à Calais, le 26 mai 1910, était né à La Rochelle le 13 décembre 1873, fils de Ernest Callot, directeur de la Société *Aunis et Saintonge*, et petit fils de M. Dor, maire de La Rochelle (1879-1883).

Il avait épousé le 21 août 1902, à Paris (XVII^e arrondissement) Mlle Marie Lemierre dont il a eu trois enfants.

Le 30 mai 1910, à Saint-Jean d'Angély a été inhumé le corps de Pierre Rogée-Fromy, décédé à l'âge de 13 ans, au château de Filoli, près Thiviers (Dordogne), fils de M. Léonce Rogée-Fromy, médecin en chef de l'hôpital et de Mme née Labuthie.

Mlle Marie-Gabrielle Alexandrine de Laage de Meux, sœur de Saint-Vincent de Paul, supérieure de l'hospice de la Charité, à Saint-Etienne (Loire), est décédée à l'âge de 70 ans, le 30 mai 1910. Elle était sœur de M. Théophile de Laage.

M. le comte Jean-Auguste Emmanuel de Massougnès, est décédé à Paris, le 1^{er} mai 1910, âgé de 66 ans. Il laisse un fils, M. le comte Pierre de Massougnès.

VARIÉTÉS

I

LES BÉRAUD AU COLLÈGE DE LA ROCHELLE (1)

(1571-1619)

Tes père et mère honoreras.

M. Delayant, dans son remarquable travail publié en 1868 par la société littéraire de La Rochelle : « *Notes pour servir à une histoire de l'Instruction publique à La Rochelle* (2) », a fait un historique du collège de 1504 à 1628 aussi complet que lui ont permis les rares documents qui ont survécu de cette époque. Dans la même année, M. E. Jourdan publiait sous le titre : « *Quelques documents inédits pour servir à l'histoire de l'Instruction publique à La Rochelle* » (3), une étude qui ajoutait quelques pierres à l'édifice élevé par Delayant.

Les recherches que j'ai commencées sur ma famille, dont le premier membre rochelais, François Béraud, fut justement principal de notre collège après la fondation des princes protestants, m'ont fait entreprendre, non seulement dans les archives rochelaises, mais aussi dans nombre de dépôts publics en France et à l'étranger, un travail d'investigations approfondies qui m'a jusqu'ici fourni une récolte de documents dont l'intérêt m'a paru dépasser parfois le cadre de mes travaux généalogiques. Quelques-uns ajoutent même à l'histoire de notre vieux collège pendant la période citée, et à ce sujet, j'ai pensé

(1) Au début de ce travail je tiens à remercier Messieurs les notaires de La Rochelle, particulièrement MM. Asselin, Bonniot, Bouchier et Marchesseau, qui ont bien voulu mettre à ma disposition leurs précieuses archives du XVI^e siècle. Je dois aussi un témoignage particulier de gratitude à MM. L. de Richemond, archiviste honoraire du département de la Charente-Inférieure, Musset, bibliothécaire de la ville de La Rochelle, Cornet, professeur d'histoire au collège de Montargis, et à M^{me} E. Godin, secrétaire général de l'Encyclopédie nationale à Paris, qui m'ont fourni des indications précieuses ou aidé de leurs recherches.

(2) *Choix de pièces lues aux séances*, n° 14. La Rochelle, Mareschal, 1868.

(3) *Revue de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou*, n° du 25 septembre 1868.

qu'il ne serait pas inutile de grouper dans une étude spéciale ce que je sais sur les rôles qu'y tinrent François Béraud et ses fils. Après avoir raconté, — sans sortir de mon sujet, — pourquoi et comment François Béraud vint à La Rochelle et le peu que je sais de son principalat, je donnerai pour chacun de ses trois fils, dans une courte biographie, les quelques renseignements recueillis sur leur professorat.

Mais avant d'aborder cette étude, il m'a paru nécessaire de fournir quelques indications sur l'origine de la famille de François Béraud et d'y joindre deux esquisses biographiques tant sur celui-ci que sur son père Nicole, afin de permettre au lecteur de mieux apprécier les lettrés qui furent l'honneur du nom Béraud au XVI^e siècle.



Si l'on en croit Benjamin Fillon, l'éminent érudit vendéen, la famille de Nicole et de François Béraud serait originaire des environs de Sigournais, en Bas-Poitou.

« François Bérauld, nous dit-il, était fils de Nicolas, professeur de droit à Orléans, issu d'une famille des environs de Sigournais en Bas-Poitou. Jacques Bérauld (1), auteur des *Eglogues poitevines*, était son cousin issu de germain. » Et il ajoute : « l'une des branches de la famille Bérauld, Bérauld ou Béraud alla se fixer à Orléans vers le milieu du XV^e siècle (2) ».

Je ne sais sur quel document s'appuie cette affirmation, mais elle est d'une précision telle qu'il est difficile de la mettre en doute. Ce qui semble au surplus en confirmer l'exactitude, c'est qu'il existe dans les archives départementales de la Vendée, au dossier n° 55 de la série E, concernant une famille Béraud ou Béreau du Bas-Poitou et composé de nombreuses pièces datant de 1578 jusqu'à 1740, une copie écrite en entier de la main même d'un de mes arrière-grands-oncles, François Béraud, sénéchal de Laleu et juge-garde de la monnaie à La Rochelle, de son contrat de mariage en date du 17 novembre 1793. Il

(1) Celui-ci écrivait son nom Béreau. (*Les églogues et autres œuvres de Jacques Béreau, poitevin*. — Poitiers, chez Bertrand Noscереau, imprimeur, 1565). C'est du reste l'orthographe adoptée le plus habituellement, dès le milieu du XVI^e siècle, par la branche de cette famille restée poitevine.

(2) *Poitou et Vendée*, t. I, chap. *L'Eglise réformée de Fontenay-le-Comte*, p. 57.

semble donc qu'à cette époque des relations de famille existaient encore entre les Béraud du Poitou et ceux de La Rochelle ou que, tout au moins, ceux-ci cherchaient à renouer avec la souche poitevine.

Là se borne ce que nous savons des origines vraisemblablement poitevines de la famille de François Béraud. Nous savons aussi que son arrivée dans l'Orléanais dû être antérieure à la naissance du père de François, Nicole Bérault (1), puisque celui-ci avait une tante Madeleine Bérault, mariée à Olivet, aux portes d'Orléans, avec Jean Chrestien. Cette Madeleine Bérault fut la mère de Guillaume Chrestien, médecin ordinaire de François 1^{er} et de Henri II et la grand'mère du poète Florent Chrestien, précepteur de Henri IV et l'un des auteurs de la célèbre *Satire Ménippée*.

BÉRAULT Nicole (Nicolaus Beraldu) (2) « naquit à Orléans, en 1473 », nous disent ses biographes. Après y avoir suivi les cours de droit à l'université des lois très renommée que possédait cette ville, il se rendit en Italie où il parait avoir fréquenté les humanistes, notamment Politien. Ce fut sans doute le début de sa vocation littéraire. De retour dans sa ville natale, il s'occupe dès 1500 d'y enseigner les Belles-lettres. En 1511, il y tient un pensionnat et professe publiquement le droit romain sous la dépendance de l'autorité universitaire. Il se rend ensuite à Paris où son amour des Belles-lettres et ses travaux antérieurs le mettent en relation avec les grands lettrés de l'époque : Guillaume Budé dont il devient l'ami, Jacques Toussaint, François de Joyes, Louis Ruzé, Salmon dit Macrin, et Etienne Poncher, évêque de Paris. Sa réputation d'humaniste est dès lors bien établie : il est parmi les savants qui travaillent pour l'éditeur Josse Bade. Il est en relation de correspondance avec le célèbre Erasme qu'il avait reçu en 1506 à Orléans, lorsque celui-ci se rendait en Italie. En 1518 et 1519, il fait partie des ambassades que François 1^{er} envoya à Londres auprès de Henri VIII, et à Montpellier, pour conférer avec les représentants de Charles-Quint. En la même année 1519 il fait à Paris un

(1) J'ai respecté pour Nicole et Madeleine Bérault, comme pour François et ses fils qui signaient Béraud l'orthographe des documents d'archives.

(2) Cette courte esquisse est un résumé des *Notes biographiques sur Nicole Bérault*, publiées à deux reprises différentes par M. L. Delaruelle, professeur à la faculté des lettres de Toulouse : 1^o en 1902, dans la *Revue des bibliothèques* ; 2^o en 1909, dans le *Musée belge*.

cour public sur l'Institution oratoire. Les poètes de l'époque et ses contemporains célèbrent à l'envie son éloquence. Toutes les branches du savoir l'attirent : élève d'Aléandre il est des premiers qui enseignent le grec en France. Il se dépense sans compter pour donner à la France les livres qui lui manquent. Son œuvre de « librairie » est considérable (1). Il donne des éditions enfin correctes des auteurs anciens : *L'Histoire naturelle de Pline* ; *Les guerres civiles d'Appien* ; *La vie des douze Césars de Suétone*, etc... Il fait enfin œuvres personnelles dans ses *Remarques sur le Rusticus de Politiën*, dans son *Dialogue sur les secrets de l'improvisation*, et son *Discours sur l'ancienne et la nouvelle science du Droit*. Un autre de ses discours qu'il écrivit, à la demande du chancelier du Prat *Sur le traité de Cambrai*, lui valut le titre d'Orateur et d'Historien du roi. En 1530, Anne de Montmorency le choisit comme précepteur de ses trois fils nés de sa seconde union avec le maréchal de Coligny, dont Gaspard, le futur et célèbre amiral (2). Leur éducation terminée il resta au service de l'aîné, le cardinal Odet de Châtillon. En 1539, il y était encore. Après cette date, bien que ses biographes le fassent vivre jusqu'en 1550, le silence se fait sur son nom.

Il se maria deux fois, la première à Orléans, antérieurement à 1511, avec Louise Chartin, fille de Louis Chartin, procureur du roi en son Grand Conseil, et la seconde à Paris, vers 1516, avec Etiennette Le Painctre, veuve de Jean Passet, dit Barbier, imprimeur parisien. Il eut trois enfants de cette seconde union : François dont il va être parlé, Marie, qui mourut en 1530 âgée de cinq ans, et Béatrice, qui épousa Jean Le Bouvyer.

BÉRAUD François (Franciscus Beraldus), naquit à Paris, vraisemblablement en 1517. Il y fit de sérieuses études classiques. En 1536 il suivait les cours de Jacques Toussaint, le célèbre professeur de langue grecque au collège de France. Dès cette époque il donne les plus grandes espérances : les poètes Salmon Macrin et Nicolas Bourbon lui adressent en 1537 et 1538 des poésies latines qui célèbrent ses succès et l'en-

(1) Voir à ce sujet les études citées de M. Delaruëlle. Les publications de Nicole Bérault, qui s'y trouvent décrites, s'élèvent au nombre de trente-quatre

(2) M. Delaruëlle, qui avait admis ce préceptorat dans sa première étude, le rejette dans la seconde. Rien jusqu'ici ne permet, à mon avis, d'abandonner la tradition établie à ce sujet.

couragent à l'étude. En 1539, son père l'envoie suivre les cours de droit à l'Université d'Orléans où il se lie d'amitié avec Théodore de Bèze, puis il revient à Paris pour y perfectionner ses études qu'il continue, tout au moins jusqu'en 1545 (1). Vers 1549, il épousa Aimée de La Saussaye. Ses travaux littéraires nous permettent de le suivre encore à Paris en 1550 et 1552, mais, en 1554, nous le trouvons religieux fugitif à Montbéliard. Ce fut le début de sa vie errante tout entière consacrée à l'enseignement de la langue grecque. Il professa dans cette ville jusqu'à la fin de septembre 1555, puis à l'académie de Lausanne où il retrouva Théodore de Bèze. En 1559, Calvin, qui vient de fonder son académie, l'appelle à Genève et lui confie la chaire de grec. Son séjour dans cette ville ne fut pour lui qu'une longue épreuve de deuils et de maladies : il y perdit plusieurs de ses enfants ; lui-même et sa femme ne cessèrent d'y souffrir de la fièvre. En 1562, il s'installe à Orléans, appelé par ses coreligionnaires qui n'ignorent pas sa réputation de professeur. Par l'autorité de son enseignement il y entraîne une partie des élèves qui suivaient ses cours à Genève. A la suite des massacres de huguenots qui eurent lieu à Orléans, en septembre 1568, il s'enfuit à Montargis où on lui confia la direction du collège. En 1571, il est appelé comme professeur à La Rochelle : il y mourut principal du collège, très vraisemblablement en 1575.

La notice bibliographique dont j'ai fait suivre la partie de ce travail qui le concerne, donnera une idée suffisante de sa valeur comme helléniste.

François Béraud eut au moins six enfants : Rodolphe, Luc, Moïse, Aaron, Anne et Marie.

Luc mourut très probablement à Genève. Anne y mourut âgée de deux ans en 1561. Quant aux quatre autres ils suivirent tous leur père à La Rochelle où ils se marièrent.

(1) J'ai publié dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais de 1909*, un travail sur François Béraud avant son professorat, qui embrasse toute la première partie de sa vie jusqu'à son arrivée à Montbéliard.

COMMENT FRANÇOIS BÉRAUD VINT A LA ROCHELLE.
SON PRINCIPALAT.

I

A la suite des troubles qui ensanglantèrent Orléans au mois de septembre 1568, la plupart des protestants de cette ville s'enfuirent à Montargis où Renée de France, fille de Louis XII et duchesse de Ferrare, leur coreligionnaire, les prit sous sa protection et les aida de ses deniers. Parmi eux se trouvait François Béraud, professeur de grec à Orléans. Il obtint bientôt un emploi identique au collège de Montargis qui était entretenu aux frais de la duchesse. Les comptes de cette grande dame actuellement déposés aux archives d'Etat du Piémont, à Turin, mentionnent François Béraud, comme lecteur en grec, et pour la première fois au mois de mai 1569. Nous y lisons, en effet sous la rubrique :

Dons et aulmosnes durant le mois de May 1569,

« A Monsieur François Béraud cy devant professeur en la
« langue grecque de la ville d'Orléans, à présent retiré en cette
« ville de Montargis, au moyen des troubles, où il fet lecture
« ordinaire par ordonnance de Madame, la somme de 33 livres
« 6 sols, 8 deniers tournois, et ce pour ses gaiges et entreten-
« nement durant le présent moys de May et Juing ensuyvant
« qui est au feur de deux cents livres par an » (1).

Le premier juillet 1570, il succédait comme principal à François Legrand aux modestes « gaiges » de trois cents livres tournois par an (2).

Le séjour de Montargis ne plut pas à François Béraud et dès l'automne de 1570 il se préoccupait de chercher une autre résidence. L'esprit des habitants ne lui convenait guère et son enseignement qui s'adressait sans doute à de très jeunes élèves

(1) *Regio archivio di stato in Torino, Sezione 3^a, n° 146. Conto, V. 37 della casa Nemours, 1569.*

(2) *Ibid.* Conto, n° 38 della casa Nemours, 1570.

Je remercie tout particulièrement M. Cornet, professeur d'histoire au collège de Montargis, qui a bien voulu me signaler l'existence des comptes de la duchesse de Ferrare. Je lui dois également la revision de la traduction de la lettre de François Béraud du 5 novembre 1570, dont quelques phrases manquaient d'exactitude, et la traduction intégrale des passages grecs de cette lettre.

était pour lui sans intérêt. Il le qualifie lui-même de « puéril » dans une curieuse lettre adressée à l'un de ses amis, dont le nom n'est pas indiqué. En voici la traduction (1) :

« Si vous avez eu, sous l'empire de notre ancienne amitié, le
« désir ou la liberté de vous enquérir du pays où je me trouve
« et de ce que je fais, ou bien si notre ami commun Emile
« Perrot, jeune homme réservé à la plus haute dignité, a bien
« voulu vous donner quelques indications, vous avez dû en-
« tendre dire « que je suis retenu non pas sur la vaste mer,
« non pas dans une île battue par les flots, » mais à Mon-
« targis « où je supporte de terribles maux, des maux qui me
« rongent le cœur ». Et il ne peut en être autrement, puisque
« de nouveau je suis, de par contrat, condamné à la galère
« d'un enseignement puéril au moment même où, après de
« longues années consacrées à instruire la jeunesse, je suis
« parvenu à un âge plus digne du repos que destiné à subir
« les accablantes fatigues que m'imposent de nouveaux tra-
« vaux. Insensé que j'étais, en me croyant jadis digne d'un
« plus grand théâtre ! Je fus entretenu dans cette erreur par
« des hommes de valeur et de savoir qui, lorsqu'ils suivaient
« assidûment mes cours, déclaraient qu'ils avaient retiré des
« fruits considérables de mon enseignement. Mais la divine
« Providence en a autrement décidé en m'éloignant d'une cité
« célèbre et riche en professions libérales et en me reléguant,
« après m'avoir enlevé toutes mes armes, je veux dire dépouillé
« de mes livres, dans une ville où ce qui est la gloire de mon
« nom nuit plutôt à ma réputation. De même qu'Ulysse retenu
« contre son gré par Calypso, avait toujours dans son chagrin
« et dans ses pleurs, les yeux fixés sur la mer dans la direction
« de sa patrie, de même jour et nuit mon esprit et ma pensée
« se tournent et sont attirés vers le lieu d'où je suis rejeté.
« Mais son sort fut sans doute préférable au mien, car, accueilli
« et traité avec la plus grande humanité par une nymphe qui
« l'aimait éperdument, il songeait à retrouver sa femme et sa
« patrie, incertain des sentiments que la première nourrissait
« à son égard et ignorant de l'état dans lequel se trouvait la
« seconde. Tandis que moi, séparé violemment de mes amis
« les plus chers, je me trouve au milieu de gens qui répugnent
« à toute culture intellectuelle. Et si je ne rencontre quelque

(1) Voir le texte latin de cette lettre à l'appendice n° I.

« divinité favorable, j'entends par là quelqu'homme de bien qui
« m'honore de son amitié et se lève en ma faveur dans l'assem-
« blée des dieux, c'est-à-dire qui travaille à obtenir des grands et
« des puissants mon départ de ce lieu, il est à craindre que ce
« sol barbare ne me voie mourir et ne devienne pour de longs
« siècles le tombeau de ceux qui n'y sauraient vivre. Mais
« actuellement je ne puis que le souhaiter sans espérer l'ob-
« tenir. Dans le groupe des pieux Orléanais dont une partie a
« été affaiblie par la guerre et la maladie et dont l'autre partie,
« même à l'heure actuelle où la paix est proclamée, se trouve
« par la violence éloignée de ses foyers et des biens de leurs
« pères, il ne se trouvera personne qui veuille utiliser mes ser-
« vices. Je leur étais cependant cher et par mon zèle et par
« ma foi et par ma science restreinte sans doute, mais connue
« et éprouvée. Je m'étais fait quelques amis. Sous l'empire
« d'une vie un peu plus facile je me promettais plus d'indé-
« pendance dans mes loisirs que j'aurais consacrés à écrire.
« Tout cela n'est plus et il me faut recommencer une nouvelle
« vie de labeur que je mènerais avec moins d'amertume, si du
« moins je devais la passer près des humains, tandis qu'il me
« faut vivre au milieu d'animaux sauvages. Mais à quoi bon
« vous fatiguer et vous troubler de mes plaintes ? Vous savez
« cependant quel soulagement on éprouve à pouvoir confier
« sa douleur au cœur d'un ami. Bien que pour la même cause
« vous ayez supporté des épreuves peut-être aussi doulou-
« reuses, vous êtes cependant moins à plaindre que moi, puis-
« que vous n'avez pas été exilé loin de vos meilleurs amis,
« je veux dire loin des Muses et de vos livres. Quant à moi,
« jusqu'à ce jour, je n'ai rien pu recouvrer de cette modeste
« bibliothèque que vous avez connue, pas même le plus petit
« écrit. Et de tous mes maux, c'est celui qui m'atteint le plus.
« J'espère cependant que tout n'a pas péri. En me répondant
« donnez-moi des nouvelles de votre santé, dites-moi ce que
« vous faites, à quelles études vous vous donnez et recomman-
« dez-moi aux hommes de bien. Puissé-je par leurs soins et
« leur faveur échapper à tous ces maux.

« Adieu. De Montargis le 5 novembre [1570] (1).

« A vous de cœur. F. BÉRAL. »

(1) Le millésime de cette lettre, non indiqué dans l'original, se détermine facilement par ces mots : *Nunc quoque pace proclamata*. — même à l'heure

Le destinataire de cette lettre sans suscription est, à mon avis, Jean Mallot, ministre protestant et chapelain de Gaspard de Coligny (1). Voici pourquoi :

Mallot, qui était cousin par alliance de François Béraud comme mari de Marguerite Chrestien, sœur du poète Florent Chrestien, avait été envoyé par Coligny à Montargis, au début du mois d'août 1570, chargé d'une mission auprès de Renée de France. Il avait probablement dû recevoir, à cette occasion, les doléances de Béraud et lui promettre son appui auprès de Coligny. La lettre du 5 novembre 1570, dont le seul aspect et la lecture révèlent, par le soin de l'écriture et la recherche du style, la demande d'un solliciteur, était vraisemblablement destinée, dans l'idée de son auteur, à être mise sous les yeux de l'amiral. Celui-ci venait précisément d'arriver à La Rochelle, où il séjourna du 15 octobre 1570 au 29 août 1571. Il dut tout naturellement, sur la recommandation de Mallot, s'intéresser au sort du fils de son ancien précepteur, dont la réputation d'humaniste et d'helléniste n'était plus à faire (2). Les circonstances étaient du reste favorables à une intervention de Coligny en faveur de François. La reine de Navarre, le prince de Condé et l'amiral lui-même s'occupaient alors de fonder au collège de La Rochelle deux chaires de langues anciennes, l'une d'hébreu, l'autre de grec précisément. Les recommandations de ces puissants personnages ne durent sans doute pas être inu-

actuelle où la paix est proclamée, — qui font certainement allusion au traité de paix signé à Saint-Germain en Laye, le 8 août 1570.

(1) La présomption en faveur de Mallot comme destinataire de cette lettre, s'augmente de ce que celle-ci figure à l'épistolaire formé par Pierre Daniel, érudit orléanais, né en 1530, et qui, bien que catholique, resta en relations constantes avec les Châtillon, ses protecteurs (voir *Pierre Daniel et les érudits de son temps*, par L. Jarry, dans les *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XV, 1876, p. 313, 351 et 352).

(2) François Béraud avait donné une traduction latine de deux des livres d'Appien : *Appiani Alexandrini Hispanica et Annibalica*, qui avait eu en 1560 les honneurs d'une édition d'Henri Estienne. Celui-ci en la reproduisant dans la grande édition des œuvres d'Appien qu'il donna en 1592, nous fait, dans sa préface, ce bel éloge du traducteur :

• De même que j'ai été le premier à éditer ces deux livres, j'ai été aussi
» le premier à les faire traduire en latin, et par un homme qui n'est pas mé-
» diocrement versé dans la langue grecque, François Bérauld, d'Orléans. Si
» j'ai préféré sa traduction, même pour les guerres d'Espagne, à celle que
» Cœlus Secundus Curion a mise au jour, il n'est personne qui, après les
» avoir comparées, n'avoue que j'ai eu raison ».

tiles auprès du consistoire chargé du choix des titulaires. Une autre recommandation, non moins autorisée en la circonstance, s'ajouta, je présume, à celle de Coligny en faveur de Béraud, celle de Théodoro de Bèze venu de Genève pour présider le synode national des églises réformées de France qui s'ouvrit à La Rochelle le 2 avril 1571. De Bèze s'était lié d'amitié avec François sur les bancs de l'université d'Orléans où ils avaient l'un et l'autre suivi les cours de droit ; il l'avait ensuite retrouvé comme professeur à Lausanne, puis à Genève où ils inaugurèrent ensemble l'enseignement à l'académie fondé par Calvin. Le célèbre réformateur (1) put donc rendre témoignage auprès du consistoire de la valeur de l'enseignement de son ancien collègue. Le résultat de ces appuis ne se fit pas attendre et François Béraud reçut l'offre d'une chaire à créer au collège de La Rochelle. Mallot en fut informé par Coligny et le 22 avril 1571 il écrivait à son cousin à Montargis, pour lever toute hésitation possible et le décider à accepter une situation qu'il jugeait très avantageuse (2).

« Mallot à Monsieur Bérauld, principal du collège de Montargis.

« Vous avez enfin reçu, mon cher Bérauld, la lettre par laquelle une situation vous est offerte au port des Santons. « Je ne mets pas en doute que cette position ne vous agrée, « car elle nous paraît à tous très avantageuse et de celles qui « ne sauraient être refusées. Car si vous, mon cher Bérauld, « et notre excellent ami commun Béroalde, voulez bien suivre, « avec l'assentiment de nos frères d'Orléans, ce que je n'hésite « pas à qualifier l'appel de Dieu, je ferai tout mon possible, « lorsque vous serez sur le point de partir, pour qu'il vous « soit donné à l'un et à l'autre 50 pièces d'or sur l'ordre de « Monseigneur l'Amiral, qui s'engage en outre à vous servir « annuellement cinquante livres et vous promet le meilleur « accueil des Princes et des Rochelais. Vous ne pourrez donc, « quelle que soit l'issue des événements, habiter un lieu plus « sûr ni mieux à l'abri des embûches des impies et où résident « au surplus les chefs de nos églises. Vous ne trouverez ailleurs « ni un ciel plus élément ni une condition plus avantageuse.

(1) Le mot réformateur, ainsi que ceux de réforme ou de réformé, ne sont pris dans cette étude, en dehors des citations, qu'au sens purement historique.

(2) Voir à l'appendice, sous le n° II, le texte latin de cette lettre.

« Tous mes souhaits de santé, très aimable Béraud, pour vous
« et votre très chère femme et gardez-moi votre affection,

« De Chatillon, en toute hâte, le 10^e jour avant les Calendes
« de Mai (22 avril) 1571. »

Cette lettre produisit l'effet désiré et François Béraud, après avoir continué son enseignement à Montargis jusqu'à l'expiration du trimestre en cours, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1571, ainsi qu'il appert des comptes cités de la duchesse de Ferrare (1), se rendit immédiatement à La Rochelle où il commença sans retard son cours public de grec. Nous en avons la preuve écrite dans le précieux document signé à La Jarrie le 13 août 1571 par Jeanne d'Albret, son fils Henry, le prince de Condé et l'amiral de Coligny, où il est constaté que « ceux de ladite
« église réformée de La Rochelle ont naguère fait venir en
« icelle M^e Pierre Lefevre, professeur en ladite langue
« hébraïque, et M^e François Béraud, professeur en ladite lan-
« gue grecque, nommez et esleuz par ledit consistoire de la dite
« église... comme ja ils ont bien commencé faire chacun lecture
« et profession publique desdites lettres et langues en la dite
« ville... aux gaiges chacun d'eux de la somme de cinq cens
« livres tournois par chacun an... » (2).

Cet enseignement apporta à François plus de satisfaction que celui qu'il donnait auparavant à Montargis. C'est du moins ce qu'il écrivit à Théodore de Bèze, si l'on en juge par la réponse de celui-ci, en date à Genève du 28 janvier 1572 (3).

« A François Béraud, homme très docte et frère très aimé.

« Je ne saurais trop féliciter les Rochelais de vous avoir enfin
« chez eux, mon cher Béraud, et je vous félicite également
« des très beaux résultats que vous avez su, au prix de tant
« d'efforts, obtenir dans votre enseignement. C'est là, je le
« sais, ce que vous désirez le plus. Et d'abord je rends grâce
« à Dieu tout-puissant de ce qu'il vous a conduit sain et sauf
« jusque dans ce port. J'emploie de préférence ce terme, qui
« me paraît de meilleur augure que celui de résidence... »

(1) *Regio archivio di stato in Torino*, Sezione, 3^e, n° 146. Conto n° 39 della casa de Nemours, 1571.

(2) Ce document a été publié in extenso dans la *Revue de l'Aunis, de la Saintonge et du Poitou*, n° du 25 septembre 1868, par M. E. Jourdan, sous le titre : *Quelques documents inédits pour servir à l'histoire de l'instruction publique à La Rochelle*, p. 109.

(3) Texte latin à l'appendice sous le n° III.

II

François Béraud, nous dit Delayant dans l'article cité à l'avant propos (1), fut certainement principal du collège de La Rochelle. Cette affirmation est confirmée par les énonciations contenues dans trois actes notariés. Un contrat de mariage, passé devant M^e Tharazon, notaire, le 5 décembre 1574, nous cite parmi les témoins : « M^e François Béraud, principal du collège de La Rochelle. » Dans les contrats de mariage de Rodolphe et d'Aaron, ses fils, passés le 19 mai 1576 et 5 janvier 1597 (2), ceux-ci sont désignés, Rodolphe comme « fils de défunct M^e François Béraud, en son vivant régent principal des grandz escolles, » et Aaron comme « fils de defunct M^e François Béraud, vivant, professeur de langue grecque et régent principal audict collège de La Rochelle. »

Le principalat de Béraud est donc une certitude et celui-ci l'exerça jusqu'à sa mort, dont la date se place entre celles des deux contrats des 5 décembre 1574 et 19 mai 1576. Mais, de quand date ce principalat ? Faut-il le faire remonter au jour de son installation comme professeur de grec, ou bien ne fut-ce que dans la suite qu'il obtint en outre la direction du collège ? La question reste jusqu'à présent difficile à trancher. D'après Delayant, les fonctions de principal auraient été confiées aussitôt après la fondation des princes protestants, à l'un des nouveaux professeurs : « Béraud, peut-être Martinius ou Lefèvre ? » (3). On peut considérer comme certain que Pierre Martines (Martinus) n'exerça jamais la fonction : outre qu'il arriva postérieurement à Béraud et à Lefèvre (4), tous les actes dans lesquels il figure ne lui donnent que le titre de professeur. Quant à Lefèvre ce n'est qu'après la mort de Béraud qu'on le trouve qualifié de principal. Nous avons, au contraire, en

(1) *Notes pour servir à une histoire de l'instruction publique à La Rochelle.*

(2) Le premier de ces actes est passé devant M^e François Bérault (homonyme mais non parent que je sache), le second par devant M^e Bion, tous deux notaires à La Rochelle. — Les minutes de M^e François Bérault n'existent plus, mais l'acte cité figure, à la date du 27 juin 1576, au registre des insinuations de la cour et gouvernement de La Rochelle. (Bibliothèque de la ville, Mss. 239, 3336-80). Les actes de M^e Bion sont actuellement aux minutes de M. Bonriot, notaire à La Rochelle.

(3) Delayant, article cité. p. 98.

(4) Voir l'article cité de Jourdan, *Quelques documents inédits pour servir à l'histoire de l'instruction publique à La Rochelle*, p. 116.

faveur de ce dernier, une indication formelle dans une lettre que lui écrivait Louis Chesneau, un de ses amis, le 4 janvier 1572, moins de six mois après son arrivée à La Rochelle avec cette suscription : « A Monsieur Bérauld, principal du collège de La Rochelle » (1). Et cependant, malgré cette lettre, je me demande si celui-ci avait droit alors au titre que lui donnait son ami. J'ai découvert, en effet, deux actes notariés l'un et l'autre de 1572, mais postérieurs en date à la lettre de Chesneau, dans lesquels François Béraud n'est qualifié que de professeur. Le premier, daté du 4 mars 1572 (M^e Baulouet, notaire (2) est « un transport par M^e Vincent Frémond, secrétaire de Monseigneur l'Admiral à M^{es} Pierre Lefèvre, et « (prénom en blanc) Béraud, professeurs des langues hébraïque, grecque et latine demeurant en ladite Rochelle, *absans*, » pour lesquels ledit notaire est stipulant et acceptant, de la « somme de 500 livres tournois à luy due par Claude Pas-« té... ». Il est à remarquer que, d'après sa qualification dans ce contrat, Béraud professait alors non seulement le grec, mais encore le latin. A remarquer encore que Lefèvre, auquel Delayant attribue, dubitativement il est vrai, le principalat à cette époque, n'est pas plus que Béraud qualifié de principal dans l'acte ci-dessus analysé, qui du reste n'est pas probant par lui-même, à raison de ce que les deux professeurs cessionnaires sont absents et n'ont pu par conséquent, s'il y avait lieu, exiger en ce qui les concerne, une exactitude absolue de qualification.

Le second acte est un bail passé devant M^e Naudin, notaire (3), le 11 avril 1572, par lequel Guillaume Chaumel, marchand et bourgeois de La Rochelle, loue à François Béraud, qualifié de « professeur en lettres grecques », pour une année qui a commencé le 25 mars 1572, une grande maison à faite, couverte en tuiles et une autre petite maison y attenante, assises rue Saint-Marsault (actuellement rue Gargoulleau) moyennant 115 livres tournois pour ladite année. Le fait par Béraud de louer en ville pour s'y installer avec sa famille semble encore au premier examen un argument contre son principalat au début de 1572, puisque le principal, d'après les traités d'économie connus à ce

(1) Voir *Gallia orientalis*, de Colomies, La Haye, Adrien Ulacq, 1645, p. 38.

(2) Les actes de M. Baulouet sont actuellement aux minutes de M^e Bonniot, notaire à La Rochelle.

(3) Actuellement aux minutes de M^e Asselin, notaire à La Rochelle.

jour (1), était logé dans le collège ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'en 1571, comme nous le dit Amos Barbot (2), « l'on fait construire et bastir les salles et chambres du collège... « pour ce que la royne de Navarre, le défunct seigneur prince de Condé et ledict seigneur Admiral avoient fondé en cette « ville, à l'érudition de la jeunesse trois professeurs ès langues... » et qu'en 1573 le collège n'était pas achevé de bâtir (3). La courte durée du bail, un an seulement, peut donc, au contraire, servir d'argument en faveur du principalat de Béraud qui aurait prévu son installation dans les bureaux du collège à l'expiration de son bail. Mais l'unique qualification de « professeur en lettres grecques », qui lui est donnée, sans addition de celle de principal, dans un acte où il comparait et donne sa signature, est bien surprenante si réellement il exerçait alors cette dernière fonction. A cette époque, plus encore qu'aujourd'hui, les gens tenaient à leurs titres et la hiérarchie sociale, plus solidement assise que de nos jours, était affirmée et précisée jusque dans les moindres manifestations de la vie publique et souvent même de la vie privée. Faut-il admettre que François Béraud, si jaloux de « la gloire de son nom » (voir lettre du 5 novembre 1570), c'est-à-dire de sa réputation de grand helléniste, comptait pour peu le titre de principal dans une ville où la culture intellectuelle et le renom des Belles-lettres étaient certainement moins en honneur qu'à Orléans

(1) Ces traités sont au nombre de trois :

1° Du 19 juillet 1560, dont Delayant nous a donné une longue analyse, dans son article sur l'instruction publique à La Rochelle, p. 80 et suivantes ;

2° Du 7 septembre 1596, passé devant M. Jouise, notaire à La Rochelle. Les minutes de ce notaire n'existent plus, mais cet acte est rappelé, avec mention de sa durée exacte, dans celui ci-après cité qui lui fait suite et qui pourrait bien en avoir reproduit les principales dispositions ;

3° Du 29 novembre 1599, que j'ai découvert dans les minutes de M^e Bion, notaire, actuellement en dépôt chez M. Bonniot, notaire à La Rochelle, et dont le texte est reproduit à l'appendice sous le numéro IV.

Un quatrième traité concernant le collège est simplement mentionné dans une délibération du corps de ville en date du 6 février 1541. (Inventaire des privilèges de la ville de La Rochelle, Bibliothèque de la ville, n° 79 (3111), p. 229). Mais en dehors du chiffre des appointements alloués en bloc au principal et aux régents et qui sont rappelés dans cette délibération, nous ignorons complètement les autres dispositions de cet acte depuis longtemps disparu.

(2) Voir l'article cité de Delayant, p. 88.

(3) Delayant, article cité, p. 90 et 94.

et à Genève où il avait professé avec éclat ? Je ne le pense pas. Aussi ne serai-je pas loin d'admettre que, dans la suscription de la lettre du 4 janvier 1572, ce fut par politesse, dans l'incertitude où se trouvait sans doute Chesneau de la situation exacte de Béraud, que le titre de principal y fut inscrit. Chesneau, dans cette hypothèse, aurait continué à son ami le titre auquel celui-ci avait droit à Montargis et qu'il lui supposait encore. S'il en est ainsi, on pourrait conclure que ce ne furent ni Béraud ni Lefèvre qui remplirent ces fonctions immédiatement après la création des chaires de langues anciennes en 1571, mais que le principal déjà en charge à cette époque, continua son exercice jusqu'au terme fixé par son contrat d'économie, c'est-à-dire jusque dans les derniers mois de 1572. Il est à observer, en effet, que les trois contrats de cette nature dont j'ai parlé plus haut (1), sont tous consentis pour une égale durée de trois ans qui commence tantôt en septembre et tantôt en décembre ; qu'en outre les deux derniers en date concordent très exactement avec l'expiration d'une période de cette série triennale de traités, commencée en 1560 et dont 1572 est une des échéances.

Béraud resta donc sans conteste le premier principal nommé après la fondation des princes protestants, soit qu'il ait exercé cette fonction dès son installation au collège comme professeur de grec, antérieurement au 13 août 1571, soit qu'elle ne lui ait été confiée qu'à l'expiration du traité alors en cours entre le corps de ville et son prédécesseur. Dans ce dernier cas, son principalat n'aurait commencé qu'à la fin de 1572. Après sa mort il fut remplacé dans sa charge par Lefèvre.

De la bibliothèque dont Béraud déplorait la perte entière dans sa lettre du 5 novembre 1570, il retrouva quelques volumes avant de se fixer à La Rochelle. La bibliothèque de la ville possède trois ouvrages lui ayant appartenu :

N° du catalogue, 3862. Cicéron, *De legibus*, libri III, Parisiis, apud Joannem Lodoicum Tiletanum, 1538, in-4°.

Sur la page du titre : *Sum Francisci Beraldi*. — Très nombreuses annotations de la main de François Béraud sur les pages de garde et dans les marges du texte.

8613. J. Fernel, *Medicina*, Lyon, 1554, in-folio.

Sur la première feuille on lit : *Sum P. F. Beraldi*.

(1) Voir note 1 de la page qui précède.

9756. Aristophane, *Comædiæ cum commentariis antiquis*, Basileæ, in officina Frobeniana, anno 1547. Sur la page du titre on lit de la main de F. Beraud : *Sum Francisci Beraldi et amicor. 1549, 10 Calend. August.*

M. de Félice, pasteur protestant à Montmorency, possède un autre ouvrage ayant appartenu à Fr. Béraud qu'il acheta à un bouquiniste d'Orléans en 1878.

Harmoniæ Evangelicæ libri IIII. Lutetiæ, ex-officina Rob. Stephani, typographi regii, 1545.

Deux volumes reliés en un seul. Sur la dernière page du premier, Béraud a écrit : *Sum Francisci Beraldi* $\alpha\alpha\tau\ \tau\acute{\omicron}\nu\ \pi\acute{\epsilon}\lambda\omega\nu$.



Il m'a semblé utile de compléter cette étude sur François Béraud, principal du collège de La Rochelle par une rapide nomenclature de son œuvre écrite.

I. — *Sancti Chrysostomi homilia de modico vino.*

Traduction latine de l'homélie de Saint-Jean Chrysostome sur la modération dans l'usage du vin, précédée d'une épître dédicatoire au cardinal Odet de Châtillon et suivie d'un livre d'épigrammes grecques de la composition de François Béraud qui ne comprend pas moins de trente petites poésies. Immédiatement après l'épître dédicatoire, le poète Nicolas Bourbon, dans une petite pièce de huit vers latins adressée au Cardinal, fait l'éloge des débuts littéraires du fils de Nicole (Date vraisemblable, 1539).

2.— « *Salmonii Macrini Iulodunensis cubicularii regi nœniarum libri tres...* », Lutetiæ, apud Vascosanum, 1550.

Aux pages 122 et 123 une poésie grecque de 36 vers, sur la mort de Gillonne, femme de Salmon Macrin, sous ce titre :

In Gelodinis Macrini poetæ clariss. uxoris obitum, Francisci Beraldi Parisien. carmen. Salmon Macrin s'en est inspiré dans deux pièces qui se trouvent aux pages 32 et 82 : « *De Gelonide ex græco Francisci Beraldi.* »

3. — « *Lexicon græco-latinum... Iacobi Tusani græcarum literarum professoris regii...* » Parisiis, apud Carolam Guillard, 1552.

Dans les liminaires figure une poésie grecque de 22 vers

avec ce titre latin : « *Francisci Beraldi, Nicolai filii Pariensis in Iacobum Tusanum præceptorem suum, carmen.* »

4. — « *Actiones et monumenta martyrum* ». Genève, Io. Crispinus, 1560.

Au verso du titre de l'ouvrage une poésie latine de 32 vers sous ce titre : « *Francisci Beraldi carmen.* »

5. — « *Rudimenta hebraicæ linguæ* » d'Antoine Rodolphe Cervallerius. Genève, Io. Crispinus, 1560.

Dans les liminaires une épigramme grecque de 8 vers de François Béraud.

6. — « *Appiani Alexandrini Hispanica et Annibalica. Latine nunc primum edita, ex Francisci Beraldi linguæ græcæ professoris doctissimi interpretatione.* » Anno 1560, excudebat Henricus Stephanus.

L'ouvrage s'ouvre par une lettre dédicatoire de François Béraud à Guillaume Chrestien, médecin du roi : « *Gulielmo Christiano Regio medico Franciscus Beraldu S.* » Cette traduction latine par François Béraud des deux livres d'Appien relatifs aux guerres d'Espagne et contre Annibal, figure dans plusieurs éditions postérieures des œuvres de cet historien, savoir :

a) « *Appiani Alexandrini Romanorum historiarum lib. XII ex collatione græcorum exemplarium restituti et emendati. Nunc postremo accessere eiusdem Appiani Annibalica ex Francisci Beraldi interpretatione.* » Lugduni, apud Ant. Gryphium, 1588.

Ainsi qu'il ressort du titre, la traduction de François Béraud n'est donnée, dans cette édition, que pour le livre des guerres contre Annibal.

b) « *Appiani Alexandrini Rom. historiarum...* » Excudebat Henricus Stephanus, anno 1592, in-folio.

C'est la grande édition des œuvres d'Appien donnée par Henri Estienne et dans laquelle celui-ci fait, au début, l'éloge de la traduction de Béraud. (Voir en cette étude la note 1 de la page 4).

c) « *Appiani Alexandrini Romanorum historiarum...* » Amstodami ex officina Joh. Janssonii à Waesberge et Johannis à Someren, 1670.

7. — « *Iulii Cæsaris Scaligeri viri clarissimi poetices libri septem...* » Apud Ioannem Crispinum 1561.

En tête de l'ouvrage, poésie de 16 vers grecs de François Béraud.

8. — « *Gallia orientalis sive Gallorum qui linguam hæbræam ... excoluerunt vitæ, variis hinc inde præsidiis adornatæ labore et studio Pauli Colomesii rupellensis* ». Hagæ comitis, ex typographia Adriani Ulacq, 1667.

Page 23, à l'article concernant Robert Estienne, se trouve une pièce de 22 vers latins de François Béraud : « *Prosopopeia in Robertum Stephanum bibliopolam sui temporis facile principem Genève Auth. Francisco Beraldo Nicolai filio, linguæ græcæ ibidem tum professore.* » Elle a pour titre : « *Civis et hospes* ».

Page 40, à l'article sur Louis Chesneau (Ludovicus Querculus), une poésie de 16 vers grecs sous ce titre latin :

« *Ad clarissimum virum Joh. Brinonem in Querculi præceptoris commendationem Fr. Beraldi epigramma.* »

9. — François Béraud a laissé d'autres poésies grecques et latines, ainsi qu'il résulte de ce passage de la « *Bibliothèque choisie de Colomiès* ». Paris, Théodore Le Gras, 1731, page 282 : « J'ai parmi mes papiers, dit l'auteur, plusieurs lettres manuscrites de Florent Chrestien et de Guillaume Chrestien, son père, à François Béraud (*dont je garde les poèmes grecs et latins manuscrits*), fils de Nicolas Béraud, si estimé d'Erasme et de des autres savans hommes de ce tems là. »

Je ne sais ce que sont devenus ces poèmes manuscrits qui, après la mort de Colomiès, passèrent aux mains de son cousin germain, M. Hamelot (Voir page VIII de la préface de l'ouvrage cité).

10. — *Lettres de François Béraud* :

1^o — Bibliothèque de Zurich (Studbibliothek), *Manuscrit Simler* (S. 86, 142), (Epistola, T. XXXVII, p. 291. Arch. Eccl. Tig. (1) ex-autographo). Très longue lettre latine de François Béraud à Henri Bullinger, pasteur à Turin. En date à Lausanne [Circa XII Feb. 1556].

2^o — Joannis Calvini opera quæ supersunt omnia. G. Baum, Cumitz E. Reuss. Brunsvigæ 1877. T. XVI, p. 226, n^o 2498 (Ex autographo Cod. Gothani, 404, fol. 789).

Lettre latine de François Béraud à Calvin, en date à Lausanne du 15 juillet 1556.

3^o Bibliothèque de Berne. *Epistolaire Daniel* (M. 141, 238).

(1) Tigurinus pagus, canton Tigurin (Zurich).

Lettre latine de François Béraud à un inconnu, en date à Montargis, du 5 novembre [1570]. C'est la lettre dont la traduction est donnée dans ce travail.

(A suivre)

ARMAND BÉRAUD.

II

SUR L'ORTHOGRAPHE DU MOT XAINCTES

Une quarantaine de communes, en France, réparties plus particulièrement dans trois départements de l'Est, clairsemées dans le département de la Charente, Charente-Inférieure, Gers et Lot-et-Garonne, prennent un X au commencement de leurs noms. Un plus grand nombre admet cette lettre dans le corps du mot, quelques rares noms de familles (1) et de baptême débutent par un x. Si nous remontions le cours des siècles, les livres, les fiefs, les actes des XVII^e, XVI^e, XV^e siècles nous aideraient à former une longue liste. Les noms de Xavier, Xaintrilles, Sanxay, Auxerre, Xaintrie, Saint-Maixent, viennent à la mémoire de tout le monde. Les Charentais connaissent bien Xandreville, Xambes (2), Saint-Xandre (3); les Saintais Xainctes, devenu Xante sous l'ère républicaine, forme à laquelle on s'empresse de renoncer dès 1796. L'x disparut alors pour toujours du nom de la ville.

Je me propose de rechercher à quelle époque il y fut introduit et les causes qui déterminèrent cette introduction. Mais auparavant examinons le C.

Les monnaies gauloises nous fournissent la plus vieille orthographe du nom du peuple d'où notre ville a tiré le sien. La

(1) P. Xantus, sacerdos (1176), *Archives hist. de la Gironde*, t. XXX, p. 5. Marestain de Santon ou Xanton (1351). *Archives de la Saintonge*, t. XXIV, p. 134; la famille de Xainctonge, originaire d'Orléans, qui donna des conseillers au parlement de Dijon, et Anne de Xainctonge, fondatrice des Ursulines de Bourgogne (1567-1621); Xanson de Bello loco (1205) *Archives de la Saintonge*, t. I, p. 35; la famille de Sentonge, Xantonge, Sanctongerii, à Agen (1345), *Jurades de la ville d'Agen*.

(2) A succédé à Jambes, Chambes, venant de Sembæ, qui descendrait de *Centum bonum*.

(3) Forme moderne de Saint-Sandre (1259-1332), Teulet, *Layettes*, t. III, 4586, *Archives de la Saintonge* t. XXIV p. 80. Sandre = Candre, Candidus.

plupart portent SANTONOS, SANTONOC. Les catalogues citent un SACTOS (1). Le mot est important. Les auteurs grecs et latins, les inscriptions (2) emploient invariablement Σαντονοι (3), *Santoni*, *Santones*. Certains manuscrits d'Ausone contiennent *Sanc-tonica* (4). La *Notice des Provinces*, rédigée vers la fin du IV^e siècle ou au commencement du V^e, écrit *Santonum*, *Sanctonum* (5); Ammien Marcellin *Santones*; le géographe Ethicus (milieu du V^e siècle) *Santones* (6); Grégoire de Tours, les évêques de Saintes qui souscrivent aux conciles d'Orléans (541 et 549), de Paris (573) (7), les monétaires mérovingiens (8) écrivent tantôt avec *c* tantôt sans *c*. Tous les historiens, tous les scribes des siècles suivants en font autant (9), les uns se conformant plus ou moins consciemment à une tradition séculaire et peut-être populaire, qui admet *c*, les autres la

(1) Muret et Chabouillet, *Catalogue des monnaies gauloises*, p. 101. Quelques numismates doutent que *Santonos* soit un nom ethnique : ils en font un nom d'homme. La légende *Arivos Santonos* me paraît cependant désigner un *Santon*. Cf. A. Blanchet, *Traité des monnaies gauloises*, I, p. 80 et A. de Barthélemy, *Revue numismatique*, 1885, p. 154.

(2) Notamment la belle inscription du *Santon Macer* au musée de Saintes.

(3) Une forme singulière et propre à certains manuscrits grecs a déjà été signalée dans cette *Revue* (t. XXV, p. 163) par M. le Dr Guillaud. Il a noté dans Dioscoride Σανδονιχον et Σαρδονιδι. J'y reviens afin de spécifier l'âge de cette orthographe qui très probablement n'est pas le fait d'un gaulois ou d'un roman. L'édition princeps des *compositiones* de Scribonius porte *Sandonica*. Le manuscrit original est perdu. Mais des manuscrits des VI^e, VII^e et IX^e siècles de Dioscoride donnent le même mot Σανδονιχον, Σανδονιδι (Edit Max Wellmann, 1906), d'autres du XIV^e, Σαρδονιδι, Σαρδονιχ: χωρζ, d'autres, du XV^e, Σαρδωνιχον Σαρδωνιχ. Voyez *Revue* t. XXV, p. 163 et s. pour la critique de ces mots.

(4) Holder, *All-celtischer Sprachschatz*.

(5) *Historiens des Gaules* t. II, 3, 6, 8. Desjardins, *Table de Peutinger* p. 38, dit que ce mot existe dans quinze manuscrits. La *Table* (copie du XIII^e siècle) contient *Sancorum*.

(6) Edit. Panckouke. M. Deloche dans *Revue archéologique*, 1872, p. 248, imprime *Sanctones*.

(7) Sirmond, *Concilia antiqua*, t. I, p. 285, 352; Labbe, *Sacrosancta concilia*, t. V, p. 398, 920.

(8) M. Prou, *Les monnaies mérovingiennes*, p. 452.

(9) Eginhardt, Frédegaire, le moine Sigebert, Richard le poitevin, Foulque comte d'Anjou, Suger, Orderic Vitalis, Adhèmar de Chabannes, la chronique de Maillezais, les *Gesta consulum andegavorum*, etc, écrivent *Santonas*, *Sanctonas*.

L'anonyme de Ravenne (VII^e siècle) conserve le nom de *Mediolano Santinis* (Edition Pinder, p. 297).

rejetant comme vaine, parce que cette lettre n'avait aucune valeur phonétique (1). Elle ne se prononçait pas, en effet. L'extrême rareté du *c* dans les légendes gauloises fait croire qu'il en était déjà ainsi avant l'occupation romaine. César, qui fut bien placé pour connaître la bonne prononciation, n'a jamais mis de *c* à Santones (2). Il semblerait que le retour de cette lettre coïncide avec l'abandon de la toponymie romaine (IV^e siècle), c'est-à-dire avec le moment où les villes ont pris des noms tirés des anciennes peuplades (3).

L'habitude du *c* à l'intérieur de certains noms propres, muet autant que le précédent, s'est maintenue très longtemps. Alcuin écrit tantôt *Angilbertus*, tantôt *Angilberctus* (4), le *Polyptyque* d'Irminon *Childebertus*. *Childeberctus*... etc. Il en était encore de même au XI^e siècle. La *Revue Bénédictine* a publié (5) un martyrologe où les mots *Britania* sont orthographiés avec un *c* ou avec deux *t*. Les scribes du moyen âge écrivaient *nichil*, *nichilo*, au lieu de *nihil*, *nihilo*. Au XV^e siècle on écrivait *mectre* venant de *mittlere* et nous avons conservé la fantaisie inventée par les érudits du XVI^e siècle, *Scier*, *Sceau* (6).

En somme, *Santonæ*, *Santonas* est l'orthographe rationnelle, *Sanctonæ* l'orthographe traditionnelle. L'une et l'autre eurent leurs partisans. Au point de vue phonétique pratique, il n'existe aucune différence entre elles.

Cette constatation a une grande importance, parce que, depuis plusieurs siècles, on s'est habitué à expliquer la présence d'un *c* dans *Sainctes*, *Xainctes*, par une assimilation avec *Sanctus*. C'est une erreur. La légende gauloise SACTNOS

(1) Elie Vinet le dit formellement. *Ausone*, commentaire sur l'épître XI. *L'antiquité de Saintes et Barbezieux*, § 6.

(2) Autant qu'on peut juger de l'orthographe de César, bien entendu, d'après les manuscrits qui nous sont parvenus.

(3) Vers cette même époque on voit revenir dans les inscriptions *xs* abandonné depuis trois siècles. Cf. dans *Revue des Etudes anciennes*, t. XII (1910), p. 60. Courteault, *Inscription chrétienne du cimetière primitif de Saint-Seurin*.

(4) *Lettres* LXXV, LXXII, LXXXIV. Bien que ces noms aient une origine germanique connue, je les cite à titre d'exemple de prononciation.

(5) Octobre 1909.

(6) On pourrait citer bien d'autres anciens exemples où le *c* est muet : *pro-fiel*, les *ars* qui se prononçaient les *ars* en parlant de nos arènes. *Bourc*, *practique*, *estomar*, *blanc*. En Saintonge, le *c* final est muet ou se transforme en *t* à peine sensible. Cognac, Jonzac, Jarnac, Gemozac, se prononcent *Cogna* ou *Cougna*, *Jonza*, *Gemonza* avec *a* bref ou *as*, *iré*, quelquefois, *Cougnat* ou *Jonzat*.

remonte à un temps où les saints n'existaient pas. Par conséquent, on ne peut invoquer *Sanctus* pour déterminer l'étymologie du nom de Saintes. On le peut d'autant moins que vraisemblablement chez les romains, le *c* de *Sanctus* se changeait en *t* dans la prononciation. Aujourd'hui, l'italien et l'espagnol, plus conservateurs des traditions latines que nous, disent *Santous* et écrivent quand même *Sanctus*. L'a est ouvert et la nasale peu appuyée, *t* l'est beaucoup plus, de sorte que l'oreille entend *Santtous*. A remarquer qu'un espagnol donne à cet *a* un son voisin de *e* : *Senttous*.

Les étymologistes du moyen âge n'ont pas cru précisément à cette origine, ils ont cru à *Sanctæ* pris dans le sens de reliques. *Tote l'Histoire* (XIII^e siècle) ne parle pas de *Sanctus* mais de « miracles que des fazeit par ices glorios martyrs.....e gardas la vile e de qui, en avant, fut apelea la citez Xaintes (1) ». Le surnom de *Xaintes* n'est pas venu de *Sanctus* à Saint-Vincent, près Dax, ni d'une origine saintaise, comme on l'a dit longtemps, mais de *Santes*, c'est-à-dire de reliques (2). Qu'au cours des siècles, l'oubli de la réalité, l'ignorance des hommes, et l'homonymie aient inspiré aux Saintongeais l'étymologie par *Sanctus*, c'est indéniable. Au XVI^e siècle, du temps d'Elie Vinet, c'était une des deux versions admises (3). Elle a persisté. Mais aujourd'hui, mieux instruits d'une quantité de choses du passé que les plus érudits du moyen âge, nous n'avons plus le droit de nous contenter à si bon marché. *Sanctus* ne pouvait pas donner *Saintes*; il aurait fait *Saint*. Je doute, d'ailleurs, qu'en France il ait existé une localité ayant porté le nom de *Sanctus* tout court, c'est-à-dire sans être associé à un nom d'homme ou de femme. Les premiers noms de Saints donnés à un bourg remontent au V^e siècle seulement. Sains, en Picardie, vient de *Sanctense monasterium* (4), le Saintois, dans la Meurthe, se nomme en 963 *Sanctensis* après *Suctensis* en 661 et *Suentissiorum comitatus* (5); Saintes,

(1) Edition Auracher, p. 25.

(2) Abbé Degert, *Histoire des évêques de Dax* dans *Bulletin de la Société de Borda*, 1899, p. 98, voyez plus loin.

(3) Cf. son *Ausone* (*loco citato*) et l'*Antiquité de Saintes et Barbezieux*, § 6. L'autre version est celle tirée de Xanthus, fleuve.

(4) Sains prétend tirer son nom du tombeau avec statues recouvrant les reliques de trois saints, qui existe dans son église.

(5) Lepage, *Dict. topographique de la Meurthe*, p. 122.

dans le Brabant, est sorti de *Sanctæ* (1), Xanten, dans le duché de Clèves (Allemagne du nord) de *Santena* issu de *Sanctos* (2); *Sanctius* variante de *Sancius* a donné Sanche (3); *Sanctiacus* *Sanciacus* s'est traduit par Sansac. *Santonas*, enfin, *Sanctonas*, *Centonas* (4) est passé sans changement dans *Santonax* (Jura).

Notre *Sanctonæ*, issu du gaulois *Santonos*, a évolué davantage, mais normalement sans qu'aucune loi phonétique ait eu besoin d'intervenir pour faire tomber le *c*, comme pour *Sanctus*, *punctum*, *junctum*. Cette lettre ne s'étant jamais prononcée dans ce mot était en réalité purement orthographique; beaucoup ne l'écrivaient pas. *Santonæ* a du donner d'abord *Santes* comme *Uxantis* a donné Ouessant, *Santolium*, *Sanctolium* Santeuil. Nous ne connaissons pas de forme vulgaire ou française antérieure à la fin du XII^e siècle. *Saintes* est écrit plusieurs fois dans la chanson de gestes de *Li Covenans Vivien*, et *Santes* se trouve dans celle des *Aliscamps* (5). Il est toutefois

(1) Je dois à l'obligeance du R. P. Poncelet, de la société des Bollandistes, le renseignement suivant : « La forme *Sanctis* est la plus ancienne et la plus fréquente (*Polyptyque de Lobbes*, fin du IX^e siècle, charte de Gérard de Cambrai (1083), lettre d'Innocent II (1131), d'Eugène III (1158), le tout dans Ch. Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien* ; et en français *Saentes* 1092, lettre de Gérard de Cambrai (*Ibidem*, p. 438). Avec l'X je ne connais que le texte du XIV^e siècle, cité dans les *Acta Sanctorum*, juillet, tome IV, p. 173, n^o 2. »

M. l'abbé Warichez, le savant auteur d'une histoire de l'abbaye de Lobbes me dit qu'à son avis le plus ancien nom de Saintes belge serait *Nachtinas* en 866 (*Bull. de la commission royale de l'Hist. de Belgique*, 1909, *descriptio villarum*) ; les copistes anciens du Polyptyque traduisent *Nahtinas* (*sic*) *Sive ad Sanctas*. Un manuscrit plus récent du Polyptyque de Lothaire (868-69) qui a pour caractéristique de fractionner les domaines, sépare les deux termes *Gnactinis* (*sic*) et *Sanctis cum appenditiis*. Un hameau de Saintes a continué à s'appeler *Quenestennes*, de l'ancien vocable, et le gros de la localité est devenu *Saintes*.

(2) Perth, *Monumenta Germaniæ historica*, tome II, *Annales Xantenses*. *Sanctos* se prend ici dans le sens les *saintes reliques*. *Sanctos*, les saints, qui sont représentés par leurs reliques.

Santena est pour *Santana*, Sainte, dont on connaît des exemples romans.

(3) C'est pourtant *Sanctius* que certains latinistes du XVII^e siècle ont choisi pour traduire le nom du fameux évêque d'Evreux, Claude de Saintes. D'autres ont forgé *Sanctasius*. Cf. Bayle, *Dictionnaire*.

(4) *Cartulaire de l'abbaye de Savigny*, publié par Aug. Bernard.

(5) Edition Guessard, p. 81.

admissible que le mot du commencement du siècle ne différât guère de celui de la fin.

Par un phénomène concomitant, Sanctus évoluait, modifiait son *c* et devenait Santus (1), Sant, Sain, Saint. Les troubadours écrivent généralement Saint et Sainte... Dans *Parize la Duchesse* (XII^e siècle) on lit San, Sain, Saint. La ressemblance entre les deux mots était trop frappante pour qu'une assimilation ne se produisît pas fatalement. Notre Santes a dû se confondre de très bonne heure avec le mot Sant, d'usage journalier et suivre les métamorphoses de ce dernier. Le traducteur français des *Chroniques de Saint-Denis*, se sert de *Saintenois* (liv. V, § IX) et de *Saintes*; l'auteur de *Tote l'Histoire* emploie *Xanctes* (2) et *Xainctes* (2) *Sainctes* (3) *Saintes* (2), mais à son époque le mot avait reçu sa formation définitive ainsi que nous allons le voir.



Il ne peut plus être question d'un ancêtre gaulois pour déterminer l'origine de l'*X*. Cette lettre n'apparaît qu'au XI^e siècle, mais dans des conditions très discutables et ne se fixe qu'au XII^e siècle.

Si nous nous contentions des apparences, l'*x* dans *Xantones* remonterait à César qui, d'après les éditions du *de Bello gallico* des XV^e, XVI^e siècles et deux siècles suivants, l'aurait écrit ainsi au livre VII, § 75. C'est une erreur, contre laquelle Joseph Scaliger protestait (sans oser cependant la corriger), et que Bourignon condamnait encore à la fin du XVIII^e siècle (4). Les éditions modernes les mieux établies — celle de Dübner notamment — ne reproduisent pas cette graphie, même en variante, et la vérification faite sur les plus vieux manuscrits de la Bibliothèque nationale (5) autorise à penser que César n'a

(1) Cf. pour la Saintonge, *Archives de la Saintonge*, tome XXX. *Cartulaire de Saint-Jean d'Angély*, Santum Joannem (1060-1091), ch. 4, 29, 39, etc.; Santi Fælicis, ch. 8.

(2) Mss. Lee. Ce mot se retrouve au XV^e siècle à Saintes, *Archives de la Saintonge*, t. I, p. 75.

(3) Mss. 5714, voir l'édition Bourdillon.

(4) *Recherches*, p. 11, note. Le *Dictionnaire de la langue latine* du Dr G. Freund, traduction Theil, 1862, l'indique encore. Mais Holder n'en parle pas avec raison.

(5) Cette vérification a été faite par M. C. Jullian à qui j'exprime ici ma bien vive reconnaissance.

jamais écrit par un *x* le nom des Santons. Evidemment, nous ne connaissons pas son orthographe, mais il est certain qu'après avoir écrit *Santones* par un *S* en plusieurs passages, il n'a pas changé dans un autre chapitre de son histoire.

L'*X* apparaît tout d'un coup, au commencement du XI^e siècle, dans deux chartes datées l'une de 1002 et l'autre des environs de 1028, ou plus exactement antérieure à 1030, année de la mort de l'un des personnages qui prennent part à l'acte. De la première, il n'y a rien à dire si ce n'est que, vu les nombreuses erreurs qu'on y relève, il vaut mieux la passer sous silence : c'est la charte de 1002 de la fondation de Bassac. La seconde donne lieu à une observation qui lui enlève une grande partie de son autorité.

L'évêque de Saintes Islon intervient dans deux chartes de l'abbaye de Savigny (1) ; il signe l'une *episcopus Xanctonensis* et l'autre *episcopus sanctonensis*.

Cette dernière signature me suggère l'idée que la première pourrait bien ne pas être authentique. La différence entre les deux textes n'aurait rien d'inquiétant si elle existait entre deux documents reproduits textuellement, mais l'un de ces actes n'est qu'une notice, c'est-à-dire une rédaction faite d'après la charte originale, longtemps après le commencement du XI^e siècle, au XII^e siècle probablement, par conséquent à une époque où *x* avait remplacé *s*.

Le même soupçon d'infidélité d'orthographe plane, du reste, sur tous nos cartulaires. Ces compilations exécutées au XII^e et au XIII^e siècles, pèchent généralement par l'inexactitude de l'écriture des noms propres (2). Les différentes copies contiennent

(1) Chartes 633 et 889 (notice). Cette dernière est datée de 1100 *circa*, erreur d'autant plus inexplicable — d'où qu'elle vienne, du cartulaire ou de l'éditeur — que dans la charte 633, bien datée « vers 1028 », comparaissent les mêmes personnages : Islon, évêque de Saintes ; Godefroid, archevêque de Bordeaux ; Rohon, évêque d'Angoulême ; Arnaud, évêque de Périgueux ; vivant tous quatre entre 1000 et 1030. Le *Recueil des Historiens des Gaules*, tome XI, p. 548, la *Gallia*, tome IV, col. 263, ont reproduit ou fait allusion à cette charte et mettent *Santonensis*, et *Sanctonensis*.

Dom Estiennot, au contraire, met partout *Xantonensis* (*Hist. des Gaules*, tome XI, p. 199).

(2) Cette observation s'applique encore aux *Layettes* de Teulet, qui fait remarquer lui-même que les chartes du XI^e siècle publiées sont des copies écrites au XII^e et au XIII^e siècles, ce qui enlève toute valeur documentaire aux *Xanctonensis* qu'on y trouve. Les scribes ont substitué *X* à *S*.

des différences qui constituent les variantes. Où est la vérité ? Les chartes originales ont pour la plupart disparu, tout contrôle est donc devenu impossible. On est un peu embarrassé aujourd'hui de découvrir la vraie forme d'un mot. Les scribes ont ajouté aux fautes involontaires, inévitables de lecture et de transcription, des modifications personnelles, des déformations que l'on n'explique que par une « modernisation » (1) voulue de ces noms. Il est incontestable qu'un scribe du XII^e ou du XIII^e siècle qui rédigeait une notice d'après un document du XI^e, avait tendance assez naturelle — et excusable, je l'avoue — à écrire les noms propres comme il avait appris à les écrire et comme il les écrivait journellement. S'il avait l'habitude d'écrire *Xantonas* ou *Xanctonas*, il était tout disposé à ne pas respecter le *Sanctonas* de l'original, et à corriger une orthographe qui devait lui paraître fautive. De là ces différences que nous constatons entre les copies de deux documents de même date, l'une textuelle où l'original est plus ou moins respecté, et l'autre en notice où le rédacteur n'a fait entrer en style moderne que la substance du vieux document.

Mettons en parallèle l'orthographe de la datation de la charte de fondation de l'Abbaye Notre-Dame à Saintes, en 1047. Comparons la copie de l'abbé Grasilier et celle de Mabillon dans ses *Annales*. Le premier écrit *actum civitate Xanctonis*, le second *actum civitate Sanctonas* (2). En 1047, l'original por-

(1) Entre autres, voyez la graphie *Sanctenis* (1180). *Xantenas*, *Xantenensis* dans les chartes où Richard, comte de Poitiers, ou Aliénor d'Aquitaine interviennent. *Archives de la Saintonge*, tome V, p. 22. Teulet, *Layelles*, tome I, p. 208.

Les monnaies de Saintes, *Sanctinas*, etc., sont de cette même époque. Je crois ces mots d'origine étrangère, peut-être anglaise.

Mas Latrie, *Trésor de chronologie*, cite *Sanctianus* et *Santonius*, sans dates.

(2) *Actum est civitate Xantonis*, dit la *Gallia*, tome II, *instrumenta*, col. 457.

Mabillon paraît avoir tenu l'orthographe par *x* pour mauvaise, car je ne crois pas qu'il ait jamais écrit autrement que par *S*, *Santonica*, *Santonas*. Si l'on veut une nouvelle preuve du peu de fidélité de son orthographe, il faut prendre sa transcription du titulus de l'évêché de Saintes, du rouleau de l'abbesse Mathilde, morte vers 1113. Il écrit *Santonicae Sedis* (*Annales*, édit 1740, t. V, p. 655), or, la copie publiée par M. Léopold Delisle porte *Sanctonicæ Sedis* (*Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. VIII, 1846, p. 398) et *Sanctonicæ* (*Rouleaux des morts*, p. 235). Le seul texte que Mabillon ait publié avec *x*, c'est la notice de Fondouce. Il avait dû la recevoir ainsi.

tait l'un de ces deux mots ! Lequel ? Je pencherais pour *Sanctonis* ou *Sanctonas*.

Dans la charte de donation de la ville de Saint-Jean-d'Angely à l'abbaye de Vendôme, Besly transcrit *Arnulfo Xantonensi episcopo*, M. Musset, dans le cartulaire de Saint-Jean-d'Angely, *Santonensi*. La transcription de la charte de fondation de Vaux (1075) dans la *Gallia* met des X partout. L'abbé Grasilier n'en met nulle part, il écrit par S. Je crois qu'il a raison.

« Vétille ! me dira-t-on, que tout cela ! La valeur d'information du document ne change pas !... Il importe peu que le nom de la ville de Saintes soit écrit par un x ou par un s. Personne ne s'y trompera ! ». D'accord. Mais, si on se place au point de vue spécial qui est le nôtre, nous avons le plus grand intérêt à consulter un texte fidèle.

Si on examine les deux listes que j'ai dressées avec le plus de soin possible, d'après des textes à date exprimée ou à date très probable, et en écartant les notices, presque toujours à dates vagues, on voit qu'au XI^e siècle et jusqu'au second quart du XII^e les *Sanctonas*, *Sanctonensis* ont la majorité sur les *Xantonas*. C'est le contraire à partir de 1125 environ. On doit donc conclure que si x initial a pu débiter vers le milieu du XI^e siècle, il n'a pris possession définitive de sa place qu'au deuxième quart du XII^e siècle. L's n'a pourtant jamais complètement disparu ; on la retrouve à tous les siècles, de même que le c. L'un et l'autre conservèrent des partisans convaincus et rencontrèrent des détracteurs non moins convaincus.

Elie Vinet est plein de dédain pour l'x (1), Joseph Scaliger le qualifie d'absurde (2), Dadin d'Hauteserre (3) ne connaît que s, Bouchet (4) tient pour x, Besly (5), Armand Méchain (6) n'acceptent que *Saintes*, *Sainctes*.

(1) Il se moque surtout de l'étymologie par *sanctus* et par *Xantus*, cf. *Ausone*, commentaire sur l'épître XI et l'*antiquité de Saintes*. On a cherché à réunir les deux fables dans la devise de la province de Saintonge

SANTONES A XANTHO NOMINA SANCTA TENENT

Vers faux du reste, jeu de mots absurde, car on ne voit pas comment un fleuve grec a pu donner des noms saints.

(2) « *Inepte quidem libri per x* », dit-il dans l'index géographique de son édition de César de 1635.

(3) *Rerum Aquitanicarum libri* (1648).

(4) *Annales d'Aquitaine*.

(5) *Histoire des comtes de Poitou*, 1647.

(6) *Histoire de Saintonge*, 1671.

*
*

On a déjà compris quelle est la valeur pratique de *x*. Il prend la place de *s*, sonne comme elle, n'apporte aucune consonance nouvelle. Rien n'est changé dans la prononciation, seule la graphie est modifiée. Elie-Vinet le dit formellement; ne l'aurait-il pas dit, nous l'aurions découvert sans longues recherches. A Rome, au III^e siècle, dans les catacombes, la formule *ad xantos* équivalait à *ad sanctos* (1). Commodianus, poète de ce même siècle, a écrit, entre autres poésies bizarres, une pièce dont chaque vers commence par une lettre de l'alphabet, à sa place naturelle. Arrivé à *x*, il a choisi un mot sur la prononciation duquel nous ne pouvons avoir de doute,

Xanta Dei lex est quæ mortuos vivere docet (2).

Au Concile de 314 de Neocésarée on voit *Xantulus seu Sanctus* (3). L'anonyme de Ravenne écrit par un *X* un mot que d'autres ont écrit avant lui par *S* *Xantica* (4). Le nom du pape *Xystus* — devenu plus tard *Sixtus* par une transposition que la prononciation explique — s'écrivait sur les murs des catacombes, *Systus*, *Sustus*. En Gaule, les noms de lieu, *Uxellodunum*, *Lexovium*, *Uxantis*, ceux des divinités topiques, *Xuban*, *Ulohoxis*, *Ilixoni*, les noms de personnes, *DIVIXTA* (inscription à ce nom à Saintes), *SAXXA*, *SEXTILIA*, *CRAXXILVS*, et bien d'autres attestent que les Gaulois employaient beaucoup *x* dans leur écriture, avec une prononciation peu éloignée probablement du son de *s* dure. L'usage s'en est transmis au moyen âge : les noms *Sextarium*, *Exartum* (Essart), *Exagium*, *Xenodochium* écrit aussi *cenodochium*, *Xeranpelinus* (1073), *exclusa*, chez nous les noms *Exolvertum* (Essouvert), *Sanctus Maxentius* qui se prononce aussi Saint-Maissant, et d'autres noms semblables, *Sanctus Superius* (1113), et *Sanctus Exuperius*, (1173-1180), *Sanctus Xantus* (1073), le même que *Sanctus Sanctinus*, ne laissent aucune hésitation sur la valeur phonétique de *x*. Cette valeur diffère à peine avec les régions. Dans l'Est

(1) Rossi, *La Roma Sotteranea Christiana*, tome I, p. 337.

(2) *Instructiones*, n° 35, dans *Maximæ bibliothecæ veterum patrum supplementum* (1677), tome XXVII, p. 16, et Ducange, *Glossaire*.

(3) Labbe, *Sacrosancta Concilia*, tome I, p. 1488.

(4) Edit. Pinder, p. 196.

elle équivaut à *ch* sous l'influence du voisinage allemand (1).

Comment expliquer la substitution de *x* à *s* ? Très simplement je crois. Au temps d'Elie Vinet, certains savants faisaient venir *x* de Xanthus (2). La fable est connue et jugée, je n'insiste pas.

Il est inutile de demander à une loi phonétique le mot de l'énigme. Les maîtres l'ont tenté et n'ont rien trouvé (3). Il ne faut pas penser à faire l'hypothèse d'une tradition. Rien ne l'autorise, rien ne lui donne un semblant de vérité. Personne ne peut dire que les Santons employaient l'*x* initial pour leur nom. Nous savons même le contraire, puisque dans les inscriptions où le nom de *Santonus* est écrit en entier ou abrégé, le graveur a toujours mis un *s* (4). Personne ne peut supposer que les Mérovingiens aient modifié l'orthographe. Les monnaies donneraient un démenti.

Ceux qui écrivirent couramment au XII^e siècle (d'une manière générale, le clergé) le nom de Saintes en plaçant un *X* en tête, ont obéi au goût qui sévissait alors, et depuis longtemps, pour les lettres rares de l'alphabet. L'habitude de prononcer *x* comme *ç* devant une voyelle palatale, ou comme *ss* dans une quantité de mots, a dû fournir le prétexte ou la justification de la modification. Mais, à mon avis, la nouvelle graphie n'aurait pas eu le succès persistant qu'elle obtint, en dépit d'une certaine résistance d'une partie des lettrés du temps, elle n'aurait eu la durée que d'une fantaisie (5), si elle n'avait pas

(1) Cf dans *Romania*, 1908, p. 563, Muret, *De quelques désinences de noms de lieu* : l'auteur attribue à une infiltration allemande la substitution de *x* dans certains mots du Vaudois et du pays Saviesan.

En gascon *x* n'existe pas. Il se prononce *ds* ou *z*, lorsqu'il est initial ; *ts* à l'intérieur ou à la fin des mots *Aletsandre*. En supprimant *x* on a abandonné la vieille orthographe qui donnait à *x* la valeur de *ch*. Cf. C. Dangé, *Grammaire gasconne* (dialecte d'Aire) dans *Bullet. de la Soc. du Borda*, 1905, p. 81, 82.

(2) Le fleuve Xanthus a encore servi à expliquer Xanten. Cf. Ferrarius, *Lexicon geographicum* (1670).

(3) Diez constate le fait sans l'expliquer, *Grammaire des langues romanes*, t. I, p. 429. Les grammairiens, du reste, ne se sont guère occupés de la question. Baudet Herenc, le *Doctrinal de la seconde rhétorique*, ne dit rien de *x* initial. Ewald Gôrlich dans *Die Südwestlichen dialecte der langue d'Oïl Poitou, Aunis, Saintonge*, ne fait allusion ni au *c* ni à *x*.

(4) Par exemple dans l'inscription du musée de Saintes du soldat Santon, C. Julius Macer.

(5) Par exemple, celle de doubler les *f* comme les *Roles Gascons* où tous les mots *Francia*, *Fulco* sont écrits *Ffrancia*, *Ffulco*.

répondu à la tendance de l'esprit de l'époque très entiché de subtilité et de préciosité, accusé au même temps par un certain maniérisme en sculpture (— par exemple les portails de Fenioux, d'Argenton et de Blasimon, avec leurs longues figures de femmes et d'anges contournés —), la querelle des universaux, et un peu plus tard l'amour quintessencié des troubadours.

Y a été plus répandu, et s'est introduit dans des mots où nous avons peine à comprendre pourquoi : *Ypogeis* (1), *Cy-meterio*, *Ydolis*, *Ymago*, *Tyberim*, *Sancti Yppoliti* (2), *Yspania* (3), *Ydus*, *Ymmus*, *Ypodromos*, *Yppocrates* (4) etc., et tous les noms propres des chansons de gestes dont la longue liste a été dressée (5) par M. Langlois.

X initial est encore rare (6) alors que Y s'est emparé de beaucoup de mots au XI^e siècle, mais une fois introduit, il se multiplia à l'excès au point de devenir tout aussi abusif que y (7). *Xanctonas* ou *Xantonas*, *Xantonensis* appartiennent certainement au début de cette mode. Cette orthographe devint un exemple remarquable de l'emploi de x car un des plus vieux lexiques latin-français connus (8) (commencement du XIV^e siècle), cite *Xantonia Saintoyge*, parmi les rares noms écrits par x initial, qu'il donne. Notre toponymie régionale ne l'adopta pourtant pas de suite, la graphie *Xancton*, date de 1200 (9) celles de *Xandre*, *Xancayo*, *Xanceyo*, *Xanssay*

(1) Dom Martène, *Thesaurus*, tome IV. *Acta concilii Romani*, p. 114, pièce de vers de Bérenger.

(2) *Martyrologe pharpharense* (XI^e siècle) dans *Revue Benedictine* 1909, p. 457, 458, 463.

(3) *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, tome V, p. 346, 390.

(4) *Histoire de Richer* (fin du X^e siècle), liv. V.

(5) *Table des noms propres dans les chansons de gestes*.

On sait que Y toisonna, aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles : moy, roy, ay, amy, viay, etc.

(6) *Xuylleio* 1051 (Meurthe, *Dictionnaire toponymique*, par H. Lepage) *Suleium* 1168 ; *Xuris* 1022 (*Ibidem*), *Scuris* et *Suris* en 1103-1120. *Sancteler*, *Xanteliers* 1182 (Marne, *Dict. top.*, par A. Longnon).

(7) Par exemple, quand on écrivait *Rouzeau* pour Rousseau (XV^e siècle), *Xantier* pour Sentier (aveu de 1506 pour un fief de Médis entre les mains de M. le curé de Médis). *Xanson* (*Archives de la Saintonge*, tome I, p. 35 et *Obituaire de la province de Sens*, tome I, p. 296).

(8) Cité et analysé par M. Langlois dans *Notices et extraits de manuscrits*, tome XXXIII (1889), p. 250.

(9) *Archives du Poitou*, tome X, p. 7.

(Sanxay) (1) du commencement du XIV^e siècle seulement et surtout du XV^e. Je ne doute pas que ce ne soit en imitation de *Xanclonas*, *Xantonensis* qui étaient alors d'écriture courante. Les pays voisins (2) n'en usèrent guère beaucoup plus tôt. *Xaintrailles* s'écrivait *Seyntaralha* (en 1343). *Sainctes Trailles*, *Sentrailles* (3). Le célèbre compagnon de Jeanne d'Arc signait *Ponton* tout court. *Xaintrailles* n'est encore qu'une orthographe exceptionnelle au temps où le vaillant capitaine l'illustrait. *Auxerre* est relativement moderne.

Les nombreuses localités de l'Est n'ont pris x qu'à partir du XII-XIII^e siècles, *Saintes* belge au XIV^e (4).

* *

Une dernière face de la question reste à examiner : à quelle époque remonte l'adjectif *Santonensis* ?

On a pu remarquer que les auteurs latins des quatre premiers siècles écrivent *Santones*, masculin pluriel, qui fait supposer un singulier *Santo*, existant en effet, mais peu usité.

L'adjectif correspondant est *Santonicus*, de beaucoup plus répandu que *Santonus* rarement employé (5). C'est l'adjectif classique dont tous les historiens, chroniqueurs, rédacteurs de chartes se sont servis. *Santonæ*, devenant au IV^e siècle le nom de la ville, a-t-il introduit un adjectif nouveau ? Nous n'en savons rien, mais c'est peu probable. Grégoire de Tours qui emploie des adjectifs en *-ensis*, notamment *Pictavensis*, ne connaît pas d'autre mot que *sanctonicus* lorsqu'il veut parler du pays saintongeais. Les évêques de *Saintes* qui signent les actes

(1) *Diction topog. de la Vienne*, par Rédet.

(2) C'est ce qui arriva pour Saint-Vincent de *Naintes* près Dax.

Cf. dans *Archives de la Gironde*, tome 37, *Le livre noir et les établissements de Dax* (XIII-XIV^e siècles) *los sans de moss Sen Bisens, Sent Bisens de Sanctes*. L'orthographe *Naintes* n'est venue que plus tard, quand on crût à la fausse origine Saintongaise de Saint Vincent.

Cependant dans ce même *Livre noir* on trouve les noms de famille, *Petrus* de *Naintes*, *Bitalis* de *Sainctes*.

(3) *Roles Gascons*, et Quicherat, *Procès de Jeanne d'Arc*. *Archives historiques de la Gironde*, tomes XXX, XXXI et XXXII.

(4) J'ignore la date et la formation de *Santonis* en Syrie et *Xanthia* en Macédoine, province de Rhodope, évêché au moyen âge. Dom. Gams, *Séries episcoporum*. Mas Latrie, *Trésor*.

(5) *Lucaïn*, Pline, inscription de *Macer*, *Ausone*, *Fortunat*, notes *Tyro-niennes*.

des conciles d'Orléans et de Paris, en 511, 541, 549, 573, s'intitulent *episcopus ecclesiæ santonicae*. Il faut arriver à 845 pour trouver un adjectif nouveau, *Sanctonensis*, dans un diplôme de Charles le Chauve, qui ne paraît pas toutefois avoir eu grande faveur, car la chancellerie royale elle-même l'abandonne dans les diplômes de 852 et 875 et n'écrit plus que *Sanctonicus*. A la même époque, en 864, au concile de Pitre, l'évêque de Saintes se qualifie d'un mot inédit *Sanctonicensis*. On remarquera son étrange composition : un suffixe *-ensis* greffé sur l'adjectif en-*icus* dont la terminaison a été retranchée. La plupart des évêchés de ce temps là possédaient un ou deux adjectifs, un terminé en *-us* : *Turonus*, *Pictavus*, *Senonicus* ; un en *-ensis* régulièrement formé : *Lemovicus*, *Lemovicensis* ; *Andecavis*, *Andegavensis* ; *Burdigala*, *Burdigalensis* ; *Turonensis*, *Senonensis*, *Pictavensis*. Un très petit nombre ajouta la formation *-acensis*, *-icensis* : *Parisius*, *Parisiacus*, *Parisiacensis* ; *Petrocoris*, *Petrogoricus*, *Petrogoricensis* (ou *Petragoricensis*). Saintes fait partie de ce groupe.

Il est très difficile de connaître la fortune de cet adjectif, combien de temps il a duré. Je le rencontre dans la Chronique de Limoges (XI^e siècle), dans Adhémar de Chabannes, mais ce compilateur l'a certainement pris dans une chronique ; il emploie habituellement *Santonicus* et *Santonensis* ; dans le titulus de Saint-Vivien de Saintes (1) du rouleau de l'abbesse Mathilde (1113 *circà*) où cet adjectif paraît appelé par la nécessité de rimer avec *cluniacensis*. Ce que l'on peut dire c'est que *Sanctonicensis* est très rare au X^e siècle ainsi que *Santonensis*. Les chartes de ce siècle du cartulaire de Saint-Jean-d'Angély donnent beaucoup plus de *Santonicus* que de tout autre adjectif. *Santonum episcopus*, telle est la signature de l'évêque Abbo au concile de Charroux en 989 (2).

Santonensis apparaît dès le début du XI^e siècle, concurremment avec *Santonicus* ; comme ce dernier, il passe dans les habitudes. Il y a quelque apparence que pendant un certain nombre d'années une destination spéciale fut attribuée à chacun de ces deux mots. On voit beaucoup de *pagus santonicus*, *diocesis santonica*, *episcopus santonensis*, *santonensis sedis*,

(1) L. Delisle, *Rouleaux des morts*, p. 211. Dans la pièce on ne trouve que *Sanclonica* et *Sanclonensis*.

(2) Labbe *Sacrosancta concilia*, tome IX, p. 733.

urbs santonensis. Mais cette distinction subtile, trop fragile, ne se maintint pas longtemps ; une confusion inévitable s'établit et les scribes arrivent à écrire indifféremment *pagus santonensis*, *pagus santonicus*, *urbs sanctonica*, etc. Bien que nous ayons constaté *santonensis* en 845, il ne paraît pas impossible que l'évêque Islon — grand réformateur du reste — l'ait imposé, lui ou quelque personnage du chapitre, l'écolâtre Itier, par exemple. On peut s'étonner à bon droit de ce long retard à Saintes par rapport aux autres diocèses voisins qui étaient pourvus d'un adjectif régulier en *-ensis* : *Nannetensis*, *Ecolismensis*, etc, et quand on sait que les formes en *-icensis*, *-acensis* avaient presque disparu au X^e siècle. Aussi le défaut de documents de ce siècle suffit-il à expliquer actuellement ce grand retard qui n'est sans doute qu'apparent.

CH. DANGIBEAUD.

845.	* <i>Santonensis</i> . (1)	<i>Historiens des Gaules</i> , t. VIII, p. 471 (diplômes de Charles le Chauve).
864.	* <i>Santonicensis</i> .	<i>Musée des Arch. départ.</i> (concile de Pitre. Signature d'évêque). <i>Labbe, Sacros. concilia</i> , t. VIII, p. 758.
871 <i>circà</i> .	<i>Santonia</i> , <i>Sanctonica</i> .	<i>Gallia Christ</i> t. II. <i>Instrumenta</i> , p. 346.
965.	* <i>Sanctensi comitatu</i> .	<i>Historiens des Gaules</i> , t. IX, p. 388 (diplôme d'Otton).
974, 989.	<i>Santonicus</i> , <i>Sanctonica</i> .	<i>Arch. de la Saint. et de l'Aunis</i> , t. XXX. <i>Cartulaire de St-Jean d'Angély</i> , ch. 5 et 95.
1019, 1028.	<i>Xanctonensis</i> , <i>Xantonensis</i> . * <i>Sanctonensis</i> .	<i>Cartulaire de Savigny</i> , ch. 633, 634, 889 (voir les observations).
1023.	* <i>Santonicus</i> , <i>Sanctonicus</i>	<i>Archives Saintonge</i> , t. XXX, ch. 173.
1028.	<i>Sanctonicensis</i> .	Dom Martène <i>Thesaurus</i> , t. III, col. 1400-02. (<i>Breve chronicon Lemovicense</i> XI ^e siècle).
1039.	<i>Xanctonensis</i> .	<i>Gallia Christ</i> , t. II. <i>Instrumenta</i> , p. 478.
1040.	* <i>Xanctonicus</i> .	Teulet, <i>Layettes</i> , t. I, p. 19. (copie du III ^e siècle).
—	<i>Sanctonicus</i> .	<i>Arch. Saint</i> , t. XXII, ch. 1, 2, 3.
—	<i>Sanctonensis</i> , <i>Sanctonis</i> .	<i>Labbe, Concilia</i> , t. IX, p. 939 (dédicace de la Trinité de Vendôme).
1044.	* <i>Sanctonicus</i> .	<i>Archives Saintonge</i> , t. XXXIII, ch. 445.

(1) L'astérisque désigne un texte original ou un texte publié intégralement.

1047.	* Sanctonicus, Sanctonas. Xanctonensis, Xanctonis.	<i>Cartul. de la Saintonge</i> , t. II (ch. de la fondation de l'abbaye N.-D. de Saintes) ch. 2, (Priviège des archev. et évêques).
1050 circa.	Xanctonensis, Santonensis. (Suivant la copie). Xantonum.	<i>Arch. Saint.</i> , t. XXX, ch. 216. <i>Historiens des Gaules</i> , t. VII, p. 229 (<i>chronique de Saint-Benigne</i>).
1061.	* Sanctonas.	<i>Cartulaire de la Saintonge</i> , t. II. (Priviège du pape Nicolas).
1063.	* Sanctonensis.	<i>Marchegay, Archives d'Anjou</i> , t. 2, p. 30.
1067.	* Sanctonicus.	<i>Archiv. Saint.</i> , t. IV, ch. 5 (signature d'évêque).
1068, 1069.	* Santonensis.	<i>Archives Poitou</i> , t. I, p. 36. <i>Archives Saintonge</i> , t. XXX, ch. 263.
1071-1074.	* Santonensis, * Sanctonensis, Santonibus presule, Sanctonicus. — * Santonas, Xanctonensis. * Sanctonas, Xanctonensis.	<i>Arch. Saint.</i> , t. XXII, ch. 28, t. XXX, ch. III, ch. 288. Arnaud. <i>Hist. de Maillezais</i> (inscript. sur la crosse de l'Evêque Goderan); <i>Cartul. de Savigny</i> , ch. 731; <i>Rec. des chartes de Cluny</i> , t. IV, p. 555; <i>Arch. Poitou</i> , t. II, p. 116.
1075.	Sanctonia, Sanctonensis. * Xantonia, Xantonicus, Xantonensis.	<i>Gallia</i> , t. II. <i>Instrum.</i> p. 473 (fond. de Vaux) <i>Cartul. de la Saintonge</i> , t. II, ch. 53.
1077.	* Xanctonensis.	<i>Teulet. Layettes</i> , t. I, p. 24 (copie du XIII ^e siècle).
1080, 1083.	Santonas, * Sanctonensis.	<i>Historiens des Gaules</i> , t. XIV, p. 765; <i>Cartulaire de Baigne</i> , ch. 460. <i>Recueil des chartes de Cluny</i> , t. IV, ch. 3580; <i>Gallia</i> , t. II. <i>Instr.</i> p. 315 (ch. de la Sauve).
1089.	* Sanctonas.	<i>Archives Poitou</i> , t. XVI, p. 206 (chartes de Saint-Maixent).
1090.	Sanctonensis. Santonicus, Sanctonicus (suiv. copies)	<i>Archives Saintonge</i> , t. XXX, ch. 20.
1095.	Santonas, Sanctonas. — Xanctonas, * Xanctonensis.	<i>Arch. Poitou</i> , t. XVI, p. 222, 224; <i>Arch. Saint.</i> , t. IV, p. ch. 25. <i>Cartulaire de la Saintonge</i> , t. II, ch. 5.
1096.	* Santonas, Santonensis. Santonia, Santonicus.	<i>Archives Saintonge</i> , t. XXX, ch. 102. 183.
1097.	* Santonicus, * Sanctonensis, Santonensis.	<i>Histor. des Gaules</i> , t. XIV, p. 727; <i>Recueil des chartes de Cluny</i> , t. V, p. 74.
1098.	* Santonensis.	<i>Cartulaire de Savigny</i> , ch. 811. <i>Arch. Saint.</i> t. XXII, ch. 45 (<i>Cartul. de Vendôme</i> .)
1099.	Santonensis.	<i>Ibidem</i> , t. XXX, ch. 342.
1101 circa	* Sanctonensis.	<i>Arch. Poitou</i> (<i>cartul. de St-Nicolas</i> , p. 46).
1103.	* Sanctonicus.	<i>Archives Saintonge</i> , t. XXXIII, ch. 468.
1104.	* Santonensis, Sanctonensis.	<i>Arch. Saint.</i> , t. XXX, ch. 337, t. XXXIII, ch. 478.

1105. * Sanctonensis. *Marchegay. Archives d'Anjou, t. I, p. 368*
(signature d'évêque).
- Xanctonensis. *Archives Saintonge, t. XXXIII, p. 174*
(signature d'évêque).
1107. Sanctonensis *Cartulaire de Savigny, ch. 808.*
— Santonencis * Sanctonensis. *Archives Saintonge, t. XXX, ch. 478.*
- 1108, 1109. * Sanctonensis. *Archiv. Saintonge, t. XXXIII, p. 176; Ar-*
chives Poitou, t. XVI, p. 255.
1111. * Santonensis * Sanctonensis. *Archives Saintonge, t. X, p. 21; t. XXXIII,*
Santonis. *p. 177; cartul. de Baigne, ch. 1.*
- 1113 *circà.* Sanctonicensis, Sanctonensis L. Delisle. *Rouleaux des Morts, p. 235, 239.*
Sanctonicus. *241.*
- 1116, 1119. * Sanctonensis. *Arch. Saint., t. VII, p. 28, 31; t. XXXIII,*
1122, 1127. *ch. 493; Archives Poitou, t. III, p. 18; t.*
XVI, p. 292; Cartulaire de la Saintonge,
t. II, ch. 6; Cartul. de Savigny, ch. 909,
932; Hist. des Gaules, t. XIV, p. 192.
- 1118, 1121, 1125 * Xantonis, Xantonensis. *Cartulaire de Baigne, ch. 2-5; Archives*
1128, 1131. * Sanctonensis. *Saintonge, t. VII, p. 31; t. XXX, ch. 217;*
*Xanctonensis ou *Santonensi. *Cartulaire de la Saintonge, ch. 22, 75.*
- 1129, 1130, 1131 * Sanctonensis. *Archives Saintonge, t. VII, p. 33; t. V, p. 18.*
1131. * Xanctonensis, * Sanctonensis *Cartul. de Baigne, ch. 7; Cartulaire de la*
Saintonge, t. II, ch. 22, p. 75.
- 1133-39. * Santonensis, Xanctonensis. *Archives Saintonge, t. IV, p. 47; Cartulai-*
Xantonensis. *re de Baigne, ch. 7.*
- 1138, 1141. Xantonensis. *Bullet. Soc. Let. de la Corrèze 1900, p. 226;*
Bullet. Soc. arch. Limouzin, t. XXX, p. 252.
Cartulaire de la Saintonge, t. II, ch. 7.
- 1146, 1147. * Xanctonensis, * Xanctonicus, *Archives Saintonge, t. XXII, ch. 58, 60, 65;*
— *Xanctonicus, *Sanctonicus. *Teulet. Layettes, t. I, p. 61.*
- 1148, 1150, 1153 Xanctonas, Xanctonensis. *Cart. de la Saint., t. II, ch. 8, 9, 10, 102.*
Gallia, t. II, Instrumenta, p. 462.
1161. * Xanctonicus, * Xantonas. *Archives Saintonge, t. IV, p. 50; t. V, p. 20;*
t. VII, p. 35, 141, 142.
- 1159, 1167, 1168 Xanctonensis. *Gallia, t. II; Instrumenta, p. 460.*
1169. Sanctonensis. *Archives Saintonge, t. IV, p. 48 (précepte du*
pape Alexandre).
- 1175, 1179. Xantonensis. *Archives Saintonge, t. IV, p. 52, 53; t. X,*
p. 26
- 1180 *circà.* Sanctenis. *Ibidem, t. V, p. 22.*
- 1181, *circà* 1182. Xanctonensis. L. Delisle *Rouleaux des Morts, p. 390.*
Xanctones. *Recueil des chartes de Cluny, t. V, p. 654;*
Archives Saintonge, t. IV, p. 59.
1199. * Xanctonensis, * Xanctenas. *Teulet, Layettes, t. I, p. 208.*
* Xanctenensis.

L'ORGANISATION DU CLERGÉ EN 1803
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE
(Fin)

Le 17 décembre 1804, Mgr de Mandolx passait à l'évêché d'Amiens, il quittait un diocèse où les difficultés lui paraissaient insurmontables (1).

Mgr Paillou (Gabriel-Laurent) lui succéda. Né à Puybelliard (Vendée), le 7 mars 1735, il avait été candidat au doyenné du chapitre de La Rochelle, avec M. Daviau plus tard archevêque de Bordeaux. Insermenté, il émigra en Espagne. Pendant l'exil, Mgr de Coucy lui confia la direction des ecclésiastiques émigrés de son diocèse. Mgr de Mandolx lui donna le titre de vicaire général. Mgr Paillou fut sacré à Paris, le 2 février 1805, par sa sainteté Pie VII, et ne prit possession de son diocèse que le 24 juin 1806. Il était âgé de 72 ans, mais plein de force, et connaissait le clergé et les populations qu'il était appelé à diriger.

L'organisation paroissiale de 1803 avait soulevé de nombreuses réclamations, tant sur la division territoriale que sur les nominations du personnel. L'obligation de se renfermer dans les limites des cantons, avait contraint les premiers organisateurs à grouper des communes éloignées les unes des autres.

Le décret du 11 prairial an XIII (31 mai 1805) ordonna une nouvelle circonscription. Désormais, il ne devait être tenu compte que de l'éloignement, des difficultés des communications et des rapports de sympathie, qui pouvaient favoriser les groupements.

Le même décret assurait aux desservants un traitement de 500 fr., en tenant compte de leur pension, qui était, selon l'âge, de 266 fr. 66 ou de 333 fr. 33 c. Les communes ne devaient fournir que le logement.

Le 5 ventôse an XIII (24 février 1805) le ministre des cultes

(1) Il mourut à Amiens le 14 avril 1817. Pendant le XIX^e siècle, tous les évêques du diocèse, à l'exception de NN. SS. Paillou et Le Camus morts à La Rochelle, ont été appelés à de plus hautes fonctions. Mgr Bernet à Aix, Mgr Villecourt, cardinal à Rome, Mgr Landriot à Reims, Mgr Thomas à Rouen, Mgr Ardin à Sens, Mgr Bonnefoy à Aix.

écrivait au préfet : « Sa Majesté impériale désire que les prêtres employés jouissent d'un sort convenable, elle ne veut pas que leur pénible situation se prolonge. » Le décret du 9 messidor (28 juin 1805) porta à 183 le nombre des succursales du département payées par le gouvernement.

Les prêtres des campagnes étaient dans la misère. On lit dans plusieurs états des fabriques de 1808 : « qu'on a été obligé de supprimer les troncés et les quêtes, parce que personne ne donnait. » Un maire ajoute : « La charité est froide sur tout le reste ! » Le sous-préfet de Jonzac déclare au préfet : « que dans son arrondissement, 18 églises seulement lui ont envoyé l'état de leurs revenus, j'attribue le silence des autres au peu d'importance des revenus. »

Il n'y eut plus de prêtres que dans les succursales rétribuées par l'état. Des paroisses, dans lesquelles on pouvait espérer que le desservant trouverait des ressources, se désintéressaient du service religieux et en renvoyaient toutes charges à l'Etat. Le 21 janvier 1806, Mgr Paillou demandait au ministre des finances, de substituer sur la liste des traitements, les succursales de Notre-Dame de La Rochelle et de La Flotte (île de Ré) aux hospices de Saintes et de Rochefort, dont les aumôniers étaient rétribués comme succursalistes.

Sous la tutelle de l'Etat, les âmes s'endormaient de plus en plus dans l'indifférence religieuse, quand le décret impérial du 30 mai 1806 vint les réveiller. Il décidait que les églises et les presbytères inoccupés seraient réunis aux curés ou succursales dans l'arrondissement desquelles ils étaient situés ; que ces édifices pourraient être échangés, loués, vendus, démolis au profit des églises et presbytères des chefs-lieux, pour leur procurer les fonds nécessaires.

Les protestations s'élevèrent de toutes parts.

Des communes peu peuplées, éloignées des villes, avaient conservé intacts, pendant les mauvais jours, leur église et leur presbytère. Dans la joie de la restauration du culte, elles s'étaient promptement procurées, au prix de quelques sacrifices, les objets nécessaires au service religieux. Un prêtre, attiré par leur fidélité, était venu s'établir au milieu d'elles. Or dans l'organisation nouvelle, c'était le nombre qui l'avait emporté; elles avaient été réunies à la commune voisine érigée en succursale, au gros bourg, où les manifestations irréligieuses avaient été les plus violentes ; leur presbytère était inoccupé

et leur église fermée. Elles s'indignèrent à la pensée d'en être dépossédées.

Ailleurs les populations étaient indifférentes même irréligieuses, mais elles tenaient à ces vieux murs, entre lesquels tant de générations étaient passées, à ce cimetière, où elles avaient porté tant des leurs.

Les lettres des maires, les délibérations des municipalités réclament la conservation des églises menacées, ils demandent qu'elles soient érigées en succursales ou tout au moins en annexes, ils énumèrent ce qu'ils ont fait, ils exposent leur éloignement de la succursale, la difficulté des chemins, l'impossibilité de transporter les corps de leurs défunts, l'incompatibilité d'humeur, qui existe entre eux et leurs voisins, la grandeur de leur église, le bon état de leur presbytère, leur désir d'avoir un prêtre, et la promesse de lui fournir un traitement. Léoville dans sa rivalité avec Archiac fait intervenir l'évêque et le préfet.

On retrouve, sous ces affirmations de foi, de besoin d'instruction religieuse, d'assistance à la messe, de réception des sacrements, les signatures de ces mêmes hommes, qui, il y avait dix ans, signaient les déclamations contre le fanatisme et la superstition, les arrestations des ecclésiastiques et leur envoi au tribunal révolutionnaire de Rochefort.

Le conseil municipal de Boscamnan écrit sa satisfaction « d'avoir revu le jour, où l'on peut, sans crime, se dire catholique. » Celui de Pessines affirme : « que privé du culte et des exemples des personnes pieuses, le peuple se démoralise, vit comme le sauvage et en contracte les habitudes vicieuses. » Nos paysans sont toujours de l'avis du gouvernement. Le maire de Coulonges peint d'un mot cette absence de conviction en écrivant : « Nous désirons un prêtre, si la loi nous le permet ! »

Le sous-préfet de Jonzac fait connaître au préfet : « que toutes les communes de son arrondissement demandent à conserver leur église. Les supprimées sont au nombre de 60, dont la moitié à peu près seraient dans le cas d'être désignées comme annexes. »

Le sous-préfet de Saint-Jean-d'Angély ose proposer seulement « la vente de six ou huit églises de son arrondissement. »

Devant ces manifestations le conseil d'Etat décida : « que les habitants des campagnes, ayant conservé un religieux respect pour leurs Temples, les verraient démolir avec regret,

pour en appliquer le produit à d'autres communes, que, dans ce cas, il était préférable de se borner à des opérations partielles, et de n'accorder les concessions sollicitées, que sur la demande des préfets et des évêques. » Ceux-ci avaient toujours été d'avis de conserver tous les édifices religieux ; ils gardaient l'espérance de pouvoir, dans l'avenir, donner un desservant à toutes les communes.

Ce moment s'éloignait de plus en plus. En 1812, il y avait dans le ministère paroissial 184 ecclésiastiques, l'année suivante le nombre en était tombé à 167.

Les prêtres réfractaires au Concordat avaient groupé autour d'eux un certain nombre de fidèles. L'empereur, averti par les rapports de ses agents, s'en préoccupait assez pour écrire à Savary, ministre de la police : « (14 avril 1811), les sieurs François, Gauthier, Malerbeau et Rodier sont quatre prêtres résidant à La Rochelle, et désignés comme dissidents et ennemis du gouvernement. Le sieur Doussin est le chef des prêtres dissidents de la Charente-Inférieure et de la Vendée, où il fait de fréquents voyages. Il réside dans la commune de Dompierre près La Rochelle..., je désirerais qu'ils fussent arrêtés simultanément, et les scellés mis sur leurs papiers, et qu'ils fussent conduits, sans qu'on sut qui ils sont, soit à Vincennes, soit dans une autre prison d'Etat. »

La maison, habitée à Dompierre par M. Doussin, était disposée de telle façon qu'il pouvait, très rapidement, se cacher entre le plafond et la charpente d'une maison voisine. On le chercha vainement pendant plusieurs années (1).

Napoléon entendait gouverner l'église de France comme un de ses corps d'armée. Il avait fait enfermer à Vincennes Mgr Hirn, évêque de Tournai, et obtenu sa démission forcée. Le 14 avril 1813, M. Saint-Médard, vicaire général de La Rochelle, fut nommé à cet évêché. Pendant une année, le chapitre refusa de recevoir le nouvel élu ; celui-ci en appela à l'autorité du ministre des cultes ; le séminaire diocésain fut fermé et il fut question de supprimer l'évêché de Tournay. Ainsi, par ambition, un prêtre qui avait refusé le serment et subi l'exil consentait à accepter du pouvoir civil une dignité que le souverain pontife ne pouvait lui accorder. Les événements de 1814 mirent fin à

(1) M. Doussin mourut le 16 mai 1843, à l'âge de 90 ans.

cette situation, M. Saint Médard revint à La Rochelle (1). Les anti-concordataires ne cessaient de protester.

A la première apparition des Bourbons, ils s'agitèrent avec plus d'ardeur. Leurs chefs : les abbés Blanchard et Gaschet, lançaient de nombreux écrits, ils attaquaient le pape et l'archevêque de Bordeaux. Leurs partisans déclarèrent à Mgr Paillou, qu'ils ne le reconnaissaient plus pour leur évêque, ils occupèrent des paroisses vacantes. Après d'inutiles efforts pour ramener les dissidents, Mgr Paillou en référa à l'abbé de Montesquieu, appelé par Louis XVIII au ministère de l'intérieur. Le nouveau ministre répondit à l'évêque, le 7 juillet 1814 : « Je vous invite à faire une nouvelle tentative auprès des prêtres, dont vous me parlez, pour les ramener, s'il est possible, à de meilleurs principes, et à vous concerter avec les préfets, pour la répression de ceux envers lesquels vous auriez épuisé en vain toutes les voies de la douceur et de la persuasion. J'écris, M. l'évêque, à ces fonctionnaires, pour que, dans l'occasion, ils vous prêtent leur appui et fassent respecter votre autorité » (2).

Les prêtres anticoncordataires avaient été les serviteurs les plus fidèles de la royauté. Louis XVIII ne pouvait l'oublier. Après les Cent Jours, il forma le projet de les réhabiliter ; il entra en pourparlers avec Rome. Il fit écrire à Mgr Paillou, alors âgé de 82 ans, par le cardinal de Périgord, archevêque de Paris (14 septembre 1816), pour lui demander d'adresser au pape sa démission d'évêque de La Rochelle. Ainsi Mgr de Coucy revenait dans son diocèse, les schismatiques de la veille devenaient les orthodoxes du lendemain. Le vieil évêque se redressa dans sa dignité offensée, il écrivit au pape : « Votre Sainteté n'ignore pas les récits scandaleux, que publient journellement quelques prêtres dissidents, peut-être protégés, contre le Concordat, contre Votre Sainteté et contre les évêques, qu'elle a constitués. Il serait dangereux pour l'honneur du Saint-Siège et de l'église actuelle de France, qu'elle fit un pas en arrière, et je suis persuadé qu'il en résulterait de grands inconvénients. Nous en jugeons assez par les discours des prêtres dissidents, qui prétendent que nous devons être déposés. »

(1) M. Saint-Médard devint conseiller général de la Charente-Inférieure, fut nommé chevalier de la légion d'Honneur et mourut dans l'île d'Oleron, en 1845.

(2) Affiches de la Vienne du 7 juillet 1814.

Pie VII répondit (25 octobre 1810) : « Nous ne connaissons aucune raison canonique qui doive déterminer les évêques de France, actuellement constitués par l'autorité du Saint-Siège, à donner leur démission, ni à l'accepter, pas plus que nous, nous ne pourrions la sanctionner. »

L'église de La Rochelle était définitivement établie. Mais, la mort faisait dans les rangs du clergé des vides que de nouveaux prêtres ne comblaient pas. Avant la révolution, les populations de Saintonge et d'Aunis fournissaient peu d'ecclésiastiques. Les prêtres du XVIII^e siècle étaient pour la plupart des étrangers.

Au retour de l'émigration, les évêques se montrèrent jaloux de garder leurs sujets. C'est à peine si, pour des raisons particulières, quelques ecclésiastiques vinrent se fixer dans le département. Ce petit nombre fut un secours, sans lequel, en 1814, le clergé paroissial n'eut pas atteint le chiffre de 150 prêtres.

Les dernières ordinations avaient eu lieu en 1790 (à La Rochelle le 8 décembre 1790). M. Brunteau, le premier élève de M. Beaudoin, fut ordonné le 31 mars 1804 ; il était destiné à la Vendée. L'ordination de M. de Meschiaet, entré au séminaire d'Issy en 1790, échappé de la prison des Carmes le 16 août 1792, eut lieu en 1806 ; celle de M. d'Argenteuil date de 1809. Elles étaient des cas particuliers. Les anciens séminaristes avaient disparu dans la tourmente révolutionnaire. En 1812, il y avait vingt ans que le sacerdoce ne se recrutait plus. Jamais l'église de France n'avait couru un si grand péril ! Le recrutement et la formation du nouveau clergé furent l'œuvre principale de Mgr Paillou.

P. LEMONNIER.

IV

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

§ 2. — *Du 29 floréal an XII (19 mai 1804) à nos jours.*

Sous le régime impérial les juges de paix et leurs suppléants continuèrent à être nommés sur une liste de deux candidats, désignés par l'assemblée des électeurs du canton conformément au sénatus-consulte du 16 thermidor an X, ce qui,

comme on l'a fait fort justement observer, « paraît surprenant sous le gouvernement de Napoléon où il y avait exubérance d'autorité » (1).

La loi du 10 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire n'innova rien à l'égard des juges de paix, mais vraisemblablement, dans les dernières années de l'Empire, la candidature était, dans la pratique, tombée en désuétude (2). D'ailleurs, en réalité le gouvernement n'était pas sérieusement lié par cette obligation de choisir les juges de paix et leurs suppléants sur certaines listes « par la raison bien simple qu'il exerçait une puissante influence sur leur confection » (3). L'administration préfectorale était, au surplus, appelée à fournir au pouvoir des notes confidentielles sur les candidats (4).

La Restauration fit disparaître complètement ce simulacre de système électif. La Charte de 1814 (article 61) conféra au Roi le droit de nommer les juges de paix et leurs suppléants, et leur refusa le bénéfice de l'inamovibilité accordé aux membres des cours et tribunaux par son article 58.

Le 28 mai 1819, une pétition d'un sieur Terrage, de Paris, demandant que l'élection des candidats à présenter au Roi pour les fonctions de juge de paix fut conférée aux communes, fit naître une courte discussion à la Chambre des députés. Le baron de Puymaurin (de la Haute-Garonne) et Bourdeau (de la Haute-Vienne), ayant combattu la proposition du pétitionnaire comme étant de nature à enlever au monarque la faculté de nommer les juges de paix, deux députés de l'opposition, Dupont (de l'Eure) et le marquis Chauvelin (de la Côte-d'Or) la soutinrent, au contraire, en prétendant que son adoption ne

(1) M. Jules Pellisson, *Protestation des électeurs du canton de Châteauneuf contre l'élection de Richard Chassors*. (*Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} avril 1908, page 96).

(2) Maurice Block, *Dictionnaire de l'Administration Française*, page 1380, 3^e édition. Paris et Nancy, Berger Levrault et C^{ie}, 1891.

(3) E. Glasson. *Grande Encyclopédie*, v^o *Inamovibilité*, t. XX, page 651.

(4) Voici des notes données sur Riquet, juge de paix de Saintes, arrondissement du sud, que nous devons à l'obligeance de M. Dejean, directeur des Archives Nationales : 1^o En l'an XI : « Riquet, marié, sept enfants, procureur en 1789, en activité de service, mérite d'être conservé. » 2^o En l'an XII, le 20 vendémiaire : « Riquet, marié, sept enfants procureur en 1789, ayant exercé depuis cette époque des fonctions judiciaires ; fortune personnelle médiocre ; a obtenu 88 suffrages sur 126 votants. » (*Archives Nationales*, B. B. 81).

pouvait pas porter atteinte à la prérogative du souverain, puisqu'elle avait pour résultat de maintenir la législation existante, la Charte n'ayant pas abrogé les lois portant que les candidats aux justices de paix seraient choisis par les assemblées cantonales. La Chambre se prononça pour l'ordre du jour (1).

Ce droit de nomination a été conservé au chef de l'Etat par les différentes constitutions qui, depuis, ont régi notre pays : Charte de 1830, Constitutions des 4 novembre 1848, 4 janvier 1852, et 25 février 1875. Le Président de la République nomme donc aujourd'hui les juges de paix et leurs suppléants qui sont amovibles et à vie. Mais, aux termes de l'article 21 de la loi du 12 juillet 1905, ces magistrats ne peuvent plus être révoqués ni diminués de classe que sur l'avis d'une commission nommée par le garde des sceaux.

Nous avons dit plus haut que les juges de paix et leurs suppléants étaient tenus de prêter un serment, à la fois professionnel et politique. La loi du 24 messidor an XII (13 juillet 1804) prescrivit au tribunal de 1^{re} instance de recevoir ce serment (2).

Un souvenir à ce sujet.

Le 7 novembre 1814, quelques mois après le départ pour l'île d'Elbe de Napoléon I^{er}, vaincu par la coalition européenne, à l'issue de la messe spéciale dite du Saint-Esprit, et après un discours de Baudry, procureur du roi, les juges de paix de Saintes, de même que les membres composant le tribunal de première instance, présidé par Guillau de Sersé (3), les magistrats du parquet, les greffiers, les avocats et les avoués prêtèrent

(1) Le journal *le Constitutionnel* du 9 mai 1819, n° 149.

(2) *Bulletin des lois*, IV^e série, numéros 8-101. Duverger, *loc. cit.* t. XV, page 34.

(3) Pierre Nicolas Guillau de Sersé, né à Montpellier de Médillan vers 1762, mort à Saintes le 31 juillet 1830, fils de Nicolas Guillau de Sersé et de Thérèse Viaud, épousa en 1^{er} mariage de Anne Giraud, et en secondes noces de Marie-Thérèse Garnier, de Chérac. Il avait remplacé Briault, décédé le 19 juin 1810. Il eut un fils, Pierre-Nicolas-Charles-Edouard Guillau de Sersé, procureur à Marennes, qui, de son mariage avec Thérèse Lovell, (fille de sir Thomas Lovell, représentant de l'Angleterre aux Etats-Unis), eut une fille, Laure Guillau de Sersé, née à Marennes le 26 janvier 1824, décédée à Saintes le 8 février 1902, veuve de Victor-Onésime Le Sueur, vice-président au Tribunal civil de Saintes (1855-1859) ensuite conseiller à la Cour de Poitiers (5 novembre 1859,) décédé, même ville, en 1860. (Voir *Documents sur Saintes*, p. 106 ; Piet-Lataudrie, *loc. cit.*, pages 60-63). — *Revue de Saintonge* du 1^{er} mars 1902, page 92.

solennellement, à l'audience publique de ce tribunal, le serment d'obéissance et de fidélité « à S. M. Louis XVIII et à son auguste dynastie » (1).

Par contre, pendant les Cent Jours, un décret de Napoléon, en date au Palais des Tuileries du 8 avril 1815 (2) ayant prescrit aux fonctionnaires civils et judiciaires de « jurer obéissance aux constitutions de l'Empire et fidélité à S. M. l'Empereur », cette prestation de serment fut faite, le 21 du même mois, par Dangibeaud, juge de paix du canton sud de Saintes, et ses deux suppléants, Jean Giraudias et Jean Drillhon, avoués près le tribunal civil de cet arrondissement, et Thenaud, commis greffier, le sieur Poitevingre greffier titulaire étant absent, ainsi que le constate un procès-verbal en date du dit jour inscrit sur la feuille d'audience (3). Malgré nos recherches, nous n'avons pu trouver dans les archives de la justice de paix du canton nord de Saintes aucun document relatif à l'accomplissement de la formalité dont il s'agit.

Le serment, que les juges de paix et leurs suppléants et greffiers doivent encore prêter, avant d'entrer en fonctions, est aujourd'hui purement professionnel, le décret du 11 septembre 1870, signé par M. Adolphe Crémieux, ministre de la justice, membre du gouvernement de la Défense Nationale, lui ayant enlevé son caractère politique (4).

Il faut remarquer également que les juges de paix ne sont plus tenus de se faire installer par le sous-préfet, comme le voulait la loi, sus-énoncée, du 29 ventôse an IX, qui, quoique non abrogée, est tombée en désuétude. Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 22 novembre 1824 défend même aux sous-préfets de procéder à cette installation, à moins qu'ils ne soient délégués à cet effet par le garde des sceaux (5). Actuellement elle est faite, en audience publique, par l'un des suppléants de la justice de paix et se réduit à la lecture, donnée

(1) *Registres des délibérations du tribunal civil de Saintes*. Nous prions M. le Président Thiébaut, qui a bien voulu nous autoriser à consulter ces registres, d'agréer ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

(2) *Bulletin des Lois*, VI^e série. Tome unique, p. 89, n^o 12-87.

(3) *Archives de la justice de paix du canton sud de Saintes*.

(4) *Bulletin des lois* XII^e série, 2^m^e semestre 1870, n^o 3-43.

(5) *Nouveau Manuel des justices de paix* par Levasseur et Biret. Paris, Roret, 1839. Cf. Fabon, *op. cit.* tome IV, page 24, n^o 3299.

par le greffier, du décret de nomination et du procès-verbal de prestation de serment devant le tribunal civil.

II. — L'article 8, titre VIII, de la loi des 14-18 octobre 1790 (1) ordonnait aux directoires de district de faire graver des sceaux portant un écu ovale sur lequel seraient gravés ces mots : « *Juge de Paix* » avec le nom du canton en entourage entre l'écu et le cordon du sceau, et de remettre deux de ces sceaux, à chacun des juges de paix du district. Aussi le 24 décembre 1790, en exécution de cette prescription et sur la réquisition du procureur syndic René Eschasseriaux, le directoire du district de Saintes arrêta que le sieur Isaac Goguët, orfèvre, de ladite ville, serait chargé de « graver sur cuivre à l'empreinte déterminée par la loi, les sceaux destinés aux dix juges de paix du district. » Goguët, mandé, promit de faire cet ouvrage « à raison de neuf livres par chaque sceau, tout monté. » Son mémoire s'élevant à 180 livres, fut approuvé par le directoire à la séance du 14 janvier 1791 (2).

Le 7 août 1793, un décret de la Convention Nationale édicta que les anciens « cachets » des juges de paix, seraient échangés, dans le délai de quinzaine, contre d'autres portant l'emblème de la République (3).

Sans entrer dans l'examen des changements apportés aux sceaux de ces magistrats par les divers régimes qui, depuis, se sont succédés en France, nous nous bornerons à dire que le sceau actuel a, d'après le modèle officiel, une forme ronde et porte comme emblème une figure de la Liberté avec le nom du canton.

CHAPITRE III. — *Traitements et costumes des juges de paix aux diverses époques.*

Il n'est pas sans intérêt de rechercher quels ont été les traitements des juges de paix de Saintes aux différentes époques de leur histoire. Nous y joindrons quelques renseignements sur leur costume depuis leur institution.

(1) *Bulletin des lois*, 1^{re} série, nos 7-102. Duvergier, tome I^{er}, p. 419.

(2) *Registres des délibérations du Directoire du district de Saintes. (Archives départementales)*. Voir aussi *Compte-rendu par le Directoire du département de la Charente-Inférieure au Conseil Général d'administration*, page 74. A Saintes de l'imprimerie de P. Toussaints, 1792.

(3) *Collection des lois et décrets de la Convention Nationale*, mois d'août 1793, page 43. A Paris, chez Baudouin.

A. — TRAITEMENTS

Le projet du Comité de Législation n'avait prévu aucune rémunération pour les juges de paix, mais sur la motion de Pétion de Villeneuve, député du tiers du bailliage de Chartres, et, après des observations de Dufraisse-Duchy, député de la sénéchaussée de Riom, l'Assemblée Constituante leur accorda un traitement qui, par le décret des 2-11 septembre 1790, article 1^{er} (1), fut fixé dans les cantons et dans les villes au-dessous de 20.000 âmes, — c'était le cas de Saintes, — savoir : pour le juge de paix à 600 livres, pour le greffier, indépendamment du produit des expéditions suivant le taux modéré qui en serait fait, à 200 livres. De plus, un décret du 6 mars 1791 alloua à chacun des magistrats cantonaux des droits de vacation pour les appositions et les reconnaissances et levées de scellés, tarifés, dans les villes au-dessous de 25.000 âmes, comme Saintes, à deux livres pour une vacation de 3 heures et vingt sous pour toutes les vacations suivantes, sans que le coût de l'une ou de l'autre de ces opérations put excéder trois livres. Le greffier avait les deux tiers de la somme revenant au juge de paix (article 8) (2).

A la séance du 8 juin 1793, Thuriot de la Rozière, député de la Marne, après avoir proclamé que la « plus belle institution, dont on était redevable à la Constituante », était celle des juges de paix, proposa d'augmenter leurs émoluments. La Convention, adoptant un amendement de Jean-Bon-Saint-André, représentant du Lot, décréta qu'à compter du premier juillet 1793, le traitement de tous les juges de paix, indistinctement, serait élevé de 300 livres et celui de leurs greffiers de 150 livres (3).

La loi du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) ordonna que le traitement des juges de paix serait de 800 myriagrammes de froment dans les arrondissements de justice de paix au-dessous de 30.000 habitants (4), sans préjudice des vacations qui leur

(1) *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome XVI, pp. 738-739.

(2) Duvergier, *loc. cit.*, tome II, page 240.

(3) *Moniteur Universel*, du 10 juin 1793, n° 161 ; *Collection générale des décrets rendus par la Convention nationale*, mois de juin 1793, Paris, Baudouin.

(4) D'après le tableau de la population des communes, composant le district de Xantes (ci-devant Saintes), dressé le 8 germinal an II (28 mars 1794), la commune de Xantes avait 8.388 âmes. Suivant un autre dénombrement du 5

étaient allouées par la loi (article 8), mais elle décida en même temps (article 6), que le traitement ne serait pas payé en nature et que le prix du myriagramme de froment servirait de règle pour l'évaluer (1). Un arrêté du Directoire Exécutif du 7 frimaire an IV (28 novembre 1795) (2), fixa à 60 livres la valeur du myriagramme de froment, ce qui aurait fait pour les juges de paix de Saintes des appointements de 48.000 livres, si cette valeur, attribuée par le législateur, eût été encore une réalité. Mais, comme les fonctionnaires publics étaient alors payés en assignats, il fallait, à cause de la dépréciation énorme du papier-monnaie, en rabattre singulièrement (3).

Le neuf pluviôse an VII (28 janvier 1799), après des observations de Richard (des Vosges) réclamant la suppression des droits de vacation des juges de paix ; de Vezin (de l'Aveyron), concluant à une réduction de leurs émoluments ; de Génissieu (de l'Isère), et de Briot (du Doubs), déclarant les trouver plutôt insuffisants, le Conseil des Cinq-Cents adopta l'article d'un projet présenté par l'un de ses membres, Andrieux (de la Seine), l'auteur bien connu de la charmante comédie *les Elourdis*, et du conte célèbre, *le Meunier de Sans-Souci* (4), et portant

mars 1793, le chiffre des habitants de cette ville et de ses faubourgs, s'élevait à 10.165 habitants (*Registres du directoire du district de Saintes. Archives départementales*). Nous signalons, sans pouvoir l'expliquer, cette notable différence.

(1) *Bulletin des lois*, 1^{re} série, n^{os} 202-1210.

(2) *Idem*, 2^e série, tome 1^{er}, 1^{er} semestre de l'an IV, n^{os} 7-37, page 6.

(3) D'après les cours des assignats depuis leur création (1^{er} janvier 1791), jusqu'au 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796), établis par les commissaires de la Trésorerie Nationale, 3.358 livres en assignats représentaient, au 7 frimaire an IV, date du décret susvisé, la somme de 24 livres en numéraire métallique. D'autre part, le tableau des valeurs successives du papier-monnaie dans la Charente-Inférieure, dressé par les membres composant l'administration de ce département (Billotte, président; Jouneau, Baudry, Aubel, Poittevin-Moléon), démontre qu'à la même époque, 2.700 livres en assignats valaient 24 livres en numéraire métallique. Leur dépréciation ne fit d'ailleurs que s'accroître considérablement jusqu'à la publication de la loi du 29 messidor an IV (17 juillet 1796), à partir de laquelle cessa la circulation forcée du papier-monnaie. (Consulter *Collection générale des tableaux de dépréciation du papier-monnaie, publiés en exécution de l'article 5 de la loi du 5 messidor an V*. A Paris, de l'imprimerie de la République, ventôse an VI. — Cf. L. Malepeyre, *La Magistrature en France*, p. 82. Paris, Fasquelle, 1900 ; et *Histoire économique de la propriété des salaires, des denrées, depuis l'an 1200 jusqu'en 1850*, par le vicomte d'Avenel, Paris, Imprimerie Nationale, 1894.

(4) Andrieux (François-Guillaume-Jean-Stanislas), né à Strasbourg, le

fixation, à compter du premier vendémiaire an VII (22 septembre 1798), du traitement des juges de paix, lequel fut de huit cents francs dans les communes de 30.000 âmes, parmi lesquelles figurait Saintes. Cette résolution, approuvée par le Conseil des Anciens, après un rapport de Lemercier (de la Charente-Inférieure), devint la loi du 8 ventôse an VII (26 février 1799) (1).

Les vacations des juges de paix furent ensuite déterminées par le tarif du 16 février 1807 (2), mais la loi du 21 juin 1845 a fait disparaître ce mode de rétribution.

Cette dernière loi a, en outre, déclaré, spécialement pour ce qui concernait les juges de paix des villes où siégeaient des tribunaux de première instance, que les magistrats cantonaux, auraient le même traitement que les juges de ces tribunaux (3). Ce traitement était, à Saintes, de 2.100 francs.

Le décret du 22 septembre 1862 (article 4), reproduisant la disposition de la loi du 21 juin 1845, maintint cette égalité de traitement entre les juges de paix résidant dans les villes où existait un tribunal de première instance, et les autres juges. Par suite, les juges de paix saintais virent leurs traitements portés à 2.700 francs.

Le décret du 30 août 1883 sur l'organisation judiciaire, qui augmentait sensiblement les traitements des magistrats des cours et tribunaux, spécifia que, jusqu'à nouvel ordre, il ne serait apporté aucune modification à celui des juges de paix (article 9). Les titulaires des justices de paix de notre ville, — compris alors dans la sixième classe (4) — continuèrent à toucher une rémunération annuelle de 2.700 francs, jusqu'à la loi du 12 juillet 1905, qui a divisé les justices de paix du territoire français en quatre classes, Paris hors classe, en prenant pour base la population de la ville ou du canton, selon les circonstances. La ville de Saintes, faisant partie des chefs-lieux administratifs et judiciaires, et ayant une population inférieure à

6 mai 1759, mort à Paris, le 9 mai 1833, avocat, homme de lettres, législateur et professeur de littérature au collège de France.

(1) *Collection générale des lois et actes du Corps Législatif*, nivôse, pluviôse et ventôse an VII, page 274. A Paris, de l'imprimerie de Baudouin.

(2) *Bulletin des lois*, série IV, n° 138-2240.

(3) *Idem*, série IX, n° 1210-12041.

(4) Les justices de paix de France étaient, à ce moment-là, divisées en neuf classes, Paris formant la première.

20.000 habitants(1), appartient à la troisième classe et les traitements de ses juges de paix sont de 3.000 francs (article 24 de la loi précitée).

B. — COSTUME

Les juges de paix, à l'origine, n'avaient aucun costume particulier, mais aux termes de l'article 12 de la loi des 6-27 mars 1791, ils avaient la faculté de porter, attaché au côté gauche de l'habit, une médaille de forme ovale en étoffe, bordure rouge fond bleu, où se lisaient en lettres blanches, ces mots : *La Loi et la Paix* (2).

Le décret du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) sur les costumes des législateurs et des fonctionnaires publics (3) n'imposa pas de vêtement particulier aux juges de paix, mais prescrivit qu'ils porteraient, dans l'exercice de leurs fonctions, une branche d'olivier en métal, suspendue sur la poitrine par un ruban blanc avec un très petit liseré bleu et rouge, passé autour du cou, et qu'ils tiendraient à la main un bâton blanc « de la hauteur de l'homme », surmonté d'une pomme d'ivoire sur laquelle était gravé un œil noir — l'œil de la justice ! — D'après des gravures de l'époque, ces magistrats étaient généralement vêtus d'un habit et d'un gilet noirs, de culottes noires, de bas de couleur très foncée (noire ou grise), de souliers à boucles et coiffés d'un chapeau de feutre haut de forme, orné d'une cocarde tricolore (4). Peut-être ces nouvelles marques distinctives des juges de paix, au lieu de relever leur prestige, firent-elles plus d'une fois sourire les plaideurs ?

L'arrêté du 2 nivôse an XI (23 décembre 1802) (5) ordonna que les juges de paix aient, aux audiences ordinaires, le même costume que les juges de première instance, lequel était

(1) D'après le recensement du 4 mars 1906, la population totale de la ville de Saintes est de 19.025 habitants (*Recueil des actes administratifs du département de la Charente-Inférieure*, 1907, p. 51. La Rochelle, imp. E. Martin).

(2) Duvergier, *loc. cit.*, tome II, page 241.

(3) *Procès-verbaux de la Convention Nationale*. A Paris, de l'imprimerie Nationale, l'an IV, tome LXXII, n° 105.

(4) Voir l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux*, du 30 novembre 1907, page 450, qui donne la description de dessins de l'époque, reproduisant ces costumes, l'un de Grasset-Saint-Sauveur, gravé par Labrousse ; l'autre de Garnery, gravé par Allix.

(5) *Bulletin des lois*, III^e série, 238, n° 2222.

composé d'une toge en laine noire avec simarre de soie noire et ceinture de laine noire pendante, d'une toque de laine noire unie, bordée de velours, et d'une cravate tombante de batiste plissée. On y ajoutait, pour les audiences solennelles et les cérémonies publiques, une ceinture de soie, couleur bleu clair, avec franges de soie et un galon d'argent au bas de la toque (art. 7 et 4). C'est encore le costume réglementaire des magistrats cantonaux.

L'article 9 de l'arrêté du 2 nivôse an XI enjoignait, de plus, aux membres de tous les tribunaux de porter à la ville, comme vêtement de cérémonie, l'habit complet noir à la française, manteau court de soie ou de laine, jeté en arrière, cravate de batiste, chapeau à trois cornes, cheveux ronds ou longs.

Ces prescriptions, applicables aux juges de paix comme aux autres juges, cessèrent insensiblement d'être observées.

Sous le Second Empire, il fut question, à un certain moment, d'astreindre les juges de paix, ainsi que les autres magistrats de l'ordre judiciaire, au port d'une tenue officielle de ville. Une commission, composée de premiers présidents et de procureurs généraux, désignés par le ministre de la justice (M. Abbatucci) arrêta, pour ce qui concerne spécialement les juges de paix, qu'ils auraient le frac noir en drap, une branche d'olivier au collet, boutons de soie, une baguette de soie à l'habit (1). Mais la décision de la commission ministérielle, à leur égard du moins, ne reçut aucune exécution, car le décret du 22 mai 1852, qui régla le costume de ville des magistrats, et celui du 18 juin de la même année (2), qui le modifia, ne sont relatifs qu'aux membres de la cour de Cassation, des cours d'appel et des tribunaux civils d'arrondissement. L'article 3 de ce dernier décret édicte seulement que « pour les actes extérieurs de leurs fonctions, tels que descentes de justice, transports, etc., les juges de paix et leurs suppléants auront « une ceinture en soie orange, à glands de soie verte, petite torsade. »

Une récente décision de M. Barthou, garde des sceaux, a autorisé les juges de paix et leurs suppléants à avoir désormais, lorsqu'ils rempliront un acte de leurs fonctions, une médaille

(1) *Indépendant de la Charente-Inférieure*, du 25 avril 1852, n° 531.

(2) *Bulletin des lois*, X^e série, 1^{er} semestre, tome IX, n° 535, page 1407, et n° 544, page 1506.

d'identité, en argent, sur laquelle sera inscrit le mot : *Justitia* (1).

CHAPITRE IV. — *Lieux des audiences des juges de paix de Saintes.*

Les juges de paix de Saintes n'eurent pas, à l'origine, de prétoire fixe. Du reste, les registres, tenus aux greffes des deux justices de paix, ne mentionnent que très rarement l'endroit où ont lieu leurs audiences.

On y voit pourtant que Riquet, juge de paix de la cité et commune de Saintes, siégea, en 1792 (du 21 avril au 30 juin), dans la Chambre du tribunal de commerce, puis, pendant une certaine période, à l'ancien Collège, du 9 fructidor an II (26 août 1794) au 29 frimaire an III de la République (19 décembre 1794); qu'à diverses dates de l'an II, 19 ventôse (9 mars); 14 floréal (3 mai); 6 prairial (25 mai); 4 thermidor (22 juillet 1794), ce même magistrat se transporta, en compagnie de membres du Comité de Surveillance Révolutionnaire de Xantes, les citoyens Flavier, Fédon, dit Montandre, Parménide Brunet, Etienne Roux, dans les anciens couvents des « ci-devant Notre-Dame » et des « ci-devant Clarisses », transformés en prisons, le premier pour les femmes et le second pour les hommes, afin de statuer sur des réclamations adressées par des fournisseurs à des détenus, entre autres Françoise-Elisabeth Chevalier des Landes, épouse de Gaspard, vicomte de Turpin, ex-député suppléant aux Etats-Généraux de 1789, colonel des milices bourgeoises en 1790; Angélique Pauline de Beauchamps, veuve de Charles de Barbeyrac de Saint-Maurice; Hyacinthe-Célestin Aubert du Petit-Thouars, etc.

Riquet tint également ses séances dans sa maison, sise en la Grande-Rue (appelée durant la période révolutionnaire alternativement rue Mirabeau, puis rue du Pont) (2), parfois aussi, à l'occasion, dans la demeure de l'un de ses assesseurs (3), et fréquemment sur le lieu même du litige.

(1) Circulaire du garde des sceaux du 31 janvier 1910. Cette médaille, de M. A. Borrel, est du module de 36 millimètres.

(2) Cet immeuble avait été constitué en dot à la femme de Riquet par son père, Charles Richard, suivant contrat passé devant Retif, notaire royal et apostolique à Saintes, le 23 janvier 1769 (*Etude de M. Rouyer*).

(3) Ainsi, le 23 juin 1792, il siégea dans la maison de Mathieu Robert, l'un de ses assesseurs (*Registres d'audience de la justice de paix de la cité de Saintes*).

Quant à Denis Prieur, juge de paix de Saintes *extra muros*, il semble avoir donné ses audiences tantôt dans son domicile, à Saintes, rue Porte-Aiguière (1), tantôt dans sa maison de campagne de l'Essart, commune de La Chapelle-les-Pots (2), et fort souvent également, comme son collègue Riquet, à l'endroit même de la contestation.

A partir du 11 nivôse an IV (1^{er} janvier 1796), les registres de la justice de paix de ce dernier canton renferment quelquefois cette mention : « *Ainsi jugé dans la salle de nos audiences à Saintes* », sans indication de lieu. Il est vraisemblable que les juges de paix devaient alors siéger dans l'ancien Présidial. Ce qui nous le fait présumer, c'est que les registres de la justice de paix de la cité de Saintes énoncent que le 28 fructidor an VII (14 septembre 1799) Riquet tint son audience au *Palais National*, nom donné alors à l'ex-Présidial (3). Ils durent, croyons-nous, conserver leur prétoire dans cet édifice pendant assez longtemps, car les registres de la justice de paix du canton nord portent que le juge de paix continuait à y rendre ses sentences à la date du 30 messidor an XI (19 juillet 1803) (4).

La loi du 29 ventôse an IX (20 mars 1801) (5) vint ensuite prescrire aux juges de paix de donner leurs audiences au chef-lieu du canton. L'article 8 du code de procédure civile leur

(1) Prieur avait acquis cette maison pour 9 000 livres, payées comptant, de Jean Gautier aîné, maître menuisier à Saintes, par acte au rapport de Petit, notaire, du 17 février 1776 (*Etude de M^e Laferrière*).

(2) La borderie de l'Essart (autrement dite des Sablières) était propre à Julie de La Capmesure, épouse Denis Prieur, qui l'avait recueillie dans la succession de Charles de La Capmesure, son père, lequel s'en était rendu acquéreur le 27 août 1744, aux termes d'un acte de Senné fils, notaire royal à Saintes, d'Angélique Guémand, veuve d'Elie Billaud, marchand, moyennant le prix de 6 500 livres (*Etude de M^e Laferrière*). Ce domaine appartient aujourd'hui à M^{me} Marie Nelly de Lauzon, épouse de M. Anatole-Antonin-Jean-Joseph-Marie, vicomte de l'Hermite, propriétaire, officier de réserve.

(3) Le Présidial, ou *Palais Royal*, occupait le corps de bâtiments fortement remanié, où se trouvent actuellement l'école communale de garçons, dite de Saint-Pierre, et la salle des réunions publiques, joignant la rue de la Loi. La première pierre de cet édifice fut mise et apposée du côté vers la rue des Jacobins, le 20 mars 1585, par M. de Terneau, conseiller au parlement de Bordeaux, envoyé par le roi pour expédier la Cour Présidiale. (Eutrope-Louis Dangibeaud, *Saintes au XVI^e siècle*, page 69. Evreux, imprimerie Auguste Hérissey, 1863).

(4) *Archives de la justice de paix du canton nord de Saintes*.

(5) Duvergier, *loc. cit.* tome XII, page 401.

permet bientôt de juger chez eux, en tenant les portes ouvertes, mais seulement lorsqu'ils restent au chef-lieu.

Mathieu-Gabriel Brejon, juge de paix du canton nord de Saintes, usant de cette faculté, semble avoir fréquemment rendu la justice en son hôtel, situé à Saintes, rue des Ballets, puis rue Saint-Maur. De son côté, son collègue Dangibeaud paraît, lui aussi, avoir très souvent entendu les plaideurs dans sa demeure, sise rue de la Poissonnerie, plus tard rue du Collège.

Vers la fin de septembre, ou au commencement d'octobre 1823, les juges de paix saintais virent transférer leur prétoire dans l'ancien hôtel du Doyenné (1), ensuite au numéro 17 de la Grande-Rue, dans l'ex hôtel des Droits Réunis (2), en février

(1) L'ancien Doyenné avait été acquis de la Nation par Jean Million, propriétaire à Vallade, commune de Rétaud, qui, suivant contrat au rapport de Vanderquand, notaire public à Saintes, en date du 29 ventôse an VI (19 mars 1798), le vendit à Guillaume Paulinier, ancien administrateur des hôpitaux militaires, propriétaire à Saint-Jean d'Angély, moyennant une rente annuelle et foncière de 700 francs, au capital de 14.000 francs (*Etude de M^r Foubert*). Paulinier, par acte du 13 messidor an XI (2 juillet 1803) passé devant Huvet, notaire à Saintes, arrenta cette même maison à Mathieu Faure, banquier à Saintes, qui fut député de la Charente-Inférieure de 1819 à 1824. Ledit immeuble, à la suite d'une surenchère, faite par l'un des créanciers inscrits du vendeur, fut vendu à la barre du tribunal civil de Saintes et, à l'audience des criées du 4^{me} jour complémentaire de l'an XII (21 septembre 1804), adjugé à Guillemardet, préfet de la Charente-Inférieure, agissant pour le compte de l'Etat, moyennant le prix de 26.000 francs (*Archives du greffe civil*). Aux termes d'un acte de Mouchet, notaire à Saintes, du 13 décembre 1813, Joseph-Jérôme-Hilaire Angellier, sous-préfet de cet arrondissement, délégué à ces fins par arrêté préfectoral, revendit l'ancienne maison du doyen du chapitre de Saint-Pierre à la ville de Saintes, représentée par son maire, René Eschasseriaux, moyennant la charge de payer à la dame Marie Vanderquand, veuve et donataire d'Antoine Louvet, ex-vicaire à Gémozac, aide bibliothécaire, second commis greffier assermenté du tribunal de Saintes, lequel était cessionnaire de Jean Million suivant acte de Durivault, notaire, du 11 floréal an XI (1^{er} mai 1803), la rente stipulée dans le contrat du 29 ventôse an VI (*Etude de M^r Laferrière*). On y installa l'Hôtel de Ville.

(2) Cet immeuble, qui porte actuellement le n^o 32 sur la Grande-Rue Victor Hugo, et a une autre entrée sur la rue du Loup, n^o 19, est connu sous le nom de *Maison Henri IV* et date de 1605. Il appartient à Emmanuel Cajetan Leberthon de Bonnemie, époux de Anne-Charlotte Bénigne Daloué, le dernier président du présidial de Saintes, décédé à Saintes, le 5 fructidor an VIII (23 août 1800). Leberthon le vendit à Nicolas-Thomas Foucauld, propriétaire à Saint-Savin de Taillebourg, aux termes d'un acte sous seings privés en date du 25 brumaire an VI (15 novembre 1807), déposé pour minute à Van-

1825 (1), enfin, au mois de mars 1830 (2), à l'ancien Hôtel de Ville (3), dans la salle du tribunal de commerce. Cependant, on voit, le 31 mai 1844, Charrier, juge de paix du canton nord, tenir exceptionnellement son audience dans la salle de la Cour d'assises au Palais de Justice à la suite d'un incident qui est relaté dans le procès-verbal ci-après transcrit, où l'on trouve des renseignements intéressants sur la situation des justices de paix à cette époque :

« Aujourd'hui, trente-un mai 1844, nous juge de paix du canton de Saintes-nord, nous sommes transporté, à onze heures du matin, avec notre greffier, à l'ancien hôtel de la mairie de Saintes, pour y tenir notre audience dans la salle où nous avons siégé jusqu'à présent et qui n'est autre que l'auditoire du tribunal de commerce ; nous avons trouvé les portes de la salle fermées ; nous avons demandé au concierge de les ouvrir ; il nous a répondu qu'il devait y avoir, dans cette même salle, aujourd'hui, d'ici quelques instants, une réunion des créanciers de la faillite R... et que M. Guillermain, juge au tribunal de commerce de Saintes, qui devait présider l'assemblée, lui avait donné l'ordre de n'ouvrir la porte de la salle que pour ladite réunion.

derquand, notaire, le 25 frimaire suivant (15 décembre). Il devint ensuite la propriété de Jean Foucaud du Ruisseau, époux de Victorine-Euphrasie Trochu, demeurant à Saintes, lequel, par acte retenu par Drilhon jeune, notaire à Saintes, le 18 juillet 1841, en consentit la vente à Jean Auguste Garnier, avocat au même lieu, époux de Marie Guillet de Fontenelle. Ce dernier fit mettre aux enchères publiques cette maison, dont M. Victor Bellot, ancien instituteur, propriétaire à Dompierre-sur-Charente, se rendit adjudicataire suivant procès-verbal, dressé par Philipon, notaire à Saintes, le 25 février 1872 (*Etude de M^e Rouyer*). Après avoir servi, pendant longtemps, de local à l'administration des Contributions indirectes, plus tard à une école communale de filles, cet immeuble est aujourd'hui occupé par l'imprimerie du journal *le Peuple* et plusieurs autres locataires. (Voir sur la maison Henri IV un article de M. Ch. Dangibeaud, *Revue de Saintonge*, du 1^{er} juin 1908, pages 154 et suivantes).

(1) La première audience de Voix, juge de paix de l'arrondissement du nord, à l'Hôtel des Droits-Réunis, est du 11 février 1825 (*Registres de la justice de paix de ce canton*).

(2) Le même juge de paix. Voix, siégea, pour la première fois, le 11 mars 1831, à l'ancien Hôtel de Ville (*Mêmes registres*).

(3) La maison commune, ou l'échevinage, était dans l'édifice situé rue Alsace-Lorraine, dans lequel se trouve aujourd'hui la bibliothèque municipale. Après l'incendie de 1871, la mairie y fut transférée provisoirement (Proust Emile et Ch. Dangibeaud, *La ville de Saintes à la fin du XIX^e siècle*, tome IV, page 16. La Rochelle, imprimerie Noël Texier).

« Nous trouvant dans l'impossibilité de tenir notre audience dans le prétoire accoutumé et désirant faire tout ce qui était en notre pouvoir pour que le cours de la justice ne fut pas interrompu, nous nous sommes rendu auprès de M. le Président du tribunal civil (1) et nous lui avons demandé de mettre à notre disposition une des salles du Palais de Justice. Ce magistrat nous ayant indiqué la salle de la Cour d'assises (2), nous avons fait prévenir par l'huissier de service les personnes qui se trouvaient à l'ancien hôtel de la mairie, que notre audience allait être tenue dans ladite salle de la Cour d'assises.

« Après avoir attendu environ une demi-heure afin de donner aux personnes intéressées le temps de se rendre, nous sommes monté sur le siège et nous avons expédié chacune des affaires dans lesquelles le demandeur et le défendeur se sont présentés. Nous nous sommes abstenu de prononcer aucun jugement par défaut, par la raison que le local où nous nous trouvions était autre que celui indiqué dans la citation.

« Déjà notre collègue du canton de Saintes-sud s'est trouvé dans la même position que nous. Un tel état de choses ne peut pas durer plus longtemps, car il est contraire à la dignité de la justice et préjudiciable aux intérêts des justiciables. Il est de notre devoir de le signaler et d'en demander le changement.

« Jusqu'à présent, les justices de paix de Saintes ont été sans prétoire (3), sans greffe, sans mobilier ; leur vestiaire est dans un corridor où les juges de paix sont obligés de se tenir avant de monter à l'audience. Notre collègue et nous avons, jusqu'ici, consenti à nous contenter d'un provisoire, qui dure depuis trop

(1) Pierre-Hector Savary, qui, après avoir été substitut du procureur général près la cour d'appel de Poitiers (29 janvier 1833), resta président du tribunal civil de Saintes du 28 avril 1844 au 26 avril 1865, et mourut, en cette dernière ville, président honoraire, le 16 janvier 1867, à 84 ans, époux de Marie-Justine Apert; il était fils de Pierre-Hector Savary, conseiller honoraire à la cour d'appel de Poitiers, et de Marie-Ambroisine Gout (fille de Claude-Antoine Gout, maire de Saintes en 1791 (*Documents sur Saintes*, pages 85 et 109).

(2) La Cour d'assises, depuis 1830, tenait ses sessions à l'ancien Palais, dans la grande salle qui longe la rue de la Loi.

(3) Les juges de paix de Saintes donnaient alors le plus souvent leurs audiences de petite conciliation dans leur domicile privé. Charrier spécialement, d'après un renseignement qui nous a été donné par M. Paul Brunaud, avoué, conciliait les justiciables, le matin, dans son cabinet, en robe de chambre, bonnet de nuit et pantoufles.

longtemps, dans l'espérance, que nous devons avoir, que nous le verrions cesser ; mais aujourd'hui que le provisoire même nous est enlevé, nous demandons avec instances l'exécution prompte de l'article 30, n° 10, de la loi du 18 juillet 1837 (1), qui oblige les communes, chefs-lieux de canton, de fournir aux juges de paix le local et le mobilier qui leur est nécessaire.

« De tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal, dont une copie sera par nous adressée à M. le Maire de la ville de Saintes, à M. le Président du tribunal civil et à M. le Procureur du Roi, et nous avons signé avec notre greffier. »

(Signé) CHARRIER, juge de paix ; J.-L. JOGUET, greffier.

A compter de ce moment, il ne paraît pas s'être élevé d'autre conflit entre les magistrats consulaires et les juges de paix, qui siégèrent, sans interruption, dans la salle du tribunal de commerce, jusqu'à la fin de juillet ou au commencement d'août 1845, époque où ils virent leur prétoire transféré à l'Hôtel de la Mairie (2). Il y demeurèrent jusqu'au milieu de février 1865 (3), date de leur installation dans le local qui leur a été affecté dans le nouveau Palais de Justice (4).

CHAPITRE V. — *Du bureau de conciliation.*

Il y avait, dans chaque canton, un bureau de paix et de conciliation, formé par le juge de paix et ses assesseurs (article 1^{er}, titre X de la loi du 16 août 1790). En outre, dans toutes les villes,

(1) Duvergier, *loc. cit.*, tome XXXVIII, page 213.

(2) La première audience, tenue par Charrier à l'Hôtel de Ville, est du 8 août 1815 ; — Celle de Huvet, juge de paix du canton sud, est du 6 du même mois. (*Archives des justices de paix de Saintes*).

(3) Charrier a siégé, pour la dernière fois, à la mairie, le 17 février 1865, et, pour la première fois, au nouveau Palais de Justice, le 24 du même mois. Luraxe, son collègue du canton sud, a tenu sa dernière audience à la Mairie le 18 février 1865, et sa 1^{re} audience audit Palais de Justice, le 25 de ce même mois (*Archives des justices de paix de Saintes*).

(4) Le Palais de Justice de Saintes, œuvre de MM. Van-Cleemputte, architecte à Paris, et Fontorbe, architecte de la ville, a été inauguré et béni solennellement le 3 novembre 1864 par Mgr Landriot, évêque de La Rochelle et de Saintes, qui y prononça, en présence de M. Boffinton, préfet du département, et des autres autorités administratives et judiciaires, un discours de circonstance, imprimé à La Rochelle, chez Mme Z. Drouineau, 1864, in-12, 9 pages. (Voir le compte rendu dans les journaux de l'arrondissement, notamment *l'Indépendant de la Charente-Inférieure* du 5 novembre, n° 2071, et le *Courrier des Deux Charentes* des 6 et 10 novembre 1864, n° 206 et 207).

où il existait un tribunal de district, l'article 4 de la même loi avait créé un autre bureau de paix, composé de six membres « choisis parmi les citoyens recommandables par leur patriotisme et leur probité », dont deux au moins, hommes de loi, ils étaient élus pour deux ans par le conseil général de la commune. Le premier bureau était compétent lorsque les parties étaient domiciliées dans le même canton ; le second lorsqu'elles étaient domiciliées dans les ressorts de différents juges de paix. (articles 2 et 5).

Nous nerechercherons pas, comme on l'a fait déjà, si l'Assemblée constituante avait puisé l'idée de ce préliminaire de conciliation dans le *Dictionnaire Encyclopédique* de Prost de Royer, qui, au mot *Accommodement* (tome II), avait rassemblé un assez grand nombre de procédés, imaginés, à diverses époques, pour prévenir les procès par des arrangements amiables (1), ou peut-être plutôt dans une lettre de 1742 où Voltaire préconise l'usage, suivi en Hollande au XVIII^e siècle, d'obliger les plaideurs à se présenter d'abord devant des juges conciliateurs appelés *faiseurs de paix* (2), nous nous contenterons simplement de faire remarquer que la pensée de créer le bureau de conciliation fut la même que celle qui avait inspiré l'institution du juge paix, *pacis præses*, *amicitiæ custos* : entretenir la paix et la concorde, prévenir les procès (3).

Nous avons eu la bonne fortune de découvrir, dans les archives du greffe civil de Saintes, le premier registre du « bureau de conciliation et de jurisprudence de charité » du tribunal du district de cette ville.

Il commence à la date du 10 décembre 1790 et se termine le

(1) Antoine-François Prost de Royer (Lyon 1729-1784), jurisconsulte remarquable, auteur de plusieurs ouvrages de droit, notamment d'un *Dictionnaire de jurisprudence et des arrêts* (Lyon 1781-1784), inachevé au moment de sa mort et continué par Rioltz, son collaborateur.

(2)... « Si les parties arrivent avec un avocat et un procureur, lit-on dans cette lettre, on fait d'abord retirer ces derniers, comme on ôte le bois d'un feu qu'on veut éteindre... » (*Œuvres de Voltaire*, édition Paris, 1852-1864, t. V. p. 497)

(3) Lire à ce sujet dans le *Moniteur* du 14 décembre 1790, n° 348, le rapport de Jacques-Samuel Dinocheau, député du tiers pour le bailliage de Blois, sur les officiers ministériels des anciens tribunaux. Dinocheau (Blois 27 juillet 1752-Orléans, 12 février 1815) est le fondateur d'un journal, le *Courrier de Mailan* (hameau des environs de Blois), et l'auteur du premier volume d'une *Histoire philosophique et politique de l'Assemblée Constituante (1789)*, (*Dictionnaire des Parlementaires français*, tome II, page 391).

16 juin 1791 ; il comprend 142 feuillets, cotés et paraphés par Heard, son président. En tête se trouvent : 1° la copie d'un procès-verbal du dit jour, 10 décembre 1790, constatant la nomination par le collège municipal de Saintes des membres du bureau de conciliation, savoir : Michel Heard, homme de loi, de la paroisse de Saint-Maur (1) ; Philippe-Auguste Vieuille (2), ancien conseiller au présidial, de la paroisse de Saint-Michel, Augustin Ardouin (3), « gradué en médecine », et Etienne Apert (4),

(1) Michel Heard, décédé à Saintes le 11 novembre 1792, à 78 ans, ancien échevin et doyen de l'ordre des avocats de cette ville, eut de son mariage avec Marie Mareschal : 1° Pierre-François Heard, dit Heard du Taillis, né le 2 avril 1748, qui fut accusateur public près le tribunal criminel de la Charente-Inférieure, député aux Cinq-Cents (14 avril 1799), juge au tribunal d'appel de Poitiers (14 juin 1800-15 juin 1811) et mourut à Chaniers le 5 décembre 1814, époux d'Elisabeth Biétry ; 2° Jean-Baptiste Heard, dit Fondclair, avocat, juge au tribunal du district de Saintes, décédé en la dite ville le 14 mai 1792, époux de Catherine Rose Moyne, de Fléac, et dont la fille, Catherine-Rose-Hermine Heard se maria avec Marc-Pierre-Philippe Arnauld, avoué à Saintes ; 3° Rose Heard, épouse de Louis-Auguste de Rossel, écuyer, seigneur de Taillebois, lieutenant des vaisseaux du roi, fils de « messire » Christophe de Rossel, capitaine des vaisseaux du roi, et de Louise Massiot de la Motte ; 4° Marie-Rose Heard, mariée à Daniel-François Fourestier, avocat au parlement et siège présidial de Saintes, fils de Laurent Fourestier, apothicaire, ancien juge consul et échevin de « l'hôtel commun » de cette ville, et de Marie Ardouin, son épouse, de la paroisse de Sainte-Colombe ; 5° Marie Heard, mariée à Dominique Barraud, bourgeois, de la paroisse de Chaniers.

(2) Philippe-Auguste Vieuille, né à Saintes vers 1725, décédé dite ville le 9 pluviôse an XI (29 janvier 1803), époux en premier mariage de Anne Berry (dont a) Marie-Henriette-Adélaïde, épouse de Raymond Dumontet, homme de loi ; b) et Marie-Madeleine-Alexandrine, épouse de Etienne Compagnon de Thézac, major au régiment d'Artois-dragons, chevalier de Saint-Louis et en second mariage de Marie-Anne Paillot de Beauregard. Il était fils de Pierre Vieuille, conseiller au présidial de Saintes, lieutenant général en l'élection, l'auteur du *Nouveau traité des élections*. Paris, Rouy. Huard 1739. (Voir *Documents sur Saintes*, page 65).

(3) Ardouin Augustin, fils de François Ardouin, substitut du procureur du roi au siège de l'élection de Saintes, et de Catherine Baron, décédé à Saintes le 26 juin 1813. Il avait épousé Marie-Anne Pelluchon Destouches, fille de Jean-Antoine Pelluchon-Destouches, ancien assesseur du siège royal de Cognac, et de Marguerite Vitet de Belendroit demeurant à Cognac, paroisse de Saint-Léger ; laquelle était sœur de Gabriel Pelluchon, administrateur du département pour le district de Saint-Jean d'Angély, et de Gabriel-Jean-Antoine Pelluchon juge au tribunal du district de Cognac (Voir le contrat de mariage des époux Ardouin devant Petit, notaire à Saintes, le 2 avril 1792).

(4) Etienne Apert, né à Saintes, le 9 juillet 1741, fils et successeur de François Apert, « marchand droguiste et de grenerie », fut président du tribunal de commerce de Saintes (1793-1812) et mourut en cette ville rue de la Commune, le 21 mars 1812, veuf de Catherine Delarue.

marchand épicier, tous les deux de la paroisse de Saint-Pierre ; Jean Viauld aîné, marchand drapier, et François Mestayer (1), apothicaire de la paroisse de Sainte-Colombe, ces trois derniers juges à la Bourse consulaire ; 2° et l'original d'un autre procès-verbal en date du 8 janvier 1791, duquel il résulte que les membres du bureau de conciliation nommèrent Heard pour président et pour secrétaire le sieur Brunet (2) et que, de l'agrément des consuls, ils firent choix de l'Hôtel de la juridiction consulaire pour y tenir leurs séances qui furent fixées aux jeudis et vendredis de chaque semaine.

Les autres registres du bureau de conciliation depuis le 16 juin 1791 jusqu'au 15 brumaire an IV (6 novembre 1795) se trouvent déposés aux archives de la Charente-Inférieure, d'après le renseignement qu'a bien voulu nous donner M. Pandin de Lussaudière, archiviste de ce département, lequel nous a fait connaître également : 1° que, le 11 août 1791, ce bureau était composé de Mestayer, nommé président, Brejon, vice-président, Apert, Ardouin, J. Viauld, l'ainé, Gobeau, suppléant, (Vieuille et Heard étaient démissionnaires) ; 2° que, le 16 juin 1792, Pierre Charrier, ancien négociant, fut nommé à la place de Gobeau.

Lors de l'épuration des autorités constituées de Xantes (29 pluviôse an II) les citoyens : 1° Eutrope Massiou jeune, entrepreneur de bâtisses de la section de la *Bienfaisance* ou de la *Bienveillance* (ci-devant Saint-Vivien) ; 2° Louis Canolle propriétaire, ancien boutonnier, officier municipal de la section du Centre

(1) Une fille de Mestayer, Jeanne-Suzanne, née de son union avec Anne-Catherine Chasteauneuf, épousa le 1^{er} prairial an II (20 mai 1794), Pierre Dalidet, ex-principal du collège de Saintes, ancien supérieur du séminaire et vicaire de l'évêque constitutionnel, Isaac-Etienne Robinet. Ce Pierre Dalidet, né le 14 février 1729, était fils d'Elie Dalidet, notaire, et de Marguerite Jobet et frère de Jean Dalidet, notaire à Saintes (1757-1794) ; il abjura la prêtrise dans le mois de frimaire an II. Mestayer avait une autre fille, Suzanne, mariée à Pierre-François Chéty, fils de Jean Chéty, notaire royal, et deux fils, André-Louis, officier de santé, et Etienne-François, apothicaire, qui fut le prédécesseur de M. Henri Saucon (aujourd'hui pharmacie Barraud).

(2) Dominique Brunet, homme de loi et secrétaire au directoire du département, né à Saintes vers 1710 ou 1711, mort en la même ville le 18 décembre 1807, veuf de Magdeleine Loyer, était fils de Jean Brunet, ancien greffier en chef civil et criminel du sénéchal et siège présidial de Saintes et d'Eustelle Georget. Sa petite fille Magdeleine-Virginie Brunet, épousa, le 14 octobre 1806, Paul François Drilhon, avocat à Saintes, fils de Jean Drilhon, avoué, et de Marie Coffre.

(ci-devant Saint-Pierre), demeurant rue *Cà-Ira* (Saint-Maur); 3^e Jacques-François Fabvre jeune, propriétaire de la section des *Sans Culottes* (ci-devant Saint-Pallais); 4^e Jean-Louis Doussin (1) propriétaire, habitant au ci-devant collège, rue de l'Espérance; 5^e Jean-François Rougé aîné, faubourg de la Bretonnière, section de la Montagne (ci-devant Saint-Eutrope); 6^e Jean-Baptiste Viauld l'aîné, ci-dessus nommé, furent proposés, pour constituer le bureau de conciliation, par les délégués des représentants du peuple et acceptés « avec acclamation par le peuple assemblé dans le Temple de la Vérité (2). » Leur installation eut lieu le 2 ventôse an II (20 février 1794) (3).

Doussin, décédé à Saintes le 28 thermidor an III (15 août 1795) à l'âge de 46 ans, ne paraît pas avoir eu de remplaçant; quant aux autres membres ils semblent avoir conservé leurs fonctions jusqu'à la suppression du bureau de conciliation. D'ailleurs, on ne trouve plus sur les registres, à partir du 5 ventôse an III (23 février 1795) que les signatures de trois membres, Massiou, Viauld et Rougé, d'après les renseignements que nous a donnés M. l'Archiviste départemental.

Nous avons vu plus haut que le bureau de conciliation avait choisi l'hôtel de la juridiction consulaire pour la tenue de ses audiences.

La juridiction consulaire avait alors son siège dans un immeuble de la rue Saint-Maur (n° 17, actuel), qui avait été acquis par contrat, retenu par Maillet, notaire royal à Saintes, le 23 mars 1762, de « messire » Jean-François Mossion de Lagontrie, écuyer, seigneur des Rabanières et autres lieux, époux de Marguerite Carrouge, par Jacques Arnault et Laurent Loyer, juges

(1) Jean-Louis Doussin aîné, l'un des commissaires délégués pour la formation de la Bibliothèque publique de la ville de Saintes, était fils de Jacques-Louis Doussin, « maître en chirurgie, lieutenant de Monsieur le premier chirurgien du Roi » et de la dame Marguerite-Catherine Cheron, et frère de Louis Doussin-Dubreuil, médecin à Paris, qui fit partie du comité central de vaccine, présidé par le fameux docteur Guillotin. De son mariage avec Jeanne-Angélique Taupier, était né à Saintes le 1^{er} fructidor an II (18 août 1794) Jacques-Fleurus Doussin qui occupa plus tard un emploi dans les douanes (voir au sujet de la famille Doussin, un acte de partage, retenu par Mouchet, notaire à Saintes, le 4 avril 1816 (*Etude de M. Laferrière*)).

(2) *Procès-verbal des délégués des représentants du Peuple pour l'épurement des autorités de Xantes, cit. supra.*

(3) *Registres du Bureau de conciliation de Saintes. Archives départementales.*

consuls, stipulant pour la Bourse Consulaire en conséquence des lettres patentes, accordées par le roi le 20 janvier 1761, « scellées du grand sceau de cire jaune », enregistrées en la cour du parlement de Bordeaux, le 11 mars 1762, et de la délibération des « sieurs négocians » de la ville de Saintes en date du 21 du même mois. La vente fut consentie moyennant le prix de 10.000 livres et 600 livres de pot-de-vin. (*Minutes de M^e Foubert*).

Le bureau de conciliation siégea dans cet édifice jusqu'à l'époque où l'hôtel de la juridiction consulaire, ayant été aliéné comme bien national, fut adjugé pour le prix de 20.600 livres à Jean Martin, menuisier ébéniste à Saintes, place du Centre (1), suivant procès-verbal du directoire du district de Xantes (2), en date du 4 thermidor an II (22 juillet 1794) (3). Nous ignorons quel fut le nouveau local affecté au bureau de conciliation, n'ayant pu nous procurer aucun renseignement à ce sujet, mais il est vraisemblable que ce bureau dut, à l'avenir, tenir ses séances dans le même lieu que le tribunal du district, c'est-à-dire dans l'une

(1) Martin revendit cet immeuble, suivant acte passé devant Bironneau, notaire à Saintes, le 19 frimaire an III (9 décembre 1794), à Claude Latache et Charles Guillet dit Desgrois, beaux-frères associés, demeurant au Port-Thublé, commune de Chaniers. Ceux-ci l'ayant eux-mêmes fait vendre aux enchères, Jean Rousset, époux de Catherine Barthélemy, greffier en chef du tribunal civil de Saintes, s'en rendit adjudicataire pour la somme de 8.000 francs aux termes d'un procès-verbal du ministère de Petit, notaire, en date du 17 pluviôse an VII (5 février 1799). Rousset étant décédé à Saintes, le 8 août 1825, cet immeuble devint successivement la propriété de son fils Pierre-Côme-Jean-Baptiste Rousset, veuf de Marie-Félicité Emond, vice-président dudit tribunal civil, puis du fils de ce dernier, Jean-Baptiste-Pierre-Edmond Rousset, président de ce même tribunal. Après la mort de M. Edmond Rousset, il fut attribué à Mme Aline-Marie Rousset, sa fille, épouse de M. Léopold-Antoine Philipon, notaire à Saintes, aux termes d'un contrat de partage reçu par M^e Julien-Laferrière père, du 3 mars 1880. M. Marie-Ernest Hélie, avocat, époux de Mme Emma-Julie Charruyer, demeurant au château de La Croix, commune de Lormont (Gironde), s'en rendit ensuite acquéreur à la barre du tribunal civil de Saintes, le 12 juillet 1895, et finalement le revendit à M. Alfred Guerry, agent général d'assurances, par acte de M^e Babinot, notaire à Saintes, du 14 avril 1900.

(2) Les membres composant le directoire du district de Saintes, étaient alors : Jean Vanderquand, Marc-Paschal Hillairet, Pierre Moreau, Pierre Gautret. Ils étaient assistés de Côme-Pierre Godet, secrétaire.

(3) Nous devons la communication de ce procès-verbal à l'obligeance de M. Rousset, avocat à Montpezat de Quercy (Tarn-et-Garonne), que nous remercions sincèrement.

des salles du Palais National (ancien présidial). Ce que nous savons c'est que, dans une requête adressée au directoire du district de Saintes, les membres formant, ledit bureau de conciliation, demandent que « les chaises et la grande table, sur lesquelles ils travaillent leur soient réservées pour eux, pour être transportées dans le nouveau local qui leur est destiné par l'administration » ; et que le directoire, saisi de la pétition dans sa séance du 5 vendémiaire an III (26 septembre 1794) y donne un avis favorable, « considérant l'utilité de ce tribunal qui, en détruisant les anciennes chicanes des anciens tribunaux, travaille sans relâche à établir le règne de la fraternité qui doit exister parmi les hommes libres » (1).

Dans le principe, le secrétaire-greffier ne touchait aucun émolument, mais, en 1793, Brunet, qui remplissait encore cette fonction (2), adressa une requête au directoire du district de Saintes, à la suite de laquelle, dans la séance du 2 octobre de la même année, cette assemblée, après avoir pris l'avis de la municipalité et considérant qu'il n'était pas juste « que les travaux qu'occasionnaient leurs places aux greffiers des tribunaux de conciliation fussent sans rétribution », accorda au pétitionnaire un traitement annuel de 400 livres à compter du 1^{er} mai 1793, payable par trimestre, à prendre sur les amendes, par le receveur du district, au lieu de celui de 600 livres qu'il sollicitait, et lui fit défense de percevoir aucun droit ni rétribution pour tous les actes qui émaneraient dudit bureau, sauf le coût du papier d'expédition qu'il y emploierait (3).

La loi des 19-22 juillet 1791 (article 70) avait en effet affecté aux frais des bureaux de paix et de jurisprudence charitable un tiers du produit des confiscations et amendes, prononcées par les tribunaux de police municipale et par ceux de police correctionnelle (4), mais comme il fut reconnu que cette allocation était absolument insuffisante pour cette dépense, il devint

(1) *Registres des délibérations du directoire du district de Saintes* (Archives départementales).

(2) Brunet donna sa démission, le 8 messidor an III (26 juin 1795), prétendant qu'il fallait être membre du bureau de conciliation pour être secrétaire. (*Renseignements fournis par M. Pandin de Lussaudière, archiviste*).

(3) *Registres des délibérations du district de Saintes*. (Archives départementales).

(4) Duvergier, *loc. cit.*, tome II^e, page 126.

indispensable d'y pourvoir de la même manière qu'aux dépenses des autres tribunaux (1).

Les bureaux de conciliation, établis près les tribunaux de district, furent supprimés par l'article 215 de la constitution du 5 fructidor an III.

Lorsque la loi du 29 ventôse an IX eût, à son tour, supprimé les assesseurs des juges de paix, ces magistrats et leurs suppléants restèrent seuls chargés de la mission conciliatoire.

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

DOCUMENTS

I

Bénédiction d'un étendard.

Le quatre octobre 1789, il a été par Nous procédé à la Bénédiction d'un drapeau du Régiment national de cette paroisse, Lequel a été tenu par M. Mouchard Lapierrière. Ont assisté à cette cérémonie militaire tous les officiers et soldats composant ledit régiment, rangés en bon ordre, sous le commandement de M. Godet, lequel a, avec Nous et les soussignés, signé au présent registre :

J. MOUCHARD, BUISSON DE LA POTRIÉ, major, J. SALMON, GRIFFON, chirurgien major, CHOTARD, capitaine, GODET, commandant de la milice nationale, ROUDIER, capitaine, BRAUD, capitaine, GODET, lieutenant porte-drapeau, VIEUILLE, curé d'Ecoveux.

(Registres de la paroisse d'Ecoveux, au greffe du tribunal civil de Saintes).

II

Cérémonie de la bénédiction d'un cimetière.

Aujourd'hui premier novembre 1791, immédiatement après les vêpres des morts, nous allâmes, accompagnés des maire,

(1) Message du Directoire exécutif concernant la suppression des bureaux de paix établis près les tribunaux de district, du 9 nivôse en IV (30 décembre 1795). Collection générale des lois et actes du Corps législatif et du Directoire Exécutif (nivôse et pluviôse an IV). A Paris chez Baudouin.

officiers municipaux, détachement de la Garde nationale et une infinité de paroissiens et paroissiennes, en procession au nouveau terrain choisis pour en faire les cimetières, et y avons fait, autorisé de M. l'Evêque du département de la Charente-Inférieure, la cérémonie de la bénédiction conformément aux règles établies dans le Rituel de Bordeaux, Lequel terrain est situé au delà des hâles et qui appartenait à la commune.

DELAROCHE, curé de Chérac.

(Registres paroissiaux de Chérac, au même greffe). (Communication de M. Edmond Guérin).

III

Bénédiction des drapeaux de la milice nationale.

Aujourd'hui 23 août 1789, a été faite solennellement la bénédiction des drapeaux de la milice nationale et patriotique du district qui contenoit les paroisses de Saint-Sauvent, Saint-Cézaire, Saint-Bris, Orlac, Dompierre, Louzac, Richemond et Chérac, réputé chef-lieu, formant dix compagnies et une infinité de peuple. La bénédiction des drapeaux a été faite après en masse immédiatement, un discours a été prononcé, il y a eu repas de corps pour tous les officiers et du vin pour tous les soldats, le tout s'est passé avec tranquillité et descence, après les vêpres on est allé au martre, dans le meilleur, on a allumé un feu de joye, des cris de *Vive le Roy et la Nation!* ont souvent été répétés, on s'est rendu à l'Eglise, où l'on a chanté le *Te Deum*, les drapeaux ont été disposés au bourc de Chérac et on s'est retiré sans aucun bruit. Ce jour doit être regardé mémorable à la postérité, tous ont fait serment de fidélité.

DELAROCHE, curé de Chérac,

aumônier de la milice nationale du district. (*Ibidem*).

QUESTIONS

N° 809. — On connaît la devise de Saintes *Aultre ne veux*. A quelle époque remonte-t-elle ? Que signifie-t-elle ?

A. G.

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français. 1910. — M. René Petiet met en lumière un oublié *Jehan de Sainte-Hermine, gouverneur de La Rochelle* (23 décembre 1567-23 mars 1568). « Les historiens (Haag entre autres) ont confondu Joachim de Sainte-Hermine, avec son fils et lui ont prêté les actes de ce dernier. Joachim était déjà mort en 1564, ainsi que le démontrent les lettres de chancellerie que Jean de Sainte-Hermine obtint le 7 août de cette année, lettres données à Paris pour pouvoir exécuter la commission obtenue par *feu* son père en 1556. C'est donc à Jean qu'il faut rapporter les événements qui se passèrent à La Rochelle en 1568 et la condamnation à mort prononcée par l'arrêt du parlement de Bordeaux du 2 avril 1569 contre nombre de seigneurs protestants parmi lesquels figure le nom de *Joachim* de Sainte-Hermine, sieur du Fa ». Le dernier acte que M. P. connaisse parmi ceux où figure Joachim est l'engagement de la terre du Fa Sainte-Hermine à Guillaume Gelinaud, seigneur de Maleville en 1560.

Suit le récit de la mise en défense de La Rochelle, d'après Amos Barbot, Arcère et autres.

Lettres de Louis XI, roi de France, publiées par Joseph Vaesen et Etienne Charavay, tome XI.

Itinéraire :

Janvier 1462 : 20, Marans ; le 28 à Saint-Jean d'Angély ; 2 février, La Rochelle, le 4, *idem* ; du 5 au 17, Saint-Jean d'Angély ; le 19, à Saintes ; 20, à Pons ; le 22, à Mirambeau.

Janvier 1463 : le 9 à Saintes ; le 11 à La Rochelle.

1472 : 30 novembre, La Rochelle.

1473 : 11 avril, Tonnay-Charente.

Le Mois de juin 1910, public de M. Henri Meriot (de Rochefort), une poésie intitulée : *Primitifs*.

Revue Africaine, 1910. — M. Pierre Martino publie sous le titre les *Descriptions* de Fromentin, un texte critique d'une rédaction inédite du début de l'Année dans le *Sahel*.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° D'OCTOBRE 1910.

AVIS ET NOUVELLES : Admissions; Congrès; M. Dujardin-Beaumetz à Saintes; Acquisitions par le musée de Saintes; Buste d'Agrippa d'Aubigné; Châtaillon; Les monuments historiques au Conseil général; Errata.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : Décès: M. Biteau, M. Lisch, M. Monge.

VARIÉTÉS : *L'excursion de 1910*, compte rendu par M. Bures; *Les Béraud au collège de La Rochelle (suite et fin)*, par M. Béraud; *Autel ou base de colonne*, par M. Ch. Dangibeaud; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Edmond-Jean Guérin; *Minutes de notaires*, notes de lecture, par M. Ch. Dangibeaud; *Documents*, mondanités saintongeaises, par M. J. Pellisson; *Tirages des journaux de la Charente-Inférieure en 1867*.

QUESTIONS : Cachet de la Société des Amis de la Constitution d'Archiac; Invitation à une distribution de prix à Saintes.

LIVRES ET PÉRIODIQUES : *Revue scientifique* (Bernard Palissy); *Recueil de la Commission des Arts de la Charente-Inférieure*; *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*.

AVIS ET NOUVELLES

Le congrès des Sociétés savantes s'ouvrira à Caen le mardi 18 avril 1911.

Nous tenons des exemplaires du programme de ce congrès à la disposition de nos confrères. Nous leur rappelons que les mémoires doivent être adressés au ministre, avant le 7 janvier, au 5^e bureau de la Direction de l'Enseignement supérieur.

ADMISSIONS :

M. Béraud, conservateur des hypothèques, La Rochelle.

M. Lenoir, artiste peintre, Paris.

Le 10 juillet 1910, M. Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, après avoir passé sa journée à visiter les monuments et musées de la ville qu'il a beaucoup admirés, et pour la conservation et embellissement desquels il a promis

de larges crédits, a écouté le soir la représentation d'Aïda, aux Arènes.

De cette fête musicale, très réussie d'ailleurs, nous ne dirons rien, sinon que près de 15.000 personnes y ont assisté. Il n'est que juste d'enregistrer le succès des organisateurs et des artistes.

Le cliché que nous reproduisons donnera idée d'une partie de l'amphithéâtre à huit heures du soir, au début de la représentation. M. Dujardin-Beaumetz est assis dans un fauteuil sur le bord de l'estrade (premier plan).

A onze heures, les ruines du fond, subitement éclairées par dix feux de bengale rouges, produisirent un effet merveilleux pendant dix minutes au moins.

M. Musset annonce dans le dernier numéro du *Recueil de la Commission des Arts* que les ruines de Saint-Romuald de Châtelailon ne sont pas aussi mutilées qu'on le craignait et que l'aurait voulu l'administration des Douanes. La construction du XIII^e siècle sera rasée jusqu'aux chapiteaux. M. Musset ne désespère pas d'arriver à faire classer ce qui restera debout.

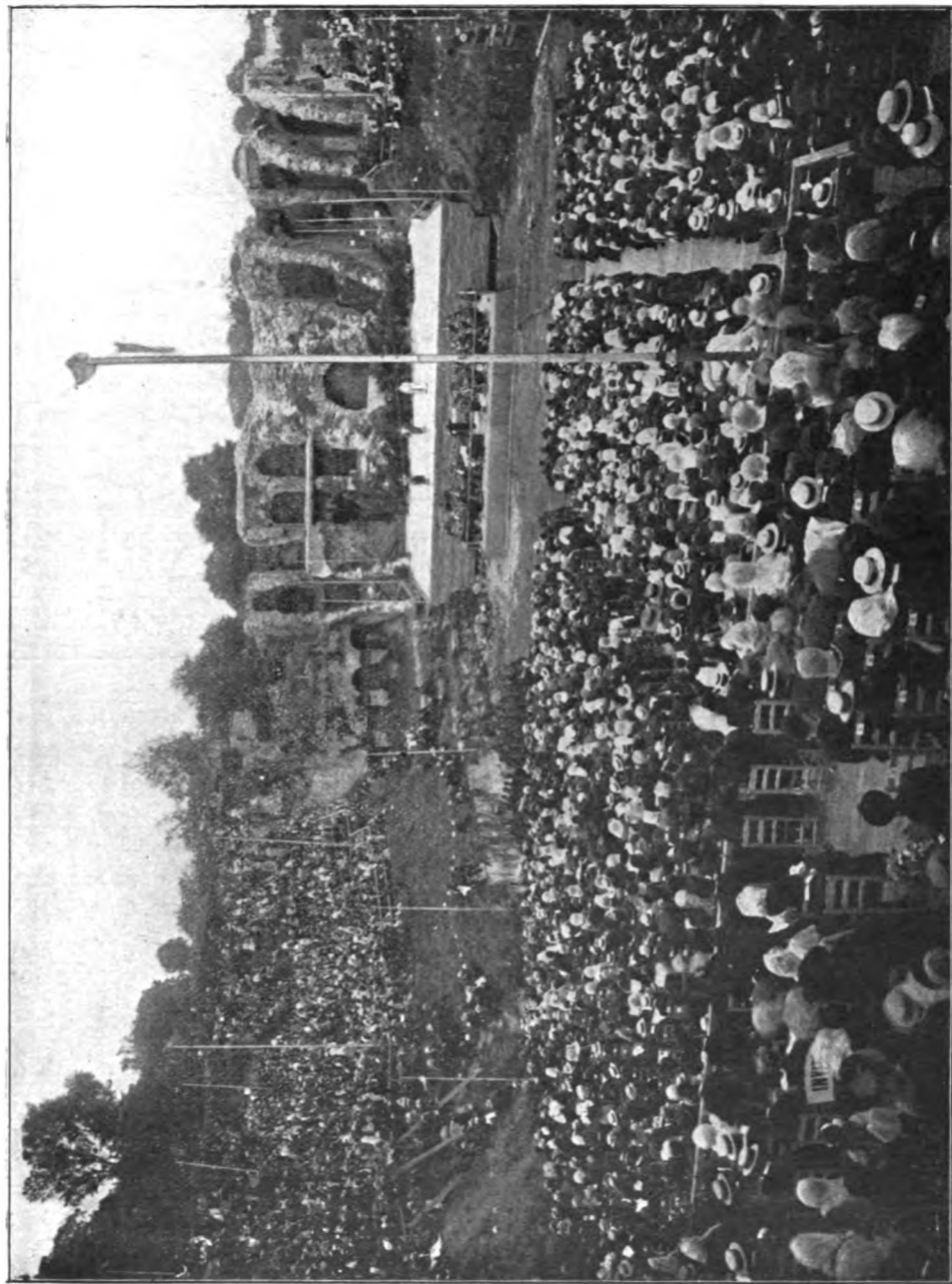
Le musée de Saintes a acheté au Salon de 1910 le tableau de M. Paulin Bertrand, *Derniers rayons à Carqueiranne* (Var).

Il a reçu en don un tableau de M. Le Gout-Gérard, *La place Saint-Marc à Venise* (Salon de cette année).

M. Waitmen vient de terminer un buste d'Agrippa d'Aubigné, en bronze, commandé par l'administration des Beaux-Arts, et destiné à la ville de Pons.

L'*Illustration* du 20 août publie une photographie de la catastrophe de Saujon (14 août 1910).

M. Dujardin-Beaumetz a envoyé à Saintes MM. Magne, inspecteur général des monuments historiques, et Léon, chef de division des services archéologiques au ministère de l'Instruction publique. Ces messieurs ont visité nos monuments et musées le 7 septembre. Les résultats très probables de cette visite seront l'achat par l'Etat des terrains de Saint-Saloine, le dégagement du côté nord du pied du clocher de Saint-Pierre, l'allocation d'une quinzaine de mille francs pour notre amphi-



Cliché de Ch. Dangibeaud.

AÏDA A SAINTES

VUE DE L'AMPHITHÉÂTRE LE 10 JUILLET 1910 À 8 HEURES DU SOIR

théâtre, un beau projet — sur le papier — de l'emploi d'un million à transformer l'ancienne église de l'abbaye — aujourd'hui magasin d'habillement — en musée lapidaire, à construire un nouveau magasin d'habillement, etc., enfin, — chose moins chimérique, — le dégagement du pied de la façade de l'église de cette même abbaye, et l'ouverture de fenêtres bouchées dans la crypte de Saint-Eutrope.

—

Le Conseil général, dans sa session d'août, a voté un crédit de 1.500 fr. pour sa participation à l'entretien et restauration des monuments historiques de la Charente-Inférieure. Notre département compte aujourd'hui 13 monuments classés dans l'arrondissement de La Rochelle, 38 dans celui de Saintes, 10 dans celui de Saint-Jean d'Angély, 6 dans celui de Jonzac, 5 celui de Marennes et 3 dans celui de Rochefort.

M. de Lestrangé estime que ce crédit est absolument insuffisant. Il y a beaucoup de monuments, non classés, qui risquent de tomber en ruines faute d'entretien. Il craint que certains projets ne soient arrêtés.

M. Fleury demande si le chiffre, en effet minime, n'influera pas sur la somme qui sera allouée par le ministère des Beaux-Arts.

M. Combes dit que, lorsqu'il était ministre, le crédit de 1.500.000 suffisait amplement et que si on avait été économe des deniers de l'Etat bien des dépenses auraient été évitées (1). On verra plus tard.

M. de Lestrangé craint que le projet de restauration de Clion ne soit ajourné. M. Marchand ne le pense pas. A l'église d'Aulnay on vient de dépenser 20.000 fr.

—

ERRATA

Dans la livraison du 1^{er} juin 1910, à l'article intitulé « Mariage », page 109.

Ligne 12 de cet article, lire 1897 au lieu de 1907.

Ligne 14, lire 1898 au lieu de 1908.

—

(1) Par exemple pour le fameux escalier de la tour de Pons qui a été refait trois fois.

Crazannes, 17 août 1910.

Cher Monsieur,

Je lis dans le numéro de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} juin 1910, au bas d'un article fort intéressant sur le château de Bois-Charmant une note qui contient la phrase suivante : « *Après la vente de Crazannes en 1789, Mgr de La Rochefoucault songea à acquérir Bois-Charmant, etc... etc...* »

Cette phrase est attribuée par l'auteur de la note à M. Audiat. Je n'ai pas la possibilité d'en vérifier en ce moment l'authenticité, mais elle renferme une erreur et je vous serais obligé de bien vouloir me permettre une rectification.

Il s'est établi par voie de tradition orale, une légende sur le séjour de Mgr de La Rochefoucault à Crazannes, légende admise sans vérification aucune par quelques-uns de nos meilleurs érudits et que je crois utile de ramener à de justes proportions.

Tout d'abord, il n'y a pas eu en 1789 de vente de Crazannes. La terre et le château, à la mort de mon arrière grand-père Jacques Chaudruc de Crazannes, survenue à Saintes le 6 décembre 1788, étaient restés entre les mains de sa veuve en tant que tutrice de ses enfants mineurs. Mgr de La Rochefoucault, simple locataire du château depuis la fin de 1784, en est resté locataire jusqu'à sa mort en 1792. Il l'avait loué tout agencé et meublé et l'inventaire dressé après son décès le 17 septembre 1792 par Charles Gaillard, notaire, juge de paix du canton de Port-d'Envaux, prouve avec éloquence que le bagage personnel apporté par le prélat dans sa résidence d'été était aussi modeste qu'insignifiant. Par contre, l'inventaire du mobilier de Crazannes dressé après le décès de Jacques Chaudruc, dénonce une belle installation en meubles, tapisseries, etc. De même c'est bien à tort qu'on attribue à Mgr de La Rochefoucault des embellissements et réparations qui étaient l'œuvre de mon arrière grand-père et dont son locataire n'a fait que profiter comme du mobilier. J'ai en main toutes pièces suffisamment explicites à cet égard et s'il était quelqu'un parmi nos confrères que la question intéresse, je me ferais un plaisir de les lui communiquer.

CRAZANNES.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Notre confrère, M. Auguste-Mathurin Biteau, conseiller municipal de Saintes, est décédé dans cette ville le 30 juillet dernier, âgé de 79 ans, chevalier de la Légion d'honneur.

M. Babinot, premier adjoint, a retracé sa carrière : « La vie de l'honnête homme, du bon citoyen dont nous venons d'accompagner la dépouille mortelle à sa dernière demeure... montre comment un simple ouvrier, pauvre et illettré tout d'abord, peut, grâce à son travail, à son intelligence et à sa probité, s'élever dans la hiérarchie à un poste supérieur, acquérir des connaissances scientifiques assez étendues pour être appelé à les professer, se rendre digne de toutes les distinctions honorifiques qui lui ont été décernées et vivre enfin jusqu'à un âge avancé, entouré de l'estime et de la considération générales. »

Né à Rochefort, le 2 décembre 1831, de parents sans fortune, il entra comme apprenti dans l'arsenal. Pendant ses veillées, il s'instruit ; successivement ouvrier, chef-ouvrier, contremaître et maître, il devint, à 50 ans, maître principal des constructions navales. En 1879, il est appelé à la chaire de professeur de géométrie descriptive à l'Ecole de Maistrance et deux ans après il reçoit la croix de Légion d'honneur. Il fréquente la société de géographie de Rochefort, il lui donne des travaux.

Retiré à Saintes, notre société l'appela au sein du conseil d'administration ; en 1900 il fut élu conseiller municipal. Il fut choisi comme vice-président du Souvenir Français.

M. Just Lisch, architecte du gouvernement, inspecteur honoraire des monuments historiques, officier de la Légion d'honneur, est mort à Paris le 10 août 1910, âgé de 82 ans.

Il restaura à La Rochelle la tour Saint-Nicolas et l'Hôtel de Ville ; à Saintes, il dirigea les fouilles de l'amphithéâtre.

Le 2 septembre 1910, ont eu lieu, à Cognac, les obsèques de M. Joseph-Pascal-Fernand Fernandez de Monge, âgé de 56 ans, compositeur de musique, organiste de Saint-Léger.

Il avait épousé M^{lle} Marie Descudé.

VARIÉTÉS

I

L'EXCURSION DES 7 ET 8 MAI 1910

SAUMUR, CUNAUT, FONTEVRAULT, CANDÉS.

Elle restera certainement, notre dernière excursion, parmi les plus nombreuses, les plus brillantes, les plus gaies, et aussi, ce qui a bien une certaine importance, en l'occurrence, une des plus intéressantes au point de vue archéologique, de celles organisées par la Société dans ces dernières années. Cette fois-ci les dames avaient bien voulu répondre à notre appel, aussi au départ de Saintes, le samedi, à 11 h. 15, nous n'étions pas moins de 20 :— M. et M^{lle} Babinot, M. et M^{me} Berthelot, M. et M^{me} Bures, M. et M^{me} Foubert, M^{lle} Deschamps, M^{me} Mignet, M^{me} Poulnot, M^{me} Nivet, MM. Charrier, Coutanseaux, Dumontet, Dangi-beaud, Guillet, Martineau, Renaud et Vigen. Et encore le scrutin de ballottage pour les élections législatives, que nous n'avions pas prévu, empêchait-il un certain nombre de nos adhérents de donner suite à leur projet primitif.

En cours de route nous nous adjoignons, à Saint-Jean-d'Angély, M. Durand-Arraud, et à Niort, M. le lieutenant Massiou. Nous filons directement par le rapide jusqu'à Thouars, ce qui permet immédiatement, à certains d'entre nous, une courte mais heureuse modification à l'itinéraire primitif.

Il nous reste en effet à attendre à Thouars, pendant 55 minutes, le passage de l'express de Paris, qui seul s'arrête à Saumur, notre première étape. Aussitôt l'idée naît dans l'esprit des plus hardis de comprendre Thouars dans le voyage. Et aussitôt un fort groupe composé de MM. Guillet, Coutanseaux, Massiou, Foubert, M. et M^{me} Berthelot, M^{lle} Deschamp, M^{me} Poulnot, etc., de monter énergiquement, malgré la pluie et le vent, à l'assaut du château de Thouars...

Car, naturellement, il pleut.. Il n'y a pas de bonne excursion sans cela. Nous y sommes habitués, mais nous savons aussi que le ciel malgré toutes ses menaces est rarement trop rigoureux pour nous, et nous essayons de donner aux nouveaux une confiance que nous ne partageons qu'à moitié... hélas !



Cliché de Ch. Dangibeaud.

EXCURSION DE 1910
L'ANCIENNE CURÉ DE CUNAUT
(Maine-et-Loire).

Malheureusement le temps est trop mesuré à nos braves ! Le château est loin, il est haut, aussi doivent-ils se contenter de l'admirer de loin. Ils n'en reviennent que plus remplis d'enthousiasme, avec la ferme résolution, ce qui est évidemment déjà un très beau résultat pour notre Société, de refaire plus à loisir ce petit voyage...

A peine le temps de nous réinstaller dans l'express, très à l'étroit, un peu les uns sur les autres, car notre imposante caravane a dérouté les prévisions les plus optimistes de la Compagnie de l'Etat, et nous voici à Saumur.

Notre voiturier est exact ; il nous attend avec les trois voitures promises, un landau et deux omnibus, de ces omnibus où, heureusement, on peut s'entasser presque indéfiniment, car le nombre des ouvriers de la dernière heure a sensiblement dépassé nos espérances. A notre grand étonnement, la pluie, qui nous poursuivait obstinément depuis Saintes, a cessé un peu avant Saumur, ici il fait un temps splendide, pas une goutte d'eau n'est tombée depuis le matin. Les nouveaux commencent à avoir confiance dans leurs aînés. Et les visages, un peu inquiets depuis Saintes, se détendent, bientôt il vont s'épanouir, et cette bonne gaité, qui ne nous abandonnera plus maintenant pendant le reste du voyage, ne tardera pas à régner.

Comment, du reste, rester de mauvaise humeur ? Ne traversons-nous pas, maintenant, le pont de Saumur, et n'avons nous pas devant nous l'inoubliable panorama de cette ville... pour être archéologue on n'en a pas moins le droit d'être sensible aux beaux spectacles de la nature, et, certes, ils ne nous manqueront pas au cours de ce voyage.

Mais le récit d'une excursion doit être nécessairement bref. Nous devons nous interdire le plaisir de décrire le charme de tout ce que nous verrons. Constatons-le seulement, pour le rappeler à ceux qui nous accompagnaient et donner un peu de regret aux absents. Saumur avec sa belle Loire coulant maintenant à plein bords et donnant l'illusion d'un fleuve puissant, Saumur avec ses maisons blanches blotties au pied de son château, et se détachant dans le soleil couchant, si nettement, sur le vert des arbres...

Le temps de descendre nos bagages à l'hôtel, de prendre contact avec un de nos compatriotes le lieutenant Bouygues,

élève à l'école de Saumur, qui veut bien nous accompagner, et nous voici repartis pour Trèves et Cunault.

Pendant une heure et demie nous allons suivre la rive gauche de la Loire, une vraie route en corniche, bordée d'un côté par la Loire et ses verdoyantes prairies, et de l'autre par le coteau tantôt chargé de ces gracieuses habitations, dont l'Anjou, comme la Tourraine, a le secret, tantôt recélant dans ses flancs les demeures les plus primitives, ces sortes de grottes de troglodytes, creusées dans le tuf friable de cette région.

Nous traversons d'abord le *faubourg de Saint-Florent*, célèbre actuellement par ses caves creusées dans le tuf comme celles de la Champagne, et où l'on prépare les vins mousseux de Saumur. Certains d'entre nous se proposent bien de revenir les visiter demain, ainsi que la fameuse Ecole d'application que nous nous contentons de longer pour le moment. Et après une heure et demie de cette route devant cet admirable paysage de la Loire, toujours un peu le même mais cependant jamais monotone, car il est à chaque instant entrecoupé par ces jolies îles, de formes et de couleurs si variées, avec leur habituelle ceinture de peupliers, nous voyons enfin s'élever le donjon de Trèves, nous nous contentons de le saluer pour le moment nous réservant de le visiter au retour, après avoir été à Cunault, le point extrême de notre expédition.

Cunault !.. M. Dangibeaud, notre aimable et savant vice-président, ne nous avait point trompés, Notre-Dame de Cunault est une vraie merveille, et une merveille d'un genre tout particulier, une des plus intéressantes de l'Anjou. Dans notre Sain-tonge, si riche pourtant en monuments romans de tout genre, nous n'avons rien d'analogue.

L'édifice commencé par la construction du clocher, dit-on (1), sur la fin du XI^e siècle, n'a été terminé qu'au XIII^e. Le seuil de la porte franchi, on descend par neuf marches dans la triple nef longue de 73 mètres sur 23 de large, divisée par 28 faisceaux de colonnes, d'une seule venue, alignées sur deux rangs. Le chœur avec déambulatoire est neuf mais reproduit l'ancien. Il faut savoir que cette église avait été coupée en deux dès 1749. L'évêque d'Angers obtint un arrêt du conseil d'Etat l'autorisant à supprimer le chœur et le sanctuaire. Ainsi abandonnée, cette partie du monument devint un dépôt d'immondices, fut vendue

(1) Voir Célestin Port, *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire*.

et ne fit retour au département qu'en 1842. Par quel miracle ne fut-elle pas abattue au cours de ce siècle ? Tout est sauvé actuellement et Notre Dame de Cunault procure certainement à un archéologue une des plus pures joies qu'il puisse ressentir. A la beauté de ce vaste vaisseau vraiment grandiose s'ajoute une riche iconographie à laquelle nous ne pouvons pas nous attarder, ainsi qu'aux fresques du XV^e siècle qui décorent les murs.

Notre tribut d'admiration payé, nous nous groupons vis-à-vis la porte d'entrée, aux pieds d'une charmante construction du XVI^e siècle, l'ancienne cure (hélas ! un peu en ruines maintenant), devant l'habile objectif de M. Dangibeaud. Mais pendant la pose, j'ai bien de l'inquiétude ! Je me demande avec anxiété, qui va être sacrifié de nous ou du haut de la maison, si intéressant pourtant avec ses fenêtres à meneaux encore intactes portant les vitraux de l'époque, tenus par des lames de plomb, et ses mansardes si joliment décorées. Un dur combat pensais-je, doit se livrer dans l'âme de l'archéologue photographe ! (1) Résultat définitif : rien de perdu.

Est-il besoin de dire qu'à chaque instant, dans cette délicieuse partie de l'Anjou, si semblable à la Touraine, ce ne sont que vieilles églises, châteaux ou bicoques, ayant, les uns et les autres, un certain caractère, quelques détails intéressants. Ici comme à Chinon nous nous sentons baignés dans l'atmosphère artistique. Mais de même que nous ne pouvons nous arrêter partout je ne puis, non plus, tout nommer. La vieille église de Tuffaut, du XI^e siècle, comporte cependant une mention particulière. Saint-Florent qui réveille en nos mémoires nos premiers souvenirs saintongeais, sera à peine aperçu. Lors de la prochaine excursion par ici — car nous comptons bien y revenir — nous visiterons en détail les vestiges de la vieille abbaye.

Trèves, où nous nous arrêtons au retour, méritait bien une station, moins peut-être pour son église des XI^e et XII^e siècle très modeste, que pour les ruines de son important château-fort construit au XV^e siècle, rebâti ensuite au XVII^e. Elles donnent vraiment l'impression de quelque chose de formidable. Seul,

(1) Voici l'ordre des personnes qui ont posé : De gauche à droite : lieutenant Bouygues, M. Vigen, M. Durand-Arraud, lieutenant Massiou, M. Bures, M. Dumontet, M. J. Guillet, M^{me} Foubert, M^{lle} Babinot (M. Babinot assis) M^{me} Berthelot, M. Charrier, M^{me} Nivet, M^{me} Bures, M^{me} Mignet (M^{lle} Deschamps, M^{me} Poulnot dans la porte) M. Berthelot, M. Coutanseaux, M. Foubert.

cependant, le donjon subsiste, absolument intact, haute tour ronde accolée à une tour carrée. Son escalier un peu rude n'arrête pas nos fougueux ascensionnistes qui avaient commencé à donner leur mesure à Thouars et l'un entraînant l'autre, nous voici bientôt au sommet. De toutes les bouches sort le même cri d'admiration devant le panorama que nous découvrons : la vallée de la Loire fuyant à perte de vue, à l'horizon de chaque côté de nous ; dans le très lointain, nous devinons Angers, et partout entrecoupant le fleuve, les îles de la Loire étincelantes sous le soleil couchant, et les éternelles rangées de peupliers, l'arbre vraiment caractéristique de cette partie du pays.

Mais, hélas ! il faut nous arracher vite à cette contemplation, et aussi aux rêveries qui commencent à nous gagner... Nous commençons tous à nous faire des âmes moyen-âgeuses, autant bien entendu, que le peuvent faire des gens du XX^e siècle. Pour cela rien ne vaut en effet quelques minutes de séjour dans une vieille tour féodale. Immédiatement elle vous donne sensation de la vie de l'époque bien mieux que ne le ferait la lecture de gros volumes... Comme si nous avions, ainsi que le guetteur de jadis, à surveiller l'arrivée de quelque ennemi, nous nous mettons à scruter fièvreusement l'horizon... Hélas ! rien ne vient, tout est délicieusement calme, vert... paisible... seuls nos cochers qui commencent à s'impatienter et claquent du fouet pour nous inviter au départ...

Et ils ont raison, car il nous reste à faire une bonne heure de voiture encore, avant de rentrer à l'hôtel. Nous devons passer par Bagneux, un des faubourgs de Saumur, voir le fameux dolmen de ce nom.

On sait que les monuments attribués aux Celtes abondent dans ce pays. La Loire fut une des routes les plus importantes suivies par les Celtes, et ils y ont laissé de nombreux souvenirs. Mais le dolmen de Bagneux compte parmi les plus imposants. C'est une sorte d'allée couverte, de 29 mètres de long, 2 m. 50 de hauteur et 3 mètres de largeur, disent les guides, formée sur les côtés d'énormes « lèves » de pierres, fichées verticalement, et couvertes au dessus d'autres énormes pierres posées tout simplement sur les premières. Cela n'est compliqué ni comme maçonnerie ni comme architecture, et cependant l'esprit reste indécis, préoccupé devant ces monuments dont on ne comprend bien ni l'objet ni le mode de cons-

truction. En tout cas, ils donnent assez l'impression que les gens qui entassaient de pareils blocs les uns sur les autres, devaient être parvenus à un degré de civilisation moins rudimentaire qu'on ne l'a prétendu.

Mais le temps a passé très vite, comme toujours, dans nos excursions. Il est près de 8 heures : nous nous hâtons vers l'hôtel, où un bon dîner, arrosé de quelques bouteilles de Saumur mousseux (il ne suffit pas en effet de voir le pays, il faut le déguster) achève de nous faire trouver vraiment charmant ce coin de l'Anjou si hospitalier.

Le programme du lendemain fixait le départ à 9 h. 1/2 ; jusque-là, temps libre. Mais c'était pour les paresseux. Dès 6 heures, bon nombre des nôtres, réveillés par les carillons qui annoncent la fête de Jeanne d'Arc, et par le soleil qui pénètre joyeusement dans nos chambres, commencent la visite de Saumur. Nous n'avons fait que traverser la ville en voiture, la veille, en effet ; nous ne parlons pas de ceux, les infatigables, qui ont essayé de voir quelque chose, le soir, après le dîner ; la nuit est si peu favorable à l'archéologie. Et, individuellement, chacun s'en va où le guident ses goûts.

D'instinct, le groupe des fougueux ascensionnistes commence par la visite du château, jadis transformé en caserne, libre aujourd'hui, et que la ville est en train de restaurer pour y installer son musée. Encore une tour à escalader, mais c'est un jeu pour nous, car nous savons la récompense qui nous y attend : ces inoubliables échappées sur la Loire, aux aspects si variés, si inattendus...

Partout en ville on rencontre nos bons saintongeais par petits groupes : les uns viennent de Notre-Dame de Nantilly, célèbre par ses tapisseries, les autres de l'hôtel de ville, intéressante construction du XVII^e siècle, restaurée vers 1860 par M. Joly-Leterme, le grand architecte de ce pays-ci. Quelques-uns se hasardent dans les petites rues étroites, à la recherche de ces vieilles maisons où se trouvent les ouvriers en chambre qui fabriquent les chapelets. Ici, en effet, vins mousseux et chapelets sont les deux principales industries de la ville. Etrange retour des choses d'ici-bas : la vieille cité protestante, ruinée par la Révocation de l'Edit de Nantes (elle y perdit la moitié de sa population), est aujourd'hui un des plus grands centres de fabrication des chapelets du monde. Le chapelet qu'égèrènera le pèlerin de la Mecque voisine avec celui du fidèle de Lourdes,

et la religion est en train de donner à la ville ce qu'elle lui fit perdre jadis.... Enfin, quelques-uns, plus préoccupés de littérature, ont songé à Balzac. N'est-ce pas ici, dans une de ces rues escarpées montant au château, qu'habitait le fameux père Grandet ? Et comme ils savent l'admirable précision, la très sûre documentation du père du roman réaliste, ils cherchent le vieil hôtel à la porte bardée de fer, où Eugénie a rêvé à son beau cousin, parti pour les Indes... Mais Nanon n'est plus là et ne vient plus ouvrir la porte à M. le Président...

A Saumur encore, il nous faut partir avant d'avoir tout vu. La route est longue pour aller à Candès et Fontevrault. Nous comprenons tous que les regrets seraient superflus, aussi, joyeusement, le soleil toujours resplendissant, nous reprenons nos voitures de la veille. Notre petite troupe s'est seulement augmentée de deux nouveaux voyageurs, le commandant et M^{me} Tercinier, qui, aimablement, ont bien voulu, d'Ancenis, venir se joindre à nous et nous accompagner dans la deuxième partie de notre excursion.

Nous voilà donc encore sur la route qui borde la Loire, mais nous la suivons, maintenant, dans un sens inverse de la veille. Hier, nous commencions à être un peu blasé sur ses effets d'eau, de sables et de peupliers, mais nous ne tardons pas cependant à être repris par le charme de ce pays. Chacun en fait la remarque. Le paysage semble devenir, du reste, plus familier à mesure que nous allons vers la Touraine, vers le vrai jardin de la France. Au passage, nous saluons d'un geste toutes ces jolies habitations, et plus d'un d'entre nous se promet bien de refaire tout doucement ce voyage.

De jolis villages se succèdent sans interruption presque : Dampierre, Souzay, Parnay. Ici, une halte, non point seulement pour la petite église, fièrement campée tout au haut du coteau, mais pour le cimetière, un petit cimetière de campagne qui renferme cependant un admirable morceau de sculpture moderne, le monument élevé à la mémoire de « M^{me} Allain-Targé, épouse Charles Ferry, décédée à l'âge de 25 ans. » Certains d'entre nous avaient déjà vu sa reproduction au musée du Luxembourg, mais combien elle nous parut plus émouvante, dans son vrai cadre, l'œuvre du maître Mercié ! Dans le musée, au milieu des productions de tous genres, elle n'éveillait qu'un sentiment de vague mélancolie, mais ici, devant le tombeau de cette malheureuse jeune femme, morte à l'aurore de sa vie,

c'est bien la tristesse, et une tristesse poignante qu'elle évoque. L'un de nous alors, d'un geste d'une merveilleuse délicatesse qui va au cœur de tous, cueille à un arbuste voisin une branche d'aubépine en fleurs et la jette sur le marbre blanc, humble hommage de passants...

En courant, nous dégringolons le coteau escarpé, car, encore une fois, il faut nous hâter. Notre programme porte le déjeuner à Fontevrault à 11 heures, pour pouvoir visiter ensuite la célèbre Abbaye avant notre départ. Aussi, nous devons nous contenter de regarder d'en bas le château féodal de Montsoreau. Il paraît en mauvais état, du reste. Seul, le donjon a encore fière mine cependant. Il touche presque la Loire, et on comprend qu'il ne devait pas être facile, jadis, d'en suivre la vallée sans le consentement du châtelain de Montsoreau.

Là encore voltigent quelques souvenirs saintongeais. La Seigneurie appartint, en effet, à Jean de Chambes, premier maître d'hôtel de Charles VII, gouverneur de La Rochelle, capitaine de Niort et Talmont-sur-Gironde, marié à Jeanne Chabot. C'est leur fille Colette qui devint la maîtresse de Charles de Guyenne et mourut, en 1477, suivant une fausse légende, victime d'un poison administré par l'abbé de Saint-Jean d'Angély.

De Montsoreau à Candes, la distance est courte, un dicton populaire l'énonce d'une façon amusante : « De Candes à Montsoreau ne pait ni vache ni veau », indiquant ainsi qu'il y a trop peu de place pour cela. Candes, où mourût Saint-Martin, est certes un des trois bijoux de notre excursion. Hier Cunault, aujourd'hui Candes, puis Fontevrault. En voilà plus qu'il ne faudrait pour légitimer notre excursion. Le portail d'entrée mérite tout d'abord une mention particulière, il est absolument remarquable avec son pilier d'une merveilleuse légèreté, supportant tout le poids de la voûte du porche. Malheureusement, nous sommes dimanche, et à 11 heures, c'est-à-dire que nous arrivons pendant la grand'messe. Nous n'osons que jeter un coup d'œil rapide à droite et à gauche, admirer la légèreté du vaisseau, sans même nous arrêter à chercher le tombeau d'un saintongeais, Seguin d'Authon, archevêque de Tours du XIV^e siècle, qui y fut enterré.

Certains d'entre nous, des affamés de tout voir, escaladent le clocher, au risque de se donner le vertige. Mais ils ont contemplé une vue célèbre, la Loire s'unissant au Cher...

Candes est notre dernière étape avant Fontevrault. Aussitôt notre visite à la célèbre Abbaye, nous regagnerons la gare pour pouvoir rentrer à Saintes dans la soirée. Nous repassons devant le château de Montsoreau et nous quittons la route de la Loire. Les ingrats ! Nous commençons à nous en lasser, de la belle Loire, mais comme nous sentimes ce que nous perdions en l'abandonnant, lorsqu'il nous fallut escalader la colline qui mène au grand plateau, jadis boisé, où les moines installèrent leur retraite.

Mais dans ce pays-ci il n'y a que la Loire ! s'écrie-t-on autour de nous, et c'est un peu vrai. Il semble que toute la beauté du pays, sites comme monuments, se soit localisée autour de cette étroite bande de terrain qui compose la vallée de la Loire et les coteaux qui la bordent.

Le temps n'est pas, du reste, pour nous faire trouver bien jolie la contrée que nous traversons malgré toute la séduction répandue sur notre route par les centaines de pommiers en fleurs. Notre vieille ennemie, la pluie, a fini par nous retrouver. Il fallait bien s'y attendre un peu, pas de bonne excursion sans elle. Nous ne nous en inquiétons guère, toutefois, car elle a le temps de disparaître pendant notre déjeuner. Persisterait-elle même, que nous pourrions maintenant la narguer, il ne nous reste plus à voir que Fontevrault, et là on est à... l'abri.

Fontevrault, une ou deux rues à traverser, de ces rues quelconques de petite bourgade, plutôt tristes, car à chaque fenêtre apparaît quelque gardien de la célèbre maison de détention, dans son uniforme vert sombre. Or, après la porte de la prison, est-il quelque chose de plus triste que son gardien !

Nous ne nous attardons pas, du reste, bien longtemps dans cette première visite de la ville, il nous tarde à tous d'être attablés à l'hôtel de France, où nous attend un copieux déjeuner qui va nous être servi avec beaucoup de bonne volonté, par le propriétaire en personne, dont la face rebondie mettra tout le monde en joie, malgré... la pluie.

Car la pluie ne cesse pas, hélas ! elle va nous accompagner, maintenant pendant toute notre visite à l'abbaye, et jusqu'à la gare de Saumur.

Fontevrault ! mais c'est un véritable monde !... M. le Préfet de Maine-et-Loire a bien voulu nous donner une autorisation spéciale, et M. le Directeur est venu en personne, pour nous recevoir : qu'ils reçoivent nos sincères remerciements. Grâce à

eux nous avons pu visiter tout en détail, sauf les prisonniers, car d'eux dont on parle sans cesse, d'eux qui bien qu'invisibles, dominant tout, jetant sur le visiteur je ne sais quel malaise, quelle tristesse, on ne sait rien, on ne voit rien, au grand désappointement de quelques dames.

D'abord cette énigmatique tour d'Evrault (27 mètres de hauteur, sur 11 de diamètre) avec sa ceinture d'absidioles, que les archéologues regardèrent longtemps comme un monumental sanal des morts ou une immense chambre sépulcrale, et qu'ils déclarèrent, aujourd'hui, être une cuisine, depuis que l'Anglais Parker s'avisa de la comparer à d'autres monuments identiques existant dans les châteaux et monastères de son pays. En 1809, elle faillit être rasée parce qu'elle était en très mauvais état. Un architecte du nom de Normand voulait la mettre par terre. Il soufflait en ce temps un vent de démolition des vieux édifices dont notre Saint-Eutrope fut une des victimes. Une énergique intervention particulière obtint du ministre la grâce de cette merveilleuse tour qui fait partie de Fontevrault. Fontevrault sans sa tour d'Evrault ne serait plus Fontevrault. Le populaire simpliste, et qui ne se fatigue pas les méninges à chercher des étymologies compliquées, en fait le repaire d'un brigand qu'il nomme Evraud. Les savants préfèrent la cuisine... le palais de la cuisine, alors ! Cette explication ne nous séduit pourtant guère, nous ne pouvons croire que les nonnes de l'abbaye et leurs affiliés eussent besoin d'une cuisine d'aussi vastes proportions.

Ensuite le cloître ! Nous en avons vu, au cours de nos excursions de plus modestes (Nieul sur l'Autise), de mieux ornés, de plus recueillis, mais point encore qui atteignissent un développement aussi ample. Lentement nous en faisons le tour. Tout est dans un ordre parfait, la plus grande propreté y règne, on sent qu'ici la main-d'œuvre est abondante et bon marché ! A signaler à ce point de vue les vieilles ferrures, absolument intactes et soigneusement entretenues de la porte qui conduit à l'ancienne salle capitulaire. Le réfectoire est devenu le magasin d'épicerie de la maison. On n'ose marcher sur les dalles cirées. Certainement la maison de détention est un des moins mauvais emplois qu'on puisse faire de ces anciens monuments. Combien supérieur à une caserne.

Mais le clou de Fontevrault, le but auquel tout le monde pense et que chacun désire le plus vivement atteindre, c'est son église romane et les fameux tombeaux. On est en train de la

restaurer complètement sous l'habile direction de M. Magne et il sera intéressant de la revoir dans quelques années. On sait qu'elle est une reproduction presque fidèle de la cathédrale d'Angoulême. Elle est sa contemporaine puisqu'elle fut consacrée en 1119 par le pape Calixte II. Le plan des deux églises est le même sauf le chœur, moins ancien que la nef. Celle-ci comprend quatre travées voûtées en coupoles sur pendentifs, aboutissant à un vaste transept, et au chœur entouré d'un déambulatoire éclairé par quatre fenêtres et trois chapelles rayonnantes. La voûte qui couvre la croisée du transept est digne d'une attention particulière. C'est une calotte sphérique sur quatre doubleaux.

S'il est vrai que sans Evrault Fontevrault perdrait beaucoup de prestige, que faudrait-il penser de cette église si elle n'avait pas ses tombeaux ? Et pourtant il s'en fallut de bien peu qu'en 1867 ils ne prissent la route d'Angleterre ! L'Empereur Napoléon III voulant faire une gracieuseté à la reine Victoria, lui donna formellement les statues d'Henri II, de Richard Cœur-de-Lion, d'Eléonore d'Aquitaine et d'Isabelle d'Angoulême. Mais par un hasard providentiel, par suite d'un malentendu inexpliqué, le jour fixé pour la remise de ces précieuses reliques des anciens princes anglais, l'agent du domaine ne trouva personne au rendez-vous. On profita vite de cette circonstance heureuse, l'opinion publique se souleva d'indignation contre l'enlèvement possible des statues. Bref, celles-ci restèrent à Fontevrault, et c'est vainement que, dernièrement, un reporter en détresse de nouvelles à sensation réveilla le transfert des quatre statues en Angleterre. Leur vraie place est bien à Fontevrault où les Plantagenets voulurent être enterrés. Jusqu'à ces dernières années on ne savait pas si oui ou non les corps existaient à Fontevrault. M. Magne vient de résoudre la question, en découvrant les ossements dans une crypte, sous le pavé de l'église.

Et la pluie continue à tomber, lentement, désespérément. L'heure de la retraite a sonné cependant. Il faut partir dans nos voitures découvertes. Cela n'est pas très gai... Des héroïsmes particuliers se font jour pour occuper certaines places élevées. Enfin on réussit à s'installer. Mais nos voitures n'ont plus la brillante allure du matin, les nez se baissent, les dos se courbent sous les parapluies. La pluie a triomphé. Mais son triomphe sera de courte durée, les chevaux nous ramènent ronde-

ment à la gare de Saumur où nous arrivons sans être trop trempés. Je ne parle pas des heureux possesseurs de la voiture couverte. A l'aller, ils souffraient un peu de la chaleur, maintenant ils passent devant nous en nous narguant et en agitant le parapluie symbolique...

Qu'importe, le temps de nous secouer, et notre bonne gaieté nous était revenue quand nous nous retrouvons au grand complet sous le hall de la gare de Saumur, avant la dislocation finale. Chacun va partir de son côté, les uns rentrant directement, les autres poursuivant leur excursion sur Angers qu'ils visiteront le jour-même... Mais avant la séparation, chacun semble avoir emporté de ce petit voyage la meilleure impression, car tous s'écrient joyeusement : « A l'année prochaine !... »

MAURICE BURES.

II

LES BÉRAUD AU COLLÈGE DE LA ROCHELLE

(Suite et fin).

LES FILS DE FRANÇOIS BÉRAUD AU COLLÈGE DE LA ROCHELLE

François Béraud laissa en mourant quatre enfants, Rodolphe, Moïse et Aaron, et Marie. Celle-ci née à Orléans, épousa à La Rochelle, en janvier 1585, Gaspard Thomas, le propre beau-frère de Rodolphe. Quant aux trois fils ils professèrent au collège de La Rochelle. Moïse y fut même principal comme l'avait été son père. Delayant, dans ses *Notes pour servir à une histoire de l'Instruction publique à La Rochelle*, n'a mentionné que les deux derniers et encore par une erreur de lecture a-t-il donné à Aaron les noms de Biband et de Bibaud. Voici ce que je sais sur chacun d'eux.

I

RODOLPHE BÉRAUD, RÉGENT.

Bérauld Rodolphe naquit en 1550 ou au plus tard en 1551. Dans son contrat de mariage, passé devant M^e François Bérault, notaire à La Rochelle le 19 mai 1576 (1), il est en effet

(1) Voir note 2 de la page 176. Ce François Bérault n'était pas de la même

qualifié de « majeur âgé de 25 ans et plus ». C'est vraisemblablement à Paris qu'il vit le jour. Son père y résidait, semble-t-il, à cette époque, puisqu'en 1550 et 1552 il collabora par des poésies grecques à des ouvrages édités en la capitale (1). Rodolphe Béraud est mentionné pour la première fois dans une lettre adressée de Genève, le 19 avril 1554, à son père alors professeur de grec à Montbéliard, par François Le Gay de Boishnormand et qui se termine ainsi : *Saluta quæso, nomine nostro matrem et uxorem et Rudolphum tuum* (2). Chose étrange, ce prénom de Rudolphus, qui se traduit indifféremment par Raoul ou Rodolphe, lui fut donné successivement sous ces deux formes. A Genève, où il vécut avec ses parents, de 1559 à 1562, il est appelé « Raoul ». Nous lisons en effet dans le livre de bourgeoisie de Genève, à la date du 25 décembre 1559, la mention suivante... « Spectable François, filz de feu Nicolas Béral, « de Paris, lecteur en grec, ayant quatre filz : *Raoul*, Luc, Moïse, « et Aaron, receu gratuitement [bourgeois] en esgard du minis- « tère desdites lectures et du service qu'il nous fait en nostre « collège... » En 1550, il figure, toujours avec le même nom de *Raoul* sur la note des médicaments fournis pendant l'année à François Béraud et à sa famille par Jean Rambaud, apothicaire (3). Mais lorsque nous le retrouvons à La Rochelle il porte désormais le prénom de *Rodolphe*. Et on ne saurait prétendre que le Raoul de Genève et le Rodolphe de La Rochelle sont deux enfants distincts de François, car si le Rodolphe du contrat de mariage du 19 mai 1576 n'était pas le même que le Raoul cité en tête des enfants de François Béraud dans la délibération qui octroya à celui-ci le titre de bourgeois de Genève, il serait né postérieurement à cette délibération prise le 25 décembre 1559 et n'aurait pu, en conséquence, être âgé de 25 ans en 1576 lors de son mariage.

Il épousa le 24 juin au temple Saint-Yon Denise Thomas. Son contrat de mariage déjà cité est, d'après le texte, conclu entre : « M^e Rodolphe Béraud, filz de deffunctz M^e Francloys

famille que les descendants de Nicole et de François Béraud. Il fut le père de Benoît Béraud, sieur du Fraisne, pair de La Rochelle, qui renonça au calvinisme en 1622 et dont l'abjuration fut fort commentée.

(1) Voir nos 2 et 3 de la nomenclature de l'œuvre écrite de François Béraud.

(2) Colomiès, *Gallia orientalis*, La Haye, Adrien Ulacq. 1645. p. 17.

(3) 7^e portefeuille des comptes, mandats et quittances des archives d'état de Genève. Compte mandaté par les syndics de Genève le 18 novembre 1560.

« Béraud, en son vivant régent principal des grandz escolles
« de La Rochelle, et de damoiselle Aimée de Sossaye (1) sa
« femme, demeurant en ceste ville, d'une part, avecque Denise
« Thomas, fille de feu Jehan Thomas, en son vivant mar-
« chant et bourgeois de ceste ville et de Jehanne Bastard à
« présent sa vefve, demeurant en ceste dicte ville, d'autre
« part... »

Rodolphe Béraud est, à ma connaissance, qualifié pour la première fois de régent du collège dans un acte passé devant M^e Bomyer, notaire à La Rochelle, le 26 juillet 1576, contenant obligation à son profit de 440 livres tournois par Antoine Courault, seigneur de Fétilly. Les actes le concernant sont nombreux. Le dernier dans lequel j'ai pu trouver sa trace est un acte de baptême en date du 28 mars 1593, où il figure comme parrain (2). Sa mort se place entre cette date et celle du 27 juillet 1595 où, dans un acte passé devant M^e Bion, notaire à La Rochelle, son frère Moïse agit comme « curateur de Marie Béraud sa nièce, fille de feu M^e Rodolphe Béraud... »

Je ne lui connais que ce seul enfant. Cette Marie Béraud fut baptisée au temple neuf le 4 mai 1579 (3). Elle épousa au même temple, le 30 janvier 1605, Isaac Grazenloeil (4), dont elle eut sept enfants.

II

MOÏSE BÉRAUD, PRINCIPAL DU COLLÈGE DE LA ROCHELLE.

Moïse Béraud figure le troisième des quatre fils de François, lors de la réception de celui-ci comme bourgeois de Genève, dans la mention inscrite le 25 décembre 1559 sur le livre tenu à cet effet. Il naquit donc vraisemblablement avant l'année 1558 et à Lausanne où son père professa le grec, comme régent à l'académie, depuis le mois d'octobre 1555, jusqu'au mois de mai 1559.

Il se maria probablement au début de l'année 1587, avec Anne Viole, dont le frère Jacques, bourgeois et marchand à

(1) Le véritable nom de la femme de François Béraud est « de La Saus-saiye ».

(2) Registre protestant, vol. 21, fol. 51, verso.

(3) Registre protestant, vol. 14, fol. 104, verso.

(4) Registre protestant, vol. 25, fol. 8, recto.

La Rochelle, armait de nombreux navires pour le commerce avec l'Angleterre et la Hollande. C'est dans un acte passé devant M^e Boutet, notaire à La Rochelle, en date du 11 décembre 1591, qui révèle la parenté de sa femme avec ce Jacques Viole, que je le trouve qualifié pour la première fois de régent au collège de La Rochelle. Je trouve encore, et pour la dernière fois, sa signature au bas d'un contrat de mariage « Hotton-Perry » passé devant M^e Bion, notaire, le 18 septembre 1597. Cette date doit être bien proche de sa mort. On lit en effet dans le *Diaire de Merlin* (1)..... « Mais en la mairie de M. de la « Vieillaudière, l'an 1596, M. Copus fut ordonné pour principal du collège et quelques mois après le dit [Moïse] Bérault mourut. »

Mais auparavant il avait exercé le principalat. Merlin nous dit en effet, immédiatement avant le passage que je viens de citer, sous le titre « *Scalton, principal du collège* », le dit Scalton « ayant obtenu congé d'aller en son pays pour donner ordre « à quelques affaires avec espérance de retourner, il y fut retenu, par quoi la place estant vacante, la charge de l'économie fut donnée à M. Moïse Bérault, l'un des régens... » Et plus loin :..... « Or pour savoir ce que c'est de l'économie ci-dessus mentionnée, c'est que MM. de la maison de ville « avoient ordonné que les régents qui seroient mariés ne demeureront point dans le collège ; que ceux qui ne le seroient point y seroient logés et nourris à la table du principal, à raison de six vingt livres par an, et oultre cela qu'il payerait le portier ; mais qu'il n'y auroit que luy qui auroit droit tenir des pensionnaires dans le collège... »

Il est manifeste, d'après ce qui précède, que la charge d'économie se confondait alors avec celle de principal. C'est ce qui ressort d'une façon encore plus précise d'un « traité d'économie » passé devant M^e Bion, notaire, le 25 novembre 1599 (2), que j'ai récemment découvert et qui rappelle le contrat d'économie précédent passé devant M^e Jouise, notaire, le 7 septembre 1596. Ce dernier contrat qui n'existe plus, — les minutes de M^e Jouise ayant disparu, — s'applique précisément au principalat de M. Copus (Luc Le Cop) qui commença le 25 septembre 1596. Moïse Béraud fut donc principal après Scalton et

(1) *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. V, p. 369.

(2) Voir le texte de ce traité à l'appendice sous le n^o IV.

avant Luc Le Cop. Bien que Merlin ne lui donne pas ce titre, le fait n'est pas douteux et c'est à bon droit que M. Delayant le mentionne parmi ceux qui ont exercé cette charge (1). Il termina la période triennale, — durée fixée pour chaque contrat d'économie, — qui dut commencer pour Scalton en septembre 1593, et fut remplacé en 1596 par Luc Le Cop.

De son mariage avec Anne Viole il eut quatre enfants :

Béraud Esther, baptisée le 5 février 1588 (*Temple Saint-Yon*, v° 19, f° 33 R°).

Béraud Marie, baptisée le 6 avril 1589 (*Temple Saint-Yon*, v° 19, f° 81 R°).

Béraud Esther, baptisée le 3 mai 1591 (*Temple Gargoulleau*, v° 21, f° 32 V°).

Et Béraud Pierre, baptisé le 3 avril 1592 (*Temple Saint-Yon*, v° 20, f° 65 V°).

Ce dernier est certainement le P. Béraud dont il est parlé par M. Delayant dans ses *Notes pour service à une histoire de l'Instruction publique à La Rochelle*, p. 116, comme ayant adressé des stances à MM. Paul Ferry et Delcassé, étudiants en philosophie au collège de La Rochelle. Ce Paul Ferry n'est autre que le célèbre ministre de Metz, le premier adversaire que se choisit le grand Bossuet. Voici la désignation de ces poésies qui figuraient sous le n° 1157. au catalogue de la vente d'autographes du baron de Trémont (2).

1° A M. Paul Ferry et Delcassé, étudiants en philosophie. *Stances*, 17 janvier 1609, 3 pages aut. in-4°, signées de P. Béraud.

2° A M. Paul Ferry, *Sous les yeux de Mademoiselle Souveraine Darassus*. Ode 4 pages aut., signées in-4° de P. Béraud.

3° A M. Paul Ferry, étudiant en philosophie à La Rochelle. *Stances*, La Rochelle, 3 février 1609, 3 pages in-4° de P. Béraud.

Je n'ai pu, malgré mes recherches, savoir en quelles mains se trouvent actuellement ces pièces pour en comparer la signature avec celle de Pierre Béraud, mais il ne fait pas doute pour moi que celui-ci en est bien l'auteur : son âge était à un an près le même que celui du destinataire et il appartenait à une famille

(1) Article déjà cité, p. 130.

(2) Voir *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, année 1854, p. 42.

où la poésie était en honneur (1). Nous verrons au surplus tout à l'heure, un autre exemple de ce goût pour la poésie chez Aaron Béraud, qui lui aussi cultiva la Muse.

J'ignore ce que devinrent les enfants de Moïse Béraud : mes recherches à leur sujet sont restées sans résultat jusqu'à ce jour. Je n'ai pour ses filles que leur acte de baptême. Quant à Pierre, je le trouve mentionné pour la dernière fois le 20 juillet 1621, sur le registre des baptêmes du temple Saint-Yon (2), où il signa comme parrain.

III

AARON BÉRAUD, RÉGENT.

Aaron Béraud, quatrième et dernier fils de François, naquit très vraisemblablement à Lausanne où son père professa de 1555 à 1559.

Dès le 11 janvier 1587 nous le trouvons qualifié « Instructeur d'enfans » dans un acte passé devant M^e Naudin, notaire à La Rochelle. Je présume que ce titre est l'équivalent de celui de régent (3) que je lui vois attribué pour la première fois, dans un acte de M^e Tharazon, notaire, du 26 janvier 1588, où il signa comme témoin.

Le dernier en date des documents où je le trouve mentionné est une délibération du corps de ville, du 16 janvier 1619, ordonnant « de lui payer la somme de 36 livres 11 sols « qu'il avoit déboursée pour les livres qui ont esté pris « chez Corneille Hertman et distribuez par M. le Maire aux « enfans dudit collège aux promotions dernières selon la « coutume... » (4). M. Delayant, en citant cette délibération (5), attribue cette avance à Aaron Biband. Il commet encore la

(1) Outre Nicole et François qui écrivirent quelques poésies, on peut citer au XVI^e siècle, comme poètes issus de la même souche, Florent Chrestien, et enfin, si l'on en croit Benjamin Fillon, Jacques Béreau, l'auteur des *Eglogues poitevines*. (Voir au début de cette étude le passage relatif aux origines de la famille Béraud).

(2) *Registre protestant*, vol. 31, fol. 99 recto.

(3) Dans un acte passé, de M^e Bion, notaire à La Rochelle, le 18 décembre 1592 (testament Gaudon), son frère Moïse, témoin à l'acte, est qualifié « instructeur d'enfans et l'un des régens au collège de La Rochelle ».

(4) Bibliothèque de la ville, mss. 763-(3216), fol. 94 verso.

(5) Article cité, p. 110 et 111.

même faute de lecture dans le compte de Prévost qu'il reproduit, en désignant Aaron Béraud sous le nom de Bibaud (1). Il résulte de ce compte, qui s'applique à « l'année commençant « le jeudy après quasimodo de 1598 et finissant le mesme jour « de 1599 » (2), qu'Aaron Béraud, alors troisième régent, était aux modestes appointements annuels de 66 escus 40 sols, soit 200 livres, représentant en pouvoir commercial, à l'époque où M. Delayant écrivit son article, c'est-à-dire en 1868, une somme d'environ 1050 de notre monnaie (3).

Il épousa au temple Saint-Michel, le 2 février 1597 (4), Marie Annonier, fille de feu M^e Pierre Annonier, vivant procureur « au siège présidial en la dicte ville de La Rochelle, et de « Claude Dagouet et à présent demeurant en la maison de hon-
« neste femme Anne Dagouet, sa tante, vefve de M^e Philbert « Tousselin, vivant aussi procureur audict siège... » (5).

Après son mariage, il habita au collège, ainsi qu'il résulte du testament de sa femme reçu par M^e Bion, notaire, le 10 janvier 1598 et passé, y est-il dit, *en la maison desditz époux conjoints, au collège...* ». Il semble donc, contrairement à ce que nous dit Merlin, dans le passage où il parle des conditions d'habitations imposées aux régents mariés (6), — conditions qui d'après lui étaient encore en vigueur sous le principalat de Luc Le Cop de 1596 à 1599, — que ceux-ci pouvaient, même à cette époque, habiter au collège. On pourrait admettre, il est vrai, que ce principal, dont la faiblesse est signalée par Merlin, ne faisait pas strictement observer les règlements dont il avait la garde. Cependant j'ai trouvé un autre cas de régent marié et demeurant au collège, c'est celui de Rodolphe Béraud, frère aîné de Moïse et d'Aaron, qui, marié depuis 1576 avec Denise Thomas, habitait au collège en 1585, lorsqu'il unit sa sœur Marie Béraud avec Gaspard Thomas son propre beau-frère. Leur contrat de mariage reçu par M^e Bion, notaire, le 25 janvier 1585, nous indique, en effet, qu'il fut passé à La Rochelle, *au collège d'icelle* et par conséquent chez Rodolphe

(1) *Ibid.*, p. p. 126, 127 et 128.

(2) Bibliothèque de la ville, mss. 160-2303.

(3) Voir à l'article cité la note relative à la valeur de l'argent, p. 112.

(4) *Registre protestant*, n° 22, fol. 4.

(5) Contrat de mariage Béraud-Béraud, passé devant M^e Bion, notaire à La Rochelle, le 5 janvier 1597.

(6) Voir la notice qui précède sur Moïse Béraud.

qui était alors le chef de la famille. Ceci se passait sous le principalat de Pierre le Fèvre dont la longue durée, de 1575 à 1590, est un gage de bonne administration. Le contrat d'économie du 24 novembre 1599, dont on trouvera le texte à l'appendice (1), à raison de l'intérêt qu'il présente pour l'histoire du collège de La Rochelle, ne permet pas de résoudre la difficulté, car il ne s'explique pas à ce sujet.

Nous avons d'Aaron Béraud un sonnet qui figure en tête du second volume du *Tableau des différens de la religion* par Philippe de Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde (2). On peut juger à sa lecture que son auteur, contemporain de Malherbe, sans atteindre la pureté de langage du poète, maniait avec souplesse, en des vers bien frappés, un français déjà châtié pour l'époque.

*De la manière d'escrire du sieur de Sainte-Aldegonde
en ses tableaux (3).*

SONNET

Entre ceux aujourd'hui qui se meslent d'escrire,
Les uns taschent sans plus resjouir les esprits,
Et penseroient perdus leur temps et leurs escrits
S'ils n'invitoient plaisans les plus tristes à rire.

Les autres sérieux ne veulent rien qu'instruire
Le lecteur attentif, et mettans à mespris
Ceux qui de resjouir ont joyeux entrepris,
Rien que graves discours ne proposent à lire.

Mais ceux-ci m'instruisant m'ennuyent bien souvent,
Les autres en riant me repaissent de vent,
J'aime bien le sçavoir, mais je fui la tristesse,

C'est pourquoi de Marnix, qui sçait faire les deux,
Resjouir et instruire, entre tous me plait mieux,
Meslant l'utile au doux, les jeux à la sagesse.

A. BÉRAUD.

(1) Sous le numéro IV.

(2) La Rochelle, *Héritiers de H. Hanllin*, 1605. in-8°. Ouvrage figurant à la bibliothèque de La Rochelle sous le numéro 5308 du catalogue.

(3) Je dois un témoignage spécial de reconnaissance à M. L. de Richemond, archiviste honoraire à La Rochelle, qui a bien voulu me communiquer ce sonnet, dont j'ignorais l'existence.

Omne tulit punctum, qui miscuit utile dulci,
Lectorem delectando pariter que monendo.

..... ridentem dicere verum,

Quid vetat ?

Aaron Béraud mourut probablement en 1619, car après la délibération du corps de ville du 16 janvier de cette même année, relative au remboursement de ses avances pour l'achat des livres chez Corneille Hertman, je ne trouve aucun document le concernant.

Je ne lui connais que trois enfants :

Béraud Marie, née à La Rochelle, le 10 janvier 1601 (*Temple Saint-Yon*, v° 24, f° 51 V°).

Béraud Madeleine, née à La Rochelle, le 3 mars 1602 (*Temple Saint-Yon*, v° 24, f° 51 V°).

Et Béraud François, né à La Rochelle, le 3 octobre 1604 (*Temple neuf*, v° 25, f° 47 R°) qui fut inhumé le 18 février 1665 (*Registre mortuaire protestant*, n° 3, f° 61, n° 1447).

Il exerça la profession d'avocat, se maria deux fois, la première avec Marie Ranche dont il eut dix enfants, et la seconde avec Rachel Vatable.

L'un de ses fils, Aaron, né le 20 septembre 1636, renonça au calvinisme antérieurement à son mariage avec Elisabeth Grasset, célébré à l'église *Saint-Barthelémy*, le 24 août 1665. C'est sa nombreuse descendance qui a maintenu le nom à La Rochelle.

ARMAND BÉRAUD.

APPENDICE

I

Lettre de François Béraud à... 5 novembre [1570]

(Bibliothèque de Berne. Epistolaire Daniel.

Mss. 141, 238. Chirographon).

Si veteris amicitiae nostrae vi impulso ; vel voluntas fuit tibi vel ocium percontandi ubi gentium essemus, quid ageremus ; aut si Aemylius noster Perrotus ad amplissimam dignitatem iuvenis expectatus, aliquid renuntiavit, audisti me κατερχεσθαι non ευρεί ποντω, non νησω έν αμφιρύτη sed apud Argimontem, idque κρατερά ίλγεα πασχοντα και δή και θυμόν κατέδοντз. Nam qui aliter fieri potest, quum sim denuo in puerile pistrinum

compactus, hac ætate quæ impetrata studiis tot annos erudiendæ iuventuti impensis quiete frui potius debuit, quam novis laboribus involvi ac confici. Antea me demens credideram maiore dignum theatro et eo errore imbuerant boni et docti viri; qui cum assiduos se nobis auditores præberent, ex nostris prælectionibus non parvos fructus, sese colligere dicebant. Sed aliter statuit divina providentia: quæ me non tantum celebri oppido, et liberalibus studiis affluente nudum, et armis omnibus, id est libris spoliatum extrusit; sed eo compulit, ubi illud solum obest, famæ nostræ, quod nomen nostrum illustrat. Itaque ut ille a Calypsone vi retentus, in eam maris partem, quâ in patriam reditus erat, semper fixos oculos habebat, mœstus et plorabundus; sic ego noctes et dies animo et cogitatione, unde huc sum eiectus convertor et deferor: nisi forte melior fuit Ulyssis quam nostra conditio; quod ille a nympha sui amore mirabiliter inflammata humanissimè exceptus et tractatus, uxorem, cuius erga se animus qualis tum foret, incertus erat, et patriam cuius statum ignorabat, requirebat. Ego contra avulsus ab hominibus mei amantissimis, inter eos invitus dego, quorum animi ab omni humanitate quam maxime abhorrent. Et nisi Minerva aliqua propitia, id est vir bonus aliquis nostri studiosus divinitus excitatus, in deorum concilio, hoc est apud magnos et potentes viros facta nostri mentione, hinc discessum nobis moliatur et paret, periculum est, ne barbara hæc tellus, quos vivos ferre non potest, mortuos et sepultos in longa secula servet et obruat. At istud optari, non sperari potest, hoc tempore, quo piorum virorum cœtu Aureliano, partim vi et armis nunc quoque pace proclamata, lariibus et avitiis bonis excluso, nemo erit, qui nostra opera uti volet. Diligentia nostra et fides et exigua doctrina nota et experta me charum illis reddiderat: Amicos nonnullos paraveram: Paulo facilius vivendi ratio, liberioris ut otii ad scribendum aliquid mihi pollicere, efficiebat. Hæc omnia periire, et nova et laboriosior ingredienda est vita: quæ tamen minus acerbitalis habitura esset, si inter homines, ac non feras transfigeretur. Sed quorsum te meis querelis obtundo atque interpello? Nosti quantum ad levandum dolorem valeat ista deponendi veluti in sinum amici doloris facultas: quanquam te in communi causa non dissimilis fortasse fortuna exercuit: sed in hoc saltem nobis beator es, quod a tuis intimis familiaribus, id est Musis et libris non reiectus es. Ego ad hunc usque diem ex mea bi-

bibliotheca, quam mediocriter instructam fuisse tute nosti ne chartulam quidem habere potui. Nihil mihi in ista malorum infinitate contigit acerbius. Spero tamen non omnem perisse. Tu quid facias, ut valeas, quibus te studiis dedas rescribe, et bonis viris nos commendato quorum opera et gratia ex istis malis eripi possimus. Vale. Nonis novemb. Argimonte.

Tuus ex animo.

F. BERAL.

II

Lettre de Mallot à François Béraud, 22 avril 1571.

(*Gallia Orientalis* de Colomiès, La Haye, Adrien Ulacq, 1645, p. 46).

Mallot à Monsieur Berauld, principal du Collège de Montargis,

En habetis tandem literas, mi Beralde, quibus ad Santonum portum evocamini,— superest ut intelligamus, quo modo vobis placeat oblata conditio, quæ plerisque omnibus videtur opima neque ullo modo recusanda. Nam si ii estis, tu inquam, mi Beralde, et utrique nostrum conjunctissimus Beroaldus, qui cum bona Aureliæ venia, Dei (sic enim existimo) vocationem sequi velitis, dabo ego operam ut cum eritis ad iter parati, dentur vestrum utrique quinquaginta nummi aurei ex mandato D. Amiralii (1), qui præter annua stipendia 50 librarum pollicetur omnem et principum et Rupellensium humanitatem. Cujusmodicunque futurus tandem sit rerum nostrarum eventus, non potestis tutius habitare, quam ubi ad vitandas impiorum insidias, degunt ipsi Ecclesiarum conformatores, utcunque alibi sit vel cælum clementius vel conditio luculentior. Sed nolo ego quicquam amplius in ultam partem. Vale, suavissime Beralde, cum conjugo charissima, et nos amare perge. Castellione raptissimé X Kal. Maias, 1571. DD.

Fratres exoptatissimos Chamierium et doctissimum Beroaldum meis verbis salutabis si non est molestum.

(1) Gasp. Colinii cui a Sacris erat Mallotius.

III

*Extrait de la lettre de Théodore de Bèze à François Béraud
28 janvier 1572.*

(*Epistolarum theologicarum Theodori Bezæ Vezelii liber unus.
Genève. Eustache Vignon, 1573, p. 326. Epistola LXXI.*)

Fr. Beraldo viro doctissimo et fratri amicissimo.

Rupellanis sane gratulor tuum ad eos adventum, mi Beralde, tibiquoque gratulaturus, ubi quod te expetere præcipue scio, nempe ut quam amplissimum ex tuis laboribus fructum percipiant, id fueris apud illos consequutus. In primis autem Deo opt. max. gratias ago quod te tot potius mortibus quam periculis ereptum in istum usque portum perduxerit. Sic enim malo, omnis causa, quam stationem appellare. Quod ad nos attinet...

Bene vale, cum tuis omnibus, V. Cal. Feb. 1572.

IV

Traité d'économie pour l'administration du collège de La Rochelle entre le corps de ville et Antoine Jilot sieur du Plantin, passé devant M^e Bion, notaire royal à La Rochelle, le 24 novembre 1599. (Aux minutes de M^e Bonniot, notaire à La Rochelle).

Comme ainsy soit que cy devant Messieurs les Maire, eschevins, conseillers, pairs de la ville de La Rochelle eussent pourvu Maistre Luc le Cop professeur en la langue grecque, de la charge du principat et economye du collège de cette ville sous les conditions portées par le contrat passé par Jouise, notaire royal, le septiesme de septembre mil V^c IIII^{xx} seze pour icelle charge gérer et administrer le cours des trois années suyvantes commancées dès le terme de Saint-Michel on dict an quatre vingt seze à la fin de septembre, ayant le dict Le Cop faict entendre à mesdicts sieurs que son intention nestoit plus de continuer la dicte economye pour estre distraict et appelé à aultres affaires qui l'empescheroient de pouvoir effectuer ladicte charge, veu laquelle déclaration, lesdicts sieurs ayant reçu advis que Maistre Anthoine Gillot, sieur du Plantin, professeur es lettres humaynes, estont de présent recteur à Vittré et qu'il avoit plusieurs longues années fait et exercé

semblable charge tant au collège dudict Vittré qu'ailleurs, que fasiblement il entendroit aprandre ladicte administration de principal audict collège de cette ville, auroient donné charge à Charles Coullon, escuier, sieur des Volliers et procureur, soy transporter audict lieu de Vittré et savoir dudict sieur du Plantin si sa volonté estoit de prandre et accepter telle charge. A quoy y satisfaisant ledict Coullon il auroit tellemant traicté avec ledict du sieur Plantin qu'il seroit condescendu à s'acheminer en cette ville où estant et icelui sieur présenté à mon dict sieur le Maire et à Messieurs les recteurs dudit collège et depuis ledict négoce rapporté au conseil ordinaire de mesdicts sieurs les maires, eschevins, conseillers et pairs, auroit esté ordonné on dict conseil que contract seroit passé par ledict Coullon le procureur avecq ledict sieur du Plantin pour icelle charge et economye dudict collège administrer soubz les conditions et conventions qui auroient esté accordées entre eulx suyvnt lesquelles ils ont passé le contract tel qui sensuyt. Pour ce savoir faisons que pardevant David Bion, notaire royal, personnellement estably ledict Charles Coullon, sieur des Volliers, pair de cette ville, procureur d'icelle et encore comme procureur spécial desdicts sieurs Maire, eschevins, conseillers, pairs sellon qu'il a fait apparoir de son pouvoir à luy donné par lesdicts sieurs signé Phelippes (?) secrétaire du conseil en date de ce jourdhuy XXIIII^e du présent mois, d'une part. Et ledict maistre Anthoine Gillot, sieur du Plantin, professeur endictes lettres humaynes d'autre part. C'est assavoir que ledict Coullon, on dict nom de procureur desdits sieurs Maire, eschevins, conseillers, pairs et auxquels il promet faire osmolloguer et avoir agréable le contenu de ces présentes, néanmoins icelle tousiours tenant, et ce toutefois quantes, a, en vertu du susdict pouvoir, institué, receu et estably ledict sieur de Plantin à ce stippulant et acceptant pour exercer et tenir la place et office de principal et modérateur on dict collège de cette ville pour le temps et espace de trois années prochaines et consenti faire le but l'année sans intervalle de temps commençant au premier de décembre prochain et finissant à pareil jour lesdictes trois années festes expirées et revollues pendant lesquelles ledict Gillot a promis et s'est obligé de faire son devoir en ladicte charge de princypat et economye audict collège et avoir l'œil sur tous les régens qui seront et demourront en iceluy collège pour les faire contenir en le debvoir tant à l'instruction des

enffans qui seront et demourront audict collège que ceulx qui viendront aux leçons suyvant les règlements quy en ont cy devant esté faits et lesquels luy ont esté dellivrez qu'il a bien veu et entendu. O la charge aussy que ledict sieur du Plantin sera tenu de faire l'économye audict collège et qu'il recepvra toutes les pantions des enfans qui demourrent audict collège qu'il sera tenu de nourrir tous à une table commune à tous les repas qu'il conviendra faire et aultres en salle ordinaire, comme il sera tenu de nourrir à ladicte table les régens qui demourront dans ledict collège pour la nourriture de chacun desquels il sera païé pour chacun an par les trésoriers des deniers communs de ladicte ville la somme de quarante escus sol quy est pour chacun quartier la somme de dix escus et par advance, quy sera prinse et desduitte sur les gaiges cy-mevant ordonnés aux susdicts régens suyvant lestat quy en a esté faict et comme ils en ont esté paiez par le trésorier par devant, aussy ne pourra le dict sieur du Plantin recepvre aucuns régens audict collège que au premier il ne les représente à mondict sieur le maire qui rapportera au conseil en ladicte maison commune affin qu'ils soient examinés et facent preuve de leur suffisance pour la classe et la profession enlaquelle ils devront estre emplacés, les recteurs appelés, et où il adviendrait vacance des régens pour faire la classe ordinaire dudict collège sera tenu ledict principal advertir les recteurs pour y pourvoir et faire les frais de la remploye desdicts régens desquels néanmoins ledict sieur du Plantin fera seullement les diligences. Aussi aura ledict sieur du Plantin la charge de distribuer et diviser également les logis qui sont audict collège à chacun des régens pour sy pouvoir tenir chacun le nombre des enfans qui sera trouvé par luy échu expédiant et la distribution desquels enfans en la chambre et sous la charge desdicts régens appartiendra audict sieur du Plantin lorsque les susdits enfans seront admenés pour demourer audict collège et moiennant aussy, que ledict sieur du Plantin sera tenu de demourer dans le corps de logis dudict collège auquel les principaulx d'icelluy ont accoustumé de faire leur demeure, et lequel corps de logis ensemble tous les aultres dudict collège seront entretenus de toutes réparations nécessaires aux frais et despens dosdicts sieurs maire, eschevins, conseillers, pairs. Et moiennant outre tout ce que dessus sera païé audict sieur du Plantin pour ses gaiges de chacune année, la somme de six vingt escus payable par quartiers par

avance: savoir quatre vingt trois escus un tiers pour ses gaiges ordinaires de principal audict collège et trante six escus deux tiers a luy accordés pour le rellever et rendre indemne de la despance qu'il est tenu faire en ladicte économye, oultre et pardessus encore la somme de cent trante trois escus un tiers accordée audict sieur du Plantin estre paié pour ses gaiges de professeur en la langue grecque de laquelle il sera tenu faire leçon chacun jour à certaines heures. Et en cas d'absence ou maladie d'aucuns desdicts régens sera tenu faire sa classe jusques à la seconde inclusivement. Et tandis qu'il fera ladicte classe ne sera tenu faire ladicte leçon grecque. Et laquelle somme ainsy à luy accordée est aussy par chacun an payable par quartiers par avance durant lesdicts trois ans tant par le trésorier des deniers commungs à présent en charge que autres trésoriers de ladicte ville qui seront cy après, auxquels est mandé faire ledict paiement et en trois quittances dudict Gillot, ils en demourront deschargés en la reddition de leur compte par messieurs les auditeurs d'iceulx. Quant au portier il sera pourvu de personne propre par ledict Gillot tel qu'il advisera sans que ledict portier puisse rien exiger des enfans venant au collège et lequel portier ledict sieur du Plantin sera tenu nourrir et pour cet effect aura treize escus un tiers par chacun an payable par ledict trésorier comme dessus. Et aussy que pour tous herbages et fruits qui pourront provenir au jardin dudict collège appartiendront audict Gillot en considération de ladicte économye, sans qu'aucun des régens dudict collège y puissent rien prendre, néanmoins leur sera bien permis de s'y promener à quelques heures lorsqu'ils ne seront empêchés à faire leurs dictes leçons, lequel jardin ledict principal entretiendra bien et dheuement à ses despans, et se servira des meubles ustenciles appartenant à la dicte ville qui sont audict collège comme faisoit ledict Le Cop, desquels ledict sieur du Plantin demourra chargé suyvant l'inventaire qui en sera fait. Tout ce que dessus les parties respectivement ont stipulé et accepté. Et à ce faire admandes, donnaiges, etc... Obligent les parties l'une à l'autre assavoir ledict Coullon audict nom de procureur de ville tous les biens et revenus d'icelle qu'il a soubzmis en vertu de sondict pouvoir, et ledict sieur du Plantin aussy ses biens etc... Renonce, etc... Promis et juré... jugez et condempnez. etc... Faict à La Rochelle, en la maison de Alexandre de Haranoder, escuyer, sieur des Rouhaultx, maire et cappitaine de la-

dicte ville, après midy. Présents ledict sieur maire, noble nommé Jehan Salbert escuyer, sieur de la Ramigère, eschevin de cette ville, noble homme M^e Jehan Gaschot, sieur de Vuers, advocat au siège présidial d'icelle, pair de ladict Rochelle XXIIII de novembre mil V^e IIII^{xx} dix neuf.

DEHARANEDER, COULLON, J. SALBERT, GASCHOT, A. JILOT,
BION, notaire.

III

AUTEL OU BASE DE COLONNE

On sait qu'il y a une cinquantaine d'années environ, M. Bourgeois découvrit dans son jardin, situé au faubourg Saint-Vivien, sur la petite colline qui domine la Charente (pour préciser davantage, tout près de la maison de M. Jules Guillet), un cube de pierre décoré d'une divinité sur chacune de ses faces: Hercule, Minerve, Mercure, Mars ; à cause de sa forme et des dieux représentés on lui décerna le nom d'autel.

M. Bourgeois le fit transporter dans le jardin de sa maison, au bout de la place du Synode, où il demeura jusqu'au jour de la vente de la maison par les héritiers de M. Léonce Bourgeois, lesquels l'emmenèrent à Meschers, d'où notre confrère M. Léridon, armateur à La Rochelle, l'enleva et le plaça au milieu de son beau parc. Le musée de Saintes — soit dit en passant — ne fut jamais prévenu et l'autel ne lui fut jamais offert.

M. le commandant Espérandieu l'a publié dans ses *Bas reliefs de la Gaule* (tome II).

Voilà pour l'histoire. Quelle attribution faut-il donner à cette pierre ?

Jusqu'à présent on avait cru que c'était un autel. Les sculptures paraissaient rendre cette attribution vraisemblable. Mais voici qu'une explication nouvelle se présente.

Au Congrès archéologique et historique tenu à Liège à la fin de juillet 1909, M. Franz Cumont présenta un mémoire sur les *Fragments de « colonnes au géant » découverts en Belgique*.

Tout le monde sait de quoi il s'agit par *colonne au géant* ! Il s'agit de ces monuments, dont le sens véritable échappe encore, malgré de longues discussions, composés d'une base, d'une co-

lonne terminée par un chapiteau servant de support à un cavalier passant par dessus un homme anguipède. Le plus connu est celui de Merten.

Tous les musées des bords du Rhin, et généralement du nord-est de la Gaule, contiennent un ou plusieurs fragments de monuments semblables. Les archéologues inclinent à penser que ces cavaliers étaient destinés à célébrer des victoires, et les datent de la fin de l'Empire.

Le socle ou base est orné le plus souvent de quatre divinités. M. Cumont a signalé un certain nombre de ces bases cubiques, puis un tronçon de colonne décoré de pampres se développant en rinceaux symétriques de chaque côté d'une tige verticale. Et il ajouta : « Il ne me paraît pas douteux que ce fragment qui soutient, comme beaucoup de pierres aux quatre dieux, l'autel d'une église du Luxembourg, appartient à la même espèce de monuments : c'est la partie médiane d'une colonne au géant ». Pourtant M. Cumont ne connaît qu'un seul débris trouvé en Belgique.

Ce mémoire a donné lieu, en séance publique, à quelques observations (1). Un de nos confrères saintais qui assistait à la séance, intervint et dit que, si on entre dans la voie de reconnaître tous les autels à quatre dieux comme des bases de colonnes au géant, on étendra singulièrement l'aire de ces monuments commémoratifs, et il signala notamment l'autel de Chaumont, dont l'une des divinités est un homme avec un griffon, et l'autel de Saintes, appartenant à M. Léridon. De même pour les colonnes couvertes de pampres qui sont si répandues. Le musée de Saintes en possède une très jolie.

MM. J.-P. Waltzing et F. de Villenoisy reconnurent qu'en effet les bases de cette nature sont extrêmement nombreuses. Haug (2) en a dressé un inventaire. Toutes ont-elles supporté une colonne au cavalier ? Combien a-t-on découvert de fragments de cavalier, en dehors de la région nord-est de la Gaule et des bords du Rhin ? Aucun, je crois. Il est pourtant possible que le monument aux quatre dieux de Saintes n'ait jamais servi

(1) Voir le compte rendu dans *Annales du XXI^e Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique*, tome I, 2^e fascicule, p. 365 et suivantes. — Le mémoire est inséré au tome II, p. 542-550.

(2) *Die Viergöttersteine* dans *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, t. X, pages 9 et suiv., où sont décrits 134 monuments accompagnés de trois planches.

d'autel et soit tout autre chose. Le cube sur lequel sont sculptées les divinités est bordé d'une grosse moulure et le dessus ne ressemble en rien au dessus d'un autel ; on n'y remarque aucune cavité.

CH. D.

IV

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite).

Deuxième Partie. — Les Juges de Paix. — Les Assesseurs.
Les Suppléants. — Les Greffiers.

CHAPITRE PREMIER. — *Les juges de paix.*

Dans cette seconde partie de notre étude, nous allons d'abord donner sur chacun des juges de paix, qui se sont succédés dans les deux cantons de Saintes, des notes biographiques, parfois un peu sommaires, à l'aide des documents et renseignements qu'il nous a été possible de réunir.

Notre travail fera l'objet de deux paragraphes distincts :
1° Les juges de paix élus ; 2° Les juges de paix nommés par le gouvernement.

§ 1^{er}. — *Juges de paix élus.*

I. — François Riquet.

François Riquet, né dans la paroisse de Chepniers, province de Saintonge, le 12 septembre 1745, était fils de Pierre Riquet, procureur fiscal de la châtellenie de Montlieu, et de « demoiselle » Marie-Elisabeth Durau (alias Dureau), son épouse. Il fut baptisé, le lendemain, en présence de François Riquet, notaire de Montlieu et greffier, et de Marie Riquet (1). La famille Riquet était de très bonne bourgeoisie. Une tradition — dont nous ne garantissons pas l'authenticité (2) — la rattache même, paraît-il, à celle de Jean-Mathias de Riquet, seigneur de Bonre-

(1) *Registres de la paroisse de Chepniers.* — Archives du greffe civil de Jonzac. — Renseignements dus à l'obligeance de M. Brochard, premier commis greffier de ce tribunal.

(2) Voir à ce sujet un article de notre confrère, M. le Dr Vigen, dans l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* du 20 décembre 1905, page 925.

pos, président à mortier au Parlement de Toulouse, mort le 30 avril 1714, lequel était fils de Pierre-Paul de Riquet, le célèbre créateur du canal du Languedoc (1).

François Riquet vint à Saintes vers la fin de l'année 1764 et entra, en qualité de clerc, dans l'étude de Louis Rétif, notaire royal et apostolique et procureur dans cette ville (2). Le 4 novembre 1768, par acte passé devant ledit Rétif, il acheta à François Ardouin l'office de procureur au sénéchal et siège présidial (3) dont il était titulaire, moyennant 4.000 livres de principal et 2.000 livres de pot-de-vin, payables dans le délai de trois ans ; et, comme il était encore mineur de 25 ans et sous la curatelle de la veuve Riquet, sa mère, Pierre Riquet, son frère aîné, et Jacques Ratier, son cousin, tous les deux bourgeois et demeurant le premier en la paroisse de Chepniers et le second en celle de Cercoux, se portèrent, envers le vendeur, garants et cautions solidaires du paiement du prix et de l'exécution des clauses et conditions du contrat (4).

Riquet, qui semble avoir commencé à exercer son état de procureur dans les premiers mois de l'année 1769 (5), ne tarda

(1) La famille Riquet, noble et ancienne, était originaire de Florence (ou de Lucques) et descendait de Gérard Arrighetti, qui, proscrit comme Gibelin, vint s'établir en Provence vers 1268. Elle se divisa en deux branches, connues, l'une sous le nom de Riquet, comte de Caraman, l'autre sous le nom de Riquetti, marquis de Mirabeau. C'est de la première, venue au XV^e siècle en Languedoc, qu'est issu l'homme de génie, auteur d'une entreprise qui commande l'étonnement et l'admiration de tous. Consulter sur Pierre-Paul de Riquet et sa famille la *Nouvelle Biographie Universelle* du Dr Hœffer, tome XLII, page 314, v^o Riquet.

(2) On trouve la signature de F. Riquet apposée sur un acte de Rétif en date du 18 novembre 1764 (quittance Chollet à Marsay), où il figure comme témoin.

(3) Le présidial était un véritable tribunal de première instance répondant à peu près au tribunal actuel d'arrondissement. En chaque bailliage ou sénéchaussée, où il y avait un présidial, le bailliage ou la sénéchaussée ne formait avec cette juridiction qu'un seul et même siège. Pour l'organisation et la compétence des présidiaux, voir les édits de 1651, 1774 et 1777 ; consulter aussi à ce sujet : *Nouveau Larousse Illustré*, tome VII, page 19, Paris, s. d. ; *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers*, (par d'Alembert et Diderot), tome XIII, pp. 317-318, à Neufchâtel, chez Samuel Faulche et C^{ie}, 1765.

(4) *Minutes de M^e Rouyer*.

(5) Son nom est mentionné, pour la première fois, sur les registres du présidial, à l'audience de l'ordinaire du lundy 10 avril 1769, tenue par Leberthon, président, lieutenant-général ; assistants : Trébuchet, lieutenant parti-

pas à jouer un certain rôle à Saintes. Il fit, en effet, partie de l'échevinage de cette cité au moins à partir de l'année 1782. Il était officier de l'hôtel de ville (1) quand, le 21 mars de cette même année, sur le rapport de Mollet, procureur du roi, il fut chargé par ses collègues d'aller avec Etienne Dangibeaud, premier échevin, précédé de cinquante jeunes gens, habillés en uniformes de dragons, et suivi d'autant de notables bourgeois, « tous à cheval, en bottes et l'épée au côté », complimenter l'évêque Pierre-Louis de La Rochefoucault, à son entrée solennelle à Saintes (2). Il est encore échevin en 1783, 1784, où il a le titre de « contrôleur », et semble avoir fait partie de la municipalité jusqu'au commencement de 1790, car on retrouve encore sa signature sur le registre des délibérations de l'hôtel de ville le 4 janvier de cette année (3).

Elu, au mois de novembre 1790, juge de paix de la cité, des faubourgs et banlieue de Saintes, il fut réélu, le 25 novembre 1792, à la presque unanimité des votants (83 sur 88) (4), et ne cessa pas depuis d'être maintenu dans cette fonction, soit par les électeurs, soit par le gouvernement, quand la loi du 28 floréal an X et le sénatus-consulte du 16 thermidor suivant donnèrent, comme on l'a vu plus haut, le droit au chef du pouvoir de choisir les magistrats cantonaux sur une liste de deux citoyens désignés par l'assemblée du canton. Sous le régime impérial, Riquet fut, par décret du 1^{er} juin 1807, institué, encore une fois, juge de paix du canton de Saintes, second arrondissement, et dût, pour continuer l'exercice de ses fonctions en vertu de cette nouvelle commission, prêter, devant le tribunal de première instance de la dite ville, le 11 août de la même année,

culier ; Robert de Rochecouste, assesseurs ; Dangibeaud, Paillot, Vieuille et Méthé de Fonrémis, conseillers ; Messieurs les gens du Roy : de Beaune, procureur du Roy, et Brejon-Lamartinière, avocat du Roy. » (*Registres du Présidial de Saintes*, Archives du greffe du tribunal civil).

(1) Le *Corps de Ville* était composé de vingt-cinq échevins. Ils élisaient parmi eux un maire, un sous-maire, un juge, un procureur, un receveur et un greffier. Ces six derniers étaient spécialement appelés *officiers de ville* (Eutrope Dangibeaud, *Saintes au XVI^e siècle*, page 23).

(2) *Entrées Episcopales à Saintes*, par Louis Audiat, pages 3 et suiv., Paris, 1869. Cf. *Etudes et Documents relatifs à la ville de Saintes*, page 71.

(3) *Documents*, pages 499-501.

(4) *Procès-verbal d'élection* du 25 novembre 1792 (Archives départementales).

le serment d'obéissance et de fidélité aux constitutions de l'Empire et à l'Empereur (1).

Riquet jouissait d'une réelle considération et était devenu un personnage assez en vue.

Le 11 septembre 1792, la quatrième assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure, réunie à La Rochelle, l'avait nommé administrateur du département pour le district de Saintes, en remplacement de René Eschassériaux, élu procureur général syndic (2).

Le 5 ventôse an IV (24 février 1796), le Directoire Exécutif le choisit pour troisième juge suppléant au tribunal civil du département, fonction qu'il remplit jusqu'aux élections des 25 et 26 germinal de la même année (14 et 15 avril) (3).

Le 7 frimaire an XII (29 novembre 1803), il fit partie, ainsi que Brejon-Lamartinière, son collègue du canton nord, du bureau d'administration de l'Ecole Secondaire communale de Saintes, qui remplaçait l'Ecole Centrale (4).

Le 10 brumaire an XIV (1^{er} novembre 1805), il fut nommé, par arrêté préfectoral, conseiller municipal de Saintes et le resta jusqu'à son décès (5).

Riquet, par son caractère, semble avoir mérité l'estime et la considération dont il était entouré, et le fait suivant, que nous allons rappeler, est tout à son honneur.

Un plaideur grincheux, Philippe Couturier, officier de santé à Saintes, l'ayant récusé le 29 thermidor an X (17 août 1802), à l'occasion d'un procès, Riquet fit, sur la feuille d'audience, la réponse suivante que nous transcrivons en respectant l'orthographe, quelque peu fantaisiste, du greffier qui a écrit sous la dictée du magistrat :

« Le juge de paix de la ville de Saintes, arrondissement du sud, estime que la récusation, proposée par le sieur Couturier,

(1) *Archives du Greffe civil.*

(2) *Assemblées Electorales de la Charente-Inférieure (1790-1799)*, par Eschassériaux, page 104.

(3) La loi du 22 frimaire an IV (13 décembre 1795) avait chargé le Directoire Exécutif de nommer, provisoirement et pour exercer jusqu'aux élections de l'an IV, les juges des tribunaux civils des départements et leurs suppléants aux places vacantes par suite de démission ou pour toute autre cause.

(4) Xamheu, *Histoire du collège de Saintes*, 2^e fascicule, p. 121. Saintes, A. Trépreau, 1886.

(5) *Documents sur Saintes*, page 95.

est vague et sans motifs *ny* moyens péremptoires ; qu'elle tomberoit d'elle-même *sy* on la faisoit juger, mais, comme le répondant ne veut point être juge du citoyen Couturier contre sa volonté, malgré qu'il soit assuré lui avoir rendu une justice exacte dans toutes les affaires qu'il a eues devant lui, il déclare s'abstenir de la connoissance de la *cauze* du citoyen Couturier, l'invitant à se dégager de toute prévention et d'ôter de son cœur la haine qu'il porte contre un homme *quy* ne lui a jamais fait aucun *tord* et *quy* n'a envie d'en faire à personne (1) ».

Couturier avait-il des raisons sérieuses pour réouser son juge ? Nous posons la question sans pouvoir la résoudre, mais on conviendra que la réponse du juge ne manquait pas de dignité.

François Riquet vint à décès le 13 octobre 1808 « dans sa maison des Maiteries, paroisse de Saint-Pallais » ; il était âgé de 63 ans (2).

Le défunt avait épousé, au commencement de l'année 1769 (3) Marie Richard, née à Saintes le 3 septembre 1744, fille de Charles Richard, marchand, de la paroisse des Gonds (4), et de feu Marie Geay, son épouse.

De son mariage avec Marie Richard, décédée elle-même à la Grelaudrie, commune de Saintes (5) à l'âge de 87 ans, le 22 juin

(1) *Archives de la justice de paix du canton sud de Saintes.*

(2) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes.*

(3) Le contrat de mariage de Riquet avec Marie Richard a été passé, le 23 janvier 1769, devant Rétif, notaire (*Etude de M^e Rouyer*).

(4) Charles Richard, qualifié de « peigneur de laines » dans son contrat de mariage avec Marie Geay, du 22 juin 1734 (*Minutes de Senné, notaire royal à Saintes*), était fils de Gilles Richard, serger, de la paroisse de Saint-Eutrope, et de son épouse, Catherine Castagnary. Cette dernière, très vraisemblablement, devait avoir des liens de parenté avec la famille de Michel Castagnary, mégissier à Saintes, rue du Pont des Monards, qui, de son mariage avec Jeanne Garestier, eût un fils, Jules Antoine Castagnary, né à Saintes le 11 avril 1830, mort à Paris le 11 mai 1888, ancien clerc de M^e Bourdin, notaire en cette ville, puis critique d'art et journaliste, lequel, ami de Léon Gambetta et de Gustave Courbet, devint successivement président du conseil municipal de Paris (1879), Conseiller d'Etat, Directeur des Beaux-Arts (1887). (Voir, sur J.-A. Castagnary, Gustave Vapereau, *Dictionnaire des Contemporains*, page 373, 5^e édition, Paris, Hachette et C^{ie}, 1880).

(5) Le domaine de la Grelaudrie (ou des Métairies) était propre à Marie Richard, qui l'avait recueilli dans les successions de ses père et mère décédés, le premier antérieurement au mois de novembre 1780 (Voir un acte de Rétif, notaire, du 20 novembre 1780, contenant vente au marquis de Monconseil) et la seconde avant le 23 janvier 1769, date du contrat de mariage des

1832, Riquet eût quinze enfants, neuf garçons et six filles. Deux de ses fils, Jean-Joseph Riquet et François-Yves Riquet servirent dans les rangs de l'armée française et moururent : le premier, capitaine au régiment de l'Isle de France, à Preston, près d'Halifax (Nouvelle Ecosse), où il était prisonnier de guerre sur parole, le 20 mai 1814 ; le second, lieutenant au 12^e bataillon de la République à Buitenzorg, près Batavia (Indes Néerlandaises), le 21 août 1822 (1). — Un troisième fils, Jacques-Philippe Riquet, lui-même ancien militaire, décéda, célibataire, âgé de 66 ans, au lieu susdit de la Grelaudrie, le 6 mars 1843. Les autres garçons semblent être tous morts en bas âge. Quant aux filles, quatre d'entre elles descendirent au tombeau bien avant leurs parents ; une autre, Monique-Agathe Riquet, s'éteignit, sans alliance, à l'âge de 83 ans, à la Grelaudrie, le 20 février 1868. La sixième et dernière, Marie-Thérèse Riquet, épousa, à la mairie de Saintes, le 19 octobre 1815, Jean-Paul Auger, teinturier dans cette ville (2), et y mourut le 30 août 1879, âgée de 94 ans. Elle laissait deux enfants nés de son union avec celui-ci, prédécédé à Saintes, le 5 septembre 1856, savoir : 1^o Marie-Zélie Auger, épouse de Charles-Henri Barbot, pharmacien à Saintes, rue de l'Arc de Triomphe, morte à la Grelaudrie, le 30 juin 1873 ; 2^o et Charles Philippe Auger, teinturier, décédé le 12 janvier 1900, marié à Célestine-Augustine Pelluchon, qui le suivit dans la tombe le 22 du même mois, et dont il eût : a) Marie Auger, épouse de

époux Riquet. Il fut ensuite la propriété indivise de Jacques-Philippe Riquet, de Monique-Agathe Riquet et de Marie-Thérèse Riquet, épouse Jean-Paul Auger, ses trois enfants survivants. — Charles-Philippe Auger en devint seul propriétaire, savoir : pour une partie, comme héritier de sa mère, et, pour l'autre partie, pour l'avoir recueillie dans la succession de la veuve Barbot, née Zélie Auger, sa sœur germaine, laquelle la tenait elle-même de Monique-Agathe Riquet, sa tante, suivant acte de donation, reçu par M^e Deschamps, notaire au Douhet le 27 mars 1861. — Cette propriété appartient actuellement à M. Eugène Triplon, beau-père de M. Octave Lauraine, député de la première circonscription de Saintes, pour s'en être rendu adjudicataire à la barre du tribunal civil de cette ville le 21 décembre 1900.

(1) *Registres d'actes de l'état civil de Saintes.* Le décès de Jean-Joseph Riquet a été transcrit le 29 janvier 1821 et celui de François-Yves Riquet le 10 juin 1829. Pour ce qui concerne ce dernier on peut consulter un acte de notoriété dressé, à la date du 23 octobre 1838, par le juge de paix du canton nord de Saintes (*Archives de la justice de paix dudit canton*).

(2) Le contrat de mariage des époux Jean-Paul Auger a été reçu par Huvet, notaire à Saintes, le 15 octobre 1815 (*Etude de M^e Rouyer*).

M. Edouard Chabasse, pharmacien à Saint-Jean-d'Angély ; b) et Charles-Victor-Eugène Auger, né à Saintes, le 23 février 1851, mort à Diconche, commune de Saintes le 20 juin 1900, lequel, après avoir travaillé comme clerc chez M^e Lambert, notaire à Saintes, fut, pendant la guerre de 1870, sous-officier dans la compagnie des francs-tireurs saintais (capitaine Louis Planty), conseiller municipal républicain de sa ville natale (mai 1888), rédacteur en chef du *Rappel Charentais*, collaborateur à la *Constitution* de Cognac dirigée par Alcide Hillairet, d'Aumagne, et au *Peuple*, dont il fut l'un des fondateurs, correspondant, à Saintes, de la *Petite Gironde*, et l'auteur de quelques ouvrages : *Saintes en Normandie* (Saintes, Imp. Loychon et Ribéraud, 1880) ; *Les Veillées littéraires*, 2 vol., 1887 ; *A propos de l'Epidémie de Saintes* (1883) (1).

François Riquet, le juge de paix, eût un frère aîné, Pierre Riquet, né à Chepniers, le 13 juillet 1743, qui fut capitaine des chasses à Montlieu, et deux autres frères germains plus jeunes. L'un, François Riquet, sieur du Bois-du-Roi, né vers 1748 (2), fut notaire, en 1773, audit Cercoux, et fut maire de cette commune qu'il habita jusqu'à son décès arrivé le 27 août 1808. Il avait épousé à Saint-Saturnin de Cercoux le 5 février 1777, la « demoiselle » Marie Ragot, dont il eut un fils, Jean Riquet, qui a représenté, du 4 janvier 1831 à 1839, les cantons de Montlieu et de Montguyon au Conseil général du département et a exercé les fonctions de juge de paix dans le premier de ces cantons depuis le 30 mars 1841 jusqu'au 14 avril 1848 (3).

L'autre frère de François Riquet, Pierre-Augustin Riquet, né le 19 février 1753, à Chepniers, fut successivement avocat au

(1) Voir les articles nécrologiques sur Charles Auger publiés dans les journaux de Saintes : *L'Indépendant de la Charente-Inférieure* et *Moniteur de la Saintonge* du 21 juin ; *le Peuple et le Progrès*, du 22 juin ; *Revue de Saintonge et d'Aunis*, du 1^{er} juillet 1900, page 256.

(2) Nous trouvons cette date dans l'article ci-après énoncé de M. le baron Trigant de la Tour. L'acte de décès de François Riquet indique qu'il est mort à 60 ans et qu'il était né à Cercoux. On ne trouve pas, cependant, à Cercoux, de 1743 à 1752, la naissance dudit François Riquet. Est-il né à Chepniers ? Le registre de 1748 de cette dernière commune manque. (Renseignements dus à M. Brochard, commis-greffier du tribunal civil de Jonzac).

(3) Voir un article de M. le baron Trigant de la Tour, dans le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure* (1899-1901), page 527. — Cf. *Assemblées Electorales de la Charente-Inférieure*, page 337.

Parlement de Bordeaux, administrateur du département de la Charente-Inférieure (27 juillet 1790), député à l'Assemblée Législative, où il eût un rôle assez effacé (31 août 1791) ; commissaire national près le tribunal du district de Montlieu, séant à Montguyon (1792-1793), juge de paix de Montlieu (1796), conseiller général (8 juin 1800), président du collège électoral de Jonzac (28 octobre 1808) et mourut célibataire à Orignolles dans sa maison au lieu de chez Barbin, âgé de 59 ans, le 14 novembre 1812 (1).

François Riquet était encore cousin au troisième degré de Pierre-Léger Ratier, dit Ratier de Monguyon, né à Cercoux le 13 novembre 1749, époux de Jeanne-Victoire Galaux ou Galaup (de La Roche-Chalais), mort, sans postérité, le 5 novembre 1822, à Lussière, commune de Cercoux, lequel fut avocat au Parlement, fit partie de la commission chargée de rédiger le cahier des vœux et doléances du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Saintonge, fut élu par cet ordre député aux Etats-Généraux de Versailles (21 mars 1789), se montra partisan des idées nouvelles, prêta le serment du Jeu de Paume (2) et après le coup d'Etat du 18 brumaire, auquel il donna son adhésion, fut nommé sous-préfet de Jonzac le neuf germinal an VIII (30 mars 1800) et le 27 brumaire an XII (19 novembre 1803) élu par le Sénat Conservateur député de la Charente-Inférieure au Corps Législatif, où il siégea obscurément jusqu'à la fin de l'Empire (3).

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) Renseignements donnés par M. Brochard. Consulter sur Pierre-Augustin Riquet : *Assemblées Electorales*, loc. cit. supra ; *Dictionnaire des Parlementaires Français*, tome IV, page 151, *Biographie Moderne*, à Breslau, chez Korn, 1806, tome IV, page 170 ; *Biographie de la Charente-Inférieure*, par H. Feuilleret et de Richemond, tome II, page 623, Niort, Clouzot et La Rochelle H. Petit, 1877.

(2) La signature de Ratier, qui est la 636^{me}, figure sur le registre entre celles de Le Deist de Botidoux, député suppléant du Tiers de la sénéchaussée de Ploërmel, et de Meusnier du Breuil, lieutenant général au présidial de Nantes, député du tiers du bailliage de cette ville. (*Liste des signataires du Serment du Jeu de Paume par ordre d'inscription, copiée sur la minute aux Archives nationales*. Archives parlementaires, 1^{re} série, tome VIII, page 660.

(3) *Dictionnaire des Parlementaires Français*, tome V, page 91. — Cf. un article du D^r Ch. Vigen publié dans l'*Almanach du canton de Montlieu* pour l'année 1907, page 57 et suiv. (Imprimerie de Javarzay-Chef-Boutonne (Deux-Sèvres)).

V

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE.

(Suite)

1637. — François Babelot, procureur, mari de Marie Aigron.

1630. — Georges Babiaud, sieur de Bobaine, mari de Letice de Gourgues.

1693, 3 mars. — Jacques de Bachoué, écuyer, seigneur de Feusse, capitaine aide-major en garnison à Brouage, règlement d'arrérage avec Charlotte de Caumont, abesse.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1693. — Jacques de Bachois, écuyer, seigneur de Feusse, mari de Jeanne Prestreau, fille de feu Samuel Prestreau, marchand, demeurant à Brouage. (Minutes de MARÉCHAL.)

1708, 13 mai. — Transaction entre Jeanne Pestreau, veuve de Jacques de Bachois, écuyer, seigneur de Feusse, capitaine aide-major en Brouage, demeurant à Feusse, d'une part, Catherine (fille de Raymond) de Gombaud, demeurant à La Vallée, d'autre part, Henry Michel, seigneur de La Lande, conseiller en la cour des aides et finances de Bordeaux, d'autre, disant que l'abbesse de Xaintes, ayant fait action au dit feu Bachois au présidial de Xaintes, pour paiement d'une coupe d'argent pesant un marc, payable de trois ans une pour l'amortissement de la dime que ladite dame abesse avoit droit de prendre sur le jardin, renclos, prés et terres que tient la dite dame Bachois en la seigneurie de Feusse, et sur 48 livres de marais sallants, à présent possédés tant par la dame Gombaud que le sieur de La Lande, situés en la prise de Lescorche-beuf, près de la seigneurie de Feusse et de Nieule. Bachois apella en garantie feu R. de Gombaud, père de la ditte dame de Gombaud, lors en possession des 48 livres de marais..... (Minutes d'ARNAUD.)

1711, 8 mai. — Catherine Pestreau, veuve de Jean de Bachois, seigneur de Lespine, paroisse de Plassay, capitaine au régiment de Navarre, tutrice des mineurs de feu Etienne Coudreau, sieur de La Devandrie, et de Jeanne-Eulalie de Bachois, ses petits-enfants. (Minutes de MARÉCHAL.)

1659. — Jean-Joseph Bacot, avocat, fils de feu Pierre et de Anne Foucaud.

1705, 9 octobre. — Testament de Jean Baccot, avocat (depuis près de 40 ans), juge baillif à Saintes ; s'en remet aux soins de son frère Jacques Baccot, marchand tapissier, — Anne Baccot sa nièce. (Minutes d'ARNAUD.)

1600. — Feu François Badiffe, avocat, mari de Marguerite Boursiquot.

1608, 16 novembre. — Contrat de mariage de Jean Badiffe, marchand, fils de Michel, échevin, et de Françoise Gandillot, avec Françoise Musset, fille de Vivien Musset, archer du prévôt, et de Vincende Seuillet.

Jean Rouhaud, beau-frère de Jean Badiffe.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1608. — Mariage de Jacques Badiffe, juge sénéchal de la châtellenie de Pont-Labbé, avec Suzanne de Fougeroux, veuve de Mathurin Thibaud. (Minutes de SANSON.)

1617. — Suzanne Faugerou, veuve de Mathurin Thibaud, femme de Jacques Badiffe. (Minutes de DELABROUSSE.)

1617. — Anne Badiffe, veuve de Isaac Rangeard, avocat, fils de Nicolas.

1624. — Pierre Badiffe, sieur de Belair, beau-frère de Adrien Chalopin, chanoine.

1626, 2 juillet. — Testament de Jacques Badiffe, avocat, échevin, mari de Jeanne Sanson ; ont pour enfants : Michel, Marie, Nicolas, François et Anne. (Minutes de SANSON.)

Dans un autre du 12 février 1631 on trouve Samson Badiffe, fils aîné, Marie, François et Samuel. — Jacques Badiffe est mort le mardi 25 février 1631.

Inventaire où est mentionné le testament de Anne Badiffe, du 21 août 1617, reçu Sicard, notaire à Bordeaux,

Le 25 juin 1632, après la mort de leur mère, Jeanne Sanson, les enfants font faire recollement d'inventaire.

(Minutes de SANSON.)

1628. — Françoise Musset, veuve de Jean Badiffe, marchand.

1638, 2 janvier. — Françoise Musset, veuve de Jean Badiffe.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1631, 18 février. — Jacques Badiffe, avocat, échevin, résigne son échevinage en faveur de Pierre Badiffe, sieur de Belair, son frère, à cause de sa maladie. Fait à Montignac-Charente.

(Minutes de SANSON.)

1632. — Suzanne Faugerou, femme de Jacques Badiffe, juge à Saint-Sever.

1634. — Samson Badiffe, chanoine, syndic du chapitre.

1637. — Le même, conseiller au présidial, un des six seigneurs grossiers de Locré.

1636. — Feu Pierre Badiffe, sieur de Belair, échevin, mari de Suzanne Chalopin. Mort sans enfants.

1637. — Suzanne Chalopin, veuve de noble Pierre Badiffe, sieur de Bellevue, échevin.

1644. — Jean Badiffe, sieur du Maine de Vaud en l'Île d'Arvert, fils de Jacques, sieur de La Touche et Maine de Vaud.

1649. — Françoise Merlat, veuve de noble Jean Badiffe.

1661. — Marie Badiffe, fille de Jean, échevin, et de Marguerite Denis, entre aux Carmélites.

1663, 2 janvier. — Inventaire des meubles de Jean Badiffe.

Jean Badiffe, échevin, Antoine Mathieu de Jagonnas, écuyer, sieur de Montravail, mari de Marie Badiffe, Jacques Mercier de Hautefaye, écuyer, sieur de Jauvelle, mari de Catherine Badiffe, iceux Badiffe, enfants de Jean et de Françoise Musset.

1663. — Marie Denis, veuve de Jean Badiffe.

1670. — Jean Badiffe, sieur du Maine et La Touche en Saint-Georges-des-Coteaux.

1671. — Louis Badiffe, échevin, Philippe Hommeau, sieur des Bernards, mari de Catherine Badiffe, François Badiffe, enfants de feu Marguerite Denis. (Minutes de GASQUET.)

1674. — Sanson Badiffe, échevin, Philippe Hommeau, sieur des Bernards, mari de Catherine Badiffe (mariés le 15 novembre 1670. Contrat reçu Gasquet), François Badiffe, enfants de feu Jean Badiffe, échevin, et de Marguerite Denis.

(Minutes de GASQUET.)

1682. — Catherine Badiffe, veuve de Jacques Mercier de Haut-Fay, écuyer, seigneur de Jauvelle. (Minutes de DALIDET.)

1692. — Catherine Badiffe, veuve de Jacques Lemercier de Hautefaye. (Minutes d'ARNAUD.)

1693. — Catherine Badiffe, veuve de Jacques Mercier, écuyer, sieur de Jauvelles.

1694, 23 janvier. — Testament de Catherine Badiffe, veuve en dernières nocces de Jacques Mercier de Haute-Faye, chevalier, seigneur de Jauvelle ; veut être enterrée près de sa fille, à Saint-Maur. Elle était veuve de Mathurin Richard, dont elle eut Françoise Richard, mariée à Pierre de Beaumont, cheva-

lier, seigneur de Chatenet, morts tous deux. Elle institue Joseph, Pierre-Eutrope, Marianne, Catherine, Françoise et Madeleine de Beaumont, ses petits enfants : donne à Joseph, par droit d'ainesse, la seigneurie de Jauvelle et Bellenan (?) ; à Pierre-Eutrope, la seigneurie de Morlut et la pièce de vigne annoblie par le seigneur de Tustal ; à Marianne, une portion de Chatenet ; à Catherine, la maison de Saintes, paroisse Saint-Maur, une maison à Saint-Palais et une rente ; à Françoise, la maison noble de La Montaigne ; à Madeleine, 2.000 livres et les Grimaud ; à chacun des meubles. (Elle vit encore le 20 juin).

(Minutes d'ARNAUD.)

1699. — Catherine Badiffe, veuve de Philippe Hommeau, sieur des Bernards, sœur de Samson Badiffe, chanoine.

1706. — Françoise Badiffe, veuve de Léonard Bonnaudin, sœur du chanoine.

1714. — Henri Badiffe, chevalier, seigneur de Vaujompe, y demeurant, paroisse de Cognac.

1726, 14 juillet. — Paul-Jean Badiffe, écuyer, seigneur de Conchamp, demeure paroisse de Saint-Georges.

Gabriel Isaïe, écuyer, seigneur de Vaujompe, demeurant à Saint-Sulpice, en Angoumois, son frère aîné.

1738, 9 août. — Marguerite Charrier, veuve de Jean-Jean (sic) Badiffe, de Conchamp.

Marie et Elisabeth Badiffe, filles d'un premier lit dudit J.-B.-Jean-Paul Badiffe, écuyer, seigneur de Conchamp, mineur émancipé.

Marie Badiffe, veuve de Jean Horry, marchand.

1641. — Raimond Baillet, sieur de Monthuon, mari de Françoise Despois.

1691. — Guillaume Baliste, sieur de Pitonneau, demeure au logis noble de Nieuil en qualité de fermier.

Isaïe Limouzin, écuyer, seigneur de Nieuil.

1694. — Caliste Balliste, sieur du Chantreau, ci-devant lieutenant au régiment de Navarre, demeure à Royan.

(Minutes de DALIDET).

1696. — Le même demeure à Riberou.

(Minutes de MARCOUILLER).

1772, 23 novembre. — Mariage de Antoine Baliste, sieur de Pitonneau, bourgeois, fils de Mathurin Baliste et de Anne Pitard, avec Hélène de Lavallade, fille de Charles de Lavallade, écuyer, et de Anne Guenon.

(Minutes de PASQUIER).

1776, 17 avril. — François Barbeyrac de Saint-Maurice, chevalier, comte de Saint-Maurice, seigneur de Terrefort, chevalier de Saint-Louis, Marie-Françoise Leberton, son épouse, veuve en premières noces de Michel-Léon-César Boscal de Réal, chevalier, seigneur, baron de Mornac, marquis de La Chèze, et Charles-Antoine Huon, écuyer, seigneur de Lisle-de-Rosne, son curateur, consentent aux mariages de Louis Boscal de Réal de Mornac, chevalier, lieutenant au régiment de la Sarre-infanterie, et Michel Boscal de Réal de Mornac, chevalier, lieutenant au régiment de Penthievre-cavalerie, ses enfants, et de feu Michel-Léon de Réals, savoir Louis Boscal, avec Félicité de Béchillon et l'autre avec Marie-Françoise Béchillon, filles de feu Jacques de Béchillon, seigneur de Pressac, et de Sylvie Dury, demeurant à Valence.

(Minutes de OHEY.)

1734, 13 avril. — Testament de Pierre Baudet de Beaupré, ancien lieutenant de la maréchaussée et de Elisabeth Gout, sa femme, demeurant aux Monards, paroisse de Lajard.

Elisabeth-Jeanne Baudet, leur fille mineure ; Dominique Baudet de Beaupré ; Elisabeth-Jeanne Baudet de Beaupré, femme de Jean Méthé de Fonrémis, conseiller ; Antoine Baudet, prêtre.

(Minutes de MARSAY.)

1720, 1^{er} mai. — Louis de Ballodes, écuyer, seigneur de Poterat, demeurant en Saint-Cristolloy, emprunte à Jérôme Gilibert, conseiller au présidial de Xaintes.

(Minutes de PROUTEAU.)

1628. — Josué de Ballodes, religieux à Sablonceaux, prieur de La Perroche.

1630, 1^{er} avril. — Le même résigne à R. de Montaigne.

1686. — Arnaud-Jules de Bar, marquis dudit lieu, seigneur de Beaupuy et de Rabaine, en l'île d'Oleron.

(Minutes de MONTILLON.)

1744, 10 décembre. — Rose Vanloo, veuve en dernières noces de Eutrope Barbier, demeurant aux Rabannières, paroisse de Chaniers.

(Minutes de MARSAY.)

1732, 3 février. — Mariage de Jean-Eutrope Barbier, officier marinier, fils de feu Jean Barbier, notaire, juge sénéchal de la baronnie de Saujon, et de Marie de Champigny, avec Anne de Saint-Mathieu, fille de feu Elie de Saint-Mathieu, écuyer, sieur de Birat et de Jeanne de Latache.

Consentent pour J.-E. Barbier, Julien Biseuil, négociant,

Marie-Anne et Marie Barbier, ses sœurs ; pour A. de Saint-Mathieu, sa mère, Elisabeth Moure, veuve de Jean Seuillet, conseiller, assesseur en la maréchaussée de Saintonge, cousine.

(Minutes de SENNÉ père.)

1761. — François de Barbeyrac, comte de Saint-Maurice, chevalier, capitaine au régiment de Limps, demeurant à Saintes, rue du Palais, paroisse Saint-Pierre, mari de Françoise Leberton.

1766, 16 janvier. — Mariage de Charles de Barbeyrac de Saint-Maurice, avec Angélique-Pauline de Beauchamp.

(Minutes de DALIDET.)

1600. — Jean Barbotin, curé de Saint-Denis du Pin.

1627. — Jean Barbotin, choriste à Saint-Pierre, l'un des douze vicaires de Saint-Pierre.

1628, 28 juin. — Richard Barbotte, prêtre, religieux profès de la ministration de Saint-James.

1692, 5 décembre. — François Bareau, écuyer, sieur de Denac, demeure à Juillac-le-Coq. (Minutes de GASQUET.)

1697. — Pierre de Bareau, écuyer, sieur de Girard, conseiller, procureur du roi au présidial d'Angoulême, gendre de Marguerite Aymar, veuve de Braud, conseiller, garde des sceaux en la cour des aides de Guienne.

1752. — Marc Baron de La Rochebaron, écuyer, seigneur de Monfabien, héritier de Pierre-Eutrope Baron, écuyer, seigneur de Touchelonge et Saint-Marc, conseiller du roi, lieutenant général de l'amirauté de Saintonge, son père, qui était héritier de Marie-Madeleine Baron, sa tante, veuve de Hector de Villette, capitaine au régiment de Piémont.

1646, 17 novembre. — Pierre Baron, conseiller du roi, lieutenant criminel au présidial de Marennes, époux de Judic Lalouhe.

(Minutes de HEMERY.)

1741, 13 mai. — Testament de Pierre-Eutrope, baron de Touchelonge, conseiller, lieutenant général du siège de l'amirauté des côtes de Saintonge, veuf de Catherine Lardreau ; Jean-Fabien Baron, leur fils aîné ; Etienne Baron de Laubray, second fils ; Nicolas Baron, prêtre ; Marc Baron, étudiant. Contrôlé le 20 mai 1741.

1777, 23 janvier. — Contrat de mariage de Dominique Barreau, fils de Louis, procureur en la prévôté royale de Bouteville, et de Marguerite Françoise Bichon, demeurant à Beaure-

gard en Chaniers, avec Marie Héard, fille de Michel Héard, avocat au présidial, et de feu Marie Maréchal.

(Minutes de CHÉRY.)

1694. — Henri Barraud, chirurgien à Saint-Vaize, Michel Barraud, apoticaire, son frère, Samuel Dussault, son gendre.

(Minutes de DALIBET.)

1755, 8 septembre. — Prise de possession du prieuré de Bouteville, par Albert-Hyacinthe-Michel Barret, prêtre, bachelier en Sorbonne, en théologie de la faculté de Paris, vicaire général de Bazas, grand archidiacre de l'église métropolitaine de Saint-André de Bordeaux, chancelier de l'Université, demeurant rue des Cordeliers, paroisse Saint-Michel, en conséquence du décès de Marc-René des Ruaux de Rouffiac, dernier titulaire.

(Minutes de SENNÉ.)

1613, 15 avril. — Martin de Barrière, élu pour le roi à Marennes.

1619. — Alexandre de Barrière, sieur du Chai et Montifaud, père de Pierre Jeanne et Marie.

1624. — Alexandre de Barrière, écuyer, sieur du Chay, mari de Elisabeth Méné.

(Minutes de SANSON.)

1646, 3 février. — Noble Claude Bautru, commissaire ordinaire des guerres en France, demeurant à Paris en la grand' rue Saint-Louis, enseigne de l'Ecu, en conséquence de la ferme à lui passée par Jeanne de Barrière, dame de Ponnot, veuve de François de Merle, écuyer, sieur de La Haille (?), afferme à Charles Danezy, archer du prévôt de Saintonge, la terre de Ponnot pour un an, 80 livres.

(Minutes de TAMISIER.)

1697. — Nicolas de Barrière, chevalier, seigneur du Chay, capitaine au régiment des carabins, brigade Dachy, demeurant au Chay, paroisse de Chérac, mari de Angélique du Verdier de Saint-Vallier.

1698. — Samuel de Barrière, chevalier, seigneur de Lussinet, enseigne des mousquetaires de la garde du roy, demeure à Lussinet, paroisse de Saint-Georges de Didonne, fils de Pierre, maréchal de camp (*alias* seigneur de Laumont et Lussinet).

1700. — Samuel de Barrière, chevalier, seigneur de Lucinet, ci-devant enseigne de la 2^e compagnie des mousquetaires.

1723. — Christophe Barthommé, seigneur de Barbeau, capitaine de dragons, fils de Henriete Daunais et de feu Christophe

Barthommé, seigneur de Barbeau, capitaine de vaisseau, demeurant à Thaupignac, paroisse de Breuillet.

(Minutes de PROUTEAU.)

1735. — René Basille de Verneuil, écuyer, seigneur de Méré, demeure en l'île d'Oleron, paroisse de Saint-André de Dolus.

1680. — Louis de Bazille, écuyer, sieur de Le Prévostrie, mari de Louise Comte, fille de Jean et de Marie Mauregard, demeurent à Châteauneuf.

(Minutes de MONTILLON.)

1694. — Gédéon Bastide, sieur du Treillis, marié à Marguerite Daudenet, veuve de Jean Moyne.

(Minutes d'ARNAUD.)

1710, 15 décembre. — Marguerite Baudet, veuve de Dominique Brunet, procureur au présidial en l'élection de Saintes, vend à Jacques Duchatel, procureur au présidial, ledit office de son mari 3.500 livres (son mari est mort le 7 décembre 1710).

(Minutes de SENNÉ père.)

1715, 23 janvier. — Marguerite Baudet, veuve de Dominique Brunet, procureur notaire, vend à Pierre Brunet, procureur, l'office de notaire à Saintes, dont jouissait son mari, et avant lui Bourdageau et Berton, 500 livres.

(Ibidem.)

1716, 19 décembre. — Marie Duval, veuve de Joseph Pitard, conseiller, lieutenant en la maréchaussée de Saintonge, vend à Pierre Baudet de Beaupré, demeurant à Lajard, son office 7.000 livres.

(Ibidem.)

1718. — Pierre Baudet, conseiller, lieutenant dans la maréchaussée de Saintonge.

1718, 27 décembre (n° 187). — Thérèse Huon, veuve de François Moreau, marchand, vend une maison et se reconnaît débitrice d'une certaine somme envers M. Pierre Baudet, écuyer, sieur de Beaupré, conseiller du roi, lieutenant en la maréchaussée de Saintonge, par contrat du 9 janvier 1714.

(Minutes de PROUTEAU.)

1731, 1^{er} février. — Mariage de Dominique Baudet, marchand, fils de Pierre Beaudet, sieur de Beaupré, ancien lieutenant de la maréchaussée, et de Elisabeth Goust, demeurant aux Arennes, paroisse de Thenac, avec Madeleine Duchatel, fille de Jacques Duchatel, procureur au présidial, et de Marianne Vanderquand.

(Minutes de JOBET.)

1742. — Elisabeth Gout, veuve de Pierre Baudet de Beaupré.

1750, 1^{er} août. — Contrat de mariage de Pierre-Paul Texier, avocat en la cour, juge sénéchal du marquisat de Barbezieux, fils de Paul Texier, sieur de La Pègerie, conseiller du roi, juge pré-

vôt royal, civil et criminel de la prévôté royale de Boutteville, juge sénéchal de Barbezieux, élu en l'élection de Barbezieux subdélégué de M. l'intendant de la généralité de La Rochelle, et de Marie-Anne Banchereau, demeurant au logis noble de La Pégerie, paroisse de Touzac. en Angoumois, avec Elisabeth-Jeanne Baudet de Beaupré, fille de feu Pierre Baudet de Beaupré, conseiller, lieutenant en la maréchaussée, et de Elisabeth Gout, veuve de Jacques-Honoré Lambert, conseiller, avocat du roi, son procureur au siège royal de Rochefort, demeurant rue Saint-Maur, en présence et par l'avis et consentement de Charles Filhon, avocat, oncle à mode de Bretagne du futur, Dominique Baudet, sieur de Beaupré, Elisabeth Baudet de Beaupré, frère et sœur de la future, Jean-Baptiste Méthé de Fonrémis, conseiller au présidial de Saintes, beau-frère. Contrôlé, enregistré, insinué le 1^{er} août. (Minutes de Gougnon).

1764, 10 mai. — Elisabeth Beaudet de Beaupré, femme de Jean-Baptiste Méthé de Fonrémis, conseiller au présidial de Saintes, demeurant paroisse Saint-Maur ; Elisabeth-Jeanne Beaudet de Beaupré, femme de Pierre-Paul Texier, sieur de la Pégerie, conseiller du roi, prévôt royal de Boutteville, juge sénéchal de Barbezieux, subdélégué de l'intendant de La Rochelle en l'élection de Barbezieux, logé chez ledit de Fontremis, son beau-frère, Dominique Beaudet de Beaupré, bourgeois, demeurant aux Arennes de Thenac, Antoine Beaudet, prêtre, curé de Saint-Hillaire de Nantillé : tous héritiers de feu Pierre Beaudet de Beaupré et de Elisabeth Gout, leur père et mère.

(Minutes de PAPIN.)

1766, 28 mars. — Madeleine Baudet, veuve de Dominique Baudet de Beaupré, demeurant aux Arennes de Thenac, vend à Elisabeth-Rose Lallement, veuve de Nicolas Carrouge, le bien de La Garenne, situé aux Arennes, venant de la succession de son mari, 2.500 livres.

(Minutes de SENNÉ.)

1608. — François Baudouin, conseiller au présidial, eut pour héritiers ses frères, Menaud et Charles Baudouin, qui partagèrent avec Hélié Regnaud, sieur de Bontiraud, mari de Jeanne Senné, nièce du dit feu, fille de Jeanne Beaudouin.

1612. — Jean Baudouin, sieur de Piblard.

1614. — Claude de Ferrière, veuve de Menaud Baudouin, procureur fiscal du comté de Taillebourg.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1618. — Gilbert Berthus, conseiller en l'élection de Saintes,

veuf de Anne Baudouin, qui était veuve de Jean de Guip (voir *Berthus*).

1625. — Catherine Gadouin, veuve de Jacques Baudoin, sieur de La Pommeraie. (Minutes de SANSON.)

1632. — Pierre Baudouin, sieur de Dion, demeure à Taillebourg, frère de Jacques Baudouin, sieur de Birac, demeurant au Port d'Envaux, paroisse de Saint-Sornin de Séchaux.

1637. — Anne Fontaine, femme de Henri Baudouin, avocat.

1638. — Charles Baudouin, sieur de Mouillepie, assesseur du comte de Taillebourg, mari de N. Girard, héritière de Charles Girard, sieur de La Chausse.

1641, 16 juin. — Henri Baudouin, notaire royal, procureur en l'élection de Saintes, mari de Françoise Festy, donne à Françoise de Boulère, supérieure de Notre-Dame, au faubourg Saint-Vivien, 400 livres sur les 800 promises pour la dot de Marie Baudouin leur fille.

1655. — Henri Baudouin, sieur de Boisrond, paroisse de Saint-Sorlin.

1661, 8 juin. — François Baudouin, avocat, demeurant à Saintes, fils de feu Henry, notaire. (Le même en 1681).

(Minutes de GAULTREAU.)

1671. — René Baudouin, sieur du Fief, avocat, demeurant à Taillebourg,

1682, 14 août. — Mariage de Pierre Baumier, sieur de Laubarderie, greffier en chef du présidial de Saintes, fils de René et d'Anne Comte, avec Jeanne-Mélanie Baudouin, fille de François Baudouin, avocat, et de Jeanne Bonnaudin.

(Minutes de DALIDET.)

1684, 2 mai. — Marie Baudouin, demeurant paroisse d'Archingeay, afferme la part qui lui appartient dans la métairie du Pinier, paroisse Saint-Vivien et Saint-Eutrope.

(Minutes de GILLET.)

1692, 16 novembre. — Paul Guillon, sieur de Mouillepie, héritier de feu Charles Baudoin, aïeul, juge assesseur du comté de Taillebourg,

(Minutes de MARCOUILLER.)

1695. — Cosme Baudouin, avocat, échevin, mari de Marie-Claire Soulard.

(Minutes de DALIDET.)

1695. — Jean Baudouin, sieur de Laudeberderie. Le même en 1701.

1696, 24 mars. — Réception aux hospitalières de Marie

Baudouin, fille de François, avocat, et de Jeanne Bonnaudin.

(Minutes d'ARNAUD.)

1696. — Jean Baudouin, sieur de Laudeberderie, y demeurant paroisse du Douhet. Marie Baudouin, veuve de Jacques Thomas, sieur de La Clisse, demeurant à La Guillebaudière, paroisse d'Archingeay. Théodore Feuilletau, marchand, mari de Marie Baudouin ; Madeleine Richard, tutrice de Pierre Baudouin, son fils, enfants de René Baudouin, avocat.

1735. — Marguerite Duval, veuve de Pierre Baudouin, sieur du Fief, conseiller au présidial. Leur contrat de mariage est du 31 mai 1704, reçu Arnaud.

1771, 25 avril. — Pierre et Isaac Baudouin sieurs de Laudeberdrie, y demeurant paroisse du Douhet, Pierre du Bousquet, écuyer, seigneur d'Argence, mari de Théophile Baudouin, demeurant paroisse Saint-Hérie de Matha, héritiers de Jean Baudouin de Laudeberdrie, leur père et beau-père. Jeanne Baudouin du Fief, héritière de Pierre Baudouin, sieur du Fief, conseiller au présidial de Saintes. (Minutes de MAILLET.)

1617, 2 avril. — Isaac de Beauchamp, seigneur de Bussac, Souvigné, Saint-Georges, par transaction reçue Jameu, le 30 avril 1605, entre Guy Chesnel, seigneur de Migré, et feue Françoise Vigier, son épouse, agissant pour eux et pour Louise de Beauchamp, fille de Françoise Vigier, il fut arrêté que.....

(Minutes de DELABROUSSE.)

1639, 12 juin. — Convention entre Isaac de Beauchamp, seigneur de Bussac, Saint-Georges des Coteaux, La Vallade, Maisonnais, Souvigné, le petit Douet, gentilhomme de la chambre du roi, avec Léonard Delage, maçon, pour achèvement de murailles à Bussac.

1646. — Gabriel de Beauchamp, écuyer, seigneur de Saleigne, frère de Louis de B. (Minutes de TAMISSIER, n° 75 et 90.)

1657, 24 septembre. — Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur de La Vallade et Bussac, Alexandre de Beauchamp, écuyer, seigneur de Souvigné, son fils, ... Anne de Montaigne, veuve de Louis de Beauchamp, seigneur de Bussac, a obtenu, dans le procès qu'ils ont contre elle à la Chambre de l'Edit, à Paris, un arrêt sur simple requête, le 14 juillet dernier, par lequel elle est mise en possession de la terre de Bussac, jusqu'au paiement de la dot portée sur son contrat de mariage du 24 août 1644... Déclarent qu'ils sont prêts à payer pourvu qu'elle fournisse caution.

1657. — Isaac de Beauchamp.

1668. — Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur de Bussac....., mari de Marie Martin, séparés de biens.

(Minutes de RICHARD.)

1673. — Jacques de Ranasannes, écuyer, sieur de Charbon-blanc, fils de Esther de Beauchamp.

1693, 5 avril. — Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur de Bussac, y demeurant, voulant donner à son fils Alexandre de B., seigneur de Souvigné, fils aîné, majeur, suivant la coutume de Saint-Jean d'Angély, les moyens de l'entretenir plus avantageusement au service du roi dans la marine, lui fait une pension de 500 livres. (Minutes de MARCOUILLER.)

1694. — Françoise de Beauchamp, veuve d'Abraham Doinard, écuyer, sieur de la Bretonnière, Mairie de Beauchamp, Catherine de Beauchamp, habitant la paroisse de Valle et Pommieu, en Saintonge. (Minutes de DALIDET.)

1714, 12 juillet. — Mariage de René de Beauchamp, chevalier, seigneur de Sauvigny, enseigne de vaisseau, fils de Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur de Bussac, Sauvigny, Le Breuil, Rochefollet, et de feue Françoise de Sarragan, avec Marie Renaudet, fille de Joseph Renaudet, conseiller, maire, et de Elisabeth Ocqueteau. Consentent pour lui : son père, Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur de Sauvigny, Bussac; Blaise de Gascq, seigneur de Préguiillac, Mazotte, conseiller, président, beau-frère, Françoise de Beauchamp, sœur, femme de Gascq; Louise de Gascq, nièce, Jean de Montalembert, prêtre, bachelier en théologie, curé de *Marin*? cousin-germain, Marie Gombaud, femme de M. le Marquis de Culan, cousine-germaine. Consentent pour elle : père et mère; Marie Dussault, veuve de Pierre Ocqueteau, conseiller du roi au présidial, aieule, Jean Renaudet, frère, Jean Dussault, seigneur de Terrefort, conseiller assesseur civil présidial, Gabriel Polard, oncles et tantes, Henri Dussaud, seigneur de Terrefort, oncle, Jean Dussaud, avocat, cousin-germain; Henri Dussaud, seigneur de La Mirande, capitaine de vaisseau, cousin; Jacques Rousselet, prêtre, docteur en théologie, vicaire général, chanoine, cousin.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1718, 7 novembre. — Marie Jeanneau, veuve de Jean Compagnon, pêcheur, vend à Alexandre de Beauchamp, écuyer, seigneur de Sauvigné et le Petit-Bussac, un gallion du port d'environ 7 à 8 tonneaux, en la Charente, sans apparaux, avec son

mât de sapin et une pouille de bois de chêne qui sont au village des Arciveaux. 99 livres 10 sols. (Minutes de MARSAY).

1729, 20 mai. — Mariage de Alexandre de Beauchamp, chevalier, seigneur, de Sauvigny, le Petit-Bussac, Lormon, fils de Alexandre de Beauchamp, seigneur de Bussac, et de feue Françoise de Sarragan, demeurant à Bussac, avec Madeleine Leblanc, fille de feu Barthelemy Leblanc et de Jacquette Caillaud, demeurant à Saint-Thomas, paroisse de Saint-Sornin-de-Séchaux. Consentent pour lui : son père, René de Beauchamp, seigneur du Breuil-Sarragan, enseigne de vaisseau, frère ; Marie-Sophie Renaudet, belle-sœur. Pour elle : Chauvin de Coudre, cousin. (Minutes de MARSAY).

1733. — René de Beauchamp, seigneur du Breuil-Sarragan, enseigne de vaisseaux, mari de Marie-Sophie Renaudet.

1733, 2 juin. — INVENTAIRE AU CHATEAU DE BUSSAC. Alexandre de Beauchamp, ...etc., demeurant au château de Bussac, déclare que feu Alexandre de Beauchamp, son père, chevalier, seigneur de Bussac, est mort le 24 avril 1733. René de Beauchamp, son frère puiné, chevalier, seigneur du Breuil-Sarragan, enseigne de vaisseaux ; Marc-Auguste Leberton, chevalier, seigneur Bonnemie, seigneur du Fouilloux, la Grosseterie et en partie de la Haute-Guerenne, conseiller, président du présidial, lieutenant général de police, mari de Louise de Gascq ; Emmanuel de Guibal, chevalier, seigneur de Mareuil, capitaine aide-major au régiment d'Anjou-cavalerie, père de Françoise-Rose de Guibal, sa fille, et de feue Charlotte de Gascq, les dites de Gascq petites filles du dit feu seigneur de Bussac ; Joseph-Richard Massiot, lieutenant d'infanterie au régiment de Beauvoisin, Pierre-René de la Maisonneuve de Venours, écuyer, conseiller, président-trésorier de France au bureau de Poitiers, frère et Marie-Louise Massiot de la Motte, sa femme, lesdits de Massiots frères et sœurs, représentant feue Louise de Beauchamp, leur mère, fille dudit feu de Bussac.

(Minutes de MARSAY).

1744, 11 septembre. — Transaction (très longue) portant licitation de la terre de Bussac, entre René de Beauchamp, chevalier, seigneur de Souvigné, Le Breuil, enseigne de vaisseau, fils d'Alexandre de Beauchamp et de Françoise de Sarragan, héritier d'icelle de son père et d'Alexandre de Beauchamp son frère, d'une part, Louise de Gascq, femme de Marc-Auguste Leberton, chevalier, seigneur, baron de Bonnemie, président au

présidial de Saintes, héritière de Françoise de Beauchamp, sa mère, fille de Alexandre de B. et de ladite Sarragan, dudit Alexandre, son ayeul et de autre Alexandre, son oncle ; Rose-Françoise de Guibal, femme de François Horry, chevalier, seigneur de la Roche-Taulay, agissant du consentement de son mari et de son père Emmanuel de Guibal héritière de Charlotte de Gascq, sa mère, héritière de Françoise de Beauchamp, sa mère, et encore la dame de La Roche, héritière de Alexandre de B., bisaieul, et de Alexandre de B., grand oncle ; Joseph Massiot, écuyer, seigneur de La Motte, demeurant à La Rochelle, Louise Massiot de La Motte, femme de Christophe de Rossel, chevalier, capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis ; Marc-Auguste de Leberton, chevalier, baron de Bonnemie, au nom de Marie-Louise La Motte, femme de René-Pierre de La Maisonneuve, seigneur de Venours, président, trésorier de France à Poitiers, ladite Massiot et Rossel et Venours, héritières de Louise de Beauchamp, leur mère, et de Alexandre et autre Alexandre de Beauchamp, leur ayeul et oncle ;

Entre lesquelles parties est dit que par testament de la dame de Sarragan, du 1^{er} juillet 1689, reçu Montillon, notaire, contrôlé le 23 janvier 1736, par Charton, elle institue Alexandre, son fils aîné, héritier universel, donne à René de Beauchamp 20.000 livres, à Françoise de B. aujourd'hui représentée par la dame de Bonnemie et La Roche 10.000 et à Louise de B. 10.000 livres...

Le mariage de Françoise de Beauchamp contracté le 8 octobre 1698, celui de Louise de B. le 29 novembre 1700 ; majorité de René de B. arrivée le 12 juillet 1704.

Alexandre de Beauchamp fils mort le 12 janvier 1743.

Transport à la dame de Rossel de la seigneurie de Bussac, composée du Grand et Petit Bussac, le fief de Rochefolet, Lormont, Saint-Andeux, le Petit Douet, moyennant 95.000 livres.

(Minutes de MARSAY).

1766, 16 janvier. — Mariage de Charles de Barbeyrac de Saint-Maurice, avec Angélique-Pauline de Beauchamp.

(Minutes de DALIDET).

1768, 18 janvier. — Licitation de Sovigny par Mlle de Beauchamp à Charles de Barbeyrac. (Idem).

1767, 17 novembre. — Mariage de Jean-François de Luc, officier, avec Angélique de Beauchamp. (Idem).

1760, 21 janvier. — Vente par Joseph de Beauchamp, cheva-

lier, seigneur de Sauvigné, capitaine au régiment d'Artois ; Jean-Emanuel de Beauchamp, seigneur de Rochefollet, capitaine au même régiment ; Léon de Beauchamp, capitaine au même régiment ; Marie-Angélique Sophie ; autre Angélique de Beauchamp, frères et sœurs, héritiers de feu René de Beauchamp de Sauvigné et de Marie-Sophie de Renaudet, leur père et mère.
(Minutes de JOBET.)

1786, 20-24 novembre. — Inventaire par Angélique-Sophie de Beauchamp, veuve de François Deluc, chevalier, ancien major de cavalerie au régiment de Berry, chevalier de Saint-Louis.

1642, 16 septembre. — Pierre de Beaucorps, sieur de La Grange, demeurant à Tonnay-Boutonne, mari de Gabrielle de Villedon, sœur de Charles de Villedon, seigneur de Magèsie et Narsejac.
(Minutes de LIMOUSIN.)

1689. — Charles de Beaucorps, écuyer, mari de Anne Vinet, demeure à Boisrond en Moragne.

1713, 18 avril. — Pierre de Beaucorps, écuyer, demeurant à La Baine en Chaniers ; Bénigne de Beaucorps, sa sœur, demeure à Courcoury.

1736, 31 mars. — Mariage entre Jean-Jacques de Beaucorps, fils de feu Pierre de Beaucorps, écuyer, et Catherine Labbé, demeurant à Senouches, avec Françoise Poirier, fille de feu Jean et Catherine Vanderquand.
(Minutes de SENNÉ.)

1755. — Louis Mallat, seigneur de La Bertinière, conseiller, greffier en chef de l'élection de Saint-Jean d'Angély, mari de Bénigne de Beaucorps, fille unique de Benigne de Meaux, veuve au moment de son décès de Jacques Arthuis, et avant de Charles de Beaucorps, et héritière de Louise de Meaux du Fouilloux.

(Minutes de SENNÉ.)

1771. — Marie Depaute, femme de Guillaume de Beaucorps, seigneur de Lépineuil, officier pensionné à la suite du régiment de cavalerie du roi, veuve de Jean de Trevay de Charmail, chevalier, dont un fils, Jean de Trevay de Charmail, demeurant au Tramet (?), paroisse de Saint-Laurent en Agenois, juridiction de Lauzun.

(Minutes de DUPLAIS.)

1771, 14 novembre. — Mariage de Jean-Jacques de Beaucorps, chevalier, fils d'autre Jean-Jacques de Beaucorps, écuyer, et de feu Françoise Poirier, demeurant à Senouches, paroisse de Chaniers, avec Marie-Anne Rabotteau de Puigibaud, fille de feu Josué Rabotteau de Puigibaud, et de Anne-Louise Rabot-

teau de Puigibaud, y demeurant, avec le consentement pour J.-J. de Beaucorps, son père, représenté par Guillaume de Beaucorps, fils aîné, et ledit G. de Beaucorps ; pour M. Anne Rabotteau, sa mère, Auguste Rabotteau, frère, Jean Rabotteau de Maison-neuve, oncle du côté paternel. (Minutes de SENNÉ.)

1736, 17 août. — Aumone dotale à Marie de Beaulieu, novice à l'hôpital des pauvres femmes, par sa mère Anne Martin, veuve de Samuel de Beaulieu, aide-major de la citadelle de Perpignan. 2000 livres. (Minutes de SENNÉ, père.)

A cette place devraient venir un certain nombre d'actes concernant les de Beaumont, mais je crois pouvoir m'en dispenser parce que la généalogie de cette grande famille est connue.

Je me contenterai de signaler : 1667, 5 mai, contrat de mariage de Pierre de Beaumont, seigneur de Chatenet, fils de Joseph, avec Françoise Richard (minutes de Richard) ; 1697, 18 mars, contrat de mariage de François de Greffin, seigneur de Rivry, avec Françoise de Beaumont, fille de Pierre de Beaumont de Chatenet et de Françoise Richard (minutes de Arnaud) ; 1698, 17 mai, contrat de mariage de Joseph de Beaumont, seigneur de Jauvelles, fils de Pierre et Françoise Richard, avec Jeanne Huon (minutes d'Arnaud, voir Huon) ; 1707, 5 mars, contrat de mariage de Henri de Beaumont, seigneur de Gibaud, capitaine de dragons, fils de François et d'Henriette de Mandosse, avec Marie-Angélique Guynot, fille d'Antoine, seigneur de Boiron, et d'Elisabeth de Saint-Legier (minutes d'Arnaud) ; 1707, 14 mars, testament mutuel des deux précédents (*ibidem*) ; 1749, 29 décembre, sentence arbitrale entre Henri-Alexandre Guiton de Maulevrier, seigneur de Saint-Brice.... enseigne de vaisseaux, comme père et légal administrateur de ses enfants, et de Marie-Anne-Victoire de Beaumont d'Echillais, demandeur en partage du bien de Henri-Joseph de Beaumont, seigneur d'Echillais, La Bristière... capitaine de vaisseaux, d'une part, et Charles de Beaumont, seigneur d'Echillais, La Bristière, héritier de la dite de Beaumont... défendeur... (minutes de Senné) ; 1769, 12 avril, contrat de mariage de François Normand de Manes avec Petronille de Beaumont d'Echillais (minutes de Bigot) ; le 19 septembre, testament de cette même Petronille de Beaumont, scellé. (*Ibidem*).

Voir plus haut Belcier.

1676, 2 mai. — Mariage de Louis de Beaune, procureur du roi, fils de Louis et de Marie Duplaix, avec Eustelle Lecomte. (Minutes de GILLET.)

1678. — Louis de Beaune, conseiller vétérân au présidial, dit que Marguerite de Beaune, sa sœur, veuve de François Jolly, sieur des Monards, a retiré le testament de son mari daté du 1^{er} janvier 1666, fait au Cormier.

1697. — Louis de Beaune, écuyer, procureur du roi.

1705. — Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu, mari de Henriette Louise Duhamel.

1709, 17 janvier. — Contrat de mariage de Jean Ancelin, écuyer, seigneur de Savigné, Piedemont, Toreau, et autres lieux, majeur, demeurant à Savigné, bourg de Saint-Just (*pas de parenté*), avec Marie de Beaune, fille de Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu et de Louise-Henriette Duhamel. Consentent pour lui, Gabriel Ancelin, écuyer, sieur de La Bosse, frère ; Etienne Boyenval, sieur de Montmartre, cousin-germain. Pour elle, ses père et mère ; Louis de Beaune, conseiller procureur du roi au présidial, Jean et Auguste de Beaune, prêtres, curés d'Ecurat et d'Ars, ses oncles, Daniel Berry et demoiselle Marie de Beaune, oncle et tante.

De Beaune, chanoine, signe. (Minutes de DALIDET.)

1713, 18 février. — Mariage de Jean-Baptiste de Beaune, conseiller, procureur du roi en la sénéchaussée et présidial de Saintes, fils de Louis de Beaune, aussi conseiller et procureur du roi, et de Eustelle Lecomte, avec Elisabeth Mariaud, fille de feu François Mariaud, avocat, et de Elisabeth Tourneur.

Consentent pour de Beaune ses père et mère ; Jean de Beaune, prêtre, prieur d'Ecurat, oncle ; René de Beaune, chanoine, frère ; Georges Bibard, conseiller du roi président en l'élection, oncle ; Marie Lecomte, tante ; demoiselles Marie et Eustelle de Beaune, sœurs ; pour E. Mariaud, Louis Guillot, procureur au présidial ; Marianne et Marguerite Tourneur.

(Minutes de DALIDET.)

1722, 20 septembre. — Testament de Louis de Beaune, conseiller d'honneur au présidial, procureur du roi de police de la ville de Saintes, et d'Eustelle Lecomte, sa femme. Ouverture le 29 décembre 1722, à la requête de Eustelle Lecomte. Les enfants sont : Jean-Baptiste de Beaune, fils aîné, conseiller, procureur du roi au présidial, veuf de N. Mariaud ; Marguerite de Beaune, fille aînée ; Eustelle de Beaune, qui est dite petite fille de Marie Duplais. Pierre de Beaune, chanoine à Saint-Pierre ; André ; Marianne ; Marie. (Minutes de MARSAY.)

1732, 27 mars. — Attestation à la requête de Marie Roffay, veuve Elie Delaage. Jean-Baptiste de Beaune, procureur du roi au présidial, mort en mai 1723, enterré à Saint-Pierre, laissa un seul enfant Jean-Baptiste-Louis de Beaune, mineur (même acte le 3 mars 1746).

(Minutes de SENNÉ.)

1736. — Jean de Beaune, prêtre, curé d'Ecurat, Dominique de Beaune, son frère, conseiller honoraire au présidial, beau-frère de Jacques Berry, conseiller au présidial, maire.

1741, 4 décembre — Mariage de Jean-Baptiste-Louis de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial, fils de J. B. et de Elisabeth Mariaud, avec Jeanne-Françoise Berry, fille de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, et de Marie-Anne de Beaune.

1743. — Jean-Baptiste-Louis de Beaune, seigneur de Chabrignac, conseiller au présidial, neveu de André de Beaune, sieur des Brandes.

1757, 31 juillet. — Testament de Marie de Beaune, de Montlouis, institue héritiers Pierre et André de Beaune ses frères, Marguerite et Eustelle ses sœurs (contrôlé le 26 août 1774).

1764, 1^{er} avril. — Attestation à la requête de Marguerite de Beaune, Eustelle de Beaune, sa sœur, est morte fille, le 23 décembre 1763, enterrée le lendemain à Saint-Maur, laissant Marguerite héritière.

1613. — Pierre Garnier, écuyer, sieur de la Motte des Razes, mari de Marguerite de Beaupoil. (Minutes de BERTAUD.)

1607. — Elisée Béchet, praticien.

1653, 30 juin. — Cosme Beschet, avocat au parlement de Bordeaux, fils de feu Cosme Béchet, avocat au parlement de Paris. (Minutes d'HÉMERV.)

1655, 1^{er} septembre. — Cosme Beschet, avocat, échevin, mari d'Elisabeth Braud. (*Ibidem*).

1654. — Règlement de succession entre Jacques Regnier, avocat, mari de Philippe Béchet, et Cosme Béchet son beau-frère.

1670, 5 juillet. — Mariage de Cosme Béchet, avocat, échevin, baillif des cours temporelles de l'évêché de Xaintes et des baillages royaux de Nancras et Champaigne, avec Marie de Lestang, âgée de 27 à 28 ans, fille de Phillibert de Lestang, conseiller du roi, ancien commissaire de la marine, et de Jeanne de La Béchina, demeurant à Marennes. Consentent pour C. B., noble Pierre Dubourg de Porcheresse, maire et capitaine de la ville ; Jean Raymond, échevin ; Jean Fouyne, conseiller au présidial, Toussaint Dangibaud, escuyer, sieur du Clos, conseiller prévôt provincial de Xaintonge ; noble Jean Dalvy, assesseur, premier élu en l'élection de Xaintes ; noble Jean Geoffroy, échevin ; Hélié Merlat, docteur en médecine ; Mathurin Gilbert, avocat au parlement. Pour M. de Lestang : Jacques Burgaud, sieur de Lanfermerie, conseiller au présidial, Su-

zanne de Montgaillard, sa femme ; Gabrielle de Mallevet, femme de Dalvy. M. de Lestang est au couvent des Notre Dame de Saint-Vivien, parce que son père, après lui avoir donné son consentement, le lui a retiré. Elle prit la fuite. Après le contrat elle doit se retirer au couvent. Ses père et mère habitent Villeneuve en Saint-Gemme, à quatre lieues de Marennes.

(Minutes de GASQUET.)

1684, 21 février. — François Béchet, sieur de Lespine, témoin.

(minutes de MARCOUILLER.)

Alias, François Béchet, sieur de Lespine et de Fonbrian. Catherine Béchet, fille de feu Cosme, avocat, demeure paroisse de Saint-Porchaire :

Alias, François Béchet, sieur de Lespine et Fonbrian, petit fils de Françoise Guenon, aïeule maternelle.

1690, 19 avril. — Marie de Lestang présente le testament de Cosme Béchet, daté du 28 décembre 1689. Ouverture. Marie, fille aînée est émancipée. Son premier fils François-Cosme aura la portion de bien qui lui restera après avoir acquitté les charges et dettes dont il est tenu ; à cause des actes d'ingratitude de désobéissance, et de félonie commis par lui envers sa mère et son père, il est privé des meubles acquets et tierce partie du patrimoine. Marie aura la bibliothèque. Cosme Béchet sera enterré aux Jacobins, voisins de sa maison, sans pompe extraordinaire.

(Minutes de GASQUET.)

1692. — Convention entre Yves Trochon, prêtre, docteur en théologie, Nicolas Dubrousset, Thomas Guinot, Louis Monfort, Simon Archebold, Jérôme-Charles Masson syndic, tous religieux Jacobins, et Marie de Lestang, veuve de Cosme Béchet, avocat, échevin, juge ballif... tutrice de ses enfants, relativement à une petite pièce de terre de 10 à 11 carreaux, située à la montée de la citadelle joignant leur jardin...

1703, 25 avril. — Furcy Béchet, prieur de l'hôpital de la Charité et aumonier de Saint-Denis, vend une portion de sa maison.

(Minutes d'ARNAUD.)

1706. — Marie-Cosme Béchet, veuve d'Emanuel Landreau, sénéchal de Marennes, sœur de Cosme Béchet, docteur en théologie, curé de Saint-Just, enfants de Cosme Béchet, avocat.

1713, 3 janvier. — Cosme Béchet, prêtre, curé et seigneur en partie de Saint-Just, permute avec Daniel Maréchal, curé de Saint-Savinien.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1698. — René-François de Bégeon, écuyer, sieur de Villemenseuil, mari de Charlotte Dubourg.

1732, 2 février. — René-François Bégeon, écuyer, sieur de Villemensel, demeure paroisse Saint-Même en Saintonge, frère de Jean-Louis Bégeon, sieur de Villemensel, mort au Cap-François à Saint-Domingue. (Minutes de SENNÉ père).

1768, 20 juin. — Melchior-Alexandre-Gabriel de Romans, prêtre, chanoine de Saint-Pierre, grand archidiacre de Saintonge, François-Raimond de Bouet du Portal, écuyer, seigneur du Vigneau, Luchèt, demeurant à Saint-Palais-sur-mer, François-Arman de Mannes, chevalier, demeurant à Saintes, Louis Desgranges, conseiller au présidial, parents du côté paternel de Melchior Bégeon de Villemenseuil, et Angélique-Sophie Bégeon de Villemenseuil, sa sœur, enfants mineurs de François Bégeon de Villemenseuil, seigneur de Saint-Même, et de Marguerite Guillemain ; Augustin Richer de Labertrie, directeur des aides à Niort, Jean-André Guenon, avocat au présidial, agissant pour Morice Charrier, seigneur d'Authon, conseiller, ancien procureur du roi en la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, Jean Charron, notaire royal, agissant pour Pierre-Raphael Richer, prêtre, doyen du chapitre collégial de Taillebourg, entre lesquels il est dit que la dame Guillemain ayant convolé avec Joseph Réveillaud, garde du roi, perdit la tutelle de ses enfants, et que Claude de Bobenne en fut pourvu ; Reveillaud étant mort, la mère réclame d'être rétablie, le conseil refuse la jugeant incapable, attendu son peu d'intelligence et d'économie, ses procès dans lesquels elle s'est engagée et s'engage journellement pour des objets les plus minimes (munition d'artillerie dit la minute). (Minutes de SENNÉ).

1627, 15 janvier. — Testament de Catherine de Belcier, veuve de Jean Accarie du Bourdet, veut être enterrée à Crazannes, auprès de son mari et de René Accarie, seigneur de Crazannes, son fils ; institue héritier Louis Accarie, seigneur de La Rouselière, son petit-fils, Charlotte-Marguerite, sa fille.

René était marié avec Angélique de La Rochefoucauld.

1628, avril. — Louis de Belcier, chevalier, baron de Cozes, aïeul paternel de Charlotte de Belcier, qui avait pour tutrice Marie de Nesmond.

1628. — Charlotte Goumard, dame de Cozes et d'Echillais, ayeule et tutrice de Charlotte de Belcier, fille de feu Louis de Belcier, seigneur de Cozes, son fils, cède à Jeanne Dulyon,

dame de Potonville, 16.000 liv. dues par les héritiers de Charles de Volvyre, seigneur d'Aunac, à elle baillées par François de Nesmond, écuyer, sieur de la Tranchade, et Marie de Nesmond, dame d'Echillais, sa fille, pour partie de la dot qu'il lui avait constituée par contrat du mariage de sa fille avec le baron de Cozes, le 3 mars 1627. (Minutes de MARÉCHAL).

1681, 23 mai. — Testament de Catherine de Belcier, veuve de François de Beaumont, chevalier, seigneur de Saint-Germain ; fait rue et paroisse Saint-Maur.

Henri de Beaumont, seigneur de Gibaud, fils ; Madame de Puycheni (?), sa petite-fille ; Henriette Rohan, sa filleule ; Marie de Beaumont, sa fille.

1603. — Geoffroy de Belleville, seigneur de Chanteloup.

1694, 9 oct. — Mariage de Jean-Ythier Belot, capitaine d'armes entretenu dans la marine de Rochefort, fils de feu Ambroise Belot, capitaine de vaisseau, et de Françoise Guillon, demeurant à Saint-Denis d'Oleron, âgé de 37 ans, avec Marie Matignon, veuve de Jean Dupetit, fille de feu Simon Matignon, écrivain du roi, et de Jeanne Mingaud, baptisée le 10 février 1664. Consentent pour lui : Françoise Belot, femme de Noel Bellet, sieur de La Feuillade, ingénieur dans les travaux du roi à Rochefort, Angélique Belot, femme de Pierre Tesseron, sieur du Plantis, ses sœurs ; pour elle : René de Chenu, écuyer, sieur de Bonnard (?) ; Jacques Guenon, avocat. (Minutes de MARÉCHAL).

1637. — Nicolas Bérauld, « patronus » à la cour du parlement de Bordeaux, âgé de cinquante ans.

(Minutes de LIMOUSIN)

1659. — Jean Béraud, sieur du Breuil, neveu de Alexandre Béraud, sieur de Bellevue, avocat, juge sénéchal du comté de Jonzac. (Minutes de GILLET).

1664. — Nicolas Béraud, garde des sceaux, mari de Marguerite Aymar, fille de feu Jacques Aymar, conseiller du roi en ses conseils privés et d'Etat, seigneur du Pérou, et de Renée Urvoy ; Denis Huon, fils de Marie Berauld ; Nicolas Beraud, garde des sceaux, et Denis Huon, ont les droits de Nicolas Berauld, avocat.

1672, 2 mars. — Inventaire chez Nicolas Bérauld, mari de Marguerite Aymard, mort le 5 décembre 1671 ; ils ont pour enfants Nicolas-Alexandre, Ignace-François, Jacques, François, Joseph, Marguerite, Marie-Jeanne, Marie-Anne et Angélique. (Minutes de GASQUET.)

1673, 16 septembre. — Inventaire par Marguerite Aymard, dame du Pérou, veuve de Nicolas Berauld, conseiller du Roi, garde des sceaux, conseiller aux aides, lieutenant particulier à Saintes, tutrice de ses enfants, dit que par testament, feu Nicolas Bérauld, avocat, ayeul paternel (le décès duquel étant arrivé le 12 septembre), institua (testament du 27 août 1662, reçu Fleurisson), Alexandre, Ignace, Jacques, Joseph, François, Marguerite, Jeanne, Marie, Marianne et Angélique Berauld, enfants de la dite Aymard et du dit sieur Bérauld, lieutenant.

1682, 7 janvier. — Mariage de François de Massacré, chevalier, seigneur de Bioussac en Angoumois, fils de François et de Marie de Beaumont, demeurant au château de Broquemain (?) avec Marie Berauld, fille de Nicolas, conseiller, garde des sceaux des aides de Guienne, lieutenant particulier au présidial de Saintes, et de Marguerite Aymar, dame du Pérou.

Consentent Alexandre Berauld, seigneur de Bellair, frère, Michel Grégoireau, chanoine à Saint-Pierre, grand-oncle.

Signent Marianne Berauld, l'évêque de Saintes, Marie de Beaumont, de Foix de Candale, Marie de Mandore, Angélique Bérauld, Catherine de Beaumont, Renaud de Pons, N. de Gaignon de Villennes, de La Rochefoucauld, C. de La Tour, M. de Brilhac, Henriette Delesseau. (Minutes de GASQUET.)

Se sont mariés à l'église le 14.

1682. — Marguerite Aymard, veuve de Nicolas Bérauld, héritier d'Alexandre Berauld, sieur de Ballayr, oncle.

1685. — Jeanne Bérauld, fille de la précédente, religieuse aux Notre-Dame.

1692. — Marie-Anne Béraud, femme de François de Massacré, chevalier, seigneur de l'Abrégement et de Bioussac, enseigne au régiment des gardes françois, Alexandre Béraud, seigneur de La Bellerie, trésorier, sont enfants de Marguerite Aymard, dame du Pérou, et de Nicolas Béraud, garde des sceaux à Saintes. (Minutes de MARÉCHAL.)

1731. — Marguerite Dejean, veuve d'Ignace Bérauld, conseiller en la cour des aides.

1737. — Alexandre Bérauld, négociant, fils de Nicolas Bérauld, sieur du Breuil.

1761, 10, 18, 19 février. — Inventaire à la requête de Etienne de Cursay, chevalier, seigneur de Boisroche, mari de Marie-Catherine Bérauld du Pérou, demeurant à Cognac.

Claude Bérauld du Pérou, écuyer, clerc tonsuré, et François

Beraud du Pérou, écuyer, garde de la marine à Rochefort, mineurs émancipés, assistés de Jacques Compagnon, écuyer, seigneur de Taims... et Marie-Catherine Bérault du Pérou, fille majeure, enfants de Joseph Berault, chevalier, seigneur du Pérou, Jarlac. Orville et Auvignac, décédé depuis environ 3 semaines, en la grande rue, à Saintes. (Le Pérou en Meursac).

(Minutes de PASQUIER.)

1771, 12 mai. — Partage des immeubles de la succession de Joseph Bérault, écuyer, seigneur du Pérou, Orville et Auvignac, et de Catherine Huon, sa femme, entre Etienne Simon de Cursay de Villers, chevalier, seigneur de Saint-André, Boisroche, Maine-Aurivaud, mari de Marie-Catherine Bérault du Pérou, Joseph-Ignace Bérault, écuyer, sieur du Pérou, Charles-Jérémie Bérault, prêtre ; Claude Bérault du Pérou ; Marie Bérault, fille majeure ; Joseph Bérault, père, est mort en janvier 1761.

(Minutes de PASQUIER.)

1616. — Adam Berjonneau, sieur des Brousses, conseiller du roi, lieutenant particulier..... à Cognac.

1639. — Françoise Dubourg, femme de Adam Berjonneau, écuyer, sieur des Brousses, *ci-devant* conseiller lieutenant particulier, père de Etienne Berjonneau, avocat.

1647. — Feu Adam Berjonneau, lieutenant particulier, assesseur civil et criminel à Cognac, père de Michel et Etienne.

(Minutes de CASSOULET.)

1738, 1^{er} avril. — Contrat de mariage de Clément Navarre, seigneur des fiefs de Saint-Simon, Mareuil, président-trésorier de France à La Rochelle, demeurant au Cluseau, paroisse de Moullidars, élection de Cognac, fils de feu Jean Navarre, conseiller au présidial d'Angoulême et de Thérèse Forgerit, avec Thérèse Bergerac, fille de feu Jean Bergerac, négociant, de Saintes, et de Marie Garnier.

Du consentement pour lui : François Vigier, seigneur de La Gille, avocat. Pour elle : Thérèse Garnier, tante ; Thérèse Bergerac, sœur, femme de Jacques Compagnon, avocat au présidial de Saintes, subdélégué de l'intendance de La Rochelle ; Pierre et Jean Bergerac, ses frères. (Minutes de MARSAY.)

Extrait de baptême à Saint-Pierre de Saintes.

1766, 14 janvier. — De Jean Hilaire Bergerat, né d'hier, fils de Jean Bergerat et de Elisabeth Ourseaud. Parrain, Pierre-Emanuel Bergerat, frère de l'enfant, marraine Françoise Blanche.

LACROIX DE SAINT-CYPRIEN, curé de Saint-Pierre.

A été matelot pilotin à 18 livres ; embarqué sur le vaisseau le *Réfléchi*, commandé par le vicomte de Vintimille, du 25 novembre 1786 au 15 novembre 1787.

1618. — Josué Bernard, avocat, mari de Florence Arnaud.

1618, 20 mars. — Jacob Bernard, écuyer, sieur de Courlay.

1620. — Marie Dalvy, veuve de Daniel Bernard, procureur.

1621. — Josué Bernard, fils de Daniel Bernard et de Marie Danjou, sa première femme.

1621. — Françoise Bernard, fille de Daniel Bernard, procureur au présidial, et de Marie Dalvy, carmélite sous le nom de Françoise de Jésus.

1627, 6 décembre. — Marie Dalvy, veuve de Daniel Bernard, procureur au présidial. Pierre Bernard, sieur de Lessard, son fils.
(Minutes de LIMOUZIN.)

1637, 5 octobre. — Pierre Bernard, sieur de Lessard, prévôt général et provincial de Saintonge et îles, proteste contre l'imposition des tailles à lui faite. Il se dit exempt.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1638. — Florence Arnaud, femme de Josué Bernard.

1640. — Judic Poitevin, femme de Jean Bernard, écuyer, sieur de La Badie, lieutenant de M. de Citran, premier jurat de Bordeaux.

1648. — Daniel Bernard, procureur au présidial, mari de Marie Guillotin.

1683, 16 février. — Mariage de Claude Bernard, receveur général des formelles en l'élection de Saintes et de Cognac, fils de feu Nicolas, greffier de la prévôté royale de Doullains en Picardie, et de Marie Basclain (?) de la ville de Reims, avec Madeleine Mauchen, fille de feu Mathieu Mauchen, conseiller au présidial, lieutenant criminel de robe courte, et de Madeleine Daudenet ; consentent pour Claude Bernard : Nicolas Rogeau, prêtre, secrétaire de l'évêque de Saintes ; Jean Baccot, avocat ; Daniel Dubois, écuyer, sieur de Châteaulin ; Henri Dubois, écuyer, sieur de La Grève ; François de Polignac. Pour Madeleine Mauchen : sa mère ; René Mauchen, prêtre, prieur de Saint-James en l'île d'Oleron ; frère ; François Mauchen, sieur de La Foret, frère ; Marie-Madeleine Mauchen, femme de François Dubourg-Farnoux, seigneur de Dion ; Hélène Mauchen, veuve de Paul Isle, chevalier, capitaine d'un navire de guerre.

(Minutes de GILLET.)

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

DOCUMENTS

MONDANITÉS SAINTONGEAISES

Les pièces dont voici le texte font partie de ma collection :

I

Imprimé sur feuille double, petit in-8. Suscription : *A Monsieur Jacqueneaud, pensionné, et à Madame Robert, sa sœur. A Saint-Jean d'Angély.* Cachet fruste et timbre humide de la mairie de Saint-Jean d'Angély.

Saint-Jean d'Angély, ce 24 avril 1821.

M. M.

Vous êtes invités à assister au Bal que la Ville donnera mardi premier Mai, dans la salle de l'Hôtel de Ville, à l'occasion du Baptême de S. A. R. Monseigneur le Duc de Bordeaux. Il commencera à neuf heures et demie du soir.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Le Maire,
DELALAURENCIE.

II

Carte d'entrée, sur carton vert, illustrée au centre d'un aigle surmonté d'une étoile et posé sur une banderole portant la devise : *Vox populi, vox Dei.*

OFFERT	BAL	A. S. A. I.
par	Le 11 octobre 1852	Le Prince
LA VILLE	—	LOUIS-NAPOLÉON

CARTE D'ENTRÉE

Personnelle à M.

Les salles ne seront ouvertes qu'à huit heures.

Imp. Mercier et Devois.
(Cachet de la Mairie de Rochefort.)

III

Invitation, sur carton porcelaine, timbré au verso du cachet à timbre humide de la mairie de Rochefort.

VILLE DE ROCHEFORT

M.

Le Maire et le Conseil Municipal ont l'honneur de vous inviter au BAL qui aura lieu au SALON, à l'occasion du passage à Rochefort de leurs Altesses Impériales le prince Napoléon et la princesse Clotilde.

La présente invitation servira de carte d'entrée.

Pour copie conforme :

JULES PELLISSON.

TIRAGE DES JOURNAUX DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE
en 1867

NOMS DES JOURNAUX	Janvier Février Mars	Avril Mai Juin	Juillet Août Septembre	Octobre Novembre Décembre	Récapitula- tion des 4 trimestres
<i>Echo Rochelais</i>	19.848	19.545	19.141	18.837	77.371
<i>Charente-Inférieure</i> ...	48.380	46.908	46.668	44.838	186.794
<i>Courrier de La Rochelle</i>	49.779	49.930	48.238	49.899	197.846
<i>Annonces</i>	2.626	2.389	»	»	5.015
<i>Tablettes (Rochefort)</i> ..	41.413	46.465	43.434	46.969	178.281
<i>Indicateur</i>	14.142	18.610	8.080	9.596	50.428
<i>Indépendant (Saintes)</i> ..	23.132	22.550	19.521	28.486	93.689 ⁽¹⁾
<i>Courrier des Deux-Cha- rentes (Saintes)</i>	12.121	6.819	12.122	11.616	42.678
<i>Journal de Saint-Jean</i> ..	8.080	9.091	7.070	7.575	31.816
<i>Journal de Marennas</i> ..	1.515	2.525	3.022	2.525	9.587
<i>Echo de Saint-Jean</i> ...	2.525	1.515	»	1.515	5.555
<i>Royannais</i>	»	»	1.515	»	1.515 ⁽²⁾
<i>Impartial de Saintes</i> ..	»	»	»	1.010	1.010
	223.561	226.347	208.811	222.866	881.585

(1) Chiffres incomplets, l'*Indépendant* fait aussi timbrer à Angoulême.

(2) Chiffres incomplets, le *Royannais* a paru pendant le dernier trimestre.

QUESTION

N° 810. — *La Société des Amis de la Constitution à Archiac.*

Louis-Philippe Couraud, le grand collectionneur cognçais dont les cartons étaient si libéralement ouverts aux chercheurs, est mort le 27 mai dernier dans sa 80^e année.

Il était né à Cozes, le 15 août 1830. Peu de jours avant sa mort, il m'avait communiqué sa dernière trouvaille : un bois gravé dont je donne la reproduction. Sa lettre était accompagnée des observations suivantes :



« Cette gravure ne me paraît
« pas être celle d'un profession-
« nel de valeur, on dirait plutôt
« celle d'un amateur. On lit mal
« le nom du graveur Gogu. Avant
« 1848, est mort à Cozes un
« ancien horloger-graveur, qui
« avait passé sa jeunesse à Paris
« où il avait appris son métier,
« car à sa mort on a trouvé chez
« lui quantité de choses curieu-
« ses que j'ai vues et touchées
« étant l'ami de ses neveux ; des
« cachets gravés, il y en avait
« à foison ; c'est là que j'ai
« trouvé une ivoire avec mignature en couleur que j'ai et qui
« m'a servi de sujet pour mon exlibris en couleurs. Il n'est
« pas impossible que ce bois soit de lui car il s'appelait
« GoguET ; il aurait signé à moitié ». Que sait-on du graveur
Gogu et de la Société des Amis de la Constitution à Archiac ?

JULES PELLISSON.

N° 811. — *Les Annales* ont publié, en juillet dernier, un article sur les distributions de prix. « De 1793, disent-elles, voici un curieux spécimen d'invitation à une distribution de prix. Elle émane du conseil d'administration de l'Ecole de Saintes. C'est un modèle du style pompeux — ou pompier — qui caractérise le temps !

« Citoyens, tandis que le cours périodique des saisons nous amène la récolte des fruits qui récréent notre existence, la Patrie vous appelle à voir moissonner ceux de l'instruction dans les écoles publiques, en cet heureux champ ouvert à tous les citoyens par la bienfaisance nationale.

Vos fils, vos frères, vos parents ou vos amis n'ont travaillé avec ardeur, pendant tout le cours de l'année scolaire, que pour offrir à vos regards satisfaits les produits de leur généreuse émulation. C'est pour cela qu'ils ont défriché avec courage les terrains difficiles et épineux... Le temps de la moisson est arrivé... Venez sanctionner par vos suffrages le jugement qui décerne une récompense à leurs travaux... »

Un de nos confrères possède-t-il un exemplaire de cette invitation. Quel est le nom de l'imprimeur ? G. R.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

Revue Scientifique du 16 juillet 1910. — M. Louis Franchet publie sous le titre les *Prétendues découvertes de Bernard Palissy, céramiste et géologue*, un article particulièrement dur et sévère à l'égard du célèbre potier. La dernière phrase résume les développements donnés par l'auteur, et cristallise, en quelque sorte, sa pensée : « Des deux grandes découvertes de Bernard Palissy, la céramique émaillée et la géologie, que restait-il donc après l'analyse ? Il reste la preuve la plus évidente, que le potier de Saintes ne fut ni un inventeur, ni un chef d'école, mais simplement le plus audacieux et le moins scrupuleux des plagiaires. »

M. F. commence par mettre Palissy en contradiction avec lui-même, parce que celui-ci, après avoir écrit qu'il n'avait jamais eu d'autre livre que le ciel et la terre, avoue avoir eu sous les yeux les œuvres de Cardan. « La mauvaise foi de Palissy, que nous aurons occasion de constater, éclate ici. Il se condamne lui même ».

Palissy possédait-il quelques notions des arts du feu, lorsqu'il entreprit de s'occuper de céramique ? M. F. n'hésite pas à affirmer que oui, « puisqu'il était considéré comme un très bon peintre sur verre », et que, comme tel, il ne devait pas ignorer l'emploi des couleurs vitrifiables, celui des fondants, la technique

des couleurs obtenues par mélanges de divers tons, les propriétés colorantes des composés métalliques connus alors. Enfin, il avait la pratique des fours et de leur fonctionnement puisqu'il fréquentait les usines de verrerie. « Tout homme avec de telles connaissances peut devenir rapidement un bon céramiste ». M. F. l'affirme du moins, mais cela demanderait une plus longue démonstration. Il fait la remarque que Palissy manipulait déjà depuis vingt ans, les substances céramiques quand la fameuse coupe lui tomba sur les yeux. Ce ne serait donc pas elle qui fut le point de départ de ses recherches, comme il le dit. En 1544, il avait déjà éprouvé quantité de déceptions qui le mettaient en « non chaloir de ne plus chercher les secrets des esmaux ». Or, il n'a connu la coupe que vers 1555. « Mais alors que signifie cette légende si profondément enracinée aujourd'hui, que c'est à la vue de cette coupe merveilleuse que Palissy reçut le coup de foudre de la céramique. Cela signifie que le récit, fait par le fameux potier lui-même, étant très ambigu, les historiens ont adopté d'emblai ce qui leur a paru le plus séduisant pour glorifier le héros ! C'est du roman et non de l'histoire... »

Palissy n'aurait rien inventé en céramique, parce qu'à son époque, on connaissait des poteries *émaillées*. M. F. ne fait aucune différence entre la poterie *vernissée* et la poterie dite *émaillée*, c'est à-dire celle qui a reçu une couverte stannifère. Il est assez amusant, à ce propos, de voir M. F. aller chercher à Ladirac, près de Bordeaux, une fabrique de poterie recouverte d'une glaçure verte, alors qu'il lui aurait été si facile de citer nos fabriques de La Chapelle, que Palissy a certainement connues et fréquentées. C'est là qu'il a pu se familiariser avec certains procédés de métier et s'initier aux formules élémentaires de vernissage. On sait pertinemment, par son témoignage du reste, qu'il porta à La Chapelle, des préparations dans les fours des céramistes de l'endroit. D'ailleurs toute cette partie de l'article n'est pas la plus lumineuse. Quand M. F. dénie à Palissy toute invention d'émaux, il dépasse certainement les bornes de la réalité. Palissy a sûrement trouvé des formules qui étaient absolument neuves de son temps. On prétend même que personne encore ne les a retrouvées.

Si Palissy n'a rien inventé en céramique, quel but aurait-il donc poursuivi, pendant seize ans ? M. F. croit qu'il chercha tout simplement le secret de la porcelaine. Il est incontestable, que l'histoire racontée par Palissy, qu'il voulait faire de l'émail

blanc, est une pure fable. Il n'était pas nécessaire de travailler pendant seize ans à trouver un produit dont le premier émailleur limousin venu lui aurait donné la formule au moins approximative.

Palissy géologue est encore plus maltraité par M. F. que Palissy céramiste. Palissy aurait pillé Cardan, lequel avait beaucoup emprunté à Léonard de Vinci « qui doit être regardé comme le véritable fondateur de la géologie ». Il est facile de voir, dit M. Franchet, en analysant les écrits de Bernard Palissy, que toutes les idées saines qui semblent être sorties de son cerveau ont été émises par d'autres, et qu'il n'a été en réalité qu'un compilateur de mauvaise foi. En revanche, quand par hasard il veut donner son opinion personnelle sur un fait scientifique, il émet, la plupart du temps, une théorie fausse. Et cependant, il avait beaucoup lu, mais il avait lu avec l'idée préconçue de combattre à outrance toute doctrine quelle qu'elle fut, afin de faire croire qu'il n'y avait qu'un seul homme capable de comprendre et d'expliquer la science et que cet homme était lui, Palissy. »

M. F., à son tour, n'aurait-il pas lu Palissy avec l'idée de le rapetisser ? Il a dépassé un peu la mesure. Il y a longtemps que la science de B. Palissy a été jugée. On sait très bien qu'il n'a pas inventé, au sens propre du mot, les plats à reliefs, mais il leur a donné une forme jusqu'alors inconnue. On sait très bien que ses théories ne sont pas toutes exactes. Est-ce une raison pour lui refuser toute observation personnelle ?

Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, t. XVIII. — M. le Dr Atgier commence la publication d'une Notice historique sur l'ancien Hôtel-Dieu de Saint-Martin de Ré. — M. le Dr Vigen quelques notes sur la Tour de Montguyon et son inscription.

REGARDE LESCLAT BRILLANT DE MES YEUX Y TES PERMIS DE LES ADMIRER MAIS SY TU NEN PEUS SOUFFRIR LA LUMIER ET LES FEUX MEURS PLUS TOST QUE DE TE PLAINDRE..... etc.

M. Vigen est d'avis que l'inspiratrice de cette inscription pourrait être Hélène de Fonsèque de Surgères, qui fut chère à Ronsard et célébrée par lui. Ce n'est pas elle toutefois qui a pu faire peindre l'inscription, mais probablement sa nièce qui, « ayant trouvé dans les papiers de sa tante des images poétiques qui lui ont plu, n'a rien trouvé de mieux que de les reproduire

sur les murs de sa fenêtre, à l'adresse d'un amant, imaginaire ou réel ».

Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France, année 1909, p. 239: *Une correspondance de famille au commencement du XVI^e siècle. Lettres de la maison d'Aumont (1515-1527).*

On recherchera dans cette correspondance les quelques lettres écrites par François de Rochechouart, seigneur de Champdeniers, Javarzay, gouverneur de La Rochelle, mort en 1529, qui avait épousé Blanche d'Aumont. Il était à Marignan et raconte la journée : « Le prince de Talmont (Charles de La Trémoille) est blessé en trois ou quatre lieux, au visage et au col, mais la grâce à Dieu on espère qu'il n'aura point de danger... » Le 1^{er} novembre 1521, il écrit de Saint-Amand (Deux-Sèvres) une lettre où il nomme quelques gentilshommes de Saintonge (de Tonnay-Boutonne, de Cursay, du Bourdet). Dans une lettre de 1517 (p. 272) il est question d'un Monguyon.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, t. XXXII. Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain, son éducation et ses premiers emplois, sa visite des ports de France, par M. Louis Delavaud. — *Excursions à l'Abbaye de Montierneuf et à la plaine de Vaucoleur*, par M. Fr. Arnaud.

Dans la *Charente-Inférieure* d'août 1910, sous le titre de *Glanes rochelaises*, *La Série noire*, de Musset, critique certains renseignements incomplets ou erronés de l'*Atlas pittoresque* sur La Rochelle et le département de la Charente-Inférieure.

REVUE

DE SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU N° DE DÉCEMBRE

AVIS ET NOUVELLES : Distinction honorifique ; Réparations ; Monument funéraire ; Errata.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Décès* : MM. Sachet, Cousinéry, M^{me} de Laage de Meux, M^{me} Bures, Dr Brard, M^{me} Guérin. — *Mariages* : Lemaignan-Brumauld des Houlières ; Van der Wort-de Laage de Meux ; Pandin de Lussaudière-Olombel ; Audry-Joussot ; de Metz-de Faucher de La Ligerie ; des Mesnards-Rousse ; Riandière La Roche-de Bellaing ; Dupuy-Mestreau.

VARIÉTÉS : *Un vieux carrosse*, par J. Pandin de Lussaudière ; *Le tribunal révolutionnaire de Rochefort*, par M. l'abbé Lemonnier ; *Nicolas Poussin est-il venu en Saintonge ?* par M. Ch. D. ; *Les justices de paix de Saintes*, par M. Guérin ; *Minutes de notaires*, par M. Ch. Dangibeaud.

QUESTIONS ET RÉPONSES : *Devise de Saintes* ; *Lettre d'invitation à une distribution de prix*.

LIVRES ET REVUES : *Les Rochelais à travers les siècles* ; *La pharmacie à La Rochelle* ; *La sancenique* ; *Les cavaliers aux portails des églises*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Le prochain volume des archives sera distribué dans le courant du mois. Il est presque entièrement composé avec les copies des registres paroissiaux d'Agonnay, Agudelle, Aigrefeuille, Aix, Allas-Bocage, Allas-Champagne, Annepont, Antignac. C'est le début d'une nouvelle série de documents saintongeais dont l'importance et l'intérêt n'échapperont à personne. Ils sont publiés *in extenso* pour les actes concernant les personnes marquantes de la paroisse, nobles, bourgeoises ou ouvrières, et en extrait pour ces dernières, quand il ne s'agit que de signaler l'existence d'une profession. Cette publication n'est pas faite, en effet, dans le seul but d'imprimer les actes de baptêmes, de mariages ou mortuaires principaux, on a cherché à donner un aperçu complet de la population au point de vue industriel. Un tableau démographi-

que indique le nombre des naissances, des mariages, des décès.

On a réuni en appendice, à chaque paroisse, les notes que certains curés ont écrites sur leurs registres.

Notre confrère, M. le D^r Guillaud, a été fait chevalier du mérite agricole, à titre de directeur du jardin botanique de la Faculté de médecine de Bordeaux (Septembre 1910).

La réunion des Sociétés des Beaux-arts des départements aura lieu à Paris du 6 juin 1911 au vendredi 9 juin.

M. Jules Mary a placé au château de La Rochecourbon, qu'il appelle La Roche-Aiglon, et qu'il décrit sommairement, la seconde scène de son roman *La Gueuse*. C'est l'empoisonnement de Sonia par son mari Blancafort, juge d'instruction prévaricateur et propriétaire du château.

L'auteur a intercalé dans son récit les couplets d'une chanson saintongeaise, empruntée au recueil de M. Esmein :

A s'en va la tête couverte
D'in devantau de refflon
Et son cotillon qui s'essarte,
Est poin trop chaud et poin trop long.....

A l'Odéon, M. Trarieux fait représenter une comédie *Un soir*, donc l'action se passe à La Rochelle.

L'administration des Beaux-arts restaure le clocher de l'église Saint-Sauveur à La Rochelle. La dépense prévue de ces travaux s'élève à la somme de 6.635 fr. 00.

Le ministre a demandé au conseil municipal de cette ville de voter une somme de 2.211 fr. 90, moyennant quoi il prendrait à sa charge le reste. Le conseil a voté 1.000 fr.

Population de la Charente-Inférieure en 1909, 453.793. ; mariages, 3.316 ; divorces, 122 ; naissances, 7.965 ; décès, 8.365.

Un monument funéraire a été placé dans la chapelle des évêques de la cathédrale de La Rochelle à la mémoire de Mgr Le Camus. Il est situé dans la deuxième chapelle de la nef de droite, face à l'autel.

Il se compose d'un socle en pierre blanche, orné des armes du prélat, supportant un buste en bronze, très ressemblant, exécuté par M. Robuchon, sculpteur à Poitiers.

Une inscription est gravée sur le socle (voir le *Bulletin religieux* du 17 septembre 1910).

ERRATA

I. Il s'est glissé dans mon travail sur *les Béraud au collège de La Rochelle*, publié dans les numéros d'août et d'octobre, une contradiction dans la partie de cette étude, où je désigne le destinataire probable de la lettre écrite par François Béraud, le 5 novembre 1570.

Si, en effet, comme j'en faisais la supposition (page 172), Mallot a vu Béraud à Montargis en août 1570, lors de sa mission auprès de Renée de France, il ne peut être le destinataire d'une lettre postérieure, dans laquelle François révèle à son correspondant inconnu qu'il s'est réfugié dans cette ville (voir page 170).

Si donc Mallot est, comme je le présume toujours, le destinataire de cette lettre, c'est que nécessairement, pendant la durée de sa mission — qui du reste fut peut-être fort courte ou même secrète — Béraud et lui n'eurent pas l'occasion de se rencontrer et que le premier ignore le passage à Montargis de l'envoyé de Coligny.

II. Page 165, ligne 33, corriger 1793 en 1723.

III. Page 180, ligne 32, remplacer (voir en cette étude la note 1 de la page 4) par.... note 2 de la page 172. A. B.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M. Sachet, ancien procureur impérial à Saintes, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du tribunal civil de Poitiers, est décédé à Condac, près Ruffec, à l'âge de 87 ans. (août 1910). Il avait épousé M^{lle} Orillard, de Poitiers, dont trois filles.

M. Charles Louis-Paul Cousinéry, qui avait épousé M^{lle} Renée Coutanseaux, de Saint-Julien, est décédé à Smyrne le août 1910, âgé de 52 ans.

Le 16 septembre 1910, est décédée à Libourne, M^{me} Marie-Alexandrine de Laage de Meux, veuve d'Edouard Durand de Lavaux-Martin. Elle était fille de Paul de Laage et de Catherine Valérie de La Salle.

Est décédée à Crazannes, le 11 octobre 1910, M^{me} Suzanne Simon, épouse de M. Georges Bures, âgée de 59 ans, mère de notre confrère M. Maurice Bures, son fils unique.

Le 27 octobre 1910, est décédé à La Rochelle le docteur Eugène-Ernest Brard, ancien adjoint au maire de La Rochelle, âgé de 75 ans, époux de N. Cadour, chevalier de la Légion d'honneur.

Le 23 janvier dernier on avait fêté son cinquantenaire de doctorat.

L'exercice de la médecine, et les services municipaux ne remplirent pas uniquement la vie du D^r Brard. Il savait trouver encore du temps pour modeler la terre et il s'était acquis une réputation de sculpteur.

Il présida la Ligue de l'Enseignement et traça le parc Charruyer.

Il était né à Jonzac le 5 septembre 1835. Il fit ses études au Lycée de La Rochelle et commença sa médecine à l'École navale de Rochefort, où il fut étudiant pendant deux années, il la termina à Paris, où il fut reçu docteur le 28 décembre 1859. Il vint se fixer à Jonzac, où son père, ancien représentant du peuple à l'Assemblée constituante de 1848, exerçait la médecine. Il y demeura jusqu'en 1869, époque où il vint s'établir à La Rochelle. Quand la guerre de 1870 éclata, il fut nommé médecin-major des mobilisés au camp de Dampierre.

Il présenta à l'Académie des sciences, un mémoire sur un *Nouveau mode de générateur d'électricité*, et un autre sur la *Reproduction typographique des photographies*. Il publia une petite brochure *Sur le secret médical* et un très intéressant volume intitulé *Voyage de La Rochelle à Rouen sur le Ruy-Blas*.

Voir l'*Echo Rochelais* du 1^{er} novembre 1910.

Le 14 novembre 1910, est décédée à Saintes, M^{me} veuve Benjamin Guérin, née Villeroi, âgée de 77 ans, mère de M. Guérin, juge de paix de Saintes, son fils unique.

MARIAGES

Le 2 août 1910, à La Rochelle, a été béni le mariage de M. Henri-Edmond Lemaignan, propriétaire, avec M^{lle} Marguerite-Marie Brumauld des Houlières.

Le 18 août 1910, à Saint-Savinien, a été célébré le mariage de M. Henri Van der Wort, avec M^{lle} de Laage de Meux, fille de M. Elie de Laage et de M^{me}, née du Rousseau de Fayolle, petite-fille de M. Théophile de Laage.

Le 17 septembre 1910, a été célébré à Mazamet, le mariage de M. Jules Pandin de Lussaudière, archiviste de la Charente-Inférieure, avec M^{lle} Marguerite Olombel.

Le 4 octobre 1910, a été célébré, à Pontaillac-Royan, le mariage de M. André-Jean-René-Augustin Audry, clerk de notaire à La Rochelle, avec M^{lle} Germaine-Marie-Louise Jousset, fille de M. Jousset, sous-directeur du dépôt d'étalons à Saintes.

Le 11 octobre 1910, à Paris, a été célébré le mariage de M. le baron Jean de Metz, chef d'escadrons au 3^e hussards à Sampigny, avec M^{me} Jeanne du Ché, veuve du colonel de Faucher de La Litgerie.

Le 12 octobre 1910, à Toulouse, a été béni le mariage de M. le docteur Paul des Mesnards, avec M^{lle} Marguerite Rousse, fille M. Léonce Rousse, juge au tribunal civil de Montauban.

Le 8 novembre 1910, à Saint-Jean d'Angély, a été béni le mariage de M. Camille-Henri-René Riandière La Roche, rentier à Angers, avec M^{lle} Anne-Marie-Joséphine-Ernestine Moreau de Bellaing.

Le 24 novembre 1910, a été béni à Paris, le mariage de M. Pierre Dupuy, député de Blaye, avec M^{lle} Jeanne Mestreau, fille de M. Abel Mestreau, négociant à Saintes.

VARIÉTÉS

I

UN VIEUX CARROSSE

Les anciens carrosses du XVIII^e siècle sont devenus assez rares de nos jours (1); celui que nous reproduisons appartient à M. Henri Pandin de Lussaudière, propriétaire du château d'Ardenne (commune de Fléac).

D'après une tradition de famille, ce vieux véhicule aurait appartenu au sieur François Basset, négociant de Pons, d'une famille saintongeaise qui avait embrassé la réforme au XVI^e siècle.

François-Isaac Basset était fils de Louis Basset l'ainé et de Marie-Madeleine-Jacobine Noordingh de Witt, sa seconde femme, d'origine hollandaise, apparentée à la famille des célèbres frères de Witt, dont le rôle politique est bien connu. Il avait épousé en 1778, Marie-Elisabeth Bonfils, veuve de Daniel Garesché. De ce mariage naquit Emilie Basset, qui épousa en 1802 Josué-Louis Pandin de Lussaudière, ayeul du propriétaire actuel du carrosse.

D'une santé délicate, et ne pouvant voyager à cheval pour vaquer à ses affaires, François Basset aurait fait construire le carrosse que nous reproduisons, à Bordeaux sur le modèle de celui du consul de Prusse résidant en cette ville.

Aujourd'hui, cette vieille berline, reléguée au fond d'une remise obscure, a cessé de rouler depuis de longues années, mais elle est encore très bien conservée, et ferait bonne figure dans un musée saintongeais.

L'intérieur est garni de velours d'Utrecht à ramages bleus sur fond clair; à l'extérieur, elle était recouverte d'une peinture

(1) On en connaît trois ou quatre autres dans la région, un peu plus jeunes, tous en triste état. Au château de Vénérand, il y en avait un qui vient d'être vendu.

jaune assez commune, qui avait sans doute l'avantage appréciable d'être peu salissante.

Un vaste coffre, que l'on disposait à l'arrière, a été malheureusement détruit il y a quelques années dans un incendie.

D'aspect un peu lourd, mais d'une solidité à toute épreuve, ce véhicule d'un autre âge que l'on conduisait à la Daumont, ne laissait pas d'être des plus confortables ; parfaitement suspendu, il pouvait affronter les cahots les plus violents, sans que les voyageurs en fussent trop incommodés, et franchir sans danger les fondrières de la Champagne de Saintonge, où les roues enfonçaient couramment jusqu'au moyeu. Nos ancêtres étaient habitués d'ailleurs à ces petits incidents de voyage, et ne se tourmentaient pas pour quelques heures de retard, voire quelques jours. Le temps n'avait pas pour eux la valeur qu'il a pris depuis avec l'amélioration des moyens de transports. Lorsque les chevaux n'étaient pas assez forts pour mettre en mouvement le lourd carrosse, on trouvait très naturel de les remplacer par un attelage de bœufs (1), et François Basset se rendit bien souvent sans doute de Pons à sa propriété de Charroux (commune de Chadenac) dans cet appareil, qui ne devait certainement pas manquer de pittoresque.

Aujourd'hui, nous nous plaignons parfois que les trains et les automobiles ne vont pas encore assez vite. Autre temps, autres mœurs.

J. P.

A une époque où la fable d'Icare cesse d'être une fiction poétique, où l'on entend journellement parler de machines volantes ou roulantes transportant des voyageurs à raison de 90, 100 et 120 kilomètres à l'heure, où la terre ne suffit plus, l'air est conquis, où l'on parvient à traverser l'océan entre l'Europe et l'Amérique en cinq jours, où l'on parle sérieusement d'organiser une ligne d'aéroplanes à travers le Sahara, où la télégraphie sans fil met en relation presque instantanée des individus séparés par des centaines de kilomètres, il nous a semblé intéressant de « sortir » ce vieux véhicule qui date tout au plus de 130 à 140 ans. Il nous paraît invraisemblable ! prête à rire. Il

(1) J'ai entendu raconter souvent que M^{me} de Bremond d'Ars allait de La Dixmerie à la messe de La Chapelle-des-Pots dans un carrosse traîné par des bœufs au commencement du XIX^e siècle.

CH. D.

fit pourtant le bonheur de son propriétaire et excita plus d'une jalousie... Plus d'un Pontois a dû le regarder avec des yeux ronds. Eh oui ! et pourtant combien il nous semble mesquin et peu confortable à côté de nos coupés, de nos landaux, de nos phaétons, voire des calèches si démodées. Mais voici que nos calèches, nos coupés, nos landaux des meilleurs fabricants, les fameux huit-ressorts vont exciter à leur tour la pitié de nos petits-fils. Déjà les voilà abandonnés pour les autos, vendus à vil prix, transformés en x HP ou devenus voitures de place dans les petites villes. D'ici vingt ans, les survivants seront regardés avec une curiosité amusée, personne ne voudra croire que leur élégance a suscité bien des envies... féminines, et quelque musée de la carrosserie les recevra avec orgueil. En réalité nous sommes plus éloignés des calèches et des huit-ressorts du second Empire que le carrosse de M. Basset ne l'était des chars des rois fainéants.

CH. D.

II

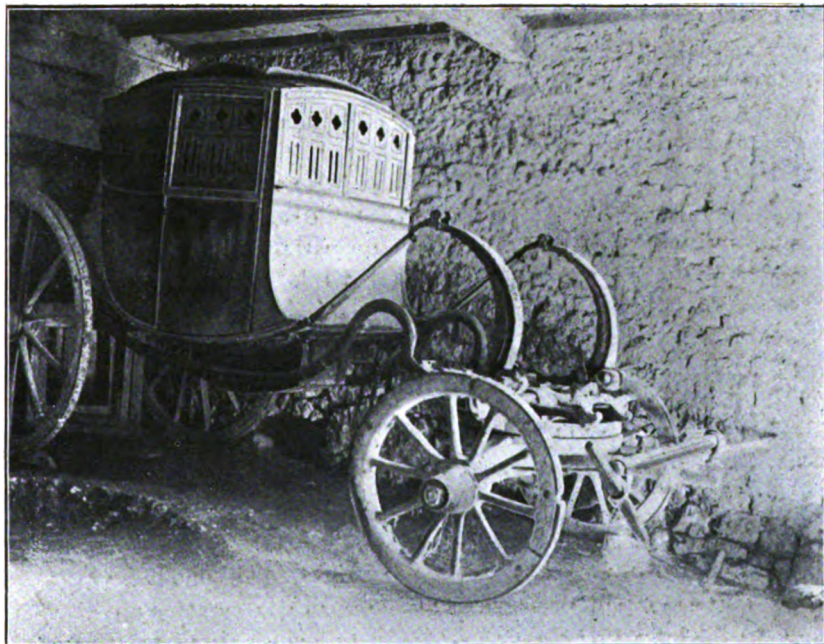
LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE DE ROCHEFORT

MONTAGNARDS CONTRE GIRONDINS

La population, le comité de surveillance révolutionnaire

Les jugements, qui envoyèrent à l'échafaud les marins de l'*Apollon*, Rivière, Dechézeaux et l'amiral Grimouard, ont seuls trouvé une place, plus ou moins grande, dans les ouvrages des historiens locaux : Massiou, Viaud et Fleury. Les motifs et le but de la création du tribunal révolutionnaire de Rochefort, ses nombreux arrêts, la terreur qu'il fit régner dans le département n'ont pas été racontés.

Nombreux sont les dossiers et documents conservés aux archives départementales et aux archives de la ville et du port. Les pages qui suivent n'en sont que le résumé fidèle. Je n'invente rien. Les textes, que je cite, sont extraits de *pièces originales*. On a souvent répété que Rochefort était une colonie, c'était aussi, à la fin du XVIII^e siècle, un vaste chantier de construction, réunissant trois à quatre mille ouvriers. En 1790, la population s'élevait à 16.590 habitants. Cependant la liste des citoyens actifs, dressée le 9 avril de la même année, ne porte que 728 électeurs. Pour obtenir ce titre, il fallait être domicilié



CARROSSE DU CHÂTEAU D'ARDENNES
APPARTENANT A M. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE

à Rochefort depuis un an, et payer un impôt, équivalent à trois journées de travail, soit quatre livres six deniers (1).

Ces électeurs se partageaient ainsi : 248 artisans, ouvriers et maîtres, 19 bourgeois, 4 ecclésiastiques, 206 fonctionnaires civils de la marine, 51 laboureurs, 39 magistrats, 124 marchands, 18 négociants, 19 retraités (2).

Les fortunes étaient peu nombreuses et peu importantes ; la contribution patriotique du quart du revenu, exigible de tout citoyen, dont le revenu dépassait 400 livres, fut payée par 974 contribuables, dont 603 officiers ou fonctionnaires (3).

Autour de ce groupe d'hommes, presque tous salariés de l'Etat, s'agitait une masse flottante de soldats, de marins, d'ouvriers de levée, d'émigrants, de vagabonds, de filles et de forçats.

Le club des amis de la constitution, fondé au mois de décembre 1790, prit bientôt un rôle prépondérant dans l'administration de la cité, et devint le foyer de toutes les agitations populaires.

Les émeutes des ouvriers de l'arsenal, les révoltes des équipages, amenèrent le départ des officiers nobles de la marine, qui formaient l'aristocratie et les cadres de cette population de déracinés. Quelques négociants essayèrent en vain d'en prendre la direction. Cette bourgeoisie était trop récente et trop peu nombreuse ; l'achat des biens nationaux l'avait déconsidérée. Le peuple protestait déjà contre ceux qui s'enrichissaient dans la Révolution (4). Le recrutement des équipages augmenta les éléments de désordre : ouvriers sans travail, paysans, adolescents de tous les états, étrangers se disant américains, tous furent embarqués. Les jeunes officiers ou sous-officiers, sortis de la marine marchande, avides de popularité et d'avancement, devinrent des meneurs. La reconstitution de la marine militaire fit pleuvoir les dénonciations sur les corps administratifs, et attira tous les besogneux, à la recherche d'une position sociale : clercs d'avoué et de notaire, employés de commerce, chirurgiens de village, curés et moines défroqués, déportés des colonies accoururent et briguèrent des places dans tous les services (5). Les commis de marine, les moins instruits, postulerent pour les grades élevés. Ce fut parmi ces hommes que se

(1-2-3-4) *Archives municipales.*

(5) Dans une lettre adressée au ministre des affaires étrangères, Cuny déclare : « que nombreux sont les jeunes parisiens qui sont venus à Rochefort pour échapper à la réquisition... » *Affaires étrangères*, t. 325, folio 219.

recrutèrent les membres du comité de surveillance et du tribunal révolutionnaire.

Le caractère distinctif des terroristes rochefortais fut la recherche des places et le cumul des appointements.

Laignelot avoua à la Convention : « qu'il n'avait été entouré que d'intrigants » (1); et Lequinio reconnut : « qu'il avait été induit en erreur par les aventuriers maîtres de Rochefort » (2).

Bien différent était le département. Toutes les classes de la société avaient suivi, avec enthousiasme, le mouvement qui emportait la France vers la réforme des abus, mais la majorité ne voulait rien au delà d'une royauté constitutionnelle. Le calme du caractère saintongeais, la tolérance et l'indifférence, qui avaient succédé aux guerres de religion, portaient les populations vers le parti des girondins. Ceux-ci dominaient dans les sociétés populaires et dans les autorités constituées.

Les massacres de septembre soulevèrent la réprobation contre la commune insurrectionnelle de Paris. Les villes de la Charente-Inférieure furent les premières à protester contre les factieux. La Rochelle, le 28 décembre 1792, Rochefort, le 3 janvier 1793, envoyèrent à la Convention leurs adresses indignées (3).

Le procès de Louis XVI augmenta les divisions. Le comité de législation proposa de décréter que le roi serait jugé par la Convention nationale. Il indiqua une forme de procédure et un mode de jugement, d'après lequel, en quatre jours, le roi devait être traduit à la barre, accusé, entendu et jugé. Une discussion des plus orageuse s'éleva entre les girondins et les montagnards.

« Vous êtes des hommes d'Etat, disait Garnier de Saintes, vous n'êtes pas des juges, toutes les mesures de sûreté générale vous appartiennent » (4).

— « Je veux, répondit Dechézeaux, de l'île de Ré, en prononçant l'arrêt de mort, ne faire qu'appliquer cette peine à un délit légalement prouvé ; je ne le prononcerai pas si toutes les formes sont violées, si l'humanité est outragée, si les obligations que les principes du droit naturel, chez tous les peuples et dans tous les temps, imposent à tous les juges, sont méconnues, sans

(1) *Moniteur*.

(2) *Justification de Lequinio*, manuscrit de la bibliothèque de La Rochelle.

(3) *Archives nationales*. D. XX, S 4, carton 19, dossier : Charente-Inférieure.

(4) *Opinion de Garnier*, imprimée par ordre de la Convention, chez R. Valax, rue de l'Université.

nécessité, pour le salut public ; s'il faut ajouter aux souvenirs des 2 et 3 septembre, celui du jour où Louis Capet sera condamné (1) ! »

Seul des députés de la Charente-Inférieure, Dechézeaux vota le bannissement, et adressa à ses commettants un exposé de son opinion motivé.

La société populaire de Rochefort, dominée, de plus en plus, par les étrangers et les jacobins, fit brûler publiquement cette lettre, et écrivit à son auteur : « qu'il était indigne du titre auguste et sacré de législateur ». Dechézeaux ne craignit pas de répondre à « ces hommes qui ne se disaient les amis de la liberté et de l'égalité, que pour tyranniser leurs semblables et arracher de force des places, que la confiance ne leur accorderait jamais ». Il terminait en faisant appel à la justice du peuple (2).

La lutte entre la Gironde et la Montagne devenait plus intense. Le 14 mars, la société populaire de Saintes protestait contre ces divisions. La Convention avait promis de faire le bonheur du peuple : « Pouvons-nous espérer ce bienfait de votre part, tant que les divisions intestines déchireront votre assemblée, et qu'elle sera toujours le théâtre de personnalités scandaleuses » (3). La société républicaine de Saujon écrivait dans le style de l'époque : « Quoi ! de vils anarchistes, tout fumants du sang de nos frères, aiguissent de nouveaux poignards, et vous ne les poursuivez pas !... Quoi ! Marat, dont le seul aliment est le suc vénéneux, que distillent les reptiles, qui habitent comme lui les souterrains ! Quoi ! Marat prêchera le meurtre et le pillage, et vous n'oserez pas porter contre lui le décret d'arrestation ! » (4)

Pendant le cours d'avril et de mai, les appels à l'union ne cessèrent de se faire entendre à Jonzac, à Saintes, à Rochefort, à Marennes. « Que la Montagne s'ébranle, disaient, le 22 avril, les hommes libres de Rochefort, et s'écroule du côté droit, que le côté droit se confonde dans le sein de la Montagne ; que ces dénominations disparaissent, que la Convention ne penche plus d'aucun côté, mais qu'elle se redresse et s'affermisse dans tous ses points, et la patrie sera sauvée » (5).

(1) *Opinion de Dechézeaux*, imprimée par ordre de la Convention, Imprimerie Nationale.

(2) Documents publiés par la veuve de Dechézeaux, bibliothèque de Rochefort.

(3-4-5) *Archives nationales*. D. XX, S 4, carton 19, dossier : Charente-Inférieure.

Les 31 mai, 1^{er} et 2 juin, eut lieu le coup d'Etat, qui mettait en arrestation vingt-neuf députés de la Gironde. La nouvelle de cet attentat, contre la souveraineté du peuple, fut mal accueillie dans le département. La ville de Marennes et l'administration départementale en connurent les détails par un long mémoire du député Lozeau (1), qui affirme, qu'en votant les décrets d'arrestation, la Convention céda à la faim et à la peur. Dès le 3 juin, Dechézeaux, dans une lettre publique, protestait contre la violence faite à l'assemblée.

A La Rochelle, Crassous, l'espion de Billaud-Varennnes, ne cessait de blâmer la modération du député de l'île de Ré. Le 18 juillet, les administrateurs du district de La Rochelle dénonçaient à la Convention les attaques, dont les girondins avaient été l'objet, et Billaud-Varennnes prenait la parole, pour accuser Dechézeaux d'alarmer la population rochelaise, par ses écrits contre-révolutionnaires.

Cette lutte des jacobins contre les girondins fut la cause principale de la création du tribunal révolutionnaire de Rochefort. Dans la plupart des interrogatoires, nous verrons revenir sans cesse les questions sur les journées des 31 mai, 1^{er} et 2 juin, et sur les écrits de Dechézeaux.

Le 28 août 1793, la trahison livrait Toulon à la flotte anglo-espagnole. A cette date, l'anarchie était maîtresse de la ville et du port. On en jugera par ces notes prises dans la correspondance des commandants des armes, pendant les mois d'août et de septembre (2).

Le 3 août, une insubordination a lieu à bord de la frégate la *Thétis*.

Le 8 août, 200 hommes manquent à l'appel sur le vaisseau l'*Impétueux*.

Le 22 août, des troupes arrivent de la Vendée ; elles sont dépourvues de chemises, de souliers et de sacs. Les autorités, effrayées des menaces de ces hommes, demandent qu'ils soient renvoyés à La Rochelle.

Le 24 août, les équipages des vaisseaux l'*Expiement* et l'*Impétueux*, refusent de suivre la destination qu'ils ont reçue.

(1) *Archives départementales*. Lozeau, Paul-Augustin, né à Soubise le 11 avril 1755, négociant à Marennes, député à la Convention, vota la mort de Louis XVI, décédé à Marennes, le 14 octobre 1798.

(2) *Archives du port de Rochefort*.

Les remontrances et les supplications des officiers et des commandants ne peuvent les ramener à l'obéissance.

Le même jour, les employés civils demandent le traitement alloué aux militaires en temps de guerre.

Le 5 septembre, la corvette l'*America* arrive en rade de l'île d'Aix ; elle apporte la nouvelle des massacres de Saint-Domingue, remonte la Charente et rentre au port malgré son commandant. La municipalité redoute que les équipages des bâtiments en rade ne suivent l'exemple de celui de l'*America*, et ne se dispersent dans la ville et dans les environs.

La trahison et la prise de Toulon sont connues ! Le club envoie une députation à bord des navires pour les exhorter à la fidélité.

L'équipage de la frégate la *Gracieuse* est signalé comme contenant des excitateurs à la révolte ; la garnison suspecte est débarquée et envoyée à La Rochelle, sous les ordres du général Verteuil (1).

Le 28 septembre, les volontaires de la Dordogne arrivent à Rochefort, ils refusent d'embarquer et déclarent qu'ils se sont engagés pour servir à terre et non sur mer (2).

La cause principale de cette indiscipline était dans le nouveau recrutement des officiers de marine. « Les sociétés populaires consultées pour la composition de la marine militaire, n'ont considéré que la durée des services en mer. Elles ont été dupes des intrigues et du patriotisme. Le choix a porté sur d'anciens pilotes, qui, pour la plupart, n'avaient qu'une méthode routinière pour conduire un vaisseau, sans connaître l'art de la manœuvre. Il en est de même des canonniers, des charpentiers, des voiliers et des calfats, et même des maîtres d'équipage, qui ont été placés officiers, sans avoir les connaissances exigibles pour de telles fonctions » (3). Ces hommes manquaient d'éducation, ils passaient leur temps dans les cafés, et rentraient à bord dans un état, qui éloignait tout respect.

L'armée des côtes de La Rochelle, composée de bourgeois et de paysans levés en masse, était commandée par des chefs sans autorité et sans expérience. L'insubordination des troupes, les intrigues des chefs, les dénonciations de tous, créaient partout le désordre. Les compagnies de volontaires, abandonnées

(1-2) *Archives du port.*

(3) *Archives municipales, rapport Cussy.*

à elles-mêmes, se livraient impunément aux plus coupables excès.

Les administrateurs de l'arsenal ne pouvaient plus retenir les ouvriers ; ceux-ci travaillaient quand il leur plaisait. « Les mouvements du port languissent, dit le commandant des armes, par le défaut de marins, et par l'inactivité de beaucoup de ceux qui reçoivent des vivres et des salaires de la nation » (1). « Depuis le 1^{er} juillet 1792, les magasins des vivres fournissent à 1.700 hommes, femmes et enfants, indépendamment des fournitures obligatoires, qu'ils font aux troupes, aux ouvriers du port au nombre de 3.184, aux marins et à la chiourme » (2).

Tous les corps avaient profité de la Révolution pour demander une augmentation de paye et une diminution de travail. Le 29 juillet 1792, l'ordonnateur du port écrivait au ministre : « Au sujet de l'augmentation de paye des ouvriers, l'amélioration est désirable ; mais ce qui est également désirable, c'est le rétablissement de la discipline, la cessation du gaspillage, un meilleur emploi du temps. Il serait d'un grand intérêt que la loi, qui améliorera leur sort, prescrive d'abord les règlements ; s'il en était autrement, les ouvriers seraient fondés à croire que les grâces qu'on leur accorde, seraient l'approbation, peut-être même la récompense, de tout ce qui aggrave la situation depuis trois ans, dès lors le retour de l'ordre serait impossible » (3).

Mais comment résister au club, dont ces hommes forment la majorité ? L'amiral Rossily accordait à ses matelots un supplément de solde, persuadé qu'appuyés sur la société populaire, ils obtiendraient, par la force, ce qu'on ne leur aurait pas accordé de bon gré (4).

L'esprit de révolte a pénétré parmi les forçats ; les évasions sont continuelles, les menaces se font partout entendre ; les administrateurs redoutent que les condamnés n'incendient l'arsenal.

Pour mettre le comble à cette anarchie, les membres du directoire du district et les officiers municipaux ne veulent plus se contenter de la maison commune. Ces commis de marine, ces marchands, ces charpentiers, à qui on a donné la présé-

(1-2-3) *Archives du port.*

(4) Rossily à Monge, 22 avril 1793.

ance et l'autorité sur les chefs d'escadre, les amiraux, les commandants des armes, les ordonnateurs civils, réclament l'hôtel du commandant de la marine. Ils veulent occuper ce jardin, ce parc, ces salons, où ils considéraient, avec envie, les officiers nobles. Ils donnent l'ordre à l'ingénieur Toufaire de dresser un plan d'adaptation de l'hôtel aux services municipaux, et, sans attendre, ils s'emparent des servitudes. Le commandant des armes, de l'Etenduère, écrit au ministre (29 août 1793) : « Je crains, tous les jours, une sommation de vider l'hôtel ; j'ai répondu que je ne me rendrais pas à leurs réquisitions (1). »

Quelques jours après, il rend compte au ministre de la communication qu'il a faite de la réponse venue de Paris : « que l'hôtel du commandant des armes ne pouvait être occupé que par la marine » (2), et il ajoute : « les administrateurs civils m'ont répondu qu'ils méconnaissaient l'autorité du ministre de la marine et du ministre de l'intérieur, et qu'ils iraient leur train ! (3) »

Lequinio a résumé ainsi la situation du port de Rochefort : « A l'époque où Toulon était dans la puissance des Anglais, tous nos ports furent également menacés, tous les travaux étaient en stagnation, tous les ateliers dans le dénûment le plus complet, tous les magasins et les arsenaux dans le délabrement le plus absolu. Deux causes particulières augmentaient le danger à Rochefort et à La Rochelle : le voisinage des Vendéens, dont les projets sur les ports étaient notoires, et la désertion journalière des détenus au bagne, qui passaient à l'armée de la Vendée ; et l'insurrection toujours menaçante de cette masse de détenus, qui n'attendaient que l'arrivée des Vendéens et des Anglo-Toulonnais pour désertir » (4).

Le désordre était partout ; mais il est faux de dire que les Rochefortais attendaient l'arrivée de l'ennemi. La population de la Charente-Inférieure, favorable aux Girondins, était hostile aux Vendéens.

A Rochefort, comme dans tous les autres ports, les administrateurs s'empressèrent de protester contre la trahison de Toulon, et affirmèrent leur dévouement à la République.

Le 9 septembre 1793, la Convention investissait de pleins

(1-2-3) *Archives du port.*

(4) *Justification de Lequinio*, Manuscrit de la bibliothèque de La Rochelle.

pouvoirs Laignelot et Lequinio, pour aller immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires à la sûreté des ports de Rochefort et de La Rochelle.

Laignelot était âgé de quarante-trois ans ; il avait écrit deux tragédies ; les idées républicaines, qu'il avait exprimées en mauvais vers, l'avaient fait nommer, à Paris, conseiller municipal et député à la Convention (1).

Lequinio avait trente-huit ans, étudiant intermittent, avocat sans clients, administrateur peu scrupuleux (il devait 12.000 livres aux Etats de Bretagne), journaliste irrégulier, maire de Sarzeau (Morbihan), juge à Vannes, député à la Convention, il s'était fait une spécialité des motions contre le christianisme (2).

« Nous arrivions, a-t-il écrit, avec les préventions que le gouvernement avait, et que la position et les circonstances locales justifiaient. A notre arrivée à Rochefort et à La Rochelle, nous avons trouvé l'esprit public sans consistance, la perfidie des riches masquée de patriotisme, tenant le peuple dans une sorte d'incertitude et d'engourdissement ; les patriotes et les sociétés populaires étaient comprimées et ne pouvaient seules secouer entièrement le fardeau dont le fédéralisme et l'aristocratie les chargeaient » (3).

Les deux conventionnels s'entourèrent des hommes les plus exaltés de la société populaire de Rochefort, et des déportés de Saint-Domingue, arrivés depuis quelques semaines. Logés à l'hôtel du *Grand-Bacha*, ils tinrent table ouverte. « Commandant des armes, général de terre, agent de la marine, soldats, matelots, administrateurs, juges, tous ont également mangé avec nous, déclare Lequinio ; nous sommes allés manger indis-

(1) Laignelot fut emprisonné le 8 prairial an III ; libéré par l'amnistie du 4 brumaire an IV, il fut nommé, le 26 juillet 1797, régisseur de l'octroi à Versailles ; il donna sa démission, fut proscrit par l'Empire, échappa, sous la Restauration, à l'exil des régicides, et acheva obscurément son existence, à Paris, le 23 juillet 1829.

(2) Lequinio fut emprisonné, à la suite d'une pétition des habitants de Rochefort, pour ses excès révolutionnaires, et libéré par l'amnistie du 4 brumaire an IV.

Rejeté par la Convention, il sollicita vainement une place de préfet, obtint une inspection des forêts à Valenciennes, devint fonctionnaire de l'Empire, et mourut sous-commissaire des relations commerciales à Newport (Etats-Unis) en 1813.

(3) *Justification de Lequinio*, Manuscrit de la Bibliothèque de La Rochelle.

tinctement chez tous ceux qui nous ont engagés. Ce sont, sans doute, ces repas et ces fêtes, que l'on appelle des orgies et des débauches » (1).

Le 26 septembre 1793, ils écoutaient favorablement les réclamations de l'équipage de l'*Amérique*, qui, vingt jours auparavant, était entré au port malgré son commandant.

Le 1^{er} octobre, ils destituaient tous les officiers, ci-devant nobles, tant de terre que de mer : « Les restes orgueilleux du corps gigantesque de la marine, ci-devant royale, ont surtout réjoui, par leur chute, une multitude qu'elle avait si souvent écrasée » (2).

Parmi ces derniers étaient Jacquelin, commandant de l'*Amérique*, et de L'Etenduère, major général.

Le contre-amiral Le Dall-Kéréon, ému du bouleversement apporté dans tous les services par cette mesure inattendue, faisait parvenir, au ministre de la marine, une pétition des habitants en faveur de L'Etenduère, « qui n'avait que sa solde pour vivre » (3). L'amiral ajoutait : « Que la destitution des officiers de la majorité le privait des renseignements indispensables » (4). Les rapports de police notent que cette proscription souleva des protestations (5). Les ordres furent donnés de conduire les suspects à Brouage (6).

Le comité de police, relatif aux étrangers, avait été organisé, le 27 mai 1793. Il était ainsi composé : Serres, bourgeois ; Hébre, négociant ; Godut François, orfèvre ; Grousset Jean-Baptiste, premier huissier audencier ; Toufaire, ingénieur ; Vivès jeune, chirurgien major ; Romme, professeur d'hydrographie ; Rignac, sous-contrôleur de la marine ; Poché-Lafon, docteur-médecin ; Pelletreau, négociant ; Prulay ; Noleau, maçon ; tous portés comme électeurs sur la liste dressée le 9 avril 1790. Ces hommes, partisans de la Révolution, étaient, à part quelques-uns, des modérés ; l'organisation, qu'ils adoptèrent, prouve leur libéralisme.

Chaque membre présidait pendant un mois ; le comité se réunissait, le mercredi de chaque semaine, à cinq heures du soir ; il ne pouvait prendre de décision, s'il n'était composé d'au moins sept de ses membres ; il ne recevait la déposition d'au-

(1-2) *Justification de Lequinio.*

(3-4-5) *Archives du port.*

(6) Voir *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1^{er} février et 1^{er} avril 1909.

cune femme, et sa surveillance ne s'étendait que sur les personnes nées hors du territoire français. Les séances se tenaient dans la maison, portant le numéro 1274, de la rue des Petites-Allées (Amiral-Courbet) (1), confisquée à la famille de Bidet de Maurville émigré (2).

La société populaire était de plus en plus dominée par les déportés de Saint-Domingue : Hugues, Brudieu, Lignières, Lebas, Goyrand, Fabry, qui formaient autour des conventionnels une sorte de syndicat, dans le but de s'emparer des fonctions publiques. Les anciens présidents et orateurs du club devinrent suspects. Dès le 26 septembre, quelques jours après l'arrivée de Laignelot et Lequinio, les clubistes reprochaient à Chancel, aide des constructions navales, d'avoir cherché à soulever les patriotes; d'avoir manifesté des opinions contraires à la révolution des 31 mai, 1^{er} et 2 juin; d'avoir soutenu une adresse demandant le renouvellement de la Convention; d'avoir calomnié les parisiens et cherché à avilir les représentants du peuple Garnier et Mazade, lorsqu'ils ont manifesté à la société populaire les principes de la Montagne. »

Chancel fut exclu de la société, envoyé à Brouage, en attendant la sentence du tribunal révolutionnaire.

Le 29 septembre, la municipalité communiquait, au comité des douze, la loi du 17 du même mois, lui attribuant les fonctions d'arrêter les personnes suspectes. Le comité, prévoyant les mesures qu'il allait être obligé de prendre, s'efforçait de ralentir le mouvement révolutionnaire et répondait à la municipalité : « Les sections de trois membres du comité continueront à se rassembler chaque matin, de onze heures à une heure, pour recevoir les dénonciations, qui devront être rédigées par écrit et signées des dénonciateurs, sur un registre destiné à cet usage; le soir depuis cinq heures jusqu'à six heures, tous les membres se réuniront pour examiner les dénonciations, et, dans le cas où elles seraient graves, les dénoncés seront appelés pour être confrontés avec leurs dénonciateurs » (3).

Cette résistance devait être vaine, Le lendemain, le conseil général de la commune, sous la pression des jacobins, ordon-

(1) *Archives municipales.*

(2) C'est l'immeuble, aujourd'hui sous-séquestre, appartenant à la congrégation des dames de la Providence de Saintes. Il y a des maisons qui sont vouées à la rigueur des lois!

(3) *Archives municipales.*

nait des arrestations, sans l'avis du comité, uniquement invité à les enregistrer.

Les dénonciations se multiplient, elles ont pour objet des divergences d'opinions politiques ou religieuses. Dans la séance du 8 octobre, le comité prend les conclusions suivantes : « Après avoir pris connaissance de la lettre écrite au conseil de la commune, le 25 avril dernier, par le curé Bestier (1), dans laquelle ce dernier énumère les conditions exigées par l'Eglise pour la réception des sacrements ;

« Considérant que ce ministre du culte catholique y manifeste des opinions purement religieuses, qui ne sont relatives qu'à la manière d'exercer et faire exercer le dit culte,

« Considérant, en outre, que par la constitution républicaine, article VII des droits de l'homme, le libre exercice du culte ne peut être interdit, et que, par conséquent, toute opinion à cet égard doit être indifférente, dès qu'elle n'intéresse pas l'ordre civil en général, le comité, d'après ces considérations, passe à l'ordre du jour » (2).

Il s'agissait des registres de catholicité interdits aux curés, et de la bénédiction nuptiale qu'on voulait les contraindre de donner aux personnes divorcées.

Le tribunal du district, composé de Gruel, président, et de Bessot, Goulard et Croizetières, juges, n'osait plus rendre ses arrêts. Le 16 octobre, il renvoyait au tribunal extraordinaire établi à Paris, Brun, charpentier, accusé d'avoir conseillé à des volontaires de ne pas partir pour la Vendée. Brun fut retenu à Rochefort, et condamné, le 3 janvier 1794, par le tribunal révolutionnaire, à six mois de prison et à une heure d'exposition.

Le vaisseau l'*Apollon*, parti de Toulon le 8 octobre, arrivait, le 16, en rade de l'île d'Aix. Les feuilles publiques avaient annoncé sa venue, tout était préparé pour le recevoir. Laignelot et Lequinio étaient à l'île d'Oleron, un courrier leur fut envoyé.

Le navire reçut l'ordre de mouiller sous le canon des forts, entre deux vaisseaux de guerre. Des commissaires du conseil général de la commune se rendirent à bord ; trente-deux officiers ou maîtres furent emprisonnés. La commission, consta-

(1) Ancien capucin, curé constitutionnel de Saint-Louis de Rochefort, fut enfermé à Brouage,

(2) *Archives municipales.*

tant que très peu des marins lui paraissaient suspects, et que les malades étaient nombreux parmi ce grand nombre d'hommes entassés, sans vivres et sans vêtements, proposa leur débarquement partiel. Victor Hugues s'y opposa ; il fut interdit à l'équipage de communiquer avec la terre et les autres bâtiments.

Le 19 octobre, Hugues, Brudieu, Bosquet, Roy aîné, Poché-Lafon, Baudry, Valade, Rossignol, Daviaud, Noleau, Leloup jeune, etc., envahissaient la salle du comité de surveillance, et déclaraient que, la veille au soir, ils avaient été nommés, par le peuple, membres du comité, et que leur nomination avait été confirmée par les représentants ; sur les réclamations des commissaires, qui déclaraient n'avoir eu connaissance ni de la convocation du peuple, ni de l'élection, ils exhibèrent un ordre signé Laignelot et Lequinio.

L'ancien comité se retira, les nouveaux venus entrèrent immédiatement en séance ; Lignières fut nommé secrétaire. Il commença par écrire, sur le registre, la première date du calendrier républicain : « 19 octobre (vieux style), 28 du premier mois de l'ère républicaine. » Elle peut être considérée comme le premier jour de la Terreur à Rochefort.

Hugues se nomma président ; le président nomma le premier membre, celui-ci nomma le second ; et successivement jusqu'à douze ; le dernier nommé se donna un adjoint. Le nouveau comité de surveillance révolutionnaire était ainsi composé : Hugues, président ; Bergevin, Bosquet, Bessière, Daviaud, Grivet, Roy dit la Montagne, Leloup, Meyer, Noleau, Papin, Rossignol et Valade. Aussitôt ils décrétèrent l'arrestation de : Bourdin d'Angle, commis d'administration ; Chambellan, chirurgien-dentiste ; Le Brun, sous-contrôleur ; Vindermarcq, négociant ; Julien-Desvarennes, sous-contrôleur ; Maisonneuve, Auguste, commis d'administration ; Vaslin ; Dargens, officier au 48^e régiment ; Jalinaud, capitaine de vaisseau ; Rochard (avec sursis) ; Patrouillard, capitaine de vaisseau (depuis la veille en fuite) ; Lavergne, officier ; Stefan, commis chez Hèbre ; Maimbielle jeune, enseigne de vaisseau ; Maimbielle aîné, lieutenant de vaisseau ; Césarin, enseigne de vaisseau ; Oré Romain, officier de marine ; Birolleau, enseigne de vaisseau ; Lassus père, chirurgien ; Croizetière, avocat ; Bezoux père, commis d'administration ; Guiton, commissaire-

auditeur; Maisonneuve aîné (avec sursis); Le Certain, capitaine d'artillerie.

Les scellés furent posés chez Leps, marchand; Texier, officier municipal; de Saint-Laurent père, directeur des vivres; chez la citoyenne Tourneur; Hèbre fils; Gluaize, commis d'administration; la citoyenne Guenon et Riouffe.

Guimbelot, voilier, et Michelon, enseigne de vaisseau, furent arrêtés. Tous appartenaient au parti de la Gironde, la plupart furent internés à Brouage, quelques-uns furent au nombre des victimes du tribunal révolutionnaire.

Le comité, pensant à sa sécurité, arrêta : « Il sera fait réquisition au citoyen Baudry, chef de division, de fournir trente hommes, qui se rendront, à 10 heures du soir, au siège du comité, pour y rester à sa disposition » (1). Ce sont eux qui donnent des ordres à la municipalité, au directoire du district, au commandant des armes. Rossignol, Noleau et Valade déclarent : qu'en vertu d'un ordre verbal de Laignelot, ils ont lancé un mandat d'arrêt contre Saint-Laurent, lieutenant de vaisseau, commandant la flûte la *Nourrice*.

Le lendemain 20 octobre, les arrestations et les visites domiciliaires jettent l'effroi dans la population.

Le 22, Bigot, ex-capucin, vicaire constitutionnel de la paroisse Saint-Louis; Gréard, ex-capucin, ancien président du club, l'un et l'autre connus comme girondins, sont arrêtés. Le comité décide que : « Colin, compagnon menuisier, de passage en cette ville, dont l'interrogatoire démontre un homme très suspect, sera arrêté pour être envoyé au tribunal révolutionnaire » (1), dont la formation n'aura lieu que le 3 novembre ! Il n'existait pas, et le comité lui préparait des victimes ! Ce même jour, l'argenterie de l'église paroissiale est saisie et portée à la mairie par Leloup et Valade.

Cependant, le nombre des candidats déçus, les formes illégales, par lesquelles on avait procédé à la création du comité, soulevèrent des réclamations. Le 23 octobre, sous la présidence de Vieilh, on procéda à de nouvelles élections. Le comité fut de nouveau composé de Noleau; Rossignol; Daviaud; Poché-Lafon; Baudry; Roy jeune; Viguier; Bosquet; Hugues; Brudieu, Leloup jeune, et Valade. Pour donner satisfaction aux membres non réélus, on ajouta cinq suppléants : Bessonnet,

(1) *Archives départementales.*

Bergevin, Grivet, Papin et Meyer. Lequinio autorisa le comité à toucher une somme de 1.200 livres pour ses dépenses journalières ; d'après la loi, chaque commissaire recevait trois livres par jour.

Désormais, tous les citoyens, quelle que soit leur position, passeront devant ces hommes, pour se défendre ou solliciter un certificat de civisme, dont dépendra leur avancement, leur destitution, leur emprisonnement et bientôt leur existence.

On compta sur le territoire de la République 21.500 comités de surveillance. Sous la tyrannie de Laignelot et Lequinio, ils furent nombreux dans le département de la Charente-Inférieure, et devinrent les pourvoyeurs du tribunal révolutionnaire.

Les proclamations des conventionnels, conservées aux archives, sont inspirées par une haine implacable du christianisme. Le langage est odieux. Leurs lettres adressées à la Constitution et publiées au *Moniteur*, racontent l'apostasie imposée au clergé constitutionnel, la transformation de l'église paroissiale en temple de la Vérité, la destruction de tous les objets et livres de religion brûlés sur la place de la Liberté (place Colbert). Ils organisèrent un culte laïque, et envoyèrent dans les campagnes des missionnaires de l'athéisme.

Dans une proclamation, datée du 29 octobre, Lequinio annonçait aux habitants de la Charente-Inférieure, l'arrivée des marins de l'*Apollon*, « chargés de répandre le fédéralisme et le fanatisme, de préparer la trahison, qui devait livrer Rochefort aux Anglais. » « Le peuple va voir, disait-il, un prêtre assermenté, se faire un instrument de la conjuration, ayant dans sa maison une sorte d'arsenal... » (1) Le prêtre ainsi désigné était l'ex-capucin Gréard, déjà arrêté, chez qui on avait trouvé des pierres à fusils et un paquet de poudre destiné à un feu d'artifice !

Ce même jour, les représentants ordonnaient au comité de surveillance de mettre en état d'arrestation, dans l'auberge où ils étaient descendus à Rochefort : Lemer cier, président du tribunal criminel du département ; Seignette, Duchesne, Duret, juges ; Héard, accusateur public de ce même tribunal. A la veille de leur magistrature de circonstance, les conventionnels voulaient supprimer toute autre juridiction. Le 3 novembre, à l'heure où paraissait le décret de Laignelot et de Lequinio

(1) *Archives municipales.*

établissant à Rochefort un tribunal révolutionnaire, le comité de surveillance décidait que « les interrogatoires des citoyens Seignette, Duchesne et Duret serait envoyés à l'accusateur public de ce tribunal, et que les juges ci-dessus seraient dénoncés, comme ayant fanatisé les chefs et instigateurs de l'émeute, qui avait eu lieu à La Rochelle, à l'occasion du recrutement » (1).

Le tribunal criminel du département devait avoir le même sort que celui du district de Rochefort, il fut annihilé par son redoutable concurrent.

« Tout va marcher ici rondement, écrivait Lequinio à la Convention, le peuple va de lui-même au flambeau de la raison que nous lui montrons avec douceur et fraternité, le tribunal révolutionnaire, que nous venons d'établir, fera marcher les aristocrates, et la guillotine fera rouler les têtes » (2).

(A suivre.)

P. LEMONNIER.

III

NICOLAS POUSSIN EST-IL VENU EN SAINTONGE

M. Eug. Rogée-Fromy publie dans l'*Intermédiaire des chercheurs* (10 octobre 1910) l'article suivant que nous reproduisons à cause de son intérêt local et de la question qu'il soulève.

« La galerie du château de Mornay, longue de 100 pieds, est ornée de 23 grandes toiles-panneaux représentant des métamorphoses d'Ovide, et sa voûte, peinte en camaïeu, traite, d'un côté, des scènes de la vie de Bacchus, de l'autre, des voyages de Faunes et d'Hamadryades, tous sujets bien familiers à Nicolas Poussin.

« Bouchillé dans sa *Vie de Nicolas Poussin*, Goult de Saint-Germain dans la sienne, et Charles Blanc dans la *Vie des peintres*, racontent que le Poussin, découragé dans ses débuts à Paris, suivit en Poitou un jeune gentilhomme poitevin, son ami et protecteur, et décora son château. Enfin, dans *Le Gaulois* (édition littéraire du 21-22 octobre 1899) l'abbé E. Tenaud, sous le titre : *Nicolas Poussin au château de Mornay*, fait la des-

(1) *Archives départementales*.

(2) *Moniteur*.

cription des peintures de la galerie et s'attache à prouver qu'elles ne peuvent être dues qu'au pinceau de ce maître.

« Or, aujourd'hui que la galerie est restaurée avec tout le scrupule désirable, il serait intéressant de trouver, dans quelque lettre ou écrit pouvant exister dans les archives privées, le nom du gentilhomme poitevin — un de Ligour, suppose-t-on — ou du château de Mornay, s'agissant du voyage en question du jeune Poussin en Poitou.

« Mornay était en Poitou autrefois, et dans aucun château de cette province, ni de ses environs, peu importants d'ailleurs, hormis celui de Mornay, on n'a jamais indiqué vestige de peinture rappelant, même de loin, celle du Poussin.

« Les auteurs sus-indiqués disent que Nicolas Poussin, en quittant le château du gentilhomme poitevin, s'est arrêté dans celui de Cheverny, en Touraine, où il a peint une Bacchanale également d'ailleurs disparue.

EUG. ROGÉE-FROMY. »

P. S. — Les armes des Ligour se retrouvent dans la galerie, peintes en camaïeu, comme les encadrements des fenêtres et les bacchanales de la voûte.

« Aimery de Chaumont vendit Mornay à Isaac de Ligour, trésorier de la cavalerie et grand maître enquêteur et informateur des eaux et forêts en Poitou, en 1633, et le château resta entre les mains des de Ligour jusqu'en 1750. »

La réponse est facile.

Personne, pas même le dernier biographe du Poussin, M. Paul Desjardins, ne prononce le nom de Mornay, ou ne dit un mot d'où l'on puisse induire qu'il s'agit de ce château. Tous les biographes, d'ailleurs, s'inspirent de Felibien. Il est donc plus simple de recourir à cet historiographe autorisé des peintres français et de lire ce qu'il écrit, dans ses *Entretiens* (édition de 1725, p. 6 et 7). « Il fut assez heureux de rencontrer en arrivant à Paris un jeune seigneur de Poitou, qui, ayant de la curiosité pour les tableaux, le reçut chez lui et lui donna moyen d'étudier plus commodément qu'il n'auroit fait sans ce secours.....

« Pendant qu'il profitait de jour en jour dans la partie du dessin et dans la pratique de peindre, le seigneur avec lequel il demouroit étant obligé de retourner en Poitou, l'engagea à le suivre, avec l'intention de le faire peindre dans son château. Mais comme ce seigneur étoit jeune et encore sous la puissance

de sa mère qui n'avoit nulle inclination pour les tableaux et qui regardoit dans sa maison un peintre comme un domestique inutile, le Poussin, au lieu de *se voir occupé à son art*, se trouvoit le plus souvent employé à d'autres affaires, sans avoir le temps d'étudier. Cela le fit résoudre de s'en retourner. N'ayant pas de quoi faire les frais de son voyage, il fut contraint de travailler quelque temps dans la province pour s'entretenir, tâchant peu à peu à s'approcher de Paris ».

Ce texte est suffisamment explicite. Poussin ne travaille pas en Poitou ou très peu si on tient à comprendre la dernière phrase comme s'appliquant au Poitou. En tout cas, pas un mot ne permet de supposer qu'il soit venu à Mornay. Y serait-il venu avec l'intention d'exécuter de grandes compositions, il en aurait été empêché par la mère du gentilhomme, hostile à la peinture décorative et trop économe pour entretenir chez elle un homme qu'elle regardait comme un « domestique inutile ». Elle l'employa.... peut-être à ratisser son jardin, mais ne lui laissa pas le temps de se servir de ses pinceaux.

Au surplus, cette anecdote me paraît suspecte. Je ne m'explique pas comment André Felibien, l'auteur des *Entretiens*, qui était le contemporain du Poussin et a dû le connaître à Rome, ne donne ni le nom de famille de ce jeune Mécène, ni celui de sa résidence, au moins approximativement, en Poitou. Felibien était un esprit assez curieux des détails de la vie des peintres pour se renseigner sur cette particularité importante. Il a su que Poussin avait travaillé à Cheverny, dans le Blésois — mais il ignore si c'est bien à cette époque — il aurait pu tout aussi bien connaître l'endroit du Poitou où le « jeune seigneur » emmena son protégé.

Je ne m'explique pas davantage comment ce jeune homme, mineur, encore sous la tutelle de sa mère, se mit en tête de faire exécuter de grandes peintures, sans se douter que sa mère, dont il devait connaître le peu « d'inclination pour les tableaux », lui refuserait la somme nécessaire. Je m'explique encore moins comment Felibien concilie le commencement de son anecdote avec la fin. Il insinue d'abord que Poussin fut sollicité de décorer quelque surface dans le château de son ami, puis, que le jeune peintre abandonna le château parce qu'il n'avait pas le *temps d'étudier*. Allait-il en Poitou pour travailler à un ouvrage payé ou pour étudier ?

En tout cas, rien dans le texte n'autorise à dire que Poussin vint en Poitou sous l'influence du découragement et de la déception, qu'il s'avança jusqu'à Mornay et y exécuta les panneaux qui existent dans la grande galerie. Felibien ne souffle mot du sentiment qui poussa le peintre hors de Paris et explique, au contraire, comment celui-ci dût y rentrer, déçu, dépité et malade.

Il est même probable que si Poussin avait exécuté quelques scènes décoratives, il aurait employé non pas la peinture sur toile, mais un procédé expéditif qui lui était sans doute déjà familier et dont il eut « une grande pratique » : la détrempe. C'est par ce moyen qu'en 1623, à Lyon, il peignit six tableaux en six jours. J'imagine qu'ils ne devaient être ni bien compliqués, ni bien soignés. En résumé, l'anecdote, admissible au fond, me semble un peu romanesque. Poussin a bien pu rencontrer son jeune protecteur à Paris, mais s'il est venu en province c'est à son corps défendant, comme tant d'autres de son époque, pour chercher à gagner quelques écus, en vue de mettre à exécution son idée fixe, aller à Rome. Dès qu'il le put il quitta Paris.

D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que la question se pose, on l'a déjà traitée, très sommairement, il est vrai, dans cette *Revue* (tome XX, p. 28) à propos de l'article de M. l'abbé Tenaud. On y cite le passage de l'*Histoire des peintres*, de Charles Blanc, qui n'a fait que broder sur l'anecdote racontée par Felibien, mais on a négligé de remonter à la source. On remarque, en outre, qu'Isaac de Ligoure n'a acheté Mornay qu'en 1633, mais on ne tire pas de cette très importante observation la conséquence péremptoire qui en découle.

Cette date renverse toute velléité d'amener Poussin en Poitou, et à Mornay en particulier. S'il a voyagé dans nos parages, il n'a pu le faire que vers 1613-14. Il arrive à Paris à 18 ans, c'est-à-dire en 1612, il rencontre de suite son protecteur. Si prolongé que l'on suppose le séjour de ce dernier dans la capitale, on ne peut guère admettre qu'il ait dépassé un an ou deux. Par conséquent, le jeune Poitevin serait parti avec Poussin vers la fin de 1613 ou en 1614. Les Ligoure ne possédaient pas encore Mornay. Du moment que leurs armes sont peintes sur les panneaux, les peintures ne datent que d'une année postérieure à 1633. A cette époque Poussin est à Rome. Il ne rentra en France qu'en 1640, célèbre déjà, et ne demeura que deux

ans à Paris. Comme on connaît toutes ses actions, tous ses ouvrages à ce moment-là, il faut renoncer définitivement à lui attribuer les peintures de la galerie de Mornay.

Il le faut d'autant plus « qu'il ne reste, paraît-il (c'est M. Paul Desjardins qui l'affirme), de la main de Poussin, ni une peinture ni même un dessin que l'on puisse affirmer antérieur à son installation à Rome ». C'est regrettable pour la galerie de Mornay, mais il est nécessaire de lui chercher un autre père moins illustre.

Nicolas Poussin n'a jamais mis les pieds en Saintonge. Mornay, en dépit de documents fautifs (cartes ou actes), n'était pas plus en Poitou que Saintes n'est en Charente. Dieu sait si nombre de personnes du loin mettent sur l'adresse de leurs lettres Saintes (*Charente*) ! Ce n'est pas une preuve.

CH. D.

IV

LES JUSTICES DE PAIX DE SAINTES

(Suite).

II. — Denis Prieur.

Denis Prieur, né à Juicq (1), le 31 décembre 1731, appartenait à une ancienne famille du pays. Il était fils de « Maître Denis Prieur de Grandville, praticien, juge civil et criminel de Saint-Hilaire de Villefranche, notaire au comté de Taillebourg et procureur fiscal des terres et seigneuries du Douhet et Vénérand », qui mourut le 15 juillet 1770, à Saintes, âgé de 70 ans, et de « demoiselle » Marguerite Besnard (2).

Le 24 mars 1787, suivant contrat, passé devant Petit, no-

(1) Il fut baptisé le 1^{er} janvier 1732 et eût pour parrain « Jacques Mesnard, maître chirurgien » et pour marraine « Margueritte Prieur » (*Extrait des registres paroissiaux de Juic*, Archives de cette commune).

(2) Les *Études et Documents sur Saintes* (page 81) donnent par erreur, pour père à Denis Prieur, Christophe Prieur, notaire royal à Saintes, époux de Marie ou Marianne Monvoisin, décédé le 25 juin 1746, lequel était son oncle paternel, ainsi que l'établit une sentence arbitrale rendue entre les héritiers du dit Christophe Prieur-Monvoisin et ceux de Denis Prieur-Besnard. (Acte de Petit du 18 avril 1776).

taire royal à Saintes, contrôlé le lendemain par Tardy, Prieur, qualifié dans ce contrat de « bourgeois » (1), acheta, moyennant la somme de 1800 livres à Jean Duplais des Touches, de la paroisse de Luchat, l'office de changeur pour le roi (2) que celui-ci avait lui-même acquis des héritiers de Louis Robin, le 10 août 1760, par acte au rapport de Senné fils, prédécesseur dudit Petit (3). Il fut investi de cette fonction par lettres du roi datées du 13 février 1788 (4).

Après le grand mouvement de 1789, qui transforma l'organisation politique et sociale de la France, Prieur fit partie des vingt-quatre notables proclamés élus le 26 février 1790 (5) et, au mois de novembre suivant, ainsi que nous l'avons vu plus haut, il fut choisi par les électeurs comme juge de paix de Saintes pour les paroisses de la campagne (6). Il remplit cette fonction jusqu'à son décès, survenu à Saintes le 5 messidor an XI (24 juin 1803) ; il avait alors 71 ans.

Il nous paraît intéressant, avant d'aller plus loin, de faire le récit, à l'aide de documents certainement inédits, de deux épisodes de son existence, qui permettent de supposer que Prieur était d'un naturel bon et serviable.

Premièrement : A la suite d'une procédure criminelle, instituée à sa requête par le juge de la Tournelle de Saintes (7),

(1) Le mot *bourgeois* était distinctif et honorifique ; il indiquait qu'on appartenait à une classe sociale au-dessus des artisans et du peuple. On pouvait être bourgeois et marchand ; on ne pouvait pas être noble et marchand.

(2) On appelait ainsi, sous l'Ancien Régime, ceux dont le métier était de changer les monnaies les unes contre les autres et donner le prix de la monnaie légale et de celle qui était altérée ou décriée moyennant certains droits qu'ils percevaient. Les changeurs étaient placés sous la juridiction et la surveillance de la Cour des Monnaies. L'Assemblée Nationale, par le décret du 21 mai 1791, fit disparaître leurs offices.

(3) *Etude de M^e Laferrière.*

(4) *Etudes et Documents sur Saintes*, page 500.

(5) *Journal Patriotique de Saintonge et d'Angoumois* du 7 mars 1790.

(6) *Le journal du chanoine Legriz*, publié par la *Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, t. I, page 16, et la *Monographie de Saintes* par l'abbé Lacurie, page 123 (Saintes, Scheffler, 1863) l'appellent Prieur-Grandville, mais à tort, car, dans tous les actes, il est, à notre connaissance, dénommé simplement Denis Prieur. Cette dénomination s'applique à son frère, Jean Prieur, négociant de la paroisse de Vénérand.

(7) Nom donné à la Chambre criminelle dans l'ancien Parlement (consulter spécialement à ce sujet, l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences*,

contre Jean Billard, directeur de la poste aux lettres de cette ville, coupable de lui avoir donné un soufflet — pour quels motifs ? — Denis Prieur avait obtenu, le 8 avril 1778, une sentence (1), confirmée par un arrêt du Parlement de Bordeaux le 9 août 1780, par laquelle ledit sieur Billard était condamné à déclarer à Prieur, en présence de quatre notables bourgeois de la cité, dans la maison du plaignant, sise à Saintes, « rue Porte-Eguière », paroisse de Sainte-Colombe, que c'était « témérairement, méchamment et brutalement, qu'il avait frappé le sieur Prieur et qu'il lui en demandait excuse et pardon. » Billard, déférant aux injonctions de justice, dont il avait reçu signification par le ministère de Poitevin, « premier huissier au présidial », se rendit le 17 août 1780, jour imparti, dans la demeure de Prieur, où se trouvaient assemblés, sur l'invitation de celui-ci, Ambroise Buisson, receveur de l'entrepôt du tabac, Jacques Laurent et Jean Viauld, marchands, et Jean-Pierre Ruisson, médecin, tous les quatre habitants de Saintes, ainsi que Jean-Baptiste Petit, notaire royal en la même ville, appelé également pour dresser tel procès-verbal que de droit. Prieur, qui se tenait dans une chambre voisine, instruit de l'arrivée de Billard, lui fit savoir, par sa domestique, en présence des témoins et du notaire, que la démarche que « son insulteur » venait de faire, lui suffisait comme réparation (2).

Deuxièmement : Le 4 avril 1791, Denis Prieur, assisté de Pierre Couraud et de Blaise Vallet, prud'hommes assesseurs de la paroisse de Saint-Georges des Coteaux, et de Pierre Coëffé, son greffier, était saisi d'une action dirigée par la nommée Marie Fouché, veuve Bret, domiciliée au faubourg des Dames, paroisse de Saint-Pallais-les-Saintes, contre un certain Vandais, cordonnier au bourg de Chaniers, en paiement d'une somme de 13 livres 10 sols qu'il lui devait. Le défendeur, ayant sollicité délai pour se libérer de la dette « attendu la dureté des temps », et la demanderesse lui ayant répliqué qu'elle ne pou-

des arts, des métiers, par Diderot et d'Alembert, t. XIV, op. cit. — Cf. *Nouveau Larousse illustré*, t. VII, page 1074, Paris, s. d.

(1) Cette sentence ne se trouve pas aux Archives de la Charente-Inférieure, peut-être est-elle déposée dans celles de la Gironde ? (Renseignements donnés par M. Meschinot de Richemont, archiviste honoraire départemental.)

(2) Procès-verbal, dressé par Petit, notaire, le 21 août 1780, contrôlé à Saintes le même jour par de Saint-André (Étude de M^e Laferrière).

vait pas l'attendre « étant elle-même sans pain », Prieur rendit la décision suivante : » Nous, juge de paix, voyant l'impossibilité du sieur Vandais de *conter* cette somme présentement et voyant aussi le besoin de ladite Bret, nous avons tiré de notre poche les dites treize livres dix sols que le sieur Vandais a prise et a *conté* à la susdite Bret ; de tout quoi elle lui octroie quittance, et ledit Vandais s'engage à les remettre audit Prieur dans trois mois de ce jour » (1).

Certes, cette sentence — qui n'a pas dû, sans doute, faire jurisprudence — n'était rien moins que conforme aux stricts principes du droit, mais il faut convenir qu'au point de vue humanitaire le geste du magistrat était beau et peu banal.

Denis Prieur avait épousé le 4 janvier 1761, Julie de la Capmesure (alias Marie), née à Saintes, alors âgée de dix-huit ans (2), procédant avec le consentement de Marie Guibert, veuve Villain, son aieule maternelle et sa tutrice, après avoir fait précéder leur union d'un contrat de mariage, retenu par Jean Chotard, notaire royal à Ecoyeux, ledit jour 4 janvier 1761, contrôlé à Brisambourg (3).

Julie de la Capmesure était fille de Charles (alias Pierre) de la Capmesure, procureur au présidial de Saintes, y demeurant « rue des Ballays, paroisse de St-Maur », qui semble avoir exercé cette fonction depuis le 17 avril 1741 jusqu'au 21 juillet 1749 (4), et de Marie (alias Thérèse) Villain.

Charles de La Capmesure, fils de Jean de La Capmesure, marchand, et de Louise Arnoul, son épouse, avait contracté

(1) *Registres de la Justice de paix du canton nord de Saintes.*

(2) Les registres paroissiaux de Saintes énoncent que, le 27 octobre 1744, une fille de « M^e de La Capmesure », dont le prénom n'est pas indiqué, fut ondoyée sur les fonts baptismaux de l'église cathédrale et paroissiale de Saint-Pierre par Barbo, curé, « du consentement verbal de l'abbé La Coré, vicaire général en chef du diocèse, à cause de l'absence du parrain ». La coïncidence de l'âge fait présumer qu'il s'agit de Julie de La Capmesure.

(3) *Registres de la paroisse du Douhet.* — Dans l'acte de mariage, Denis Prieur est qualifié de « marchand », son épouse est appelée « Marie Capmesure » ; dans son acte de décès, ci-après relaté, comme, du reste, dans les autres actes la concernant, celle-ci est dénommée « Julie de La Capmesure ».

(4) Le nom de La Capmesure figure dans l'intervalle de ces deux dates, sur les registres du présidial de Saintes. Le 23 juillet 1749, il vendit son office à Isaac Pasquier, de la paroisse de Rioux, par acte de Senné, notaire royal à Saintes (*Étude de M^e Laferrière*).

mariage le 24 janvier 1741, en l'église de Talmont-sur-Gironde, avec Marie Villain, fille de Joseph Villain, capitaine de navires et de « l'honneste femme » Marie Guibert, demeurant en ladite ville de Talmont (1), après avoir fait régler les conditions civiles de leur union par un contrat au rapport de Caverne, notaire à Corme-Ecluse, le 14 janvier de la même année, contrôlé à Cozes le 25 dudit mois par Bargignac (2).

De ce mariage était née à Saintes, le 22 novembre 1741, indépendamment de l'épouse de Denis Prieur, une autre fille, Marie-Louise de La Capmesure, qui, étant « atteinte des plus grandes et plus dangereuses infirmités », alla, après le décès de ses parents et de son aieule Marie Guibert, veuve Villain, faire, d'abord, sa demeure (dès l'année 1774) au couvent général de La Rochelle, mais prit ensuite le parti de résider avec les conjoints Prieur, ainsi que le constate un acte, passé devant Petit, notaire, le 21 septembre 1785, en vertu duquel ces derniers prirent l'engagement de la garder dans leur domaine de l'Essart, la nourrir, vêtir et soigner, tant en santé qu'en maladie, moyennant une pension annuelle de 700 livres (3). Elle est, d'ailleurs, décédée chez eux à La Chapelle des Pots, le 30 janvier 1793.

Pour en terminer avec la famille de la femme de Denis Prieur, disons que Charles de La Capmesure, son père, avait, croyons-nous, une sœur, Victoire de La Capmesure, épouse de Jean Benasté, notaire royal à Pérignac (1736-1780), décédée paroisse de Saint-Martin de Pons, le 13 septembre 1788, à 65 ans environ, et deux frères, dont l'un François de La Capmesure fut avocat en la cour ; l'autre, Nicolas de La Capmesure, docteur en théologie, fut curé de Thaims, puis de la paroisse de Saint-Saturnin de Coulonges, diocèse de Saintes, et mourut, à l'âge de 89 ans, le 7 octobre 1784, à l'Essart, chez les époux Denis Prieur, ses neveu et nièce, avec lesquels il était venu habiter, et qu'il avait institués ses donataires, aux termes d'un acte de Petit du 4 août 1776. Enfin Charles de La Capmesure eut un cousin germain, Joseph de La Capmesure, juge bailli à

(1) *Registres paroissiaux de Talmont-sur-Gironde* (Archives du greffe civil de Saintes).

(2) Les minutes de Caverne ont été déposées en l'étude de M^e Massiou, notaire à Saujon, que nous remercions ici d'avoir bien voulu nous donner les renseignements utiles à notre travail.

(3) Etude de M^e Laferrière.

Talmont, qui signa à son contrat de mariage en qualité de témoin.

Julie de La Capmesure, veuve Denis Prieur, mourut, le 30 novembre 1817, sur son bien de campagne de l'Essart, âgée de 73 ans, « par suite d'asthme ou de fluxion de poitrine », ainsi que le porte son acte de décès (1).

Les époux Denis Prieur étaient morts sans postérité, comme l'indique un acte de notoriété, dressé par le juge de paix du canton Nord de Saintes le 23 messidor an XI (12 juillet 1803), mais par un autre acte, reçu le 8 floréal de la même année (28 avril 1803) par Brejon de Lamartinière, alors premier suppléant de la justice de paix dudit canton (2), homologué le 17 du même mois (7 mai) par le tribunal civil de première instance de Saintes (3), ils avaient déclaré adopter leur nièce, Marthe Prieur, née à Tonnay-Charente, le 16 septembre 1774, du mariage de Charles-François Prieur, d'abord marchand, ensuite directeur de la poste aux lettres du bureau de Charente, frère germain de Denis Prieur, et de feue Françoise-Marguerite Banchaud (4). Marthe Prieur, à l'âge de 20 ans, épousa, le 19 messidor an II (7 juillet 1794), devant l'officier de l'état civil de la commune de Saintes, Jean Baudry, âgé de 31 ans, homme de loi, né à Lonzac, le 13 janvier 1763, fils de Pierre Baudry, propriétaire-cultivateur, et de Françoise Barberaud, son épouse, demeurant en la commune de Lonzac, district de Pons (5).

Jean Baudry fut successivement administrateur du district de Pons (24 vendémiaire an IV-16 octobre 1795), juge suppléant au tribunal du département (6 pluviôse an VI-26 janvier 1798), commissaire du gouvernement près le tribunal civil de l'arrondissement de Saintes (24 floréal an VIII-14 mai 1800), procureur impérial au même siège (en l'an XII-1804) et confirmé par la Restauration dans cette fonction qu'il occupa jusqu'au mois

(1) *Registres d'état civil de la commune de La Chapelle des Pots.* (Archives du greffe du tribunal civil de Saintes.)

(2) Archives de la justice de Paix du canton Nord de Saintes.

(3) Archives du greffe du tribunal de première instance de Saintes.

(4) *Et non Blanchard* comme il est dit dans les *Etudes et Documents sur Saintes* (page 82).

(Voir au surplus l'acte d'adoption et l'acte de mariage de sa fille, sus-relatés. Marguerite Banchaud était fille de Pierre Banchaud et de Marguerite Jaguenaud.)

(5) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes.*

d'avril 1827. Elu membre de la Chambre des députés le 22 août 1815 et réélu le 4 octobre 1816 par le collège électoral de la Charente-Inférieure, il fit partie de la députation, composée entr'autres personnes du comte Charles-François Boscal de Réals, maire de Saintes, du vicomte Louis Lemer cier, du chevalier P. Hector Savary, ex-procureur du roi près la cour d'assises du département de la Charente-Inférieure, laquelle, les 1^{er} et 7 février 1819, présenta au roi Louis XVIII, ensuite au duc et à la duchesse d'Angoulême et au duc de Berry les vœux de cinq des six conseils d'arrondissement de la Charente-Inférieure pour le rétablissement de la préfecture à Saintes (1). Après son admission à la retraite, Baudry, nommé président honoraire (25 avril 1827) et chevalier de la Légion d'honneur, mourut à Saintes, en son domicile, rue Porte-Aiguière, le 14 octobre 1830, à l'âge de 67 ans (2).

De son mariage avec Marthe Prieur, décédée le 16 août 1861, à l'Essart, commune de La Chapelle des Pots, à 87 ans, il avait eu : 1^o Pierre-Denis Baudry, né à Saintes le 23 germinal an III (12 avril 1795), substitut à Saintes (août 1819), procureur du roi à Châtellerault (9 mars 1826) et à Saintes (29 mai 1827), vice-président du tribunal civil de cette dernière ville le 15 février 1832, lequel y décéda le 3 mars 1834, âgé de 38 ans ; 2^o Charles-François Baudry, né à Saintes le 9 thermidor an V (27 juillet 1797), avocat, qui se noya accidentellement le 16 juillet 1825, à l'âge de 28 ans, en même temps que Jean-Jacques Giraudias, greffier provisoire du tribunal de simple police (fils de l'avoué de ce nom), avec lequel il se baignait dans la Charente, au Port-La-Rousselle (3) ; 3^o Denis-Eutrope-Louis Baudry, né aussi à Saintes le 12 floréal an VIII (2 mai 1800), notaire à Saintes, époux de Marie-Anne-Eléonore Berton, mort en ladite ville le 4 septembre 1847, dont le fils, Etienne Baudry, dit de Roche-

(1) *Moniteur Universel* des 2 et 8 février 1819, pages 131 et 156, n^o 33 et 39.

(2) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes* ; Piet-Lataudrie, *op. cit.*, page 89 ; *Documents sur Saintes*, page 95 ; *Dictionnaire des Parlementaires Français*, tome I, page 206.

(3) Le nommé Guillorit, dit Blanchon, gabarier à Saintes, qui se trouvait près du lieu de l'accident, eut l'inhumanité de refuser ses services personnels et son bateau, et fut condamné, pour ce fait, en vertu de l'article 479, § 12, du Code pénal, à une amende de 10 francs par le tribunal de simple police de Saintes, présidé par Voix, juge de paix du canton Nord. (Archives de ce tribunal).

mont, publiciste, auteur de plusieurs ouvrages qui, au moment de leur publication, eurent un certain succès de curiosité (1), fut l'ami des peintres Corot, Courbet, Auguin, Pradelles, et est décédé à 78 ans, le 8 octobre 1908, à Royan, où il s'était retiré (2); 4° Françoise-Julie Baudry, née à Saintes le 8 mai 1808, décédée au château de Molante (Vienne) le 21 avril 1891, à 83 ans ; elle s'était mariée à Saintes le 26 août 1828 avec Louis-Antoine-Augustin de Lauzon (3), né à Chauvigny (Vienne) le 22 brumaire an IX (13 novembre 1800), qui fut juge auditeur à Niort (20 avril 1825), substitut à Parthenay (10 avril 1826), à Saintes (8 mars 1827), procureur du roi à Melle (11 octobre 1830), à Saint-Jean d'Angély (31 janvier 1833), à Saintes, en remplacement de M. A. Tortat (31 mai 1848), conseiller à la cour d'appel de Poitiers (29 octobre 1853), membre du conseil d'arrondissement du canton Nord de Saintes (1^{er} août 1852) et décéda, dans cette dernière ville, chevalier de la Légion d'honneur, le 18 octobre 1876, à l'âge de 75 ans.

Denis Prieur était-il, comme on l'a dit (4), le troisième de dix-huit enfants, issus du mariage des époux Prieur-Besnard ? Nous ne sommes pas en état de nous prononcer sur ce point, n'ayant pu vérifier le fait, mais ce que nous pouvons affirmer c'est que, lorsque, suivant contrat retenu par Dalidet, notaire à Saintes, le 10 octobre 1770 (5), les enfants des conjoints Prieur procédèrent au partage des immeubles dépendant des successions de leurs parents, ils n'étaient plus qu'au nombre

(1) *Les Bras mercenaires*, Paris, A. Lacroix, 1866, in-8° ; *Le Paysan aux élections de 1869*, Poissy, typ. Abrieu, Lejay et C^{ie}, 1869, in-32 ; *La Fin du monde*, ouvrage politique, économique et humoristique, avec préface d'Edouard Laboulaye, Paris, Dentu, 1871. — *Le Camp des Bourgeois*, orné de dessins de Courbet, Paris, Dentu, 1868, etc.

(2) *La Revue de Saintonge* du 1^{er} janvier 1909, page 7, contient un article nécrologique sur Etienne Baudry.

(3) Il faisait partie de la troisième branche des de Lauzon. (Consulter au sujet de cette famille, qui appartient à l'histoire locale et dont le nom se retrouve parmi les maires de Poitiers, les conservateurs des privilèges de l'Université, les trésoriers du bureau des finances, les membres du présidial, le *Dictionnaire historique et généalogique des familles de l'ancien Poitou*, par H. Beauchet-Filleau et H. de Chergé, tome II, page 11, 1^{re} édition, Poitiers, imp. de A. Dupré, 1840. Par jugement du tribunal civil de Saintes du 30 mars 1909, le nom de « Delauzon » inscrit à l'état civil, a été rectifié en « de Lauzon ».

(4) *Etudes et Documents sur Saintes*, page 81.

(5) Etude de M^e Rouyer.

de dix, savoir : 1° Denis Prieur, dont s'agit ; 2° Charles-François Prieur, de Tonnay-Charente, aussi surnommé ; 3° Jean Prieur-Granville, négociant, de la paroisse de Vénérand, qui, le 18 janvier 1780, épousa, dans l'église de Saint-Vivien-lès-Saintes, Magdelaine Giraudau, fille de Jean Giraudau, bourgeois, et de « fue » Marie Rose Gourgue, et qui fut député de Saint-Pierre de Juicq aux Etats provinciaux et l'un des signataires du *Cahier des vœux et doléances* du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, arrêté devant Jean-Joseph de Bonnégens, seigneur des Hermitans, conseiller du roi, lieutenant-général de cette sénéchaussée, président de l'assemblée des trois ordres de ce ressort (21 mars 1789) (1) ; 4° Jean-Baptiste Prieur, alors clerc minoré, du diocèse de Saintes, demeurant à Poitiers, paroisse de Saint-Savin, depuis curé de Coulonges-en-Pons, Chaniers, Taillebourg, Juicq, Le Douhet, Vénérand et La Clisse, où il mourut le 17 juin 1835, à 88 ans (2) ; 5° Anne Prieur, décédée, célibataire, à Juicq le 16 avril 1816 ; 6° Marthe Prieur, domiciliée en la paroisse de Vénérand ; 7° Marguerite Prieur, qui devint, le 8 janvier 1776, épouse d'Isaac Beaudouin, bourgeois, demeurant à Taillebourg, fils de Jean Beaudouin, négociant, et de feu « demoiselle » Marie Fourestier, de la paroisse du Douhet (3) ; 8° Marguerite-Jeanne Prieur, qui, devenue veuve de François Capmesure, fermier des terres et seigneuries du Douhet et Etrées, se remaria, le 16 août 1768, en l'église d'Ecoyeux, avec Jean Braud, praticien de cette paroisse, fils de feu M^e André Braud, huissier au Châtelet, et de Marie Simonet (4) ; 9° Catherine Prieur, qui, le 9 janvier 1765, devint épouse de Pierre Ouzanneau (5), avocat et officier dans la connétablie, fils de feu Jean Ouzanneau et de Jeanne Loustallot (6),

(1) *Etudes et Documents sur Saintes*, page 83. *Saint-Jean d'Angély sous la révolution*, p. 58, cit. *infra*.

(2) *Registres de l'état civil de la commune de la Clisse*. (Archives du greffe de Saintes).

(3) *Registres paroissiaux de La Chapelle des Pots*. (Mêmes archives).

(4) *Registres paroissiaux d'Ecoyeux*.

(5) *Registres paroissiaux du Douhet*. Les époux Ouzanneau-Prieur eurent, de leur union, Denis Ouzanneau, qui fut notaire à Saint-Jean d'Angély (1788-1818). Son étude, qu'il avait cédée à Thouvenin, a pour titulaire actuel M^e Hilleret.

(6) La mère de Pierre Ouzanneau devait certainement avoir des liens de parenté avec Elysée Loustallot, fils de Elysée Loustallot, avocat à la cour, maire de Saint-Jean d'Angély en 1792, et de la dame Marie-Marguerite-Louise

de la ville de Saint-Jean d'Angély ; 10^e et Louise Prieur, mariée à Pierre (alias Pierre-Isaac) Beaudouin, sieur de Laudeberdrie, de la paroisse du Douhet (1), frère germain d'Isaac Beaudouin, qui précède. De l'union de Pierre Beaudouin, mort au Douhet, adjoint au maire de cette commune, le 21 messidor an XII (10 juillet 1804) et de Louise Prieur, décédée au même lieu le 18 octobre 1851, à l'âge de 85 ans, est issu François-Etienne Beaudouin, né à Vénérand, le 20 septembre 1774, mort en 1855, lequel fut médecin à Taillebourg, et épousa sa cousine, Julie Beaudouin, fille d'Isaac et de Marguerite Prieur, dont il eut une fille, Louise-Marguerite-Anastasie, née à Taillebourg vers 1801, décédée le 22 novembre 1883, en son domicile à La Touche, commune de Crazannes, à l'âge de 82 ans, qui se maria à François-Conrad Bron, médecin à Crazannes, et fut mère de plusieurs enfants, dont l'un est M. Achille Bron, docteur en médecine au dit lieu, conseiller général du canton de Saint-Porchaire, chevalier de la Légion d'honneur. Ce dernier, de son mariage avec M^{lle} Rosalie Kreps, d'Anvers, 3^e eu, lui-même, deux fils. L'un d'eux, M. le docteur Jean-Conrad-Edouard-Antoine Bron a épousé à Pons, le 3 août 1896, M^{lle} Charlotte-Coralie-Marie Combes, fille de M. Emile-Justin-Louis Combes, sénateur, président du Conseil général de la Charente-Inférieure, maire de Pons, ancien président du Conseil des ministres, et de M^{me} Marie-Angèle Dussaud.

Charles-François Prieur, de Tonnay-Charente, l'un des frères de Denis Prieur, avait eu de son mariage avec Françoise-Marguerite Banchaud, en outre de Marihe Prieur, épouse Jean Baudry, dont il a été parlé plus haut, deux fils, dont l'un,

Caffin, lequel fut, du 14 juillet 1789 au commencement de septembre 1790, le principal rédacteur du journal, les *Révolutions de Paris*, que l'imprimeur Prudhomme venait de créer. (Voir sur le fameux publiciste, né à Saint-Jean d'Angély en décembre 1761, mort à Paris le 19 septembre 1790, le livre de M. Marcellin Pellet, *Elysée Loustallot et les Révolutions de Paris*. A. Le Chevalier, Paris, 1872). Il est presumable que Pierre Ouzanneau devait être, comme son parent maternel, un ardent partisan des idées nouvelles, car il fut l'un de ceux qui établirent à Saint-Jean d'Angély la loge maçonnique *l'Egalité* (19 mars 1764) et la *Société des Amis de la Constitution* (29 avril 1792). (Lire à ce sujet *Saint-Jean d'Angély sous la Révolution et jusqu'à l'époque contemporaine* (1789-1909) par M. Amédée Mesnard, Paris, H. Jouve).

(1) Pierre Beaudouin et Louise Prieur se marièrent canoniquement à l'église de la paroisse de Saint-Seurin-les-Bordeaux, en 1771 ou 1772 (*Registres paroissiaux du Douhet*).

Pierre-Hector Prieur, fut receveur ambulant des droits réunis de l'arrondissement de Rochefort, puis contrôleur ambulant dans les contributions indirectes à Angoulême, enfin receveur principal des contributions indirectes à Saintes, où il mourut le 10 décembre 1827, à 45 ans, après avoir épousé Catherine-Suzanne Rousseau, fille de feu François-Denis Rousseau (1), notaire à Tonnay-Charente, et de Madeleine-Suzanne Charpentier. Il en eut une fille, Madeleine-Françoise-Victorine (alias Hectorine) Prieur, née le 7 mai 1814, qui, le 25 mai 1830, devint, à Tonnay-Charente, la femme du docteur René-Jean-Baptiste-Anne Briault, médecin en chef de l'hôpital de Saintes, lequel fut le fondateur et le premier président d'une société de médecins entre les trois arrondissements de Saintes, Jonzac et Marennnes (29 décembre 1860), et mourut à Saintes le 28 janvier 1888, dans sa 84^e année. Le docteur Briault, né à Saintes le 22 messidor an XI (11 juillet 1802), était fils de Jean-Baptiste Briault, propriétaire, et de Marie-Rose Brudieu. Son père, qui lui-même était issu du mariage de René Briault (2), décédé à Saintes, président du tribunal civil de cette ville, le 19 juin 1810, et d'Anne Serizier, se signala par l'acte suivant. Il était maire de La Jard quand, pendant les Cent-Jours, il reçut, comme les autres maires, les registres (3) pour l'inscription des votes concernant l'Acte addi-

(1) François-Denis Rousseau, né le 24 mai 1754, était fils de Pierre Rousseau, notaire royal et procureur fiscal des ville et principauté de Tonnay-Charente, et de Marie Hardy, son épouse, laquelle était cousine germaine de Louis-Augustin Hardy, vicaire général de Saintes, principal du collège, archiprêtre de la cathédrale, né à Taillebourg en 1727, mort à Saintes le 9 août 1807, de Modeste Hardy, récollet, prieur de Montboyer, de Jacques Hardy, maire de Cognac (18 décembre 1772) et second juge au tribunal de Saintes (24 floréal an VIII), et de Charles-Augustin Hardy, en religion P. Martial, récollet, prédicateur en renom, né à Taillebourg en 1718, mort à Saint-Jeand'Angély le 26 février 1787. (Voir *Documents sur Saintes*, p. 80. Cf. *Saint-Pierre de Saintes*, d'Audiat, page 86, et *Biographie Saintongeaise*, de Rainguet, page 303).

(2) René Briault était né à La Jard, vers 1744, de l'union de Jean-Baptiste Briault, notaire sous les sceaux de la sirie de Pons (1758-1792), décédé audit lieu de La Jard, le 15 juillet 1793, et de Anne Brudieu. (Voir sur les Briault, *Documents sur Saintes*, pages 80 et 123).

(3) Le décret du 24 avril 1815 portait qu'il serait ouvert, au secrétariat de toutes les administrations et de toutes les municipalités, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les juges de paix, chez tous les notaires, des registres sur lesquels les citoyens seraient appelés à consigner leur vote, par oui, ou

tionnel aux Constitutions de l'Empire du 23 avril 1815, soumis à l'acceptation du peuple français. Fervent royaliste, Briault écrivit au bas du registre, déposé dans sa mairie : « Non, pour moi et pour toute ma commune » (1).

Pour en finir avec Denis Prteur, disons que, selon toute apparence, il devait exister des liens de parenté entre lui et ce Denis Prieur, procureur postulant, fils du lieutenant du vice-sénéchal de la maréchaussée de Saintes, qui, le 6 novembre 1670, aidé par son frère, Christophe Prieur, dit Fief-Blanc, et plusieurs archers, ses complices, tua de guet-à-pens, près du Château-Gaillard, commune de Juicq, Abraham Rocquemadour, sieur de Bon-Espoir, greffier du comté de Taillebourg, et obtint, le 4 août 1671, des lettres de grâce, rémission et pardon de cet homicide, moyennant une indemnité de 1.000 livres, allouée à la mère de la victime, Anne Boursicquot, veuve de Jacques Rocquemadour, ancien propriétaire du greffe de Taillebourg, décédé en 1665. M. Meschinot de Richemond, qui a raconté ce drame dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français* (numéro de septembre-octobre 1903), attribue le dénouement bénin de cette grave affaire à l'influence de la religion catholique, à laquelle appartenait le coupable, mais peut-être son opinion ne doit-elle être acceptée que sous certaines réserves (2) ?

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

par non, sur l'acte additionnel aux constitutions. (*Bulletin des Lois*, XIX, n° 113, Duvergier ; *loc. cit.* tome XIX, page 411).

(1) *Journal du département de la Charente-Inférieure*, du 24 septembre 1816, n° XLIV, page 369. — A La Rochelle, chez Mareschal, imprimeur de la préfecture.

(2) Consulter sur les autres membres de la famille Prieur, *Etudes et Documents sur Saintes*, p. 81-83.

V

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite).

1648, 5 février. — Contrat de mariage d'Antoine Maugis, marchand, fils de Maurice et de Mario Delestre, avec Louise Bernard, fille de Jacques, notaire royal, et feu Françoise Fribaud. Consentent pour elle : son père; Daniel Bernard, procureur au présidial, frère; Pierre Bernard, écuyer, sieur du Pouyau, conseiller, prévôt provincial et vice-sénéchal de Saintonge; Josué Bernard, sieur des Collines, avocat, juge sénéchal de Talmont; Daniel Bernard, procureur certificateur des criées au présidial, cousins germains. (Minutes de LIMOUZIN.)

1648, 8 février. — Testament de Jacques Bernard ; veut être enterré à Soullignonne auprès de sa première femme, F. Fribaud, dont il eut Daniel, Françoise, Marie, Jeanne, Anne et Louise — Marie Bernard, femme de N. Pain, dont Daniel ; Jeanne, femme de Etienne Perruchon ; Anne, femme de Jean Froger, marchand ; Louise, fiancée (*suprà*) ; Françoise, femme de Jean Chevallier, archer-huissier. (Minutes de LIMOUZIN.)

1648, 14 novembre. — Mariage de Josué Bernard, avocat, bailli de Talmont, sénéchal du marquisat de Pisany et des Gons, fils de feu Daniel Bernard, procureur au présidial, et de Marie Daniau, demeurant en la paroisse de Berneuil, avec Anne Péraud, fille de feu Pierre Péraud, et feu Elizabeth Robin, avec consentement de : pour le futur : Pierre Bernard, écuyer, sieur du Pouyau, prévôt provincial et vice sénéchal de Saintonge, son frère; Josué et Jacques Angibaud ses neveux, Daniel Bernard, procureur certificateur au présidial, Jean Bernard, sieur du Fresneaux ; pour la future : de Jacques Péraud, marchand, oncle; noble Pierre Paillot, élu.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1714. — Daniel Bernard, écuyer, seigneur de Moulin Luchet, demeurant au château de Luchet, en la paroisse de Cristeuil, mari de Catherine de Rondelais (alias Rondrail).

1785, 8 juin. — Testament de Catherine-Marguerite Bernard, veuve de Pierre Segueineau, secrétaire du roi en la chancellerie du parlement de Bordeaux. Scellé avec des cachets armoirés

en chef d'azur à trois étoiles : dans champ de gueules deux cygnes affrontés. (Minutes de BIRONNEAU.)

1774, 16 mai. — Mariage de Denis Chevalier, écuyer, seigneur de Nantillé, La Maison neuve, et fief royal dit Seiche-Bec, veuf de Françoise-Marguerite Griffon, fils de feu Henri Chevalier, seigneur de Nantillé, et de Marie-Marguerite de Barciet, demeurant à Nantillé, avec Henriette-Rose-Marguerite Bernardeau, fille de Louis-Philippe Bernardeau, chevalier, seigneur de La Briandière, le Chantreau, le Grand-Lorond, et de Charlotte Suzanne de Bullion, demeurant au Chantreau. Consentent pour lui, sa mère ; pour elle, père et mère ; Guillaume-Armand Bernardeau de La Briandière, frère ; Louise-Marie-Anne, Angélique-Sylvie Bernardeau de La Briandière, sœurs ; Christophe-Marguerite Courbon, comte de Blénac, cousin au troisième degré ; Michel-Nicolas-Henry de Contré de Pradel.

(Minutes de PASQUIER.)

1683. — Jeanne Pagèz, veuve de Samuel Bernardeau, sieur de Ronçay, femme de Pierre Resnier, conseiller au présidial de La Rochelle. Anne Bernardeau, femme de Guy de La Blacherie, écuyer, sieur de Coutières. Louis Bernardeau, fils de Samuel et de J. Pagèz, âgé de 14 ans.

1670. — Daniel Berry, avocat, fils d'Antoine Berry, marchand.

1673, 17 septembre. — Procuration par Françoise Guenon, veuve de Martial Fonteneau, conseiller en l'élection, pour faire expédier les provisions à Daniel Berry, successeur de Fonteneau. Charge vendue 9.700 livres.

1681, 26 octobre. — Testament de Antoine Berry, marchand, et de Catherine Cerbelle, demeurant paroisse de Sainte-Colombe : legs à Nicolas Coudreau, étudiant ès-lois et Catherine Coudreau, sa sœur, leurs petits-enfants ; à Marie Berry, leur petite-fille ; à Jacques Berry, leur petit-fils. Instituent héritier : Daniel Berry, élu en l'élection de Saintes, et Marie Berry, femme de Nicolas Coudreau, conseiller au présidial.

(Minutes de GILLET.)

1712, 19 juillet. — Testament de Daniel Berry, conseiller honoraire au siège présidial, mari de Marie de Beaune, laissée à Jacques Berry, fils aîné, son office de conseiller honoraire au présidial. François, Louise, Marie, ses enfants. Contrôlé le 10 août.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

1712, 26 août. — Mariage de Jacques Berry, conseiller hono-

raire au présidial, fils de feu Daniel Berry, vivant conseiller honoraire, et de Marie de Beaune, avec Marianne de Beaune, fille de Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu et de Henriette-Louise Duhamel. Consentent pour lui : sa mère ; Jean de Beaune, prêtre, curé d'Ecurat ; Pierre-Auguste de Beaune, prêtre, curé d'Ars. Pour elle, Dominique de Beaune, père, sa mère ; Jean et Pierre-Auguste de Beaune, oncles des deux côtés.

1720. — Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de Daniel, conseiller ; le même frère de François Berry des Marais.

1722, 14 février. — Mariage de Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de feu Daniel Berry, aussi conseiller au présidial, et de Marie de Beaune, avec Françoise-Gabrielle de La Vacherie, fille de Henry de La Vacherie, sieur de Pignan, et de feu Françoise de Sallebert. (Minutes de MARSAY.)

1728, 7 juin. — Mariage de Jean Gobeau, sieur de La Grange, fils de Jean, sieur des Granges, et de Jeanne de Meschinot, avec Marie Berry, fille de feu Daniel Berry, conseiller au présidial, et Marie de Beaune. Consentent pour lui : père et mère ; Jacques Gobeau, sieur de Lamour, frère. Pour elle : sa mère, Jacques Berry, conseiller au présidial, frère ; Louise Berry, sœur ; Daniel-François Berry, ancien capitaine d'infanterie, régiment de Castelmoron, frère ; Dominique de Beaune, conseiller honoraire au présidial, oncle.

1732. 1736. — Jacques Berry, conseiller, maire de Saintes.

1741, 22-28 novembre. — Inventaire des meubles de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, marié : 1^o avec Marie-Anne de Beaune, morte laissant Marie-Jeanne et Françoise Berry ; 2^o avec Gabriel de La Vacherie, dont Madeleine, Marie-Anne et Jean Berry, mineurs. Il est mort rue de la Prison, paroisse Saint-Pierre. Une tapisserie, verdure de huit pièces, diamants, émeraudes. Testament de Françoise Salbert, veuve de Henri La Vacherie, sieur du Pignan, 25 juillet 1724.

(Minutes de MARSAY.)

1741, 15 décembre. — Transaction portant règlement de droits entre les enfants du premier lit de feu Jacques Berry et ceux du second.

Marie-Jeanne Berry, majeure, est novice aux Notre-Dame de Saint-Vivien ; Jeanne-Françoise, émancipée, est assistée de Alexandre-Emmanuel Landreau, avocat, curateur, Jean Gobeau, sieur de Lagrange, curateur de Jean, Marie et Anne Berry, Madeleine, émancipée. (Ibidem.)

1746, 4 juillet. — Mariage de Henri-François Berry, bourgeois, fils de feu François Berry, capitaine au régiment de Bel-sunce-infanterie, et de Marie de La Vacherie du Pignan, à présent épouse de Elie Pichon, écuyer, sieur de Montereau, avec Marie-Catherine Gilbert, fille de Gabriel-Ignace Gilbert, médecin, et de Marie-Anne Arnaud. Consentent pour lui : sa mère, son « vitric et curateur » ; Jean Gobeau, de La Grange, oncle par alliance ; Marie-Françoise Berry, femme de M. de Beaune, procureur du roi au présidial, cousine. Pour la future : ses père et mère ; Eustelle-Jacques-Ignace et Marie-Anne Gilbert, frère et sœur ; Dominique-Ignace Gilbert, curé de Bussac ; Marguerite Gilbert ; Jacques Arnaud, procureur ; Eutrope Arnaud. (Minutes de SENNÉ.)

1749, 2 avril. — Marie-Madeleine et Marie-Anne Berry sont sœurs. Anne Berry a épousé Philippe-Auguste Vieuille, conseiller du roi, lieutenant au siège de l'élection de Saintes. Jean Berry est étudiant. Tous enfants du second mariage de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, et de Gabrielle de La Vacherie.

1750, 1^{er} juin. — Mariage de Jean Berry, bourgeois, fils de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, et de Gabrielle de La Vacherie, avec Marie Paillot, fille de Pierre Paillot de Beauregard, avocat, ancien conseiller en l'élection, et de feue Marianne du Douet. Consentent pour Jean Berry : Jean Gobeau, sieur de Lagrange, oncle ; demoiselles Madeleine et Marie, dame Anne Berry, sœurs ; Françoise Berry, sœur consanguine, épouse de Jean-Baptiste-Louis de Beaune, procureur du roi au présidial, dudit de Beaune, cousin issu de germain ; Louise et Marie Berry, tantes, cette dernière épouse du sieur Gobeau ; Marie de La Vacherie, tante, femme de Elie Pichon, écuyer, sieur de Montereau ; ledit Pichon ; Philippe-Auguste Vieuille, conseiller, lieutenant général en l'élection, beau-frère ; Henri-François Berry, conseiller au présidial, cousin-germain ; Catherine Gilbert, femme du dit Berry. Pour Marie Paillot : son père ; Pierre-Raphaël, Marie, Marie-Rose et Marianne Paillot, frère et sœurs ; Eustelle Prévèreau, grand-tante ; Jean-Baptiste Méthé de Fonrémis, conseiller au présidial, cousin-germain ; Elisabeth-Jeanne Beaudet de Beaupré, sa femme ; Jean Joubert, conseiller en l'élection, cousin-germain par alliance ; Jean Paillot de la Métrie, conseiller du roi au présidial, cousin issu de germain ; Catherine Richard

de la Ferlandrie, sa femme; Eustelle Brelay de Terreneuve, femme de Jean Georget, greffier de la maréchaussée, cousine issue de germain; ledit Georget; Marguerite Megret, cousine.

(Minutes de SENNÉ.)

1755, 23 avril. — Partage entre Marie-Madeleine Berry, majeure, Marie-Anne Berry, femme de François Pichon, écuyer, capitaine au régiment de Languedoc-infanterie, François-Joseph Pichon, fondé de pouvoirs de son fils, Anne Berry, femme de Philippe-Auguste Vieuille, lieutenant en l'élection, conseiller au sénéchal et présidial; Jean Berry, conseiller honoraire.

(Minutes de MARSAY.)

1766. — Jacques Berry, conseiller au présidial, est mort en septembre 1741, a été inhumé à Saint-Pierre, et laissa de son mariage avec Gabrielle de La Vacherie, Jean Berry, conseiller; Marie-Madeleine Berry, femme de Boudin de Venderbourg, chevalier de Saint-Louis; Marie Berry, femme de Pichon de Lagord, ancien capitaine au régiment de Languedoc-infanterie; Anne Berry, femme de Philippe-Auguste Vieuille.

(Minutes de SENNÉ.)

1773. — Voir Bonneau de Mongaugé.

1778, 3 janvier. — Testament de Jean Berry, conseiller honoraire au présidial, mari de Paillot de Beauregard; Rose Berry, sa fille, religieuse, dame de chœur aux filles Notre-Dame; Jean-Baptiste Berry, fils aîné; François-Henry Berry de Boiscaillé; Rose Berry.

(Minutes de BIGOT.)

1778, 20 septembre. — Mariage de Gabriel Martin, avocat, demeurant à Cognac, fils de Jean Martin, bourgeois, et de Elisabeth Roy, avec Rose Berry, fille de Jean Berry, conseiller, et de Marie Paillot de Beauregard. Consentent pour le futur: Jacques Martin, oncle, prêtre, doyen de Saint-Palais; Elisabeth Martin, sœur. Pour la future: Jacques Pichon de Lagord, écuyer; Philippe-Auguste Vieuille, conseiller au présidial, conseiller honoraire; Pierre de Fonrémis, conseiller au présidial, oncle, cousins et curateur; Henry François Berry, étudiant, frère; Madeleine Berry, tante, épouse de Charles Boudens de Vanderbourg, chevalier de Saint-Louis; Marie Berry, tante, femme dudit Pichon de Lagord; Anne Berry, femme dudit Vieuille; Françoise Berry, tante, femme de Jean-Baptiste Louis de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial, seigneur de Chabrignac; Joseph-Gabriel de Bretinaud, écuyer, Rose Paillot de Beauregard, sa femme, oncle et tante; Marie-Anne de Beauregard,

tante ; Madeleine Vieuille, épouse de Compagnon de Thézac, écuyer, capitaine des dragons d'Artois ; Françoise-Madeleine Pichon de Lagord, Jean-André-Norbert Pichon de Lagord, Dominique-Joseph-Gabriel Bretinaud, écuyer, ses cousins et cousines germaines.
(Minutes de BIGOT.)

1609, 18 janvier. — Mariage de Pierre Bertauld, notaire royal, fils de Pierre Bertauld, laboureur, et de Jeanne Ruthin, avec Françoise Martineau, fille de feu Dominique Martineau, sieur de Fontautive, échevin, et de Madeleine Senné. Consentent pour lui : son père ; Jean Cusson, laboureur à bœuf, beau-frère ; Mathurin Ruthin, commis-greffier au présidial. Pour elle : sa mère ; François Senné, oncle maternel ; Pierre Senné, sieur de la Mozerie, échevin ; Jean Cristin, avocat.

1594. — Sentence contre Abel de Bertenet, sieur de Fouche-lay. (Couverture du registre de 1715 des Minutes de MARÉCHAL.)

1685. — Marie de La Grizolle, veuve de Moïse de Bertenet, écuyer, sieur de Beaulieu, frère de Louise de Bertenet, femme de Moïse de Nouaille, écuyer, sieur de La Tourbeille.

(Minutes de MONTILLON.)

1689, 11 septembre. — Testament d'Angélique de Bertenet, épouse de Moïse de La Nouaille, écuyer, sieur de Latourbeille donne ses biens à Charles de Guérin, écuyer, sieur de Les-tang, conseiller secrétaire du roi.

(Minutes d'ARNAUD.)

Alias. Elle était sœur de Moïse de Bertenet, sieur de Beaulieu.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1706. — Angélique de Bertenet, veuve de Moïse de La Nouaille, écuyer, sieur de La Tourbeille.

1713, 14 janvier. — Vente de biens situés à Brives, par la même, à Jacques Guenon, écuyer, sieur de La Chapelle, demeurant à Chanteloup, paroisse de Pérignac.

1610, 10 juillet. — Contrat de mariage de Pierre Cotherousse, docteur en médecine, fils de Maurice et Jacquette Bertholome, avec Françoise Berthon, fille de Jean, conseiller, élu, contrôleur pour le roi en l'élection de Saintes, et de Madeleine Feuilletau. Consentent pour Cotherousse : René Vincent, Seguin de La Place, chanoines ; Etienne de Lafargue, receveur des tailles. Pour F. Berthon : Nicolas Le Cornu, évêque ; Michel et Joachim Raoul (*Michel, doyen du chapitre, Joachim, grand archidiaque de Saintonge*), Jacques de Pernes, écuyer, seigneur de Clain, gouverneur de Saintes, Gilbert Bérthus, sieur du Pous-

saût, avocat, Thimothé Feuillateau, oncles ; Mathieu Blanchard, conseiller du roi, lieutenant particulier ; Jean Poitevin, procureur, Daniel Roy, Josué Pichon, Hiérémie Huon, avocat, Jean Pitard. (Minutes de MARÉCHAL.)

1620. — Françoise Berthon, veuve de Jean Guillebon, sieur de La Toucherieux en Chermignac, conseiller au présidial.

— 7 octobre. — Marie Berton, veuve de François Chemeraud, élu, remariée à Jean Robillard, écuyer, sieur de Villerbourg. (Minutes de BERTAUD.)

1621, 24 août. — Marie Berthon, veuve de François Chemeraud, sieur de Beauregard, élu. Françoise Chemeraud, leur fille.

1638. — Jeanne Breton (sic), femme de Pierre Bibard, sieur des Combes, maire.

1638. — Renée Berton, veuve de Jacques Dalvy, échevin.

1645. — Marie Berthon, veuve de Jean Humeau, enquêteur au présidial de Poitiers ; Renée Berthon, veuve de Jacques Dalvy ; Marguerite Cotherousse, veuve de noble Pierre Joly, conseiller du roi, élu en l'élection de Saintes, agissant en son nom et pour Bernard de Cotherousse et Claire de Cotherousse, femme de Henry Dussaud, avocat, cohéritiers de Jean Berthon, élu en l'élection, et Marguerite Feuillateau, père et mère des Berthon, aïeul et ayeulle des Cotherousse.

(Minutes d'HEMERY.)

1645. — Marie Breton (dans le texte de la minute) signe Berton, veuve de Jean Humeau, conseiller doyen des enquêteurs.

(Minutes de DEXMIER.)

1670. — Jean Breton, notaire, mari de Marie Blanc, fille de feu Pierre Blanc, greffier au présidial, et de Catherine Chaigneau. Contrat du 25 octobre 1663. (Minutes de MARÉCHAL.)

1618, 22 septembre. — Gilbert Berthus, conseiller élu en l'élection de Saintes, contrôleur, père de Marie, veuf de Anne Baudouin, qui était veuve de Jean de Guip, père et mère de N. de Guip, sieur de Porcheresse, et de Marie de Guip, femme de Charles de Comminge, écuyer ordinaire de Monsieur, frère du roi, capitaine d'une compagnie de gens de pied, entretenue au régiment de Champagne. Règlement de succession de Anne Baudouin. (Minutes de VERJAT.)

1628, janvier. — Compromis entre Gilbert Berthus, sieur du Poussaud, élu, Charles de Comminge, seigneur de Saint-Fort, Marie de Guip, sa femme, Jean de Guip, écuyer, sieur de Por-

cheresse, Joachim Dubourg, receveur des aides, et Marie Berthus, sa femme. (Répertoire de ROBERT.)

1635. — Marie Farnoulx, veuve de Gilbert Berthus, sieur du Poussaud, contrôleur, donne procuration à son fils Jean.

1637. — Jeanne Hubin, veuve de Pierre Berthus, avocat.

1644. — Jean Berthus, conseiller élu, frère de Gilbert, avocat.

1645. — Comme ainsy soit que Marie Berton, veuve de Jean Humeau, vivant conseiller enquêteur au siège présidial de Poitiers, fut créancière de diverses sommes sur l'hérédité de feu Gillebert Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu à Xaintes, et outre qu'en qualité d'héritière en partie de feu Françoise Berthon, sa tante, elle eut recueilli des marais sallants qu'icelle Françoise Berthon et deffunt Jean de Guillebon, conseiller, son époux, avait acquis du sieur Bertus..... (Minutes de DEXMIER.)

1647. — Jean Berthus, sieur du Poussaud, mari de Marie Pelluchon.

1648. — Jean Berthus, vice-sénéchal de Saintonge, Michel Berthus, conseiller au présidial, frères, fils de Jean Berthus, élu.

1648. — Jean Berthus, sieur de Fontvillars.

1649, 27 février. — Pierre Bibard, sieur des Combes, conseiller au présidial, mari de Jeanne Berton ; Renée Berton, veuve de Jean Dalvy, échevin ; Marguerite Berton, veuve de Jean Tesnière ; Henri Dussaud, avocat, mari de Claire Cotherousse ; Madeleine Cotherousse, veuve de Pierre Joly, élu, héritiers de Françoise Berton, leur tante, transportent à Bernard Cotherousse, curé de Soullignonne, aussi héritier, la somme de 200 livres, due à l'hérédité par François Huon et Denis Martineau, marchand. (Minutes de DEXMIER.)

1665. — Marie Berthus, veuve de Joachim Dubourg.

1672, 1675, 1677, 1680. — Michel Berthus, sieur de Bonfons, conseiller au présidial, mari de Madeleine Robert, fille de Samuel. (Minutes de GILLET.)

1681, septembre. — Transaction entre Pierre et Joachim Dubourg, Marie Renard, veuve de Jean-Baptiste-Gaston Dubourg, d'une part, et Michel et Jean Bertus, héritiers de Jean Bertus, élu, leur père. Il y eut procès entre feue Marie Berthus, veuve de Joachim Dubourg, receveur, et feu Jean Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu, au sujet de l'exécution d'une

transaction passée entre eux le 29 août 1645, reçue Ducos, notaire à Bordeaux. (Minutes de GILLET.)

1682, 15 février. — Michel Berthus, conseiller au présidial, frère de Jean, sieur de Langlade, vice sénéchal de Saintonge.

(Minutes de DALIDET.)

1690, 10 juin. — Codicille de Marie Pelluchon, veuve de Jean Berthus, sieur du Poussaud, élu.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1693. — Gaston Berthus, curé de Saint-Michel de Saintes.

1691, 10 juin. — Gaston Berthus, curé de Saint-Michel, afferme à Pierre Lecoq une maison, paroisse Saint-Pierre, tenant du midi à Daniel Geoffroy, procureur, d'autre bout à Jean Robert, sieur du Pontreau, à l'orient, à la rue qui va de Saint-Pierre à la Porte-Alguière, d'autre bout à la basse-cour de la maison dont jouit Richard, chanoine. Gaston est frère de Michel, sieur du Poussaud, conseiller au présidial.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1697, 31 janvier. — Testament de Jean Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu en l'élection ; Michel Berthus, conseiller au présidial ; Jean Berthus, sieur de Langlade, vice-sénéchal ; Marguerite Berthus, veuve de sieur du Mayne, ses enfants ; Marie Berthus, femme de Saint-Olive, sa petite fille. Contrôlé le 6 mai 1700.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

1703. — Jean Berthus, sieur de Langlade, vice-sénéchal, Marguerite Chauvet, veuve de Gilbert Berthus, avocat, belle-mère de Pierre Dangibaud, du Maine. (Minutes d'ARNAUD.)

— Pierre Berthus, prêtre, curé de Saint-Quentin de Ransannes, novice de Saint-Etienne de Mortagne, ordre de Saint-Augustin, fils de Michel, conseiller au présidial... va faire profession.

(Minutes d'ARNAUD.)

1704, 16 décembre. — Michel Berthus, sieur du Poussaud, conseiller au présidial ; Jean Berthus, écuyer, sieur de Langlade, vice-sénéchal de Saintonge et îles adjacentes. Alexis de Saint-Aulaire, chevalier, seigneur de Brie, demeurant au château de Brie-sous-Archiac, et seigneur de Saint-Ciers en partie, veuf de Marie de Racaud, héritière de feu Marie Berthus, femme de Antoine de Racaud, écuyer, sieur de Laugierie. Après le décès de Marie Pelluchon, veuve de Jean Berthus, conseiller élu et contrôleur en l'élection, leur mère et aieule, il y eut procès.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1712, 29 mai. — Antoine Berthus, sieur de Bonfons, ancien

capitaine au régiment d'Humières ; Michel-Gaston Berthus, sieur de Bonfons, capitaine de cavalerie au régiment de Gensac, font inventaire de la succession de Michel Berthus conseiller au présidial. (Minutes du même.)

1729-1754. — Louis-Georges Berthus, chanoine, chapelain d'Alas-Boccage.

1730. — Marie Berthus, veuve de Audebert Garonne, conseiller référendaire en la chancellerie du parlement de Bordeaux.

1747. — Blaise Berthus, lieutenant des maréchaux, eut de Jeanne Agard, Louis-Georges, majeur, Madeleine-Cécile, Henri-Louis, Jean-Blaise, Charles-Louis, Geneviève, Joseph-François. (Minutes de JOBERT, 1751.)

1748. — Jeanne Agard, veuve de Blaise Berthus, lieutenant des maréchaux.

1751, 19 novembre. — Pierre Darthez-Labat, conseiller, rapporteur référendaire en la chancellerie près la cour des aides de Guyenne, donataire de Marie-Claire Bertrand, veuve de Jean-Pierre Darthez-Labat, conseiller (*ut supra*); Marie-Claire Richard, veuve de Hugues Bertrand, mère et unique héritière de Marie-Claire Bertrand qui fit testament le 18 février 1748. (Minutes de SENNÉ.)

1615. — Pierre Bibard, avocat.

1640. — Pierre Bibard, maire de Saintes, mari de Jeanne Breton, héritière en partie de Françoise Breton, veuve de N. Guillebon.

1649. — Pierre Bibard, sieur des Combes, conseiller au présidial de Saintes, mari de feu Jeanne Berton.

1666. — Contrat entre Jean Bibard, sieur de La Vallade, conseiller, lieutenant général provincial de la maréchaussée de Saintonge, Jacques de Montalembert, fils d'autre Jacques, écuyer, sieur de Saint-Ange, et Jacques Fillon, mari de Marie de Montalembert, fille du dit Jacques, au sujet du contrat d'acquisition par Bibard de son office de lieutenant, en date du 23 novembre 1662, reçu Néret, notaire à Cognac.

1680, 15 novembre. — Procuration de François de Gontaud de Biron, chevalier, conseiller du roi, lieutenant général en ses armées, seigneur de Biron, Montaud, Montferran, Brizambourg, demeurant à Biron (était à Brizambourg), à Charles Billaud, procureur au présidial, de vendre à noble Louis Bibard, sieur de la Touche, demeurant à Xaintes, et à Jean Bouquet,

le reste de la grande garenne dépendant de Brizambourg, qui est en bois futaies, entre le bourg de Brizambourg et Ecoyeux, 12 000 livres. Vente du 19. (Minutes d'ARNAUD.)

1682, 1^{er} mars. — Georges Bibard, sieur de la Touche, demeurant ordinairement à Saintes, de présent à Paris, logé rue Saint-Etienne des Grès, en l'hôtel de Savoie, constitue Georges de Guip, docteur en théologie, chanoine à Saint-Pierre de Saintes, son procureur, pour emprunter avec Louis Bibard, sieur de la Touche, son père, 5.000 livres destinées à être consignées pour le prix de l'office de conseiller du roi, président en l'élection. (Minutes de GILLET.)

1682, août. — Georges Bibard, sieur de la Touche, conseiller en l'élection, mari de Anne Lecomte, fille de feu Abraham Lecomte, conseiller, procureur du roi au présidial.

(Minutes de DALIDET.)

Alias. Louis-Georges Bibard... président, commissaire examinateur... Il était fils de Louis et de Marie de Guip.

1690, 14 juin. — Le même, mari de Anne Lecomte, fille de Abraham... et de N. de la Montaigne, iceluy donataire de N. Gendron, veuve de Claude Latache.

(Minutes d'ARNAUD.)

1683, 16 juin. — Louis-Georges Bibard, sieur de la Touche, conseiller président, en l'élection, mari de Anne Lecomte, au nom de Marie-Marguerite, et Eustelle Lecomte, ses belles-sœurs, Marguerite, femme de Baptiste de Poncharas, seigneur de Bellerive (?), Eustelle, femme de Louis de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial. Vente d'une maison aux enchères.

(Minutes d'ARNAUD.)

1685. — Louis-Georges Bibard, président en l'élection, est fils de Louis, sieur de la Touche, avocat.

1688. — Jean Bibard, écuyer, sieur de La Valade, lieutenant général et provincial en la sénéchaussée de Xaintonge.

1691, 4 février. — Louis-Georges Bibard et Jeanne, sa sœur. La mort de Louis, sieur de La Touche, arrivée le 6 janvier 1691. Louis-Georges avait reçu par son contrat de mariage, en date du 10 juin 1679, reçu Breton, 30.000 livres, et il prit l'office de président de son père. (Minutes d'ARNAUD.)

1692. — Jeanne Bibard, fille de Louis, sieur de La Touche.

1692. — Emprunt par Jean Bibard, écuyer, sieur de La Vallade, conseiller, lieutenant en la maréchaussée, à Louis-Georges

en chef d'azur à trois étoiles : dans champ de gueules deux cygnes affrontés. (Minutes de BIRONNEAU.)

1774, 16 mai. — Mariage de Denis Chevalier, écuyer, seigneur de Nantillé, La Maison neuve, et fief royal dit Seiche-Bec, veuf de Françoise-Marguerite Griffon, fils de feu Henri Chevalier, seigneur de Nantillé, et de Marie-Marguerite de Barciat, demeurant à Nantillé, avec Henriette-Rose-Marguerite Bernardeau, fille de Louis-Philippe Bernardeau, chevalier, seigneur de La Briandière, le Chantreau, le Grand-Lorond, et de Charlotte Suzanne de Bullion, demeurant au Chantreau. Consentent pour lui, sa mère ; pour elle, père et mère ; Guillaume-Armand Bernardeau de La Briandière, frère ; Louise-Marie-Anne, Angélique-Sylvie Bernardeau de La Briandière, sœurs ; Christophe-Marguerite Courbon, comte de Blénac, cousin au troisième degré ; Michel-Nicolas-Henry de Contré de Pradel.

(Minutes de PASQUIER.)

1683. — Jeanne Pagèz, veuve de Samuel Bernardeau, sieur de Ronçay, femme de Pierre Resnier, conseiller au présidial de La Rochelle. Anne Bernardeau, femme de Guy de La Blacherie, écuyer, sieur de Coutières. Louis Bernardeau, fils de Samuel et de J. Pagèz, âgé de 14 ans.

1670. — Daniel Berry, avocat, fils d'Antoine Berry, marchand.

1673, 17 septembre. — Procuration par Françoise Guenon, veuve de Martial Fonteneau, conseiller en l'élection, pour faire expédier les provisions à Daniel Berry, successeur de Fonteneau. Charge vendue 9.700 livres.

1681, 26 octobre. — Testament de Antoine Berry, marchand, et de Catherine Cerbelle, demeurant paroisse de Sainte-Colombe : legs à Nicolas Coudreau, étudiant ès-lois et Catherine Coudreau, sa sœur, leurs petits-enfants ; à Marie Berry, leur petite-fille ; à Jacques Berry, leur petit-fils. Instituent héritier : Daniel Berry, élu en l'élection de Saintes, et Marie Berry, femme de Nicolas Coudreau, conseiller au présidial.

(Minutes de GILLET.)

1712, 19 juillet. — Testament de Daniel Berry, conseiller honoraire au siège présidial, mari de Marie de Beaune, laisse à Jacques Berry, fils aîné, son office de conseiller honoraire au présidial. François, Louise, Marie, ses enfants. Contrôlé le 10 août.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

1712, 26 août. — Mariage de Jacques Berry, conseiller hono-

raire au présidial, fils de feu Daniel Berry, vivant conseiller honoraire, et de Marie de Beaune, avec Marianne de Beaune, fille de Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu et de Henriette-Louise Duhamel. Consentent pour lui : sa mère ; Jean de Beaune, prêtre, curé d'Ecurat ; Pierre-Auguste de Beaune, prêtre, curé d'Ars. Pour elle, Dominique de Beaune, père, sa mère ; Jean et Pierre-Auguste de Beaune, oncles des deux côtés.

1720. — Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de Daniel, conseiller ; le même frère de François Berry des Marais.

1722, 14 février. — Mariage de Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de feu Daniel Berry, aussi conseiller au présidial, et de Marie de Beaune, avec Françoise-Gabrielle de La Vacherie, fille de Henry de La Vacherie, sieur de Pignan, et de feu Françoise de Sallebert. (Minutes de MARSAY.)

1728, 7 juin. — Mariage de Jean Gobeau, sieur de La Grange, fils de Jean, sieur des Granges, et de Jeanne de Meschinot, avec Marie Berry, fille de feu Daniel Berry, conseiller au présidial, et Marie de Beaune. Consentent pour lui : père et mère ; Jacques Gobeau, sieur de Lamour, frère. Pour elle : sa mère, Jacques Berry, conseiller au présidial, frère ; Louise Berry, sœur ; Daniel-François Berry, ancien capitaine d'infanterie, régiment de Castelmoron, frère ; Dominique de Beaune, conseiller honoraire au présidial, oncle.

1732. 1736. — Jacques Berry, conseiller, maire de Saintes.

1741, 22-28 novembre. — Inventaire des meubles de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, marié : 1^o avec Marie-Anne de Beaune, morte laissant Marie-Jeanne et Françoise Berry ; 2^o avec Gabriel de La Vacherie, dont Madeleine, Marie-Anne et Jean Berry, mineurs. Il est mort rue de la Prison, paroisse Saint-Pierre. Une tapisserie, verdures de huit pièces, diamants, émeraudes. Testament de Françoise Salbert, veuve de Henri La Vacherie, sieur du Pignan, 25 juillet 1724.

(Minutes de MARSAY.)

1741, 15 décembre. — Transaction portant règlement de droits entre les enfants du premier lit de feu Jacques Berry et ceux du second.

Marie-Jeanne Berry, majeure, est novice aux Notre-Dame de Saint-Vivien ; Jeanne-Françoise, émancipée, est assistée de Alexandre-Emmanuel Landreau, avocat, curateur, Jean Gobeau, sieur de Lagrange, curateur de Jean, Marie et Anne Berry, Madeleine, émancipée. (Ibidem.)

Talmont, qui signa à son contrat de mariage en qualité de témoin.

Julie de La Capmesure, veuve Denis Prieur, mourut, le 30 novembre 1817, sur son bien de campagne de l'Essart, âgée de 73 ans, « par suite d'asthme ou de fluxion de poitrine », ainsi que le porte son acte de décès (1).

Les époux Denis Prieur étaient morts sans postérité, comme l'indique un acte de notoriété, dressé par le juge de paix du canton Nord de Saintes le 23 messidor an XI (12 juillet 1803), mais par un autre acte, reçu le 8 floréal de la même année (28 avril 1803) par Brejon de Lamartinière, alors premier suppléant de la justice de paix dudit canton (2), homologué le 17 du même mois (7 mai) par le tribunal civil de première instance de Saintes (3), ils avaient déclaré adopter leur nièce, Marthe Prieur, née à Tonnay-Charente, le 16 septembre 1774, du mariage de Charles-François Prieur, d'abord marchand, ensuite directeur de la poste aux lettres du bureau de Charente, frère germain de Denis Prieur, et de feue Françoise-Marguerite Bancaud (4). Marthe Prieur, à l'âge de 20 ans, épousa, le 19 messidor an II (7 juillet 1794), devant l'officier de l'état civil de la commune de Saintes, Jean Baudry, âgé de 31 ans, homme de loi, né à Lonzac, le 13 janvier 1763, fils de Pierre Baudry, propriétaire-cultivateur, et de Françoise Barberaud, son épouse, demeurant en la commune de Lonzac, district de Pons (5).

Jean Baudry fut successivement administrateur du district de Pons (24 vendémiaire an IV-16 octobre 1795), juge suppléant au tribunal du département (6 pluviôse an VI-26 janvier 1798), commissaire du gouvernement près le tribunal civil de l'arrondissement de Saintes (24 floréal an VIII-14 mai 1800), procureur impérial au même siège (en l'an XII-1804) et confirmé par la Restauration dans cette fonction qu'il occupa jusqu'au mois

(1) *Registres d'état civil de la commune de La Chapelle des Pots*. (Archives du greffe du tribunal civil de Saintes.)

(2) Archives de la justice de Paix du canton Nord de Saintes.

(3) Archives du greffe du tribunal de première instance de Saintes.

(4) *Et non Blanchard* comme il est dit dans les *Etudes et Documents sur Saintes* (page 82).

(Voir au surplus l'acte d'adoption et l'acte de mariage de sa fille, sus-relatés. Marguerite Bancaud était fille de Pierre Bancaud et de Marguerite Jaguenaud.)

(5) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes*.

d'avril 1827. Elu membre de la Chambre des députés le 22 août 1815 et réélu le 4 octobre 1816 par le collège électoral de la Charente-Inférieure, il fit partie de la députation, composée entr'autres personnes du comte Charles-François Boscal de Réals, maire de Saintes, du vicomte Louis Lemercier, du chevalier P. Hector Savary, ex-procureur du roi près la cour d'assises du département de la Charente-Inférieure, laquelle, les 1^{er} et 7 février 1819, présenta au roi Louis XVIII, ensuite au duc et à la duchesse d'Angoulême et au duc de Berry les vœux de cinq des six conseils d'arrondissement de la Charente-Inférieure pour le rétablissement de la préfecture à Saintes (1). Après son admission à la retraite, Baudry, nommé président honoraire (25 avril 1827) et chevalier de la Légion d'honneur, mourut à Saintes, en son domicile, rue Porte-Aiguière, le 14 octobre 1830, à l'âge de 67 ans (2).

De son mariage avec Marthe Prieur, décédée le 16 août 1861, à l'Essart, commune de La Chapelle des Pots, à 87 ans, il avait eu : 1^o Pierre-Denis Baudry, né à Saintes le 23 germinal an III (12 avril 1795), substitut à Saintes (août 1819), procureur du roi à Châtellerault (9 mars 1826) et à Saintes (29 mai 1827), vice-président du tribunal civil de cette dernière ville le 15 février 1832, lequel y décéda le 3 mars 1834, âgé de 38 ans ; 2^o Charles-François Baudry, né à Saintes le 9 thermidor an V (27 juillet 1797), avocat, qui se noya accidentellement le 16 juillet 1825, à l'âge de 28 ans, en même temps que Jean-Jacques Giraudias, greffier provisoire du tribunal de simple police (fils de l'avoué de ce nom), avec lequel il se baignait dans la Charente, au Port-La-Rousselle (3) ; 3^o Denis-Eutrope-Louis Baudry, né aussi à Saintes le 12 floréal an VIII (2 mai 1800), notaire à Saintes, époux de Marie-Anne-Eléonore Berton, mort en ladite ville le 4 septembre 1847, dont le fils, Etienne Baudry, dit de Roche-

(1) *Moniteur Universel* des 2 et 8 février 1819, pages 131 et 156, n^o 33 et 39.

(2) *Registres de l'état civil de la ville de Saintes* ; Piet-Lataudrie, *op. cit.*, page 89 ; *Documents sur Saintes*, page 95 ; *Dictionnaire des Parlements Français*, tome I, page 206.

(3) Le nommé Guillorit, dit Blanchon, gabarier à Saintes, qui se trouvait près du lieu de l'accident, eut l'inhumanité de refuser ses services personnels et son bateau, et fut condamné, pour ce fait, en vertu de l'article 479, § 12, du Code pénal, à une amende de 10 francs par le tribunal de simple police de Saintes, présidé par Voix, juge de paix du canton Nord. (Archives de ce tribunal).

mont, publiciste, auteur de plusieurs ouvrages qui, au moment de leur publication, eurent un certain succès de curiosité (1), fut l'ami des peintres Corot, Courbet, Auguin, Pradelles, et est décédé à 78 ans, le 8 octobre 1908, à Royan, où il s'était retiré (2); 4° Françoise-Julie Baudry, née à Saintes le 8 mai 1808, décédée au château de Molante (Vienne) le 21 avril 1891, à 83 ans ; elle s'était mariée à Saintes le 26 août 1828 avec Louis-Antoine-Augustin de Lauzon (3), né à Chauvigny (Vienne) le 22 brumaire an IX (13 novembre 1800), qui fut juge auditeur à Niort (20 avril 1825), substitut à Parthenay (10 avril 1826), à Saintes (8 mars 1827), procureur du roi à Melle (11 octobre 1830), à Saint-Jean d'Angély (31 janvier 1833), à Saintes, en remplacement de M. A. Tortat (31 mai 1848), conseiller à la cour d'appel de Poitiers (29 octobre 1853), membre du conseil d'arrondissement du canton Nord de Saintes (1^{er} août 1852) et décéda, dans cette dernière ville, chevalier de la Légion d'honneur, le 18 octobre 1876, à l'âge de 75 ans.

Denis Prieur était-il, comme on l'a dit (4), le troisième de dix-huit enfants, issus du mariage des époux Prieur-Besnard ? Nous ne sommes pas en état de nous prononcer sur ce point, n'ayant pu vérifier le fait, mais ce que nous pouvons affirmer c'est que, lorsque, suivant contrat retenu par Dalidet, notaire à Saintes, le 10 octobre 1770 (5), les enfants des conjoints Prieur procédèrent au partage des immeubles dépendant des successions de leurs parents, ils n'étaient plus qu'au nombre

(1) *Les Bras mercenaires*, Paris, A. Lacroix, 1866, in-8° ; *Le Paysan aux élections de 1869*, Poissy, typ. Abrieu, Lejay et C^{ie}, 1869, in-32 ; *La Fin du monde*, ouvrage politique, économique et humoristique, avec préface d'Edouard Laboulaye, Paris, Dentu, 1871. — *Le Camp des Bourgeois*, orné de dessins de Courbet, Paris, Dentu, 1868, etc.

(2) *La Revue de Saintonge* du 1^{er} janvier 1909, page 7, contient un article nécrologique sur Etienne Baudry.

(3) Il faisait partie de la troisième branche des de Lauzon. (Consulter au sujet de cette famille, qui appartient à l'histoire locale et dont le nom se retrouve parmi les maires de Poitiers, les conservateurs des privilèges de l'Université, les trésoriers du bureau des finances, les membres du présidial, le *Dictionnaire historique et généalogique des familles de l'ancien Poitou*, par H. Beauchet-Filleau et H. de Chergé, tome II, page 11, 1^{re} édition, Poitiers, imp. de A. Dupré, 1840. Par jugement du tribunal civil de Saintes du 30 mars 1909, le nom de « Delauzon » inscrit à l'état civil, a été rectifié en « de Lauzon ».

(4) *Etudes et Documents sur Saintes*, page 82.

(5) Etude de M^e Rouyer.

de dix, savoir : 1° Denis Prieur, dont s'agit ; 2° Charles-François Prieur, de Tonnay-Charente, aussi surnommé ; 3° Jean Prieur-Granville, négociant, de la paroisse de Vénérand, qui, le 18 janvier 1780, épousa, dans l'église de Saint-Vivien-lès-Saintes, Magdelaine Giraudau, fille de Jean Giraudau, bourgeois, et de « fue » Marie Rose Gourgue, et qui fut député de Saint-Pierre de Juicq aux Etats provinciaux et l'un des signataires du *Cahier des vœux et doléances* du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Saint-Jean d'Angély, arrêté devant Jean-Joseph de Bonnégens, seigneur des Hermitans, conseiller du roi, lieutenant-général de cette sénéchaussée, président de l'assemblée des trois ordres de ce ressort (21 mars 1789) (1) ; 4° Jean-Baptiste Prieur, alors clerc minoré, du diocèse de Saintes, demeurant à Poitiers, paroisse de Saint-Savin, depuis curé de Coulonges-en-Pons, Chaniers, Taillebourg, Juicq, Le Douhet, Vénérand et La Clisse, où il mourut le 17 juin 1835, à 88 ans (2) ; 5° Anne Prieur, décédée, célibataire, à Juicq le 16 avril 1816 ; 6° Marthe Prieur, domiciliée en la paroisse de Vénérand ; 7° Marguerite Prieur, qui devint, le 8 janvier 1776, épouse d'Isaac Beaudouin, bourgeois, demeurant à Taillebourg, fils de Jean Beaudouin, négociant, et de feu « demoiselle » Marie Fourestier, de la paroisse du Douhet (3) ; 8° Marguerite-Jeanne Prieur, qui, devenue veuve de François Capmesure, fermier des terres et seigneuries du Douhet et Etrées, se remaria, le 16 août 1768, en l'église d'Ecoyeux, avec Jean Braud, praticien de cette paroisse, fils de feu M^e André Braud, huissier au Châtelet, et de Marie Simonet (4) ; 9° Catherine Prieur, qui, le 9 janvier 1765, devint épouse de Pierre Ouzanneau (5), avocat et officier dans la con-nétable, fils de feu Jean Ouzanneau et de Jeanne Loustallot (6),

(1) *Etudes et Documents sur Saintes*, page 83. *Saint-Jean d'Angély sous la révolution*, p. 58, cit. *infra*.

(2) *Registres de l'état civil de la commune de La Clisse*. (Archives du greffe de Saintes).

(3) *Registres paroissiaux de La Chapelle des Pots*. (Mêmes archives).

(4) *Registres paroissiaux d'Ecoyeux*.

(5) *Registres paroissiaux du Donhet*. Les époux Ouzanneau-Prieur eurent, de leur union, Denis Ouzanneau, qui fut notaire à Saint-Jean d'Angély (1788-1818). Son étude, qu'il avait cédée à Thouvenin, a pour titulaire actuel M^e Hilleret.

(6) La mère de Pierre Ouzanneau devait certainement avoir des liens de parenté avec Elysée Loustallot, fils de Elysée Loustallot, avocat à la cour, maire de Saint-Jean d'Angély en 1792, et de la dame Marie-Marguerite-Louise

de la ville de Saint-Jean d'Angély ; 10° et Louise Prieur, mariée à Pierre (alias Pierre-Isaac) Beaudouin, sieur de Laudeberdrie, de la paroisse du Douhet (1), frère germain d'Isaac Beaudouin, qui précède. De l'union de Pierre Beaudouin, mort au Douhet, adjoint au maire de cette commune, le 21 messidor an XII (10 juillet 1804) et de Louise Prieur, décédée au même lieu le 18 octobre 1851, à l'âge de 85 ans, est issu François-Etienne Beaudouin, né à Vénérand, le 20 septembre 1774, mort en 1855, lequel fut médecin à Taillebourg, et épousa sa cousine, Julie Beaudouin, fille d'Isaac et de Marguerite Prieur, dont il eut une fille, Louise-Marguerite-Anastasie, née à Taillebourg vers 1801, décédée le 22 novembre 1883, en son domicile à La Touche, commune de Crazannes, à l'âge de 82 ans, qui se maria à François-Conrad Bron, médecin à Crazannes, et fut mère de plusieurs enfants, dont l'un est M. Achille Bron, docteur en médecine au dit lieu, conseiller général du canton de Saint-Porchaire, chevalier de la Légion d'honneur. Ce dernier, de son mariage avec M^{lle} Rosalie Kreps, d'Anvers, a eu, lui-même, deux fils. L'un d'eux, M. le docteur Jean-Conrad-Edouard-Antoine Bron a épousé à Pons, le 3 août 1896, M^{lle} Charlotte-Coralie-Marie Combes, fille de M. Emile-Justin-Louis Combes, sénateur, président du Conseil général de la Charente-Inférieure, maire de Pons, ancien président du Conseil des ministres, et de M^{me} Marie-Angèle Dussaud.

Charles-François Prieur, de Tonnay-Charente, l'un des frères de Denis Prieur, avait eu de son mariage avec Françoise-Marguerite Bancaud, en outre de Marthe Prieur, épouse Jean Baudry, dont il a été parlé plus haut, deux fils, dont l'un,

Caffin, lequel fut, du 14 juillet 1789 au commencement de septembre 1790, le principal rédacteur du journal, les *Révolutions de Paris*, que l'imprimeur Prudhomme venait de créer. (Voir sur le fameux publiciste, né à Saint-Jean d'Angély en décembre 1761, mort à Paris le 19 septembre 1790, le livre de M. Marcellin Pellet, *Elysée Loustallot et les Révolutions de Paris*. A. Le Chevalier, Paris, 1872). Il est présumable que Pierre Ouzanneau devait être, comme son parent maternel, un ardent partisan des idées nouvelles, car il fut l'un de ceux qui établirent à Saint-Jean d'Angély la loge maçonnique *l'Egalité* (19 mars 1764) et la *Société des Amis de la Constitution* (29 avril 1792). (Lire à ce sujet *Saint-Jean d'Angély sous la Révolution et jusqu'à l'époque contemporaine* (1789-1909) par M. Amédée Mesnard, Paris, H. Jouve).

(1) Pierre Beaudouin et Louise Prieur se marièrent canoniquement à l'église de la paroisse de Saint-Seurin-les-Bordeaux, en 1771 ou 1772 (*Registres paroissiaux du Douhet*).

Pierre-Hector Prieur, fut receveur ambulant des droits réunis de l'arrondissement de Rochefort, puis contrôleur ambulant dans les contributions indirectes à Angoulême, enfin receveur principal des contributions indirectes à Saintes, où il mourut le 10 décembre 1827, à 45 ans, après avoir épousé Catherine-Suzanne Rousseau, fille de feu François-Denis Rousseau (1), notaire à Tonnay-Charente, et de Madeleine-Suzanne Charpentier. Il en eut une fille, Madeleine-Françoise-Victorine (*alias* Hectorine) Prieur, née le 7 mai 1814, qui, le 25 mai 1830, devint, à Tonnay-Charente, la femme du docteur René-Jean-Baptiste-Anne Briault, médecin en chef de l'hôpital de Saintes, lequel fut le fondateur et le premier président d'une société de médecins entre les trois arrondissements de Saintes, Jonzac et Marennes (29 décembre 1860), et mourut à Saintes le 28 janvier 1888, dans sa 84^e année. Le docteur Briault, né à Saintes le 22 messidor an XI (11 juillet 1802), était fils de Jean-Baptiste Briault, propriétaire, et de Marie-Rose Brudieu. Son père, qui lui-même était issu du mariage de René Briault (2), décédé à Saintes, président du tribunal civil de cette ville, le 19 juin 1810, et d'Anne Serizier, se signala par l'acte suivant. Il était maire de La Jard quand, pendant les Cent-Jours, il reçut, comme les autres maires, les registres (3) pour l'inscription des votes concernant l'Acte addi-

(1) François-Denis Rousseau, né le 24 mai 1754, était fils de Pierre Rousseau, notaire royal et procureur fiscal des ville et principauté de Tonnay-Charente, et de Marie Hardy, son épouse, laquelle était cousine germaine de Louis-Augustin Hardy, vicaire général de Saintes, principal du collège, archiprêtre de la cathédrale, né à Taillebourg en 1727, mort à Saintes le 9 août 1807, de Modeste Hardy, récollet, prieur de Montboyer, de Jacques Hardy, maire de Cognac (18 décembre 1772) et second juge au tribunal de Saintes (24 floréal an VIII), et de Charles-Augustin Hardy, en religion P. Martial, récollet, prédicateur en renom, né à Taillebourg en 1718, mort à Saint-Jean-d'Angély le 26 février 1787. (Voir *Documents sur Saintes*, p. 80. Cf. *Saint-Pierre de Saintes*, d'Audiat, page 86, et *Biographie Saintongeaise*, de Rainguet, page 303).

(2) René Briault était né à La Jard, vers 1744, de l'union de Jean-Baptiste Briault, notaire sous les sceaux de la sénéchaussée de Pons (1758-1792), décédé audit lieu de La Jard, le 15 juillet 1793, et de Anne Brudieu. (Voir sur les Briault, *Documents sur Saintes*, pages 80 et 123).

(3) Le décret du 24 avril 1815 portait qu'il serait ouvert, au secrétariat de toutes les administrations et de toutes les municipalités, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les juges de paix, chez tous les notaires, des registres sur lesquels les citoyens seraient appelés à consigner leur vote, par oui, ou

tionnel aux Constitutions de l'Empire du 23 avril 1815, soumis à l'acceptation du peuple français. Fervent royaliste, Briault écrivit au bas du registre, déposé dans sa mairie : « Non, pour moi et pour toute ma commune » (1).

Pour en finir avec Denis Prieur, disons que, selon toute apparence, il devait exister des liens de parenté entre lui et ce Denis Prieur, procureur postulant, fils du lieutenant du vice-sénéchal de la maréchaussée de Saintes, qui, le 6 novembre 1670, aidé par son frère, Christophe Prieur, dit Fief-Blanc, et plusieurs archers, ses complices, tua de guet-à-pens, près du Château-Gaillard, commune de Juicq, Abraham Rocquemadour, sieur de Bon-Espoir, greffier du comté de Taillebourg, et obtint, le 4 août 1671, des lettres de grâce, rémission et pardon de cet homicide, moyennant une indemnité de 1.000 livres, allouée à la mère de la victime, Anne Boursicquot, veuve de Jacques Rocquemadour, ancien propriétaire du greffe de Taillebourg, décédé en 1665. M. Meschinot de Richemond, qui a raconté ce drame dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français* (numéro de septembre-octobre 1903), attribue le dénouement bénin de cette grave affaire à l'influence de la religion catholique, à laquelle appartenait le coupable, mais peut-être son opinion ne doit-elle être acceptée que sous certaines réserves (2) ?

(A suivre).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

par non, sur l'acte additionnel aux constitutions. (*Bulletin des Lois*, XIX, n° 113, Duvergier ; *loc. cit.* tome XIX, page 411).

(1) *Journal du département de la Charente-Inférieure*, du 24 septembre 1816, n° XLIV, page 369. — A La Rochelle, chez Mareschal, imprimeur de la préfecture.

(2) Consulter sur les autres membres de la famille Prieur, *Etudes et Documents sur Saintes*, p. 81-83.

V

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

(Suite).

1648, 5 février. — Contrat de mariage d'Antoine Maugis, marchand, fils de Maurice et de Marie Delestre, avec Louise Bernard, fille de Jacques, notaire royal, et feue Françoisse Fri-baud. Consentent pour elle : son père; Daniel Bernard, procureur au présidial, frère; Pierre Bernard, écuyer, sieur du Pouyau, conseiller, prévôt provincial et vice-sénéchal de Saintonge; Josué Bernard, sieur des Collines, avocat, juge sénéchal de Talmont; Daniel Bernard, procureur certificateur des criées au présidial, cousins germains. (Minutes de LIMOUZIN.)

1648, 8 février. — Testament de Jacques Bernard ; veut être enterré à Soullignonne auprès de sa première femme, F. Fri-baud, dont il eut Daniel, Françoisse, Marie, Jeanne, Anne et Louise — Marie Bernard, femme de N. Pain, dont Daniel ; Jeanne, femme de Etienne Perruchon ; Anne, femme de Jean Froger, marchand ; Louise, fiancée (*suprà*) ; Françoisse, femme de Jean Chevallier, archer-huissier. (Minutes de LIMOUZIN.)

1648, 14 novembre. — Mariage de Josué Bernard, avocat, bailli de Talmont, sénéchal du marquisat de Pisany et des Gons, fils de feu Daniel Bernard, procureur au présidial, et de Marie Daniau, demeurant en la paroisse de Berneuil, avec Anne Péraud, fille de feu Pierre Péraud, et feue Elizabeth Robin, avec consentement de : pour le futur : Pierre Bernard, écuyer, sieur du Pouyau, prévôt provincial et vice sénéchal de Saintonge, son frère; Josué et Jacques Angibaud ses neveux, Daniel Bernard, procureur certificateur au présidial, Jean Bernard, sieur du Fresneaux ; pour la future : de Jacques Péraud, marchand, oncle; noble Pierre Paillot, élu.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1714. — Daniel Bernard, écuyer, seigneur de Moulin Luchet, demeurant au château de Luchet, en la paroisse de Cristeuil, mari de Catherine de *Rondelais* (alias *Rondrail*).

1785, 8 juin. — Testament de Catherine-Marguerite Bernard, veuve de Pierre Segueineau, secrétaire du roi en la chancellerie du parlement de Bordeaux. Scellé avec des cachets armoiries

en chef d'azur à trois étoiles : dans champ de gueules deux cygnes affrontés. (Minutes de BIRONNEAU.)

1774, 16 mai. — Mariage de Denis Chevalier, écuyer, seigneur de Nantillé, La Maison neuve, et fief royal dit Seiche-Bec, veuf de Françoise-Marguerite Griffon, fils de feu Henri Chevalier, seigneur de Nantillé, et de Marie-Marguerite de Barciét, demeurant à Nantillé, avec Henriette-Rose-Marguerite Bernardeau, fille de Louis-Philippe Bernardeau, chevalier, seigneur de La Briandière, le Chantreau, le Grand-Lorond, et de Charlotte Suzanne de Bullion, demeurant au Chantreau. Consentent pour lui, sa mère ; pour elle, père et mère ; Guillaume-Armand Bernardeau de La Briandière, frère ; Louise-Marie-Anne, Angélique-Sylvie Bernardeau de La Briandière, sœurs ; Christophe-Marguerite Courbon, comte de Blénac, cousin au troisième degré ; Michel-Nicolas-Henry de Contré de Pradel.

(Minutes de PASQUIER.)

1683. — Jeanne Pagèz, veuve de Samuel Bernardeau, sieur de Ronçay, femme de Pierre Resnier, conseiller au présidial de La Rochelle. Anne Bernardeau, femme de Guy de La Blacherie, écuyer, sieur de Coutières. Louis Bernardeau, fils de Samuel et de J. Pagèz, âgé de 14 ans.

1670. — Daniel Berry, avocat, fils d'Antoine Berry, marchand.

1673, 17 septembre. — Procuration par Françoise Guenon, veuve de Martial Fonteneau, conseiller en l'élection, pour faire expédier les provisions à Daniel Berry, successeur de Fonteneau. Charge vendue 9.700 livres.

1681, 26 octobre. — Testament de Antoine Berry, marchand, et de Catherine Cerbelle, demeurant paroisse de Sainte-Colombe : legs à Nicolas Coudreau, étudiant ès-lois et Catherine Coudreau, sa sœur, leurs petits-enfants ; à Marie Berry, leur petite-fille ; à Jacques Berry, leur petit-fils. Instituent héritier : Daniel Berry, élu en l'élection de Saintes, et Marie Berry, femme de Nicolas Coudreau, conseiller au présidial.

(Minutes de GILLET.)

1712, 19 juillet. — Testament de Daniel Berry, conseiller honoraire au siège présidial, mari de Marie de Beaune, laisse à Jacques Berry, fils aîné, son office de conseiller honoraire au présidial. François, Louise, Marie, ses enfants. Contrôlé le 10 août.

(Minutes de FEUILLETAU.)

1712, 26 août. — Mariage de Jacques Berry, conseiller hono-

raire au présidial, fils de feu Daniel Berry, vivant conseiller honoraire, et de Marie de Beaune, avec Marianne de Beaune, fille de Dominique de Beaune, sieur de Beaulieu et de Henriette-Louise Duhamel. Consentent pour lui : sa mère ; Jean de Beaune, prêtre, curé d'Ecurat ; Pierre-Auguste de Beaune, prêtre, curé d'Ars. Pour elle, Dominique de Beaune, père, sa mère ; Jean et Pierre-Auguste de Beaune, oncles des deux côtés.

1720. — Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de Daniel, conseiller ; le même frère de François Berry des Marais.

1722, 14 février. — Mariage de Jacques Berry, conseiller au présidial, fils de feu Daniel Berry, aussi conseiller au présidial, et de Marie de Beaune, avec Françoise-Gabrielle de La Vacherie, fille de Henry de La Vacherie, sieur de Pignan, et de feue Françoise de Sallebert. (Minutes de MARSAY.)

1728, 7 juin. — Mariage de Jean Gobeau, sieur de La Grange, fils de Jean, sieur des Granges, et de Jeanne de Meschinot, avec Marie Berry, fille de feu Daniel Berry, conseiller au présidial, et Marie de Beaune. Consentent pour lui : père et mère ; Jacques Gobeau, sieur de Lamour, frère. Pour elle : sa mère, Jacques Berry, conseiller au présidial, frère ; Louise Berry, sœur ; Daniel-François Berry, ancien capitaine d'infanterie, régiment de Castelmoron, frère ; Dominique de Beaune, conseiller honoraire au présidial, oncle.

1732. 1736. — Jacques Berry, conseiller, maire de Saintes.

1741, 22-28 novembre. — Inventaire des meubles de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, marié : 1^o avec Marie-Anne de Beaune, morte laissant Marie-Jeanne et Françoise Berry ; 2^o avec Gabriel de La Vacherie, dont Madeleine, Marie-Anne et Jean Berry, mineurs. Il est mort rue de la Prison, paroisse Saint-Pierre. Une tapisserie, verdure de huit pièces, diamants, émeraudes. Testament de Françoise Salbert, veuve de Henri La Vacherie, sieur du Pignan, 25 juillet 1724.

(Minutes de MARSAY.)

1741, 15 décembre. — Transaction portant règlement de droits entre les enfants du premier lit de feu Jacques Berry et ceux du second.

Marie-Jeanne Berry, majeure, est novice aux Notre-Dame de Saint-Vivien ; Jeanne-Françoise, émancipée, est assistée de Alexandre-Emmanuel Landreau, avocat, curateur, Jean Gobeau, sieur de Lagrange, curateur de Jean, Marie et Anne Berry, Madeleine, émancipée. (Ibidem.)

1746, 4 juillet. — Mariage de Henri-François Berry, bourgeois, fils de feu François Berry, capitaine au régiment de Bel-sunce-infanterie, et de Marie de La Vacherie du Pignan, à présent épouse de Elie Pichon, écuyer, sieur de Montereau, avec Marie-Catherine Gilbert, fille de Gabriel-Ignace Gilbert, médecin, et de Marie-Anne Arnauld. Consentent pour lui : sa mère, son « vitrio et curateur » ; Jean Gobeau, de La Grange, oncle par alliance ; Marie-Françoise Berry, femme de M. de Beaune, procureur du roi au présidial, cousine. Pour la future : ses père et mère ; Eustelle-Jacques-Ignace et Marie-Anne Gilbert, frère et sœur ; Dominique-Ignace Gilbert, curé de Bussac ; Marguerite Gilbert ; Jacques Arnaud, procureur ; Eutrope Arnaud. (Minutes de SENNÉ.)

1749, 2 avril. — Marie-Madeleine et Marie-Anne Berry sont sœurs. Anne Berry a épousé Philippe-Auguste Vieuille, conseiller du roi, lieutenant au siège de l'élection de Saintes. Jean Berry est étudiant. Tous enfants du second mariage de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, et de Gabrielle de La Vacherie.

1750, 1^{er} juin. — Mariage de Jean Berry, bourgeois, fils de feu Jacques Berry, conseiller au présidial, et de Gabrielle de La Vacherie, avec Marie Paillot, fille de Pierre Paillot de Beauregard, avocat, ancien conseiller en l'élection, et de feu Marianne du Douet. Consentent pour Jean Berry : Jean Gobeau, sieur de Lagrange, oncle ; demoiselles Madeleine et Marie, dame Anne Berry, sœurs ; Françoise Berry, sœur consanguine, épouse de Jean-Baptiste-Louis de Beaune, procureur du roi au présidial, dudit de Beaune, cousin issu de germain ; Louise et Marie Berry, tantes, cette dernière épouse du sieur Gobeau ; Marie de La Vacherie, tante, femme de Elie Pichon, écuyer, sieur de Montereau ; ledit Pichon ; Philippe-Auguste Vieuille, conseiller, lieutenant général en l'élection, beau-frère ; Henri-François Berry, conseiller au présidial, cousin-germain ; Catherine Gilbert, femme du dit Berry. Pour Marie Paillot : son père ; Pierre-Raphaël, Marie, Marie-Rose et Marianne Paillot, frère et sœurs ; Eustelle Prévèreau, grand-tante ; Jean-Baptiste Méthé de Fonrémis, conseiller au présidial, cousin-germain ; Elisabeth-Jeanne Beaudet de Beaupré, sa femme ; Jean Joubert, conseiller en l'élection, cousin-germain par alliance ; Jean Paillot de la Métrie, conseiller du roi au présidial, cousin issu de germain ; Catherine Richard

de la Ferlandrie, sa femme ; Eustelle Brelay de Terreneuve, femme de Jean Georget, greffier de la maréchaulsée, cousine issue de germain ; ledit Georget ; Marguerite Megret, cousine.

(Minutes de SENNÉ.)

1755, 23 avril. — Partage entre Marie-Madeleine Berry, majeure, Marie-Anne Berry, femme de François Pichon, écuyer, capitaine au régiment de Languedoc-infanterie, François-Joseph Pichon, fondé de pouvoirs de son fils, Anne Berry, femme de Philippe-Auguste Vieuille, lieutenant en l'élection, conseiller au sénéchal et présidial ; Jean Berry, conseiller honoraire.

(Minutes de MARSAY.)

1766. — Jacques Berry, conseiller au présidial, est mort en septembre 1741, a été inhumé à Saint-Pierre, et laissa de son mariage avec Gabrielle de La Vacherie, Jean Berry, conseiller ; Marie-Madeleine Berry, femme de Boudin de Venderbourg, chevalier de Saint-Louis ; Marie Berry, femme de Pichon de Lagord, ancien capitaine au régiment de Languedoc-infanterie ; Anne Berry, femme de Philippe-Auguste Vieuille.

(Minutes de SENNÉ)

1773. — Voir Bonneau de Mongaugé.

1778, 3 janvier. — Testament de Jean Berry, conseiller honoraire au présidial, mari de Paillot de Beauregard ; Rose Berry, sa fille, religieuse, dame de chœur aux filles Notre-Dame ; Jean-Baptiste Berry, fils aîné ; François-Henry Berry de Boiscaillé ; Rose Berry.

(Minutes de BIGOT.)

1778, 20 septembre. — Mariage de Gabriel Martin, avocat, demeurant à Cognac, fils de Jean Martin, bourgeois, et de Elisabeth Roy, avec Rose Berry, fille de Jean Berry, conseiller, et de Marie Paillot de Beauregard. Consentent pour le futur : Jacques Martin, oncle, prêtre, doyen de Saint-Palais ; Elisabeth Martin, sœur. Pour la future : Jacques Pichon de Lagord, écuyer ; Philippe-Auguste Vieuille, conseiller au présidial, conseiller honoraire ; Pierre de Fonrémis, conseiller au présidial, oncle, cousins et curateur ; Henry François Berry, étudiant, frère ; Madeleine Berry, tante, épouse de Charles Boudens de Vanderbourg, chevalier de Saint-Louis ; Marie Berry, tante, femme dudit Pichon de Lagord ; Anne Berry, femme dudit Vieuille ; Françoise Berry, tante, femme de Jean-Baptiste Louis de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial, seigneur de Chabrignac ; Joseph-Gabriel de Bretinaud, écuyer, Rose Paillot de Beauregard, sa femme, oncle et tante ; Marie-Anne de Beauregard,

tante ; Madeleine Vieuille, épouse de Compagnon de Thézac, écuyer, capitaine des dragons d'Artois ; Françoise-Madeleine Pichon de Lagord, Jean-André-Norbert Pichon de Lagord, Dominique-Joseph-Gabriel Bretinaud, écuyer, ses cousins et cousines germaines. (Minutes de BIGOT.)

1609, 18 janvier. — Mariage de Pierre Bertauld, notaire royal, fils de Pierre Bertauld, laboureur, et de Jeanne Ruthin, avec Françoise Martineau, fille de feu Dominique Martineau, sieur de Fontautive, échevin, et de Madeleine Senné. Consentent pour lui : son père ; Jean Cusson, laboureur à bœuf, beau-frère ; Mathurin Ruthin, commis-greffier au présidial. Pour elle : sa mère ; François Senné, oncle maternel ; Pierre Senné, sieur de la Morinerie, échevin ; Jean Cristin, avocat.

1594. — Sentence contre Abel de Bertenet, sieur de Fouchelay. (Couverture du registre de 1715 des Minutes de MARÉCHAL.)

1685. — Marie de La Grizolle, veuve de Moïse de Bertenet, écuyer, sieur de Beaulieu, frère de Louise de Bertenet, femme de Moïse de Nouaille, écuyer, sieur de La Tourbeille.

(Minutes de MONTILLON.)

1689, 11 septembre. — Testament d'Angélique de Bertenet, épouse de Moïse de La Nouaille, écuyer, sieur de Latourbeille donne ses biens à Charles de Guérin, écuyer, sieur de Les-tang, conseiller secrétaire du roi.

(Minutes d'ARNAUD.)

Alias. Elle était sœur de Moïse de Bertenet, sieur de Beaulieu.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1706. — Angélique de Bertenet, veuve de Moïse de La Nouaille, écuyer, sieur de La Tourbeille.

1713, 14 janvier. — Vente de biens situés à Brives, par la même, à Jacques Guenon, écuyer, sieur de La Chapelle, demeurant à Chanteloup, paroisse de Pérignac.

1610, 10 juillet. — Contrat de mariage de Pierre Cotherousse, docteur en médecine, fils de Maurice et Jacqueline Bertholome, avec Françoise Berthon, fille de Jean, conseiller, élu, contrôleur pour le roi en l'élection de Saintes, et de Madeleine Feuilletau. Consentent pour Cotherousse : René Vincent, Seguin de La Place, chanoines ; Etienne de Lafargue, receveur des tailles. Pour F. Berthon : Nicolas Le Cornu, évêque ; Michel et Joachim Raoul (*Michel, doyen du chapitre, Joachim, grand archidiacre de Saintonge*), Jacques de Pernes, écuyer, seigneur de Clain, gouverneur de Saintes, Gilbert Bérthus, sieur du Pous-

saût, avocat, Thimothé Feuillateau, oncles ; Mathieu Blanchard, conseiller du roi, lieutenant particulier ; Jean Poitevin, procureur, Daniel Roy, Josué Pichon, Hiérémie Huon, avocat, Jean Pitard.
(Minutes de MARÉCHAL.)

1620. — Françoise Berthon, veuve de Jean Guillebon, sieur de La Toucherieux en Chermignac, conseiller au présidial.

— 7 octobre. — Marie Berton, veuve de François Chemeraud, élu, remariée à Jean Robillard, écuyer, sieur de Villerbourg.
(Minutes de BERTAUD.)

1621, 24 août. — Marie Berthon, veuve de François Chemeraud, sieur de Beauregard, élu. Françoise Chemeraud, leur fille.

1638. — Jeanne Breton (sic), femme de Pierre Bibard, sieur des Combes, maire.

1638. — Renée Berton, veuve de Jacques Dalvy, échevin.

1645. — Marie Berthon, veuve de Jean Humeau, enquêteur au présidial de Poitiers ; Renée Berthon, veuve de Jacques Dalvy ; Marguerite Cotherousse, veuve de noble Pierre Joly, conseiller du roi, élu en l'élection de Saintes, agissant en son nom et pour Bernard de Cotherousse et Claire de Cotherousse, femme de Henry Dussaud, avocat, cohéritiers de Jean Berthon, élu en l'élection, et Marguerite Feuillateau, père et mère des Berthon, aïeul et ayeulle des Cotherousse.

(Minutes d'HEMERY.)

1645. — Marie Breton (dans le texte de la minute) signe Berton, veuve de Jean Humeau, conseiller doyen des enquêteurs.

(Minutes de DEXMIER.)

1670. — Jean Breton, notaire, mari de Marie Blanc, fille de feu Pierre Blanc, greffier au présidial, et de Catherine Chaigneau. Contrat du 25 octobre 1663. (Minutes de MARÉCHAL.)

1618, 22 septembre. — Gilbert Berthus, conseiller élu en l'élection de Saintes, contrôleur, père de Marie, veuf de Anne Baudouin, qui était veuve de Jean de Guip, père et mère de N. de Guip, sieur de Porcheresse, et de Marie de Guip, femme de Charles de Comminge, écuyer ordinaire de Monsieur, frère du roi, capitaine d'une compagnie de gens de pied, entretenue au régiment de Champagne. Règlement de succession de Anne Baudouin.
(Minutes de VERJAT.)

1628, janvier. — Compromis entre Gilbert Berthus, sieur du Poussaud, élu, Charles de Comminge, seigneur de Saint-Fort, Marie de Guip, sa femme, Jean de Guip, écuyer, sieur de Por-

cheresse, Joachim Dubourg, receveur des aides, et Marie Berthus, sa femme. (Répertoire de ROBERT.)

1635. — Marie Farnoulx, veuve de Gilbert Berthus, sieur du Poussaud, contrôleur, donne procuration à son fils Jean.

1637. — Jeanne Hubin, veuve de Pierre Berthus, avocat.

1644. — Jean Berthus, conseiller élu, frère de Gilbert, avocat.

1645. — Comme ainsy soit que Marie Berton, veuve de Jean Humeau, vivant conseiller enquêteur au siège présidial de Poitiers, fut créancière de diverses sommes sur l'hérédité de feu Gillebert Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu à Xaintes, et outre qu'en qualité d'héritière en partie de feu Françoise Berthon, sa tante, elle eut recueilli des marais sallants qu'icelle Françoise Berthon et deffunt Jean de Guillebon, conseiller, son époux, avait acquis du sieur Bertus.... (Minutes de DEXMIER.)

1647. — Jean Berthus, sieur du Poussaud, mari de Marie Pelluchon.

1648. — Jean Berthus, vice-sénéchal de Saintonge, Michel Berthus, conseiller au présidial, frères, fils de Jean Berthus, élu.

1648. — Jean Berthus, sieur de Fontvillars.

1649, 27 février. — Pierre Bibard, sieur des Combes, conseiller au présidial, mari de Jeanne Berton ; Renée Berton, veuve de Jean Dalvy, échevin ; Marguerite Berton, veuve de Jean Tesnière ; Henri Dussaud, avocat, mari de Claire Cotherousse ; Madeleine Cotherousse, veuve de Pierre Joly, élu, héritiers de Françoise Berton, leur tante, transportent à Bernard Cotherousse, curé de Soullignonne, aussi héritier, la somme de 200 livres, due à l'hérédité par François Huon et Denis Martineau, marchand. (Minutes de DEXMIER.)

1665. — Marie Berthus, veuve de Joachim Dubourg.

1672, 1675, 1677, 1680. — Michel Berthus, sieur de Bonfons, conseiller au présidial, mari de Madeleine Robert, fille de Samuel. (Minutes de GILLET.)

1681, septembre. — Transaction entre Pierre et Joachim Dubourg, Marie Renard, veuve de Jean-Baptiste-Gaston Dubourg, d'une part, et Michel et Jean Bertus, héritiers de Jean Bertus, élu, leur père. Il y eut procès entre feue Marie Berthus, veuve de Joachim Dubourg, receveur, et feu Jean Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu, au sujet de l'exécution d'une

transaction passée entre eux le 29 août 1645, reçue Ducos, notaire à Bordeaux. (Minutes de GILLET.)

1682, 15 février. — Michel Berthus, conseiller au présidial, frère de Jean, sieur de Langlade, vice sénéchal de Saintonge.

(Minutes de DALIDET.)

1690, 10 juin. — Codicille de Marie Pelluchon, veuve de Jean Berthus, sieur du Poussaud, élu.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1693. — Gaston Berthus, curé de Saint-Michel de Saintes.

1691, 10 juin. — Gaston Berthus, curé de Saint-Michel, afferme à Pierre Lecoq une maison, paroisse Saint-Pierre, tenant du midi à Daniel Geoffroy, procureur, d'autre bout à Jean Robert, sieur du Pontreau, à l'orient, à la rue qui va de Saint-Pierre à la Porte-Aiguière, d'autre bout à la basse-cour de la maison dont jouit Richard, chanoine. Gaston est frère de Michel, sieur du Poussaud, conseiller au présidial.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1697, 31 janvier. — Testament de Jean Berthus, sieur du Poussaud, conseiller élu en l'élection ; Michel Berthus, conseiller au présidial ; Jean Berthus, sieur de Langlade, vice-sénéchal ; Marguerite Berthus, veuve de sieur du Mayne, ses enfants ; Marie Berthus, femme de Saint-Olive, sa petite fille. Contrôlé le 6 mai 1700.

(Minutes de FEUILLETEAU.)

1703. — Jean Berthus, sieur de Langlade, vice-sénéchal, Marguerite Chauvet, veuve de Gilbert Berthus, avocat, belle-mère de Pierre Dangibaud, du Maine. (Minutes d'ARNAUD.)

— Pierre Berthus, prêtre, curé de Saint-Quentin de Ransannes, novice de Saint-Etienne de Mortagne, ordre de Saint-Augustin, fils de Michel, conseiller au présidial... va faire profession.

(Minutes d'ARNAUD.)

1704, 16 décembre. — Michel Berthus, sieur du Poussaud, conseiller au présidial ; Jean Berthus, écuyer, sieur de Langlade, vice-sénéchal de Saintonge et îles adjacentes. Alexis de Saint-Aulaire, chevalier, seigneur de Brie, demeurant au château de Brie-sous-Archiac, et seigneur de Saint-Ciers en partie, veuf de Marie de Racaud, héritière de feu Marie Berthus, femme de Antoine de Racaud, écuyer, sieur de Laugierie. Après le décès de Marie Pelluchon, veuve de Jean Berthus, conseiller élu et contrôleur en l'élection, leur mère et aieule, il y eut procès.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1712, 29 mai. — Antoine Berthus, sieur de Bonfons, ancien

capitaine au régiment d'Humières ; Michel-Gaston Berthus, sieur de Bonfons, capitaine de cavalerie au régiment de Gen-sac, font inventaire de la succession de Michel Berthus conseiller au présidial. (Minutes du même.)

1729-1754. — Louis-Georges Berthus, chanoine, chapelain d'Alas-Bocage.

1730. — Marie Berthus, veuve de Audebert Garonne, conseiller référendaire en la chancellerie du parlement de Bordeaux.

1747. — Blaise Berthus, lieutenant des maréchaux, eut de Jeanne Agard, Louis-Georges, majeur, Madeleine-Cécile, Henri-Louis, Jean-Blaise, Charles-Louis, Geneviève, Joseph-François. (Minutes de JOBERT, 1751.)

1748. — Jeanne Agard, veuve de Blaise Berthus, lieutenant des maréchaux.

1751, 19 novembre. — Pierre Darthez-Labat, conseiller, rapporteur référendaire en la chancellerie près la cour des aides de Guyenne, donataire de Marie-Claire Bertrand, veuve de Jean-Pierre Darthez-Labat, conseiller (*ut supra*); Marie-Claire Richard, veuve de Hugues Bertrand, mère et unique héritière de Marie-Claire Bertrand qui fit testament le 18 février 1748. (Minutes de SENNÉ.)

1615. — Pierre Bibard, avocat.

1640. — Pierre Bibard, maire de Saintes, mari de Jeanne Breton, héritière en partie de Françoise Breton, veuve de N. Guillebon.

1649. — Pierre Bibard, sieur des Combes, conseiller au présidial de Saintes, mari de feu Jeanne Berton.

1666. — Contrat entre Jean Bibard, sieur de La Vallade, conseiller, lieutenant général provincial de la maréchaussée de Saintonge, Jacques de Montalembert, fils d'autre Jacques, écuyer, sieur de Saint-Ange, et Jacques Fillon, mari de Marie de Montalembert, fille du dit Jacques, au sujet du contrat d'acquisition par Bibard de son office de lieutenant, en date du 23 novembre 1662, reçu Nérét, notaire à Cognac.

1680, 15 novembre. — Procuration de François de Gontaud de Biron, chevalier, conseiller du roi, lieutenant général en ses armées, seigneur de Biron, Montaud, Montferran, Brizambourg, demeurant à Biron (était à Brizambourg), à Charles Billaud, procureur au présidial, de vendre à noble Louis Bibard, sieur de la Touche, demeurant à Saintes, et à Jean Bouquet,

le reste de la grande garenne dépendant de Brizambourg, qui est en bois futaies, entre le bourg de Brizambourg et Ecoyeux, 12 000 livres. Vente du 19. (Minutes d'ARNAUD.)

1682, 1^{er} mars. — Georges Bibard, sieur de la Touche, demeurant ordinairement à Saintes, de présent à Paris, logé rue Saint-Etienne des Grès, en l'hôtel de Savoie, constitue Georges de Guip, docteur en théologie, chanoine à Saint-Pierre de Saintes, son procureur, pour emprunter avec Louis Bibard, sieur de la Touche, son père, 5.000 livres destinées à êtres consignées pour le prix de l'office de conseiller du roi, président en l'élection. (Minutes de GILLET.)

1682, août. — Georges Bibard, sieur de la Touche, conseiller en l'élection, mari de Anne Lecomte, fille de feu Abraham Lecomte, conseiller, procureur du roi au présidial.

(Minutes de DALIDET.)

Alias. Louis-Georges Bibard... président, commissaire examinateur... Il était fils de Louis et de Marie de Guip.

1690, 14 juin. — Le même, mari de Anne Lecomte, fille de Abraham... et de N. de la Montaigne, iceluy donataire de N. Gendron, veuve de Claude Latache.

(Minutes d'ARNAUD.)

1683, 16 juin. — Louis-Georges Bibard, sieur de la Touche, conseiller président, en l'élection, mari de Anne Lecomte, au nom de Marie-Marguerite, et Eustelle Lecomte, ses belles-sœurs, Marguerite, femme de Baptiste de Poncharas, seigneur de Bellerive (?), Eustelle, femme de Louis de Beaune, conseiller, procureur du roi au présidial. Vente d'une maison aux enchères.

(Minutes d'ARNAUD.)

1685. — Louis-Georges Bibard, président en l'élection, est fils de Louis, sieur de la Touche, avocat.

1688. — Jean Bibard, écuyer, sieur de La Valade, lieutenant général et provincial en la sénéchaussée de Xaintonge.

1691, 4 février. — Louis-Georges Bibard et Jeanne, sa sœur. La mort de Louis, sieur de La Touche, arrivée le 6 janvier 1691. Louis-Georges avait reçu par son contrat de mariage, en date du 10 juin 1679, reçu Breton, 30.000 livres, et il prit l'office de président de son père.

(Minutes d'ARNAUD.)

1692. — Jeanne Bibard, fille de Louis, sieur de La Touche.

1692. — Emprunt par Jean Bibard, écuyer, sieur de La Vallade, conseiller, lieutenant en la maréchaussée, à Louis-Georges

Bibard... pour être employé au paiement de la taxe imposée sur son office de lieutenant, en exécution de la déclaration du roi du 6 mai 1692.

1697. — Jeanne Bibard, femme de Joseph Dubourg-Farnoux, écuyer, sieur de Dion, fille de noble Louis, sieur de La Touche.

— Georges de Guip, chanoine, oncle de Louis-Georges Bibard et de Jeanne Bibard.

1702. — Georges Bibard, président en l'élection.

1723, 25 janvier. — Inventaire par Georges Bibard, seigneur de La Touche, conseiller, ancien président de l'élection de Saintes, demeurant à La Touche, paroisse de Chermignac, des meubles de feu Madeleine Bibard, veuve de Charles de La Chambre, écuyer, seigneur de Varzay (ouverture de son testament, en date du 6 mars 1722, le 21 janvier 1723.)

(Minutes de PROUTEAU.)

1736, 15 mars. — Testament de Louis-Georges Bibard de La Touche, ancien président en l'élection, demeurant paroisse Saint-Maur, à Saintes. Institue héritier universel Jean-François Mossion de La Gontrie, son petit-fils, fils aîné de François Mossion de La Gontrie, écuyer, seigneur de Seignac, conseiller président, en l'élection, et de Marie-Anne Bibard, auquel il donne meubles, immeubles, dans lesquels sont compris les biens qui lui sont demeurés par partage passé avec Marie de Brianson, femme de N. de Puygombert, et Sicaire Restier, sieur de Lajard, procureur de Françoise de Brianson, veuve de Labastie, le 4 avril 1724, reçu Monvoisin, notaire ; ensemble la charge de président en l'élection qui est sur la tête du sieur de La Gontrie, père, voulant qu'iceluy petit-fils s'empare de tous les dits biens et qu'il se fasse recevoir et installer en ladite charge sitôt mon décès, ordonnant à son père de lui passer sa procuration *ad resignandum*.

Marie Bibard, sa fille aînée.

Georges-Ignace Bibard de La Touche, son fils, et de feu Anne Lecomte, se contentera des biens de sa mère, et de 21.400 liv. que son père a payées pour sa charge de lieutenant criminel au présidial, et de la somme de 300 livres de pension.

Anne Bibard de La Touche, sa fille, religieuse ursuline à Saint-Jean.

Il nomme exécuteur René Mossion, chanoine.

Ouverture le 26 novembre 1738. (Minutes de MARSAY.)

1615. — Jean Bichon, imprimeur, mari de Marie Fourestier, beau-frère de Charles Fourestier, avocat, enfants de Antoine Fourestier, notaire.

1637. — Etienne Bichon, avait épousé Anne Chauveau, veuve de André Lebrun.

1644, 27 décembre. — Jean Bichon, imprimeur, vend une terre au Maine-Allain. Il donne quittance le 27 février 1656.

1646, 12 novembre. — Etienne Bichon signe au contrat de mariage de Hélié Merlet avec Jeanne Marsaud de La Baine.

1650, 13 septembre. — Jean Bichon et Etienne Bichon, père et fils, sont témoins au testament de Daniel Hardy.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1651. — Pierre Bichon, clerc tonsuré, étudiant en philosophie.

(Minutes de TAMISIER.)

1661, 26 février. — Jean Bichon, imprimeur, est propriétaire de la borderie des Crozières, près le Maine-Alin, paroisse de Chaniers. Plantation de vignes.

1672, 12 mai. — Jacques Rangeard, docteur en médecine, demeurant à Saint-Jean d'Angle, vend à Etienne Bichon, imprimeur du roi, une pièce de pré renfermé de fossés tout autour et d'arbres, situé au lieu appelé Balande, tenue à rente de la seigneurie de Beaupuy, appartenant à l'évêque, confrontant.... d'un bout au chemin par lequel on va du faubourg Saint-Palais à Bussac. 500 livres.

(Minutes de RICHARD.)

1680, 8 février. — Marie Lepolle institue héritière Urbaine Gilbert, femme de Etienne Bichon, imprimeur.

(Minutes de GILLET.)

1684. — Madeleine Bichon, veuve de Pierre Sautron, notaire, qui avait épousé en premières noces Catherine Morice.

1688. — Etienne Bichon, imprimeur, héritier, avec sa sœur Marguerite, de Madeleine Ravard, leur tante ; Marie Bichon, sœur, femme de Jean Rondeau, procureur ; Marie-Eustelle Bichon, fille « du sieur Bichon » ; Etienne Bichon, chapelain de la chapellenie de Brillanceau, fils de Etienne, imprimeur. Madeleine Ravard, veuve de Michel Furon, sieur de la Bijonnière.

1689. — Philippe Bichon, sieur de Beauchêne, chirurgien à Burie.

En 1696, il est veuf de Agathe de La Bonnerie, fille de Germain et de Charlotte de La Robertière.

1692. — Marie-Eustelle Bichon, est dite âgée de 25 ans.

1700, 1702-1713, — Etienne Bichon, écuyer, assesseur de la maréchaussée, fils d'Etienne.

1703. — Etienne Bichon, écuyer, conseiller, assesseur en la maréchaussée, héritier universel de Etienne Bichon, son père, conseiller, receveur des deniers patrimoniaux et communs de la maison commune de Saintes. (Minutes de DALIDET.)

Jean Grolleau, sieur de Charaud, mari de Louise Rondeau, héritière pour un tiers de Marie Bichon, sa mère, et Madeleine Ravard sa grande-tante, et pour un huitième d'autre Marguerite Bichon sa tante. (Ibidem.)

1704. — Madeleine Bichon, veuve de Pierre Saultron, juge de Saint-Sorlin de Séchaud.

1715, 19 février. — Etienne Bichon (il signe Bichon des Croizières), conseiller, président en la cour des aides à Bordeaux, vend à Gabriel Daniaud, sieur de Langlade, licencié ès loix, demeurant à Monboyer, l'office de conseiller du roi, assesseur en la maréchaussée de Saintonge. 4.500 livres. Il lui remet sa provision du 4 mai 1684. (Minutes de SENNÉ père.)

1716, 26 juin. — Quittance donnée par Etienne Bichon, sieur des Croizières, président. (Minutes d'ARNAUD.)

1732. — Madeleine Bichon, veuve Saultron, vend aux frères de la Charité, une maison rue Neuve.

1738. — Jean Bichon, prieur de Saint-Georges de Didonne.

1749, 20 mai. — Testament de Madeleine Bichon, veuve de François d'Aiguières.

1745. — Madeleine Bichon, femme de François d'Aiguières, était nièce de Marie-Anne Bichon, femme de Denis Gourdon, avocat, et de Jean Bichon, prêtre, curé de Saint-Sorlin de Séchaud. (Minutes de MARSAY.)

1749. — François d'Aiguières, écuyer, ancien capitaine au régiment de Tresnel-infanterie, mari de Madeleine Bichon, demeurant rue de la Prison, paroisse Saint-Pierre, seule et unique héritière de Etienne Bichon, président en la cour des aides de Bordeaux, son père.

Louis de la Borde, conseiller à la cour des aides, mari de Marguerite Bichon, beau-frère et sœur.

1714, 19 août. — Marguerite Gelineau, veuve de Olivier-Henri Bidé, chevalier, seigneur de Morville et de Baché, capitaine de brûlot, pour seconder sa fille Armande-Marguerite Bidé de Morville, sur le point de se faire religieuse à l'abbaye, lui constitue 40 livres de pension, etc. (Minutes de MARÉCHAL.)

1778, 9 février. — Mariage de Juste-Daniel Biétry, bourgeois, âgé de 30 ans, fils de Jean Biétry, notaire royal, seigneur de La Touche, y demeurant paroisse de Saint-Just, et de Marie Pérauld, avec Catherine Baraud, mineure de 25 ans, native des Touches de Périgné, fille de feu Etienne Barraud, bourgeois, et de Jeanne-Françoise Cherbonnier, demeurant au faubourg Saint-Palais, avec le consentement, pour le futur, de Thomas Foucault, conseiller du roi, lieutenant-général en l'élection de Saintes, procureur de Isaac Biétry, Pierre-François Héard du Tailly, avocat au barreau du présidial, Elizabeth Biétry, sa femme, sœur germaine du futur ; pour la future, sa mère, Pierre Barraud, bourgeois, Marie-Magdeleine Barraud, ses frères et sœur, Joseph Barraud, diacre du présent diocèse, cousin germain, Catherine Cherbonnier, femme de Pierre Crouzat, « tenant manufacture de fayancerie au présent faubourg », cousine du côté maternel, Pierre Gaborit, étudiant en chirurgie. Le futur reçoit entre autres choses pour dot une maison, en la rue Porte-Aiguère, paroisse Sainte-Colombe, confrontant par devant à la rue, du couchant aux maisons, l'une occupée par Berger, directeur des aides, et l'autre dépendante de la chapellenie du sieur Morin, prêtre-bénéficiaire de Saint-Pierre, du midi à celle du sieur de Beaucorps de La Bucherie, du nord à celle de Hutaud.

Extrait tiré du papier des baptêmes de concistoire de Xaintes.

Anne Bignon, fille de Pierre Bignon, marchand, et de Jeanne Collet, est née l'onzième de janvier 1647, présentée au baptême par honorable homme M. Elie Merlat, avocat de la cour, et Anne Tuffé, femme d'André Léger, marchand, et a été baptisée par M. Rossel, le 13^e du mois de janvier 1647.

Signé, P. Bignon, Merlat, Rossel et Thomas, scribe.

Extrait délivré par Thomas de Riollot, ancien et secrétaire du dit concistoire. (Registre de GILLET, 1673.)

1660. — Etienne Bigot, clerc tonsuré, chapelain de la chapellenie de Ythier-Guillebeaud, à Saint-Pierre, fils de Mathurin Bigot, notaire. (Minutes de RICHARD.)

1656. — Bernard Billaud, avocat, veuf de Marguerite Mausson, dont une fille Marie.

Alias, plusieurs enfants.

1672. — Le même, échevin.

1683, 27 septembre. — Charles Billaud, procureur au présidial, mari de Françoise Babelot.

1696. — Jacques Billaud, commissaire aux revues des troupes à Saintes. (Minutes de MARCOUILLER.)

1700. — Jean Réveillaud, élu, mari de Jeanne Billaud, fille de feu Charles.

1701. — Jacques Billaud, commissaire aux revues des troupes du roi à Saintes ; sa fille est mariée à Nicolas Javelle, marchand. Contrat du 7 novembre 1693, reçu Maréchal.

1705, 6 mai. — Jeanne Billaud, veuve de Hyacinthe Pichon, avocat, dit que son fils, Hyacinthe, âgé de 25 ans, est acolyte au séminaire.

1730. — François Billaud, commissaire général aux saisies réelles.

1752. — Jean Daigremont, bourgeois, mari de Madeleine Billard, père et mère de feu Jean Daigremont, curé de Sainte-Colombe ; beau-père de Jean Billard, directeur des postes.

1761. — Louise-Henriette Clavereau, de La Dhore, veuve de Etienne Parlon, bourgeois, remariée à Jean Billard, directeur de la poste, à Saintes.

1771. — Les mêmes.

1708, 2 octobre. — Jean-Gaspard-Ferdinand de Billy, chevalier, seigneur de Saint-Hélie, capitaine de brulot à Rochefort, reconnaît devoir 1.080 liv. à Catherine Jean, veuve de Antoine Monvoizin, hôtesses du logis de la Table royale, pour sa dépense et celle de son valet, et pour des extraordinaires depuis le 16 janvier 1707 à ce jour.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1678, 9 octobre. — Testament de Pierre Bineau, ministre à Saintes, mari de Marie Paillet, et veuf de Suzanne Héraud, dont il eut une fille, Elisabeth.

De son second mariage il eut Pierre, Guillaume et Marie, mineurs.

(Minutes de GILLET.)

1678, 21 novembre. — Inventaire des meubles de feu Pierre Binaud, ministre à Saintes, par Marie Paillet, sa femme, sœur de Daniel et de André Paillet. (Ibidem.)

1619. — Marguerite Chauvin, veuve de Pierre Bizet, écuyer, sieur de Barronerie.

15... — Anne Relion, veuve de Arnaud Blanc, conseiller au présidial.

1698, 31 mars. — Pierre Blanc, sieur de Saint Rémy, avocat

en la cour, demeurant au bourg de Saint-Macoul, paroisse de Sainte-Colombe. (Minutes de PROUTEAU.)

1702. — Marie Blanc, femme de Pierre Goussé, avocat. Françoise Blanc, sœurs.

1702, 22 novembre. — Françoise Blanc, fille de Pierre Blanc, sieur du Ry, en la paroisse de Barzan, près Tallemont, et de Marie Bonnaudin, femme de Michel Corbinaud, notaire à La Chapelle, fils de Jean Corbineau, notaire, et de Jeanne Valet.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1611, 18 juin. — Contrat de mariage de Charles Ozias, avocat, avec Marie Blanchard. (Minutes de MARÉCHAL.)

1612. — Pierre Blanchard, écuyer, sieur de la Faye, gentilhomme servant de la maison de M. le prince de Condé, mari de Esther Goy. (Minutes de VERJAT.)

1613. — Guillaume Blanchard, praticien.

1614, 9 février. — Contrat de mariage de Jean Baudouin, sieur de Bonnemort, demeurant à Marennes, fils d'Hector Baudouin, sieur du Passage, et de Anne Bresnaud (ou Bresmaud) avec Anne Blanchard, fille de Mathieu Blanchard, conseiller, lieutenant particulier au présidial, et de Marie Martin. Consentent pour Baudouin : sa mère ; Samuel Vallaid, docteur en médecine, beau-frère. Pour A. Blanchard : père et mère ; Mathurin Blanchard, chanoine de Saint-Pierre, Pierre Blanchard, sieur de la Faye en Chermignac, oncles ; Jean Guillebon, conseiller, Ythier Mathieu, sieur de Fonaubraud (?) Hector Mathieu, sieur de Cadeuil, cousins ; Jacques Lemusnier, élu ; Gilbert Berthus, sieur du Poussant, contrôleur en l'élection, Jean Rellion, Pierre Bourdeille, avocats.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1616. — Inventaire des biens d'Abraham Sicard, seigneur d'Etray, La Forest d'Annepont, mari de Jeanne Blanchard, à la requête de Mathieu Blanchard, conseiller, lieutenant particulier au présidial de Saintes, échevin, au nom de Mathieu Blanchard, son fils, héritier dudit Sicard.

1619. — Mathurin Blanchard, chantre, chanoine à Saint-Pierre, afferme le passage de Brives. (Minutes de SANSON.)

1622, 15 avril. — Contrat de mariage de Pierre Blanchard, licencié ès-lois, avocat en parlement de Bordeaux, fils de Mathieu, lieutenant particulier au présidial de Saintes, sieur de Laujardière, et de Marie Martin, avec Marguerite Fabvreau, fille de Jean, sieur du Cluzeau, et de feue Marie Brisson, demeu-

rant à Cognac. Il reçoit une maison, joignant la place Saint-Pierre, et Laujardière. (Minutes de MARÉCHAL.)

1628. — Mathieu Blanchard, écuyer, sieur d'Annepont.

1638. — Marie Blanchard, veuve de Charles Ozias, sieur de Monlabeur.

1638, 8 octobre. — Marguerite Fabvreau, veuve de Pierre Blanchard, lieutenant particulier, parlant à Jean Baudouin, sieur de Bonnemort, beau-frère, dit que son mari est décédé depuis quelques jours.

Jean Blanchard, avocat, Marie Blanchard, veuve de Charles Ozias, frère et sœur de Pierre. Inventaire des biens le 10. Vente. (Minutes de MARÉCHAL.)

1644. — Jean Blanchard, mari de Louise Moyne, sieur des Gaspards. (Minutes de DEXMIER.)

1664, 29 février. — Jacques Blanchard, mari de Marie Dubouchet.

1674. — Charles Ozias eut de Marie Blanchard, Mathieu et Marie Ozias. (Minutes de GILLET.)

1689. — Marie Blanchard, veuve en premières noces de Jacques Martin, sieur de La Richardière, et en secondes de Elie Geoffre, substitut du procureur du roi à Saint-Jean d'Angély.

1740, 1^{er} juillet. — Transaction entre Thomas-Claude de Fuchanberg, chevalier, marquis d'Amblimont, chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseau à Rochefort, fondé de procuration de Marguerite Méchinot, veuve de Isaac Michel, chevalier, seigneur de Saint-Fort, chevalier de Saint-Louis, capitaine de vaisseau, et Charles Beaupoil de Saint-Aulaire, chevalier, seigneur de La Dixmerie, y demeurant, paroisse de Jonzac, mari de Louise Blanchard, procureur de Aimée Blanchard, belle-sœur, femme de Etienne-Léonard de Beaupoil de Saint-Aulaire, chevalier, seigneur de Beaulieu, demeurant à Saint-Genis, filles héritières de Louise Morineau, veuve de Charles Blanchard, écuyer, gendarme de la gendarmerie du roi.

(Minutes de SENNÉ.)

1629, '6 avril. — Pierre Blanchon, avocat, prend à ferme d'Etienne Guérin, greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Saintonge, le dit greffe 300 liv.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1638. — Le même.

1664, août. — Jeanne Mignon, veuve de Antoine Blanlœuil.

1608. — Marie Hervé, veuve de Pierre Blais, écuyer, sieur de Montignac.

1665, 9 août. — François Blondel, conseiller du roi en ses conseils d'Etat, maréchal de ses camps et armées, présentement commissaire par sa majesté pour la visite des côtes de la mer Océane (1), est témoin au mariage de Jacques Pineau, tailleur de pierre. (Minutes de CASSOULET.)

1720, 2 février. — Angélique d'Abzac de Mayac, femme d'Antoine de Bobenne, chevalier, seigneur de Saint-André, Le Pinier, prend possession de la terre de Saint-Fort sur Brouage, acquise par retrait lignage sur Guillaume de Raguienne de Mareil, écuyer, lieutenant de vaisseaux à Rochefort, suivant acte de revendition du 1^{er} février 1720.

(Minutes de SENNÉ père.)

1760. — Paul-Catherine de Bobenne, femme d'Adrien de Campet de Carrouge ; René de Bobenne, sieur du Bourgeois ; Louis-Antoine de Bobenne, chevalier, seigneur du Bourgeois.

1637. — Madeleine Roy, veuve de Charles Boibellaud, procureur au présidial de Saintes.

1658. — Jean Boibellaud, sieur de Montasier et la Chapelle, Samuel Boibellaud, avocat, juge sénéchal du marquisat d'Ozillac, David Boibellaud, procureur d'office au dit Ozillac.

1668. — Suzanne Chappuset, veuve de Luc Boibellaud, fils de Th. Boibellaud, procureur au présidial, et de Madeleine Roy.

1707. — Gaston Boibellaud, ci-devant conseiller au présidial.

1719. — Pierre-Guy Chevalier, seigneur de La Guinalière, paroisse de Dolus, mari de N. Boilève. Jean-Joseph Boilève, capitaine d'infanterie, Jean de Bachouet, écuyer, sieur du Pradel, capitaine d'infanterie, mari de Marie-Anne Boilève, frères et sœur de feu Jean Boilève, seigneur de la Gombaudière et de Marguerite Lafond. (Minutes de MARÉCHAL.)

1742, 2 mars. — Testament clos de Jean-Joseph Boilève de Deau, volontaire dans le deuxième bataillon du régiment de Normandie-infanterie, demeurant au Château en l'île d'Oleron. — Scellé avec des cachets armoirés d'or au chevron d'azur

(1) Il s'agit de Blondel, auteur d'un traité d'architecture, restaurateur de l'arc romain sur le pont de Saintes.

deux étoiles en chef, une levrette (ou simplement un chien) et un sebant en pointe. (Minutes de MARSAY.)

1786. — Jacques-Alexandre-Clément du Bois de Landes, ancien lieutenant du régiment des chasseurs des Pyrénées, chevalier de Saint-Louis, demeure à Saintes.

(Minutes de CHETV.)

1691, 19 avril. — Gabriel de Boismorin, écuyer, sieur de Choisel, veuf de Rachel de Lacour, demeurant à Cierzac.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1621. — Catherine Moreau, veuve de Jean Boisseau, écuyer, sieur du Pouzon.

1642, 17 octobre. — Isaac Boisseau, écuyer, sieur de La Tissardière, mari de Françoise de La Mousnière, demeurant à La Tissardière en Poitou, paroisse Saint-Liguier.

(Minutes de DEXMIER.)

1692. — Elisabeth de Ranque, veuve de Théophile Boisseau, écuyer, sieur de La Galernerie, y demeurant, paroisse de Tailan.

(Minutes de DALIDET.)

1721, 29 mai. — René Bollon, conseiller du roi, ancien lieutenant en la maréchaussée des îles de Saintonge.

1696, 26 janvier. — Angélique de Guignanson, veuve d'Antoine Bonnaudin, avocat.

(Minutes d'ARNAUD.)

1705. — François Bonneau, procureur, mari de Catherine Lecoq : leur fils, François, âgé de 24 ans.

1773, 15 juillet. — Contrat de mariage de Noël-Gervais Bonneau de Mongaugé, avocat au présidial, fils de feu Gervais Bonneau, bourgeois, et de Catherine Duffort, avec Marie-Dorothée Berry, fille de Henry-François Berry, conseiller au présidial, et de feu Marie-Catherine Gilbert, avec le consentement pour le futur, sa mère ; pour la future, son père, Henri-Ambroise, Marie, et autre Marie-Rosalie Berry, ses frères et sœurs. (*Nombreuses signatures*).

(Minutes de SENNÉ.)

1615. — Jean de Bonnefoy, sieur de Bretauville.

1626, 5 novembre. — Isaac de Bonnefoy, écuyer, sieur de Naumond, demeurant à Saintes, loué à Jean Benoit, boulanger, une maison tubline avec son four, située à gauche, rue Saint-Maur, joignant celle de Jean Pitard, échevin, et d'un autre côté à la rue Neuve, 20 liv.

(Minutes de BERTAULT.)

1682. — Henry de Bonnefoy, écuyer, seigneur de La Grasière en Saint-Fort.

1697, 6 avril. — Joachim Guinot, chevalier, seigneur de

Tesson, demeurant au logis noble de La Prévôté, paroisse de Saint-Sorlin de Séchaux, d'une part, et Suzanne Allenet, veuve de Jacques Meschinet, sieur de Belair, demeurant à Dubouquet, paroisse de Grandjean, au nom d'Isaac Michel, seigneur de La Mothe, capitaine de vaisseau, d'autre part ; Guinot dit avoir vendu la seigneurie de La Vigerie à René de Bonnefoy, chevalier, seigneur de Saint-Fort, le 15 juin 1667, acte reçu Reveillaud, pour 13.000 livres. (Voir Marchand.)

(Minutes d'ARNAUD.)

1698. — René de Bonnefoy, écuyer, seigneur de Bretauville, est frère de Gabrielle et d'Elisabeth de Bonnefoy, décédées.

1692, 19 juin. — Pierre Baron, sieur de Paris, bourgeois de Saint-Jean d'Angély, y demeurant, dit qu'au mois de novembre 1690, le sieur de Bonnegens, lieutenant criminel de robe courte de la dite ville, sous prétexte d'épouser Blanche Baron, sa fille, la fit enlever de son autorité et mettre dans le couvent des religieuses de Sainte-Ursule de Saint-Jean, où elle demeura pendant sept ou huit mois. Bonnegens visitait tous les jours la demoiselle. Le père informa contre Bonnegens et Larquier, avec l'autorité de M. le lieutenant criminel qui décréta seulement de détournement contre Larquier et refusa contre Bonnegens. Le père appela au parlement par appel à minima, et par arrêt du 13 juin 1691, il fut ordonné, que sur l'appel, les parties viendraient plaider en la cour, et que la fille serait conduite à Bordeaux dans le couvent de Notre-Dame, où elle est actuellement. Mais d'autant qu'elle a 25 ans, elle aurait la liberté de se marier avec Bonnegens, en s'adressant à l'évêque du lieu, demander permission de se marier et obtenir dispense. Comme Bonnegens « est un homme beaucoup moyenné, comme il est notoire à toutes personnes de sa connoissance et du dit Saint-Jean d'Angély, et que laditte Baron aura honnestement du bien, par ainsy ils auroient l'un et l'autre à s'adresser à Sa Sainteté pour leur accorder la dispanse de se marier estant cousins issus de germains », le requérant s'oppose à ce que l'évêque donne permission, ni dispense de ban et de parenté.

Notifié à l'évêque le 21, acte semblable à Bordeaux.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1735. — Henry Sarry, lieutenant particulier au présidial de Saintes, veuf de Marie de Bonnegens, fille de Marie Pépin, veuve de Hélié de Bonnegens, lieutenant criminel en l'élection de Saint-Jean d'Angély.

(Minutes de SENNÉ.)

1659. — François de Bonnevin, écuyer, sieur de Jussas, demeurant en la maison noble de Constaulle, châtellenie de Mongnion (Minutes d'HEMERY.)

1685, 5 octobre. — Mathieu Bonnet, conseiller au présidial. (Minutes d'ARNAUD.)

1691. — Michel Grégoireau, docteur en théologie, chanoine, grand-oncle de Marie Juillard, sa petite nièce et filleule, mère de Mathieu et Nicolas Bonnet, ses enfants, et de Mathieu Bonnet, conseiller au présidial. (Minutes d'ARNAUD.)

1697, 6 juillet. — Contrat de mariage de Mathieu Bonnet, conseiller au présidial, fils de feu Nicolas Bonnet, juge sénéchal de Nancras et d'Anne Bruneau, avec Marie de Saint-Clivier, fille de feu Etienne, bourgeois de Saint-Emilion, et de Marie Duhau ou Dechau, demeurant à Lamore, paroisse de Vénérand. (Minutes d'ARNAUD.)

1722. — Marguerite Bonnet, veuve de François-Ferdinand de Vidaniel, écuyer, chevalier de Saint-Louis, capitaine commandant au régiment de Sorle, demeurant à La Gontrie, paroisse de Sainte-Gemme.

1612. — Jean Bonnin, marchand, demeurant au bourg Saint-Etienne-d'Arvert, père de Hélie Bonnin.

1629. — Louis Bonnin, sieur de la Guillotière, receveur pour le roi à Brouage et élu de Saintonge, dispensateur des deniers destinés à l'hôpital de Brouage.

1691, 25 janvier. — Samuel Bonnin, officier marinier, demeurant à Saujon. Jeanne Gombaud, veuve de Samuel Bonnin. (Minutes d'ARNAUD.)

1716. — Henri de Lestang, curateur des mineurs de Michel Bonniot, sieur du Pible, et de Marguerite Rabotteau. (Minutes de SENNÉ.)

1615, 4 février. — Marie Ogier, veuve de François Bonnot, juge sénéchal de Pons. Antoine, Charles, François, Marie et Madeleine, leurs enfants. (Minutes de BERTAULD.)

1616. — François Bonnot, sieur du Pin, contrôleur aux prévôts des maréchaux de Xaintonge.

1696, 24 mars. — Testament de Jean Martin, sieur de Bonsonge, fils de feu Jean Martin, sieur de Bonsonge, écolier, âgé de 16 ans. Jeanne Martin de Bonsonge, sa sœur, femme de Pierre Riché, contrôleur au bureau des fermes du roi à Saint-Savinien. (Minutes d'ARNAUD.)

1708, 15 août. — Testament olographe de Jean Bordage,

prêtre, prieur, curé, seigneur commandataire de Gémozac, cy devant conseiller aumônier du roi : lègue à l'hôpital de la Charité de Saintes toutes ses obligations contre ses paroissiens pour les dimes de vigne (à deux exceptions près), à la charge de fonder un lit en son nom : il prie de donner du temps à ses paroissiens et de les traiter le plus doucement possible ; il lègue aux trois filles aînées de la baronne des Etangs, ses parentes, tout ce que lui doit Joseph Gillibert, sieur de Vassigny, son parent ; il donne à la cadette (Mlle de Némond) ses meubles, savoir vaisselle d'argent, d'étain, linge, lits, tapisseries, tableaux, estampes, statues, batterie de cuisine, statues de son parterre avec leurs piédestaux, orangers, fleurs ; désigne M. Dussault comme exécuteur testamentaire, à défaut de M. Soulard ; donne 400 livres pour 1.000 messes ; aux pauvres de sa paroisse, son grain, son vin ; ses ornements à Notre-Dame d'Aubeterre. Veut être enterré à la porte de son église, dehors, sans cérémonie. (Minutes d'ARNAUD, cahiers de 1713.)

1659. — Etienne de Bordes, écuyer, seigneur de Lugerat, mari d'Anne Héraud.

(Minutes de DALIDET, 1693, acte de Cursay.)

1667, 8 avril. — Jacques de Bordes, sieur de Granchamp, gentilhomme de la Chambre du roi, demeure à Cravans.

(Minutes de GILLET.)

1694, 11 mai. — François Charron, praticien, demeurant à Mornac, ayant procuration de Jean-Louis Boscals de Réals afferme à Jacques Mesnard, marchand, la seigneurie de Mornac, 3.000 livres.

(Minutes d'ARNAUD.)

Comme pour les de Beaumont, les de Brémond et quelques autres familles bien connues, sur la généalogie desquelles il n'y a rien à apprendre, j'ai négligé beaucoup d'actes concernant les Boscals de Réals. Je ne citerai que les quatre suivants à cause de leur intérêt particulier.

1734, 16 juin. — Aumône dotale de Henriette Périne de Réals, fille de Marie Périne de Saligné, veuve de César Boscals de Réals, comte de Mornac, brigadier général des armées.

1740, 18 février. — Mariage de Michel-César Boscal de Réals, chevalier, seigneur, baron de Mornac, Breuillet, fils de César Boscal de Réals, seigneur, baron de Mornac, brigadier des armées, chevalier de Saint-Louis, et de Perrine de Saligny, marquise de la Chèse, dame de Madiolle Saint-Feurant, La Limouzinière, Chérigny, Bonnefort, âgé de 31 ans 8 mois, avec Marie-Françoise Leberthon, fille de Marc-Auguste Leberthon,

chevalier, seigneur de Bonnemie, Le Fouilloux, président lieutenant présidial, et de Louise de Gasc.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1762, 24 mai. — Procuration de Marie et Madeleine Boscals de Réals, filles mineures, émancipées par acte du 18 août 1760, Marie, novice aux Carmélites, Madeleine, pensionnaire aux Sainte-Claire, sœurs, filles de feu Michel-César Léon (*ut supra*).

(Minutes de SENNÉ.)

1776, 17 avril. — Voir Barbeyrac.

1750, 31 mars. — Mariage de Pierre Boucherie, sieur de La Motte, lieutenant au régiment de cavalerie de Maugiron, fils aîné de feu Jacob Boucherie, et de Anne de Latour, demeurant ordinairement à Saint-Cybard, juridiction de Duras, avec Angélique Vigoureux de La Roche, fille de Dominique Vigoureux de La Roche, chevalier de Brézillas, et de Hélène Dangibeaud, avec le consentement, pour lui : de Jacques Arcot, seigneur de La Roque, lieutenant colonel, Guillaume de Fleurans, capitaine, André de La Sablière, Jean-Baptiste de Romieux, Charles Beaud, lieutenant ; pour elle : son père et sa mère, Hélène Pollard, veuve de Claude Dangibeaud, grand-mère, Gabrielle Pollard, veuve de Jean Dussaud, conseiller, lieutenant civil criminel ; Joseph Vigoureux de La Roche, Hélène et Marianne Vigoureux de La Roche, frère et sœurs, Marie Brelay de Terre-Neuve, veuve de Charles Dangibeaud, tante.

(Minutes de JOBET.)

1625, mai. — Etienne Bouildron, sieur de Danchin, lieutenant général au présidial, Pierre Gombaud, sieur de Faussac, conseiller assesseur, Jean Goy, sieur de La Besne, procureur du roi, signent au contrat de mariage de François Dubreuil, huissier.

1638. — Procuration à Nathaniel Chasseloup, procureur au présidial, demeurant en la paroisse Saint-Maur, rue des Ballais, par Anne de Montaigne, veuve de Etienne Bouildron, pour affermer, moyennant 3.000 livres, pour 3 ans, les biens dudit feu Bouildron.

1693, 21 avril. — Contrat de mariage de Mathieu Bourdeille, avocat, fils de Pierre de Bourdeille, conseiller, avocat du roi au présidial, et de Catherine Martin, avec Madeleine Villepreux, fille de Jean Villepreux, procureur fiscal de la baronnie de Mornac, et de Madeleine Renouveau. (Minutes d'ARNAUD.)

1702, 6 août. — Testament olographe de Mathieu Bourdeille,

curé d'Echebrune : veut être enterré chez les pères de la Charité ; institue Mathieu Bourdeille, avocat du roi au présidial, son neveu et filleul, héritier. (Minutes d'ARNAUD.)

1706, 4 février. — Mathieu Bourdeille, avocat du roi au présidial (voir Pelluchon).

1732, 23 janvier. — Jean Bourdeille, chanoine, Catherine Bourdeille, épouse de Jacques Pelluchon, sieur des Touches, assesseur au siège de Cognac, cèdent à Jean Bourdeille, avocat, leurs droits sur l'office d'avocat du roi au présidial de Saintes, dont Mathieu Bourdeille leur père était pourvu.

(Minutes de SENNÉ.)

1733, 19 août. — Contrat de mariage de Jean Bourdeille, conseiller au présidial, fils de feu Mathieu Bourdeille, avocat du roi au dit siège, et de Madeleine de Villepreux, avec Marie-Anne Chevreuil, fille de Nicolas-Toussaint Chevreuil, avocat, et de feu Marie Catherine Bastard, avec le consentement, pour J. Bourdeille : Jean de Bourdeille, prêtre, chanoine de Saint-Pierre, fondé de procuration de Madeleine de Villepreux, sa mère. Il reçoit entre autres constitutions de dot une maison au coin de la rue de la Prison, devant les Pères Jésuites, où demeurent les dits Bourdeille. (Minutes de SENNÉ père.)

1739, 9 septembre. — Testament de Jean Bourdeille, conseiller au présidial, mari de Marianne Chevreuil. Contrôlé le 8 juin 1769.

1747. — Jean Bourdeille, conseiller au présidial, neveu de Marie Bourdeille, veuve de Jean Martin, sieur de Beauregard (Mirambeau).

1768, 7 juillet. — Testament de Marie-Anne Chevreuil, femme de Jean Bourdeille, conseiller au présidial, a quatre enfants : Marie-Thérèse Bourdeille, femme de Louis Poitevin, procureur du roi en l'élection ; Pierre Bourdeille, lieutenant au régiment de Provence-infanterie ; Jean-Nicolas Bourdeille, avocat ; Eutrope Bourdeille, soldat au régiment de Berry-cavalerie. (Minutes de SENNÉ.)

1772, 13 juin — Contrat de mariage de Jean-Nicolas-Antoine Bourdeille, pourvu par le roi d'un office de conseiller au présidial de Saintes, fils de feu Jean Bourdeille, conseiller au même présidial, et de Marie-Anne Chevreuil, avec Catherine-Michel de la Morinerie, fille d'Isaac Michel de Diconche, et de feu Catherine Cotard. (Minutes de SENNÉ.)

1781, 21 janvier. — Thomas de Bourdeille, chanoine, héritier

pour un quart de Pierre de Bourdeille, chanoine, procureur de Marie Amiaud, veuve de Mathieu Bourdeille, négociant, Marie-Anne Bourdeille, veuve de Charles Pajaud, négociant, Benigne Bourdeille, fille, habitant Mornac, aussi héritières dudit feu, leur fils et frère, vend la borderie des Croizières.

(Minutes de RÉTIF.)

1784, 24 avril. — Testament de Jean-Nicolas-Antoine Bourdeille, conseiller au présidial, mari de Catherine Michel de La Morinerie, institue Marie-Thérèse, sa sœur, femme de Charles-Louis Poitevin, conseiller procureur du roi en l'élection. Non contrôlé.

(Minutes de PETIT.)

1632, 17 août. — Contrat de mariage de Théophile Bourdois, notaire royal à (*rongé*), fils de Bourdois et de N. avec N. Tafforin, fille de N. Tafforin et de Jeanne Coudreau. Consentent pour le futur, son père, Toussaint Moullin, écuyer, sieur de La Trésorerie, lieutenant criminel au présidial, Jean Philippier, sieur du Petit Fléac, conseiller assesseur civil et criminel, Martial Humeau, conseiller, Henri Moyne, sieur de Rouffiac, président en l'élection, Jean Daniaud, procureur fiscal de la châtellenie de Montboyer, oncle. Pierre Fournier, sieur de Lescar, cousin-germain ; pour la future : sa mère, Luc Thibaud, procureur au présidial, Christophe Prieur, cousin.

(Minutes de LIMOUZIN.)

1544. — Jean Bouillaud, écuyer, sieur de Tasseran.

1669, 7 mai. — Louis Duhamel, dépositaire de l'abbaye hors-murs, passe contrat avec Marie Bergerat dit Bourguignon, cordonnier, pour prendre en apprentissage Jean Savelier, dit Hagetman, domestique à l'abbaye. (Minutes de CASSOULET.)

1690, 16 janvier. — Signature de B. Bourguignon, au contrat de mariage de François Rataud, marchand blanconnier, avec Charlotte Béchade, fille d'Alexandre, chaudronnier.

1738, 24 novembre. — Contrat de mariage de Pierre Bourguignon, journalier, fils de Jean, aussi journalier.

(Minutes de MARSAY.)

1744, 26 janvier. — Contrat de mariage de Pierre Bourguignon, garçon perruquier, veuf de Marie Moreau, fils de Jean, aussi peigneur, et de Catherine Petit, avec Suzanne Sauvignon, fille de feu François, tisseran, et de Marie Archambaud, de la paroisse de Coulonges.

(Minutes de PAPIN.)

1761, 12 février. — Guillaume Bourguignon, majeur fils héritier pour un quart de feu Michel Bourguignon, vivant maître

perruquier de Cognac, demeurant à Saintes, place Saint-Michel, garçon perruquier, étant sur le point de partir pour son tour de France, donne procuration à Jean Bourguignon, lieutenant de M. le premier chirurgien du roi, demeurant à Saintes, son frère, pour vendre, avec son autre frère et sa sœur, la lettre de maîtrise « de barbier-baigneur et étuviste réservée pour la ville de Cognac », dont leur père, Michel Bourguignon, est mort pourvu. (Minutes de DALIDET.)

1781, 17 janvier. — François (ainé), Jean et Xavier Bourguignon, enfants de Jean, maître perruquier.

(Minutes de MAILLET.)

1785, 11 avril. — Contrat de mariage de Jean Bourguignon, musicien, fils de Jean, perruquier, et de Marie Landreau, avec Eustelle Mezière, fille de Jean-Baptiste et de Jeanne Bourdigal.

An II. — Joseph-Alexandre Bourignon, perruquier, mari de Geneviève Caillaud, demeurant à la section de la Montagne.

(Minutes d'HUVET.)

Id., 13 germinal. — François-Xavier Bourignon, perruquier, mari de Jeanne-Eustelle Flandrin (vente de maison), demeurant section du Centre. (*Idem.*)

An III, 4 pluviôse. — Jean Bourignon, musicien, Xavier Bourignon, tenant pensionnat, et Etienne Mesnard, perruquier, mari de Marie Bourignon, frères et sœurs, héritiers de Jeanne Haumet, veuve de Jacques Landreau, leur aieule maternelle, vendent une maison.

1663. — Marie Bombail, veuve de François Brisson, conseiller, lieutenant du vice-sénéchal de Saintonge demeurant aux Servaux, paroisse de Saint-Georges des Coteaux.

1664, 28 juin. — Testament de Marie de Bossu (*aliàs* Bossu de Courcerac), femme de Charles de Courbon, seigneur de Longueval (lequel demeurait en 1707 au château de La Roche-courbon) habitant le couvent des Sainte-Claire, « refuge et asile salulaire de mon âme, de ma vie et de la santé de ma personne contre les atantas et percecutions qui me sont faits par mon mary ». Prie M^{me} de Berrieux, sa cousine germaine, de fournir à sa sépulture, lègue aux Sainte-Claire 18.000 livres en principal pour une messe de requiem qui sera dite tous les jours à perpétuité, sauf le lundi et le vendredi — à l'official de Soissons, 500 livres — à sa sœur Charlotte de Bossu, religieuse à l'abbaye du Treport en Normandie, 200 livres de rente — institue

Marie de Conflans, sa cousine germaine, femme de Philippe de Miremont, seigneur de Berrieux, héritière universelle.

Anne et Gabrielle de Bossu, ses sœurs, sont mortes.

Proteste contre les signatures que son mari lui a extorquées, et contre tout testament ultérieur qui ne porterait pas une prière à la vierge.

Ce testament était scellé de cachets portant des armoiries, un écusson parti de Courbon et de Bossu.

Contrôlé le 9 août 1707.

(Minutes de DALIDET.)

Bouchard d'Aubeterre. (Je réédite les observations précédentes relatives à certaines familles connues). De 1600 à 1628 on trouve des actes intéressant François, Josias, Louis, Françoise, Jeanne Bouchard d'Aubeterre.

1699. — Charlotte Dubourg, veuve de René de Bouet, écuyer, sieur du Portal, demeurant à Gic en Saintonge.

1736. — François de Bouet du Portal, mari de Anne (ou Aimée) de Luchet.

(Minutes de SENNÉ père.)

3 avril 1693. — Contrat de mariage de Jean Martin, sieur de Beauregard, fils de François M., sieur de Saint-Légery, et de feu Jeanne Simon, demeurant à Saint-Dizan de Cosnac, avec Marie Bourdeille, fille de Pierre de Bourdeille, avocat du roi au présidial de Saintes, et de Catherine Martin.

(Minutes de FEUILLETAU.)

1604. — Pierre Bourdeille, avocat, enquêteur pour le roi au présidial de Saintes, juge du prieuré de Saint-Vivien, père de Pierre Bourdeille, avocat au parlement de Bordeaux, résigne.

1611. — Pierre Boursiquot, avocat, greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Saintonge.

1617, 24 août. — Anne Ythier, veuve de Pierre Boursiquot, avocat, fait faire inventaire.

(Minutes de SANSON.)

1632. — Anne Ythier, veuve de Pierre Boursiquot.

1642. — Claire Cotherousse, veuve de Gilles Boursiquot, avocat, afferme à H. Dussaud le bois de Vizelle.

(Minutes de DEXMIER.)

1642, 25 juin. — Françoise Boursiquot, veuve de Denis Jean, procureur au présidial, inventaire.

(Idem.)

1784, 23 décembre. — Contrat de mariage de Pierre Boutelleau, avocat, maire de Cognac, fils de Denis Boutelleau, ancien entrepreneur des ponts et chaussées, et de Marie Bourguignon, avec Thérèse-Catherine Bergerat, fille de feu Jean Bergerat,

ancien contrôleur ordinaire des guerres, sieur de Dion et du fief de Lhomme, et de Elisabeth Oreau. (Minutes de PETIT.)

1637. — Pierre Bouyer, avocat à Saintes.

30 mai 1756. — Testament de Pierre Boyer, de Laugerie, lieutenant pour le roi au gouvernement de Valence, en Dauphiné, âgé de 55 ans.

Donne à M. Faure tous les meubles de l'appartement que celui-ci lui a fait bâtir dans sa maison ; à M^{me} Faure sa vaisselle d'argent et ses bijoux ; institue héritiers Jean-Baptiste-Simon Boyer de Laboissière, Jacques-Philippe Boyer de Saint-Georges, Louis-Hiacinthe Boyer des Cremilles, ses frères.

Mort en novembre 1750.

Ouverture le 6 janvier 1751.

1644, 24 mai. — Jean Bragny, natif du village de Mauroi, paroisse de La Mothe en Lorraine, peintre, demeurant à Saintes, reconnaît devoir 200 livres à Daniel Salle, orfèvre, demeurant à Saint-Eutrope, pour raison de paution ou dispences faites par ledit Bragny à divers fois en la maison dudit Salle.

Cette somme n'est pas encore payée le 28 janvier 1658.

(Minutes de TAMISIER.)

1681, 6 octobre. — Testament de Jean Braigny, peintre, mari de Marie Tabois ; il lui donne l'usufruit de ses biens, soit de Saintonge soit de Lorraine : Eustelle, Marie, Catherine, leurs filles ; feuë Angélique B., femme de N. Peraud, marchand, aussi leur fille. Le 20 octobre, à la requête de Marie Tabois, veuve de Jean Braigny, mention de la signification du testament à François Tourneur, échevin, procureur fiscal des cours temporelles de l'évêché de Saintes (Minutes de GILLET.)

29 octobre 1681. — Inventaire.

1608, 1611, 1613. — Jean Braud, sieur de Lespine, secrétaire de la reine Marguerite. (Minutes de SANSON.)

1614. — Jacques Braud, prêtre, vicaire perpétuel de Saint-Germain-de-Lusignan, chapellain de la chapelle fondée par Ythier Guillebeaud, à Saint-Pierre.

1630. — Jean Braud, sieur de Lespine, échevin, mari de Françoise Guenon, fille de Guy, procureur au présidial.

1631, 9 septembre. — Le même fait son testament.

1640. — Inventaire chez Jeanne Guenon, femme de Jean Sarragot, procureur, mère de Françoise Guenon, veuve de Jean Brault, sieur de Lespine, échevin, et de Elisabeth.

1682, 10 janvier. — Procuration de Charles de Brebut, écuyer,

seigneur de la Tour-Blanche, Pellisson et autres lieux (signe La Tour-Blanche) à Jean-Louis de Lubersac, écuyer, seigneur de La Foucaudrye, de faire payer une somme de madame d'Escurat (Angélique-Accarie du Bourdet, femme de Civrac, dont Gilles Marsaud fut tuteur). (Minutes d'ARNAUD.)

1711. — Pierre-Sébastien Brehon, ancien échevin, père de René Brehon, avocat, mari de Eustelle Arnaud.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1704, 1^{er} mars. — Contrat de mariage de René Brehon, avocat, fils de Sébastien, ancien échevin, et de Marie de Laiguillon, avec Eustelle Arnaud, fille de Jacques, notaire et procureur en l'élection, et de Marie Bruslé.

Consentent pour lui : père et mère, Jean de Laiguillon, commissaire des montres de la maréchaussée de Saintonge, cousin, Alexandre Homeau, prêtre, prieur de Saint-Nicolas de l'île d'Oleron, curé de Sainte-Colombe, cousin, Marie Brehon, tante ; pour la future : père et mère, Marc Arnaud, bachelier en théologie, frère, Marianne Arnaud, sœur, Louis Bruslé, procureur du roi de la communauté de Saintes.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1714 (n° 18). — René Brehon, écuyer, procureur du roi en la maréchaussée de Saintonge, et avocat au présidial, mari de Eustelle Arnaud, fille de Jacques Arnaud, notaire.

(Minutes de PROUTEAU.)

René Brehon, avocat, mort en mai 1721, laissa Sébastien, Jacques, René-Ignace, Marie-Anne, Marguerite-Thérèse, Eulalie, Marie-Eustelle, Marie-Anne et Rose, ses neuf enfants.

1718. — René Brehon, procureur du roi en la maréchaussée, fils de Sébastien, apoticaire.

1720. — René Brehon, avocat, héritier de Sébastien, échevin.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1727. — Marie Brehon, veuve de Daniel Gourgue, procureur.

1665, 16 avril. — Contrat de mariage de Paul Brejon, procureur fiscal de la commanderie des Epaux, demeurant au bourg des Epaux, paroisse de Meursac, fils de Jean Brejon, juge sénéchal de la commanderie, et de Marguerite Raoul, avec Anne Rangeard, fille de Jacques Rangeard, avocat au parlement de Bordeaux, et de Jeanne Forestier.

Consentent pour Brejon : père et mère, Jean-André, Jean Baudoin, marchands, Pierre Fontaine, docteur en théologie, beau-frère (sic), Moïse Marchais, sieur Boisgiraud, président

en l'élection de Saintes, cousin, Paul Bréjon ; pour A. Rangeard : père et mère, Jean Rangeard, frère, Paul Forestier, avocat, Daniel Soular, procureur au présidial, oncle par alliance, François Murand, sieur de La Murand, docteur en médecine, Michel et Nathaniel Barraud, maistre apothicaire et chirurgien, cousins-germains, Jacques Forestier, sieur de La Cour.

(Tous les Forestier signent Fourestier.) (Minutes de GILLET.)

1679. — Paul Brejon, sieur d'Amblaud, mari d'Anne Rangeard, fille de Jacques Rangeard, sieur de Fontromand.

1741, 24 décembre. — Contrat de mariage de Pierre Gallocheau, marchand, fils de Bernard Gallocheau, ancien notaire, et de Marie Dufour, avec Jeanne Bréjon, fille de feu Samuel-Alexandre Brejon de la Martinière, avocat, et de Jeanne Ardouin.

1751, 14 décembre — Contrat de mariage de Mathieu Bréjon, procureur, fils de feu Isaac Bréjon, notaire, et de Suzanne Blanc, avec Thérèse-Rosalie Charrier, fille de Jean, avocat, et Marguerite Chateaneuf.

Suzanne Leblanc, veuve de David-Isaac Bréjon, avocat.

1743, 17, 25 juillet, 8 août. — Inventaire par Jeanne Ardouin, veuve de Samuel-Alexandre Brejon de La Martinière, avocat.

Delys estime les livres. Beaucoup de livres, très long inventaire. *Logique de Port-Royal*, 20 sols, *Pensées de Pascal*, 1671, 40 sols ; *Paraphrasis....* Vigneo, 1638, 20 sols ; *Commentaire...* par Maichin, Saintes, 1708, 50 sols ; *Commentaire.....* par Dusault, relié en 2 volumes, avec papier interfolié, 4 livres. — Faïances du pays. (Minutes de SENNÉ.)

1748, 3 juillet. — Contrat de mariage de Samuel-Alexandre Brejon, sieur de La Martinière, avocat, fils de feu Alexandre et de Jeanne Ardouin, avec Marianne Brejon, fille de Paul, sieur des Brandes, et de Catherine Moré.

1750. — Anne-Ursule Brejon, sœur de Samuel-Alexandre Brejon de la Martinière, avocat.

1763, 10 avril. — Marie-Anne Brejon, veuve de Michel Perreau, avocat au présidial, demeure rue Saint-Maur, fonde 60 messes pour elle et son mari, à Saint-Maur ; Jean-Baptiste Faur, curé, Pierre Toussaint, libraire-imprimeur, Barthelemy Barthelemy, procureur. fabriciens ; donne 1000 liv.

1779, 11 mars. — Testament de Marie-Anne Brejon, veuve

de Michel Perraud, avocat, pas d'enfants, institue héritiers ses six nièces, enfants de Mathieu Brejon, greffier de la juridiction consulaire et Thérèse-Rosalie, arrière-nièce, fille de feu Mathieu Brejon, greffier de la Bourse, neveu ; Mathieu-Gabriel Brejon, avocat, arrière-neveu, fils de Mathieu ; André Robin, procureur au parlement de Bordeaux, Paul Robin, de Genouillé, dame Robin, veuve Cauroy et Marie-Anne Robin et Ursulle Brejon, femme de Boureau. (Minutes de PASQUIER.)

(A suivre).

CH. DANGIBEAUD.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS

N° 812. — Nous serions reconnaissant à un de nos confrères de dire s'il connaît des minutes d'un notaire royal à Saintes, en 1634, nommé Romeny, ou nom approchant. B.

N° 813. — En 1802, Vanderquand avait composé la biographie de Bourignon. Le manuscrit existe-t-il encore dans quelque bibliothèque privée ou publique ? B.

N° 814. — La haute cour de Leipzig a jugé le mois dernier (novembre) un procès d'espionnage dans lequel deux officiers anglais étaient impliqués. Il s'agit des espions de Borkum. On a écrit que le procès avait surtout de l'importance à cause de la qualité du principal accusé : le capitaine Trench, cousin du colonel d'artillerie Trench, lequel « descend d'une des plus vieilles familles de Saintonge, les comtes de Trench, qui émigrèrent en Angleterre » après la révocation de l'« Edit de Nantes ». Quelle est cette famille saintongeaise de Trench ! Si le nom a été modifié par l'orthographe anglaise, quel serait le véritable ? VICTOR R.

RÉPONSES

N° 809. — *Devise de Saintes.*

Il n'a pas été répondu à la question posée dans le numéro d'août : A quand remonte, et que signifie la devise de Saintes : *Aultre ne veux ?* (Cf. Revue, XXI, 36).

N'aurait-elle pas, par hasard, été sinon imaginée du moins attribuée à la ville par Louis Audiat ? Il en a agi de la sorte pour Montendre dont il donne (*ibidem*, p. 40), le blason colorié, avec cette devise, d'ailleurs fort bien trouvée, et qui mériterait de remonter au moyen âge : *Faut plus haut que mont tendre*. Cette devise, il l'avait déjà imputée à Montendre en 1894, pour la fête qu'y célébra la Société des Archives en commémoration du combat de 1402 ; et, comme personne n'avait protesté, notre regretté président la lui colloqua définitivement dans son article précité sur les armoiries de Saintonge et d'Aunis.

Grâce à l'initiative du maire, M. Marchand, le blason et la devise ont été sculptés au-dessus de la porte principale du groupe scolaire édifié en 1908.

J'ajoute une remarque. Ce blason composé par Louis Audiat est : parti, au 1 gironné de vair et de gueules (qui est Harpedane de Belleville) ; au 2 burelé d'argent et d'azur de 10 pièces, à 3 chevrons de gueules brochant sur le tout (qui est La Rochefoucauld).

Cette dernière famille qui a possédé Montendre pendant trois siècles, jusqu'en 1742, est toute indiquée ; mais la première s'explique moins, à mon avis, n'ayant eu Montendre que de 1398 à vers 1429, par confiscation sur les Anglais. L'autre partie de l'écu aurait pu être prise, soit au sceau d'Alain de Montendre, en 1300 et 1350 semé de trèfles au lion brochant dans un encadrement gothique (*Bull.*, VII, 307), qui rappellerait pour la ville le souvenir des seigneurs de son nom ; soit aux armes de Durand de Villegagnon, qui n'a possédé Montendre, que de 1742 à 1756, mais qui a fondé en janvier 1753, l'hospice. (*Arch.* XXIII, p. 124), dont les revenus sont encore touchés, malgré les révolutions et les dévolutions.

Dans cet ordre d'idées, Montlieu aurait pu avoir le blason écartelé des armes de ses seigneurs successifs : les Saint-Gelays, les Chabot, les Melun d'Espinoy, les Rohan-Soubise, avec sur le tout l'écu des chevaliers de son nom ; un lion dans un quadrilobe ; et faisant allusion à l'ancien vocable, Mons Leudonis, devenu Mons Léonis, Montléon, on lui supposerait pour devise :

MON LIEV : MONT DV LION

CH. VIGEN.

N° 811. — On a demandé un exemplaire de la lettre d'invitation à une distribution de prix à l'Ecole centrale de Saintes

TALENT.

(Ici une vignette représentant
la façade d'un Temple à cinq
colonnes, celle du milieu man-
quant on aperçoit au loin une
tour flanquée de mur: de chaque
côté un arbre).

GLOIRE.

RÉPUBLIQUE DES LETTRES.

LE PREFET DU DÉPARTEMENT DE LA
CHARENTE-INFÉRIEURE ;

AU NOM DE LA LOI ET DU GOUVERNEMENT,
d'après le jugement rendu par le Jury et les
Professeurs de l'École centrale,

DÉCERNE, à titre de récompense honorifique
et classique, le présent *premier*

prix composé de neuf volumes

au C. en *Eutrope Drilbon*

né à *Saintes*

âgé de *soix* ans, élève de la classe
de *Grammaire Générale*

pour sa composition du 15 *Thermidor* an 8

persuadé qu'il persévérera dans l'honorable
carrière qu'il vient de s'ouvrir avec tant de
succès, et que secondant par des travaux
opiniâtres, des méditations assidues, l'heureux
essor d'un génie précoce, il fera tous ses efforts
pour être un jour compté au rang des Grands
Hommes qui honorent les Lettres, illustrent
leur siècle, et servent avec gloire leur Patrie.

Fait à Saintes, le 30 *Thermidor*, an 8 de
la République française, une et indivisible.

Français.

sous la Révolution. Je n'en ai pas. Mais voici la reproduction d'une pancarte imprimée et complétée à la main, qui est bien la sœur jumelle de la lettre, rédigée dans le même pathos. Elle est collée sur la couverture du premier volume des *Œuvres de M. Thomas*, de l'Académie française (imprimerie Didot aîné, 1792, in-16), et mesure 170 millimètres de haut sur 90 de largeur.

CH. D.

LIVRES ET REVUES

LOUIS DE RICHEMOND. — *Les Rochelais à travers les siècles.*

Depuis quelques années, le goût des études d'histoire locale semble se répandre de plus en plus dans le public ; avec les progrès de l'instruction primaire, les populations commencent à s'intéresser d'avantage au passé de leur ville natale. Peut-être le développement du tourisme n'est-il pas étranger à ce mouvement. La maison Jouve aura le mérite de l'avoir favorisé en provoquant la publication d'une collection de monographies destinée à vulgariser les travaux de ce genre.

C'est ainsi qu'ont paru les ouvrages de M. Réveillaud et de M. A. Mesnard, sur Saint-Jean-d'Angély, et de M. Duprat sur Rochefort.

Il était réservé à l'un de nos érudits locaux les plus distingués, M. Meschinot de Richemond, de dégager dans ses grandes lignes la physionomie générale de la ville de La Rochelle, et d'en esquisser brièvement l'histoire à laquelle il a consacré sa longue carrière d'archiviste de près d'un demi-siècle.

Le volume débute par un précis historique déjà connu, dû à la plume d'un écrivain de valeur doublé d'un savant, M. de Quatrefoies de Bréau. On relit toujours avec plaisir ce premier chapitre des « Souvenirs d'un naturaliste ».

Nul n'a jamais donné en quelques pages une vision d'ensemble à la fois plus juste et plus vivante du glorieux passé de cette ville qui fut une véritable petite république, avant le siège de 1628.

Quant à l'œuvre même de M. de Richemond, c'est un travail de vulgarisation rédigé avec une parfaite connaissance des sources. C'est d'abord un guide sûr, qu'apprécieront non seulement les étrangers, mais les Rochelais eux-mêmes. Le lecteur

y trouvera une foule de chapitres intéressants, notamment sur « La Rochelle, cité de refuge et ville de sûreté », « la Rochelaise à travers les âges ». Quelques épisodes habilement choisis et souvent peu connus, viennent augmenter encore l'attrait de l'ouvrage. On lira avec curiosité tous les détails du « voyage périlleux et hasardeux », raconté par Bruneau de Rivedoux, le banquet de la pelote du roi, la fête militaire de l'Ascension (1615) et la fête de l'agriculture (1796).

Mais dans cette course rapide à travers le passé, l'auteur de ce travail a pensé qu'il était bon, avant tout, de signaler les nobles exemples de constance et d'intrépidité que les Rochelais ont toujours donné dans les siècles passés, notamment aux époques les plus critiques de leur histoire.

S'il a jugé à propos de laisser de côté la vie des marins rochelais qu'il a retracée dans un ouvrage paru récemment, il a voulu par contre insister plus particulièrement sur les mérites, trop souvent oubliés, de ceux qui se sont illustrés par leurs travaux scientifiques, artistiques ou littéraires, et dont les noms peuvent se lire tous les jours aux plaques des rues. Bien des leçons utiles à mettre sous les yeux des générations présentes et futures, se dégagent de leur biographie, car comme l'a bien fait ressortir M. Eugène Réveillaud dans la préface de son histoire de Saint-Jean d'Angély, c'est le grand avantage des monographies de nous offrir des exemples mieux à notre portée que ceux des grands personnages de l'histoire de France.

Ajoutons que lorsqu'on connaîtra mieux l'histoire locale et ce que nous ont légué les siècles passés, on respectera davantage tout ce qui contribue à en perpétuer le souvenir. Les municipalités comprendront l'intérêt qu'elles ont à conserver à leur ville tout ce qui lui donne une physionomie propre, et constitue son originalité. Bien des actes de vandalisme seront peut-être ainsi évités.

J. P.

SOENEN (Maurice). — *La Pharmacie à La Rochelle avant 1803. Les Seignette et le sel polychreste.*

On a dit beaucoup de mal des thèses, on les a beaucoup décriées, on a répété très souvent et depuis longtemps qu'on devrait les supprimer parce qu'elles sont totalement inutiles. Il est possible, il est probable qu'il y a du vrai dans ces critiques, mais il n'en est pas moins exact que, chaque année,

quelques-unes au moins constituent des œuvres de valeur, saines et dignes d'être conservées (1).

M. Soenen en se donnant comme sujet de thèse de doctorat l'histoire de la pharmacie à La Rochelle a certainement rendu un service signalé à l'érudition et a fait preuve de solides qualités d'historien qui lui ont valu la haute récompense du prix de thèse de la fondation Godard. Ces sortes de sujets renfermés dans les limites étroites d'une seule ville, — cette ville fût-elle La Rochelle ! — présentent de nombreuses difficultés. L'auteur se heurte la plupart du temps à une grande pénurie de documents. M. Soenen n'a pas échappé à cet ennui. Il n'a pu remonter plus haut que l'extrême fin du XV^e siècle. Le premier apothicaire connu est en effet Jean Guérin (1471), de même que la première corporation d'apothicaires rochelais date de 1516 seulement. Elle était composée de marchands qui vendaient surtout des « épiceries », voire des articles d'éclairage. Les premiers statuts portent la date de 1601... Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de la vie publique de ces ancêtres des pharmaciens actuels. A La Rochelle, peut-être plus qu'ailleurs, on assiste à la lutte âpre et acharnée des apothicaires catholiques contre les apothicaires protestants. Le contraire serait étonnant. C'est un effet des idées du temps, que l'on blâme aujourd'hui, que l'on trouve absurdes, mais qui, en somme, ne disparaissent jamais. Elles se transforment. Si la tyrannie cesse d'un côté, elle s'installe d'un autre. Elle change d'objet ou de côté. L'histoire des Seignette, un des plus intéressants chapitres de ce volume, fournit un exemple d'une famille en butte à l'hostilité de confrères animés de sentiments hostiles où la jalousie entre pour une bonne part. Les Seignette étaient protestants et en outre inventeurs d'un sel qui, après avoir acquis une très grande vogue, a été conservé dans le codex français sous le nom de *Sel de La Rochelle* et *Sel de Seignette*, et jouit encore de la faveur du public en Angleterre et surtout en Amérique. Au fond de la haine des apothicaires rochelais contre les Seignette il est facile d'apercevoir beaucoup d'envie, de vexation provenant d'intérêts froissés, mieux encore la lutte de la vieille école des polypharmques contre la doctrine nouvelle des chimistes. C'est l'éternelle histoire des vieux errements qui se débattent contre une découverte qui les renverse. Les Seignette avaient inventé et débi-

(1) Voir plus loin le compte rendu sur la thèse de M. Passérat, p. 383.

taient en grande quantité un remède qui nuisait considérablement aux médecines jusqu'alors réputées excellentes, préparées et vendues par tous les apothicaires, suivant des méthodes séculaires. Les Seignette procédaient autrement; ils réussissaient mais gardaient leur secret et le monopole du produit nouveau. *Inde iræ*. Si à ce sentiment — très humain — viennent se joindre les suggestions mauvaises qu'inspire la défense d'idées philosophiques et religieuses fortement enracinées, toujours intransigeantes, on peut s'attendre à des actes qu'il n'est possible de juger sainement qu'en se pénétrant de l'esprit régnant au moment où ils s'accomplirent. Il est évident que les mots liberté religieuse, liberté commerciale, dans le sens où nous les entendons, auraient parus des monstruosités sous Louis XIV. On peut blâmer bien des excès, au nom de la justice et du bon sens, mais on doit en excuser beaucoup si on tient compte des idées du temps. Il est probable que les Seignette auraient moins souffert de la jalousie de leurs confrères s'ils avaient appartenu à la seule religion reconnue, mais ils auraient essuyé bien des tribulations quand même, parce que le succès de leur invention portait un préjudice considérable au commerce des remèdes habituellement employés. M. Soenen ne désespère pas de voir renaître un jour ce succès et le sel polychreste remis en honneur, — sous un autre nom sans doute, — mais est-il bien sûr que les vieux pharmaciens ne critiqueront pas le jeune confrère qui ressuscitera cette « spécialité » de la vieille pharmacopée ?

Revue scientifique. — La *Sancenique* réhabilitée.

Les médecins modernes, après avoir fait fi des propriétés de la Santonine, parce qu'ils ne croyaient pas aux vers, sont en train de se convertir aux pratiques des « vieilles bonnes femmes ». Un médecin russe, M. Metchnikoff, a établi en 1901 que l'appendicite est due parfois à des vers intestinaux, auxquels une armature buccale très puissante permet de se fixer énergiquement à la muqueuse de l'intestin, et d'y faire, par conséquent, des lésions qui sont autant de portes ouvertes aux microbes pathogènes, le parasite faisant fonction de lancette d'inoculation. Quantité de médecins refusèrent naturellement d'admettre cette étiologie et les conséquences qui en découlent.

Mais les observations faites depuis cette époque, ont mon-

tré l'importance de cette découverte. Les vers intestinaux, ascarides, tricocéphales et oxyures, etc., réputés, jusqu'en ces dernières années, comme innocents et traités comme tels, sont aujourd'hui reconnus comme les agents provocateurs les plus actifs de l'appendicite et de la fièvre typhoïde. On a rencontré le tricocéphale chez 92 pour 100 de typhiques, 95 pour 100 porteurs d'helminthes, alors que les sujets sains n'en ont que dans la proportion de 28 pour 100. Ce qui fait dire à M. Alb. B... dans la *Revue scientifique* du 15 octobre 1910 : « Il est fort probable que la plus grande fréquence de cette affection à notre époque tient en partie à ce que nous avons laissé tomber en désuétude une vieille coutume de nos pères qui avaient l'habitude, en effet, de prendre de temps en temps des vermifuges et en administraient très fréquemment aux enfants..... Il n'y a, d'ailleurs, pas lieu de s'inquiéter outre mesure du péril vermineux..... Lorsqu'on en a constaté la présence chez un individu, il n'est pas difficile, en général, de l'en débarrasser. Il suffit, ainsi que l'a conseillé M. Metchnikoff, de lui ingérer des doses massives de thymol, ou bien, pour certains vers, d'utiliser des vermifuges comme la santonine mais peut-être vaudrait il mieux encore imiter nos ancêtres et absorber périodiquement des vermifuges. » Eh oui ! Les mères et grand'mères, il y a seulement quarante ans, au renouveau de la lune, apportaient le matin, à jeun, à chacun de leurs enfants, ou petits enfants, petits et grands, une tasse de la vieille, de l'archi-séculaire *sancenique* ou une cuillerée d'huile d'olive, additionnée d'un jus de citron. Les enfants prenaient le remède avec plus ou moins bonne grâce, mais ils l'avalait et s'en trouvaient bien. Les médecins souriaient ironiquement quand on leur parlait des parasites intestinaux et du moyen de les chasser. Cependant, lorsqu'ils devaient se rendre à l'évidence, ils prescrivaient le calomel, c'était plus scientifique. Voilà l'antique plante santone, que les Romains utilisaient, en train de revoir des jours de vogue !

En Haïti, par Eugène Aubin. Armand Colin, 1910, p. 170.
— « Il existe..... dans les mornes du Sud, une nouvelle Saintonge et une nouvelle Gascogne, du côté de l'Archaye..... Les colons donnaient volontiers à leurs cantons les appellations de la métropole. »

Feuilles d'histoire d'avril 1910. — La guillotine trahie par Guillotin.

Le célèbre médecin donnait des pilules d'opium aux condamnés du tribunal révolutionnaire, pour leur épargner le supplice de l'attente, et diminuer les angoisses des derniers moments.

Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie, fascicule XXI.

Le R. P. H. Leclerc résume et discute les opinions émises sur les *Cavaliers au portail des églises*. — « En résumé, dit-il, les statues de cavaliers sculptées au portail des églises d'Aquitaine sont une décoration imitée de l'antique où elles représentent la victoire de divers empereurs romains, Trajan, Caracalla, Constantin. Elles se sont, au moyen âge, personnifiées probablement toutes dans Constantin, premier empereur chrétien, vainqueur du paganisme, et reproduisent avec des changements assez notables de costume, de posture, d'attributs, suivant les lieux et l'artiste, le pseudo Constantin de Saint Jean de Latran. Ce Constantin permettait, à une époque où les sujets profanes étaient interdits sur les édifices religieux, de rappeler le souvenir des fondateurs, des bienfaiteurs des églises.

Elles se voient exclusivement dans une contrée soumise à l'influence ou à la puissance des seigneurs de Melle, de Surgères et aussi de Pons et d'Aunay, dont plusieurs portaient alors le nom de Constantin. »

L'auteur dans sa liste des cavaliers oublie ceux de Matha, de Saint-Eutrope de Saintes, et du cloître de Saint-Trophime d'Arles.

Dans l'*Intermédiaire des chercheurs*, du 30 août 1910. — Quel a été le dernier ecclésiastique survivant de l'ancien régime ? A cette question M. le D^r Vigen répond : Dans la Charente-Inférieure il en est un qui a vécu jusqu'en septembre 1861. C'est J.-B. Magnès, né le 30 janvier 1764, prêtre en 1786, vicaire de Mosnac, son oncle y étant curé. Assermenté comme lui, puis réfugié en Espagne en 1792. Au Concordat, curé de Saint-Georges de Cubillao, puis de Cozes jusqu'en 1840, devient alors prêtre habitué et chanoine honoraire à Saintes, où il est mort le 3 septembre 1861, à près de 98 ans.

Dans le même numéro, M. Geoffroy, communique le placard intitulé :

LE
PARNASSE GÉOGRAPHIQUE

ou

*Manière d'apprendre sans douleur et
même avec quelque agrément les
départements de la France
par
une réunion de voyageurs en chambre à
manger et de poètes sédentaires.*

Charente-Inférieure. — La Rochelle. L'art ! Oh chez l'auvergnat, ça rend inférieur.

Charente. — Angoulême. L'ang(ou)lais me paraît une lange char(m)ante.

—
Bulletin religieux du 24 septembre 1910. — Biographie de l'abbé Jegu (1808-1884), ancien curé de Rouffiac.

—
Bulletin de la société de l'histoire du protestantisme français, juillet-octobre 1910. — *Notes sur Agrippa d'Aubigné. Les nouveaux convertis dans la Saintonge et l'Aunis* (1695-1700) documents inédits publiés par M. Delavaud qui les a extraits des archives de la marine, de la bibliothèque de la marine, à Rochefort.

—
Revue de géographie, t. III, 1909. — Ce volume contient un mémoire de M. Passerat sur les *Plaines du Poitou*.

—
La Charente-Inférieure du 26 octobre 1910 et n° suivants. — Glanes rochelaises. *Le cours Richard*, par M. G. Musset.

—
Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, fasc. 2. — Un article est consacré par M. de La Martinière à Adhémar de Chabannes.

BIBLIOGRAPHIE

AMBLARD (Louis-Albert). — *Mesure clinique de la tension artérielle des arythmiques*. Paris, imprimerie Levé, 1910, in-8, 11 pages avec une figure. Extrait de la *Gazette des Hôpitaux* du 31 mai 1910.

—
Annales municipales de la ville de Saintes, 1909. Saintes, imprimerie Chasseraud, 1910, in-8.

—
ATGIER (le Dr). — *L'île de Ré et côtes voisines aux temps préhistoriques, protohistoriques et à l'époque gallo-romaine*. Le Mans, imprimerie Monnoyer, 1910, in-8, 24 pages. Extrait du *Compte rendu du cinquième Congrès préhistorique de France*, session de Beauvais, 1909.

— Crânes préhistoriques de l'île de Ré (tumulus du Peu-Pierroux). Extrait des *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, séance du 6 juin 1907.

—
BÉRAUD (Armand). — *Les Béraud au collège de La Rochelle (1571-1619)*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1910, in-8, 40 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis* avec une page recomposée pour rectifier une erreur.

—
BOUTIRON ET DENIS. — *Leçons de choses appropriées à la profession du marin et du pêcheur*. Paris, imprimerie Lahure, librairie Hachette, in-16, VIII-244 pages 1910 (3^e édition).

—
BRUNET-MILLON (Charles). — *Les Boutriers de la mer des Indes*. Affaires de Zanzibar et de Mascate. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Pedone, 1910, in-8, 372 p.

—
Bulletin paroissial de Saint-Hippolyte et Trizay, mensuel. Saint-Maixent, imprimerie E. Payet, in-8 à 2 colonnes, n° 1, août 1910.

—
CLOUET. — *L'agriculture dans les Charentes*, ce qu'elle est, ce qu'elle pourrait être. Saintes, imprimerie Orliaguet.

COURCELLE-SENEUIL (C^t J.-L.). — *Les Dieux gaulois d'après les monuments figurés*. Paris, Leroux, 1910, in-18, 430 pages, 112 gravures et 11 planches hors texte.

A plusieurs reprises, dans cette *Revue*, nous avons signalé, en citant des passages des articles de l'auteur, les idées hardies, osées, aventurées, fantaisistes de M. C.-S. Il ne nous appartenait pas d'en faire une critique plus étendue. Mais voici que ses hypothèses sur la mythologie celtique, sont appréciées par des savants compétents et réduites à leur juste valeur. Comme la Saintonge est souvent mêlée aux dissertations de M. C.-S. sur l'étymologie des noms et sur l'essence des divinités, il est bon de connaître leur mérite.

Un savant allemand, le professeur E. Windish, de Leipsig, écrit ces quelques mots dans la *Revue archéologique*, 1910 (tome XVI, p. 159): « Un livre récent de M. C.-S., *Les Dieux...* m'a quelque peu déçu, mais du moins on y trouve une quantité de gravures intéressantes qui ne sont pas réunies ailleurs si commodément. »

M. Dottin, dans la *Revue Celtique* (t. XXXI, p. 383), remercie « l'auteur d'avoir mis à notre disposition un atlas des monuments figurés relatifs aux religions de la Gaule, mais nous ne pouvons, dit-il, que regretter qu'il ait contribué à encombrer de notions contestables ou fausses la science de l'antiquité celtique qui n'en a jamais manqué ». Suivent deux pages de critiques qui se résument ainsi: « Une série d'affirmations sans preuves, sans lien apparent entre elles et conduisant à de bizarres conclusions ». « M. C.-S. ajoute M. Dottin, n'est pas l'inventeur de cette sorte de linguistique qui a sévi en France pendant le XVIII^e siècle et une partie du XIX^e, mais je n'aurais jamais cru qu'en 1910 on puisse encore trouver quelque plaisir à remplir un livre de ce fatras inutile ou nuisible. ». De sorte que si nous voulons nous renseigner sur la mythologie celtique il nous faudra consulter le livre de M. C.-S. pour les images (Coût, 5 francs !) et ceux (moins chers et meilleurs) de MM. Dottin et Renel pour les explications. L'important c'est d'être prévenu.

DANGIREAUD (Charles). — *Sur l'orthographe du mot Xaintes*. La Rochelle, imprimerie nouvelle Noël Texier, 1910, in-8, 21 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

— *L'Ecole de sculpture romane saintongaise*. Paris, imprimerie nationale, 1910, in-8, 43 pages et 18 planches figurent dans le texte. Extrait du *Bulletin archéologique* avec un supplément en texte, en planches et en figures.

DU PAN (Louis). — *Le Contrat d'assurance contre l'incendie et le droit fiscal*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Pedone, 1910, in-8, 144 pages.

DUPLAIS DES TOUCHES (Antoine). — *Fouras et ses environs*, histoire complète, cartes, plans et dessins, par A. Duplais-Des-touches. Liège, imprimerie de H. Vaillant-Carmanne, 1910, in-16, 8-320 pages. Publié par M^{me} Léonie Duplais.

FAUCONNIER (Gabriel), avocat. — *Le Mécanisme de l'intelligence*. Bergerac, imprimerie J. Castanet, en vente chez l'auteur, 1910, in-16, 36 pages, 1 fr. 50.

FRANCK (Daniel). — *Responsabilité des architectes et des entrepreneurs*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Pedone, 1910, in-8, 188 p.

FROMAGET (D^r Camille). — *Irido-Choroidite tuberculeuse guérie par la tuberculine* T. B. K. Angers, imprimerie G. Grassin, in-8, 8 pages. Extrait de l'*Ophthalmologie provinciale*, juin 1910.

GARAUD (Marcel). — *Essai sur les institutions judiciaires du Poitou, sous le gouvernement des comtes indépendants (902-1137)*, d'après les cartulaires. Poitiers, imprimerie Bousrez, 1910, in-8, XV-188 pages.

GAUBERT (Ernest). — *Figures françaises*, A. de Rivarol ; Eugène Fromentin, etc., avec bibliographie. Paris, nouvelle librairie nationale, un vol. in-16, 1910.

GILLES (F.). — *Manuel théorique et pratique des actes sous seing privés*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Colombes, chez l'auteur, 1910, in-8, 102 pages.

GUÉRARD (H.). — *De l'assistance judiciaire des étrangers en France*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Rousseau, 1910, in-8, 144 pages.

GUILLON (J. M.). — *Les vins et eaux-de-vie de vin à l'Exposition... de Bruxelles en 1910*. Paris, imprimerie Levé, 1910. Extrait de la *Revue de la Viticulture*.

JOANNE. — *Royan, Pontailac, Saint-Palais, Saint-Georges de Didonne, Meschers, Saujon, Ronce-les-Bains, Saint-Trojan*,

île d'Oleron, Soulac, Montalivet-les-Bains. Coulommiers, imprimerie Brodard. Paris, librairie Hachette, 1910, in-16, 61 pages, 18 gravures, 5 cartes, 1 plan.

JOUBERT (Joseph). — *Bouquet de La Grye* (1827-1909). Angers, imprimerie Grassin, 1910, in-8, 43 pages.

La Rochelle et son arrondissement, guide publié par le Syndicat d'Initiative. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1910, in-16, 72 pages, carte, plan, gravures dans le texte. Couverture illustrée.

LEMONNIER (abbé P.). — *L'Organisation du clergé en 1803*, dans le département de la Charente-Inférieure. La Rochelle, imprimerie nouvelle Noël Texier, 1910, in-8, 29 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

LOTI (Pierre). — *Œuvres complètes*, tome X. Paris, Calmann Lévy, 1 vol. in-8.

LUGUET (Marcel) et VAUCAIRE. — *Jeanne et Blanche*. Evreux, imprimerie P. Hérissé. Paris, librairie P. Lafitte, 1909, in-16, 359 pages.

MAINQUET (A.). — *L'impôt sur l'alcool et l'intérêt économique des Charentes*. Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1910, in-8, 166 pages.

NIOX (Général). — *The Hotel des Invalides* translated by Tonyge. Paris, C. Delagrave, 1910, in-16, 160 pages, figures.

PASSERAT (C.). — *Etude sur les cartes des côtes de Poitou et de Saintonge antérieures aux livres du XIX^e siècle*. Niort, Imprimerie Nouvelle G. Clouzot, 1910, in-8, 173 pages, 3 facsimilés de cartes et un tableau hors texte, cartes dans le texte.

Cette thèse sera lue avec un très vif intérêt. M. P. est d'avis que les postulants ne peuvent fournir aucune idée de la forme véritable des rivages à l'époque où leurs dessins ont été exécutés. Ils ne peuvent servir qu'en tant que nomenclature des ports. Il y a encore moins de renseignements à tirer des cartes construites depuis la fin du XV^e siècle jusqu'au XVII^e pour la géographie du continent. Les erreurs y pullulent. Dans la première moitié du XVII^e siècle trois cartes seulement doivent être retenues: les deux levés de Ré et d'Oleron faits en 1627

et la carte du marais poitevin de Siette. Il faut arriver à Colbert, aux levés de Clerville, de Sainte-Colombe et surtout de La Fardière pour trouver des levés dont la précision soit assez grande et offre des garanties sérieuses à une tentative d'histoire des côtes. Les cartes de Masse sont très précieuses. Les cartes de Cassini sont très fautives, l'histoire du littoral du marais, qui est aussi mal représenté que possible, ne peut guère les utiliser.

—
PELLISSON (Jules). — *Souvenirs mortuaires*. Lille, imprimerie Lefebvre-Ducrocq, 1910, in-8, 4 pages avec gravures.

—
ROGERY (Augustin). — *Des recours en cassation pour non application ou violation de la loi étrangère*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Rousseau, 1910, in-8, 150 pages.

—
SALVY (Georges-Henry). — *Le Risque professionnel et l'article 1382 du code civil*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Rousseau, 1910, in-8, 90 pages.

—
SOENEN. — *La pharmacie à La Rochelle avant 1803. Les Seignette et le sel polychreste*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1910, in-8, 226 pages, 13 planches (Voir le compte rendu plus haut).

—
THAVE (Ernest). — *Du registre foncier dans le nouveau code civil suisse*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier. Paris, librairie A. Pedone, 1910, in-8, 144 pages.

—
VALLES (Arnaldo de). — *L'espace aérien et sa domanialité*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1910, Librairie A. Pedone, in-8, 16 pages. Extrait de la *Revue juridique internationale de la Locomotion aérienne*.

—
VENANT (H.). — *Le château de Bois-Charmant*. La Rochelle, imprimerie Noël Texier, 1910, in 8, 16 pages avec un dessin. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

—
VIGEN (D^r Ch.). — *La Tour de Montguyon et son inscription*. La Rochelle, Imprimerie Nouvelle Noël Texier, 1910, in-8, 14 pages. Extrait du *Recueil de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*.

TABLE DES MATIÈRES

par M. CH. DANGIBEAUD

Actes de la Société : Admissions, 1, 105, 229. — Assemblée, 49. — Budget, 50.
 Amphithéâtre, dimensions, 103.
 Arbres centenaires, 3, 46, 162.
 Bernard Palissy, ses découvertes, 297.
 Bibliographie, 157, 380.
 Biographies, 379.
 Cavalier au portail des églises, 378.
 Catastrophe de Saujon, 230.
 Chanson, 98.
 Cloches (sonnerie des), 97.
 Démographie, 302.
 Distinctions honorifiques, 1, 161, 302.
 Documents : *Arrêté de 1749 contre deux ministres et 47 protestants saintongeais*, 20. — *Un testament à Condom pendant la peste de 1653*, 32. — *Lettres*, 103. — *Lettres d'invitation*, 294. — *Bénédiction de drapeaux*, 226. — *Tirage des journaux de la Charente-Inférieure*, 295. — *Minutes de notaires, notes de lecture*, 82, 141, 270, 339.
 Drapeaux, 226.
 Eglise, réparation, 162, (Voir Monuments).
 Errata, 231, 303.
 Etat-Civil. — *Mariages* : Audry-Jousset, 305. — Charrier-Mary, 7. — Courtils de Bessy-Arnoux, 109. — Dupuy-Mestreau, 306. — Fonrémis-de Tavernier, 51. — Gaillard-Givanovich, 7. — Lacour-Bergerat, 51. — La Tail-

le-Tretinville-Alix de Lestrangle, 51. — Lemaignan-Brumauld des Houlières, 305. — Mesnard (des)-Rousse, 305. — Metz (de)-de Faucher, 305. — Morange-Besson, 7. — Pandin de Lus-saudière-Olombel, 305. — Pey-relongue-Heriard, 7. — Rian-dièrre La Roche-Moreau de Bel-laing, 305. — Van der Wort de Laage, 305.
Décès : Biteau, 233. — Bouffar (M^{me}), 163. — Brard (D^r), 304. — Callot, lieutenant de vais-seau, 163. — Cousinery, 304. — Duguet (M^{me}), 6. — Dumoris-son, 108. — Dupuy, d'Angeac, 108. — Guérin (M^{me}), 305. — Inquinbert, 3. — de Laage de Meux (M^{me}), 163. — Lapelin (M^{me} de), 6. — Latour de Geay (M^{me} de), 51. — Lavaux Martin (M^{me} de), 304. — Letard, 4. — Lisch, 233. — Massougne (de), 163. — Mauny (M^{me}), 51. — Monge (de), 233. — Papillaud, 108. — Pellisson (M^{me}), 6. — Fulbert-Petit (Mgr), 4. — Péri-caud, 3. — Pic (Ossian), 108. — Rogée-Fromy, 163. — Sa-chet, 303. — Sauvé, 3. — Thé-zac (de), 3.
 Epigraphie, 299.
 Etymologie, 45, 46.
 Excursion de 1910, 234.
 Faïenceries, 48.
 Foudre (la), 97.
 Fouilles, cimetière chrétien, 2.

Généalogie : Martin de Bon-
songe, 60.
Guillotine, 378.
Huitres, 162.
Illettrés, 106.
Itinéraire, 228.
Lièvres noirs, 96.
Météorologie, 155.
Monuments, 230. — Protection,
107. — Restauration, 230, 231,
302. — Commémoratifs, 230,
302.
Musée de Saintes, 230.
Noms (changements de) : Com-
munes, 2. — Rues, 162.
Numismatique Gauloise, 2.
Papier monnaie, 156.
Pain à l'époque néolithique, 102.
Prix décernés par l'Académie, 2.
Poésie, 47, 48, 228.
Phare de La Coubre, 51.
Questions: Devise de Saintes, 227.
— La Société des amis de la
Constitution, à Archiac, 296.
— Le notaire Romeny, 370. —
Distribution de prix à Saintes,
296. — Les Trench Sainton-
geais, 370. — Vanderquand
biographe, 370.
Réponses : Chanson, 98. — Lieu
de naissance de Boyveau-Laf-
feteur, 98. — Devise de Saintes,
370. — Distribution de
prix, 371.
Révolution : Clergé, déportation,
48.
Saintes : Bibliothèque, 217. —
Maisons, 8, 9, 13, 216, 217. —
Places, 12. — Plan archéo-
logique, 1. — Préfecture, Sous-
préfecture, 9, 18.
Sancénique, 378.
Tableaux, 3, 230.
Théâtre (pièces de), 2, 99, 163,
302.
Théâtre local (*Aïda*), 3, 230.
Topographie, 46.
Villa d'Ausone, 157.
Villes disparues, 48.
Variétés : Autel ou base de co-
lonne, 260. — Les Béraud au
Collège de La Rochelle, 164,
245. — Un vieux carrosse, 306.
— Le château du Bois Char-
mant, 112. — Justices de paix
de Saintes, 27, 134, 204, 262,

327. — Napoléon I^{er} à Saintes,
7. — Nicolas Poussin est-il ve-
nu en Saintonge ? 323. — Or-
ganisation du clergé en 1803
dans la Charente-Inférieure, 52,
123, 199. — Sur l'orthographe
du mot Xaintes, 182. — Tribu-
nal révolutionnaire de Roche-
fort, 308.

Livres et Revues : *Annuaire Bul-
letin de la Société de l'Histoire
de France*, 300. — *Annales po-
litiques et littéraires*, 47. —
*Bulletin historique et philo-
logique*, 155. — *Bulletin de la
Société archéologique du Li-
mousin*, 103. — *Bulletin de la
Société historique du Périgord*,
48. — *Bulletin religieux*, 379. —
*Bulletin de la Société de géo-
graphie de Rochefort*, 157, 300.
— *Bulletin de la Société de
l'histoire du protestantisme*,
228, 379. — *Charente-Inférieu-
re*, 300, 379. — *Chemin de la
vie*, 153. — *Le Clairon*, 48. —
Les Contemporains, 48. — *Cor-
respondant*, 102. — *Diction-
naire d'histoire et de géogra-
phie ecclésiastiques*, 379. —
*Dictionnaire d'archéologie chré-
tienne et de liturgie*, 378. —
En Haïti, 377. — *Feuilles d'his-
toire*, 378. — *Intermédiaire des
chercheurs*, 378. — *Jeanne d'Arc*,
101. — *Journal de Royan*, 48.
— *Lettres de Louis XI*, 228.
— *Le mois*, 228. — *Mémoires
de la Société Eduenne*, 41
(Guillemardet). — *La Pharma-
cie à La Rochelle avant 1803*,
374. — *Le Progrès*, 48. — *Re-
cueil de la Commission des
Arts de la Charente-Inférieure*,
48, 299. — *Revue Africaine*,
228. — *Revue archéologique*,
103. — *Revue des Etudes an-
ciennes*, 102. — *Revue de Geo-
graphie*, 379. — *Revue Scien-
tifique*, 46, 297, 376. — *Les Ro-
chelais à travers les siècles*,
373. — *Romania*, 45. — *Saint-
Jean-d'Angély sous la Révo-
lution et jusqu'à l'époque con-
temporaine*, 147. — *Saint-Mai-
grin*, 36.

GRAVURES : *Alda à Saintes*, 230.
— *L'ancienne cure de Cunault*,
234. — *Le château de Bois-
Charmant*, 112. — *Portrait de
Mgr Fulbert Petit*, 4. — *Sceau*,
296.

AUTEURS : Beraud (Armand),
182, 253. — Brejon, 41. — Bures
(Maurice), 245. — C... (G. de),
82. — Chaudruc de Crazannes,
232. — Codorniu, 102. — Dan-

gibeaud (Charles), 83, 147, 196,
262, 293, 308, 327, 370, 373. —
Dyonet, 155. — Guerin, 20, 32,
140, 153, 226, 269, 338. — Laver-
ny, 36. — Lemonnier (abbé),
60, 134, 204, 323. — Pandin de
Lussaudière, 307, 374. — Pel-
lisson (Jules), 295, 296. — Re-
gelsperger (G.), 111. — Savi-
neau, 98. — Venant (H.), 123.
— Vigen (Dr Ch.), 26, 98, 371.

TABLE ONOMASTIQUE

A

- Abbare**t (Guillemin), marchand, 83.
Abillon (Josué d'), écuyer, 83 et s.
Abzac de Mayac, 357.
Accarie du Bourdet (famille), 84, 85.
Achard (des), 86, 87.
Adour, rivière, 46.
Adrien, notaire, 115.
Affaneur (Jacob), 87 ; — (Daniel), 87 ; — (Catherine), 87.
Agard, 348.
Agen (Lot-et-Garonne), 53, 133.
Aigrefeuille (Charente-Inférieure), 55, 126, 133.
Aigron (François), écuyer, 87.
Aguesseau (d'), intendant, 103.
Aiguières (d'), 88, 120, 352.
Aiguillon (duc d'), 71.
Aimar (Thibaut), sieur de la Fremigère, 145 ; — (Mathieu), 145-146.
Aiz (Ile d'), 71, 301, 313, 317, 323.
Aiz (Bouches-du-Rhône), 199.
Alain de Montendre, 371.
Albret (François-Amanieu), comte de Miossens, 117.
Albret (Jeanne d'), reine de Navarre, 117, 174 ; — (Henry d'), 174.
Alençon (Orne), 54.
Aliénor d'Aquitaine, 189, 244.
Allain (famille), 88 et s.
Allain-Targé (Mme), 240.
Allaire (famille), 89 et s.
Allegré Dauléde, 90.
Allenet, 359 ; — orfèvre, 90.
Allier, département, 44, 54.
Allix, graveur, 212.
Altmayer (Mgr), 5.
Amblard (Louis-Albert), 380.
Amblimont (d'), 11, 13.
Ambois (les), village, 47-48.
Amelotte ou **Amelot** (famille), 90 et s.
Amiens (Somme), 149.
Amiaud, 364.
Amiet (Anne-Catherine), 143.
Ancellin ou **Ancelin** (famille), 91 et s.
Anchoine (Charente-Inférieure), 48.
Andigné (Laure d'), 108.
André (Daniel), instructeur de la jeunesse, 93.
Angellier, sous-préfet, 9, 216.
Ançers (Maine-et-Loire), 3, 53.
Angibaud, 93, 339.
Angoulême (Charente), 53, 63, 133, 379 ; — (Isabelle d'), 244 ; — (duc d'), 19.
Annonier (Marie), 251 ; — (Pierre), procureur, 251.
Anseune (Voir *Anchoine*).
Antheaume (Jean), sieur de la Forest, 89, 93.
Antioche (Voir *Anchoine*).
Apert (Etienne), épicier, 221-222.
Appelvoisin (Jacques d'), 93.
Arcère, 228.
Archambaud, 364.
Archiac (Charente-Inférieure), 36, 55, 126, 133, 201, 296 ; — (Aymar d') 39 ; — (Blanche d'), 40 ; — (Simon d'), 37.
Archingeay (Charente-Inférieure), 121-122.
Arcot, 362.
Ardennes (château d'), com. de Fléac (Charente-Inférieure), 306.
Ardin (Mgr), 4, 199.

Ardouin (famille), 94 et s., 221, 222, 263, 369.
Ardouin (Pierre), 48, 107; — juge de paix, 30.
Argenteuil (d'), prêtre, 204.
Argenton (Deux-Sèvres), 193.
Arlès (Bouches-du-Rhône), 378.
Arnaud (famille), 95-96 et s.
Arnaud (notaire), 85, 142. — (Fr.), 300; — évêque, 188.
Arnaudeau (Pierre), chanoine, 96.
Arnauld, 223, 342.
Arnou, intendant, 64.
Arnoul, 141, 330.
Arnoux, 109-111.
Arrivé, abbé, 124.
Ars-en-Ré (Charente-Inférieure), 55.
Arthuis (Jacques-François), écuyer, 141.
Arvert (Charente-Inférieure), 48, 55, 126.
Asselin, notaire, 164.
Atgier, docteur, 299, 380.
Aubel, 210.
Aubert (famille), 141, 142.
Aubert du Petit Thouars, 214.
Aubertin (Elisabeth), 68; — (Louis), escuyer, 68.
Aubigné (Agrippa d'), 230, 379.
Aubin (Eugène), 377.
Audayer ou Audater (André), chevalier, 142.
Audiat, 102, 121, 154, 232, 264, 371.
Audote (Jean d'), 34.
Audouin (Claude), veuve, née de La Rochefoucauld, 143; — (Daniel), procureur, 143; — Jacques), écuyer, seigneur de Portal, 143.
Audry, 301.
Audry (Augustin), 305.
Auger, 143, 267.
Augereau de Croix de Bert, conseiller, 143.
Auguin, peintre, 334.
Aulnay (Charente-Inf.), 2, 55, 126, 127, 132, 133, 231, 378.
Aumont (d'), 300.
Aumoy (Jeanne d'), 144.
Ausour (Jean), architecte, 144.
Aussy (d'), 153. — (César, Jean, Jolly d'), 149.
Authon (Claude-Alexandre-Nor-

mand d'), avocat, 147; — (veuve Seguin d'), née Herbert, 144; — (Seguin d'), archevêque, 241.
Autun (Saône-et-Loire), 41, 43, 44, 54.
Averoulh de Martimon (famille d'), 144, 145.
Aymar, 145, 146, 147.

B

Babellot, 270, 354.
Babinot, adjoint, 233.
Babœuf (Emile), 12.
Bachoué ou Bachois (de), 270, 357.
Bacot, 271.
Bade (Josse), 166.
Badiſſe, 271 et s.
Baignes (Charente), 37.
Baillet, 273.
Balby de Vernon (Mme), 4.
Baliste ou Balliste, 273.
Ballodes (de), 113, 274.
Banchaud, 332.
Rar (de), 274.
Baraud, 353.
Barbeyrac de St-Maurice, 214, 274 et s., 283, 362.
Barbezieux (Charente), 35, 36, 49, 135.
Barbier, 274.
Barbofin, 275.
Barciet (de), 340.
Bareau, 275.
Barin (Pierre), 62.
Baron, 65, 379.
Baron de la Rochebaron, 275.
Barraud, 276, 369.
Barreau (Pierre de), écuyer, sieur de Girard, 147; — prieur, 128.
Barret, 276.
Barrière (de), 276.
Bart, curé, 126.
Barthelemy, 369.
Earthomé, seigneur de Barbeau, 276.
Barthou, garde des sceaux, 213.
Bascaulles (Jean), 34.
Basille de Verneuil, 277.
Bassac (Charente), 188.
Basset, 306.
Bastard, 24, 247, 363.
Bastide, sieur du Treillis, 277.
Baudet de Beaupré, 274, 277.

Bandouin ou Beaudouin, 31, 278, 279, 336, 355, 356, 368.
Baudry, 19, 206, 210, 332 et s.
Baulouet, notaire, 176.
Bauster, architecte, 105, 161.
Bautru, 276.
Bayeux (Calvados), 65.
Baynaud de Langlardie (famille), 77 et s. : — fondateur, 77.
Bayonne (Basses-Pyrénées), 122.
Bazille (de), 277.
Beauchamp (de), 74, 280, 281.
Beaucorps (de), 284 et s.
Beaud, 362.
Beaudet de Beaupré, 342.
Beaudouin, 335.
Beaulieu (de), 285.
Beaumard, 24.
Beaumont (de), 13, 14, 146, 272, 361.
Beaune (de), procureur, 264, 285 et s., 340 et s., 349.
Beaupoil de Saint-Aulaire, 356.
Beauregard, évêque, 130.
Beaussant (Auguste), avocat, 123.
Beauvais-sur-Matha (Charente-Inférieure), 150.
Béchade, 364.
Béchillon (de), 274.
Bégeon (de), 289.
Belcier (de), 289.
Bel Ebat, fief, 115.
Belfort, 162.
Belot, 290.
Bellaing (Mareau de), 305.
Belleville (famille de), 120.
Bellot, ex-instituteur, 217.
Bellou (Pierre), échevin, 90.
Belsunce (Antonin-Armand), grand loupvotier, 119.
Benasté, notaire, 331.
Benon (Charente-Inférieure), 45.
Béraud, 145, 146, 164 et s., 168, 171, 175, 182, 245, 246 et s., 249, 250, 253, 256, 290, 303, 380 : — (Armand), 182, 229, 253.
Bergerac (Dordogne), 48.
Bergerac ou Bergerat, 27, 49, 51, 292.
Bergerat dit Bourguignon, 364, 366.
Bergevin, 324, 326.
Bergonié (J.), docteur, 102.
Berjonneau, 292.
Bernard, 96, 136, 186, 293, 339.
Bernardeau, 340.

Berneret (de), 115.
Bernet, évêque, 199.
Berranger (Anatole de), 75.
Berrieux (de), 365.
Berry, 340, 341 et s., 358.
Bertault, **Bertaud**, notaire, 83, 87, 143, 344.
Bertenet (de), 344.
Berthelot, trésorier, 49, 50.
Bertholome, 344.
Berthon ou Berton, 333, 344 et s.
Berthus, 344 et s., 355.
Bertinault (Gilles), 74.
Bertrand, 348.
Bertrand d'Espules (Anne), 63.
Bertrand (Paulin), peintre, 230.
Besançon (Doubs), 4, 5, 6.
Beschet ou Béchet, 287.
Besnard (Marguerite), 327.
Bessière, 320.
Besson (Marie-Louise), 7.
Bessonnet, 321.
Bessot, juge, 319.
Bessy (de), 110.
Bestier, curé, 319.
Béthune-Charrost, 40.
Beurlay (Charente-Inf.), 105.
Bèze (Théodore de), 168, 173, 174, 256.
Bezoux père, commis d'administration, 320.
Biband (Aaron), 250.
Bibard, 345, 346, 348 et s.
Bichon, 351 et s.
Bidet de Maurville, 322, 352.
Biémont (Anne), 41.
Biétry, 353.
Bigeon (Jeanne), 143.
Bigot, vicaire, 325 ; — clerc, 353 ; — notaire, 144.
Billard, 329, 354.
Billaud, 47, 215, 348, 353 et s.
Billaud-Varennes, 312.
Billy (de), 354.
Bineau, 354.
Bion, notaire, 175, 177, 247 et s., 256.
Biré (Jacques), 24.
Birolleau, enseigne de vaisseau, 320.
Bironneau, notaire, 87, 120, 121, 224.
Bisas en Saint-Port (Charente-Inférieure), 24.
Biteau (Auguste-Mathurin), conseiller municipal, 233.

Bizet, 354.
 Blais, 357.
 Blanc, 346, 354, 355, 369.
 Blanchard, 203, 345, 355.
 Blanchon, 356.
 Blançœil, 356.
 Blanzac (Charente-Inférieure), 4, 106.
 Blavoust, ancien prieur, 134.
 Blaye (Gironde), 63.
 Blenac (comte de), 340.
 Blois (Loir-et-Cher), 220.
 Blondel, 357.
 Bobe Moreau (Jean-Baptiste), 134.
 Bobenne (de), 116, 357.
 Boibellaud, 357.
 Boileve ou Boylève, 357.
 Bois Charmant (château de), commune de Nouillers (Charente-Inférieure), 112 et s., 232.
 Bois de Landes (du), 358.
 Boismorin (de), 358.
 Boisrenaud, conducteur, 152.
 Boisseau, 358.
 Boisvin, 72.
 Bollon, 358.
 Bomarsund (Russie), 74.
 Bombail, 365.
 Bomyer, notaire, 247.
 Bon, notaire, 30.
 Bonfils (Marie-Elisabeth), 306.
 Bonaparte, 12, 14, 44, 54, 130, 133.
 Bonnaudin, 273, 355, 358.
 Bonneau de Mongaugé, 343-358.
 Bonnefoy, évêque, 199.
 Bonnegens (des), 335, 359.
 Bonnegens des Herminans, lieut. général, 151.
 Bonnegens (des), 335-359.
 Bonnerot, curé, 128.
 Bonnet, 360.
 Bonnevin (de), 360.
 Bonnin, 360.
 Bonriot, 360 : — notaire, 164, 175, 176, 256.
 Bonnodeau, assesseur, 28.
 Bonnot, 360.
 Bonny-sur-la-Roche, 129.
 Bonsonge (de), famille, 60 et s.
 Bordage, 360.
 Bordeaux (Gironde), 2, 6, 7, 13, 21, 23, 26, 49, 53, 64, 65, 116, 122, 133, 155, 199, 224, 228, 269, 302, 329.
 Bordes (de), 361.
 Borrel (A), 214.

Boscal de Réals, 11, 19, 72, 78, 274, 333, 361 et s.
 Boscamnan (Charente-Inférieure), 201.
 Bosquet, 320.
 Bossu (de), 365, 366.
 Bouchard d'Aubeterre, 366.
 Bouchard d'Esparbès de Lus-sany (Louis), chevalier, 86.
 Bouchauds (les), comm. de St-Cybardeaux (Charente), 157.
 Boucher, notaire, 164.
 Boucherie, 362.
 Bouchet, 190.
 Boudens de Vanderbourg, 343.
 Bouet (de), 366.
 Bouët du Portal (François-Christophe), 11.
 Bouffard (Alexis), conseiller général, 163.
 Bouildron, 362.
 Bouillaud, 364.
 Bouju, 67.
 Bouquet, 348.
 Bouraud, pharmacien, 8.
 Bourbon (Nicolas), poète, 167, 179.
 Bourdeau, 205.
 Bourdeille (de), 8, 13, 355, 362 et s., 366.
 Bourderon (Pierre), menuisier, 24.
 Bourdigal, 365.
 Bourdillon, 187.
 Bourdin d'Angle, commis d'admin., 320.
 Bourdois, 364.
 Bourdon (Léonard), 29.
 Bourdonneau (Jean), saunier, 24.
 Boureau, 370.
 Bourgeois, 260.
 Bourignon, Bourguignon, 364 et s., 370.
 Boursiquot, 366.
 Boutelleau, 366.
 Boutet, notaire, 248.
 Boutiron, 380.
 Bouyé (Pierre), 161.
 Bouyer, 3, 133, 367.
 Bouzet (Batilde-Camille du), 8.
 Bovenval (Elienne de), sieur de Montmaitre, 62.
 Boyer, 367.
 Boyer (Thomas), avoué, 8.
 Boyer (dom), visiteur, 63.
 Boyer d'Agen, 51.

Boyveau-Laffeteur, 98.
 Bragny ou Braigny, 367.
 Brard (Dr), 304.
 Braud, 335, 367 ; — capitaine, 226.
 Brébut (de), 367.
 Brehon, 368.
 Brejon de Lamartinière, 7, 9, 10, 11, 41, 138, 216, 222, 264, 265, 332, 368 et s.
 Brelay de Terreneuve, 343, 362.
 Breman (Charles de), sieur de Belespine, 93.
 Bremer (Elisabeth), 141.
 Brémond d'Ars (de), 8, 10, 12, 14, 15, 17, 18, 307, 361.
 Bresnaud ou Bresmaud, 355.
 Bretinauld de Méré (famille), 74 et s., 87, 343.
 Briand, abbé, 121, 130.
 Brianson (de), 350.
 Briault, médecin, 337, 338.
Brie-sur-Archiac (Charente-Inférieure), 133.
 Brillouin, 120, 153.
 Briot, député, 210.
 Brisson, 87, 355, 365.
Brizambourg (Charente-Inférieure), 55, 126.
 Bron, 336.
Brouage (Charente-Inférieure), 67, 72, 321, 322, 325.
 Brouard (du), 72.
 Broussard-Clinet, 21, 24.
 Brudieu, 322, 324, 337.
 Brumauld des Houillères, 301, 305.
 Brunaud (Paul), avoué, 218.
 Brun, charpentier, 323.
 Bruneau, 128, 360.
 Bruneau de Rivedoux, 374.
 Brunet, 31, 136, 214, 222, 225, 277, 380.
 Brunetbau, prêtre, 204.
 Brunetière, ancien chanoine, 128.
 Bruslé, 368.
 Budé (Guillaume), 166.
 Buffandeau, juge de paix, 31.
 Buisson, 126, 135, 329.
 Bullinger (Henri), pasteur, 181.
 Bullion (de), 340.
 Bures, 49, 105, 245, 301, 304.
 Burgaud des Marets, 162.
Burie (Charente-Inférieure), 50, 132.

C

Cadot (Mlle), 304.
 Caillaud, 365.
 Callard (Huguette-Marie-Charlotte), 45.
 Callot (Maurice), lieutenant de vaisseau, 162, 163.
 Callot (Ernest), 163.
 Calvet, 162.
 Calvin, 168, 181.
 Campet de Carrouge, 357.
Candés (Indre-et-Loire), 234.
 Canolle (Louis), propriétaire, 222.
 Caprara, cardinal, 127.
 Caquineau, 134.
 Caraige (Jacques), cordonnier, 35.
 Caraman, 155.
 Cardailhac, curé, 126.
 Cardaliaguet (René), 163.
 Caron (Pierre), 156.
 Carré de St-Germain (Louis-Jean-Gaspard), 11.
 Carrouge, 278.
Cassel (Allemagne), 64.
 Cassion (Joseph), m^e orfèvre, 34, 35.
 Cassoulet, 90.
 Castagnary, 266.
 Castillon du Perron (Mme), 7.
 Cauroy, 370.
 Caverne, notaire, 331.
Cayenne (Guyane), 73.
 Cerbelle, 340.
Cercoux (Charente-Inférieure), 263, 268 et s.
 Cervallerius (Antoine-Rodolphe), 180.
 Césarini, enseigne de vaisseau, 324.
 Chabannes (Adhémar de), 183, 195, 379.
 Chabot, 241, 371.
Chagnolet, 130.
 Chaigneau, 346.
Châlons-sur-Marne, 43.
 Chambellan, chirurgien dentiste, 320.
Chambéry (Savoie), 5.
 Chambes (Jean de), 241.
Champagnac (Charente-Inférieure), 133.
Champfleury, comm. de Bords, 115.

- Chancel, aide de constructions
navales, 318.
Chaniers (Charente-Inférieure),
55.
Chanlerie, fief, 83.
Chaperon (Marie), 24.
Chappus, vicaire général consti-
tutionnel, 133.
Chappuset, 357.
Charavay (Etienne), 228.
Charbonnier (André), écuyer,
sieur des Salles, 144.
Charles le Chauve, 195.
Charpentier, 337.
Charrier, 7, 217, 218, 219, 222,
369.
Charron, 141, 361.
Charroux, commune de Chade-
nac (Charente-Inférieure), 307.
Charroux (Vienne), 195.
Charrnaud (Pierre), greffier, 31.
Chartier, curé constitutionnel,
126.
Chartin (Louise), 167 : — (Louis),
procureur du roi, 167.
Chasseloup Laubat (de), 63, 66,
73 ; — Chasseloup, 362.
Chateaufneuf, 369.
Chasteau-Regnault, seigneurie,
68.
Château-Thierry (Aisne), 42, 43.
Châtelailon (Charente-Inférieu-
re), 230.
Châtillon (Claude), 2, 71, 112,
113, 232 ; — (Odet de), cardin-
al, 167, 179.
Chaumel (Guillaume), marchand,
176.
Chaumont (Haute-Marne), 261.
Chaumont-Quitri (Marie-Anne),
11.
Chauveau, 351.
Chauvelin (marquis), 205.
Chauvet, 347.
Chauvin, 24, 354.
Ché (Jeanne du), 305.
Chemeraud, 345.
Chemin (Philippe du), 85.
Chepniers (Charente-Inférieure),
262, 268.
Chérac (Charente-Inférieure), 55,
126, 227.
Cherbonnier, 353.
Cherpied-en-Liquière, 24.
Chevalier, 3, 24, 35, 339, 340, 357.
Chevalon-en-Bonneuil, 24.
Chevrenil, 363.
Cholous, notaire, 119.
Chotard, 226, 330.
Chouet, notaire, 114.
Chrestien (Florent), 166, 180, 181,
250.
Chesneau, 176, 178, 181.
Chevalier des Landes (Françoise-
Elisabeth), 214.
Chuquet (A.), 105.
Clais, notaire, 123.
Claude de Saintes, évêque, 186.
Clavereau, 354.
Clermont (de), juge royal, 142.
Clervaux (Josué-Marie de), 9.
Clion (Charente-Inférieure), 231.
Clouet, 380.
Coëffé (Pierre), greffier, 329.
Coffinières de Nordeck, 9, 76.
Cognac (Charente), 6, 108, 233,
268.
Collignon, 65.
Colin, compagnon menuisier, 325.
Colomiès, 181.
Combes, 231, 336.
Comminge (de), 345.
Compagnon de Thézac, 344.
Condé (prince de), 11, 66, 73, 174.
Condom (Gers), 32, 33, 35, 53.
Conflans (de), 366.
Constant (André), évêque cons-
titutionnel, 37, 133.
Contré de Pradel, 340.
Copus, principal de collège, 248.
Corbeau (Marie), 24.
Corbinaud, 31, 355.
Cordoniu (Ch.), professeur de
lycée, 102.
Corinthe, 15.
Corme-Ecluse (Charente-Inférieu-
re), 30, 56.
Corme-Royal (Charente-Inférieu-
re), 27, 139.
Cornet, professeur, 164, 169.
Cornevin (Catherine), 24.
Cosnac (Charente-Inférieure), 35.
Cotard, 363.
Cotard de l'Isle, 13.
Cotherousse, 344, 345, 366.
Couches (Saône-et-Loire), 41, 54,
• Coucy (Mgr de), 53, 54, 128, 130,
199, 203.
Coudreau, 340, 364.
Cout du Vivier de Lorris (Mgr),
53.

Coullon (Charles), *escuyer*, 257 et s.
Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres), 3.
Coulonges (Charente-Inférieure), 201.
 Couraud, 28, 296, 329.
 Courault (Antoine), *sieur de Fétilly*, 247.
 Courbon (de), 365.
 Courbon Saint-Léger (Jacques de), *chevalier*, 117.
 Courcelle-Seneuille (C^t J.-L.), 381.
Courçon (Charente-Inférieure), 55, 126, 132.
 Courpron, 21.
 Courson (Comtesse de), 48.
 Courteault, 49, 184.
 Courtils de Besy, 109, 110.
 Cousinéry (Charles), 304.
 Coutanseaux (Renée), 304.
 Couturier (Marie), 24.
 Couturier (Philippe), *officier de santé*, 265, 266.
 Couyer, 63, 68.
 Cozes (Charente-Inférieure), 24, 28, 30, 32, 55, 126, 132, 133, 296.
 Crassons, 312.
Cravans (Charente-Inférieure), 126.
Crazannes (Charente-Inférieure), 232, 304.
 Crémieux (Adolphe), *ministre*, 207.
 Cristin, 344.
 Croizetière, *juge*, 319 : — *avocat*, 320.
 Cronzat, 353.
 Cugnac (Mme Charles de), 85.
 Culant (famille de), 115.
 Cumont (Hélène), 75.
Cunault (Maine-et-Loire), 234.
 Curion (Cœlius Secundus), 172.
 Cusson, 344.

D

Dagonet, 251.
 Daignemont, 354.
 Dalidet, 87, 143, 334.
 Dall-Kéréon (le), *contre-amiral*, 317.
 Dalloue (Mme François), 84.
 Dalvy, 345.
 Dangibeaud (Ch.), 49, 50, 83, 196, 217, 362, 370, 381 ; — du Maine,

347 ; — (Etienne), 264 ; — (Eutrope-Louis), 215, 216 ; — *juge de paix*, 207.
 Daniaud, 352, 364.
 Daniel (Pierre), *érudit*, 172.
 Daniou, 339.
 Dantzig (Allemagne), 69.
 Dargeance (Jean), 62.
 Dargendax, *entrepreneur*, 152.
 Dargens, *officier*, 320.
 Darqué, 34, 35.
 Darrabin (Jean), 34, 35.
 Daube (Edmond), 160.
 Daubonneau, *curé constitutionnel*, 126.
 Daunis (Louis), 24.
 Dautriche, *président du tribunal*, 149.
 Daviau, *archevêque*, 199.
 Daviaud, 324.
 David, 24, 85.
 Debec, *notaire*, 108.
 Decazes (duc), 152.
 Dechelette (J.), 97.
 Dechézeaux, 311, 312.
 Decourdemanche (J.-A.), 103.
 Decrès, *ministre de marine*, 8.
 Deffages, *greffier*, 30.
 Degert, *abbé*, 185.
 Delaroche, *greffier*, 30 ; — *curé*, 227.
 Delaruelle, 167.
 Delavaud, 105, 106, 157, 300, 379.
 Delayant, 164, 175, 176, 245, 249 et s.
 Delcassé, 249.
 Delezay, *curé constitutionnel*, 126.
 Deloche, 183.
 Delon, *curé*, 126.
 Delong (Raymond), *procureur fiscal*, 86.
 Delys, *libraire*, 369.
 Denis, 380.
 Depont (Léonce), 2.
 Desbrillon, *notaire*, 89.
 Descudé (Marie), 233.
 Desgraves (Georges), *négociant*, 19.
 Desnaule, *juge de paix*, 30.
 Desprez de Montpezat (famille), 81 et s.
 Desseix de Masdebord (François), 127.
 Dexmier, *notaire*, 84, 87.
 Dhesnin, *curé*, 126.
 Dinocheau, *député*, 220.

Dodart (Amélie), 78.
Dompierre (Charente-Inférieure), 30, 74, 227.
Dompierre-sur-Mer (Charente-Inférieure), 55, 130, 202.
Dor, maire, 163.
Dorat (Mathieu), greffier, 136.
Dordogne, département, 313.
Douet (du), 342.
Doussin, prêtre, 128 et s., 202 ; — famille, 223.
Drilhon (Eutrope), 372 : — notaire, 217 : — suppléant, 207.
Drouhet (Daniel-François), 119.
Dubergier de Lusié, chevalier de St-Louis, 122.
Dubois, 30, 116, 119, 157.
Dubouchet, 356.
Dubourg-Farnoux, 350.
Dubourg, 345, 346, 366.
Dubreuil, 362.
Duchaine (René), juge, 31.
Duchatel, 277.
Duchesne, juge, 322, 323.
Ducheyron du Pavillon, ancien chanoine, 128.
Duchilleau (marquis du), 127.
Ducomet, 34.
Dufaur, 64.
Duffort, 358.
Dufour, 65, 144, 369.
Duhamel, 341, 364.
Duguet, 6.
Duhau ou Dechau, 360.
Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire d'Etat, 229, 230.
Dumas, assesseur, 28.
Dumorisson (Mme Gabriel), 108.
Du Pan (Louis), 381.
Dupin, préfet, 128.
Duplais des Touches (Jean), 328, 382.
Duplais, 27, 30, 31, 139, 145.
Duprat, 373.
Dupuy, 2, 301, 306.
Dupuy d'Angeac, 108.
Durand de Lavaux-Martin (Edouard), 304.
Durand de Villegagnon, 371.
Durau (Marie-Elisabeth), 262.
Duret, 49, 149, 150, 322, 323.
Durfort de Civrac, 84, 86, 116.
Durivault, notaire, 216.
Durv (Claude), marchand faïencier, 93.

Dussaud, Dussault, 336, 345, 361, 366.
Dussourd (Joseph-Marie), 136.
Duvigier, 25.
Duvivier (Ch.), 186.
Dyonet (L.-G.), 155.

E

Ecoyeux (Charente-Inférieure), 30, 31, 55, 135, 136, 226.
Ecurat (Charente-Inférieure), 13, 161, 368.
Emond (Nicolas-Michel), receveur général, 8.
Ensoigne (Voir *Anchoine*), 48.
Erasmus, 166, 181.
Ervès (Pierre), 24.
Escaudemac (d'), 34.
Eschasseriau, notaire, 89 ; — baron Eugène, 137 ; — procureur général, 137, 208, 265 ; — maire, 9, 216.
Esmein, 157, 302.
Espérandieu, commandant, 260.
Essart (l'), commune de La Chapelle des Pots, 215.
Estienne (Henri), 172, 180 ; — (Robert), 181.
Etangs (des), 361.
Etenduère (de l'), commandant d'armes, 318, 321.
Eugénie (impératrice), 11.
Eveillard, 115.
Eyssautier (Monseigneur), 5, 6, 161.

F

Fabry, 322.
Fabvre (François), marchand drapier, 8, 223.
Fabvreau, 355.
Farnoulx, 346.
Faucher de la Ligerie, 301.
Faucher de la Réole, 127.
Fauconnier (Gabriel), 382.
Faur, 369.
Faure, 121, 138, 216, 367.
Faure-Douville, receveur des finances, 121.
Faveau, commune du Gua, 137.
Favreau, chapelain du roi, 19.
Favet (Marie-Madeleine), 6.
Fédon, dit Montandre, 214.

Félice (de), pasteur protestant, 179.
Fenioux (Charente-Inférieure), 193.
Ferrare (duchesse de), 174.
Ferry (Charles), 240 : — (Paul), 249.
Feuilleateau, 93, 344.
Fèvre (Pierre le), 252.
Fillon (Benjamin), 165, 250.
Fillon, 348.
Flandrin, 365.
Flavier, 214.
Fleurans (de), 362.
Fleuriau, 125.
Fleury, 56, 136, 231.
Folin (Françoise-Félicité-Victorine), 74.
Follet, 12.
Fonrémis (de), 49, 51.
Fonsèque de Surgères (Hélène de), 299.
Fontaine, 368.
Fontautive (grand), 142.
Fonteneau, 340.
Fontenay-le-Comte (Vendée), 129.
Fontevault (Maine-et-Loire), 50, 234, 242.
Fontorbe, architecte, 219.
Forant (Jacques), marin, 81 ; — (Job), 68.
Foran, 65.
Foreau, distillateur, 38.
Forestier, 368.
Forget (Jean-Baptiste), assesseur, 136.
Forgettes, commune de Saint-Savinien, 115.
Formey de Saint-Louvent, 6.
Fort-Marzelle, 47.
Foubert, notaire, 8, 49, 216, 224.
Foucaud du Ruisseau, 217.
Foucauld, 216, 353.
Fouché (Marie), 329.
Fourestier, 335, 351.
Fournier, 134, 364.
Fouvyne (Catherine), 145.
Fraigne (A.), notable, 28.
France (Renée de), 169.
Franck (Daniel), 382.
Franchet (Louis), 297.
François, prêtre, 202.
Frémont (Vincent), secrétaire, 176.
Fresneau de la Gataudière, 66, 68, 73, 74.

Fresneau (François), conseiller, clerc référendaire, 65 : — (François), écuyer, ingénieur du roi, 73.
Fribaud, 339.
Frichon, curé, 126.
Froger, 339.
Froger de la Rigaudière, 65, 70, 71, 73.
Froger de l'Eguille, 71.
Fromaget, docteur, 382.
Fromentin, 228.
Frommonville, 68.
Frotier de Peray (Angélique), 122.
Furon, 351.
Fuschamberg (de), 356.

G

Gaborit, 353.
Gaillard, 232.
Gallocheau, 369.
Ganier (Pierre) marchand, 24.
Garaud (Marcel), 382.
Garesché, 71, 137, 306.
Garnery, 212.
Garnier, 126, 158, 217, 322 ; — de Saintes, 310 : — sieur de la Motte des Raze, 287.
Garonne, 348.
Garreau, 18, 56.
Gasc (de), 362.
Gaschot (Jehan), avocat, sieur de Vuers, 260.
Gaschet, abbé, 203.
Gasquet, notaire, 146.
Gaubert (Ernest), 382.
Gaultreau, notaire, 145.
Gauthier, prêtre, 202.
Gautier (Marie), 24.
Gautier (Jean), maître menuisier, 215.
Gautret (Pierre), 8, 224.
Gayot, conducteur, 152.
Gay (Charente-Inférieure), 51.
Gelézeau, abbé, 36, 66, 67.
Gelinaud (Guillaume), seigneur de Sainte-Hermine, 228.
Gelineau, 352.
Gemozac (Charente-Inférieure), 8, 21, 24, 30, 55, 126, 132, 216.
Genet (Jean-Théodore), 9.
Genève (Suisse), 168, 178, 246.
Genouillé (Charente-Inférieure), 55.

- Geoffre, 356.
Geoffroy, 24, 143, 347, 379.
Georget, 343.
Gibeau, vicaire, 128, 129.
Gibeaud (Le), commune de Maignac, 13.
Gilbert, 342, 351, 358.
Gillebert, 274.
Gilles (F.), 382.
Gillet, notaire, 84, 86, 144.
Gillet (Marie), 24.
Gillibert, 361.
Gillot Saint-Evre (Mme), 123.
Gillot (Antoine), 256 et s.
Girardin, officier municipal, 30.
Giraud (Pierre), notaire, juge de paix, 30, 135.
Giraudeau, 335.
Giraudias, 158, 207, 333.
Givanovich (Marianna), 7.
Glori (Elisabeth), 24.
Gluaize, commis d'administration, 321.
Gobeau, 31, 135, 136, 222, 341.
Godard, 375.
Godet, 8, 62, 224, 226.
Godet des Marais, 66, 72, 73.
Godin (Mme E.), 164.
Godut (François), orfèvre, 317.
Goguet, 32, 121, 208, 296.
Gombaudo, greffier, 30, 114, 260, 262, 270.
Gombaudo de Champfleury, 115.
Gontaud de Biron (de), 348.
Gords en Epargne (Les), 24.
Gorry, juge de paix, 27.
Gounin, curé constitutionnel, 126.
Gounon dit Pradon, 21, 23, 25.
Gourdon, 3, 49, 99, 153, 154, 158, 163, 352.
Gourgue, 335, 368.
Goussé, 61, 63, 140, 355.
Gout (Claude-Antoine), maire, 218.
Goy, 355, 362.
Goya, peintre, 45.
Goyraud, 322.
Grailly, 67.
Gravailles (Jean), 34.
Grasset (Elisabeth), 24, 253.
Grasset St-Sauveur, 212.
Gravier (Johannes), 2.
Grazenlœil (Isaac), 247.
Gréard, ex-capucin, 321, 322.
Grégoireau, 141, 360.
Grésac (Charente-Inférieure), 24.
Grieu (de), 161.
Griffon, 9, 226, 340.
Grilhon (Suzanne), 24.
Grivet, 320, 322.
Grolleau, 352.
Grousset (Jean-Baptiste), huissier, 317.
Gruel, président, 319.
Guenon, 141, 321, 340, 344, 367.
Guérard (H.), 382.
Guérin (de), 344.
Guérin, 49, 89, 301, 305, 375 ; — (Edmond-Jean), 20, 32, 140, 153, 158, 226, 227, 269, 338, 356.
Guerre (Jeanne-Henriette-Armande), 67.
Guerry (Alfred), 224.
Guesnon de Bonneuil (Laure), 18.
Guessard, 186.
Guilbeau (G), curé, 126.
Guilhon (Anne), 24.
Guillau de Sersé, président, 206.
Guillaud, docteur, 183, 302.
Guillaudeau (Joseph), 106.
Guillebeaud, 367.
Guillebon (de), 345, 346, 355.
Guillem de Piton, 67.
Guillemardet, préfet, 12, 41, 42, 43, 44, 54, 125, 216 ; — (Jean-Baptiste), chirurgien, 41.
Guillermain, juge, 217.
Guillet (Jules), 260.
Guillet dit Desgrois (Charles), 224.
Guillon (J.-M.), 382.
Guillot, assesseur, 28.
Guillotin, 378.
Guimbelot, voilier, 321.
Guimançon (de), 358.
Guinot, 358, 359.
Guinot (de), de Monconseil, 13.
Guinot (Louis), chevalier, 144.
Guinot de Soullignac (Louis), 145.
Guiot du Repaire, 9.
Guin (de), 345, 349, 350.
Guinières (Charente-Inférieure), 35.
Guiton, 19, 324.
Guiton de Maulévrier (Auguste), écuyer, 144.
Guy de la Blacherie, 340.
Guy (Allaire), sieur de la Gailarde, 89.
Guyane (La), Amérique, 48.
Guyonnet, curé constitutionnel, 126.

H

Hambourg (Allemagne), 73.
Hamelot, 181.
Haraneder (Alexandre de), 259.
Hardy, 119, 126, 337, 351.
Harpedane de Belleville, 371.
Haumet, 365.
Hautefort (d'), 119.
Héard du Tailli, 326, 353.
Héard, famille, 221, 222.
Hèbre, négociant 317, 321.
Helie, avocat, 224.
Heudicourt (marquis d'), 116.
Héraud, 354, 361.
Hériard, 7.
Hermite (vicomte de), 215.
Hervé, 124, 357.
Hiers-Brouage (Charente-Inférieure), 161.
Hillairet (Marc-Pascal), 224.
Hirn, évêque, 202.
Hommeau, 272, 368.
Horry, 85, 273.
Hotton, 248.
Houchard (Marguerite), 64.
Hubin, 346.
Huet-Labrousse (Laure), 111.
Hugues, 322, 324.
Humeau, 345, 364.
Hun, 8, 345.
Huvet, 13, 96, 216, 219.

I

Imbaud (E.), notable, 28.
Inquimbert, 3.
Isle (famille d'), seigneur de la Matanière, 114.
Islon, évêque, 188, 196.
Izambert (Adrien), 119.

J

Jacquelin, commandant de navire, 317.
Jagueneau (François), 119.
Jalinaud, capitaine de vaisseau, 320.
Jamboyer (Jeanne de), 68.
James (de), 72.
Jard, maire, 105.
Jarnac (Charente), 162.
Jaulin de Vignemont, 62.
Javelle, 354.

Jay, 12.
Jean, 24, 136, 366.
Jégu, abbé, 379.
Jeudy, prêtre, 124, 126.
Jilot (Antoine), sieur du Plantin, 256 et s.
Joguet, greffier, 219.
Jolly, 93, 345.
Jonain, 46.
Jonzac (Charente-Inférieure), 4, 16, 19, 21, 24, 36, 55, 59, 126, 127, 132, 200, 201, 231, 269, 311.
Joséphine, impératrice, 7, 10.
Jouan, 28.
Joubert, 85, 342, 383.
Jouhanneau, 103.
Jouise, notaire, 177, 248, 256.
Jouneau, député, 19, 149, 210.
Jouneau, famille, 120, 121.
Jourdan (L.), 164.
Jousselin (Suzanne), 62.
Jousseran (Raphaël de), 86.
Jousset (Germaine), 305.
Juillard, 360.
Jules-Mary (Geneviève), 7.
Julien-Desvarennes, sous-contrôleur, 320.
Julien-Laferrrière, notaire, 9, 215, 224.

K

Klein, 45.
Kreps, 336.

L

Laage (de), 81, 163, 301, 304, 305.
Labadie (E.), 48.
Labastie (de), 350.
Labat, 348.
Labbé, 183, 191, 195.
La Bertonnière, fief, 142.
La Bonnerie (de), 351.
Laborde (de), 352.
La Brousse (Charente-Inférieure), 2.
Labrousse, graveur, 212.
La Capmesure, 215, 330.
La Cave (seigneur de), 115.
La Chambre (de), 350.
La Chapelle des Pots (Charente-Inférieure), 15, 307, 331.
La Clie (de), 115.
La Couarde (Charente-Inférieure), 56.

La Coubre (phare et forêt), 48, 49, 51.
La Coudraye, curé, 126.
Lacour, 13, 49, 51, 108, 358.
Lacroix, 8, 24, 87.
Lacroix-Saint-Cyprien, curé, 126.
Lafargue (de), 344.
Lafaurie de Monbadon (Jeanne), 13.
Lafaye (Pierre), chamoiseur, 31; — assesseur, 135.
La Flèche (Sarthe), 12.
La Flotte (Charente-Inférieure), 55, 200.
Lafont, 357.
La Forest, prêtre, 124, 126.
Lagardin (Jean), abbé, 6.
Lage de Volude (de), 11, 14.
La Grizolle (de), 344.
La Guadeloupe (Amérique), 72.
La Guillebaudière (seigneur de), 115.
La Hoguette, 24.
Laignelot, 127, 310, 316, 319 et s.
Laiguillon (de), 368.
La Jarrie (Charente-Inférieure), 55, 126, 132, 174.
La Jonquière (L. de), 158.
La Lande (de), 270.
La Laurencie (de), 294.
Lalouhé, 63.
La Lune, port, 48.
Lamarck (Lazarette-Huguette), 45.
La Martinière (de), 105, 158.
La Malassière, comm. de Nouillers, 114, 115.
Lambert, notaire, 268.
La Morinerie (de), 11, 73, 363, 364.
La Mothe-Fouquet (de), 115.
La Mousnière (de), 358.
Landes (Charente-Inférieure), 2.
Landreau, avocat, 341, 365; — curé, 126.
Landriot, évêque, 199, 219.
Lapelin (Hélène de), vicomtesse, 6.
La Pépinière, logis, 115, 117.
Laplace (de), 344.
La Porte aux Loups, 72.
La Porte (de), chanoine, 111.
Larade (de), famille, 120 et s.
La Robertière, 351.
La Rochecourbon, château, comm. de Saint-Porchaire (Charente-Inférieure), 302.

La Rochefoucauld (de), 8, 115, 121, 142, 371; — évêque, 232, 264.
La Rochejacquelin (de), 129.
La Rochelle (Charente-Inférieure), 3, 4, 7, 8, 17, 18, 19, 20, 23, 45, 48, 51, 53, 54, 55, 56, 58, 74, 106, 108, 122, 123, 125, 128, 130, 132, 133, 163 et s., 168, 199, 202 et s., 228, 229, 231(233, 245, 247, 249, 250, 256, 265, 302, 304, 305, 310, 312, 313, 315, 316, 317, 319 et s., 327, 331, 373 et s., 379; — (St-Barthélémy de), 126. — (St-Sauveur de), 126.
Larquier, 359.
Larrieu (Caesar), menuisier, 35.
La Sablière (de), 362.
La Salle (Valérie de), 304.
La Sauzaie (de), 168.
Lassus père, chirurgien, 320.
Latache, 224, 349.
La Tenaille, comm. de St-Sigismond, (Charente-Inférieure), 76.
Latierce, maire, 148.
Latour de Geay (Mme), 51.
Latour (de), 144, 362.
Latour de Bonnemie (Mme), née Claire d'Authon, 144.
La Tour du Pin-Gouvernet (Jean-Frédéric de), comte de Paulin, 13.
La Tremblade (Charente-Inférieure), 48, 55, 64, 68, 132.
Laugerie, comm. de Berneuil, 30.
Laurent (Jacques), 329.
Lausanne (Suisse), 168.
Lauzon (de), 334.
La Vacherie (de), 341.
Laval (B. de), 12.
Laval (Mayenne), 11.
Laval (Gédéon de), 114.
Lavallade (de), 273.
La Vauguyon, 39, 40.
Lavergne, officier, 320.
Laverny, 33, 34, 35, 49.
Lavieille (Ch.), docteur, 46.
Lavocat, 24.
Le Bardelet (Damienne), 68.
Lebas, 318.
Leberthon, 26, 263, 361; — de Bonnemie, 216.
Leblanc, juge de paix, 136.
Leblanc, huissier, 135.

Le Bouvyer (Jean), 167.
Lebrun, 324, 351.
Le Bugue, 48.
Le Camus, évêque, 199, 302.
Le Certain, capitaine d'artillerie, 321.
Le Château d'Oleron, 55, 126, 132.
Leclerc, 378.
Lecomte, 349.
Le Cop (Luc), 249, 251, 256.
Lecoq, 347, 358.
Le Cornu, évêque, 344.
Lectoure (Gers), 108.
Leczinski (Stanislas), 69.
Lefèvre-Pontalis, 106.
Lefèvre (Pierre), 174, 175, 176, 178.
Le Fleix, 48.
Le Gay de Boisnormand (François), 246.
Léger, 353.
Le Gout-Gérard, 230.
Legrand, 116, 169.
Legrix, ancien chanoine, 134.
Le Havre (Seine-Inférieure), 7.
Leipzig (Allemagne), 370.
Leloup jeune, 320, 321.
Lem, trésorier-payeur général, 8.
Lemaignan, 301, 305.
Lemaître-Bonnifleau, 15.
Lemaître (Josué), juge, 151.
Lemaître (Jules), 158.
Le Mayeur, chef de bureau, 67.
Lemercier, 19, 54, 126, 211, 322, 333.
Lemet, assesseur, 28.
Lemierre (Marie), 163.
Lemonnier, abbé, 49, 60, 134, 204, 301, 323, 383.
Lemusnier, 355.
Lenoir, artiste peintre, 229.
Léon, chef de division des services archéologiques, 230.
Léoville (Charente-Inférieure), 4, 38, 201.
Lepage, 185, 193.
Le Paintre (Etienne), 167.
Le Pérat, comm. de Dompierre, 73.
Lepolle, 351.
Leps, marchand, 321.
Le Puy (Haute-Loire), 4.
Lequinio, conventionnel, 127, 310, 315, 316, 318.
Leray, notaire, 120.
Léridon, 260, 261.

Leroy, curé, 126.
Lescorche-bœuf, fief, 270.
Lescuyer (Nicolas), maire, 88.
Lescuyer, curé constitutionnel, 126.
Les Epeaux, commune de Meursac, 24.
Les Gonds (Charente-Inférieure), 266.
Lespingueux (Jean), greffier, 90.
Lestang (de), 67, 360.
Lestrange (de), 39, 40, 49, 51, 231.
Les Razes, fief, 120.
Le Sueur, sous-intendant, 160.
Letard (François), abbé, 4.
Letelié (André), 66.
Levrault, 10.
Libaud (Marie), 24.
Liège (Belgique), 110, 260.
Ligarde (Pierre de), écuyer, 86.
Lignières, 316, 320.
Ligourre (de), 115.
Limal (Arsène), maire, 16.
Limoges (Haute-Vienne), 3, 45, 111.
Limouzin, 141, 142, 145, 273.
Lisch (Just), architecte, 233.
Loiret, département, 29.
Lorignac (Charente-Inférieure), 24.
Lorris (de), évêque, 125, 126, 130.
Lortie (Aymard), de St-Hilaire, 66.
Lortie du Maine (Etienne-Philippe-Auguste), écuyer, 73.
Lot-et-Garonne, département, 37.
Loti (Pierre), 158, 383.
Loulay (Charente-Inférieure), 55, 126, 132.
Loustallot, 149, 335.
Louveau de la Règle, famille, 80, 81 et s.
Louvet de Coudray, 29.
Louvet (Antoine), veuve, 216.
Louys (Jacques), m^e apothicaire, 34, 35.
Louzac (Charente-Inférieure), 227.
Loyer (Laurent), juge consul, 223.
Loynes (François de), 166.
Lozeau (Paul-Augustin), député, 312.
Lubersac (de), 368.
Luchet (de), 96, 366.
Luçon (Mgr), cardinal, 5.
Luçon (Vendée), 53, 129, 134.
Luguet (Marcel), 383.

Lunet de la Jonquièrre (Etienne-Edmond), 78.
Luraxe, juge de paix, 219.
Luret (de), 115.
Lussac en Saint-Just (Charente-Inférieure), 24.
Lusse (Geneviève de), 65.

M

Mac Némara, capitaine de vaisseau, 124.
Mage (Anne), 141.
Magistel (Adrien), ancien juge de paix, 30.
Magnaud, 96.
Magne, 230, 244.
Magnes (J.-B.), 378.
Maignas, ministre, 146.
Maillé (de), 40.
Maillé (Haute-Vienne), 127.
Maillet, notaire royal, 223.
Mailly (Claude), 142.
Maimbielle, 320.
Maisonneuve, 111, 320, 321.
Maleden (baron de), 152.
Malepeyre (Cl.-L.), 210.
Malerbeau, prêtre, 202.
Malevssie (vicomte de), 19.
Mallet (Louis), curé constitutionnel, 126.
Mallot, 303.
Mallot (Jean), ministre protestant, 172, 173.
Mandolx (Jean-François de), évêque, 130 199.
Manes (François de), chevalier, 143.
Maniguet (A.), 383.
Marans (Charente-Inférieure), 53, 55, 124, 126, 132, 228.
Marchais, 368.
Marchand, 231, 371.
Marchant, juge de paix, 149.
Marchesseau, notaire, 164.
Marcouiller, 88.
Marcouiller, notaire, 144.
Maréchal, notaire, 92, 141, 143, 145.
Marennnes, 21, 55, 58, 59, 69, 71, 72, 74, 126, 132, 162, 231, 311, 312.
Mareschal (Victoire), 9.
Marie-Aimée, 24.
Marne (département), 29.
Marnix (Philippe de), 252.

Marsaud de la Baine, 351, 368.
Marsaud, 85.
Marseille (Bouches-du-Rhône), 130.
Martel (Isaac), comte de Marennes, 61.
Martell, 39, 40.
Martin de Bonsonge, famille, 11, 49, 60 et s., 157, 360.
Martin, 47, 224, 343, 355, 356, 362, 366.
Martineau, 49, 344, 346.
Martines (Pierre), 175.
Martino (Pierre), 228.
Marv (Jules), 302.
Massacré (François de), sieur de Bioussac, 147.
Masse, 2, 48.
Massiou, 48, 130, 136, 159, 222.
Masson (Emile), 159.
Massoungnes (de), 163.
Matha (Charente-Inférieure), 2, 55, 106, 126, 127, 131, 133, 378.
Mathieu, 355.
Maugeais, procureur, 149.
Maugis, 339.
Mauumsson, 353.
Mauny, docteur, 51. — (M^{me}), 51.
Mauny (Colin), seigneur de Bois-Charmant, 113.
Maurier (Louis du), 106.
Mazade, 318.
Mazet (Abraham), m^e gantier, 35.
Maziéras (Ludovic de), 72.
Meaux (Seine-et-Marne), 43.
Méchain (Armand), 190.
Méchinot, 356.
Megret, 343.
Messeix, curé, 126.
Melle (Deux-Sèvres), 378.
Melon (Anne), 64, 65.
Mercier, 18.
Mercier de Haute-Fay, 272.
Mercy (de), évêque, 129.
Mériot (Henri), 228.
Merlat, 145, 353.
Merlemont (de), 110.
Merlet, 24, 351.
Merlin, 248, 249, 251.
Merveilleux, curé constitutionnel, 126.
Meschers (Charente-Inférieure), 260.
Meschinot de Richemont, 338, 341, 359, 373.

- Meschinot (de), prêtre, 204.
 Mesnard, 147 et s., 159, 361, 365, 373.
 Mesnards (des), 301, 305.
 Mestayer (François), famille, 222.
 Métraud (Jean), notaire royal, 139.
 Mestreau (Jeanne), 306.
 Melhé de Fonrémis, 264, 342.
 Melchnikoff, docteur, 376, 377.
 Metz (Jean de), 305.
 Metz (Lorraine), 53.
 Meunier du Breuil (de), 269.
 Meursac (Charente-Inférieure), 128.
 Meyer, 320, 322.
 Meyer (P.), 46.
 Mézière, 365.
 Michel 62 et s., 356, 359, 364. (Voir La Morinerie).
 Michelon, enseigne de vaisseau, 321.
 Mignon, 24, 356.
 Mignon (Charente-Inférieure), 30.
 Milliou (Jean), propriétaire, 216.
 Miossens (Mme de), 117.
 Mirambeau (Charente-Inférieure), 47, 55, 117, 126, 132, 228.
 Miremont (de), 366.
 Mirlin, curé, 126.
 Misv (de), sous-préfet, 56, 125.
 Molezin (de), 86.
 Mollet, procureur du roi, 264.
 Moncleau (Marie), 24.
 Monjou (Pierre), curé, 126.
 Monmouton (seigneurs de), 115.
 Monnac (Marie de), 113.
 Montesquieu (de), abbé ministre, 203.
 Montaigne (de la), 349, 362.
 Montaigne (Nicolas de), abbé, 116 : — (R. de), 274.
 Montalembert (de), 348.
 Montalivet (comte de), ministre, 18.
 Montargis (Loiret), 164, 168, 303.
 Montarlot, 41.
 Montauban (Tarn-et-Garonne), 305.
 Montaudo, 45.
 Montbadon, 14.
 Montbas (de), 120.
 Montbéliard (Doubs), 168, 246.
 Montbouzy (Loiret), 109.
 Montboyer (Charente), 108.
 Montbron (de), 40.
 Montendre (Charente-Inférieure), 36, 55, 126, 132, 371.
 Montesquiou-Fézensac (de), abbé, 20.
 Montet (Pierre), 24.
 Montfriad (Marie-Marguerite de), 72.
 Montguyon (Charente-Inférieure), 55, 126, 132, 268, 269.
 Montierneuf, abbaye de, 300.
 Montillon, notaire, 92, 146.
 Montlieu (Charente-Inférieure), 4, 55, 126, 132, 262, 268, 371.
 Montmédy (Meuse), 68.
 Montmorency (Anne de), 167.
 Montpellier (Hérault), 41, 126.
 Monplaisir (domaine de, La Chapelle des Pots), 15.
 Montravail, commune de Pessines, 46.
 Monvoisin, 354.
 Morange (Olivier), docteur, 6.
 Mørch, veuve, 163.
 Moré, 369.
 Moreau, 12, 224, 277, 358, 364.
 Morice, 24, 351.
 Morillon, 149.
 Morineau, 356.
 Mortagne (Charente-Inférieure), 27, 28, 30, 51, 55.
 Mosnac (Charente-Inférieure), 378.
 Mossion de Lagontrie (Jean-François), écuyer, 223, 350.
 Motte de Monboilleau (Pierre de), 64.
 Mouchard-Lapierrière, 226.
 Mouchet, notaire, 9, 216.
 Moulins (Allier), 44.
 Moullin, 364.
 Moyne, 356, 364.
 Murand, 369.
 Muret, 183, 192.
 Musset (G.), 164, 190, 230, 271, 300, 379 : — (Alfred de), 49, 51.

N

- Nantes (Loire-Inférieure), 53, 72, 129.
 Nantillé (Charente-Inférieure), 127.
 Naples (Marie-Caroline de), duchesse de Berry, 14.
 Napoléon 1^{er}, 7-18, 66, 202, 205, 207.
 Naud, architecte, 161.
 Naudin, notaire, 176, 250.

Nazelle, 21.
 Nemond (de), 361.
 Néron (Jean-Jacques), plombier,
 31 ; — assesseur, 135, 136.
Neuicq-sous-Matha (Charente-In-
 férieure), 2.
Nevers (Nièvre), 42.
Newark (Nicard), 45.
Newport (Etats-Unis), 316.
 Nicolleau, curé, 126.
Nieulle, commune de St-Sornin
 de Marennes, 137.
Nîmes (Gard), 49, 103.
Niort (Deux-Sèvres), 3, 45, 46,
 234.
 Niox, 12.
 Niox, général, 383.
 Noleau, 321, 324, 325.
 Noleau, maçon, juré et agent na-
 tional, 134.
Nord département, 44.
 Nouailles (de), 344.
 Nougé (Jean), 24.
Nouillers (Charente-Inférieure),
 112, 113, 123.

O

Ogier, 360.
Oleron (Ile d'), 48, 49, 58, 67, 127,
 131, 319.
 Oliveau, procureur de commune,
 28.
 Olombel (Marguerite), 305.
 Oré (Romain), officier de mari-
 ne, 320.
 Oreau, 367.
Orens (Espagne), 53.
Orianolles (Charente-Inférieure),
 269.
 Orillard (Mlle), 303.
Orlac, 227.
Orléans (Loiret), 130, 165, 167 et
 s., 195.
 Otard-Dupuy, 108.
 Oudet (Amédée baron), 111, 161.
 Ouvrard (sieur de la Moutardiè-
 re), 89.
 Ozanneau, 149, 335.
Ozillac (Charente-Inférieure), 24.
 Ozias, 355, 356.

P

Pagez, 340.
 Paillet, 354.

Paillot, 264, 339 ; — de Beaure-
 gard, 342.
 Paillou, évêque, 130, 133, 199 et
 s.
 Pain, 339.
 Pain, greffier, 30.
 Pajaud, 364.
 Palastre (Marie-Judith), 24.
 Palissy (Bernard), 297.
 Pandin de Lussaudière, 305, 306.
 Papillaud, ancien instituteur,
 108.
 Papin, 320, 322.
 Paranteau, officier municipal, 28.
Paris (Seine), 2, 3, 5, 6, 12, 14, 31, 43,
 45, 51, 106, 110, 117, 163, 166, 195,
 199, 203, 205, 211, 228, 229, 233,
 246, 302, 319, 320, 323, 380.
 Parker, 243.
 Parlon, 354.
 Parnajon (Marie-Anne de), 122.
 Paroche Dufresne, maire, 150.
 Pasquier, 330 ; — notaire, 142,
 143.
 Passérat, 375, 379, 383.
 Pasté (Claude), 176.
 Patrouillard, capitaine de vais-
 seau, 320.
 Paulinier (Guillaume), 206.
 Pawlowski (Auguste), 159.
 Polissier, dit Bessé, 21, 23, 25.
 Pelletreau, négociant, 317.
 Pellisson (Jules), 6, 159, 205,
 295, 384 ; — notaire, 35.
 Pelluchon, 126, 346, 363.
 Pépin, 359.
 Péraud, 339, 353, 367.
 Péricaud (Louis), acteur, 3.
 Périer (Jacques du), écuyer, 83.
Pérignac (Charente-Inférieure),
 55.
Périgord, province, 48.
 Périgord (de), cardinal, 203.
Périgueux (Dordogne), 6, 53.
 Pernes (de), 344.
 Pernet de Fleury (Joseph-Marie),
 78.
Perpignan (Pyrénées-Orientales),
 162.
 Perraud, notaire, 83.
 Perraudau, famille, 114.
 Perreau, 63, 369.
 Perrot (Emile), 170.
 Perruchon, 339.
 Petit, notaire royal, 143, 215, 224,
 328, 329, 331, 364.

Petit (Pierre), marchand, 89.
Petit-Niort (Charente-Inférieure)
4.
Petit (Fulbert Mgr), 4.
Pessines (Charente-Inférieure),
136, 201.
Peyrelongue, 7.
Petiet (René), 228.
Phelypeaux de Ponchartrain,
300.
Philippier, 364.
Philippon, notaire, 217, 224.
Pic (Ossian), 108, 109.
Pichon, 342, 345, 354.
Pie VII, pape, 199, 204.
Piet de Beaurepaire (Marie), 67.
Pillon (Geneviève), 65.
Pin de la Guerinière (Louis du),
81.
Pinard (Michel), huissier, 30.
Pinasseau, notaire, 9, 13.
Pineau, 357.
Piis (Antoine de), 10.
Pinélière, prêtre, 124, 125, 126.
Pitard, 277, 345.
Poché-Lafon, médecin, 317, 320.
Poërier de Porbail (Raymond-
Adrien), 75.
Poisson (Georges), 157.
Poitevin, huissier, 329, 345, 363,
364: — greffier, 207.
Poitevin de la Frégonnière, 13;
— Moléon, 8, 16, 17, 210.
Poitiers (Vienne), 19, 53, 123,
218.
Poivert (abbé L.), 159.
Pollard, 362.
Poncelet (R.-P.), 186.
Poncher (Etienne), évêque, 166.
Poncharas (de), 349.
Pons (Charente-Inférieure), 8,
10, 24, 39, 55, 126, 128, 132,
228, 230, 307, 378.
Pons (Jeanne de), 40; — (famille
de), 116 et s.
Pont-l'Abbé (Charente-Inférieure),
30, 31, 55, 126, 132.
Popoin, officier municipal, 28.
Port d'Envaux (Charente-Infé-
rieure), 30, 232.
Porte-aux-Loups (Marie-Marthe-
de la), 10.
Porto-Rico, 11.
Potier de Pommeroy, officier
municipal, 27, 28.

Pouget de Nadaillac (Gaston du),
82.
Pouliac (Basses-Pyrénées), 51.
Pourraud, 68.
Poussard (Charles), seigneur de
Lignières, 85.
Poussin (Nicolas), 301.
Poyen de Bellisle, 74.
Pradet de Bachoué, 67.
Pradon, ministre protestant, 24.
Prévereau, 342.
Prieur, 27, 30, 135, 140, 215, 327
et s., 364.
Prinsaud, percepteur, 38.
Prioleau (Benjamin), 106.
Prouteau (Laurent), apothicaire,
8.
Prulay, 317.
Pussot (Jeanne), 24.
Puygard-Haut (Charente-Infé-
rieure), commune de Neuviq-
Matha, 2.
Puybelliard (Vendée), 199.
Puygombert (de), 350.
Puyguyon (Louise-Antoine de),
75.
Puyrigaud (famille de), 114 et s.

Q

Québec (Canada), 162.
Queux de Saint-Hilaire (Jacques)
lieutenant de vaisseau, 66.
Quévêdo (de), évêque, 53.
Quatre fils (D.), 48.
Quéley (de), 40.
Quillacq (Landes), 46.

R

Rabaine, fief, 146.
Rabolteau, 360.
Racaud (de), 347.
Raguienne de Marçail (de), 357.
Raismer (de), 40.
Rambaud, 28, 160, 246.
Renassannes (de), 28.
Ranche (Marie), 253.
Rancieu (Marguerite-Julie), 127.
Rangeard, 351, 368.
Ranque (de), 358.
Raoul, 344, 368.
Rataud, 364.
Rat-Delacombe (Pierre), 119.
Ratier, 263, 269.

Ravard, 351, 352.
Razin (Charles), écuyer, 115.
Ré (Ile de) (Charente Inférieure), 48, 72, 126, 128, 380.
Rechignevoisin de Guron, famille, 114.
Refuge (du), 113.
Regelsperger (G.), 111.
Regnault (Anne), 65, 73 ; — (Daniel), major, 73.
Regnault (Georges), 111.
Regnaud (comtesse), 18.
Regnier, 134.
Reims (Marne), 53.
Reinach (comtesse de), 11, 14.
Relion, **Rellion**, 354, 355.
Renaud (Marguerite), 65.
Renouveau, 362.
Repaire (Suzanne-Gabrielle du), 9.
Resnier, 340.
Restier, 350.
Rétard (Charente-Inférieure), 216.
Rétif, notaire, 13, 214, 263.
Réveillaud, 354, 373, 374 ; — (Eugène), 160.
Reverseaux (de), 17.
Riandière la Roche (René), 305.
Ribrou, 24.
Richard, 62, 63, 126, 266, 272, 342, 347 ; — préfet, 12, 16, 19 ; — notaire, 142.
Riché, 360.
Richemont (de), archiviste, 164, 227, 252, 373.
Richier, famille, 61 et s.
Rignac sous-contrôleur de marine, 317.
Rinjonneau, curé constitutionnel, 126.
Riollet (de), 353.
Riouffe, 321.
Rioult de Cursay (Cécile-Pauline), 13.
Rioux (Charente-Inférieure), 8.
Riquet, de **Riquet**, 262, 263.
Riquet juge de paix, 27, 28, 30, 31, 135, 136, 138, 140, 205, 214.
Robert, notaire, 85.
Robert, 12, 126, 214, 346, 347.
Robert de Rochecouste, assesseur, 264.
Robillard, 345.
Robillard (de), 115.
Robin, 24, 328, 339, 370.
Robineau (Pierre), saunier, 24.

Robinet, évêque constitutionnel, 127.
Robinet de Plas, 109, 111.
Robinet (François), maréchal, 24.
Robuchon, 303.
Rochard, 320.
Rochefort (Charente-Inférieure), 3, 7, 8, 10, 18, 53, 55, 59, 64, 74, 109, 110, 112, 124, 126, 127, 129, 133, 200, 201, 231, 233, 295, 308 et s., 317, 319, 320, 323, 324, 326, 327, 373.
Rocquemadour, 338.
Rodier, prêtre, 202.
Rogée-Fromy, 163.
Rogery (Augustin), 384.
Rohan-Soubise, 371.
Roland (Jeanne), 68.
Rolland, 115, 125.
Rollet, 54, 124, 125, 126.
Romeny, 370.
Romieux (de), 362.
Romme, professeur d'hydrographie, 317.
Rondeau, 24, 351, 352.
Rondelais, 339.
Rondier, capitaine, 226.
Ronsard, 299.
Rossel, de **Rossel**, 92, 283, 353.
Rossignol, 320, 321.
Rossily, amiral, 314.
Roubin (Jacques), 24.
Rougé (Jean-François), 223..
Rousse (Marguerite), 305.
Rousseau de **Fayolle** (du), 305.
Rousseau, 28, 30, 140, 337.
Rousset, 224.
Roux (Etiienne), 214.
Rouyer, notaire, 13, 214, 217.
Roy, 28, 30, 67, 140, 320, 343, 345, 357 ; — de l'Isle, 123.
Royan-Pontailac (Charente-Inférieure), 48, 50, 55, 305.
Rudelin, abbé, 160.
Ruthin, 344.
Ruzé (Louis), 166.

S

Sachet, 303.
Saige (Guillaume du), conseiller du roy, 32.
Saigues (Jeanne de), 116.
Saint-Agnant (Charente-Inférieure), 55, 124, 126, 132.

- Saint-Aigulin* (Charente-Inférieure). 55.
Saint-Aulaire (de), 347.
Saint-Bris (Charente-Inférieure), 227.
Saint-Cézaire (Charente-Inférieure), 136, 227.
Saint-Clivier (de), 360.
Saint-Dizant du Bois (Charente-Inférieure). 4.
Saint-Dominique, 320, 322.
Saintes (Charente-Inférieure), 1, 3, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 27, 28, 29, 30, 31, 44, 51, 53, 54, 55, 56, 59, 61, 62, 63, 72, 73, 74, 75, 105, 107, 108, 121, 126, 128, 132, 134, 135, 137, 140, 161, 182, 185, 195, 200, 205, 206, 208, 209, et s., 227, 228, 230 et s., 261 et s., 311, 322, 328 et s., 370, 378, 380; — (St-Eutrope de), 126;— (St-Pierre de), 126;— (Les Roches) 31;— (Saint-Vivien), 195; —(Saint-Maur), 128.
Sainte-Soulle (Charente-Inférieure), 55.
Saint-Etienne (Loire), 163.
Saint-Fort-sur-Gironde (Charente-Inférieure), 4, 55..
Saint-Gelays, 371.
Saint-Genis (Charente-Inférieure), 24, 51, 55, 126, 132.
Saint-Georges d'Oléron (Charente-Inférieure), 55, 126, 131.
Saint-Georges des Coteaux (Charente-Inférieure), 127, 128.
Saint-Georges-de-Rez (Deux-Sèvres), 54.
Saint-Germain de Vibrac, 35.
Sainte-Hermine, 124, 228.
Saint-Hilaire de Villefranche (Charente-Inférieure), 132.
Saint-Hippolyte de Biard (Charente-Inférieure), 380.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 4, 16, 19, 53, 55, 59, 103, 108, 112, 114, 116, 120, 123, 126, 127, 131, 132, 147, 148 et s., 163, 190, 195, 201, 216, 228, 231, 234, 268, 294, 305, 373, 374.
Saint-Julien de Lescap (Charente-Inférieure), 304.
Saint-Just (Charente-Inférieure), 4, 55, 72.,
Saint-Laurent (de), 321.
Saint-Legier, seigneur de Botsrond, 39.
Saint-Legier-Lussinet (Mme de), 10.
Saint-Legier (de), curé, 126, 133.
Saint-Maigrin (Charente-Inférieure), 36 et s., 133.
Saint-Martin (Marie-Anne), 9.
Saint-Martin de Ré (Charente-Inférieure), 55, 124, 126, 127, 132.
Saint-Mathieu (de), 274.
Saint-Maurice de Laurençanne 26.
Saint-Médard (Charente), 55.
Saint-Médard, curé, 126, 127, 131; — vicaire général, 202, 203.
Saint-Olive, 347.
Saint-Père, 72.
Saint-Pierre de Juillé (Charente-Inférieure), 2.
Saint-Pierre d'Oléron (Charente-Inférieure), 19, 55, 74, 132.
Saint-Régis (de), 72.
Saint-Sauvant (Charente-Inférieure), 30, 227.
Saint-Savinien, 24, 55, 115, 122, 123, 126, 132, 305.
Saint-Seurin, commune de Beluire, 74.
Saint-Simon de Bordes (Charente-Inférieure), 4.
Saint-Simon (Claude de), 84.
Saint-Sornin (Charente-Inférieure), 66, 67.
Saint-Sulpice de Mornac (Charente-Inférieure), 24.
Saint-Tropez (Var), 108.
Saint-Vincent (Pierre), musicien, 88.
Saint-Xandre (Charente-Inférieure), 182.
Salbert (Jehan), escuyer, sieur de la Ramigère, 260.
Salle, 367.
Sallebert (de), 341.
Salligné (de), 361.
Salmon (J.), 166, 179, 226.
Salvin, prêtre constitutionnel, 124.
Salvy (Georges-Henri), 384.
Sanson, notaire, 84, 88.
Sarlat (Dordogne), 53.
Sarragot, 307.
Sarreau (Abraham), écuyer, 62.

Sarry, 67, 71, 359.
Sarzeau (Morbihan), 316.
 Saudeau, 151, 153.
Saujon (Charente-Inférieure), 24, 27, 30, 31, 55, 126, 132, 139, 390, 311.
Saumur (Maine-et-Loire), 50, 63, 234.
 Sautron, 351.
 Sauvé (TiBource), 3.
 Sauvignon, 364.
 Savary (Hector), ex-procureur du roi, 19, 67, 111, 218, 333.
 Savelier dit Hagetman, 364.
 Savigny (de), notaire, 117.
 Savineau (E.), 98.
 Sazerat, curé, 126.
 Scaliger (Joseph), 190.
 Scalton, principal de collège, 248, 249.
 Schlafer, 6.
Segonzac (Charente), 21, 24.
 Seguiet, chancelier, 103.
 Seguin, 339.
 Seignette, juge, 326, 327, 375, 376.
Sémillac (Charente-Inférieure), 47.
 Senné, notaire, 96, 215, 344.
 Serizier, 337.
 Serres, bourgeois, 317.
 Sers, 18.
 Servant (Elie-Jacques), 138.
 Sicard, 355.
 Sigournais, 165.
 Simon, 63, 110, 304, 366.
 Simonnet, 335.
Smyrne (Asie-Mineure), 304.
 Siorac (François de), 114.
 Soenen (Maurice), 374 et s., 384.
 Solain-Baron (Cécile), 73.
 Sorel, maire, 28.
 Sossaye (Aimée de), 247.
 Sossiondo, famille, 122 et s.
Soubise (Charente-Inférieure), 55, 66, 67.
 Souchet (Félix), 48.
 Soulard, 28, 361, 369.
Soulard (les), village, commune de la Brousse, 2.
 Souillard, doyen, 131.
Soumèras, 22, 24.
 Stefan, commis, 320.
 Stuer (de), 37, 40.
 Suberby, notaire, 35.
 Sublet d'Heudicourt, 118 et s.

Surgères (Charente-Inférieure), 53, 55, 126, 133, 134, 378.
 Symon (Jean), bailli, 68.

T

Tabois, 9, 367.
 Tafforin, 364.
Taillebourg (Charente-Inférieure), 55, 113, 118, 136.
 Tapon-Dupinier, procureur syndic, 29.
Tarbes (Hautes-Pyrénées), 53.
 Tard (Elie), 24.
 Tardy, 143, 328.
Taugon (Charente-Inférieure), 55.
 Tavernier (de), 49, 51.
 Terneau (de), conseiller, 215.
 Terrage, 205.
 Terrien (Jean), curé, 26.
 Tesnière, 346.
Tesson (Charente-Inférieure), 13.
 Tesson (de), contrôleur principal, 152.
 Texier, 133, 277, 321.
 Thaas (Maria), 109.
Thairé (Charente-Inférieure), 56.
 Tharazon, notaire, 175, 250.
 Thenaud, commis greffier, 207.
 Thézac (Mme de), 3.
 Thibaud, 364.
Thiviers (Dordogne), 48.
 Thomas, 152, 245, 247, 251.
Thorigny (Deux-Sèvres), 129.
 Thoyon (Mme), 7.
Tigéaux (Seine-et-Marne), 110.
Tirac (château de), commune de Lorignac, 11.
 Titon (Jean-Baptiste-Maximilien), 8, 9, 17, 18.
Tonnay-Boulonne (Charente-Inférieure), 55.
Tonnay-Charente (Charente-Inférieure), 55, 111, 115, 126, 127, 132, 133, 228.
 Tortat, 334.
 Touchelonge (de), 275.
 Toufaire, ingénieur, 315, 317.
Toulon (Var), 315, 317, 319.
Tournai, 202.
 Tourneur, 86, 325, 367.
 Toussaint, 166, 369.
 Tousselin (Philbert), procureur, 251.
 Train (Adélaïde), 134.

Trarieux, 302.
Travaillé, 61.
Trébuchet, lieutenant particulier, 263.
Trench, 370.
Tripier (Jean-Baptiste), propriétaire, 30.
Trizay (Charente-Inférieure), 380.
Tuffé, 353.
Tugéras (Charente-Inférieure), 35.
Turpin (Gaspard, vicomte de), 214.

V

Valade, 320, 321.
Valein (Louis), officier municipal, 9.
Valenciennes (Nord), 316.
Valentin (Antoine), conseiller du roy, 147.
Valel, 355.
Vallein (Victor), 9.
Valles (Arnaldo de), 384.
Vallet (Blaise), 329.
Vandais, 329.
Vanderquand, 216, 224, 370.
Van der Wort (Henri), 305.
Van Elstande (Dlle Marie), 2.
Vannes (Morbihan), 320.
Vanzac (Charente-Inférieure), 26.
Vaslin, 320.
Vatable (Rachel), 253.
Vaudelincourt, 68.
Vaudreuil, 19, 142.
Veillaudière (de la), 248.
Venant (H.), 384.
Vence (Alpes-Maritimes), 53.
Vénérand (Charente-Inférieure), 306.
Verdun (Meuse), 68.
Versailles (Seine-et-Oise), 320.

Verscheval (Henri), 1.
Verteuil, général, 313.
Viaud, 30, 31.
Viauld, 222, 223, 329.
Vidau-Mastron, 34.
Vidaniel (de), 360.
Vieilh, 321.
Vieuille, 221, 226, 264, 342.
Vigen, docteur, 26, 48, 49, 98, 262, 269, 299, 371, 378, 384.
Vigneau, notable, 28.
Vigoureux de la Roche, 362.
Villain, 330 et s.
Villecourt, évêque, 131.
Villenoisy (F. de), 261.
Villepreux, 362.
Vincennes (Seine), 202.
Vincier (Hubert), 31.
Vindemarcq, négociant, 321.
Vinet (Elie), 184, 185, 190, 191, 192.
Viole, 247, 249.
Vitet, secrétaire, 28.
Vivès jeune, chirurgien major, 321.
Voix, juge de paix, 217.
Vouhé, 45.
Voyé (Antonin), 36, 37.

W

Waitmen, sculpteur, 230.
Waltzing (J.-P.), 261.
Warichez, abbé, 186.
Windish, 381.
Witt (Noordingh de), jacobine, 306.

Y

Ythier, 366.
Yves, 160.

